HAL
open science

Espaces ouverts et métropolisation entre Santiago du Chili et Valparaíso : produire, vivre et aménager les périphéries

Cécile Faliès

▶ **To cite this version:**

Cécile Faliès. Espaces ouverts et métropolisation entre Santiago du Chili et Valparaíso : produire, vivre et aménager les périphéries. Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2013. Français. NNT : . tel-00980400

HAL Id: tel-00980400

https://theses.hal.science/tel-00980400v1

Submitted on 17 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE
UFR de Géographie - Ecole Doctorale de Géographie de Paris
UMR 8586 PRODIG

Espaces ouverts et métropolisation entre Santiago du Chili et Valparaíso : produire, vivre et aménager les périphéries

C. Faliès, 16/09/2010

Thèse pour l'obtention du Doctorat de Géographie
Soutenue publiquement le 24 octobre 2013

Cécile Faliès

Devant le jury composé de :
M. Jean-Louis Chaléard, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (directeur)
M. Yves Jean, Professeur à l'Université de Poitiers (examinateur)
Mme. Monique Poulot, Professeur à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense (rapporteur)
Mme. Marie-France Prévôt-Schapira, Professeur émérite à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis (rapporteur)
M. Hugo Romero, Professeur à l'Université du Chili (examinateur)
M. Sébastien Velut, Professeur à l'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle (directeur)

A la mémoire de ma grand-mère, Valentine (1927-2013)
A l'avenir de Boris

Il y a des habitations merveilleuses ; dans aucune je n'ai voulu longtemps demeurer. Peur des portes qui se referment, des traquenards. Cellules qui se reclosent sur de l'esprit. La vie nomade est celle des bergers. – (Nathanaël, je mettrai dans tes mains ma houlette et tu garderas mes brebis à ton tour. Je suis las. Toi tu partiras maintenant ; les pays sont tout grands ouverts et les troupeaux jamais rassasiés bêlent toujours après de nouvelles pâtures.)

André Gide, *Les nourritures terrestres*, Gallimard, 1993, p.120

Parmi les bergers qui m'ont guidée tout au long de ma thèse, je remercie en premier lieu mes deux directeurs de thèse, le Professeur Chaléard et le Professeur Velut à la fois pour leur exigence et leur bienveillance. Vous m'avez tous les deux à votre façon – souvent la même – montré le chemin de la rigueur qu'impose notre discipline en acceptant aussi de sortir parfois des sentiers battus de notre stricte relation doctorale : Sébastien en m'accueillant toujours chaleureusement chez toi, Jean-Louis en m'incitant énergiquement à passer mon permis de conduire ! Malgré vos suggestions et vos spécialités respectives, vous m'avez toujours laissée libre de mes lectures, de mes lenteurs, de mes errements et donc aussi de mes erreurs.

Mes les bergers ne sont pas que des guides, ce sont aussi des passeurs qui ouvrent des barrières. C'est ce qu'ont été pour moi Hugo Romero, Enrique Aliste, Jorge Negrete, Alejandro Salazar Burrows, qui m'ont ouvert les portes de leurs institutions respectives (*Universidad de Chile, Pontificia Universidad Católica de Valparaíso*, et *Pontificia Universidad Católica*). J'ai eu la chance de pouvoir naviguer librement entre les départements de géographie de ces établissements et surtout de pouvoir échanger avec ces collègues.
Et puis, il y a les éveilleurs, ceux qui, depuis leurs disciplines respectives m'ont ouvert des perspectives. Je pense particulièrement à Fernando Venegas, historien, Sergio Elortegui, biologiste, Fernando Esposito, architecte, Fernando Cosio, agronome, car à travers leurs regards théoriques, leur science du détail et du terrain, j'ai pu enrichir ma pratique de la géographie.

La vie nomade que permet la thèse ne se fait pas sans refuges.
L'IRD de Santiago m'a apporté un réel et constant soutien logistique lors de chaque terrain.
L'UMR PRODIG et son laboratoire rue Valette a constitué un lieu privilégié pour la réalisation de ma thèse tant en raison des moyens alloués aux doctorants –crédits de recherche, matériel, logiciels…- que grâce à la présence de chercheurs expérimentés toujours prêts à partager leur savoir. Je pense ici particulièrement à Geneviève Decroix dont la rigueur scientifique et le sens des courbes et des couleurs ont contribué à raviver mes cartes. Mais le labo, ce sont aussi les camarades rencontrés ces dernières années : Violaine, Foussata, Delphine, Servane, Cecilia, Gabriel… Nous avons tous été de passage, plus ou moins long, dans la salle des doctorants ce qui a contribué à un échange et un dépaysement constant au gré de nos terrains respectifs. Les baigneuses du dimanche matin méritent une mention spéciale : Anaïs qui du « choc » de la rencontre en juin 2008 à la « douceur » de la fin de la rédaction a partagé quelques aventures avec moi : le terrain au Chili, le Gweltoc'h et toujours la vie ! Et bien sûr Julie : on finit de prouver par notre amitié que les Andes ne sont pas une frontière naturelle et que le Cône Sud a une unité par-delà les rivalités vinicoles !

Et puis le long du chemin, il y a des rencontres.
Je tiens à remercier les collègues des établissements de l'Académie de Versailles et aussi ceux de l'UFR de Géographie de l'Université Paris 1 et de l'Université Paris-Est Marne-La-Vallée dans

lesquels j'ai enseigné en tant que professeur agrégée, monitrice ou ATER pour leurs encouragements professionnels et quotidiens.

Je remercie chaleureusement tous les amis chiliens qui m'ont accueillie à leur table, dans leurs maisons, dans leurs jardins, sur leurs terrasses, dans leur quartier, sur leurs parcelles et avec qui j'ai partagé du pain chaud, un verre de vin et de l'avocat ! J'ai senti chaque jour auprès de vous à quel point la limite entre famille et amis était ténue quand on la résout grâce au mot de *compañeros*: Andrea, Mauri, Pato, Maria, René, Jorge, Dominique, Vero, Gladys, Patty, *les quiero mucho* ! Cette thèse fut l'occasion de tant de repas partagés qu'il est bien difficile de nommer tout le monde mais de cette aventure lointaine si je ne devais retenir qu'une chose c'est certainement cela : le sens du moment et du lieu partagé.

Il faut bien classer mais certains pourraient apparaître dans différentes catégories comme Patricio, mon ange gardien, à la fois collègue, ami, voisin et nageur synchronisé qui a toujours été là pour moi au bon moment et au bon endroit.

Surtout, il y a ceux d'avant, pendant et après la thèse que je tiens à remercier chacun individuellement qu'il s'agisse des enseignants qui m'ont donné le goût de l'étude et de la recherche que de mes proches.

Guilhem, pour ta vigilance de grand frère d'un mois, mon compagnon d'aventures et ami fidèle ; mes amies si chères que ces cinq années ont contribué à me rendre plus proches encore : Annabelle, Luisa, Bahar, Sanja, chacune de nos hotlines et de nos correspondances m'ont été indispensables pour avancer dans ma thèse et pour avancer dans la vie depuis la rue Keller, le square du Croisic et la place Clichy. Je nous souhaite à chacune le meilleur.

Mes parents, enfants des marges méridionales de la Bretagne et de l'Auvergne mais aussi tellement parisiens, vous m'avez transmis par les voyages, les lectures et votre façon de voir la vie votre intransigeant respect et goût de la liberté. Merci pour votre soutien et pour votre amour sans failles !

Frédéric, du Jardin des Plantes au jardin Georges Delaselle en passant par celui d'Andrea, de Celibidache et le tien, tu as été au départ et à l'arrivée de cette thèse. Ces jardins parcourus furent des appels constants à se placer juste au bord du monde, entre la porte d'une maison chaleureuse et le seuil d'un espace ouvert.

Enfin, je dédie ce travail à Malbine Faliès, vendeuse de quatre saisons et à François Lemeignen, cultivateur, que la vie a menés de leurs pays, le Carladez et la Brière, vers les rues de Paris et les quais de Saint-Nazaire, bref, de leur parcelle au monde, et dont les aventures ont guidé mon imagination d'arrière-petite-fille.

AVANT-PROPOS

Sauf mention du contraire, j'ai réalisé toutes les photographies de cette thèse entre janvier 2005 et mai 2012.
De même, je suis responsable de toutes les traductions. Quand je l'ai jugé nécessaire, j'ai indiqué en note de bas de page la citation en langue originale.
Certains mots n'ont pas été traduits mais ils figurent tous dans le glossaire et sont signalés dans le corps du texte par un astérisque, de même que les acronymes.
Hormis les figures 6, 7, 8, 25, 28, 29, 41, 44, 51, 53, 56, 57 et 58 dont les auteurs sont mentionnés dans le titre, j'ai réalisé l'ensemble des figures.
J'ai réalisé les 23 cartes de cette thèse avec les logiciels Philcarto, ArcMap 10, Envi 4.8 et Adobe Illustrator CS4. Les cartes réalisées par d'autres auteurs sont appelées figures.

SOMMAIRE

Introduction générale *8*

Première partie Les espaces ouverts aux marges de la métropole : diversité des mises en valeur et des modes d'appropriation **53**

Introduction de la première partie *54*

- Chapitre 1 - Les espaces ouverts : ni ruraux ni urbains *58*

- Chapitre 2 - Les espaces ouverts : des espaces pionniers ? *89*

- Chapitre 3 - Des espaces en voie de disparition ou des espaces en voie de production ? *123*

Conclusion de la première partie *158*

Deuxième partie Concurrence et conflits autour, dans, sur et pour l'espace ouvert **160**

Introduction de la deuxième partie *161*

- Chapitre 4 - De l'épaisseur des espaces ouverts *165*

- Chapitre 5 - Valeurs et mises en valeurs des espaces ouverts *203*

- Chapitre 6 - Les espaces ouverts : arènes de la métropole *235*

Conclusion de la deuxième partie *259*

Troisième partie Les espaces ouverts : le cœur de la métropole **263**

Introduction de la troisième partie *264*

- Chapitre 7 - Les espaces ouverts dans la région centrale du Chili : un objet politique ? *268*

- Chapitre 8 - De la parcelle au monde en passant par la région : Une métropolisation par les espaces ouverts ? *310*

- Chapitre 9 - Quelle ouverture pour les espaces ouverts ? *329*

Conclusion de la troisième partie *365*

Conclusion générale *367*

Annexes *381*

Références bibliographiques *476*

Glossaire *503*

Tables *510*

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Racines et horizons d'attente

Mais d'autant qu'il ne saurait y avoir d'espace vide en
Aucun endroit de l'univers, et que les parties de la matière,
Etant rondes, ne sauraient se joindre si étroitement
Ensemble, qu'elles ne laissent plusieurs intervalles
Au recoin entre elles : il faut que ces recoins soient remplis
De quelques autres parties de cette matière.
Descartes*, Principia philosophiae,* 1644

En empruntant la route de La Dormida entre Santiago du Chili et Valparaiso (photographie de couverture), on ne peut qu'être surpris en 2012 de l'existence de vastes espaces non bâtis alors même qu'on se situe là au cœur de la région centrale d'un pays émergent où se concentre près de la moitié de la population nationale et où se produit une grande partie de la richesse du pays (carte 1 et 2). Justement, quels sont-ils ces espaces que l'on voit à travers les vitres du bus Santiago-Limache *via* Til Til sur les 35 kilomètres de la route de la Dormida? Peut-on y accéder ou est-on cantonnés à les regarder défiler ? Sont-ce des espaces vides à représenter en blanc sur la carte ? Est-ce l'irréductible *no man's land* qu'évoquait B. Subercaseaux au milieu du XXe siècle dans l'encadré n°1 ? De quoi et par qui peuvent-ils donc bien être faits, situés respectivement à moins de 50 kilomètres de Valparaíso ou de Santiago, deux villes marquées historiquement par la mondialisation - Valparaíso devenant au XIXe siècle un port incontournable pour le commerce maritime bi-océanique et ce jusqu'au percement du Canal de Suez et Santiago car elle est la capitale d'un pays émergent entré en 2010 dans l'OCDE ?

Encadré n° 1. Extraits de SUBERCASEAUX, B., *Chile o una loca geografía*, 1940

« Santiago et Valparaíso ont une unité géographique et une dualité psychologique.
Situées à seulement 27 minutes géographiques de distance nord sud, elles n'en sont pas moins, cependant, deux villes distinctes et éloignées. D'une part, le relief a voulu que ces distances soient accentuées en raison des hauts sommets et des profondes vallées qui les séparent. D'autre part, l'actuelle voie ferrée avec son long tracé en demi-cercle formé par la vallée de l'Aconcagua a contribué à créer chez le voyageur une dualité artificielle : à force de parcourir des zones tellement différentes du point de départ comme du point d'arrivée, il finit par croire que ces deux villes sont distantes de kilomètres et de kilomètres d'incompréhension mutuelle.
Il n'y a pas de transition : on sort de Santiago vers le nord par la zone marécageuse et solitaire de Batuco ; on passe par la région aride de Tiltil et Montenegro ; puis on débouche dans un dédale de montagnes d'où l'on découvre, comme par surprise, la vallée de l'Aconcagua.
Dans cette vallée, nous nous retrouvons face à quelque chose qui n'est ni santiaguino ni portègne, et ni du nord. […]La voie de chemin de fer traverse une espèce de « *Korridor* » qui ne participe pas à l'esprit qu'ont ceux qui partent ou ceux qui reviennent. Le tracé de cette ligne de chemin de fer qui unit les deux villes nous rappelle certains labyrinthes des *Magic-Cities* où l'on nous fait croire que nous parcourons d'énormes distances et des paysages étranges entre l'entrée et la sortie alors que quelques mètres seulement les séparent.
[…] C'est un *no man's land* qui sert eux maîtres mais qui ne se soumet à aucun. »

Carte 1 - Les régions du Chili

Carte 2 - Les provinces de la région centrale du Chili (Région de Valparaiso et Région Métropolitaine de Santiago)

C'est par le col de La Dormida que les premiers conquérants passent à la suite de Pedro de Valdivia et le tracé de la route F-10-G (nom donné à la route dans la Région de Valparaíso) ou G-10-F (nom donné à la route dans la Région Métropolitaine de Santiago) reprend lacet après lacet le tracé du sentier muletier d'origine (carte 3). A quoi est lié le renouveau de cette route et la présence du président du Chili de l'époque, Ricardo Lagos, à l'inauguration du chantier en 2000 ? L'objectif d'assurer « le désenclavement des communes d'Olmué et de Limache et l'équité dans la Région de Valparaíso par rapport aux communes de Viña Alemana et de Quilpué » ainsi que le développement du tourisme rural dans les deux communes comme l'affirme un responsable politique en 2002 est-il suffisant pour justifier le montant des travaux estimé à une dizaine de millions d'euros ? Il est permis de penser que pour légitimer un tel investissement, les espaces traversés et reliés par cette route revêtent un intérêt bien supérieur.

Carte 3. Situation de la région d'étude

Ces espaces pour divers qu'ils soient d'un point de vue paysager, en terme d'usage ou de superficie ont un point commun dès lors que l'on s'y arrête : dès les années 2000, il est devenu difficile d'y avoir accès dans la deuxième ou la troisième couronne périurbaine tant les barrières, les portails, les murs, les haies, les péages s'y sont multipliés.

En effet, en janvier 2005, en découvrant les campagnes de la région centrale du Chili, j'ai fait deux premiers constats : celui de l'étendue, toute américaine d'abord, et celui du difficile accès aux parcelles cultivées ainsi qu'aux espaces naturels, malgré une trame existante de sentiers de parcours et de chemins ruraux assez dense comme le figure la photographie page 5. Le seul moyen de saisir visuellement la complexité de la vallée de l'Aconcagua, dont je venais étudier les évolutions du système agraire dans un contexte de périurbanisation, fut de monter sur le sommet du Cerro Mayaca de Quillota, colline au centre de la ville qui regroupe la majorité de la population pauvre de la commune ainsi que son cimetière principal. Mon expérience préalable du monde rural français ne m'avait-elle livré qu'une illusion d'espaces partagés et multifonctionnels par la pratique des chemins de remembrement devenus pistes cyclables et des drailles devenues sentiers de grande randonnée ?

Rapidement j'ai compris que cette intuition était bien plus qu'une simple frustration personnelle à ne pouvoir accéder à des espaces attractifs d'un point de vue géographique ou qu'une perception empirique d'une réalité culturelle distincte.

Il s'agissait en fait de l'expression d'un phénomène qui touche le Chili depuis les années 1970 : un processus de métropolisation lié à la libéralisation et à la globalisation de l'économie dont la manifestation première était une dynamique de fragmentation de l'espace et des versants en particulier. Toutes ces limites nouvelles qui se multipliaient devant moi étaient liées, dans ce contexte, à la disparition des communautés paysannes et à l'installation de nouveaux groupes d'acteurs –urbains résidents, entrepreneurs, spéculateurs. Ces acteurs devenus concurrents ressentent alors le besoin de marquer les limites de leurs propriétés soit qu'elles aient été difficilement maintenues depuis la Réforme agraire de 1967 soit que leur légitimité soit contestée par une acquisition récente (BROWN, W., 2009).

Assistais-je alors à un simple changement d'occupation des sols lié à une forte croissance économique et à l'émergence d'une nouvelle classe moyenne entrepreneuriale soucieuse de changer de cadre de vie ou plus fondamentalement à un nouveau mouvement des enclosures

(POLANYI, K., 1944)? Les changements paysagers n'étaient-ils que des avatars d'un changement socio-économique ponctuel ou plutôt les symptômes d'une crise cyclique et universelle liée au capitalisme : celle de l'accumulation (MARX, K., 1967, Livre I, section 8) ou encore de la marchandisation et dépossession de la terre liées à l'augmentation de la valeur marchande de celle-ci (HARVEY, D., 2003) ?

LA GENÈSE DE L'OBJET D'ÉTUDE

Pour présenter le terrain d'étude mais aussi pour donner le ton de ces interrogations initiales formulées à partir de ces observations *in situ*, on peut s'appuyer sur la carte 3. Elle permet de situer ma première commune de référence, Quillota et le Cerro Mayaca ainsi que mes trois zones d'étude privilégiées en thèse entre les deux agglomérations de Santiago du Chili et de Valparaiso.

Pour le fonctionnement de ce doublet urbain (la capitale-le port), les deux agglomérations sont reliées par un réseau routier et autoroutier ainsi que par une ligne de chemin de fer déjà évoquée par B. Subercaseaux dans l'encadré n°1. Les centres de fondation de Santiago et de Valparaíso sont situés exactement à 100 kilomètres de distance à vol d'oiseau mais par voie routière, il faut compter au moins 140 kilomètres par le sud et par voie ferrée et par le nord presque 200 kilomètres. C'est qu'entre les deux agglomérations, se dresse la Cordillère de la Côte, comme on peut le voir sur la carte 3.

Avec un point culminant à 2222 m au cerro El Roble, elle s'impose comme un obstacle méridien majeur entre la Cordillère des Andes, dont on aperçoit le piémont sur la carte et le littoral Pacifique. Seules deux vallées permettent de la franchir, la vallée de l'Aconcagua au nord et celle de Casablanca au sud, occupées d'ailleurs toutes deux très tôt par les indiens comme en attestent de nombreux cimetières en fond de vallée et quelques *pucaras*, des édifices, sur les versants.

J'appelle région centrale l'ensemble régional que constituent ces espaces reliés entre eux par la route ou le chemin de fer pour éviter l'amalgame avec la Région Métropolitaine de Santiago qui correspond à une entité politico-administrative et dont les limites comme celles de la Région de Valparaíso sont indiquées sur la carte 1. La carte 2 quant à elle présente le

découpage provincial et communal des deux régions administratives. La Région de Valparaíso comprend 7 provinces et 38 communes et la Région Métropolitaine de Santiago comprend 6 provinces et 32 communes. Par ailleurs, cette région est centrale dans le pays au sens propre car elle se situe à des latitudes relativement moyennes entre les hautes latitudes patagoniennes (56°Sud) et les basses latitudes septentrionales (17°Sud) mais surtout car elle concentre 40% des 17 millions de Chiliens et 55% du PIB (INE, 2011). Malgré des efforts répétés de décentralisation (comme par exemple, la création des Régions d'Arina et Parinacota à l'extrême nord et Région des Fleuves au sud en 2007), il est toujours permis de parler d'hypertrophie de la région centrale.

« *La situation particulière du Chili a donné à sa population un caractère insulaire qui n'a pas dégénéré, jusqu'ici, en un sentiment de supériorité. Au sud, le pays est fermé par la barrière des glaces antarctiques, au nord, les déserts inhospitaliers et sans vie l'isolent de ses voisins. Dans son dos, se dresse le rideau majestueux des Andes, et devant lui, s'étend le plus vaste des océans. Il ne faut pas s'étonner qu'avant l'apparition des avions, le Chili ait eu la mentalité d'une ile. La géographie a libéré les chiliens de la tentation du gigantisme. La vie se développe en petites communautés : des villes fouettées par les vents et entourées par d'impénétrables forêts au sud, des vallées fertiles mais entourées de montagnes au centre, de sinistres campements de mineurs isolés dans l'immensité du désert au nord. Le pays a mené une existence compartimentée, chaque région s'est laissée absorber par ses propres problèmes et s'est occupée de lutter contre ses propres ennemis : les indiens, les forêts, le climat.* » (MENDE, T., 1953).

En 2012 encore, on peut bien rouler des heures sur la Panaméricaine[1] sans voir une station essence et des kilomètres sans voir un autre véhicule avant d'arriver à une vallée transversale du même type que celui que décrit J.-P. Deler dans le cas du Pérou dans son modèle de l'oasis littoral (BATAILLON, C., DELER, J.-P., THERY, H., 1991). *« Dans les pays peu occupés, où le peuplement est concentré dans des régions bien délimitées, sur le continent africain, américain et surtout sud-américain, les espaces extérieurs à un domaine agricole (…) sont des espaces vides,*

[1]« Système si vaste, si incomplet et si incompréhensible que c'est moins une route que l'idée même de panaméricanisme » (SILVERSTEIN, J., 2006). La route panaméricaine permet de relier les Amériques du nord au sud sur plusieurs dizaines de milliers de kilomètres et en traversant pas moins de 11 pays. La route originelle esquissée au début du XXe siècle se terminait à Santiago même. C'est pour cette raison qu'on parle de Panaméricaine au sens strict au nord de Santiago au lieu de *Ruta 5* qui est le nom national pour cette route de direction méridienne qui se termine à Puerto Montt où elle est prolongée par la *Carretera Austral* jusqu'en Terre de Feu.

sauf quand on y a découvert des ressources minérales. (...) Ils constituent des réserves d'espace. (…) Entre les espaces agricoles densément occupés, intégralement travaillés de manière continue et les villes, des friches de toutes espèces, originelles ou issues de reculs de la culture, ouvrent une gamme de formes inégales d'occupation du sol, qui correspond à divers types de sous utilisation de l'espace utile. » (GEORGE, P., 1971). Cette impression est d'autant plus forte au Chili qu'à l'Est, la Cordillère des Andes culmine à 6962 mètres et est très difficile à habiter et même à aménager en raison de l'altitude et de latitudes plus élevées qu'au Pérou et qu'en Bolivie et d'un enneigement quasi annuel (VELUT, S., 2009).

Il existe donc un fossé entre la région centrale et le reste du pays dans un contexte de forte centralité et concentration des activités, des richesses et de la population.

Dans ce contexte, la permanence d'espaces de faibles densités entre les deux plus grandes agglomérations du pays paraît paradoxale.

L'OBJET D'ÉTUDE : LES ESPACES OUVERTS EN CONTEXTE MÉTROPOLITAIN

Devant la privatisation de terres communautaires ou publiques ainsi que des transports, la création de *condominios cerrados*[2], de centres commerciaux… les espaces laissés libres de construction et accessibles en périphérie métropolitaine faisaient donc visiblement Figure de reliquat au moment où je les étudiais en maîtrise et en master 2 (FALIES, C., 2005 ; 2008). Mais les espaces fermés, déjà largement étudiés (CAPRON, G. 2006 ; SABATINI, F., 2001 ; THUILLIER, G., 1998) ne l'étaient pas pour la plupart il y a seulement 10 ans.

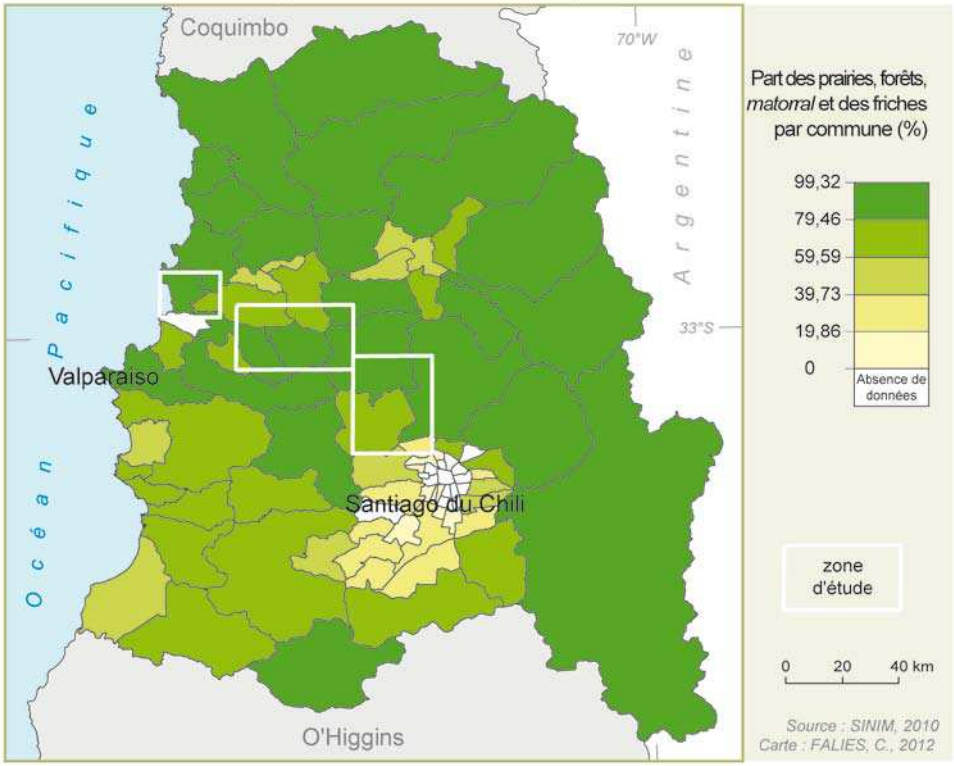
C'était des friches agricoles, des terres libres (COURET, D., 2006), délaissées (PARIS, R., 2000), des terres vacantes ou vides (GUERRA SALDIAS, 2009) comme on veut bien les appeler. En tout cas, il s'agissait d'espaces de faible densité aux usages peu intensifs mais présentant un atout majeur grâce au développement des infrastructures de transport, surtout routières : leur situation de plus en plus « près » des centres urbains.

Plutôt que de m'intéresser aux espaces fermés en tant que tels, j'ai préféré porter mon attention sur ces espaces ouverts, restés libres ou presque de construction en périphérie des agglomérations de Santiago et de Valparaíso. En effet, ils occupent une superficie conséquente,

[2] Ensembles résidentiels fermés

leur présence paraît paradoxale et leur maintien dans un contexte de forte urbanisation peut sembler en conséquence compliqué. Ils forment comme une « ceinture verte » entourant les centres urbains (carte 4). En tout cas si l'on se réfère aux données fournies par les municipalités pour l'année 2010 (SINIM, 2010). Pour la réalisation de cette carte, j'ai dû exclure les espaces cultivés pour une meilleure représentation de cette « ceinture verte » entre Valparaíso et Santiago dans la mesure où depuis les années 1990, c'est surtout vers l'agro-exportation que se sont tournés les espaces productifs de la région centrale du Chili (fruits et produits maraîchers essentiellement) que ce soit en fonds de vallée ou sur les versants (FALIES, C., 2005). Or, cette agriculture est hautement intensive et s'inscrit plutôt dans la même tendance que l'urbanisation à privatiser et à fermer les espaces périphériques de la métropole.

Carte 4. Une « ceinture verte » entre les agglomérations de Santiago du Chili et de Valparaiso ?



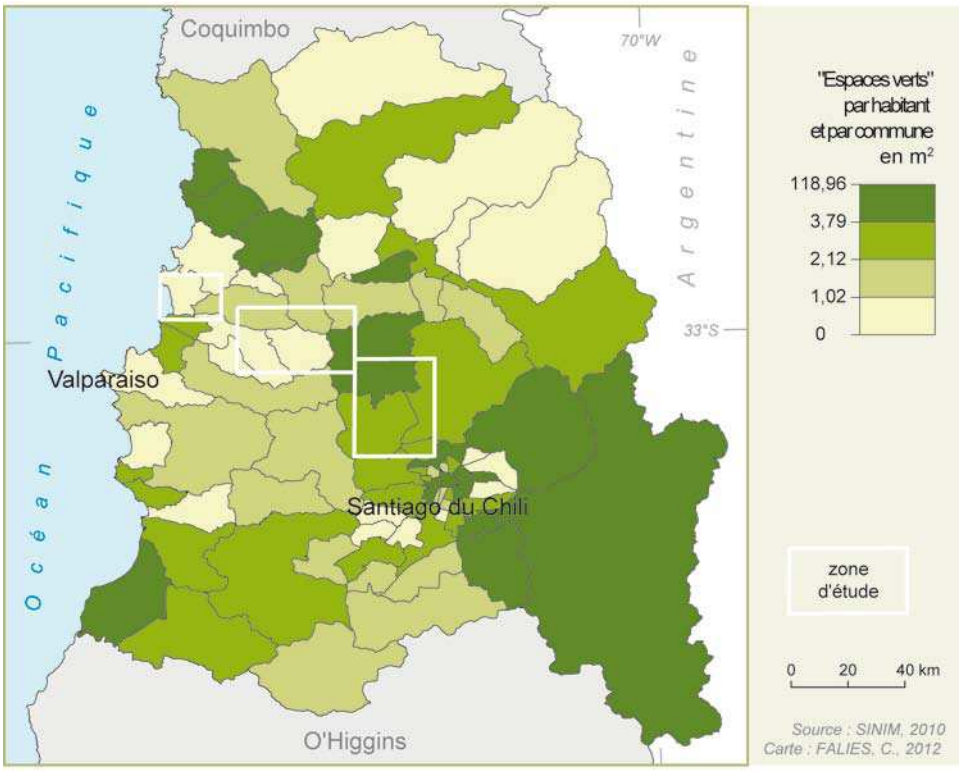
Mais de quoi parle-t-on ? En langue française, le parallèle, voire le lapsus, est souvent fait entre espace vert et espace ouvert. L'Organisation Mondiale de la Santé en préconise un minimum de 9m² par habitant afin d'assurer une qualité de l'air satisfaisante et la pratique régulière de loisirs de plein air ou simplement un cadre de vie moins stressant. Or dans l'aire métropolitaine qui nous intéresse, la moyenne est de 4 m² par habitant.

Et encore, comme on peut le voir sur la carte 5, il existe de forts contrastes entre la commune la plus richement dotée en espaces verts, Til Til, et surtout l'ensemble des communes de la périphérie est de Santiago comme Providencia, Vitacura et Las Condes et les communes de Quintero par exemple. Notons qu'à part Til Til qui est une commune pauvre et dirigée par le maire communiste Salvador Delgadillo qui a créé un parc urbain en milieu rural à la mémoire de Manuel Rodriguéz[3], les communes bien dotées sont des communes riches et urbaines qui incluent dans leur plan de développement communal des espaces verts urbains. Quintero par exemple avec ses 30 kilomètres de linéaire côtier dont 15 de dunes et de plages de sable, ne dispose que d'un demi-mètre carré pour chacun de ses habitants. Certes, il ne s'agit pas d'espaces verts à proprement parler ni d'espaces municipaux dans la mesure où plages, zone humide et *matorral* sont privés mais ils sont tout de même sur le territoire de la commune qui n'en a ni la responsabilité ni la possibilité d'offrir des espaces de loisirs ou des espaces publics à ses administrés. Il en va de même pour la commune d'Olmué qui compte près d'un cinquième de son territoire dans la réserve Homme et Biosphère de La Campana mais dont les administrés doivent payer 5000 pesos (approximativement 8 euros) pour pouvoir accéder à ces espaces. Ces chiffres officiels peuvent paraître surprenants surtout quand on les compare à la carte 4.

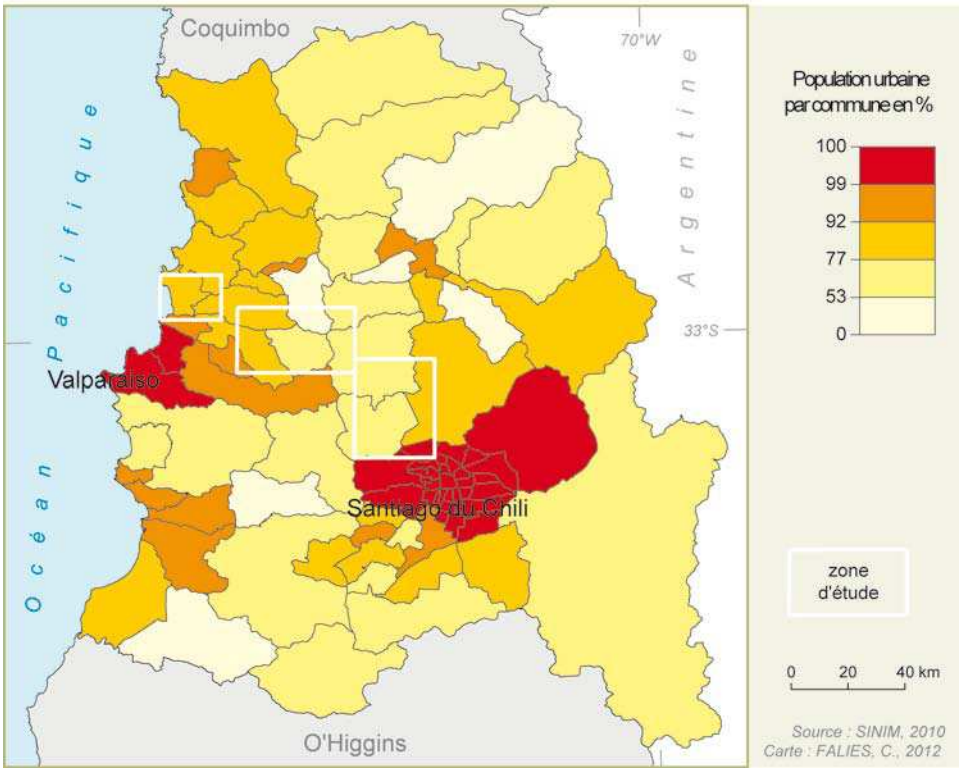
Il y aurait donc des espaces verts non accessibles ou non fréquentables par les populations. Cette inégalité ne s'exprime pas seulement en termes d'accès mais aussi en termes environnementaux (gestion différente, pollutions) ainsi qu'à échelle plus fine. L' échelle communale n'est donc pas suffisante pour comprendre les enjeux des marges métropolitaines. Par contre l'objet « espaces ouverts » est celui qui peut attirer notre attention sur une certaine injustice spatiale puisqu'ils sont situés à l'interface même entre zone rurale et zone urbaine comme on peut le voir sur la carte 6 notamment pour les communes de Til Til, Lampa et Quillota dans les zones d'étude 2 et 3.

[3] Héros de la nation chilienne qui participa à l'Indépendance du pays avant que d'être tué sur ordre du gouvernement légaliste.

Carte 5. « Espaces verts » recensés par chaque commune dans la région centrale du Chili en 2009



Carte 6. Population urbaine dans la région centrale du Chili en 2009



Parmi tous les termes décrivant le caractère peu intensif de l'usage de ces espaces, j'ai retenu celui d'espace ouvert d'abord parce qu'il sous-tend un aspect paysager particulièrement prééminent dans un contexte climatique de type méditerranéen qui est l'ouverture ou la fermeture des formations végétales liées en partie à l'exposition et au plus ou moins fort cloisonnement du relief; ensuite parce qu'en termes de représentations, il évoque l'étendue, voire l'immensité des réalités américaines, à laquelle est couramment associée la liberté de parcours[4] ; surtout, le terme est abondamment utilisé dans la littérature scientifique que ce soit en anglais (*open space*) ou en français (espace ouvert).

Espace ouvert, *open space*, *espacio abierto*, ouverture paysagère sont autant d'expressions utilisées car elles permettent de décrire l'état d'accessibilité d'un terrain quelle que soit sa taille : de la parcelle maraîchère de moins de 1 ha à la réserve Homme et Biosphère de La Campana de 8000 ha. Mais l'ouverture n'étant qu'un état temporaire, la notion n'est somme toute que relative dans le temps et en degré et c'est donc bien autre chose que suggèrent les architectes, les urbanistes, les géographes ou même les usagers de ces espaces quand ils utilisent ces expressions.

Un effort de définition est donc d'autant plus important pour un terme comme celui d'espace ouvert qui est peu défini et qui renvoie au mieux à un contexte très localisé en faisant appel à la faculté d'extrapolation du lecteur par rapport à un paysage connu - c'est le cas du glissement dans le cas du bassin parisien entre *openfield* et espace ouvert par opposition au bocage (CHARVET, J.-P., POULOT, M., 2006) - voire associé à une liste d'objets bien différents les uns des autres « comme des parcs publics, des espaces naturels, des terrains de golf », (BOLITZER B., NETUSIL N. R., 2000). Difficiles à définir, ils sont également délicats à représenter puisqu'ils sont souvent sans limites précises et sont soumis à des dynamiques rapides d'évolution. Par contre, la littérature leur attribue souvent une couleur supposant alors une certaine homogénéité de couvert : espaces blancs car supposés vierges (LABOULAIS-LESAGE, I.,

[4] Il s'agit d'un thème récurrent dans le cinéma américain que ce soit le *road movie* états-unien (SCOTT, R., 1991, *Thelma et Louise*) ou argentin (SORIN,C., 2002, *Historias Minimas*) et bien sur le western (VIDOR, K., 1955, *L'homme qui n'a pas d'étoiles* ; COSTNER,K., 2003, *Open Range*) où l'on voit s'affronter des velléités à la sédentarisation de petits colons agriculteurs ou commerçants à la soif de liberté des éleveurs, des indiens ou de leurs descendants qui ne tolèrent pas de se voir cantonner, qui, dans des domaines, qui, dans des réserves de terre délimitées par des barrières.

2004), espaces verts quand ils sont végétalisés, gris quand ils correspondent à des friches industrielles ou urbaines donc bétonnés, bruns quand ce sont des espaces nus ou érodés…

Le philosophe des sciences B. Latour invite dans son travail et en particulier dans *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences* (LATOUR, B.,1987) à s'intéresser à la science en train de se faire et notamment au vocabulaire qu'elle utilise avant même d'être figé dans une vérité scientifique à travers des résultats de recherche. En effet, tout concept a une histoire qu'il convient de fouiller pour en débrouiller le sens et en comprendre la portée dans les sociétés et les sciences qui les utilisent. Ce processus de conceptualisation peut se résumer en trois étapes : 1/la découverte ; 2/la production ; 3/la création (LEFEBVRE, H., 1974). Je propose ici justement pour cette catégorie un peu floue d'espace ouvert d'en démêler les implicites.

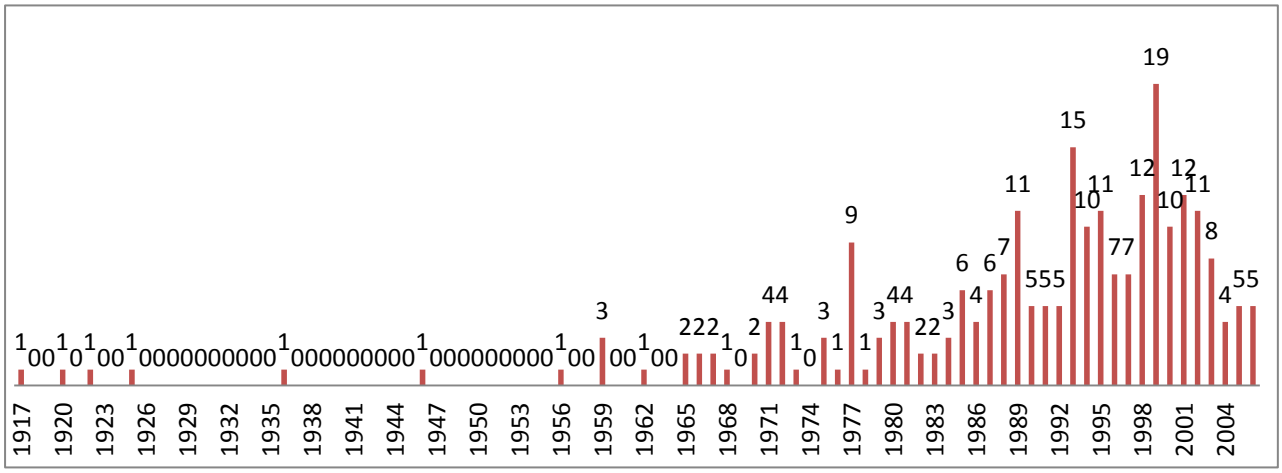
En s'appuyant sur un traitement bibliographique grâce au programme de publication électronique de revues scientifiques en sciences humaines et sociales, Persée[5], un recensement des différents usages du concept selon la revue et donc la discipline dans la production francophone a été possible. Pour la production scientifique anglo-saxonne, je me suis appuyée principalement sur trois revues qui font référence en géographie : Environment and *Planning A, B et C, Land Use Policy* et *Landscape and Urban Planning*. Il était en effet indispensable d'appréhender les usages de ce terme dans au moins une autre langue que le français et l'espagnol dans un autre contexte scientifique.

Le 14 juin 2010, 666 résultats dont 54 comptes-rendus, 546 articles, 4 notes bibliographiques, 10 notes critiques faisaient référence à l'expression « espace ouvert ». Parmi les 159 revues référencées et appartenant au vaste champs des sciences sociales bon nombre d'entre elles sont des revues anciennes à l'image des *Annales de géographie* publiées depuis 1892, ce qui donne donc une profondeur chronologique à la recherche et évite ou en tout cas limite les effets de mode. J'en ai sélectionnés 246, les plus pertinents. On note la première occurrence du terme dans un article de F. Schrader de 1917 des *Annales de géographie* portant sur l' « évolution des cités » (SCHRADER, F., 1917) puis d'A. Demangeon en 1920 sur « l'habitation rurale en France » (DEMANGEON, A., 1920) dans la même revue et H. Vignaud en 1922 dans Le *Journal de la société des Américanistes* sur « Le problème du peuplement initial de l'Amérique et de l'origine ethnique de la population indigène » (VIGNAUD, H., 1922). Au regard

[5] http://www.persee.fr/web/guest/home.

de l'usage respectif[6] qu'ils font du terme on peut voir qu'il s'agit plus d'une notion au sens de « connaissance élémentaire et intuitive » que d'un concept qui implique une « représentation mentale générale et abstraite d'un objet » (Grand Robert). Mais déjà, ils contiennent en germe deux attributs récurrents par la suite : la relativité de la notion qui se définit par rapport à son contraire, le fermé, souvent représenté par l'urbain et plus précisément le bâti urbain ainsi que la faible densité de population.

Figure 1. Nombre d'articles référencés sur Persée faisant référence aux espaces ouverts entre 1917 et 2006



C. FALIES, 2013

Il faut ensuite attendre les années 1960-1970 pour revoir apparaître le terme de façon significative. Peut-être est-ce lié au contexte géographique qui privilégie dès lors la réflexion épistémologique sur le concept d'espace. En 1968, P. George écrit à propos des Etats-Unis et de l'URSS « les pays d'espace ouvert sont ceux dont le capital territorial passe pour être riche de possibilités non encore exploitées ou inventoriées » (GEORGE, P., 1968). Il précise : « la notion d'espace fini implique d'emblée un double handicap : celui d'une charge démographique assez élevée, celui du poids spécifique de l'homme et de ses installations». Il fait écho ainsi à l'ouvrage de J. Labasse publié l'année précédente et qui distingue en effet les pays d'espace ouvert des pays d'espace fini d'Europe occidentale (LABASSE, J., 1966).

[6] « méthode de transformation des villes britanniques : « au lieu de tout jeter par terre pour construire des rangées régulières de maisons de rapport on a ouvert des espaces à l'air et à la lumière » (SCHRADER, F., 1917) ; « en contraste avec cette maison montagnarde, la maison de la plaine de Roanne se dresse, plus haute, plus claire, plus ouverte, avec la galerie ou aître du premier étage où l'on vient jouir de la lumière et de la chaleur durant les beaux jours » (DEMANGEON, A., 1920) ; « les langues parlées par les Indiens, lesquels, à l'époque de la découverte, étaient en petit nombre, eu égard aux vastes espaces ouverts devant eux » (VIGNAUD, H., 1922)

D'ailleurs, parmi les géographes qui sont les plus nombreux à s'être intéressés à la notion (plus du tiers des références trouvées sont écrites par des géographes), P. George occupe une place à part pour deux raisons : d'abord, il récidive en 1971 mais en utilisant l'expression d' « espace vide » qu'il nuance en disant que l'on peut toutefois y découvrir des ressources (GEORGE, P., 1971) puis en 1980 dans un autre compte-rendu de lecture sur « Le Luxembourg, un espace ouvert de l'Europe rhénane » (GEORGE, P., 1980), finalement en 1984 où il écrit *« il existe pourtant, depuis des millénaires, des espaces qui échappent à la claustration. L'espace ouvert par excellence est l'espace côtier dont l'environnement est apparemment illimité. Illimité et mythique à la fois parce que se dérobant à la connaissance. Le temps y a une autre signification. Certes, il est pour une part saisonnier, mais, en même temps, il est quotidiennement et imprévisiblement variable* » (GEORGE, P., 1985). Surtout, il fait l'effort d'expliciter ce qu'il entend par « ouvert » dans des contextes et des sens à chaque fois bien différents. Mentionnons également la thèse de Roger Béteille en 1977 et qui fait se succéder deux états pour le département de l'Aveyron, celui d'espace fermé puis celui d'espace ouvert pour les flux de migration comme en rend compte M. Derruau (DERRUAU, M., 1977).

La littérature anglo-saxonne prend le relais dans les années 1990 mais avec une approche plus conceptuelle de l'expression « *open space* » au sens de parc à l'intérieur de l'aire urbaine surtout en Angleterre ou aux Pays-Bas soit au sens de réserve de terre notamment aux Etats-Unis. L'aspect paysager y est moins présent mais par contre le concept est souvent associé à celui de valeur et incite les économistes à s'y intéresser.

Ces usages du terme peuvent donc être classés en trois approches principales et ce quelle que soit l'année de publication –des années 1920 à aujourd'hui- ou la discipline –archéologie, littérature, paléontologie, anthropologie, géographie, histoire, économie, architecture : l'approche paysagère d'abord (DONNADIEU, P., FLEURY, A., 1997 ; JOLIVEAU, T., 1994 ; AHERN, J., 1991 ; AMIR S., CAFRI-COHEN O., 1989) ; puis l'approche « aménagement », les espaces ouverts étant des espaces publics en puissance (BANOS, V., SABATIER, B., 2010 ; BANZO, M., 2009 ; KOOMEN, E., DEKKERS, J., VAN DIJK, T., 2008 ; LANG, R., 2003 ; WARD THOMSON, C., 2002 ; OSTROM, E., 1999), offrant des services à la ville (TELLER, J., 2003 ; MARUANI, T., AMIT-COHEN, I., 2007 ; RUSSELL, W.H., MCBRIDE, J.R., 2003) ou constituant des corridors biologiques pour la faune et la flore (RODIEK, J., 2008 ; RUBINO, M.J., HESS, G. R., 2003) ; et enfin l'approche foncière (GEOGHEGAN, J., 2002, 2003 ; LUTTIK, J., 2000 ; LUTZENHEISER M., NETUSIL R., 2001),

les espaces ouverts représentant des réserves valorisables dans un contexte de pénurie d'espace en vue de l'étalement urbain.

Le concept d'espace ouvert est donc un terme polysémique, lui-même ouvert qui recoupe des réalités différentes et ce, y compris dans un même contexte géographique avec toujours cependant des valeurs, des projets et donc des conflits qui leurs sont assignés. Valeurs, projets et conflits montrent d'ailleurs en quoi ce sont souvent des lieux d'innovation - c'est souvent le cas des marges - et stratégiques dans le cadre métropolitain (CHALEARD, J.-L., *et allii*, 2012). De même qu'il est de plus en plus difficile de définir les catégories de rural ou d'urbain en raison du brouillage des limites spatiales que causent des phénomènes économiques et sociaux multiscalaires dans le cadre de la métropolisation, on ne peut donc pas parvenir *a priori* à une définition du terme d'espace ouvert.

Le terme de métropolisation semble lui aussi contradictoire. En effet, si l'on s'accorde à dire qu'il s'agit d'un processus d'organisation de l'espace, on en explicite rarement la direction. S'agit-il d'une logique centripète de concentration de population (BRUNET, R., THERY, H., FERRAS, R., 1993) voire de « valeurs à l'intérieur et autour des villes les plus importantes » (LEVY, J., LUSSAULT, M., 2003) ? S'agit-il plutôt d'une logique centrifuge qui tendrait à diffuser un pouvoir de commandement économique et politique depuis un centre vers ses périphéries plus ou moins lointaines ? En tout cas, la métropolisation peut être définie comme la concentration de richesses humaines et matérielles dans et autour des agglomérations les plus importantes (ASCHER, F., 1995). Notons tout de même qu'ici, la métropolisation ne se fait pas à partir d'un seul centre mais de deux, Santiago et Valparaíso et que les espaces ouverts étudiés se situent justement à l'intersection de leurs aires d'influence respectives. Dès lors que l'on considère la métropole comme un système, on peut étudier ses marges où sont situés les espaces ouverts, aussi bien que ses centres, tous étant des éléments d'un même système.

Je considère même que ce sont sur ces espaces encore peu bâtis et diversement appropriés que l'on peut au mieux observer les processus métropolitains en marche puisqu'apparemment moins de phénomènes qu'en centre-ville s'y trouvent imprimés.

UNE GÉOGRAPHIE RADICALE QUI S'EXPRIME A L'ÉCHELLE REGIONALE MÉTROPOLITAINE

Pour étudier la relation entre espaces ouverts et métropolisation, je m'inscris dans une géographie sociale inspirée de la géographie radicale et s'exprimant dans une géographie régionale métropolitaine.

J'aborde les espaces ouverts dans le champ de la géographie radicale puisqu'elle est au sens propre celle qui s'attache à revenir aux racines, temporelles ou spatiales, d'une configuration sociale pour en saisir la complexité actuelle. Quoi de plus radical, en ce sens que d'étudier le système métropolitain à son degré zéro, à savoir en partant d'espaces supposés vides mais promis au développement urbain, touristique ou industriel ? De même, D. Harvey n'a de cesse que de revenir, d'un point de vue méthodologique, à un temps zéro de l'accumulation pour comprendre comment s'opère la marchandisation des ressources même s'il ne parle plus d'accumulation primitive mais d'accumulation par dépossession (HARVEY, D., 2003). D'ailleurs, les espaces ouverts, retiennent notre attention dans la mesure où ils sont soumis par leur situation à la première étape de la néolibéralisation (enclosure et privatisation) et par leur constitution à la seconde (la marchandisation et la vente), (HEYNEN, N., MCCARTHY, J., PRUDHAM, S., ROBBINS, P., 2007).

C'est certainement pour cette raison que la *political ecology*, émanation de la géographie radicale s'est intéressée très tôt au concept de nature (SMITH, N., O'KEEFE, P., 1980), à la question agraire (HENDERSON, G., 1998 ; BLAUT, J.M., *et allii*, 1977), aux ressources naturelles (PERELMAN, 1979) partant du principe que, même peu denses, ces marges qu'ils sollicitent sont des scènes privilégiées de jeux d'acteurs antagonistes mus par des intérêts privés notamment dans un pays peu régulé comme le Chili.

On peut alors voir au prisme de la géographie radicale tout l'intérêt de l'étude des impacts spatiaux et environnementaux du néolibéralisme dans un pays qui s'en veut le modèle depuis les années 1970 et l'on peut imaginer que les espaces périphériques de la capitale chilienne, à la fois comme support de richesses naturelles et potentielles terres urbanisables en sont des laboratoires de premier choix. En effet, ces espaces, actuellement faiblement fonctionnalisés, en marge de la métropole, constituent en soi – nature première - et quand ils sont agencés par les acteurs –nature seconde et sociale-, des ressources stratégiques pour le développement

métropolitain ce qui les différencie de simples friches. L'approche systémique qui permet d'envisager la métropolisation à géométrie variable et sous tous les angles même les plus marginaux à travers les espaces ouverts semble pouvoir répondre aux enjeux géographiques contemporains.

Cette approche systémique et régionale, expression d'une certaine géographie radicale, a deux vertus : elle permet de créer un lien intrinsèque entre la métropole et l'environnement plutôt que de les opposer ; elle permet également de faire ou de refaire de la région une échelle pertinente d'analyse intermédiaire entre le système monde et la parcelle ou le quartier. En effet, s'il est maintenant courant de parler de système urbain (DORIER-APPRILL, E. (dir.), 2000 ; WILSON, A.G., 2000 ; ALLEN, P.M., 1997) ou métropolitain (MIRLOUP, J., 2002) notamment à l'échelle régionale (DAUPHINÉ, A., 1979) en géographie, en entendant le système comme « *une entité autonome par rapport à son environnement, organisée en structure stable (repérable dans la durée), constituée d'éléments interdépendants, dont les interactions contribuent à maintenir la structure du système et à la faire évoluer* » (PUMAIN, D., 2004), il est plus rare que tous les éléments du système soient étudiés de façon égale, les études métropolitaines se faisant assez souvent au détriment des marges et des marges non construites en premier lieu. Elle permet également, par ce jeu des allers-retours scalaires, de prendre en considération le contexte politique et économique national dans la compréhension de la production des espaces ouverts. En effet, pour décrire, comprendre, aménager un espace il faut en saisir les figures, les lignes de force élémentaires afin de pouvoir éventuellement les répliquer.

Il s'agit de considérer que l'échelle métropolitaine peut contribuer à renouveler la géographie régionale et qu'à l'inverse la géographie régionale peut nous renseigner sur l'échelle métropolitaine puisqu'il s'agit d'une échelle vécue par les Chiliens qui s'y déplacent quotidiennement.

Pour paraphraser Claude Bernard, on pourrait dire que la géographie régionale comme la physiologie « *c'est l'étude de la coordination des parties au tout* », des parcelles à la région métropolitaine et même au monde mais avec un objectif : le développement des parties (les espaces ouverts entre autres) et du tout (la métropole) en évitant l'absorption de l'un par l'autre.

Pour adopter cette démarche et avant de faire des nécessaires allers-retours entre les échelles, il nous faut un point de départ. Quant G. Bertrand écrit : *« Le système a fait souvent office d'ordre mais pas toujours d'intelligibilité. Il ne peut plus être considéré comme cette « machine ronde » qui habille la complexité et fait fonctionner les boîtes noires. Il se pose toujours, quelque part, le problème du fond des choses, c'est-à-dire de la connaissance pointue de l'élément et de l'évènement* », il nous incite à partir de l'objet - pour moi les espaces ouverts - plus que du processus pour comprendre un système aussi complexe que le système métropolitain (BERTRAND, G., 1986).

POUR UNE GÉOGRAPHIE OUVERTE : ENJEUX, PROBLÉMATIQUE, QUESTIONNEMENTS

Jean-Paul Deler, dans l'hommage rendu à Olivier Dolfuss en 2005 dans la revue *Hermès,* fait une invitation en citant le géographe disparu (DELER, J.-P., 2005) : celle de pratiquer une « *géographie ouverte sur le large : une géographie où la nécessaire spécialisation des recherches n'étouffe pas la vision de l'ensemble* ». C'est le principe que je suis pour l'étude des espaces ouverts notamment car il permet la pluridisciplinarité et le changement d'échelle d'analyse.

Du contexte particulier de l'étude et de l'inscription disciplinaire naissent des questionnements et une méthodologie propres au sujet et à l'objet de la thèse. En voici les enjeux.

D'abord, en termes disciplinaires, il s'agit d'apporter des éléments de réponse à l'aide d'un cas précis à deux débats qui animent les sciences sociales depuis les années 1960 mais aussi à l'heure actuelle : le débat sur les biens communs initié par l'article de G. Hardin en 1968 (HARDIN, G., 1968) et poursuivi par les travaux d'E. Ostrom (OSTROM, E., 1999, 2010) ainsi que celui sur la « nature néolibérale » (BAKKER, K., 2010 ; CASTREE, N., 2009) de géographes qui s'intéressent de plus en plus aux questions de justice sociale et environnementale appliquée à l'espace. En-dehors de la discussion idéologique sur la nature de l'environnement (est-ce une somme d'éléments naturels ou plutôt une construction socio-spatiale ?) et du néolibéralisme (est-ce une dérégulation ou un véritable projet de société des élites dans le but de diffuser au monde le consensus de Washington ?), (BAKKER, K., 2010 ; CASTREE, N., 2008 ; 2009 ; MCCARTHY, J., PRUDHAM, S., 2004) l'ouvrage collectif *Neoliberal Environments. False promises and unnatural consequences* propose d'« *essayer non seulement d'analyser les impacts des*

*réformes néolibérales sur l'environnement [*nature of neoliberalism*] mais aussi de comprendre [à l'inverse] dans quelle mesure la gouvernance environnementale et l'environnementalisme en tant qu'ensemble de mouvements politiques ne coïncident-ils pas, ne convergent-ils pas, ne s'articulent-ils pas et même ne contribuent-ils pas à l'émergence du néolibéralisme [*neoliberalization of nature*] »*(HEYNEN, N., *et allii*, 2007). On voit comme ces débats se placent à la croisée de différentes sciences sociales (économie, géographie, droit, philosophie, science politique) et dépassent donc les stricts cadres disciplinaires.

L'enjeu a également une dimension temporelle : les processus actuels sont-ils le rejeu des héritages de la colonisation ou des dictatures ou bien des phénomènes nouveaux liés à l'ampleur de la métropolisation et de la mondialisation ? Or, la rapidité des cycles de croissance au Chili comme dans la plupart des pays neufs rend urgente la préoccupation à ce sujet particulièrement dans un contexte de (re)montée des contestations sociales (PULGAR, C., 2011).

Enfin, même si l'environnement est au cœur des préoccupations des géographes depuis ses origines et qu'il constitue un « problème fondamentalement géographique, au point que l'on serait tenté de définir la géographie comme la science de l'environnement humain [puisqu'elle a] précisément pour objet l'étude de toutes les formes de rapports réciproques entre les collectivités humaines et leur enveloppe spatiale concrète ? » (GEORGE, P., 1971), la réinscription récente de l'environnement dans les préoccupations collectives constitue un tremplin pour la discipline.

De là naissent ma problématique ainsi qu'une série de questionnements :

Dans quelle mesure, la métropolisation contribue-t'elle à produire des espaces dont elle a besoin dans son système mais qu'elle repousse plus loin des centres, dès lors qu'ils apparaissent ?

Bien sûr ces espaces ont des caractéristiques propres notamment l'étendue et un « environnement apparemment illimité » (GEORGE, P., 1984) mais on commence à les appeler ouverts dès lors que se met en place le phénomène de métropolisation qui implique à l'inverse une fermeture physique (barrières, péages...) ou métaphorique (privatisation) de l'espace.

On peut aussi se demander si la métropolisation et les processus qui lui sont liés (dilatation des centres, enclosures, diminution de la densité) changent de nature ou simplement d'intensité en fonction de l'échelle d'observation (locale, régionale, nationale, mondiale) ?

En d'autres termes, l'échelle locale n'est-elle que la manifestation de la libéralisation de l'économie et du politique que connaît le Chili depuis 40 ans, ou au contraire ce processus y prend-il d'autres formes comme la résistance de formes de mise en valeur extensive ou le regain de solidarités immatérielles entre les acteurs ?

Si la métropolisation a besoin des ressources que représentent les espaces ouverts pour s'alimenter (de bas en haut), les espaces ouverts ont également besoin de la métropolisation pour exister (conservation, infrastructures, lois : de haut en bas). Politiquement et économiquement quel est donc le sens de ces agencements ? Qui l'emporte ? Est-il seulement possible dans ce contexte de libre marché d'établir une hiérarchie des valeurs et des échelles ?

Pour répondre à ces questions, on doit appliquer une méthodologie adaptée au terrain et à la thématique, ce qui pose trois principales questions : la première est de savoir comment représenter des espaces dits vides autrement que par « des blancs sur la carte » (LABOULAIS – LESAGE, I., 2004) ? Comment étudier des perceptions dans le monde rural avec des repères nécessairement différents qu'en ville et adapter des méthodologies existantes comme celle des cartes mentales ? Comment enquêter et identifier des espaces et des usages avec des catégories relativement nouvelles (ouvert, vide, libre) et donc être nécéssairement amenée à les transposer ? A travers les trois points suivants, on montrera les défis méthodologiques à relever pour une thèse de géographie régionale et métropolitaine dans un pays du sud comme le Chili.

UNE MÉTHODOLOGIE DOUCE ADAPTÉE AUX RUGOSITÉS DU TERRAIN

« *« Quel est ce pays ? » demanda-t-il. Et il lui fut répondu : « Pèse d'abord chaque mot, connais chaque douleur »* », (GLISSANT, E., 1958)

J'ai alors choisi trois zones d'études pour répondre à ces questionnements : une zone littorale à très forts taux de croissance urbaine et touristique dans l'aire d'influence du doublet balnéario-portuaire de Viña del Mar-Valparaíso (secteur de Mantagua sur la commune de Quintero, zone 1); une zone rurale de vallée et de moyenne montagne mitée par une urbanisation dispersée dans l'aire d'influence de Valparaíso et dans la Cordillère de la Côte sur

les communes d'Olmué et de Limache (zone 2) ; une zone d'étude dans la dépression centrale sur la commune de Lampa avec une zone humide en voie de disparition bien qu'elle serve à alimenter en eau la plus grande aire maraîchère de Santiago (zone 3).

Les trois contextes sont différents mais situent les zones d'étude dans un rayon de 20 à 30 kilomètres autour des centres des agglomérations de Valparaíso, Viña del Mar et de Santiago, c'est-à-dire dans la troisième couronne périphérique et connaissent des changements d'usages des sols particulièrement vifs depuis les années 1980.

La méthodologie appliquée comporte trois exigences dans les trois étapes qu'elle suppose que sont la collecte des données, les techniques de traitement de l'information et leur restitution : 1. S'adapter au mieux à un terrain sud-américain à la fois lointain et rugueux (aléa sismique) mais aussi émergent (données statistiques existantes et relativement fiables et surtout possibilités de travailler en collaboration avec des chercheurs chiliens d'autres disciplines comme l'agronomie, la sociologie, l'architecture) ; 2. Accorder une place importante aux représentations et aux perceptions des acteurs qui participent peu aux prises de décision mais sont pourtant essentiels dans la production des espaces ouverts (femmes, éleveurs, enfants) ; 3. Trouver la méthode la plus pertinente à chaque zone d'étude et la répliquer en l'adaptant par la suite aux autres c'est-à-dire pratiquer ce qu'on pourrait appeler une homéo-géographie en référence à l'homéopathie qui se fonde sur le principe des similitudes des pathologies mais aussi sur le principe de leur individualisation. De même que chaque patient a des remèdes particuliers qui correspondent à ses pathologies, j'ai appliqué des méthodes différentes, adaptées à chaque terrain mais en fonction des mêmes questions et des mêmes principes fondamentaux. Ainsi pour les trois terrains, la photo-interprétation diachronique s'est avérée indispensable pour montrer les changements rapides d'usages des sols mais comme les phénomènes n'étaient pas perceptibles dans les trois cas à la même échelle, j'ai opté pour une photographie aérienne dans un cas et une image satellite dans les deux autres cas.

Ces trois exigences ont pour corollaire de passer une longue période sur le terrain (seize mois sur sept ans) et d'avoir un rapport intime et suivi avec lui ce qui suppose de toujours s'interroger sur les limites entre observation, observation participante et recherche-action. A ce propos, je tiens à souligner que je ne considère bien sûr pas les citations de textes de chansons, les allusions au cinéma ou à la littérature comme des arguments scientifiques mais comme des

témoignages permettant d'illustrer des ambiances ou des états d'esprit rencontrés sur mon terrain. Si elles ne sont pas des preuves, elles permettent, selon moi, de s'approprier au moins en partie un esprit des lieux propre à chaque terrain.

Finalement, je dispose d'une base de données relativement homogène dans l'espace et dans le temps constituée aussi bien de photographies (plus de 5000) que de récits de vie (10), de comptes-rendus de 7 séquences d'observation participative, que d'enquêtes semi-directives (45), de cartes mentales (133) ou d'entretiens libres (18) que d'images satellites (3) comme le présente le tableau 2.

A. Le choix et la connaissance intime du terrain

Si j'évoque aussi les terrains de maîtrise (FALIES, C., 2005) et de master 2 (FALIES, C., 2008) c'est qu'il y a entre eux et ma thèse une véritable continuité.

La commune initiale de référence, Quillota, est une agroville de 80 000 habitants qui polarise à l'intérieur de la région de Valparaíso les activités liées à la production agricole de la vallée de l'Aconcagua. Traversée par le *Camino Internacional* qui permet de relier Valparaíso à la Panaméricaine et à Mendoza en Argentine, elle développe dès les années 1980 une agriculture d'exportation de fruits et d'agrumes, principalement avocats et citrons, en remplacement progressif de l'activité maraîchère anciennement présente. Ce tournant dans la production se double d'un changement des espaces mis en valeur des fonds de vallée vers les versants de la Cordillère de la Côte, progressivement défrichés pour la fruiticulture ou encore la construction de maisons individuelles secondaires ou principales à usage de classes émergentes qui souhaitant un meilleur cadre de vie.

Partant de ce cas, je me suis interrogée sur les raisons de sa mise en place et sur ses éventuelles répliques à l'échelle métropolitaine. Si ces espaces ont été décrits à la périphérie de la métropole de Valparaíso, peut-être prennent-ils une forme différente sur le littoral touristique (au Nord de Viña del Mar) et dans un autre cadre administratif et fonctionnel autour de Santiago du Chili dans la Région métropolitaine qui dispose d'un plan directeur différent ? Il fallait donc choisir d'autres zones d'étude afin de pouvoir comparer et mettre en perspective cette configuration spatiale dans un contexte plus métropolitain que ne l'offrait Quillota qui existe comme ville agricole polarisatrice depuis le 16ème siècle, est capitale de province et pourrait devenir capitale d'une vaste région de l'Aconcagua si celle-ci était créée.

Mais comment embrasser autrement une immense région métropolitaine comparable en taille à l'Ile-de-France ?

Les communes d'Olmué et de Limache offraient un intérêt évident en ce qu'elles sont également des communes très anciennement agricoles mais aussi plus polarisées par les agglomérations de Santiago et de Valparaíso comme le prouve la réouverture de la ligne de train reliant le centre de Valparaíso au centre de Limache en 1h30 et qui en 1863 mettait Limache à mi-chemin entre la capitale et son port (VENEGAS F., 2000). Le classement par l'UNESCO en réserve Homme et Biosphère du Parc National de La Campana en 2008 ainsi que la création de la province de Marga Marga[7] à partir des quatre communes de Quilpué, Villa Alemana, Olmué et Limache votée en 2009 par la Chambre des députés chilienne sont aussi deux arguments de choix. De plus, la rénovation de la route F 10 G qui marque le passage entre les communes d'Olmué et de Til Til et donc entre les régions de Valparaiso et la Région Métropolitaine en 2005 a eu une influence certaine sur le développement de communautés jusqu'ici très isolées comme les communautés de Caleu ou de Quebrada Alvarado.

En suivant cette route ou en partant de Santiago, il a semblé intéressant de s'arrêter sur Lampa, une commune encore très agricole, maraîchère principalement, à seulement quinze kilomètres au nord-ouest de l'agglomération de Santiago et faisant partie depuis 1997 comme toutes les communes de la province de Chacabuco du Plan Régulateur Métropolitain de Santiago mais qui connaît des taux de croissance de sa population parmi les plus élevés depuis cette même date.

Le choix de Quintero, sur le littoral au nord de Viña del Mar, a été quant à lui inspiré par le professeur d'Agronomie Fernando Cosio de la PUCV et par des lectures des textes du géographe français R. Paskoff ainsi que par un terrain exploratoire en 2009 avec le sociologue B . Kalaora. Non spécialiste des problématiques littorales, les dunes côtières et les arrière-dunes de Ritoque m'ont pourtant intéressées en raison d'une présence particulièrement importante de prairies consacrées à l'élevage au pied du Cerro Mauco, à l'implantation d'une communauté d'architectes, la Corporation *Amereída*, dans les années 1960 qui commence à se remettre en

[7] La nouvelle province regroupe 277 525 habitants. Si elle porte le nom d'un fleuve dont l'embouchure se situe à Viña del Mar, elle se justifie pour les porteurs du projet par la proximité fonctionnelle de ces quatre communes dans la couronne périurbaine de Valparaíso-Viña del Mar.

question dès les années 2000 et à l'arrivée tardive mais massive d'urbains venus construire *resorts*, *condominios*, maisons individuelles. Toutes ces activités récentes sont de plus en plus remises en question en raison de leur impact à la fois sur les dunes et sur une zone humide de 300 hectares.

Le choix de ces communes établi, il fallait trouver des secteurs plus dignes d'intérêt, notamment en raison de la grande taille des communes, et les critères qui m'ont guidée furent principalement leur accessibilité – dans la mesure où ils s'intègrent ainsi à des réseaux métropolitains par la route principalement- et leur visibilité auprès de la société, des scientifiques et des médias comme espaces de conflits potentiels ou avérés.

Ainsi, entre Concón et Quintero, au nord de Viña del Mar, le remplacement de la route F 30 E par une autoroute à péage est très controversé dès 2008 en raison du coût social (expropriations de nombreuses localités villageoises le long du tracé), environnemental (dégradation des dunes côtières et de la zone humide de Mantagua) et financier (péage de 9000 pesos, soit 1,5 euros, prévu à chaque passage) et attire l'attention des nombreux groupes d'acteurs concernés directement ainsi que de certains hommes et femmes politiques. A Olmué, la sanctuarisation croissante des *cerros* et de La Campana dès le classement du parc national en réserve de la Biosphère a pour conséquence une plus nombreuse et diverse fréquentation de la montagne et de ses alentours ce qui crée des conflits de voisinage pouvant aller jusqu'à l'incendie criminel. Enfin, à Lampa, ce sont les conflits liés à l'assèchement d'une zone humide, celle de Batuco, et à sa pollution par une station d'épuration particulièrement vétuste qui mobilisent particulièrement les populations.

On le voit dans les trois configurations évoquées, les conflits sont d'autant plus véhiculés et médiatisés qu'ils sont environnementaux puisque les espaces de faible densité exercent un attrait, en tout cas symbolique, très fort sur la population. Les conflits sont donc en tout cas au début de l'analyse pris comme des symptômes d'un dysfonctionnement social ou spatial.

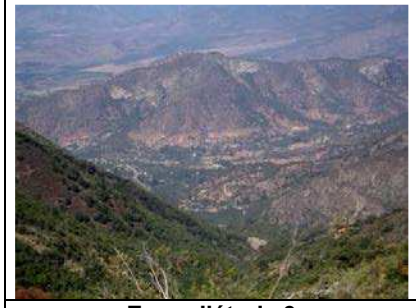
	Commune/ Province/ Région	Situation	Distance au centre des agglomérations	Superficie	Population (2010)	Densité Hab/km²	Variation de population (1992- 2009) en %	Part population urbaine/ rurale en %	Part des espaces cultivés en %	Taux de pauvreté (2010) en %
Zone d'étude 1	Quintero, « Mantagua » Province de Valparaíso Région de Valparaiso	Littoral Dunes côtières Zone humide	15 km Route 30 E	278 km²	25054	170	+41	84/16	3,81	18,1
Zone d'étude 2 	Olmué, Limache Province de Marga Marga Région de Valparaiso	Versant Ouest de la Cordillère de la Côte Parc national de La Campana	25 km Route MétroTrain	78 2 km²	15800	68	+27	74/26	10,15	8,4
Zone d'étude 3	Lampa, « Batuco » Til Til Province de Chacabuco Région Métropolitaine	Versant Est de la Cordillère de la Côte Dépression centrale *Humedal de Batuco*	15 km Panaméricaine Route G-10 « La Dormida »	796 km²	60171	133	+140	67/33	27,8	16,9

Tableau 1. Présentation des trois zones d'étude

Plus que de devoir comparer ces trois zones d'études, il s'agit de les analyser communément, de les mettre en perspective les unes par rapport aux autres et de les mettre en relation. Il s'agit plus d'un atout que d'une difficulté méthodologique à surmonter puisqu'elles se trouvent dans une même région.

Or, des relations anciennes et fortes existent entre les différentes zones d'étude par la création de grandes propriétés qui faisaient fi des frontières administratives et par la ligne de chemin de fer. Le lien existe aussi par les mobilités individuelles et parce qu'il n'est pas rare que tel ou tel enquêté ait aussi des liens avec un autre site-témoin. Ainsi comme on peut le voir sur le tableau 2, Jorge C., personne clé pour Mantagua (zone 1) a étudié à Limache (zone 2) où il s'est fait tout un réseau de connaissances notamment en ayant appartenu à la CORA, *Corporación de Reforma agraria,* entreprise d'Etat ayant œuvré pour la mise en place de la Réforme agraire.

Si le corpus d'entretiens a été renouvelé, si les sites d'études ont été étendus et diversifiés (d'une commune à cinq si l'on compte Quillota qui sert souvent de référence), si la méthodologie a évolué, les deux premiers terrains ont été pour moi l'occasion de défricher des espaces.

C'est bien du terrain et de sa pratique par tous les moyens de communication (à pied, à vélo, en transports collectifs en 2005 et 2007 ; en métro-train et à cheval en 2009 ; enfin, en voiture tout-terrain en 2010) et en toutes saisons (quatre mois d'été en 2005 ; les douze autres entre automne et hiver) que sont nées mes interrogations (hypothèses et enjeux) mais aussi une méthodologie adaptée à une caractéristique essentielle du Chili : le changement rapide des sociétés et des espaces.

Dans le tableau 2 présentant de façon chronologique le corpus d'enquêtes et de données collectées pendant la thèse, s'affiche une volonté de rendre cohérentes les données entre les quatre zones d'étude privilégiées de façon à pouvoir observer équitablement le territoire. Ceci n'a pas été facilité par les contraintes du terrain au titre desquelles le tremblement de terre de février 2010 et le changement gouvernemental lié à l'élection présidentielle de Sebastián Piñera de mars 2010 ne furent pas des moindres.

En effet, pendant au mois six mois depuis mars 2010 –soit la quasi-totalité de mon plus long terrain-, tous les efforts et les discussions étaient tournés vers la reconstruction alors que dans les institutions publiques d'Etat mais ce fut le cas aussi au niveau communal, s'opéraient

tous les changements de fonction. Ainsi, tel service me disait qu'il ne pouvait me recevoir car il allait quitter sa fonction et tel autre m'affirmait que c'était trop tôt pour donner un entretien car il venait de reprendre les dossiers. En-dehors des contraintes que cela peut poser à la recherche, le défaut de suivi des dossiers au moment des changements politiques majeurs, à savoir tous les quatre ans, est un dysfonctionnement pénalisant pour la réalisation des projets. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'un dernier terrain en mars-avril 2012 a été nécessaire afin de réaliser 18 entretiens libres avec des acteurs ou des penseurs du territoire au Chili. Ils sont venus compléter les 11 enquêtes réalisées en 2011 et également valider le concept d'espace ouvert auprès d'universitaires comme R. Perez de Arce (*Pontificia Universidad Católica*) ou P. Trivelli (*Universidad de Chile*) qui comptent de nombreuses années d'expérience dans le domaine de la connaissance des politiques publiques et des sciences du territoire.

Le temps passé sur le terrain a permis également de mettre en place des pré-enquêtes (111 comme celle de Mantagua en 2009) (ANNEXE 1) et des récits de vie (10) pour mieux adapter les 34 enquêtes semi-directives d'acteurs (ANNEXE 2) aux différents types de trajectoires. Il est évident que l'on ne pose pas les mêmes questions à un petit maraîcher de Lampa qu'à un néo-rural de Mantagua. La grille d'enquêtes est par exemple celle de Mantagua mais les questions portant sur la perception des espaces ouverts et les interactions et usages des alentours ont été adaptés en remplaçant la zone humide par celle de Batuco ou par la Cordillère de la Côte. Cette grille est donc adaptable. En tout état de cause, il faut toujours être capable de modifier sa méthodologie chemin faisant sans pour autant perdre son postulat et ses pré-requis de départ.

Ainsi je me suis rendue compte qu'une grille d'entretien trop serrée, même semi-directive, avec les agriculteurs pouvait s'avérer contre-productive. En effet, le temps passé à répondre aux questions sur papier, c'est-à-dire assis, et pour finalement n'obtenir que des informations présentes dans les recensements, était autant de temps non consacré à la visite de la parcelle ou à me livrer des éléments plus personnels. C'est également pour cette raison, et avec les agriculteurs en particulier, que j'ai privilégié l'observation participante de leur activité de la production (traite, récolte de miel ou de tomates, vaccination de chèvres) à la vente (Expo Lampa, marché du vendredi du collège Waldorf) en passant par la transformation (fromage, préparation de paniers bios pour un réseau type AMAP).

Cela m'a également permis de ne JAMAIS me livrer comme c'est pourtant souvent le cas au Chili à une forme de corruption condescendante des enquêtés qui consiste à leur apporter des gâteaux ou une boisson gazeuse en échange du temps passé à répondre à l'enquête. Au contraire même, en remerciement du travail effectué avec eux, j'ai souvent été invitée à partager un repas et à partager également un peu plus de leur intimité sans leur avoir pris trop de temps ou les avoir dérangés dans leur activité productive. C'est là que commence selon moi, l'éthique du chercheur en sciences sociales mais aussi une réflexion sur les limites entre l'observation, l'observation participante et la recherche-action. Ainsi, lorsque le directoire de *Ciudad abierta* m'a proposé de m'héberger j'ai préféré refuser, malgré la commodité et l'attrait du lieu, afin de rester libre de tout engagement. De même je n'ai jamais pris parti publiquement pour aucun mouvement de citoyens en me tenant de façon systématique à l'écart des manifestations,… Mais le fait de se servir de son GPS pour prouver l'erreur de localisation d'une antenne ou accepter les termes de la restitution sous forme de *focus group* à *Ciudad abierta* n'est-il pas déjà de la recherche-action (cf. ANNEXE 5) ?

Quant aux données, un effort considérable a été fait depuis la deuxième moitié des années 2000 dans le but de promouvoir l'accessibilité des citoyens et des chercheurs aux données nationales. Cet effort se reflète dans la *Ley de Transparencia* n°20.285 de 2009 qui promeut la transparence de la fonction publique et le droit d'accès à l'information de l'Administration d'Etat renouvelant ainsi un des articles de la Constitution politique du pays. Un article de la loi prévoit que si elle n'est pas respectée par un fonctionnaire, il pourrait se voir sanctionné d'un retranchement pouvant aller jusqu'à 20 à 50% de sa rémunération. De plus, en inscrivant le principe de transparence active, cette loi a encouragé la publication sur des sites web des données des différents ministères ou instituts qu'elles soient des textes de lois (l'ensemble des lois chiliennes est accessible sur le site web de la *Biblioteca del Congreso*) ou des résultats d'enquêtes nationales. Le Chili s'inscrit alors de plain pied dans les bonnes pratiques en termes de communication promues par les instances internationales : l'INE entre en 2006 en tant qu'observateur dans le Comité statistique de l'OCDE et adapte la même année son questionnaire pour le *Censo agropecuario* de 2007 aux recommandations de la FAO notamment en y intégrant des questions sur le genre. Pourquoi n'ai-je alors jamais pu obtenir les données désagrégées du *Censo agropecuario* de 2007, en qualité de chercheuse, qui m'auraient permis de connaître exactement le fonctionnement de chacune des exploitations de la région métropolitaine et de la

région de Valparaíso ? J'ai essayé par le biais d'universités, par l'intermédiaire de connaissances, en me déplaçant directement à l'INE (Institut National de Statistiques), en créant un compte Internet sur le site… En vain.

Des données restent inaccessibles car la Loi de Transparence contient des exceptions (secret-défense, en cas de trouble à l'ordre public…), car certains fonctionnaires ne font pas leur travail mais surtout car la plupart des données publiques sont vendues sous forme de fichiers sécurisés à des entreprises de recherche privées contre des clauses d'exclusivité quand elles ne sont pas réalisées directement par des bureaux d'étude qui finissent par être propriétaires des données qu'ils ont produites. Ainsi la CORFO (*Corporación de Fomento*) supposément censée appliquer la Loi de Transparence en tant qu'organisme public et au nom de l'innovation qu'elle promeut à un statut de Corporation privée ce qui lui permet de vendre toutes ses données (images satellites et SIG principalement).

Les municipalités quant à elles possèdent de moins en moins leurs plans régulateurs car en raison d'un manque de moyens, elles préfèrent les faire réaliser par des bureaux d'étude. Il existe donc un morcellement des données et finalement une assez grande difficulté d'accès. Quant à l'outil de diffusion des données qu'est Internet, il permet certes de télécharger les recensements par exemple sur le site de l'INE mais pour ce qui est des données géoréférencées, la multiplication des outils de cartographie en ligne ne permet que de faire des captures d'écran et jamais de télécharger les fichiers vectoriels.

Dans ce contexte, la nécessité de produire des données à travers les relevés sur le terrain a été une priorité d'autant plus que l'éloignement géographique ne me permettait pas de retourner facilement sur le terrain. C'est aussi pour cette raison que le tableau 2 présente deux colonnes distinguant la date d'acquistion des données de leur traitement. En effet, les traitements n'étaient soit pas possibles à réaliser sur le terrain en raison d'un manque de matériel (logiciels à jour de télédétection et de SIG notamment) soit pas envisageables en raison d'un manque temps consacré exclusivement à la collecte de données brutes.

Données	Date	Nombre	Description	Mots-clés	Traitement	Terrain
Photos personnelles et observations directes	2005 2007 2009 2010 2012	5753 photos	Sorties sur le terrain seule, avec d'autres chercheurs (agronomes et architectes de la PUCV, naturalistes, sociologue de la UC), avec des fonctionnaires de l'INDAP, du SAG, de la CONAF, de la municipalité de Lampa A pied, à cheval, à vélo, en voiture, en « *micro* »	Paysage	Diachronie Commentaire	Mantagua Olmué Limache Lampa
Enquêtes libres/récits de vie	2009 à 2012	Guapy, Aldo V., Jorge C., Mariana C., Claudia A., Andrés L., Andrea G., Efrén, Mariana B., Catalina ***10***	Enquêtes préliminaires avec des personnes sources par terrain	Trajectoires de vie Valeurs de l'espace et de l'environnement Usages du sol et activités	Qualitatif par traitement sémantique	Mantagua Olmué Limache Lampa
Observation participante		Mobilisation contre l'antenne de Limache Journée de vaccination à Altos de Chicauma 10 dimanches à Hibiscus avec le mouvement citoyen de Mantagua Manifestation contre le vote du PREMVAL au Conseil Régional Déjeuners et restitution cartes mentales à Ciudad abierta Organisation d'ExpoLampa Campagne de nettoyage des dunes de Concón	Observation participative lors d'évènements ponctuels (campagne de vaccination de chèvres) ou suivis (mobilisation contre la construction d'une route ou d'une antenne de téléphones) A la limite de la recherche-action	Conflits, menaces, projections Action collective Mouvement social	Qualitatif par traitement sémantique Suivi par le biais des réseaux sociaux (Facebook, blogs,…)	Mantagua Olmué Limache Lampa
Enquêtes semi-directives au moment de la mobilisation contre l'autoroute Concon- Puchuncavi	Août 2009	***111 dont 89 restituées***	Enquêtes semi-directives distribuées à tous les secteurs le long du tracé du projet d'autoroute Formation de quatre personnes à la technique d'enquête **Cf. annexe 1**	Mouvement participatif Mobilité ville-campagne Trajectoires Conflits	Pré-enquête formulée avec des architectes et des membres du Mouvement citoyen visant à mieux connaître le secteur et les préoccupations des gens	Mantagua

Enquêtes Acteurs	Août à octobre 2010	***34*** 15 Amereida 10 Mantagua 4 Limache/Olmué 5 Lampa/Til Til	Entretiens semi-directifs (1h30) organisés en 5 thèmes : Informations personnelles et rapport au lieu Représentation des espaces ouverts, relation à la ville Relations avec le voisinage **Cf. annexe 2**	Trajectoires de vie Valeurs de l'espace et de l'environnement Usages du sol et activités Conflits, menaces, projections	Qualitatif par traitement sémantique ; statistique pour les informations personnelles	Mantagua Olmué Limache Lampa
Enquêtes Politique	Juin à octobre 2010	***11*** Peccionante (PRODESAL Quintero), Saúl Perez (INDAP Quillota), Claudia Navarete (INDAP Lampa) Director de Obras Públicas Quintero et Lampa Jaime Contreras, Anita Cortez (Lampa) Conseillers municipaux de Limache et de Quintero Hugo Diaz (SAG) Marcia Bastias (Conama)	Vision générale du territoire **Cf. annexe 3**	Conflits, valeurs, usages, aménagements, outils de gestion, prospective	Qualitatif par traitement sémantique	Mantagua Olmué Limache Lampa
Cartes mentales **Ciudad Abierta**	Août 2010	***39***	Cartes mentales réalisées par des adultes architectes et de dessinateurs vivant dans la communauté Amereida Question : « Dessinez une carte de Ciudad Abierta. Indiquez les éléments dessinés en les nommant. Indiquez le Nord » **cf. annexe 4** Restitution du travail sous forme de posters et de présentation *Focus group* **Cf. annexe 5** Travail effectué avec une sociologue	Communauté Mobilité ville-campagne Trajectoires	Analyse comparative Analyse de chaque carte Tableau de fréquences	Mantagua
Cartes mentales enfants	Septembre 2010	***94*** (26 : Amankay+ 16 : Waldorf+ 18 : Santa Sara +34 : Quebrada Alvarado) Entretien avec 2 directeurs d'école et 2 professeurs responsables	Cartes mentales d'enfants de 11 à 14 ans de 4 collèges différents (2 publics/2 privés ; 2CSP+/2CSP- ; 2 en zone rurale/2 en zone urbaine ;2 en périphérie de Santiago/ 2 en périphérie de Valparaíso) Question : « Dessine les espaces à l'air libre que tu fréquentes le plus souvent entre ta maison et ton collège » Entretien de groupe par la suite Travail effectué avec une paysagiste et une psychologue **Cf. annexe 6**	Ségrégation Rapports sociaux Durabilité Genre	Analyse comparative Analyse de chaque carte Tableau de fréquences Graphique	Limache Olmué Batuco

Entretiens libres	Mars-Avril 2012	***18*** Javier Wood (SUBDERE), Bernardo Valdés (UDP), Patrick Livenais (IRD) Rodrigo Perez de Arce (PUC) Etienne Lefranc (PUC) Liliana Iturriaga Marcia Villanueva (CONAF) Cristian Diaz (CONAF) Ivan Benoît (CONAF) Pablo Trivelli (Pablo Trivelli, Ltda.) Gaspar Fouré (GORE Valparaíso) Victor Quintanilla (U. de Santiago) Sergio Elortegui , Andrés Moreira, Fernando Venegas (Taller La Era) Mina Namdar-Irani (Agroqualitas) Eliana Henriquez (CORFO) Patrice Salles (Limagrain Chile)			Qualitatif par traitement sémantique	
Sites WEB de mouvements de citoyens			http://www.humedaldebatuco.cl/portal/ http://limache-sano.blogspot.com/2010/06/campana-limache-sin-antenas.html http://www.noalpeaje.com/	Réseaux sociaux, Mobilisation participative, NIMBY	Suivi des mouvements à distance et dans le temps	Mantagua Olmué Limache Lampa
Documents de planification	1965 à aujourd'hui	PRMS Santiago PREMVAL Plan regulador Quilpué, Quintero	Textes et cartes	Planification urbaine Lois	Analyse cadre légal	Manque Limache/Olmué
SIG CONAF, CONAMA	2009		Données géoréférencées	Usages des sols Villes Eau Communes Aires protégées	Carte d'usage des sols	Mantagua Olmué Limache Lampa
Photos aériennes en paramoteur	Novembre 2010-janvier 2011		Julien Barbier, Expédition Aéro Chili	Exploitations agricoles Erosion du sol Plantations	Paysage	Mantagua Batuco

Image satellites	15-03-2010		SPOT 10MC	Usages des sols	Carte d'usage des sols Diachronie indices	
Censo Agropecuario	1997 2007		Données par communes (Quintero, Limache, Olmué, Lampa)/provinces (Valparaíso, Quintero, Chacabuco sauf celle de Marga Marga créée en 2010)/région (Métropolitaine et de Valparaíso)	Agriculture	Cartes statistiques, Graphiques	Mantagua Olmué Limache Lampa
Encuesta CASEN	1990 1992 1994 1996 1998 2000 2003 2006 2009		Données par provinces (Valparaíso, Quintero, Chacabuco sauf celle de Marga Marga créée en 2010), par région (Métropolitaine et de Valparaíso) et par zone urbaine/rurale.	Pauvreté Démographie Emploi Revenus Education Santé Habitat	Cartes statistiques, Graphiques	Mantagua Olmué Limache Lampa
Censo de poblacion y vivienda	1992 2002 2012 (Pré-censo)		Données par communes (Quintero, Limache, Olmué, Lampa), provinces (Valparaíso, Quintero, Chacabuco sauf celle de Marga Marga créée en 2010), région (Métropolitaine et de Valparaíso) et par zone urbaine/rurale.	Age Activité Genre Accessibilité Equipement	Cartes statistiques	Mantagua Olmué Limache Lampa
SINIM	2001-2011		Données par communes (Quintero, Limache, Olmué, Lampa)		Cartes statistiques	Mantagua Olmué Limache Lampa

Tableau 2. Présentation des données par ordre chronologique d'acquisition et de traitement (légende commune à la Figure 2)

Par ailleurs, j'ai voulu accorder un soin spécifique à la production cartographique pour trois raisons principales. D'abord, il s'agit d'un support d'analyse réplicable à l'échelle métropolitaine. Ensuite, c'est un mode d'expression privilégié de notre discipline qui la différencie en cela des autres sciences sociales. Enfin, il s'agit d'un moyen efficace de communication et de restitution du travail de recherche sans forcément passer par la traduction.

Globalement, la méthodologie utilisée est donc née d'un ancrage disciplinaire mais a également été adaptée aux espaces ouverts et aux conditions locales de collecte des données. Pour comprendre ce que l'on entend par adaptation, on peut évoquer le travail de cartes mentales mené entre juillet et septembre 2010 (94 auprès d'enfants de quatre écoles, 39 auprès d'adultes d'une communauté) et qui a consisté à adapter une méthodologie éprouvée par des collègues en milieu urbain (ANNEXE 6). Cette méthodologie est à la fois inspirée de la littérature dans le domaine, du travail des collègues d'autres disciplines notamment la sociologie mais aussi d'une difficulté à décrypter les discours souvent paradoxaux des adultes quant à leur environnement. Une fois exposée, cette méthodologie a conquis sur le terrain, le groupe d'architectes de la PUCV de la corporation Amereida qui a désiré qu'elle soit appliquée à 36 de ses membres lors d'un des « mercredis» où la communauté se retrouve pour un déjeuner dans les dunes souvent en présence d'un invité (par exemple, l'anthropologue Marc Augé, le 9 novembre 2011). Le jeu, au sens philosophique, inspirant beaucoup ses membres, ils se sont tous prêtés volontiers à l'activité malgré une réticence de ma part liée à leur profession qui les amène bien sûr à développer des qualités graphiques parfois reconnus internationalement[8]. Les consignes ont été adaptées par une équipe formée aussi pour l'occasion d'une psychologue chilienne (Carolina Naranjo) et d'une étudiante de l'Ecole du Paysage de Versailles (Maï Melecca), (ANNEXE 4).

A l'instar des autres méthodes employées pour la réalisation de cette thèse (entretiens semi-directifs, observation directe et observation participative, télédétection), celle-ci a quatre caractéristiques principales : elle a pour objectif de répondre à une question précise liée à un enjeu particulier (ici, la question des inégalités environnementales dans les marges) ; elle naît d'une opportunité saisie sur le terrain de pouvoir travailler en collaboration avec des chercheurs venant d'autres disciplines; elle est adaptative au cas présenté et dans ce sens, elle correspond

[8] C'est le cas de l'architecte Borja Huidobro a qui fut confiée avec Paul Chemetov la réhabilitation de la Galerie de l'Evolution à Paris.

plus à une démarche exploratoire qu'à un outil utilisable en toutes circonstances; elle peut être répliquée, sous conditions, à l'échelle métropolitaine.

B. S'insérer dans des réseaux sans perdre son éthique de chercheur

Dans un pays de seulement 16,8 millions d'habitants où presque la moitié de la population est regroupée dans la macro-région centrale du Chili et est dirigée par moins d'une dizaine de grandes familles[9] présentes dans tous les secteurs d'activités et représentant tous les pouvoirs, le monde est rapidement très petit[10]. Tout à fait intégrée à l' « ère de l'information », la société chilienne est bien une « société en réseaux », (CASTELLS, M., 1998) qui passe par trois éléments pour se structurer et s'organiser : le poids de l'école et de l'université que l'on fréquente ou dans lesquelles on inscrit ses enfants ; le quartier ou la communauté où l'on vit ; le plus ou moins grand accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. De plus, les clubs ou sociétés philanthropiques comme le Rotary ou la *Sociedad Chilena de Políticas Públicas* sont très présents au Chili et assurent une reproduction sociale parmi ses membres puisqu'ils fonctionnent par le parrainage.

Est-ce en raison, d'un certain complexe de l'insularité d'un pays bordé au nord par le désert salé, à l'est par la Cordillère des Andes, au sud par l'Antarctique et à l'ouest par l'océan Pacifique ou d'une présence conséquente de ressortissants chiliens à l'étranger (860 000 environ soit plus de 5% de la population nationale) avec lesquels il faut rester connecté mais le pays est extrêmement bien desservi en nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Cela a des influences sur les techniques d'enquête et sur la façon de faire de la recherche. En effet, la mise en réseau si elle est globalement facilitée par des enquêtés qui laissent volontiers leur adresse électronique, leur numéro de téléphone ou leur compte de réseaux sociaux comme Facebook ou Tweeter, reste toujours dépendante de la personne source qui met le chercheur en relation avec les autres enquêtés.

---

[9] La famille Larraín d'ascendance navarraise est sans doute la plus représentative. Elle compte des ambassadeurs, des propriétaires terriens, des sénateurs, des journalistes, des universitaires souvent diplômés aux Etats-Unis ou encore des évêques.

[10.] L'expression chilienne est « *El mundo es un pañuelo* », littéralement, le monde est un mouchoir de poche c'est-à-dire, le monde est petit.

Ainsi, sur chacune de mes zones d'étude, une personne privilégiée m'a servi à « entrer » sur le terrain : c'est pour cela que je parle de personnes-clés – et cela prend tout son sens dans un contexte de privatisation et de fermeture à clé des espaces ruraux : ici, il faut être annoncé pour rentrer dans le *condominio* fermé et que le garde nous laisse entrer ; là, il faut connaître le code d'entrée ; ailleurs, il faut obtenir la clé du portail… Ces trois « personnes-clés » sont Jorge C. à Mantagua (zone 1), Andrea G. à Quillota (zone 2) et Jaime C. et Claudia V. à Lampa (zone 3). Une fois que les contacts sont établis cependant, les réseaux sociaux peuvent être réactivés à la moindre occasion, de façon indépendante de la personne clé et offrent une belle opportunité de suivre le terrain en temps réel mais aussi hors du terrain notamment lors d'années de fortes mobilisations comme en a connu le pays en 2011. De même que le rôle de la téléphonie mobile et des réseaux sociaux virtuels ont été mis en avant dans le « printemps arabe », la plupart des manifestations de l'année 2011 au Chili ont été convoquées sur Facebook par des étudiants.

L'encadré n°2 retranscrit un entretien libre motivé par une activité rurale importante dans la région d'étude qui est l'apiculture. En parlant de mon sujet de thèse à Andrea G., personne-clé, elle m'a donné le contact de Gabriela Weil, dite Guapy. Elles se sont rencontrées au collège Waldorf de Limache où elles scolarisent leurs enfants. Le fait pour moi de participer à l'élaboration, à la vente et à la livraison de paniers biologiques lors du « *Mercadito* » du collège du vendredi matin (photo 21) de mars à juin 2010 m'a permis de comprendre et de connaître à la fois certains producteurs (c'est le cas de Guapy) mais surtout les pratiques de consommation des habitants de Limache et plus généralement des urbains de Viña del Mar et de Valparaíso qui se sont inscrits dans ce réseau de paniers biologiques.

L'entretien avec Guapy, le 21 avril 2010, est caractéristique à plusieurs titres des entretiens libres que j'ai pu réaliser : d'abord, j'ai été mise en relation par une personne-clé autour d'une activité et avec un ancrage territorial correspondant à l'un de mes terrains ; ensuite, il se développe lors de l'entretien une certaine confiance avec l'enquêté, à la fois car la personne m'a été recommandée par un proche d'un point de vue professionnel ou personnel et car l'entretien se passe souvent sur le lieu de travail qui est aussi souvent le domicile ; cette confiance mutuelle débouche très souvent sur une proposition de sortie sur le terrain.

Encadré n° 2. Entretien libre avec Gabriela Weil, dite « Guapy », 45 ans, 21.04.2010

C'est Andrea G., qui m'a fait rencontrer Guapy en 2009 parce qu'elle vendait son miel dans ses paniers biologiques. Je l'ai rencontrée au collège Waldorf de Limache où elle scolarise ses trois enfants et où elle organisait ce jour-là la mobilisation contre la construction d'une antenne téléphonique à quelques mètres du collège. L'entretien a eu lieu chez elle à Limache. Sa maison et son terrain de 2500 m² achetés en 2001 sont aussi le siège de l'entreprise apicole « Sociedad Colmenares Flora Nativa Limitada » qu'elle partage avec son mari Manyo et le lieu de son cabinet d'apithérapie.

Comme ils ont entre 700 et 800 ruches ils doivent louer des terres supplémentaires : la majorité est à Lliu Lliu où ils ont un centre d'opération mais comme il y fait très sec entre décembre et avril, ils transportent les ruches à Fresia dans la Xème région ; dans le Fundo Santa Laura près de l'étang à Til Til juste après le sommet de la Cuesta La Dormida où ils peuvent laisser 160 ruches depuis 2008. Ils projettent même d'en y installer 300 ; à Granizo et à Cajon Grande près des entrés du Parc National de La Campana ; Enfin, les autres ruches sont disposées un peu partout notamment pour la pollinisation des avocatiers d'octobre à novembre (à Pocochay, La Cruz) et à Santa Inès (La Palma, Quillota)

En règle générale, ils ont besoin d'endroits avec une « *bonne végétation, du bosque nativo, de l'eau propre et des zones d'humidité pour un meilleur rendement ainsi que d'un bon accès. Une fois trouvés, les emplacements sont payés soit en miel soit en prix équivalent du miel à ce moment, selon le contrat établi avec le propriétaire.* »

Comment es-tu arrivée ici dans la vallée ?

« *Je suis née à Santiago dans une famille d'agronomes ancrée dans le sud près de Frutillar [comme bon nombre de familles d'origine allemande]. J'ai fait les mêmes études que mon père puis je suis parti vivre à Alhué au sud ouest de Santiago. Ensuite, j'ai décidé de partir en Suisse pour quelques mois avant de revenir à Frutillar où j'ai travaillé en tant qu'ingénieur agronome pour une coopérative paysanne. Là, j'ai décidé de participer à l'aventure de la création du Parc Pumalín au nord de la Patagonie chilienne. J'y ai administré le fundo Reñihué puis le fundo Pillan pendant 4 ans. C'est là que j'ai rencontré Manyo qui venait y implanter des ruches après un long séjour dans une communauté au Brésil. Après une série de déconvenues avec le parc Pumalín mais grâce aux économies réalisées, on a décidé d'acheter une maison à Limache. Je connaissais la vallée et j'ai acheté cette maison à une grande tante maternelle. Le climat était bon pour nos abeilles et j'ai toujours été attachée personnellement à cette maison. On est peut-être assez seuls par rapport aux autres apiculteurs de la zone car comme on a pas mal de potentiel on n'éprouve pas spécifiquement le besoin de s'associer avec eux. Nous, on travaille plutôt comme des fourmis et on ne fait pas partie d'Apiquinta et on ne reçoit aucune subvention et aucune aide. Comme je suis agronome de formation et que je ne suis pas paysanne, de toute façon, je ne crois pas que j'y aurais eu droit. Du coup, on s'est un peu automarginalisés. Et de toute façon, les autres apiculteurs en sont à un autre stade de développement de l'activité. Pour F. Rey, on peut parler d'apiculture intensive puisqu'il a entre 4000 et 8000 ruches qu'il utilise surtout pour la pollinisation et la reproduction de reines. Sinon, ce sont des anciens qui font du miel comme ça, en plus du reste.* »

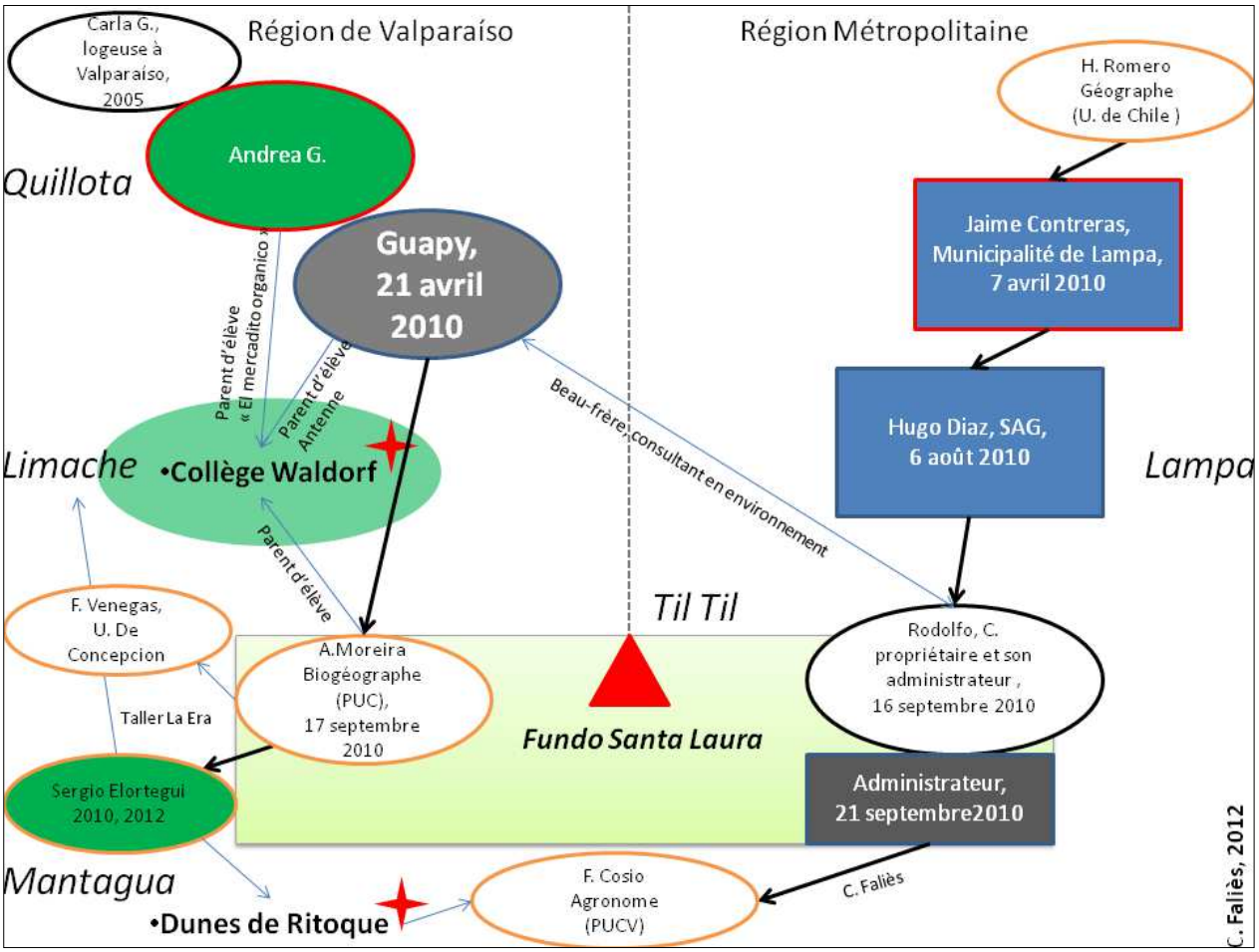
Pour toi, quels sont les conflits potentiels ou ouverts dans la vallée ?

« *Le principal problème rencontré et lié à l'urbanisation croissante de la vallée est celui de la cohabitation avec les nouveaux arrivants. Par exemple, comme Olmué est de plus en plus peuplé, il y a de plus en plus de gens sensibles aux abeilles qui iraient dans les piscines, les piqueraient etc… Il y a aussi la question de la construction des supermarchés comme ce Jumbo Express à côté de chez moi. Personnellement ça ne me gêne pas tant que ça mais je pense aux petits commerçants qui vont disparaître et à la congestion automobile car il n'y aucune infrastructure de transports prévue pour y arriver. Ils ont acheté en 2009 le terrain mais les travaux ont été ralentis par le séisme. Du coup, c'est resté en chantier et on était envahis par la poussière. Il y a eu des plaintes à la Dirección de Obras qui est venu arroser pour diminuer les nuisances. Maintenant, on attend qu'ils construisent un mur pour me séparer de la vue du parking. J'espère juste qu'ils me laisseront ma vue sur La Campana. Avant, il y avait un bâtiment public, un hangar à camions et deux maisons. Moi, je n'aurais jamais vendu ou alors très, très cher vu le développement de mon entreprise et la valeur affective de ma maison.*

Sinon, et bien, il y a le problème de toutes ces serres et des pesticides qui tuent les abeilles et qui se répartissent dans les nappes phréatiques et le problème de la saturation de la décharge dans le secteur de la Gloria. Du coup, les gens brûlent leurs déchets et il y a un risque d'incendie. »

La Figure 2 réinscrit l'entretien libre avec Guapy dans un panel d'autres activités de terrain en amont comme en aval puisque les flèches noires montrent une évolution chronologique principalement au cours de l'année 2010. La Figure 2 reprend la légende utilisée dans le tableau 2 servant à désigner le type de méthode utilisée. Ce schéma est là pour montrer également comment deux chemins méthodologiques (plus déductif et institutionnel à droite dans le cadre de mon réseau de connaissances établi dans la Région Métropolitaine et plus inductif à gauche dans la Région de Valparaíso où j'ai le plus vécu et où j'ai tissé un réseau de connaissances plus intime) peuvent mener de façon presque synchrone au même résultat : ici, la possibilité d'accéder au *Fundo Santa Laura* repéré par observation directe depuis la route comme étant un lieu incontournable pour analyser l'évolution du paysage et de la structure agraire et marquant la limite entre la Région Métropolitaine de Santiago et la Région de Valparaíso.

Figure 2. Les chemins d'accès pour l'étude du *Fundo Santa Laura* entre la Région de Valparaíso et la Région Métropolitaine : convergences de méthodes et rencontres entre acteurs (légende commune avec la Figure 1)



En effet, le 16 septembre je rencontre, par hasard, le propriétaire et l'administrateur à l'entrée de la propriété alors que je prends des photos sur le bord de la route et que j'avais contacté préalablement l'administrateur par téléphone puisque H. Diaz m'avait donné son numéro. Ni eux ni moi n'avons le temps d'explorer le *fundo* le jour même; le lendemain, Guapy m'appelle pour me proposer une sortie en famille sur le *fundo* car son mari veut récupérer une ruche et que le long week-end férié des fêtes nationales lui laisse un peu de temps ; et le 21, je rappelle l'administrateur qui me dit qu'il est disponible pour un entretien et pour me montrer une autre partie du *fundo*.

Les flèches bleues sont là quant à elles pour montrer et qualifier les liens non forcément chronologiques qui existent entre les différentes personnes interrogées. Ainsi, le 17 septembre, Guapy avait également proposé à A. Moreira, biogéographe de l'Universidad Católica, par ailleurs éminent connaisseur de La Campana, de se joindre à nous. En-dehors de l'entretien libre que nous avons eu *in* situ, quand, je lui ai dit travailler également sur les dunes de Ritoque, il m'a alors donné le contact de S. Elortegui dont j'avais lu les livres sur les *Dunes de Concón* (préfacé par R. Paskoff). Comme F. Venegas, l'historien, et lui, Sergio Elortegui fait partie du *Taller la Era* dont le travail est incontournable en ce qui concerne la région centrale. Le graphique fait enfin référence au professeur d'agronomie F. Cosio que j'ai mis en relation avec l'administrateur de *Fundo Santa Laura* intéressé depuis longtemps par ce *fundo* à la fois pour ses propres recherches et pour celles de ses étudiants et tout à fait enthousiaste à l'idée de réaliser une évaluation agronomique gratuite pour le propriétaire du *fundo* en l'échange d'un accès et d'un terrain d'étude pour ses étudiants.

Le même type de graphique aurait pu être également réalisé sur la zone humide de Batuco et de celle de Mantagua autour de la figure de Liliana Iturriaga qui défend depuis vingt ans leurs écosystèmes ou d'Andrés L. rencontré par l'intermédiaire de Veronica S., sa femme, dans le mouvement citoyen de Mantagua contre l'autoroute et qui a tenu à me faire connaître sa « parcelle » de 1800 hectares sur les versants nord de La Campana. Il m'a alors parlé d'un certain Sergio (Elortegui !) qui voulait y emmener ses classes-nature et quand il m'a dit vouloir développer du tourisme scientifique sur cette parcelle, je l'ai mis en relation avec Mariana C. du *Fundo El Grillo* à Quillota. Il s'est alors entretenu avec elle également de la présence de traces archéologiques dans les dunes de Ritoque menacées d'enfouissement si les voitures et les motos du Paris-Dakar venaient à y passer. Comme elle-même avait un précédent avec des restes

archéologiques découverts sur les rives du fleuve Aconcagua lors de la construction du stade de Quillota et qu'elle savait comment stopper tout projet, elle a décidé de l'aider dans ses démarches.

En-dehors de l'aspect « mondain » ou de l'apparente coïncidence de toutes ces interrelations, tous ces éléments me semblent essentiels à rapporter. En effet, ils traduisent aussi que la région centrale ou macro-région métropolitaine, avant d'être mon cas d'étude, existe par les relations tissées entre ses habitants, de part et d'autre de la Cordillère comme ici le beau-frère de Guapy, consultant en environnement qui l'a mise en relation avec l'administrateur du *Fundo Santa Laura.* En quelque sorte, si on dit que le monde est un mouchoir de poche, la région centrale en est un coin.

Enfin, ces enchaînements méthodologiques permettent de faire ressortir des lieux particulièrement stratégiques au sein de mes terrains. De même qu'il existe des personnes-clés, il existe des haut-lieux du terrain, emboîtés dans les zones d'études eux-mêmes emboîtés au sein de la plus vaste aire d'étude : ce sont des sites-témoins.

C'est le cas du collège Waldorf (zone 2), des dunes de Ritoque (zone 1) ou du *Fundo Santa Laura* (zone 3) qui apparaissent tous les trois sur la Figure 2. Ce sont des espaces particulièrement représentatifs où se croisent de nombreux acteurs et qui suscitent parfois de fortes mobilisations. Ils ont en commun d'avoir une assez forte visibilité puisqu'ils sont situés près de routes très transitées mais difficiles d'accès puisqu'il faut y connaître quelqu'un pour y pénétrer. Une fois l'enceinte franchie par contre, il est possible de réaliser tout le panel méthodologique élaboré préalablement. Au collège Waldorf par exemple, j'ai pu faire de l'observation participante dans la vente de paniers bio, avoir un entretien avec la professeure de jardinage biodynamique qui est par ailleurs la femme d'un dessinateur de *Ciudad abierta*, rencontrer les leaders de la mobilisation contre l'implantation d'une antenne de téléphone, dont Guapy, réaliser un entretien avec elle, puis réaliser avec les enfants d'une classe un travail de cartes mentales.

Bien sûr, on peut se demander si cette approche n'introduit pas un biais dans la recherche dans la mesure où il existerait trop de liens entre les enquêtés et si une approche plus aléatoire (se rendre sur n'importe quelle parcelle ou dans n'importe quelle maison, ne pas établir de liens

privilégiés avec les enquêtés avec de questionnaires dirigés par exemple) n'apporterait pas plus d'éléments objectifs.

L'expérience de la pré-enquête m'a prouvé que non car les Chiliens semblent mal s'accommoder de cette froideur dont ils font pourtant souvent l'objet à travers des enquêtes nationales et statistiques tellement fermées qu'elles en oublient certains points essentiels.

Ainsi, la multifonctionnalité des agriculteurs n'est pas prise en compte dans le Recensement agricole alors qu'il s'agit pourtant d'une caractéristique essentielle du fonctionnement de l'exploitation et de l'économie agricole. Par ailleurs, le biais, s'il existe, peut être tempéré par des recoupements ou emboîtements de méthodes (une même personne comme Guapy peut être observée dans le cadre du conflit contre l'installation d'une antenne, entendue lors d'une enquête libre et accompagnée sur son lieu de travail) afin d'étudier la cohérence ou au contraire les paradoxes de tel ou tel acteur dans les différents domaines d'action de sa vie. Il ne s'agit pas bien sûr de juger la personne mais plutôt d'en saisir les ambigüités : combien d'enquêtés ayant un discours écologiste ont une piscine chez eux et circulent avec des pick-up extrêmement polluants ? Combien d'enquêtés victimes des incendies continuent de planter des eucalyptus pour limiter leurs parcelles ? Combien d'enquêtés déplorant la fin de l'agriculture traditionnelle préfèrent acheter leurs légumes et leurs fruits au supermarché ? De plus, les résultats obtenus sur tel site témoin ont été systématiquement mis en relation avec les résultats obtenus sur les deux autres.

DE LA PARCELLE A LA MÉTROPOLE ET RETOUR : LA PRODUCTION DE L'ESPACE OUVERT

Cette méthodologie plurielle permet au mieux de saisir la triple dimension de la production des espaces ouverts qui n'est pas une succession chronologique d'étapes mais plutôt un processus permanent comme l'affirme H. Lefebvre : *l'espace est conçu* (souvent par les politiques, les aménageurs ou même ici les pionniers qui s'installent pour la première fois sur un espace qu'ils viennent de défricher) *; l'espace est perçu* suivant la culture, le genre, l'âge, la classe sociale ; *l'espace est vécu* tel qu'il est pratiqué par chaque individu en fonction de règles sur cet espace, de ses envies, de ses besoins (LEFEBVRE, H., 1974). Ces trois dimensions de l'espace forment la trialectique lefebvrienne dans la mesure où aucune ne l'emporte sur l'autre. Mais pour la carté du propos la division de la présentation des espaces en trois dimensions est

rendue nécessaire. Cependant, l'espace vécu ne cesse jamais d'être perçu ou conçu. Bien au contraire. C'est pour cela que sont indiqués sur la Figure 3 des pointillés entre ces trois dimensions qui communiquent entre elles comme d'ailleurs entre les trois objets de l'étude (représentation, espace physique, pratiques).

Figure 3. La production de l'espace ouvert

Quoi ?	Représentation	Espace physique, *topos*	Pratiques
Vocabulaire géographique	Zones Territoire	Espace Paysage	Espace social
LEFEBVRE, H.	Espace conçu	Espace perçu	Espace vécu
FOUCAULT, M.	Mot, discours	Image, concept	Choses
Plan	PARTIE 1 Formation du concept d'espace ouvert	PARTIE 2 Compréhension des espaces ouverts	PARTIE 3 Diffusion du concept
Méthode	Observation directe, Analyse des textes, lois, usages Photographies	Observation directe, Cartes mentales Enquêtes	Observation directe Enquêtes Observation participante

FALIES, C., 2013

De plus, il existe une autre distinction entre l'espace lui-même comme un objet d'étude, son concept et sa prise en compte par le chercheur en sciences sociales. En effet, si l'on reconnait la subjectivité du géographe, l'espace est également conçu, perçu, vécu par le chercheur guidé du début à la fin de son travail par l'observation directe et la nécessaire subjectivité de l'interprétation des résultats. On peut faire un parallèle avec M. Foucault qui distingue le mot, du concept, de la chose dans l'élaboration d'une pensée (FOUCAULT, M., 1966) mais également avec les trois temps de l'élaboration d'une thèse : celui du terrain, celui de la rédaction, celui de sa lecture. Certains enchaînements sont cloisonnés et irrévocables, d'autres sont rétroactifs.

Les trois dimensions de l'espace existent donc tout le temps et en même temps, ce qui produit un espace social caractéristique, mais à chaque dimension correspond un mode d'approche, une étape de la pensée géographique et un vocabulaire spécifique.

Pour faiblement mis en valeur qu'ils peuvent paraître relativement aux villes centres, les espaces ouverts métropolitains ont des caractéristiques propres et sont donc loin d'être des espaces vides. Il s'agit dans une première partie de caractériser les espaces ouverts tels qu'ils sont *conçus* en les définissant par leurs limites, leurs caractéristiques, les activités productives dont ils sont les supports, bref, par leurs « propriétés générales » comme P. George leur en attribuait (GEORGE, P., 1971). Devant la labilité croissante des catégories servant à décrire, comprendre et analyser les tiers-espaces que tendent à devenir les périphéries métropolitaines (chapitre 1), nous verrons que les espaces ouverts ont deux caractéristiques communes : d'abord, quelle que soit leur situation – des centres aux marges-, ce sont des espaces fortement marqués par la mobilité et le changement à la fois des populations et des cycles économiques (chapitre 2) ; ensuite, ils représentent d'importantes superficies de terres et de fortes concentrations en ressources de plus en plus prisées dans un contexte de métropolisation. Plus, ils constituent en soi des ressources pour la métropole et on est en droit de se demander dans quelle mesure la phase actuelle de métropolisation provoque leur disparition ou au contraire leur production pour ses propres besoins (chapitre 3).

Comme on peut s'en rendre compte, les espaces ouverts sont indissociables du principal processus qui y est en marche : la métropolisation. Ils sont donc en perpétuelle constitution et ce en vertu de la relativité du concept d'ouverture qui en fait un état temporaire dans le temps et dans l'espace.

Forts de ces caractéristiques, les espaces ouverts sont ils alors les enjeux, les scènes ou les réceptacles de la conflictualité métropolitaine notamment du fait des perceptions qui leurs sont associées ? Tous les espaces ouverts sont appropriés mais par des groupes sociaux très contrastés ce qui en fait en réalité des espaces épais et non des espaces vides (chapitre 4). Cette épaisseur ou transversalité est particulièrement prégnante dans les diverses valeurs projetées sur ces espaces qui peuvent être matérielles ou immatérielles, à court (achat-vente), moyen (spéculation) ou long terme (patrimonialisation), (chapitre 5). Si ces espaces ont en effet bien d'autres valeurs que celles du marché, notamment pour les populations les plus vulnérables, l'absence d'intervention des pouvoirs publics qui donnerait une direction pour les hiérarchiser fait prévaloir dans presque tous les cas les lois du marché et l'intérêt supérieur à court terme de la métropole. Ces valeurs quant à elles rentrent en concurrence, provoquent des conflits des

plus bénins (altercations entre acteurs) aux plus lourds de signification pour les espaces en question (incendies), (chapitre 6).

Après avoir décrit les espaces ouverts par leurs limites (partie I), par leur épaisseur (partie II), il faut les analyser à travers leurs agencements réels ou potentiels (partie III). En effet, les espaces ouverts dépendent de leur environnement – au sens de ce qui les entoure mais aussi du milieu- et si nous les étudions d'abord plutôt à l'échelle de la parcelle (petite ou grande), il convient de les inscrire dans une perspective métropolitaine. Quelle portée politique peuvent avoir ces espaces dès lors qu'ils dépassent leurs statuts d'espaces fonctionnels pour devenir une catégorie opérationnelle ?

Les espaces ouverts sont-ils en passe de devenir des objets politiques permettant non seulement la réflexion mais aussi l'action métropolitaine (chapitre 7) ?En fait, devant les creux institutionnels laissés à leur sujet par les autorités, d'autres acteurs et notamment globaux s'emparent tant du sujet que de l'objet que sont les espaces ouvert (chapitre 8) ; En effet, l'échelle métropolitaine elle-même ne constitue pas encore une réelle échelle d'action c'est-à-dire une échelle politique, pas pour l'échelle en tant que telle mais parce que la région centrale n'en a jamais été vraiment dotée et que la tentative de décentralisation de Pinochet a été un échec. Or, les espaces ouverts peuvent offrir une gamme d'opportunités à la métropole notamment à travers leurs ressources intrinsèques et leur mise en réseau (chapitre 9).

PREMIÈRE PARTIE

Quillota,12/04/2007

LES ESPACES OUVERTS AUX MARGES DE LA MÉTROPOLE : DIVERSITÉ DES MISES EN VALEUR ET DES MODES D'APPROPRIATION

INTRODUCTION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Rural/urbain, ville/campagne, ville dense/ville étalée, centre/périphérie, vide/plein et ici nord/sud sont autant de couples conceptuels incontournables des sciences sociales et des sciences du territoire en particulier. L'opposition entre ville et campagne doit être résolue pour plusieurs raisons : une raison d'ordre théorique car comme nous l'enseigne Marx elle « *est l'une des premières conditions de la communauté »* (encadré n°3) ; une raison d'ordre épistémologique car la communauté scientifique a montré l'obsolescence de ces catégories spatiales (DEBARBIEUX, 2005 ; VANIER, M., 2005) ; une raison d'ordre disciplinaire car l'apparition de nouvelles formes et pratiques spatiales a donné naissance à des termes intermédiaires comme « périurbain » pour désigner des espaces ni vraiment ruraux, ni vraiment urbains (CHALEARD, J.-L., DUBRESSON, A., 1999 ; VELUT, S., FALIES, C., 2008).

Encadré n° 3. Marx et la relation ville-campagne

Couples incontournables mais aussi incontournablement conflictuels puisque, depuis les Grecs et les Romains, on oppose une ville civilisatrice à une campagne au mieux nourricière et au pire barbare et qu'au XIXe siècle, où pour la première fois de l'histoire de l'occident, la ville est en passe de devenir l'habitat privilégié de la majorité de la population, Marx écrit encore : « *« la plus grande division du travail matériel et intellectuel est la séparation de la ville et de la campagne. L'opposition de la ville et de la campagne fait son apparition avec le passage de la barbarie à la civilisation, de l'organisation tribale de l'Etat, du provincialisme à la nation, et elle persiste à travers toute l'histoire de la civilisation jusqu'à nos jours. L'existence de la ville implique du même coup la nécessité de l'administration, de la police, des impôts, etc., en un mot, la nécessité de l'organisation communale, partant de la politique en général. C'est là qu'apparut pour la première fois la division de la population en deux grandes classes, division qui repose directement sur la division du travail et des instruments de production. Déjà la ville est le fait de la concentration de la population, des instruments de production, du capital, des plaisirs et des besoins, tandis que la campagne ne peut exister que dans le cadre de la propriété privée. Elle est l'expression la plus flagrante de la subordination de l'individu à la division du travail, de sa subordination à une activité déterminée qui lui est imposée. Cette activité fait de l'un un animal des villes et de l'autre un animal des campagnes, tout aussi bornés l'un que l'autre, et fait renaître chaque jour à nouveau l'opposition des intérêts des deux parties. (…)On peut aussi saisir la séparation de la ville et de la campagne comme la séparation du capital et de la propriété foncière, comme le début d'une existence et d'un développement du capital indépendants de la propriété foncière, comme le début d'une propriété ayant pour seule base le travail et l'échange. »* (MARX, K., 1845, p.94)

Pour certains, le périurbain est un « *espace rural situé à la périphérie d'une ville et de sa banlieue et qui est le lieu de transformations profondes sur le plan démographique, économique,*

social, politique et culturel. Le déversement d'un nombre important de citadins qui viennent habiter dans les communes rurales, tout en continuant à travailler en ville, se traduit dans le paysage par une série de modifications au niveau de l'habitat, de la voirie, des équipements. L'apparition d'un marché foncier non agricole, l'utilisation différente d'un espace voué jusqu'alors aux fonctions de production agricole, sont des facteurs de perturbation de l'agriculture périurbaine. Cet espace propose ainsi une gamme étendue de valeurs et d'intérêts, d'utilisations agricoles (rurales) et non agricoles (résidence, commerce, industrie, tourisme…). L'analyse de l'espace périurbain est donc très complexe à mener dans la mesure où il se situe aux franges de deux espaces eux-mêmes dynamiques, et dans la mesure où les formes de le périurbanisation varient en fonction des nouveaux arrivants mais aussi en fonction du dynamisme plus ou moins grand des habitants qui les accueillent (poids des agriculteurs, types d'agriculture, présence ou absence d'une politique municipale d'aménagement,…) » (CHARVET, J.-P., 1992).

Cette longue définition montre la complexité des interactions qui existent entre les différentes fonctions et les différents acteurs de ces espaces périphériques. On peut en effet y distinguer au moins six fonctions : la fonction productive agricole, la fonction résidentielle, la fonction économique autre qu'agricole, la fonction récréative, la fonction environnementale et paysagère et la fonction scientifique et pédagogique. Mais outre les fonctions qui s'implantent sur ces espaces, outre la dialectique rural/urbain (MADALENO, I.M., GUROVICH, A., 2004) qui les anime, sont-ils dotés d'une identité propre surtout quand on change d'échelle d'analyse pour passer à celle de la parcelle ? Les critères les plus souvent retenus pour définir ces espaces en tant que tels font appel à une banalisation des paysages, à l'hégémonie des classes moyennes et aux questions de la mobilitén, notamment dans les pays du Nord. Mais les études les plus récentes et qui s'intéressent plus particulièrement aux recompositions rurales dans les périphéries des métropoles du Sud insistent sur quelques constantes plus spécifiques : la présence (maintien ou résistance) de la petite agriculture familiale et l'innovation des techniques de production agricole sous l'effet de la métropolisation (CHALEARD, J.-L., *et allii,* 2012).

L'objectif de cette partie sera donc de répondre en plusieurs étapes à ces groupes de questions :

- Quelles sont les caractéristiques de mon objet d'étude ? Comment se distinguent-ils des autres espaces métropolitains et des autres espaces périphériques? Quelles

sont leurs limites ? Où sont-ils situés ? Au sein de la métropole ? dans ses interstices ? à ses marges ou en périphérie ?

- A-t-on à faire à la limite entre ville et campagne ? ou plutôt à une interpénétration de la ville à la campagne (*urbs in rus*) ou de la campagne dans la ville (*rus in urbs*) ?
- Surtout, alors qu'ils n'apparaissent souvent que comme des espaces dotés au mieux des caractéristiques des espaces alentours au pire considérés comme vides et donc comme de simples supports de fonctions métropolitaines n'ont-ils pas des caractéristiques propres ?

Par ailleurs, les espaces ouverts littoraux, de fond de vallée ou de moyenne montagne sont ceux où se passe la majeure partie des processus métropolitains à l'œuvre ces vingt dernières années (étalement urbain, construction, appropriation, changement d'usages des sols,…) en raison de centres-villes relativement saturés et abandonnés par les pouvoirs publics – même si c'est en train de changer (CONTRERAS, Y., 2012). Les changements y sont donc plus vifs et plus rapides que partout ailleurs sur le territoire que ce soit dans cette double aire métropolitaine ou dans celle de Concepción plus au sud du pays.

La difficulté c'est qu'en tant que « tiers-espaces » (VANIER, M., 2003, 2005), ils sont particulièrement délicats à circonscrire, à délimiter et même parfois à décrire tant ils sont divers par leurs tailles, leurs situations, leurs fonctions… Pour les saisir d'abord dans leur globalité, on tentera donc de les contextualiser dans leur environnement communal mais également de les re-situer dans le temps à travers les bases de données nationales suivantes accessibles sur Internet ou dans les institutions concernées :

Il s'agit du recensement de la population (*Censo de población y vivienda*) pour les années 1992 et 2002 et du pré-recensement pour l'année 2012. Ils donnent des informations surtout démographiques (âge, activité, genre, accessibilité, niveau d'équipement, santé) de l'échelon individuel à l'échelon régional.

Le recensement agricole et de l'élevage (*Censo agropecuario*) permet d'obtenir des informations sur une quinzaine de thèmes comme l'emploi sur les exploitations, le type de production ou la superficie. Le questionnaire est assez complet puisqu'il comprend 451

questions mais tous les résultats n'ont pas été diffusés notamment ceux à l'échelle de l'exploitation ou de la parcelle, rendant indispensables les enquêtes sur le terrain.

Le SINIM (*Sistema Nacional de Información Municipal*) relève depuis 2001 des informations sur chaque commune dans les domaines de l'administration et des finances, de la santé, de l'éducation, de la gestion municipale, du développement communautaire, du genre, des NTIC et de l'activité funéraire. Il s'agit d'un bon outil de comparaison des communes entre elles, même si les données ne sont pas toujours harmonieuses.

L'enquête CASEN (*Encuesta de Caracterización Socioeconómico Nacional*) permet depuis 1985 d'évaluer le niveau de vie des populations, toujours à l'échelle communale à travers des indicateurs basés sur l'éducation, le travail, les revenus, la santé, l'habitat.

Toutes ces enquêtes statistiques sont chapeautées par l'INE, *Instituto Nacional de Estadísticas* qui existe sous sa forme contemporaine depuis 1970. Il a d'abord eu un objectif purement économique puisqu'il s'agissait de donner des indices de prix aux consommateurs puis a élargi sa gamme d'enquêtes et de registres. Ces enquêtes ont en commun d'être publiées en général sous format Excel ce qui permet de croiser les données avec des fonds de carte et de faire des cartes statistiques, à deux exceptions près cependant : les pré-enquêtes (comme le pré-recensement de la population de 2012) et le cas particulier de la province de Marga Marga (zone 2) créée en 2010 et dont les données apparaissent réparties dans d'autres provinces.

Certains changements paysagers, fonctionnels et sociaux de l'ordre de l'urbain dans ces périphéries ne doivent pas nous faire oublier leur fonction agricole productive qu'il devient, certes, difficile de qualifier. Elles n'en restent en effet pas moins des ceintures maraîchères si ce n'est des bastions de l'agriculture d'exportation : mais comment et sous quelles conditions l'agriculture se maintient-elle devant l'avancée du front urbain en périphérie ? (**chapitre 1**). Profondément marqués par le mouvement comme le terme d'ouverture le sous-tend, dans quelle mesure les espaces ouverts ne se transforment-ils pas en espaces de l'expression et de la réalisation de tous les projets métropolitains possibles (**chapitre 2**)? Dès lors, on est en mesure de se demander si les fonctions nouvelles qui leurs sont adjointes et ces rythmes de changement rapides provoquent leur disparition ou au contraire leur production puisque tout semble se fermer autour d'eux (**chapitre 3**).

- Chapitre 1 - LES ESPACES OUVERTS : NI RURAUX NI URBAINS

« *Nous, les Chiliens continuons d'être connectés à la terre, comme les paysans que nous fûmes. La plupart de mes concitoyens rêve de posséder un petit morceau de terre, même si ce n'est pour y planter que quatre salades. […] Les lecteurs [du supplément agricole du principal quotidien national], qui vivent sur l'asphalte ou le ciment, le dévorent avec passion bien que, souvent, ils n'aient jamais vu une vache vivante* », (ALLENDE, I., 2003). Cette affirmation est particulièrement juste dans la région centrale du Chili où les impacts de cette attitude paradoxale se lisent fort bien sur les espaces ouverts. On peut même se demander si les espaces ouverts ne sont pas l'expression de ce paradoxe surtout en contexte métropolitain.

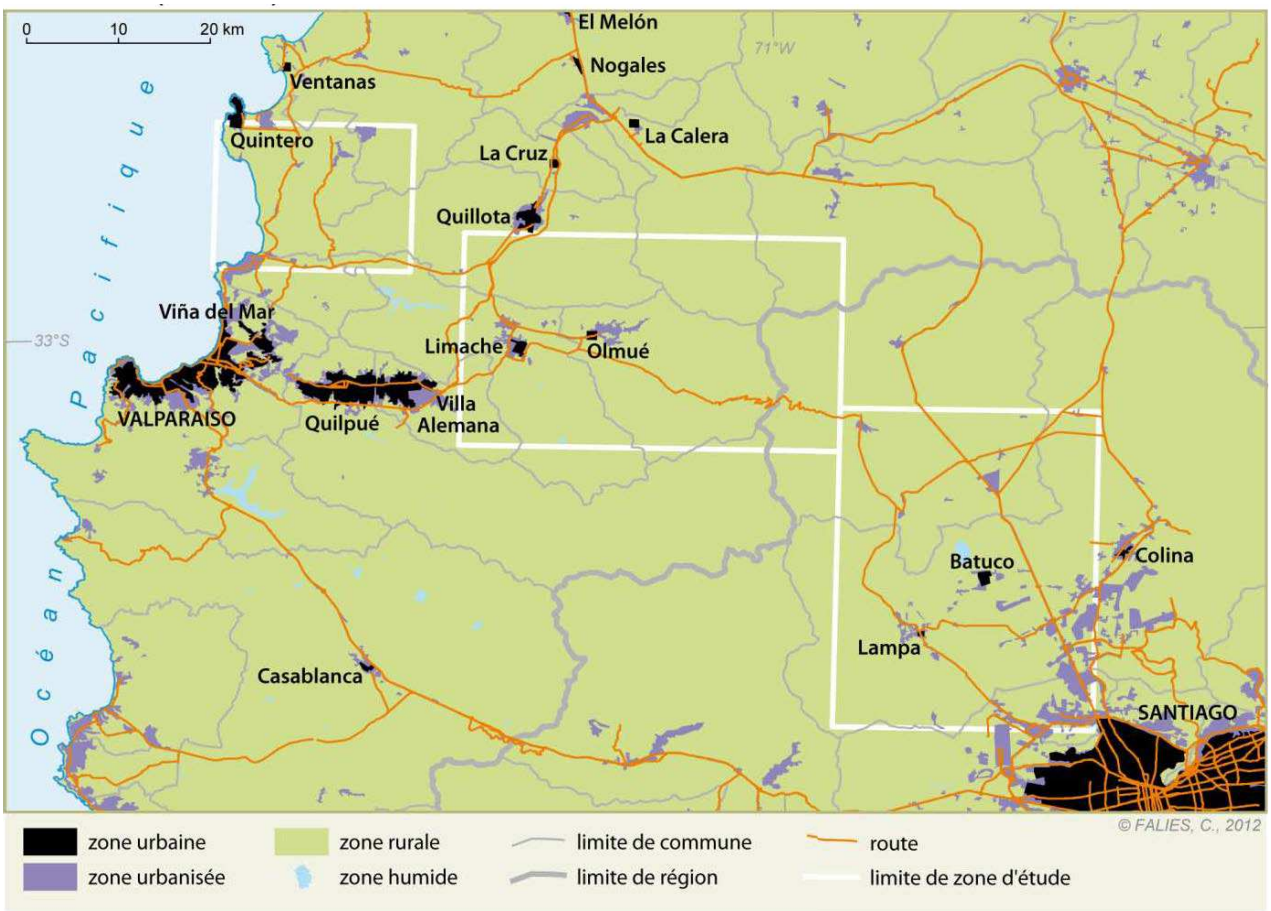
Ainsi, avant même de présenter les espaces ouverts en tant que tels, il semble nécessaire de les situer par rapport aux catégories spatiales existantes auxquels ils empruntent qui sont le rural et l'urbain. En effet, ils sont à la fois le produit du monde rural avec lequel ils partagent l'importance de la fonction agricole et d'élevage et la délimitation administrative étant situés dans les zones rurales des communes (carte 7) ainsi que de l'urbain dont le front et la fonction principale, la fonction résidentielle, avance vers les périphéries de la métropole. Non seulement ils en sont le produit mais en plus, les espaces ouverts finissent par appartenir à une troisième catégorie, celle des tiers-espaces. Et surtout, on peut se demander pourquoi le terme de périurbain ne suffit plus ni à les décrire ni à les analyser.

Le *Grand Robert* définit l'adjectif périurbain comme ce qui est « situé aux abords immédiats d'une ville ». Pour Roger Brunet dans *Les mots de la Géographie,* le périurbain devient substantif et définit des espaces plus urbains que ruraux puisqu'il s'agit selon lui de « tout ce qui est autour de la ville, et en réalité fait partie de la ville par les activités et les modes de vie des habitants. » Les espaces périurbains sont donc plutôt abordés depuis les années 1970 comme une alternative à l'étude du monde rural et du monde des villes et de ses banlieues. Ils sont effectivement étudiés comme des marges de l'un ou l'autre de ces mondes en tant qu'espaces de transition, lieux de passage, étapes dans les migrations ou les relations ville-campagnes. Ils sont perçus comme des espaces de changements, des zones parfois difficiles à délimiter en raison des dynamiques qui les animent et de leur multifonctionnalité où

l'opposition stricte entre l'urbain et le rural n'est pas évidente. Précisément, on peut dire qu'ils se définissent par le fait que leurs limites évoluent vite.

Ainsi, les limites officielles telles qu'établies sur la carte suivante (carte 7) en 2010 ne correspondent en rien à la réalité des espaces périphériques à la ville au Chili. Elles servent pourtant comme discriminant dans les études statistiques menées dans le pays sans jamais être remises en cause par l'INE. Pourtant, les zones effectivement urbanisées en 2007 sont bien plus étendues que les zones urbaines définies comme telles par les municipalités. Et le rural est lui-même beaucoup plus complexe que le simple négatif de l'urbain.

Carte 7. Zones urbaines et rurales dans la région centrale du Chili en 2010 (SINIM)



Mais dans périurbain, il y a urbain, ce qui sous-tend déjà un certain point de vue sur ces espaces dont l'urbanité est pourtant loin d'être assurée comme le laisse envisager de manière générale un fort déficit d'espaces publics et de services de base.

De plus, le terme de périurbain implique une échelle moyenne, ni locale, ni régionale, qui suppose une attention plus détaillée sur des formes caractéristiques (ensembles résidentiels fermés, entrées de ville, centres commerciaux) et il implique des images, des paysages qui ne correspondent pas toujours à la réalité sud-américaine et chilienne en particulier en en gommant à la fois la diversité et l'unicité : bien sûr le périurbain sonne le règne de l'automobile mais que faire alors des nombreux chevaux qui parcourent les périphéries métropolitaines et parfois même les centres ? Bien sûr, la fonction résidentielle s'impose assez largement dans des communes comme Quilpué, Colina ou Concón, mais que dire du renforcement de la fonction agricole à Quillota ? Bien sûr, on peut montrer une intensification de l'agriculture et une densification du bâti mais que penser du maintien d'activités très extensives comme l'élevage caprin à seulement 15 kilomètres du centre de la capitale ?

En insistant séparément sur les fonctions agricoles (1.1) et urbaines (1.2) en développement dans les périphéries de la métropole, on verra qu'elles ne suffisent pas à comprendre les espaces qui nous occupent. Il faudra donc les embrasser plus finement d'un point du vue structurel et de l'échelle d'analyse grâce au concept d'ouverture à la croisée du rural et de l'urbain mais qui aborde également d'autres aspects notamment environnementaux.

1. LES ESPACES OUVERTS FONDAMENTALEMENT MARQUÉS PAR L'AGRICULTURE

Maintien, résistance, persistance des terres agricoles en contexte métropolitain sont autant de mots qualifiant la pérennité de la fonction productive agricole sous la pression de l'urbain industriel ou résidentiel principalement. Mais sous quelles conditions l'agriculture se maintient-elle donc alors ?

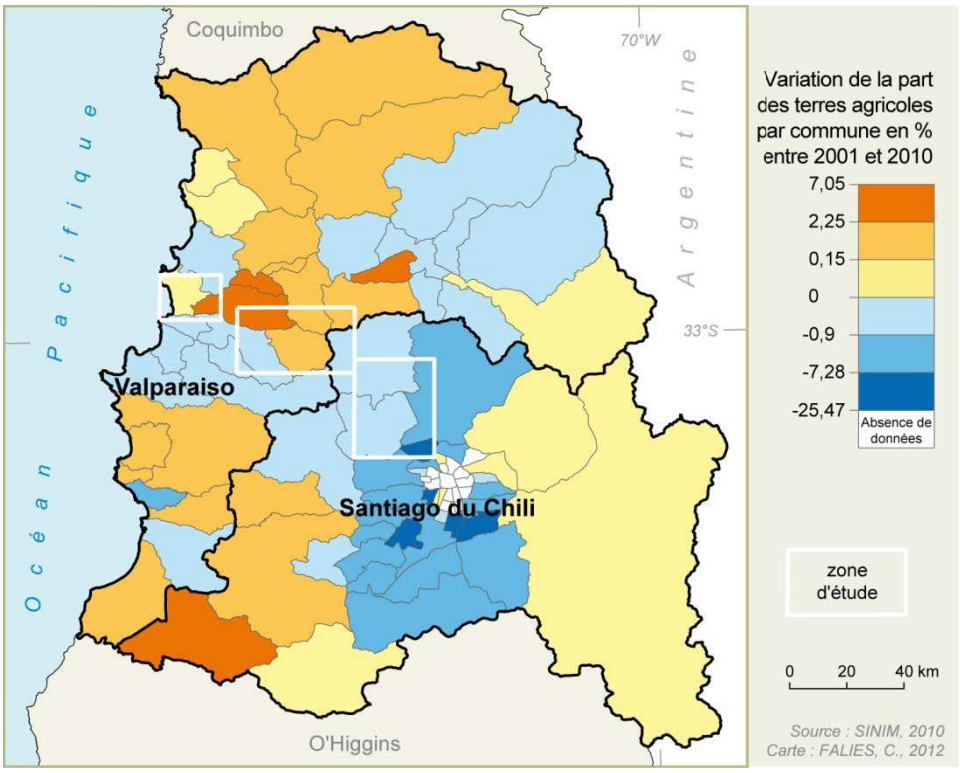
A. Une intensification de l'agriculture dans les périphéries métropolitaines

L'Etat chilien a identifié dès les années 1990 l'agriculture comme un secteur stratégique, relançant l'intérêt pour les espaces ruraux et justifiant l'affichage du slogan faisant du Chili une « puissance alimentaire » mondiale notamment autour de quelques produits-phares comme les vins, le raisin de table, les fruits rouges et le saumon d'élevage. Comme souvent au Chili, les dynamiques métropolitaines font figures de miroir grossissant de la situation nationale premièrement car plus de la moitié de la population y réside, ensuite car c'est le lieu privilégié

de la connexion du Chili avec l'économie-monde. Or, on y observe une réduction de la surface agricole au cours des dix dernières années.

La carte 8 montre une tendance sur dix ans à la diminution de la taille de la surface cultivée dans la région centrale surtout en périphérie proche des deux noyaux urbains que sont Santiago d'une part et Valparaíso-Viña del Mar d'autre part et ce principalement en raison de l'urbanisation de ces communes. Cependant, cette diminution se fait dans une moindre mesure dans la deuxième couronne métropolitaine et s'avère même positive dans les communes agricoles des vallées de l'Aconcagua au Nord de la double agglomération et de Casablanca au sud-ouest. Ceci est dû notamment à l'essor de l'agriculture d'exportation au cours de ces dix années autour principalement des cultures d'avocats et d'agrumes dans la ceinture nord et de vigne au sud. Région métropolitaine et Région de Valparaiso totalisent à elles seules plus de 40% de la surface plantée nationale en arbres fruitiers et la superficie plantée de cette seule production pour la région de Valparaíso a augmenté de 30 % entre 2002 et 2008 alors que le nombre d'exploitants diminuait lui de 6,3% (LARRAÑAGA, P., 2008).

Carte 8. Evolution de la part des terres agricoles dans la région centrale du Chili entre 2001 et 2010



Il est donc faux de dire qu'on assiste à une diminution de l'agriculture en contexte métropolitain. Il faut mieux parler d'une intensification d'un certain type d'agriculture et d'un développement dans certaines communes ou pour certaines filières se faisant au détriment de la petite agriculture familiale bien que celle-ci demeure assez présente dans la région centrale en comparaison à la moyenne nationale (INE, 2009). Par petites exploitations, le recensement agricole de 2007 entend des exploitations entre 4 et 7 hectares et par moyennes, il entend les exploitations entre 7 et 40 hectares. Dans la seule région métropolitaine, 93% des exploitations sont petites ou moyennes (PYMEX) mais leur part dans la superficie totale n'est que de 10,7%.

Tableau 3. Structure et répartition de l'agriculture en exploitations dans la macro-région centrale du Chili en 2007 (INE, 2009)

	Nombre de producteurs	**Part dans le nombre total de producteurs**	**Superficie en hectares**	**Part dans la superficie totale en 2007 (INE, 2009)**
Petites exploitations	24144	***79%***	106174	***3,9%***
Moyennes exploitations	4259	***14%***	182812	***6,8***
PYMEX (Petites et moyennes exploitations)	28403	***93%***	288986	***10,7***
Grandes exploitations	2136	***7%***	2411845	***89,3***
Total	30539	***100%***	2700381	***100%***

La part de cette petite et moyenne agriculture dans le maraîchage et la fruticulture est essentielle et en explique le maintien en périphérie proche de Santiago et de Valparaíso (ALVEAR GOMEZ, J. J., CANALES RIOS, C., BLANCO PARRA, B., LEPORATI NERON, M., 2010). Le maintien du maraîchage dans la commune de Lampa et le développement de la production fruitière dans la commune de Limache sont deux bons exemples de l'adaptation de la petite et de la moyenne agriculture dans le cadre de la métropolisation et de la mondialisation.

Plus que d'une diminution de la fonction agricole en périphérie métropolitaine, c'est donc à son intensification qu'on assiste. Cette intensification est permise par le développement de techniques de pointe comme l'irrigation par micro-aspersion sur les avocatiers, en hydroponie

pour les cultures sous serres et par goutte-à-goutte sur les arbres à agrumes. Pour les arbres à agrumes, on pratique également la micro-injection en laboratoire sur des portes-greffes étasuniens. Les entreprises agricoles qui ont recours à ces techniques travaillent souvent en collaboration avec les facultés d'agronomie des grandes universités du pays dont celle de la Pontifica Universidad Católica de Valparaíso est située dans le secteur de La Palma à Quillota où s'est opérée la première conquête des versants de la Cordillère de la Côte par les avocatiers Hass dans les années 1990. Le corollaire de cette intensification est le recours à des traitements chimiques et également la sélection de semences qui ont pour conséquence l'obtention de produits standardisés à destination des marchés urbains et des marchés internationaux. Dans le cas de la production de tomates, les nombreuses espèces notamment italiennes arrivées dans les poches des migrants par bateaux de la fin du XIXe siècle dont la fameuse « Limachina » particulièrement développée dans la commune de Limache ont presque toutes disparu en faveur d'espèces standardisées. Le 11 mai 2011 un vote du Sénat est même venu porter un coup final aux semences locales en autorisant le groupe Monsanto à en racheter les droits de propriété afin de pouvoir les supprimer et se livrer à la production de semences transgéniques dans le pays. De façon symptomatique, le groupe français Limagrain est implanté depuis 1982 à Limache où il possède une station d'expérimentation sur les graines de fleurs.

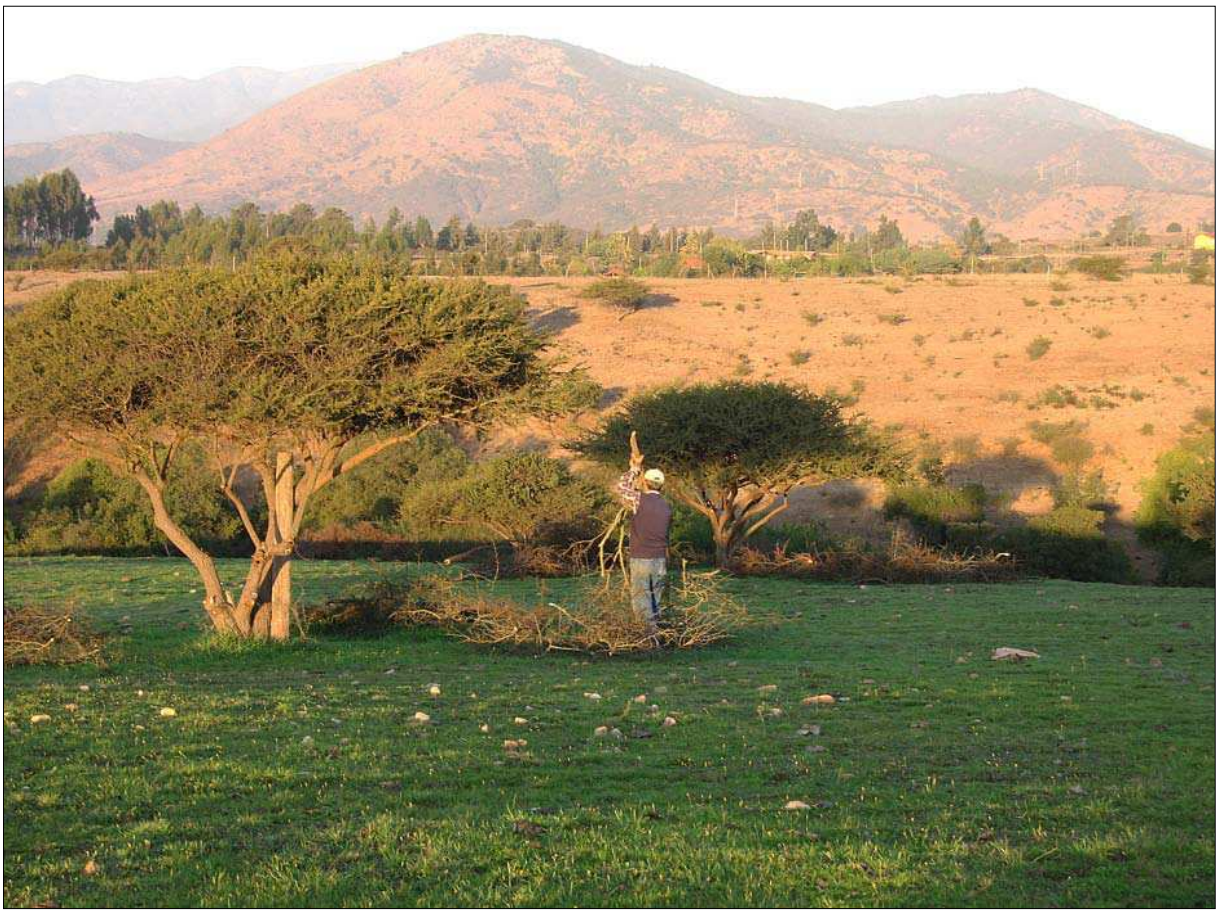
Par ailleurs, l'intensification se manifeste d'un point de vue paysager et de l'accessibilité à des espaces ruraux de plus en plus capitalisés par l'agro-exportation par la multiplication des barrières, des portails et des normes de sécurité en général sensés prémunir contre le vol de fruits dont le cours a considérablement augmenté en dix ans. Il subsiste donc moins de place dans ce contexte pour la complémentarité des activités et des espaces dans le monde rural au profit de la monoculture d'exportation ou du maraîchage intensif pour nourrir des villes toujours plus peuplées. La fonction agricole persiste donc mais sous d'autres formes ce qui introduit de nouvelles composantes dans le monde rural.

B. Les nouvelles composantes du monde rural

Lors d'une réunion avec 7 agriculteurs de la vallée de Mantagua (zone 1) le 29 août 2010, la peur de la parcellisation de la vallée est évoquée par la plupart d'entre eux notamment en raison du changement sociologique en cours dans le monde rural : ainsi un pêcheur et une enseignante sont arrivés en 2008 dans leur communauté.

Hector C., un petit éleveur de *Valle Alegre* dans la même zone, évoque quant à lui, le problème de l'utilisation de l'eau pour les piscines des parcelles d'agrément « des gens de haut niveau ». Il n'envisage en aucune manière devoir vendre le terrain de 32 hectares qu'il a acquis au moment de la réforme agraire bien qu'il ne voie « absolument aucun avenir » pour ces espaces ruraux devant l'accroissement rapide de la population. Tout ce qu'il désire c'est garder sa parcelle « *cuidadita y cerradita* » c'est-à-dire « bien entretenue et bien fermée ». C'est ce qu'il fait le 7 mai 2010 lors d'une rencontre sur sa parcelle en coupant des branches d'acacia.

Photo 1. Une prairie « bien entretenue et bien fermée »



Hector C. à Valle Alegre entretient sa parcelle en taillant ses acacias face aux parcelles cerclées de d'eucalyptus des néo-ruraux à l'arrière-plan, zone 1, 7 mai 2010.

C'est que dans le même secteur des gens comme Eugenio P., moins attachés à la terre que ces agriculteurs ou éleveurs bénéficiaires de la Réforme agraire, ont commencé à vendre leurs terrains dès la fin des années 1990. Eugenio P., se définit lui-même plus comme un « commerçant en agriculture » puisqu'il vend du bétail, du foin, du bois que comme un agriculteur ou un éleveur. En 1985, il a investi à Mantagua en achetant une vingtaine d'hectares

grâce à l'argent gagné dans les mines de cuivre de Chuquicamata. Puis en 1998, il a vendu à plusieurs *parceleros* mais selon lui à un bas prix. Il pense qu'il aurait dû attendre les années 2005 et l'arrivée des *condominios* de tourisme pour réaliser une meilleure plus-value.

Comme dans ce cas, c'est le plus souvent la vente à des urbains venus de Santiago ou de Valparaíso qui est évoquée comme facteur de changement des composantes du monde rural. En effet, c'est la plus voyante car elle implique des changements paysagers immédiats (1. plantation de haies, 2. creusement d'une piscine, 3. implantation de systèmes de sécurité) et également des changements de mode de vie des nouveaux arrivants avec notamment plus de déplacements automobiles. Mais ce n'est pas la seule. En effet, les enquêtes révèlent, que le changement de propriétaire par héritage est aussi répandu et que le changement générationnel à la tête des exploitations peut s'avérer crucial.

C'est le cas de Bruno D. à Limache qui hérite de la propriété familiale de 25 hectares en 1995 acquise par son père ou de Rodolfo C. qui hérite des 1500 hectares du *Fundo Santa Laura* en 1970 à la mort de son oncle au pied de la Cordillère de la Côte sur la commune de Til Til. Dans les deux cas, un tournant a été pris dans la mise en valeur puisque Bruno D. a fait évoluer la parcelle vers la fruticulture d'exportation alors que son père produisait des tomates et que Rodolfo C. a pour ambition de créer un parc écologique privé à la place d'un *fundo* peu productif.

Les petites et moyennes propriétés agricoles issues de la Réforme agraire sont cependant plus difficiles à subdiviser en raison de leur taille notamment dans des familles nombreuses où plusieurs enfants sont susceptibles de reprendre l'exploitation. C'est ce qui explique d'ailleurs sur la Figure 4 la diminution continue des parcelles de 5 à 10 hectares au profit des parcelles de 1 à 5 hectares depuis la Réforme agraire jusqu'à 2007 pour la commune de Lampa.

Deux enquêtés vivent également sur des propriétés prêtées par des membres de leur famille : c'est le cas d'Alejandro P. L. sur le *Fundo Quintero* appelé aussi *Quintero Bajo*, 750 hectares de prairies littorales que son oncle, Camilo Larraín, âgé de 85 ans ne peut plus diriger seul mais aussi d'Amilcar F., artiste-parfumeur à qui des proches prêtent un terrain abandonné et très peu accessible à Quebrada Alvarado pour qu'il y produise ses essences à partir du *bosque nativo* et qu'il y construise une maison. Mais outre ces nouvelles composantes du monde rural, il existe des recompositions endogènes de la structure agraire.

C. Recomposition endogène de la structure agraire

Quelles qu'en soient les modalités précises, ce qui caractérise la structure agraire surtout en périphérie métropolitaine, c'est surtout son évolution rapide et la diversité des situations occasionnées. Il existe une marqueterie de formes de possession de la terre dans ces périphéries beaucoup plus complexes que celle qu'évoque Marx dans l'encadré n°3, elle-même en évolution.

Il existe ainsi un petit nombre de personnes expropriées et relogées récemment pour cause notamment de construction d'infrastructures de transport. Catalina a été expropriée en 2000 de la maison qu'elle occupait avec sa famille depuis que son père y avait été mineur sur la commune de Til Til dans la Cuesta de La Dormida pour l'élargissement de la route G- 10-F. Ceci a constitué pour elle et son mari un changement d'orientation de la maison mais ils conservent 23 hectares de terrain et surtout jouissent d'un débouché considérable pour leur production artisanale de confitures, pâtes, sirops, gelées à base de noix, de figues de barbarie ou d'amandes car le trafic a beaucoup augmenté depuis l'élargissement et l'amélioration de la route.

Certains enquêtés sont par ailleurs *comuneros* comme Oscar et Carla T. de la communauté de Las Palmas à Olmué qui comme les 300 autres familles de la communauté doivent s'acquitter dans le sein de la corporation de développement qu'ils ont créé d'une participation (*le casco*) de 5000 pesos[11] par an (15 000 pour ceux qui ne vivent pas sur place) pour l'entretien des sentiers ou des canaux d'irrigation des 3000 hectares de la communauté. A l'intérieur de la communauté, les *comuneros*, c'est-à-dire ceux dont le nom est inscrit sur le titre de propriété présenté au *Conservador de Bienes y Raíces*[12], jouissent de droits individuels permanents et exclusifs sur une portion de terrain, ici 8 hectares, (c'est le *goce singular*), de droits individuels temporaires en fonction des besoins de sa famille sur une portion de terrain de la propriété de la communauté (c'est la *lluvia*) et de droits communs (cueillette, ramassage de bois, élevage extensif,…) sur la partie de la propriété de la communauté sur laquelle n'ont été constituées ni *goces singulares* ni *lluvias*. Chaque c*omunero* est dans l'interdiction de vendre plus de la moitié des 8 hectares qui lui ont été confiés.

Quant à la *Ciudad Abierta* des architectes de la *Pontificia Universidad Católica de Valparaíso*, ce sont à peu près 240 hectares – mais les limites de la propriété sont encore mal définies- qui appartiennent à la Corporation culturelle Amereida. C'est un terrain comprenant

[11] Un peu plus de 8 euros.

[12] Leurs charges peuvent être comparées à celles des notaires mais elles sont officiellement héréditaires.

une partie des dunes littorales de Ritoque et de la zone humide de Mantagua qui a été acquis en 1967 pour servir de terrain d'expérimentation et de création artistique à des architectes qui enseignaient et vivaient à Viña del Mar ou Valparaíso. Aujourd'hui que l'urbanisation arrive aux portes de cette réserve de terres et que perdurent en même temps les usages ruraux de certains voisins (pacage de bovins dans la zone humide et de chevaux dans la partie haute) considérés comme une nuisance, la propriété devient l'objet de nombreuses convoitises. Mais aucun des 49 habitants et membres ne peut ni vendre ni louer par principe et aussi car le cadastre précis de la propriété dans son ensemble n'est pas établi.

Ainsi si la propriété privée reste le statut le plus répandu, toutes les situations existent en matière de régime foncier de la location, à la propriété commune en passant par le prêt. Que la plupart des agriculteurs et des éleveurs affirment ne pas vouloir vendre est une chose mais on se rend compte que beaucoup ne peuvent en fait même pas car ils ne sont simplement pas propriétaires de la parcelle qu'ils exploitent ou qu'ils habitent. La vente ne constitue donc pas une opportunité particulière pour les agriculteurs car soit ils ont dû vendre avant la fin des années 90 et le début la flambée des prix n'ayant pas pu résister assez longtemps, soit ils ont résisté malgré tout et refusent de vendre maintenant car ils l'ont fait au prix d'une innovation ou de valeurs personnelles et familiales.

Mes enquêtes de terrain en 2010 rejoignent donc celles de l'économiste A. Peral à Lampa en 1997 qui concluait ainsi « *Parallèlement au phénomène de la division patrimoniale, l´effet conjugué de la concurrence internationale, de la sécheresse, de l´interdiction du ministère de la Santé de produire un certain nombre de légumes et le désengagement de l´Etat, ont obligé un certain nombre de producteurs à se dessaisir de leurs terres. Cette offre de terres à alors pu rencontrer la demande émanant du besoin d´expansion urbaine. Une enquête de terrain, menée dans la commune de Lampa*[13]*, a montré que les 3/4 des agriculteurs vendent leurs terres progressivement, hectare par hectare, pour résoudre des problèmes financiers, de dettes notamment. Ce qui signifie qu'ils ne vendent pas pour réaliser une affaire, ou pour spéculer. Pour la plupart d'entre eux, le droit à la terre et les titres de propriété ont été obtenu difficilement il y a moins de trente ans lors du processus de Réforme Agraire. Aujourd´hui, malgré les difficultés*

[13] 23 enquêtes ont été menées dans divers localités de la commune de Lampa, dans le courant du mois d´Avril 1997. Au total 13 personnes sur les 23 enquêtées pensent vendre ou ont déjà vendu leurs terres.

qu´ils rencontrent les agriculteurs ne souhaitent pas se démunir totalement de leur terre. » (PERAL, A., CHIA, E., 2001).

Dans les communes moins concernées par la Réforme agraire - c'est le cas notamment à Til Til ou à Olmué- subsistent de grandes voire de très grandes propriétés. En effet, la réforme agraire est un mouvement national qui toucha certes prioritairement les campagnes du Chili central historiquement caractérisées par la présence de très grandes propriétés mais pas de façon homogène. L'objectif premier de la Réforme agraire n'était pas de diminuer les inégalités de distribution des terres en tant que telles mais plutôt de donner un nouvel élan au secteur primaire chilien dans un pays devenu majoritairement urbain en 1935 et de le rendre plus compétitif dans le contexte régional. Car, même si certains ont montré que la relation latifundium-minifundium avait une cohérence interne, qui permettait une rationalisation des ressources pour un faible investissement, ce système non compétitif, aboutissait dans le temps, à « une économie de stagnation et à une production en diminution sans projet de développement » (B.FALAHA, 1996).

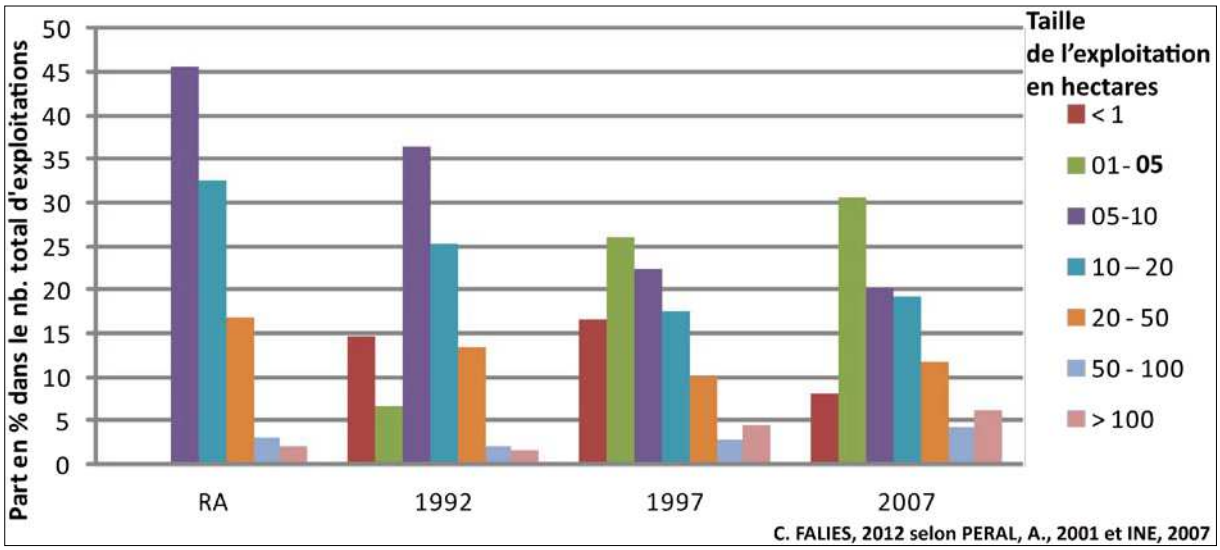
La Réforme agraire du gouvernement Frei, se donna alors cinq objectifs fondamentaux : l'expropriation des grands domaines mal gérés, l'octroi d'une aide aux exploitations rentables afin de les stimuler, la mise en place d'un projet d'organisation paysanne, syndicale et coopérative, l'augmentation des salaires et la sécurité de l'emploi dans l'agriculture et la mise en œuvre d'une vaste politique de formation des bénéficiaires de la Réforme agraire, des petits propriétaires et des exploitations de taille moyenne. Partout où les grandes propriétés étaient bien gérées ou plutôt partout où elles n'offraient que peu de potentiel d'être mieux gérées si elles étaient subdivisées en raison de sols agricoles de mauvaise qualité, d'absence d'eau pour l'irrigation dans une région au climat méditerranéen, ou en zone de moyenne montagne donc peu accessible, l'expropriation n'a pas été décidée.

La Réforme agraire est considérée en général comme un échec en raison de sa courte durée d'application, de la mauvaise formation des *asentados**, du faible investissement financier du gouvernement et de la Contre-Réforme – ou « Réforme agraire » privatisante -qui a suivi sous le gouvernement militaire et qui a consisté en une privatisation par restitution de la propriété foncière à l'ancien propriétaire ou par la parcellisation des terrains expropriés en faveur des petits agriculteurs, qui accédèrent ainsi à la propriété mais sans la formation nécessaire pour

l'exploiter. Ils ont préféré la revendre à ceux qui se portèrent acquéreurs le plus rapidement, c'est-à-dire, à leur ancien propriétaire. Le capital en leur possession à ce moment précis fut cependant vite dépensé et ils redevinrent *inquilinos** sur la propriété du *patrón*.

Ce jalon historique conditionne fortement l'existence des espaces ouverts dans la région centrale car il explique la subsistance de très grandes propriétés à la mise en valeur très extensive dans un contexte métropolitain. Dans la période actuelle de connectivité croissante avec les centres urbains (Route Cuesta La Dormida, Quintero), elles acquièrent un nouvel intérêt notamment pour l'agro-éco-tourisme ou en tant que réserves de terre. La Figure 4 montre d'ailleurs comment dans les quarante ans qui nous séparent de la Réforme agraire, la tendance a été à une augmentation de la part respective des petites exploitations (1 à 5 hectares) et des très grandes propriétés (plus de 100 hectares) au détriment des moyennes exploitations (5 à 20 hectares) ce qui montre l'échec de la réalisation des principes initiaux du mouvement de Réforme agraire.

Figure 4. Evolution de la structure agraire de la commune de Lampa de 1967 (début de la Réforme agraire) à 2007



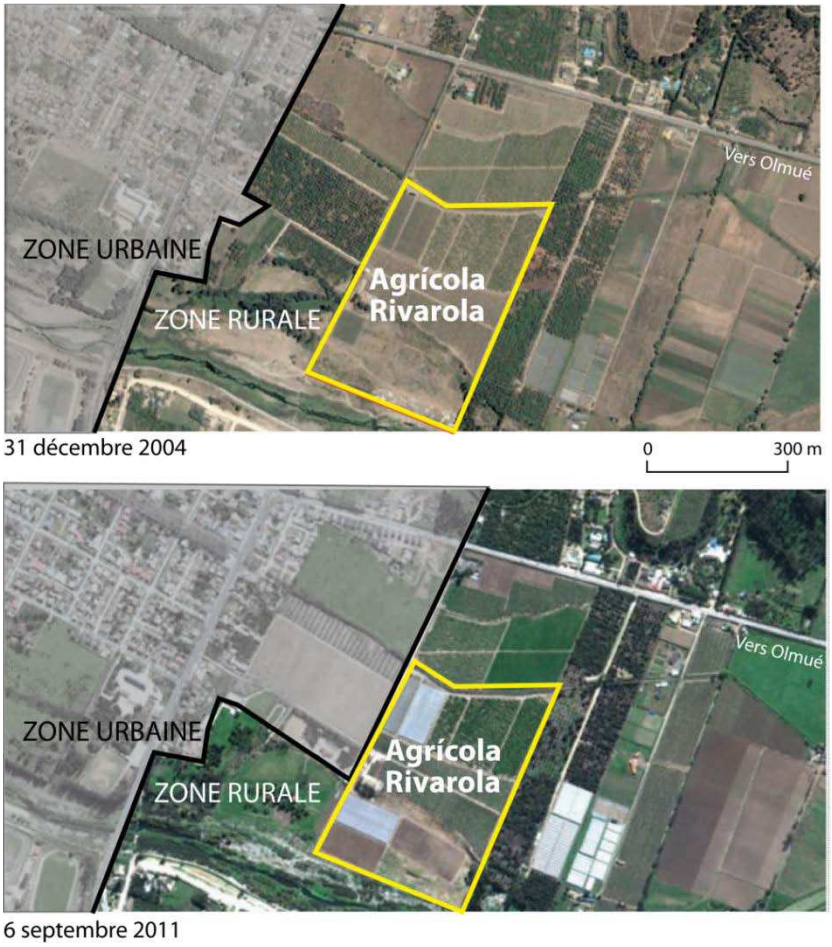
L'agriculture se maintient également par innovation comme l'exploitation « moyenne » familiale de Bruno D. le prouve. L'ingénieur agronome né en 1972 dans une famille d'Italiens de Limache a repris l'exploitation familiale en 1995 et a complètement changé la production sur la parcelle de 25 hectares. Il a remplacé la monoculture de tomates dont les semences avaient été introduites par son grand-père arrivé par bateau depuis Gênes après la Seconde Guerre

mondiale par 15 hectares d'agrumes (10 de citronniers, 5 d'orangers), 5 hectares d'avocats et 3 hectares seulement de tomates. Il s'est surtout tourné vers l'exportation de fruits vers les Etats-Unis et le Japon en créant en 2007 avec 6 autres producteurs, une entreprise d'exportation (*exportadora*). En effet, ne pouvant acheter plus de terrain à cause de l'augmentation des prix du foncier liée « à la ville qui ne cesse d'avancer » (entretien du 7/10/2010) et ne pouvant réaliser plus d'investissements techniques sur sa parcelle car il ne reçoit aucune aide au titre de moyen agriculteur, Bruno D. a dû associer son entreprise agricole Rivarola à d'autres pour pouvoir la développer en exportant. « *Ici à Limache, nous ne sommes pas perdus dans le monde. Nous sommes à mi-chemin entre la capitale et le port. Nos produits passent par le packing à Quillota, puis partent en camion jusqu'à Valparaíso et ensuite mettent à peu près 25 jours en bateau pour arriver à Philadelphie ou à Tokyo.* » A la question 43 (ANNEXE 2) sur l'avenir de ces espaces, il répond : « *ça va, pour l'instant les affaires sont bonnes. On continuera de produire jusqu'à ce que la ville nous force à vendre pour construire des maisons. C'est que tout était plus libre avant, du temps de mon père ou de mon beau-père. Lui, par exemple, il a dû partir et maintenant il vit à Quilpué dans une zone résidentielle. Moi, j'investis, j'innove, pour pouvoir rester. Il faut aller de l'avant.* » Par exemple, il a construit en 2008 une digue face aux inondations causées par la rivière Limache (Figure 5) ou installé des filets de protection sur ses plants de tomates pour éviter les fumigations par avion de pesticides contre la mouche du fruit (*Drosophila melanogaster*) (photo 2).

A observer la Figure 5 où l'on voit à la fois l'avancée du front urbain le long de la route menant vers Olmué et le changement correspondant d'une vingtaine d'hectares qui passent de zone rurale en 2004 à zone urbaine en 2011, et à en croire les propos de Bruno D., on a vraiment à faire à une urbanisation de ces campagnes situées en périphérie, et ici à la jonction des deux aires métropolitaines de la région centrale du pays. Même au sein de la parcelle agricole Rivarola, on peut observer une fermeture dans la partie sud représentée sur la Figure 4 puisque Bruno D. y met en culture des espaces préalablement ouverts en gagnant des terres sur les terrasses du fleuve Limache grâce à la digue qu'il a construite.

Photo 2. Partie sud de l'exploitation Agrícola Rivarola conquise sur une terrasse du fleuve Limache consacrée à la production de tomates et d'oranges

Figure 5. La parcelle agricole Rivarola de Bruno D. face à l'avancée du front urbain entre 2004 et 2011 (source : Google Earth).



C. FALIES, 2013

Devant ces phénomènes, peut-on encore parler de ruralité et même d'espaces ouverts? Même les espaces ouverts encore compris dans la zone rurale se densifient et se ferment par la construction de serres, de digues et de résidences. Assiste-t-on alors à une urbanisation des campagnes ou à une fermeture des espaces ouverts périphériques ?

2. URBANISATION DES CAMPAGNES OU FERMETURE DES ESPACES OUVERTS PERIPHÉRIQUES ?

A. La croissance urbaine et le modèle de la ville étalée

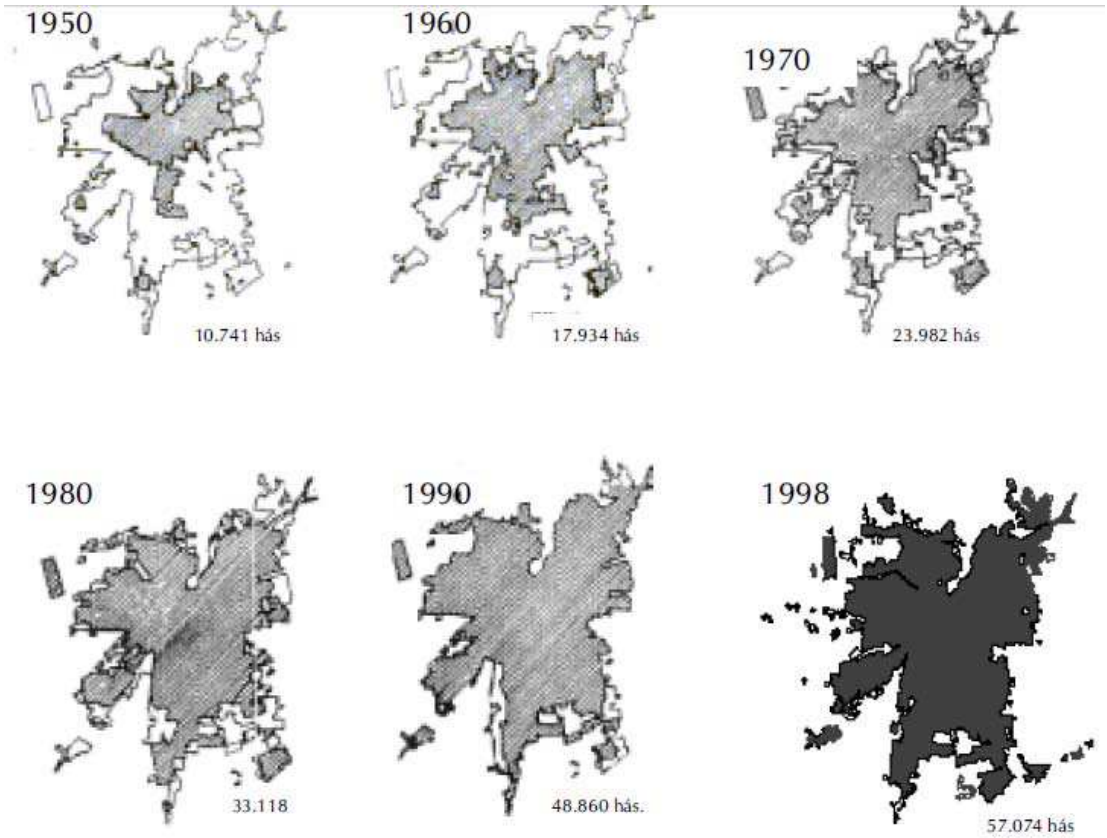
« *Peut-être que l'élément le plus marquant du second quart du XXe siècle a été la pénétration progressive à la campagne des cadres culturels propres à la vie urbaine. Les mouvements migratoires eurent une grande influence dans ce processus, lent et assez complexe. L'homme qui partait à la ville, à la mine de salpêtre, de cuivre ou de charbon, ou même en Argentine, revenait de temps en temps sur la terre où il était né – que ce soit à la maison, sur la parcelle de l'*inquilino *ou la petite propriété familiale- rapportant des nouvelles expériences et la connaissance de modes de vie qui contrastaient avec celui de la campagne.* »[14] (VILLALOBOS R., S. *et allii,* 1974). D'un point de vue historique, il est difficile de nier en effet les apports de la ville que ce soit d'un point de vue économique, social, matériel et même symbolique sur la campagne chilienne au cours du XXe siècle. Plus, on peut les quantifier en analysant les taux d'urbanisation ou le cas échéant les taux de croissance de la population des communes périphériques de Santiago et de Valparaíso ou simplement observer le changement d'usage des sols et donc de fonctions en seulement 50 ans.

La croissance urbaine horizontale au Chili et autour de la capitale Santiago en particulier est un cas d'école. En effet, située dans la dépression centrale entre la Cordillère des Andes à l'est et la Cordillère de la Côte à l'est, la ville a pu s'étendre presque sans limites et dans toutes les directions depuis sa fondation en 1541. La Figure 6 représente cette croissance de façon figurée et à l'aide de chiffres (VIDAL ROJAS, R., 2002). En 50 ans, la surface occupée par les espaces urbains a ainsi été multipliée par 5 passant de 10 741 hectares en 1950 à 57 074 hectares en 1998 pour 5 000 000 d'habitants. Le tableau nous indique des taux de croissance urbaine toujours supérieurs à 100% quelle que soit la période considérée mais des densités

[14] Chapitre « la ville dans la campagne : l'épuisement du monde culturel paysan »

urbaines qui ne cessent de diminuer. C'est donc que le choix de croissance urbaine a été fait en faveur d'un modèle de ville étalée comme on peut le voir à travers la politique du logement.

Figure 6. Croissance urbaine horizontale de Santiago au cours du XXe siècle (VIDAL ROJAS, R., 2002)



Année	Superficie urbaine (ha.)	Taux de croissance urbaine (%)	Croissance annuelle (ha./an)	Population urbaine de Santiago (hab.)	Densité urbaine (hab./ha)
1875	1500			150367	100,24
1891	1836	122,4	21	256403	139,65
1915	3006	163,73	48,75	480000	159,68
1930	6500	216,23	232,93	803716	123,65
1940	10985	169	448,5	1034639	94,19
1952	19590	178,33	717,08	1434322	73,22
1960	24035	122,69	555,63	2058542	85,65
1970	30241	125,82	620,6	2816892	93,15
1982	38620	127,71	698,25	3937277	102,81
1992	54434	140,94	1581,4	4734327	86,97
1998	70000	128,59	1556,6	5000000	71,43

B. Progression de l'urbain et politique du logement à l'origine d'une occupation accélerée des espaces ouverts

Ces chiffres ne nous parlent que d'un point de vue très matériel de ce qu'est la ville et moins de c'est qu'est plus fondamentalement l'urbain : un droit et un droit au logement en particulier. Selon M.-F. Prévôt-Schapira[15], après le « droit au pain » des années 1980, le « droit au travail » des années 1990, les années 2010 voient entrer l'Amérique latine dans un nouveau cycle de revendications : celui du droit au logement et au logement décent plus spécifiquement. En effet, la croissance immobilière dans le cadre de la bulle des années 1990 s'est faite très largement au détriment des besoins des plus pauvres. Cependant cette situation mérite d'être nuancée dans le cas du Chili.

D'abord en raison d'un contexte démographique et économique spécifique qui n'a pas connu la crise des années 2000 comme l'Argentine par exemple et car les réflexions sur le droit au logement doivent toujours être repensées dans un cadre national, l'Etat étant un acteur principal des questions d'habitat social. Cette question de l'habitat social mérite d'être traitée également dans la mesure où elle a des conséquences spatiales importantes sur les périphéries métropolitaines plus ou moins proches de Santiago en particulier, le modèle de la ville étalée ayant été choisi très tôt au Chili et parce qu'elle nous renseigne bien souvent sur la façon qu'une société a de s'organiser. Ainsi, le principe qui préside fondamentalement à la question de l'habitat au Chili depuis le début du XXe siècle est celui du droit au logement et plus spécifiquement à la propriété avec trois groupes d'acteurs plus ou moins puissants dans le temps, les hommes politiques et les entrepreneurs, l'Eglise catholique et les Jésuites en particulier et les sans-logis ou les mal-logés eux-mêmes.

Dès les années 1940, des populations s'installent en périphérie de Santiago sur des terrains inoccupés généralement avec le consentement des propriétaires absentéistes et l'un des objectifs de l'Eglise catholique notamment est vite de les régulariser rapidement et de les relier aux services d'eau et aux connections électriques. C'est le cas des quartiers de La Victoria et de José Maria Caro du nom du Cardinal qui œuvra pour ces quartiers. Ces actions créent alors des précédents et marquent le passage du concept de l'habitat digne à celui de solution politique

[15] Lors d'une intervention au colloque international « La ville compétitive à quel prix ?», Université Nanterre Paris-Ouest La Défense, 19-21 janvier 2012

pour le logement couronnée par la création du MINVU, *Ministerio de la Vivienda y del Urbanismo*[16] en 1965. Le logement est alors considéré comme « *un bien nécessaire auquel chaque famille quel que soit son statut socioéconomique a le droit d'avoir accès* ». Mais les invasions de terrains se multiplient plus vite que les projets de construction jusqu'en 1973 et le coup d'Etat militaire qui prend parmi ses toutes premières mesures celle de les éradiquer particulièrement celles qui étaient situées sur des terrains proches du centre et donc avec un prix potentiellement élevé.

De nombreux modèles ont été établis pour tenter de décrire et d'analyser la configuration spatiale des villes latino-américaines. C'est une façon de saisir la complexité du système métropolitain. Celui qui prévaut au Chili est le modèle néolibéral et celui qui le matérialise est celui de la ville étalée. En effet, si Santiago du Chili est le prototype de la ville libérale (PFLIEGER, G., 2011), le pays est le parangon de ce modèle économique (HARVEY, D., 2008). Cette doctrine est généralement définie comme une « *philosophie économique et politique qui remet en question et dans certains cas rejette, les interventions de l'Etat sur le marché et les relations de la société à l'économie et évite les contrôles par la société et les instances collectives des agissements et des pratiques des entreprises privées, du mouvement des capitaux et de la régulation des relations socioéconomiques* » (HEYNEN, N., *et allii*, 2007) en prétextant principalement du coût et de l'inefficacité des interventions d'Etat. Le Chili a fait le choix de cette doctrine en l'appliquant particulièrement au marché foncier urbain et à l'environnement et donc aux espaces ouverts *a fortiori* puisqu'ils s'y trouvent à l'interface.

Selon le principe que les terrains urbains constructibles ne sont pas une ressource rare et que libérer le marché permet de répartir au mieux les terres entre les usages urbains et agricoles notamment, le gouvernement militaire prend une série de mesures dès l'année 1979 : décret-loi 420 supprimant la limite urbaine et multipliant par deux la surface constructible ; suppression de taxes comme celle sur les terres vacantes ou de lois comme celle interdisant la construction de maisons avec une seule chambre à coucher ; vente de terres publiques en périphérie ; régularisation de logements modestes et éradication de l'habitat informel. Cette réforme du marché foncier, urbain en particulier, est un des piliers de l'économie chilienne et explique le succès des entreprises du secteur du BTP depuis ces années autant qu'une forte ségrégation socio-spatiale (SMOLKA, M., SABATINI, F., 2000 ; TRIVELLI, P. 2010). Le choix du modèle urbain,

[16] Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme

ouvertement celui de la ville étalée néolibérale, implique en effet un mitage très important des espaces agricoles maraîchers situés en première ou en deuxième couronne.

A priori, le marché de la terre devient donc libre mais en pratique seuls les plus riches peuvent l'acquérir. De plus, on assiste également et en même temps à une libéralisation de l'environnement (PECK, J., TICKELL, A., 2002 ; ROBERTSON, M., 2004). « *Les effets environnementaux du néolibéralisme sont à la fois directs et indirects, positifs et négatifs. Même si Milton Friedman n'incluait pas l'environnement dans sa vision du monde, il est inextricablement lié aux politiques néolibérales dans la mesure où de nombreux secteurs économiques sont directement dépendants de l'environnement naturel comme l'eau ou les déchets et dans la mesure également où une intervention réduite de l'Etat signifie une moindre régulation environnementale. De plus, la nature et l'environnement offrent de nouvelles opportunités à la marchandisation et à la privatisation et donc à l'accumulation du capital dans la mesure où même la conservation de la nature devient une source de profit pour le secteur privé* » (LIVERMAN, D., VILAS, S., 2006).

Le nouveau leitmotiv de la politique du logement devient alors : « *le logement est un droit que chaque famille acquièrt grâce à son épargne qui est reconnu et partagé par l'Etat »* qui n'y jouera plus désormais qu'un rôle subsidiaire. Les outils de cette nouvelle politique sont désormais : le recours à l'hypothèque généralisée, la privatisation des fonds de pension ainsi que l'encouragement de l'épargne à long terme. On met par ailleurs en place dès 1975 une subvention au logement à laquelle on peut postuler à partir d'un certain nombre de points conférés principalement en fonction de son épargne. Tous ces éléments ajoutés à la régionalisation du MINVU et à la réforme bancaire libérale de 1982 font que l'Etat se dessaisit dès lors très largement de la question du logement et du logement social en particulier qui devient alors l'apanage du secteur immobilier et de la construction d'autant plus que ce marché est un marché captif par excellence. La plupart des projets vont alors avoir un objectif : la rentabilité.

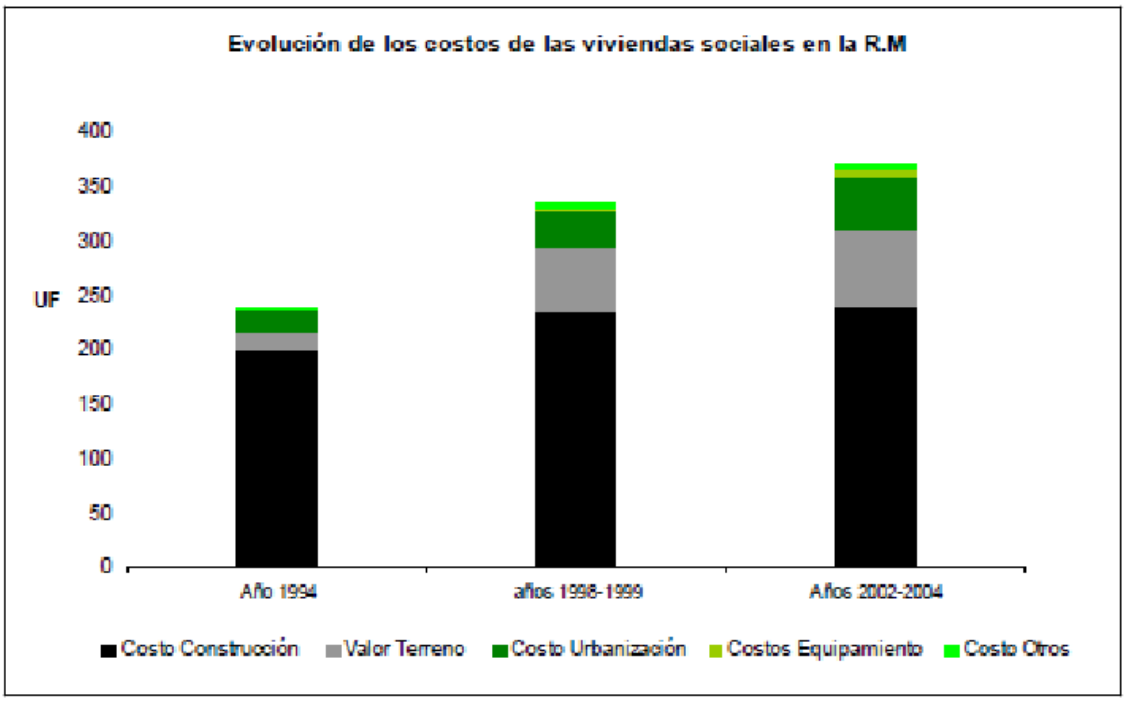
Pour ce faire, les « *projets ont souvent été guidés par le critère de la minimisation du coût du terrain dans le budget total. La conséquence est que ces projets se sont développés dans les périphéries les plus éloignées, avec les conditions urbaines les plus mauvaises. Tout cela a pour effet de créer un cercle vicieux de concentration spatiale de la pauvreté en périphérie urbaine* »

(TRIVELLI, P, 2010). De plus même si les demandeurs de logement pouvaient demander une commune en particulier, rien n'obligeait le programme à respecter leurs vœux. Une troisième étape de la politique de logement au Chili commence au début des années 1990 avec les gouvernements de la Concertation et derrière la bannière de « *la croissance équitable*» qui vont en fait poursuivre la politique du gouvernement militaire en l'améliorant quelque peu notamment en essayant de faire bénéficier les plus pauvres et en rendant possible la postulation de groupe et plus simplement individuelle ce qui va permettre de conserver des liens entre anciens habitants d'une même localité au moment du relogement.

Les objectifs quantitatifs sont atteints dans les années 2000 (couverture en eau potable, en téléphone, en électricité ; accès aux services scolaires et de santé ; régularisation de terrains ; collecte des déchets…). Cependant en termes qualitatifs, on voit que le succès de l'ensemble de ces programmes est à nuancer notamment au regard de l'accessibilité sur les périphéries les plus éloignées.

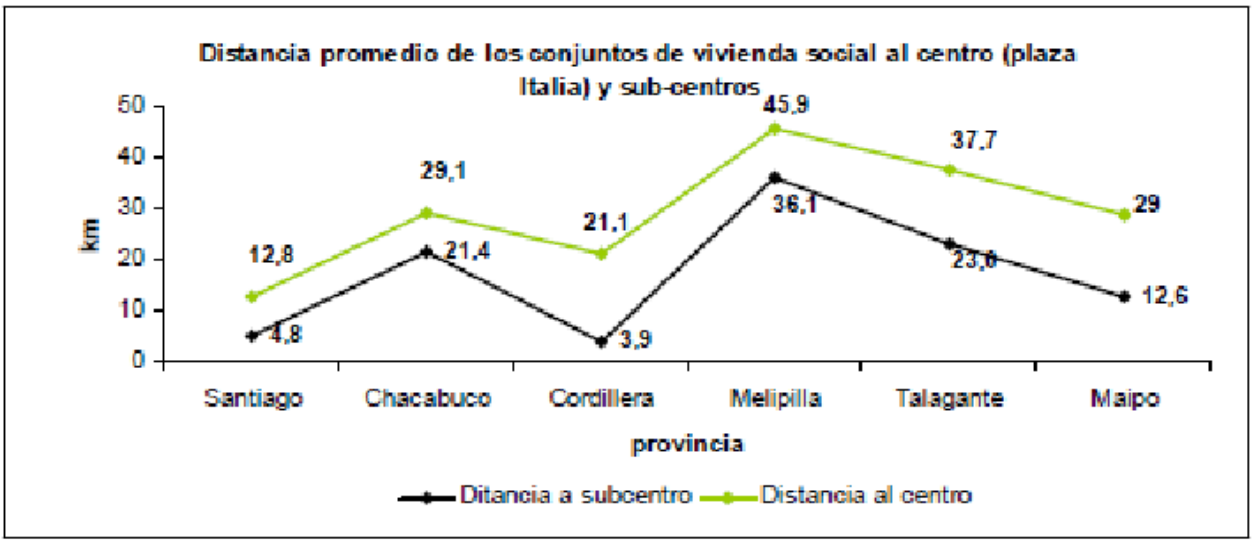
En effet, on voit bien sur la Figure 7 comment la part relative de la valeur du terrain (en gris) et des coûts d'urbanisation (en vert foncé) a augmenté entre 1994 et 2004 par rapport aux coûts de construction et d'équipement qui augmentent peu. Dans une logique de rentabilité, les promoteurs vont donc avoir tendance à choisir deux types de localisation privilégié : des communes de plus en plus loin du centre pour un prix du terrain plus bas et des zones rurales ce qui explique l'augmentation relative dans les années 2002-2004 du coût d'urbanisation liée à la nécessité d'asphalter, de faire des adductions d'eau… Sur la Figure 8 on voit d'ailleurs que la distance moyenne au centre-ville de Santiago ou aux centres de second rang peut atteindre jusqu'à 40 kilomètres sans la possibilité d'avoir accès au Transantiago (encadré 4) et/ou au réseau de métro.

Figure 7. Evolution des coûts du logement social dans la Région métropolitaine (1994 ; 1998-1999 ; 2002-2004), (TRIVELLI, P., 2010).



Ils sont répartis en coûts de construction (en noir), valeur du terrain (en gris), en coût d'urbanisation (en vert foncé), en coût d'équipement (en vert clair).

Figure 8. Distance moyenne des ensembles de logement social au centre (en vert) et aux centres secondaires (en noir). La commune de Lampa est dans la province de Chacabuco (TRIVELLI, P., 2010)



A tous ces titres, il convient de mentionner le programme « *Un techo para Chile* »[17] dont le logo (une petite maison aux couleurs du pays) est devenu le symbole de la politique de l'habitat dans le pays depuis la fin des années 1990 tout en reprenant des fondamentaux de la politique chilienne (entretien avec B. Valdés, mai 2012).

En 1997, à l'initiative du jésuite Felipe Berríos, 350 maisons sont construites dans un village du sud du pays, Curanilahue. Il s'entoure d'une dizaine de bénévoles, des étudiants en général, et propose alors comme objectif de construire 2000 maisons à l'horizon 2000 pour des populations défavorisées sur l'ensemble du territoire national ce qui est réalisé en 1999. Le programme est animé par trois principes - l'auto construction facilitée par la présence des bénévoles, la propriété pour le bénéficiaire et le fait que ce logement soit définitif - et un slogan - « *Un Chili sans campements, avec des quartiers qui durent et des familles intégrées à la société* ». En 2010, il dénombre plus de 3000 bénévoles et des donateurs aussi prestigieux que l'*Anglo American Cie*, leader chilien de l'extraction de cuivre ou que Bridgestone. La fondation intervient à 5 niveaux dans le logement social : la recherche de terrains disponibles pour la construction, l'élaboration des plans d'urbanisme, la postulation aux subventions, la construction des nouveaux quartiers et la livraison des nouveaux logements. Cette même année, 57 des 117 projets du pays étaient réalisés dans la Région métropolitaine et la Région de Valparaiso ainsi que plus de 50% des 9638 familles bénéficiaires du programme.

On peut prendre l'exemple des deux nouveaux ensembles résidentiels « *Matías Vidaurre* » (1) et « *Nuevo Amanecer* » (2) inaugurés à Lampa en janvier 2010. Ce sont alors 140 familles qui sont relogées en provenance des campements de Central Lo Vargas et de Copa de Lampa, deux autres localités de la commune. Les 18 000 m² qui leurs sont conférées étaient encore cultivés en 2004. On peut observer également que l'avenue Isabel Riquelme a été asphaltée entre les deux dates (Figure 9).

[17] Un toit pour le Chili

Figure 9. Impact spatial de deux projets de logement social « *Techo para Chile* » dans la zone rurale de la commune de Lampa (source : Google Earth)

C. FALIES, 2013

A travers l'histoire du logement social au Chili et à Santiago en particulier ainsi que par l'exemple étudié, on voit bien en quoi il existe une certaine assimilation entre marges spatiales de l'agglomération et marges sociales. Vues depuis la ville, ces marges ne sont certes plus décrites comme des « *espèces d'égouts d'infections et de vice, de criminalité et de maladie, ces camps de la mort habités par des sauvages sans morale intellectuellement incapables de sortir de leurs conditions* » comme le faisait le maire de Santiago B. Vicuña Mackenna à la fin du XIXe siècle (cité par TRIVELLI, P., 2010).

Par contre, on voit bien qu'elles continuent de fournir un exutoire à la croissance urbaine continue que connaissent les plus grandes agglomérations du pays depuis les années 1950 ce qui a un coût social (isolement, relégation, entre-soi) et environnemental (pression sur la ressource en eau, sur les terres agricoles et les « espaces naturels »,…) quoi qu'en disent certains analystes comme F. Sabatini qui parle d'un frein à l'étalement urbain depuis la fin des années 2000 avec un retour au centre (SABATINI, F., 2007).

C. Vers un gradient urbain-rural ?

Afin de résoudre le conflit urbain/rural, il existe un fantasme assez récurent en sciences sociales : celui de créer des catégories dans le but de mettre au point des typologies et d'établir ainsi un gradient d'urbanité ou de ruralité.

Ainsi, il est possible de proposer une typologie des espaces métropolitains fondé sur le gradient suivant (BERDEGUE, J., JARA, E., MODREGO,F., SANCLEMENTE, X., SCHEJTMAN, A., 2010) : groupe 1 : communes fortement rurales avec une économie dépendante de l'agriculture ; groupe 2 : communes agro-sylvo-pastorales de ruralité intermédiaire avec une diversité modérée des activités économiques ; groupe 3 : communes moyennement rurales avec une économie dépendante de l'agriculture ; groupe 4 : communes relativement isolées et éloignées et très rurales selon le critère démographique de la densité de population ; groupe 5 : communes de ruralité et de connectivité intermédiaires avec une forte fréquentation touristique ; groupe 6 : communes relativement isolées et éloignées avec une faible densité de la population et une économie basée sur l'aquiculture ; groupe 7 : communes de forte fréquentation touristique et de faible ruralité ; groupe 8 : communes fortement rurales avec une économie diversifiée tournée à la fois vers le tourisme et l'agriculture ; groupe 9 : communes plus proches du pôle urbain que du gradient urbain-rural.

Il s'agit d'un exemple mais on voit bien que sont mis sur le même plan des critères peu comparables comme le type d'activités, la situation, la densité de population, la fréquentation afin de pouvoir traiter de toutes les situations des communes rurales chiliennes. On pourrait rajouter le type d'irrigation, d'hébergement, le climat…

Quant aux géographes chiliens (SALAZAR BURROWS, A., OSSES McINTYRE, P., 2008), ils se sont essayés aussi à la figure du gradient afin de dépasser la proposition de l'OCDE jugée trop simpliste (ANNEXE 7 A.) car fondée uniquement sur la densité de population mais on voit bien

que leur typologie (ANNEXE 7 B.) souffre aussi d'imperfections : les seuls critères de densité de peuplement, de temps de trajet domicile-travail et de groupe socio-professionnel sont critiquables en soi. Le premier car il est obtenu à l'échelle communale (quelle signification pour une commune si grande que San José de Maipo ?) et une fois tous les dix ans par le biais du recensement de population ; le second car il ne prend pas en compte les personnes qui ne travaillent pas officiellement ou qui ont deux emplois (c'est souvent le cas des femmes). Par ailleurs, l'échelle retenue, celle de la Région Métropolitaine de Santiago est incomplète dans la mesure où il faut lui associer la Région de Valparaiso qui rentre largement en complémentarité avec elle notamment en ce qui concerne la ruralité et les processus de périurbanisation.

La géographie anglaise offre une façon élégante de sortir de l'opposition directe entre rural et urbain avec l'expression de *urban rural fringe* déclinée en *rural urban fringe* (BRYANT, C. R., 1982) en fonction de la prééminence de l'urbain sur le rural ou du rural sur l'urbain. Mais est-ce pertinent dans le cas du Chili où l'on a déjà vu que les décisions politiques et les règles d'aménagement sont particulièrement contingentes et loin de pouvoir être analysées de façon aussi zonale qu'en Angleterre avec sa politique de planification en ceinture verte notamment ? Ne serait-il pas plutôt légitime de se demander ce que sont l'urbain et le rural pour les Chiliens et particulièrement pour les gens qui vivent ou travaillent sur ces espaces dans la région centrale ?

D. Des espaces ni ruraux, ni urbains, ni naturels

Dans le langage courant, on utilise plus volontiers des descriptifs topographiques comme « *el cerro* » (la colline) ou la « *quebrada* » (le ravin) pour désigner dans un relief méditerranéen points hauts ou bas par rapport à l'endroit où l'on se trouve que ce soit en ville (les cerros de Santiago ou de Valparaíso) ou à la campagne. Il est intéressant de noter que deux expressions servant à désigner des espaces éloignés et peu accessibles « *en la punta del cerro* » - littéralement, « au sommet de la colline » et «*en la quebrada del ají* » - littéralement, « dans le ravin du piment »- sont formées à partir de ces deux substantifs.

Même quand les termes plus précis d'urbain ou de rural sont utilisés, on peut noter une confusion récurrente, notamment pour les néo-ruraux, lors des entretiens. A la question, « donnez trois éléments qui caractérisent ce qui pour vous est rural/naturel ici ?[18] », l'hésitation

[18] « Nombrar tres elementos rurales/naturales de su sector »

est grande pour classer la faune et la flore et à quatre reprises les chevaux et les vaches ont été considérés comme des éléments naturels alors que les oiseaux migrateurs sont intégrés dans la catégorie rurale. Lors de ces entretiens, deux autres groupes que les néo-ruraux m'ont particulièrement intéressée : les agriculteurs et les architectes de la communauté d'Amereida.

Dans le tableau 4 formé à partir de 10 entretiens semi-directifs avec des agriculteurs ou éleveurs de la zone, j'ai indiqué à l'aide de quatre couleurs les éléments les plus significatifs : en vert, le fait que la ruralité ou l'urbanité sont à trois reprises seulement définis comme des secteurs, des zones définis par la municipalité grâce aux panneaux installés en limite de la zone urbaine et de la zone rurale. En rouge, j'ai indiqué l'expression d'un rythme voire d'une temporalité propre à chaque zone de même que les expressions du constat des nombreux changements qui affectent ces zones en mutation. Les éléments qui apparaissent le plus, en bleu, sont la présence ou l'absence de types de services ou d'infrastructure propres à chaque zone avec un gradient de commodités entre le « naturel » et l' « urbain ». Dans trois cas sur quatre parmi les personnes qui arrivent à citer des éléments urbains, ce sont des installations privées qui sont évoquées, en mauve, et qu'on pourrait y inclure également électricité et téléphone puisqu'au Chili ce sont des entreprises privées qui assurent la connectivité à ces réseaux. Pour la ruralité, des éléments intangibles sont également évoqués comme la solidarité, le mode de vie…

Tableau 4. Restitution des questions 3, 4 ,5 du questionnaire portant sur les éléments ruraux, « naturels », urbains du secteur (en vert, considérés comme des secteurs ; en rouge, expression de temporalités ; en bleu, référence à des infrastructures ; en mauve, à des installations privées).

Enquêtés	Eléments urbains	Eléments ruraux	Eléments naturels
Alejandro, P. L. (zone 3)		- « On ne vit pas en ville » - « Il n'y a pas les services basiques » -« Il faut bien organiser sa vie »	- « Prairies naturelles »
Consuelo A. (zone 2)		- « Avant 1975 c'était rural ici » - « Il y avait peu de maisons » - « Il n'y avait pas d'eau potable »	- « Il n'y a plus de joncs pour faire les paniers » - « on ne peut plus ramasser les mûres » - « ils ont tout vendu et tout fermé »
Amilcar, F. (zone 2)		- « n'importe quelle intervention de l'homme rustique par exemple un chemin de terre »	-« les oiseaux sont super naturels » - « les courants d'air, les coups de vent » - « les saisons et l'horloge biologique »
Oscar, T. (zone 2)	- « les piscines qu'on peut voir sur Google Earth »	- « une manière de vivre : on sort de la maison et on peut laisser la porte ouverte » - « la solidarité car avec l'organisation d'un rodéo, on peut récolter jusqu'à 1 million de pesos (1500 euros) » -« chemins muletiers » -« traditions et légendes du Niño de Las Palmas »	-« la végétation surtout en ubac » -« les mines de quartz » - « habitats naturels dont nous avons conscience depuis peu »
Isaac, R. (zone 1)	- « l'électricité » - « le téléphone » - « la collecte d'ordures »	- «les chemins de terre » - « l'eau de puits » - « les fosses septiques »	- « la forêt sclérophylle endémique » - « les cours d'eau » - « la faune (*Tiuque*, cailles, colibris, *lechuzas, Queltehues, Loicas,* serpents, lapins, renards) »
Maria Loreto, D. (zone 3)		- « les animaux » - « les *huasos* à cheval tous les jours et pas simplement pour la fête nationale » - « la cuisine, la nourriture »	- « l'air » - « la tranquillité » - « le climat différent de Santiago : ici il n'y pas de demie-saison »
Robert, T. (zone 2)		- « la tranquillité même si je suis proche de la route principale » - « c'est joli » - « les oiseaux et les chiens »	- « le climat parfait : il ne pleut que 20 jours par an »
Catalina (zone 2)			- « les renards : j'ai une cage derrière chez moi que m'a prêtée le SAG pour les baguer » - « j'ai un couple de *cometocinos*, vous savez ceux qui ressemblent aux rossignols, qui vient nicher chez moi »
Juan Enrique, B. (zone 2)	- « un petit magasin pour acheter des cigarettes et du pain »	- « on est en zone rurale » - « il y a des coopératives paysannes » - « il y a des commerces pour l'agro-industrie » - « il y avait tout sans pour autant avoir besoin d'aller à Quillota » - « vente de fruits de saisons au prix de gros, vente de produits de la ferme comme les confitures » - « la poterie »	- « la présence de La Campana » - « le cours d'eau Limache » - « les *cerros* »
Eugenio P. (zone 1)	- « il y a beaucoup de voitures particulières qui arrivent par ici » - « il y a deux collèges : le McKay et celui des cadets des Wanderers »	- San Ramon - Santa Rosa de Colmo - Valle Alegre	- « l'air » - « la forêt endémique » - « les chemins non encore asphaltés »

Les membres de la corporation Amereida formée par des architectes et des dessinateurs de la *Pontifica Universidad Católica de Valparaíso* présentent un autre type de réponses intéressantes. On doit analyser leurs réponses en tant que telles dans la mesure où ils ont un rapport au lieu et à l'espace particulier. D'abord, s'il s'agit bien d'urbains – tous sont nés et ont grandis en ville et souvent à Santiago -, ils vivent ou au moins ont une résidence secondaire dans les dunes de Ritoque pour certains depuis près de quarante ans. En effet, la *Ciudad abierta,* littéralement Cité ouverte, a été fondée en 1967 par des architectes de l'université qui se sentaient à l'étroit dans les locaux urbains de Viña del Mar sur le *cerro* Recreo et souhaitaient pratiquer leur discipline sur de vastes terrains littoraux. Ils se décident donc pour ce terrain sur le simple motif qu'on n'y voit pas la ville à cette date après une longue hésitation avec un terrain plus grand et mieux desservi mais situé à Reñaca donc trop près de Viña. Le nom donné de Cité ouverte renvoie initialement à un vers du poète allemand Hölderlin dans lequel l'ouverture est une sorte d'inspiration poético-métaphysique. Chaque membre de la communauté a ensuite son interprétation personnelle. Pour l'un il peut s'agir du fait de « ne pas avoir de voisins », pour l'autre d'une « forme de générosité et d'hospitalité »…

Toujours est-il qu'en 2009 et devant des intrusions jugées incessantes, la Cité ouverte s'est dotée d'un portail et d'un digicode pour éviter les vols ce qui n'est pas pour plaire aux membres historiques de la communauté qui y voient un paradoxe. Leurs enquêtes montrent qu'ils ont peine à voir les éléments ruraux du secteur bien qu'ils fassent appel à des agronomes de la *Pontifica Universidad Católica de Valparaíso* pour réaménager la parcelle de 230 hectares et menacée par l'urbanisation rapide du littoral et la construction d'une autoroute. Pour certains architectes et poètes de *Ciudad abierta*, « leur ville, leur urbanité est un horizon, un but qui s'oppose à la densité de Valparaíso ou de Viña ».

Ces perceptions paradoxales ou erronées reflètent assez bien le flou qui existe dans la définition même que donne Georges Bertrand de la formation végétale anthropisée qu'est le *saltus* comme les « *terrains qui ne sont pas régulièrement cultivés et qui n'ont pas de couvert forestier continu et fermé* » ou encore comme *« toutes les formations herbacées et buissonnantes ni tout à fait naturelles, ni tout à fait anthropiques : landes des régions océaniques et des moyennes montagnes, pelouses de montagne, maquis et garrigues des milieux méditerranéens […] certaines friches et vieilles jachères et l'ensemble des « terrains*

vagues » »(BERTRAND, G. 1975) auxquels on pourrait ajouter les zones humides de fond de vallée et les prairies non améliorées des revers des dunes littorales. Or, cette définition s'applique bien à des espaces péricentraux ou marginaux de la macro-région centrale soit qu'ils aient été abandonnés soit que leur mise en valeur soit très extensive : ce sont des tiers-espaces comme les appelle M. Vanier à la définition difficile car empruntant à diverses catégories spatiales mais ayant pourtant une identité propre (VANIER, M., 2003).

- *Conclusion du chapitre 1 - Les espaces ouverts : de tiers-espaces*

« *L'espace ouvert nous situe dans une tierce pensée. Il s'agit de se dégager des rapports binaires ville-campagne, ville-nature, privé-public, etc., pour se placer sur un troisième axe. Au même titre que M. Vanier avec le tiers-espace, nous utilisons l'espace ouvert comme un outil permettant de dépasser la construction dialectique des catégories afin de mieux observer les dynamiques à l'œuvre* », (BANZO, M., 2009, p. 12). Finalement et devant l'échec des autres termes à catégoriser ces périphéries métropolitaines on peut se demander ce que sont les espaces ouverts, ce qu'ils recouvrent. Est-ce une notion, un concept, une métaphore, une sous-catégorie du périurbain ou même du périrural (VANIER, M., 2003) ? Est-ce une nouvelle figure géographique ou une grille de lecture imposée à des espaces et à des sociétés qui la méconnaissait ?

En effet, au Chili où le rural ou au moins la terre semblent être le moteur des dynamiques spatiales dans un contexte de société pionnière, on peut se demander si l'essence même de la chose publique tant idéalisée par les urbanistes à partir du modèle de la ville athénienne ne serait pas à chercher dans ces espaces ouverts qui apprennent à faire face à la diversité des activités et des groupes. Pour M. Banzo, en effet, « (…) L'espace ouvert n'est pas le lieu de l'absence mais plutôt de la multiplicité des présences : les fonctions environnementales, éducatives productives, récréatives inspirent différents usages qui se juxtaposent, s'opposent, se superposent dans les mêmes sites. » (BANZO, M., 2008, p.10).

Ces écarts qui existent entre les mots utilisés par les chercheurs et les choses décrites ont été dépassés par le recours à une méthodologie moins directement discursive : par exemple celle des cartes mentales.

Par ailleurs, le terme permet de dépasser le clivage disciplinaire entre géographie rurale et géographie urbaine pour étudier des espaces où les fonctions ne sont pas toujours si bien partagées et différenciables. Ainsi, on peut déplorer qu'alors que l'agriculteur a évolué vers un statut de « gestionnaire d'un bien commun » en Europe ou vers un statut d'agro-entrepreneur au Chili, la géographie et les méthodes n'aient pas évolué ni les questionnaires d'enquêtes d'ailleurs (BONERANDI, E., DESLANDES, O., 2008).

Il faut donc chercher une alternative à laquelle l'usage du terme d'espace ouvert contribue pour étudier au plus près ces espaces. Après avoir vu ce que n'est pas l'espace ouvert, voyons ses caractéristiques.

- Chapitre 2 - LES ESPACES OUVERTS : DES ESPACES PIONNIERS ?

Dans son *Historia social de Chile y América*, l'historien Rolando Mellafe, évoque, outre la famille, la frontière agraire comme étant au fondement de la société latino-américaine en général et chilienne en particulier. Le personnage du *huaso** particulièrement mis en avant lors des *Fiestas Patrias*[19] en est le symbole (photo 3).

Comme on l'a vu dans le premier chapitre, toute tentative de circonscrire dans l'espace les espaces ouverts est compliquée par la labilité des concepts servant à les décrire et de l'extrême rapidité des changements qui y ont lieu : ce sont des espaces fondamentalement marqués par le mouvement, irréductibles à de simples étendues objectives et mesurables. Pourtant, ils ne sont bien souvent considérés que comme des supports de production où les cycles économiques se succèdent au gré des cours du marché, ou comme étant à l'origine d'un mode de vie lié à la distance. De cette appropriation rapide d'un espace conçu comme infini et vierge par les sociétés et qui perdure 500 ans après la conquête est né un rapport parfois utilitariste de l'espace.

Ce chapitre permet de poursuivre mon objectif de caractériser de façon dynamique les espaces ouverts périphériques en montrant justement en quoi le terme d'ouverture est essentiel pour comprendre ces périphéries mais qu'en même temps il peut s'avérer relatif dans l'espace mais aussi dans le temps.

Dans quelle mesure les espaces ouverts en leur qualité d'espaces encore peu bâtis et consolidés incarnent-ils et permettent-ils le changement et la mobilité au sein de la métropole qui y voit comme une inépuisable ressource de terres ?

Dans un premier temps, on verra en quoi il s'agit d'espaces pionniers où perdurent aux marges même de la métropole des pratiques anciennes de mobilité qui dépendent de l'existence des espaces ouverts autant qu'ils les mettent en réseau et permettent de les maintenir dans un certain degré d'ouverture : c'est le cas de la transhumance par exemple (2.1). Ensuite, nous expliquerons en quoi la culture du risque et du risque sismique en particulier met le changement

[19] Fêtes nationales célébrées le 18 septembre en commémoration de l'indépendance du Chili en 1810.

et la mobilité au cœur de ces espaces et pourrait même donner un rôle contemporain aux espaces ouverts en tant qu'espaces permettant l'évacuation (2.2). Enfin, nous verrons en quoi ces espaces sont profondément marqués par la mobilité en tant qu'espaces métropolitains et que cela rend leur fermeture actuelle encore plus paradoxale et potentiellement difficile à vivre pour les populations (2.3).

1. DES ESPACES AU CARACTÈRE PIONNIER

A. Le huaso *: figure de la mobilité et de la ruralité*

Dans le but de préserver leur anonymat, je n'ai volontairement indiqué que les initiales des personnes enquêtées. Mais si l'on s'arrête sur leurs patronymes comme Cox, Weil, Devoto, Joly, on voit bien qu'ils sont pour la plupart descendants de colons espagnols ou d'immigrés britanniques, allemands, italiens ou français arrivés par vagues successives dans le pays. Le toponyme de la commune de Villa Alemana dans la province de Marga Marga évoque également ce passé puisqu'au XIXe siècle elle était l'antichambre de l'immigration allemande dans le pays. Les candidats à l'immigration arrivaient en bateau à Valparaíso et restaient un temps dans cette commune en l'attente d'un terrain à occuper et à cultiver souvent dans le sud du pays.

Les Chiliens, une ou plusieurs générations après, conservent un mode de vie où la route et le voyage restent essentiels. Dans ce contexte, le *huaso,* personnage légendaire ou incarné, est sensé représenter la culture rurale des anciens colons du Chili central (photo 3). Equivalent du *gaucho* argentin, il sillonne à cheval les vallées chiliennes avec son chapeau à bord plat et son poncho, à la recherche de quelque *medialuna* pour pratiquer le *rodeo.* Associés en clubs, les *huasos* aujourd'hui, qui ont perdu leur accent et leurs habitudes quotidiennes, font plus partie du folklore régional ou national, que du paysage humain habituel d'une région centrale qui a presque perdu toute tradition d'élevage bovin, au profit de la production maraîchère ou fruticole.

Cependant, dans la plupart des espaces ouverts, on continue à en rencontrer. Une enquêtée m'a même confié qu'une caractéristique fondamentale pour elle des espaces ruraux est le fait de pouvoir voir « les *huasos* à cheval tous les jours et pas simplement pour la fête nationale », (entretien avec María Loreto D.).

Photo 3. *Huaso* à cheval à Quebrada Alvarado, secteur Lo Castro, Olmué le 10/07/2010

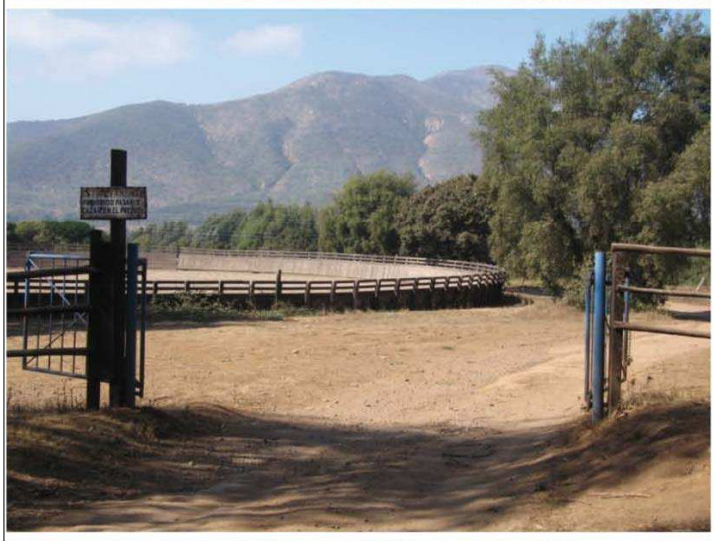
Il en va de même pour les *medialunas** plus ou moins ouvertes et actives en fonction de leur localisation et du sort rural des espaces concernés (Figure 10). Elles peuvent être folklorisées comme celle du Club de Huasos El Pantanal (Figure 10 a) ou bien continuer à être utiles comme dans le cas de l'exploitation de la famille B. sur les hauteurs de Mantagua (Figure 10 b et 10 c). La propriété s'étend sur 120 hectares au pied du Cerro Mauco. Elle est exploitée par Maximiliano et 4 salariés. Il y produit principalement de la viande bovine (60 vaches et taureaux) ainsi que des chevaux reproducteurs et pour le rodéo (100 chevaux). Il utilise donc la *medialuna* pour débourrer et dresser les chevaux avant de les vendre environ 3 millions de pesos (5000 euros) chacun.

L'élevage équin reste important dans la région centrale. Dans certaines communes comme Olmué le cheptel équin (34%) constitue même en 2007 le tiers du cheptel total derrière le cheptel bovin (45%), (INE, 2007). En effet, de nombreux espaces ne sont toujours accessibles

qu'à cheval. La Figure 11 a. illustre cette situation puisque le pick-up et la carriole sont arrivés au même point du *fundo* mais que pour poursuivre l'ascension, on a dû utiliser un attelage.

Figure 10. Le cheval, omniprésent sur les espaces ouverts.

a. *Medialuna* dans la vallée appartenant au *Club de Huasos El Pantanal* et à l'usage restreint aux membres du club



b. *Medialuna* sur les hauteurs de Mantagua. En arrière-plan, le *Cerro Mauco*

c. Photographie aérienne de la propriété de Maximiliano B. et de son père Umberto B. sur les hauteurs de Mantagua. Dans le coin supérieur droit, on peut apercevoir la *medialuna* de la photo b. (source : BARBIER, J., 2010)

C. FALIES, 2013

B. Poursuite et adaptation de la transhumance en contexte métropolitain

Les éleveurs de chèvres, quant à eux, ont également un réel rapport pionnier à l'espace. Ils viennent bien souvent de la région de Coquimbo désertée dans les années 1980 car semi-aride, soumise à de graves problèmes d'érosion et n'ayant pour débouchés commerciaux pour leurs fromages de chèvre que quelques stands le long de la route Panaméricaine ou le marché local très restreint. Beaucoup moins bien inscrits dans les réseaux sociaux ruraux traditionnels que les *huasos* puisqu'ils occupent les périphéries non cultivées des grandes propriétés, ces familles gardent en général des contacts avec leur région d'origine et mettent en relation les différents espaces périphériques naturels et ruraux de la région centrale par la pratique de la transhumance. Les éleveurs de chèvres rentrent moins dans le mythe de la ruralité à la chilienne mais ont un réel rôle sur les espaces ouverts qu'ils contribuent à articuler.

Ainsi Efrain B., 65 ans est installé depuis 15 ans dans le *Fundo La Merced* à Altos de Chicauma sur la commune de Lampa à l'intérieur des limites de l'aire métropolitaine de Santiago du Chili (Figure 11). Contre la valeur de 40 chevreaux donnés chaque année au propriétaire de ce *fundo* de 1000 hectares, il a le droit de laisser paître ses 405 chèvres et ses 30 brebis sur les flancs de la Cordillère de la Côte et d'occuper une *majada,* ensemble de constructions composé d'une bergerie, de cabanes d'habitation, d'un four en terre, d'un enclos pour le bétail, d'une fromagerie, d'une porcherie et d'un poulailler, sans oublier les niches pour les nombreux chiens qui ont pour fonction d'éloigner les renards et le puma[20].

Tous ces bâtiments sont en *adobe*[21] ou en matériaux légers sauf les enclos, en pierre. Dans le meilleur des cas, la *majada* possède un groupe électrogène mais jamais l'eau courante. Il s'agit donc d'installations précaires dans la mesure où les conditions de vie sont difficiles, surtout pour les enfants et les personnes âgées. Deux des trois autres familles qui vivent sur le *fundo* se sont fait construire une maison dans la vallée pour favoriser la scolarisation des enfants et le travail d'appoint des femmes.

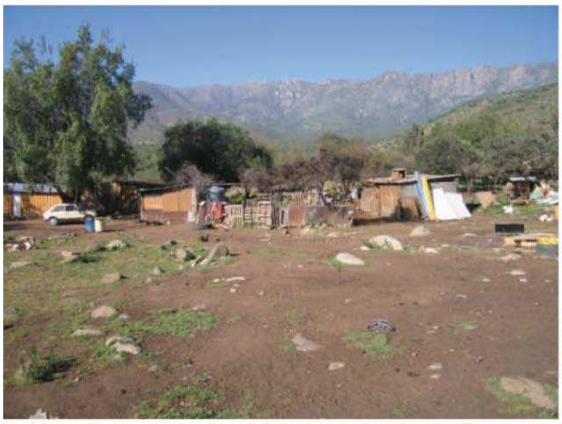
[20] Il est appelé localement « lion des montagnes » et scientifiquement *Felis concolor.* Il est très redouté des éleveurs.
[21] Matériau de construction fait de terre et de paille comparable au pisé

En effet, les éleveurs de chèvres partent de novembre à février dans la Cordillère des Andes entre l'Aconcagua et le Cajón del Maipó[22] avec les troupeaux. Si la transhumance s'effectue aujourd'hui en camion, les éleveurs n'en restent pas moins de véritables agents territoriaux et même s'ils ne sont pas nombreux et paraissent très marginaux ont un rôle stratégique dans la mise en valeur, la conservation et même la police environnementale de la montagne chilienne. Francisco S., l'un d'entre eux, explique :

« L'été, on a vraiment des problèmes avec les touristes, surtout avec les campeurs. Le problème des Chiliens, c'est qu'ils sont sales. Ils viennent passer quelques jours à la montagne pour boire et manger et puis ils laissent leurs poubelles là où ils ont campé parce qu'ils ont la flemme de les redescendre. Le problème est double : ça pollue l'eau des rivières où mes chèvres boivent et en plus, les chèvres, qui sont très curieuses vont ouvrir les sacs poubelles pour y manger les restes et s'étouffent avec le plastique des sacs. Tous les ans, j'en retrouve une étouffée. Alors, je vais leur expliquer, moi, aux touristes, mais il n'y a rien à faire. Donc, au final, c'est moi qui descends les poubelles au conteneur », (entretien avec Francisco, S. le 28/09/2010).

[22] Vallée andine au sud-est de Santiago, très appréciée des Chiliens – mais aussi des Argentins puisque, hors enneigement, un poste frontière y est ouvert - pour aller y passer quelques jours dans des installations qui vont du camping sauvage au *resort* de luxe en passant par les incontournables *cabañas** .La fréquentation en fin de semaine et l'été y est très importante.

Figure 11. Les *majadas* : des logements fonctionnels conçus pour être temporaires, Lampa



a. Vue d'ensemble des bâtiments de vie du *Fundo La Merced*, Altos de Chicauma, Lampa

b. Corral en pierres réhaussé de palettes de livraison par Efrain et son frère

c. Cour intérieure avec le four central pour cuire la viande et le pain, la table familiale à l'ombre du *boldo*. La matriarche est assise sur le banc à droite

d. Vue d'ensemble de la *majada* d'Arturo et Elsa dans la zone industrielle de Lampa. On se situe à 15 minutes en voiture du centre-ville de Santiago.

C. FALIES, 2013

C. Une mise en valeur selon des cycles économiques courts

L'activité minière extractive si elle est moins forte au Chili qu'au Pérou et en Bolivie et dans la région centrale moins encore que dans le nord du pays marque pourtant ses paysages et ses modes de mise en valeur. Qu'il s'agisse du site industriel de Cerro Blanco sur la commune de Til Til appartenant à la cimenterie Popailco, des anciennes mines d'or et de cuivre de la Cordillère de la Côte en particulier du Cerro La Campana désormais fermées mais qui stimulent la curiosité des touristes de la Réserve de Biosphère qui y a été créée en 2008, ou des mines relictuelles et artisanales appelées *pirquen,* l'activité minière est encore bien présente dans la région et se réactive au gré des cours mondiaux du minerai ou des besoins en matériau de construction générés par les cycles immobiliers. S'il est un symbole au Chili, étant donné la dépendance du pays au salpêtre, d'abord, puis au cuivre, le caractère cyclique de l'activité n'est pas l'apanage de l'extraction minière.

Les espaces périphériques ruraux sont aussi très soumis à la variabilité de la demande et donc de l'offre productive. En 2005, je mettais en valeur la conquête des versants de la vallée de l'Aconcagua et de la vallée de Limache par la culture de l'avocat grâce à la sélection dans les années 1990 par la famille d'agronomes Maghdal d'une espèce d'avocats, la *Hass* (*Persea americana Mill.*) résistante jusqu'à 800 mètres d'altitude en climat méditerranéen. J'avais pu visiter le *Huerto California* dans le secteur de La Palma à Quillota qui appartenait à cette famille et qui avait été pionnier dans l'introduction et la production de l'espèce (FALIES, C., 2008). L'exploitation affichait même sa réussite sur les panneaux publicitaires du stade de football national. Mais en 2010, le *Huerto California* fait faillite.

De même la famille La Torre à La Cruz, dont j'avais enquêté la mère en 2005 (FALIES, C., 2005), avait investi une partie des bénéfices tirés de la culture d'avocats dans l'achat de terres agricoles dans la région de Coquimbo pensant y répliquer le succès de la région de Valparaíso. Mais ils achetèrent trop vite et surtout sans vérifier la faisabilité d'un système d'irrigation indispensable dans le nord semi-aride. En 2010, la famille est ruinée et est contrainte de vendre jusqu'au mobilier de la demeure familiale.

En 2009, et en fond de vallée cette fois, apparaît dans tous ces espaces ruraux, la production de tapis de rouleaux en gazon sur des parcelles de 2500 m², destinée aux espaces verts des condominiums par exemple (photo 4). A un boom en succède un autre ce qui a des impacts forts sur les espaces supports de ces productions.

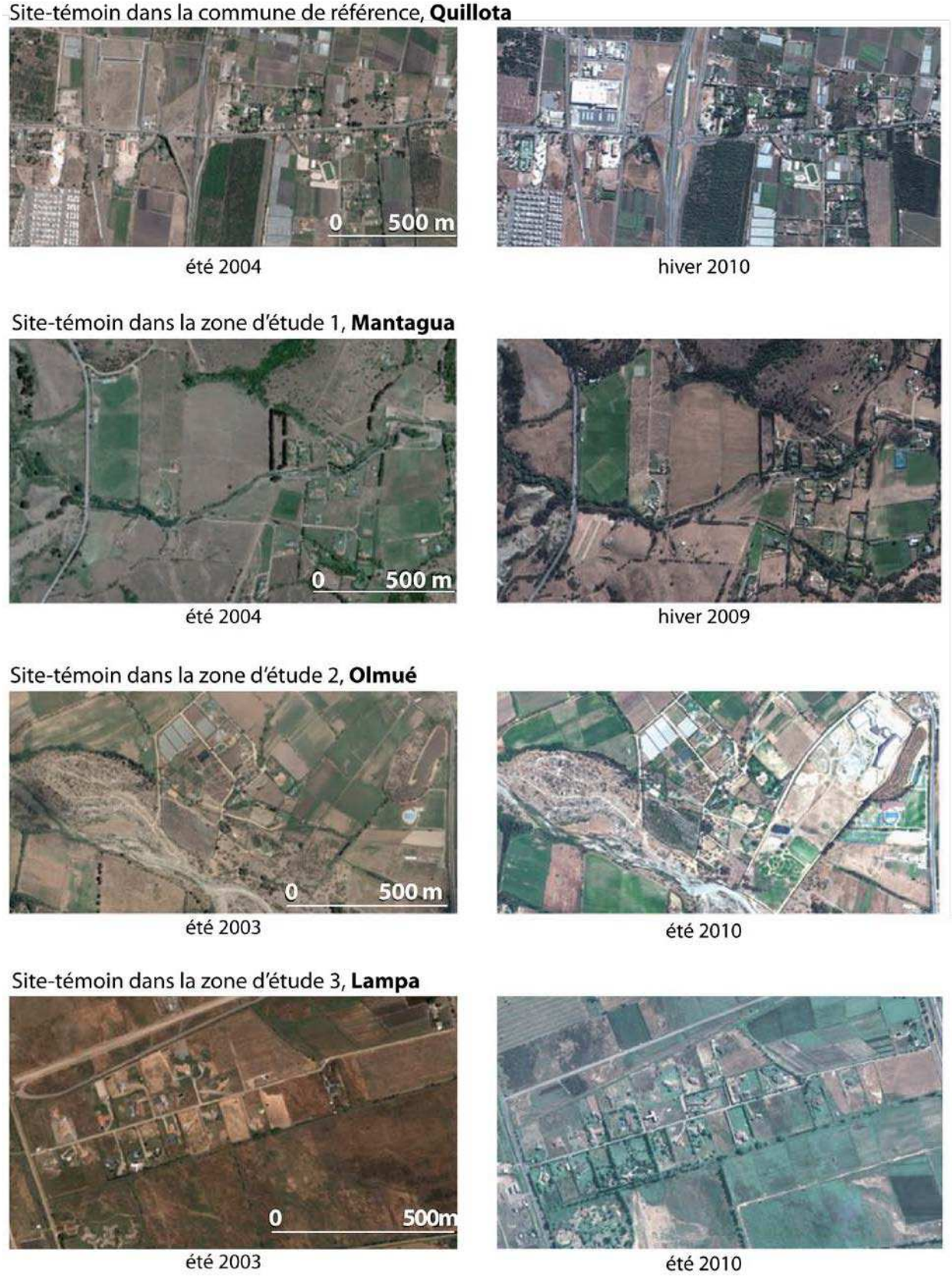
Photo 4. Production de rouleaux de gazon à Mantagua, le 13/04/2010

Au premier plan, on peut voir les rouleaux de gazon et l'irrigation par aspersion. La parcelle est fermée par des barbelés et des haies arbustives.

Que ce soit pour des raisons historiques, culturelles ou économiques, on voit bien que le changement est inscrit dans les espaces périphériques métropolitains y compris parfois dans des intervalles de temps très courts comme on peut le voir sur la Figure 12. Avoir vécu sur place les répliques du séisme de 2010 permet de comprendre qu'il doit s'agir d'une adaptation à un aléa partout présent : celui de la sismicité qui du jour au lendemain peut aller jusqu'à remodeler jusqu'à des sites urbains comme ce fut le cas pour celui de Valdivia en 1960. L'éphémère s'inscrit donc structurellement dans l'espace que ce soit par urgence de la reconstruction ou plus fondamentalement par adaptation inconsciente à l'aléa. Pourquoi et comment construire durable alors que tout peut s'écrouler en une minute ?

L'instabilité constitutive des espaces ouverts semble donc accentuée par les caractères propres à la géographie chilienne : société pionnière, risque sismique, pays neuf, etc.

Figure 12. Changement d'occupation des sols dans la région centrale du Chili (source Google Earth)



C. FALIES, 2013

2. CULTURE DU RISQUE ET DE LA *TABULA RASA*

A. Destruction périodique par les tremblements de terre

Dans le film *La Frontera*[23], Ramiro, le personnage principal, relégué par le gouvernement militaire sur une île de la IXe région du pays découvre à travers la plongée en scaphandre et sa maîtresse espagnole, Maite, l'impact des tsunamis passés et leur menace quotidienne. On distingue aussi d'ailleurs dans le langage courant les *terremotos*, séismes à proprement parler de forte magnitude (supérieure à 6,5) des *temblores*, tremblements de moindre ampleur et qui sont ressentis fréquemment. L'un des lieux emblématiques du film est une maison construite par le père de Maite à son arrivée d'Espagne et détruite par le *maremoto*[24] de 1960. Il n'en reste que l'allée de palmiers et les murs en béton et pourtant la jeune femme continue tous les dimanches de venir s'y recueillir car son fils et sa mère y ont disparu et de veiller à ce que le bétail qui vient y paître ne s'y introduise pas en fermant scrupuleusement un petit portail en bois.

Au Chili, on redoute en effet moins le « *Big One* » comme on peut l'attendre en Californie (DAVIS, M., 1995) que les conséquences indirectes d'un tremblement de terre comme peuvent l'être le déclenchement d'un *maremoto* comme ceux de Valdivia en 1960 ou de Talcahuano en 2010 à l'image d'un des personnages du film qui ne quitte jamais son scaphandre. Cette crainte des répliques plus que de l'évènement sismique en tant que tel tient en partie à une explication géologique qui veut que, sans présager de la magnitude du séisme ni de ses impacts, l'activité sismique en zone de subduction (c'est le cas au Chili) est plus diffuse, moins localisée que dans les zones transformantes (comme en Californie). Celle du séisme du 27 février 2010 a beaucoup marqué les observateurs internationaux car elle a littéralement secoué le Congrès chilien lors de l'investiture du président Piñera en mars 2010 en présence de nombreux chefs d'Etat étrangers marquant ainsi un retour mouvementé de la droite au pouvoir après presque vingt ans de gouvernement de la Concertation[25].

---

[23] du réalisateur chilien Ricardo Larraín, en 1991

[24] Terme chilien pour désigner l'équivalent japonais du tsunami, soit un déferlement massif d'eau de mer sur la terre.

[25] C'est ainsi que l'on nomme la coalition de partis politiques du centre (Parti démocrate-chrétien et Parti pour la Démocratie) et de la gauche (Parti Socialiste et Parti radical socio-démocrate) auxquels appartiennent les présidents successifs qui ont pris la suite de la dictature du Général Pinochet à partir de 1990 (Patricio Alwyn de 1990 à 1994 ; Eduardo Frei de 1994 à 2000, Ricardo Lagos de 2000 à 2006 et Michelle Bachelet de 2006 à 2010).

Par son titre qui se réfère au nom donné par les colons espagnols à la région d'Araucanie au sud du pays, conquise de haute lutte sur les indiens Mapuches, par son décor de village fantôme où le seul lieu de sociabilité reste le café, par ses personnages qui sans cesse pensent à une évacuation vers les points hauts du littoral, à retourner en Espagne, le film *La Frontera*, est un film sur le caractère profondément pionnier de la société chilienne qui vit dans l'angoisse ou au moins la conscience permanente du risque de submersion, du risque sismique ou du risque volcanique. Une des boissons festives les plus populaires au Chili et à Santiago en particulier s'appelle même le *terremoto*[26]tant il fait tourner la tête.

Le patrimoine architectural du pays d'en ressent d'ailleurs avec l'omniprésence du bois dans les matériaux de construction, plus souple donc plus résistant à l'aléa sismique que l'*adobe**.

Le terrain effectué entre mars et novembre 2010 a été l'occasion de suivre de près la reconstruction « *post terremoto* » de la nuit du 27 février 2010. En effet, mon arrivée était prévue le 1er mars mais fut retardée d'une semaine en raison des graves dommages qu'a subi l'aérogare internationale Arturo Benitez de Santiago[27] et de la rupture totale de télécommunications jusqu'au lundi suivant le séisme. L'épicentre étant situé à 150 kilomètres au large de Concepción dans la région de Bio Bio à 400 kilomètres environ de la région centrale, n'étant pas une spécialiste du risque et en raison de la différence d'aléas entre les trois sites témoins (tsunami et submersion de la zone humide dans le cas de Mantagua et mouvements de terrain induits par le séisme dans les deux autres cas), je n'ai fait qu'observer les impacts de ce séisme (8,8 sur l'échelle de Richter) sur les espaces que j'étudiais.

La première observation peut être formulée ainsi : en raison d'une vulnérabilité à l'aléa sismique particulièrement importante en milieu urbain liée à la densité du bâti et à la propagation des rumeurs, on peut parler à l'occasion des séismes d'une tendance au renforcement du privilège de vivre sur des espaces ouverts périphériques. D'espaces d'aménité, peu denses, avec des jardins d'agrément, ils peuvent se transformer en effet en cas de catastrophe en espaces de refuge. A Valparaíso, par exemple, à part atteindre les *cerros,* il n'existe pas de solution de sortie. Ou alors ne restent que les plus dangereux comme la plage ou

[26] Les proportions varient mais les ingrédients sont du vin blanc de mauvaise qualité, du sorbet d'ananas et du *pisco* ou du Fernet.

[27] Le système d'aération et de climatisation fixé au plafond de l'aérogare s'est entièrement effondré suite à la secousse.

la digue soumis à un possible risque de submersion ou les espaces publics urbains comme les places mais qui sont en général petites et encombrées et potentiellement soumises à des mouvements de foule provoqués par la panique ou à des fuites de gaz de ville suite à des ruptures de tubes comme ce fut le cas en 1960 lors du séisme de Valdivia où les deux tiers de la ville avaient disparu des suites du séisme par incendie et explosions.

Les espaces ouverts, non bâtis et peu denses, en périphérie des villes peuvent-ils alors se voir attribuer en plus de toutes leurs autres fonctions une fonction de service environnemental de sécurité ? Il faudrait cependant pour cela qu'ils soient plus accessibles. En l'absence d'espaces habilités officiellement pour un tel usage, ce sont souvent les centres commerciaux, espaces communs de référence accessibles bien que non publics, qui font office de lieux paradoxaux de refuge car bâtis et donc menaçant de s'écrouler.

B. Un impact qui porte de plus en plus spécifiquement sur les espaces ouverts en tant que sorties de secours

Au Chili, l'aléa sismique est bien intégré dans les techniques de construction ce qui explique le peu de destructions matérielles relativement à l'amplitude des séisme. Il est également très présent dans les modes de vie et le rapport à l'espace.

D'abord la grande mobilité induite par la taille des agglomérations provoque une angoisse permanente chez les personnes enquêtées : en cas de séisme, vont-ils pouvoir retrouver leurs enfants, leurs parents… ?

Par ailleurs, le séisme du 27 février 2010 a causé des dommages dans le secteur agricole et au niveau des infrastructures de transport de la région centrale. Ainsi, le Canal Waddington a particulièrement été affecté à hauteur de La Cruz à cause d'un effondrement d'une partie de la route internationale pourtant consolidée en 2007. L'entreprise en charge des travaux, OHL, a refusé de reconnaître ses torts auprès de *l'Asociación de Canalistas* du Canal Waddington qui pour éviter une réparation trop longue qui empêcherait l'irrigation de toute la zone pendant au moins 15 jours a commencé à faire de modestes réparations (*El Observador de Quillota*, 9 mars 2010). L'eau est également venue à manquer pour l'irrigation au goutte-à-goutte en raison d'une longue coupure d'électricité consécutive au séisme mais la centrale a été remise en fonctionnement en trois jours et on a totalisé finalement que 10% de perte de la récolte en ce qui concerne les avocats et une ou deux semaines de retard de livraisons et d'exportations mais

plus en raison des dommages causés aux infrastructures routières et portuaires qu'à un manque d'eau. En revanche, les productions maraîchères, beaucoup plus sensibles ont été perdues à plus de 20% (INE).

Dans tous les cas, j'ai pu observer une instrumentalisation du séisme. A Batuco (zone 3), on a ainsi pu observer une baisse significative du corps d'eau principal de la zone humide entre février et mars 2010. L'administrateur et le propriétaire du *Fundo La Laguna* ont assuré en ma présence aux employés municipaux chargés de sa surveillance qu'il s'agissait d'un phénomène étrange : au lendemain du 27 février, les eaux avaient disparu. En fait, le plus probable et le plus rationnel est que le *Fundo La Laguna* ait eu besoin d'eau pour irriguer son raisin de table et que la station de pompage installée au cours de l'été ait été mise en service à ce moment précis où les services municipaux n'avaient ni le temps ni les moyens d'intervenir sur le terrain. Le séisme apparaît alors comme un alibi dont personne n'est dupe.

Un autre exemple de l'utilisation de l'aléa à des fins cette fois politique a eu lieu à Mantagua, deux ans après le séisme. Le Mouvement des citoyens de Mantagua dirigé par Jorge C. et créé en 2008 pour lutter contre la création d'une route en lieu et place de la F-190 se saisit en 2012 de l'aléa de submersion contre l'approbation de deux projets immobiliers dans les dunes de Ritoque. Les échanges par mail présentés en annexe 8 parlent d'eux-mêmes.

Jorge C. m'a contactée pour que je contacte le géographe physicien de la *Pontificia Universidad Católica*, Marcelo Lagos, spécialiste du risque de submersion marine afin de le tenir informé du vote des projets immobiliers sur le littoral et de lui demander de venir faire une conférence sur l'aléa. Pour lui, les arguments scientifiques sont susceptibles de bloquer le vote du PREMVAL surtout lorsqu'ils sont vulgarisés par un chercheur comme M. Lagos qui intervient fréquemment à la télévision, même à contrecœur[28]. L'argument jusqu'ici mobilisé a toujours été un argument écologique (protection de la faune de la zone humide) ou patrimonial (en raison de la présence de buttes coquillères dans les dunes). Ici, c'est la sécurité des résidents et des résidents potentiels qui est mobilisée. En quelque sorte, les espaces ouverts doivent le rester, en cas de tsunami pour permettre leur évacuation. Comme l'écrit M. Banzo, « la perspective [des espaces ouverts] peut être dégagée (paysage, panorama) ou contrainte par un enclos végétal (bois, haie, forêt) : elle donne dans les deux cas le sentiment d'une échappée possible. » (BANZO, M., 2009, p.11)

[28] A. Tapia, "Marcelo Lagos: el geógrafo de la tele, a regañadientes", *Emol*, 9 mai 2012.

Marcelo Lagos n'a finalement pas pu venir faire de conférence mais le mouvement a fini par obtenir l'élaboration d'une carte de prévention du risque de submersion par la Marine chilienne pour le premier semestre 2013. De plus, 17 observations ont été faites contre le PREMVAL tel qu'établi ce qui a contribué à le geler jusqu'à nouvel ordre.

Au sens propre – dans ce cas particulier du risque sismique - comme au sens figuré – en s'appuyant sur les textes d'Adolf Hirschman, l'espace peut représenter une échappatoire, une porte de sortie pour un acteur en danger ou insatisfait (HIRSCHMAN, A., 1970). Dans un contexte de société de consommation généralisé ou l'espace lui-même est un bien de consommation – M. Droulers parle même de géophagie dans le cas du Brésil (DROULERS, M. 2003), il existe deux types de réaction active du consommateur face au mécontentement que procure un bien ou une situation : la « sortie », *exit* » et la « prise de parole », « *voice* ». « *La première est la seule réponse à laquelle se soient intéressés les économistes et qu'ils tiennent pour seule efficace. Il s'agit précisément de la réaction du consommateur qui, après une expérience décevante avec un fournisseur, cherche une autre source d'approvisionnement, dans un environnement compétitif. […] Or les consommateurs déçus ont encore une option très différente, qui a été négligée par l'analyse économique : ils peuvent « prendre la parole » et se lancer dans diverses actions qui vont de la réclamation strictement privée (p. ex. demande de remboursement) jusqu'à l'action publique dans l'intérêt général* » (HIRSCHMAN, A., 1970), du type de celle menée par Jorge C.

Mais si les espaces ouverts sont en mouvement perpétuel, c'est aussi le cas des populations qui s'y croisent.

3. DES ESPACES MARQUÉS PAR LA MOBILITÉ

A. Une forte attractivité à petite échelle

Pour illustrer le propos de leur ouvrage collectif intitulé *Chile : del país urbano al país metropolitano*, les géographes chiliens Rodrigo Hidalgo, Carlos de Mattos et Federico Arenas ont choisi une photographie retravaillée d'un échangeur autoroutier (ARENAS, F., LAGOS, M., HIDALGO, R., 2010). Pas d'habitants, pas de végétation, pas d'automobiles ou de transports en commun, mais un symbole de la post-modernité urbaine basée sur des flux immatériels, des

effets d'affichage et la mobilité. On aperçoit juste à gauche de l'image quelques buissons de matorral évoquant la localisation périphérique de cet échangeur et également le fait qu'il puisse être implanté en lieu et place d'un espace ouvert comme de nombreuses activités ou infrastructures encombrantes.

En effet, pour quiconque connaît Santiago, l'évocation des autoroutes urbaines est incontournable. Et depuis dix ans et la finalisation de l'autoroute 68 reliant la capitale à Viña del Mar ou à Valparaíso, on peut extrapoler cette impression à l'échelle métropolitaine. Mais derrière ces projets pharaoniques et ces images, la mobilité est bien une notion qu'il faut aujourd'hui employer pour comprendre les réalités métropolitaines. Elle est maintenant communément définie comme un « bien intermédiaire » dont usent les personnes pour accéder à des ressources nécessaires à la satisfaction de leurs besoins et à la réalisation de leurs projets »[29]. Or, on l'a vu, les espaces métropolitains considérés sont vastes. La mobilité est donc au cœur de toutes les réflexions sur les aires métropolitaines pas simplement en termes de flux, ou d'aménagements mais aussi en termes de représentations. Leur étude constitue un double enjeu : un enjeu pour les aménageurs en termes de planification et un enjeu social car « l'explosion des mobilités, à l'ère de l' « automobilité », met en évidence de plus en plus clairement le rôle des déterminants sociaux dans les comportements spatiaux des individus, qu'il s'agisse des navettes quotidiennes ou des pratiques de mobilité résidentielle » (BERGER, M., 2004).

Cette région se caractérise à petite échelle, comme étant une région très attractive pour les migrations régionales, nationales et internationales. Pour comprendre ce phénomène, il faut évoquer le contexte démographique national avec à la fois un taux de mortalité assez faible qui explique l'espérance de vie la plus haute d'Amérique latine avec 77,8 d'espérance moyenne en 2007 (INE, 2010) ce qui le place juste devant le Costa Rica et Cuba et un taux de natalité, au contraire, en forte baisse depuis ces dernières années. La combinaison entre ces deux éléments implique pour le Chili, le taux de croissance démographique (variation annuelle moyenne sur la période 2005-2010) le plus bas de tous les pays d'Amérique latine avec 1% comme l'Argentine et

[29] Appel à communication pour les 11E rencontres du Colloque GT23 Mobilités Spatiales et Fluidités Sociales, « Mobilités spatiales et ressources métropolitaines : l'accessibilité en questions », Laboratoire PACTE, Grenoble, du 24 au 25 mars 2011.

l'Uruguay. Le Chili a donc plutôt un comportement démographique de pays du Nord comme les autres pays du cône sud américain que sont l'Argentine et l'Uruguay.

Ces chiffres révèlent par ailleurs un changement de mode de vie lié au vieillissement de la population d'une part et aux nouvelles pratiques de limitations des naissances d'autre part. En effet, le vieillissement de la population dans un Etat peu providentiel où les retraites sont quasiment inexistantes, les revenus des personnes âgées limités et le système social défaillant, même pour les classes moyennes, implique de nouvelles pratiques sociales notamment dans les espaces périurbains – automédication, difficile mobilité et finalement marginalisation d'une classe d'âge. Quant à la constante diminution du taux de natalité depuis quelques années, elle est surtout liée à la lente diffusion des moyens de contraception dans la population longtemps marqués d'une interdiction puis d'une condamnation par l'Eglise catholique, très puissante au Chili.

Ces éléments sont centraux pour comprendre la périurbanisation en cours puisque le lien entre ce processus physique et les cycles de vie des acteurs concernés a déjà été démontré (BONVALET C., 1990 ; HERVOUET V., 1998) et qu'il est évoqué dans la majorité de nos enquêtes.

Insatisfaction professionnelle et insatisfaction personnelle peuvent se rejoindre et dans ce cas, la solution envisagée est un déménagement au sein de la macro-région centrale. Le travail n'étant au Chili qu'un moyen de subsistance et de consommation et l'offre de logement étant conséquente, la mobilité résidentielle et professionnelle est très importante.

La très grande majorité des enquêtés a connu au moins 6 déménagements au cours de sa vie selon le rythme suivant : 1. Départ de la maison familiale pour études ou premier travail en ville avec hébergement par des amis ou de la famille 2. Premier couple 3. Enfants 4. Départ en périphérie 5. Retour au centre pour la proximité avec l'école ou le travail 6. Retraite et vente de la maison ou de l'appartement familial pour un plus petit logement en raison de l'absence de revenus à l'âge de la retraite ou hébergement chez les enfants. L'étape 3 est la plus prégnante et la plus déterminante. C'est dans 7 cas sur 10 que la naissance d'un enfant ou en tout cas la volonté de les voir grandir ailleurs qu'en ville a motivé l'installation sur des espaces ouverts périphériques. La mobilité liée au cycle de vie qui englobe les trajectoires résidentielles des ménages est en effet à prendre en considération même s'il est permis de se demander si ces cycles se reproduisent à l'identique quelque soit les ensembles régionaux et les générations.Tous

ces changements sont particulièrement sensibles dans l'aire d'étude. En 2002, la Région de Valparaíso a ainsi obtenu le plus fort solde migratoire du pays avec un solde positif de 20000 personnes[30].

Or cette mobilité se marque dans l'espace et particulièrement dans les espaces ouverts à la jonction entre espace urbain et espace rural donc à la jonction entre des activités différentes nécessaires à tel ou tel moment de la vie.

C'est l'attractivité économique de cette grande région métropolitaine ainsi que la concentration et la diffusion de sa population vers ses périphéries qui rend indispensable l'étude de ses espaces ouverts soumis à des pressions mais perçus aussi comme des espaces alternatifs pour un type de développement plus durable. Des processus de périurbanisation, d'exurbanisation et d'exode rural naissent une configuration spatiale métropolitaine spécifique. Elle s'organise autour de centres économiques et métropolitains qui polarisent l'ensemble de la région et une grande partie des flux migratoires du pays : Valparaíso-Viña et Santiago ; des centres urbains anciens en milieu rural qui guident la périurbanisation depuis les deux métropoles comme Quilpué, Quillota ou Quilicura ; mais aussi des marges rurales plus ou moins intégrées à ces processus à la fois centrifuges et centripètes (VELUT S., FALIES C., 2008).

B. Les dernières heures de l'exode rural, la poursuite de la périurbanisation et un retour aux centres ?

Dans un contexte métropolitain comme celui-ci, plusieurs dynamiques de population s'entrecroisent dans le temps et dans l'espace : il s'agit par ordre chronologique de la transition urbaine, de l'exode rural, c'est-à-dire d'un mouvement centripète des campagnes vers les villes, de la périurbanisation, c'est-à-dire d'un mouvement centrifuge des centres urbains vers les périphéries et puis d'un éventuel retour aux centres requalifiés. Si nous nous arrêtons sur ces mouvements démographiques c'est qu'ils ont un impact important sur les espaces ouverts dont on a vu qu'ils se situaient justement à l'interface du monde rural et du monde urbain et donc qu'ils subissent de façon privilégiée les impacts de ces dynamiques de population qui affectent l'ensemble de la métropole. Ce sont sur les espaces ouverts qu'arrivent ou qu'au moins transitent la plupart de ces flux quelles que soient leurs directions.

[30] http://www.ine.cl/cd2002/sintesiscensal.pdf

Sur les cartes suivantes élaborées grâce aux statistiques des recensements de population de l'INE de 1992, 2002, 2009 et 2012, le processus qui se manifeste le plus clairement est celui de la périurbanisation que ce soit par l'augmentation du nombre d'habitants ou par l'augmentation du nombre de résidences entre 1992 et 2002. Pour cette période, la périurbanisation se fait principalement dans deux directions : depuis les centres métropolitains de Valparaíso et de Santiago déficitaires vers une première couronne périphérique entre les deux villes. On repère dans cette décennie un tropisme principal qui est celui du littoral pacifique et des hauteurs de la Cordillère de la Côte ou de la Pré-Cordillère des Andes ainsi qu'une logique d'organisation autour des axes routiers et autoroutiers les plus importants que sont la Panaméricaine de direction méridienne (au nord de Santiago et à partir de Zapallar sur le littoral) et l'Autoroute du Pacifique de direction est-ouest. Comme les communes périphériques de la première ceinture périurbaine connaissent des taux de variation supérieurs à 13 % et que la part des foyers y vivant en zone rurale a eu tendance à y diminuer entre 1992 et 2009, on peut conclure à un processus de périurbanisation en cours. On voit bien que ce processus s'est opéré de façon diffuse puisque les variations du nombre de résidences, liées majoritairement à la construction de nouveaux logements, sont bien plus importantes que les variations de population qui peuvent même s'avérer négatives. On peut l'affirmer car la variation totale a été ramenée à la variation annuelle, les deux périodes intercensitaires n'étant pas les mêmes. L'accession à des résidences secondaires voire tertiaires pour les classes intermédiaires et supérieures explique pourquoi le nombre de résidences augmente beaucoup plus vite que le nombre d'habitants.

On peut observer par ailleurs sur les cartes 11 et 12 un déplacement du front de construction de la première couronne périurbaine pour la période 1992-2002 à la deuxième voire troisième couronne pour la période 2002-2012 jusqu'à Zapallar au Nord et la région de O'Higgins au sud. Les cartes 11 et 12 sont en effet directement comparables puisqu'il s'agit de la même discrétisation concernant la même période intercensitaire.

Les deux phénomènes d'exode rural et de retour aux centres urbains sont beaucoup plus ponctuels et sont à peine perceptibles à cette échelle. L'exode rural m'a été évoqué à six reprises dans des entretiens, trois fois dans le cas de petits éleveurs de chèvres provenant de la région de Coquimbo au Nord en raison d'épisodes de sécheresses et de phénomènes d'érosion et trois fois

à l'échelle communale quand des agriculteurs à la retraite doivent quitter la maison prêtée qu'ils occupaient sur la parcelle travaillée pour aller vivre en zone urbaine. Le phénomène d'exode rural existe donc encore dans la région centrale du Chili mais il n'est que de faible ampleur.

Le processus de retour aux centres et donc d'éventuelle fin du processus centrifuge de périurbanisation mérite-t-il d'être envisagé ? Non, en termes d'impacts directs actuels et observables sur les espaces ouverts périphériques mais oui, au regard de l'augmentation nouvelle sur la période 2002-2012 de résidences dans les communes pionnières et centrales de Santiago et de Providencia (cartes 10 et 12), à la lecture de certains auteurs, aux dires de certains enquêtés et au titre des impacts indirects potentiels sur les espaces ouverts périphériques.

En effet, le phénomène semble apparaître depuis la fin des années 2000 dans le centre de Santiago (CONTRERAS, Y., 2011) et sur certaines collines de Valparaíso après être entrées dans le périmètre du Patrimoine Mondial de l'Humanité de l'UNESCO (TRIVELLI, P., NISHIMURA, Y., 2010). Les auteurs parlent de *gentryfication* pour qualifier l'arrivée de jeunes professionnels dont c'est souvent le premier investissement dans des tours d'habitations nouvelles (*barrio Brasil* à Santiago) et le retour de populations aisées dans un centre-ville rénové (Lastarrías, Parque Forestal). Quant aux collines de Valparaíso et principalement les cerros Bellavista, Alegre et Concepción, ce sont des étrangers qui y rachètent d'anciennes demeures pour y installer des cafés, des galeries d'art ou des hôtels-boutiques. C'est alors peut-être un retour de l'engouement pour une certaine forme d'urbanité qui joue à moins que ça ne soit le périurbain lui-même qui ne commence à jouer un rôle de repoussoir par les heures d'embouteillage qu'il peut supposer ou l'éloignement. Sebastián A., architecte *freelance* travaillant et vivant dans le condominio Puquelehue de Mantagua, déplore même :

« Je ne trouve rien de positif dans le fait de travailler ici même si au début, avec ma femme, on appréciait beaucoup d'avoir un grand et romantique atelier d'architectes à la campagne. Plus maintenant. Ca ne fait que deux ans que nous avons internet et si on a plus d'encre dans l'imprimante, il faut aller en acheter à Reñaca[31]*. C'est sûr qu'ici on a de l'espace*[32] *: j'arrive chez moi et j'ai l'impression d'être en vacances… mais j'en ai un peu marre. On pense partir vivre à*

[31] Reñaca est un quartier de Cóncón, au nord de Viña.
[32] Il utilise le terme *entorno.*

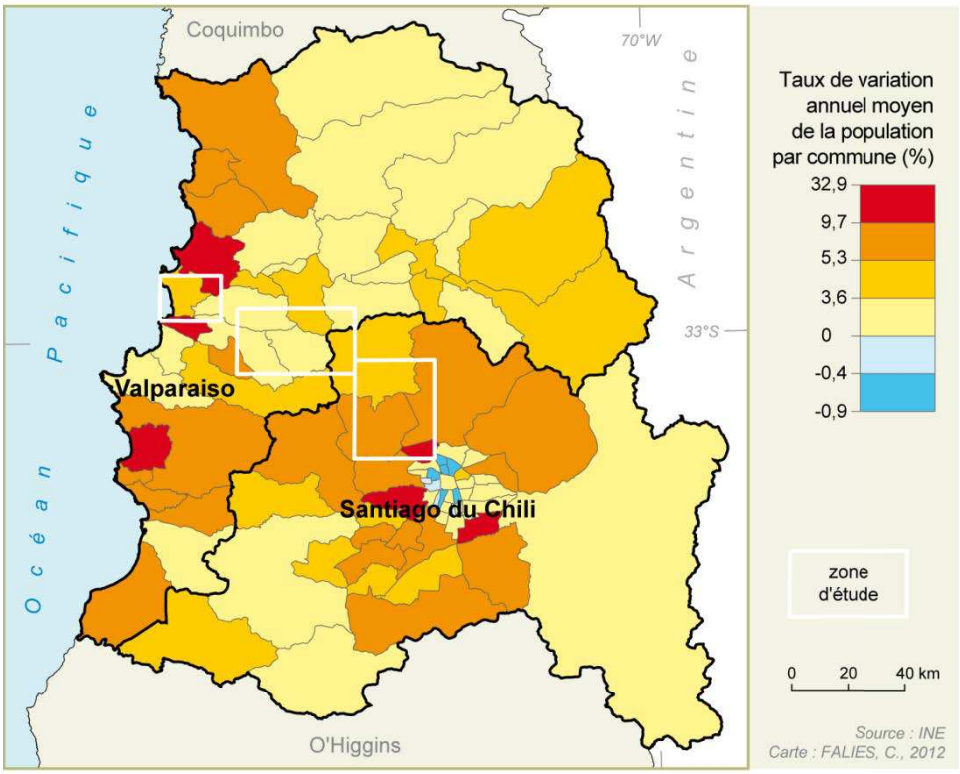
Santiago, à Nuñoa ou à Vitacura[33]*à la fin de l'année. Ca peut paraître bizarre mais on est un peu étouffés par l'espace*[34] *ici. »*

Cette région d'étude présente donc l'originalité de connaître en même temps, depuis le début des années 1990, la poursuite d'un exode rural propre aux pays du Sud, un fort processus de périurbanisation et, depuis peu, des velléités ou même des concrétisations de retour aux centres. Cette aire métropolitaine est donc en perpétuelle évolution. Mais le cas évoqué de cet architecte qui souhaite partir vivre en centre-ville et qui a les moyens de réaliser ce projet et des *inquilinos** à la retraite qui doivent quitter les espaces ruraux pour rejoindre les bourgs ruraux ne peuvent pas être comparés. Dans un cas, la mobilité est choisie dans l'autre elle est imposée. Les espaces ouverts étudiés révèlent particulièrement ce phénomène puisqu'en raison de leur situation périphérique ils semblent d'autant plus difficiles d'accès depuis les centres urbains malgré leur positionnement pourtant central entre les deux agglomérations vue la configuration de cette double métropole.

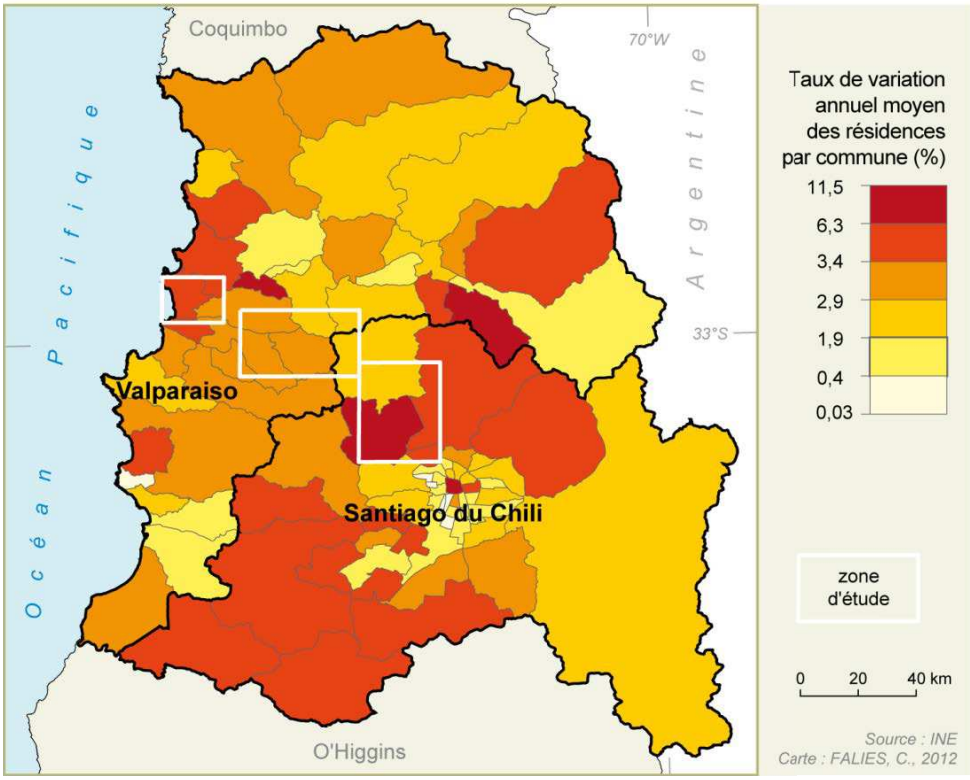
[33] Deux communes huppées au Nord Est du Grand Santiago et dont on voit les forts taux de croissance du nombre de résidences surtout dans la période 2002-2012.

[34] Il utilise le terme *amplitud.*

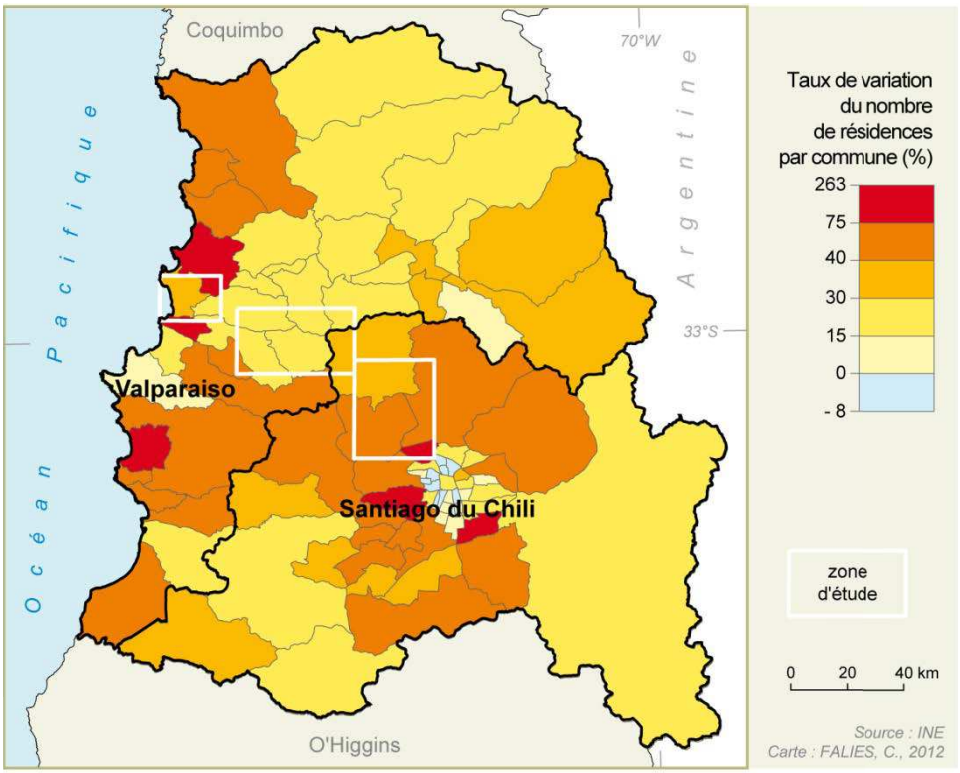
Carte 9. Variation annuelle du nombre d'habitants par commune dans la région centrale du Chili entre 2002 et 2009



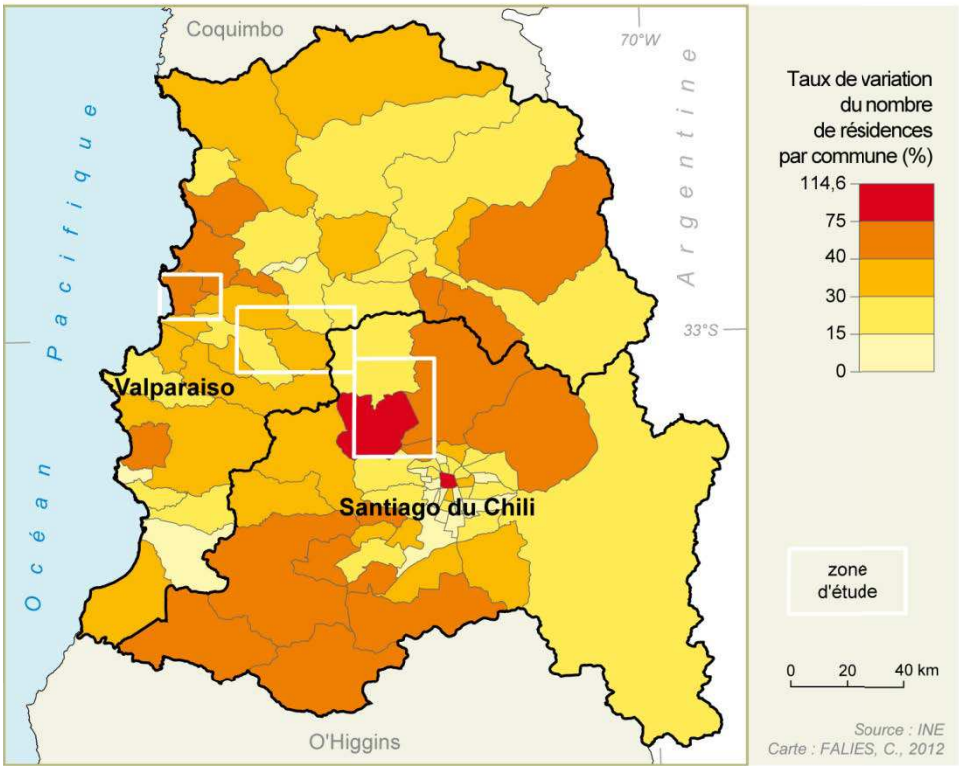
Carte 10. Variation annuelle du nombre de résidences dans la région centrale du Chili entre 2002 et 2012



Carte 11. Variation du nombre de résidences par commune dans la région centrale du Chili entre 1992 et 2002



Carte 12. Variation du nombre de résidences par commune dans la région centrale du Chili entre 2002 et 2012



C. *Mobilité choisie, mobilité subie au cœur de la métropole : l'ouverture est-elle synonyme d'accessibilité à l'échelle régionale ?*

M. Berger qui a travaillé sur l'Ile-de-France, un système métropolitain de même ampleur que celui de la région centrale du Chili, insiste sur l'étude des mobilités résidentielles et quotidiennes, leurs liens avec la structuration sociale des espaces périurbains et partant, de certains espaces ouverts dans leurs interstices. Par une approche qualitative d'enquêtes puis quantitative sur des données censitaires, elle est parvenue au résultat suivant : « *au cours des dernières décennies, bien loin de contribuer au brassage, les mobilités ont accentué les ségrégations entre groupes sociaux : leurs effets agrégés vont dans le sens d'une accentuation des polarisations dans la division sociale de l'espace intramétropolitain et des inégalités d'accès à l'emploi* » (BERGER M., 2004).

En effet, au Chili comme en Ile-de-France, les populations aisées font des déplacements généralement de plus longue portée que les plus défavorisés qui apparaissent plus souvent captifs de leur environnement immédiat. C'est que les populations les plus aisées font le plus souvent des déplacements pour maintenir un certain style de vie : les trois motifs de déplacement les plus évoqués dans nos enquêtes sont le choix de telle ou telle école pour les enfants, la mobilité résidence-travail et les pratiques de loisir.

Ils peuvent y passer jusqu'à 4 heures par jour mais d'une certaine manière ils le choisissent en tout cas pour l'école des enfants et la pratique des loisirs et dans 80 % des cas les habitants les plus aisés des espaces périphériques possèdent une ou plusieurs voitures particulières. Les plus modestes, eux, évoquent en premier la mobilité résidence-travail et la nécessité de se rendre en ville pour effectuer des démarches administratives, faire des papiers…

Dans le premier cas, la mobilité qu'implique le fait de vivre en périphérie est donc choisie même si elle peut devenir une contrainte au cours de la vie comme Sebastián A. l'affirme ou dans certains cas particuliers (grossesse, maladie, changement de travail, panne prolongée de voiture). Dans le deuxième cas, elle est une contrainte : la marge est donc plus subie bien qu'elle soit la plupart du temps dépassée.

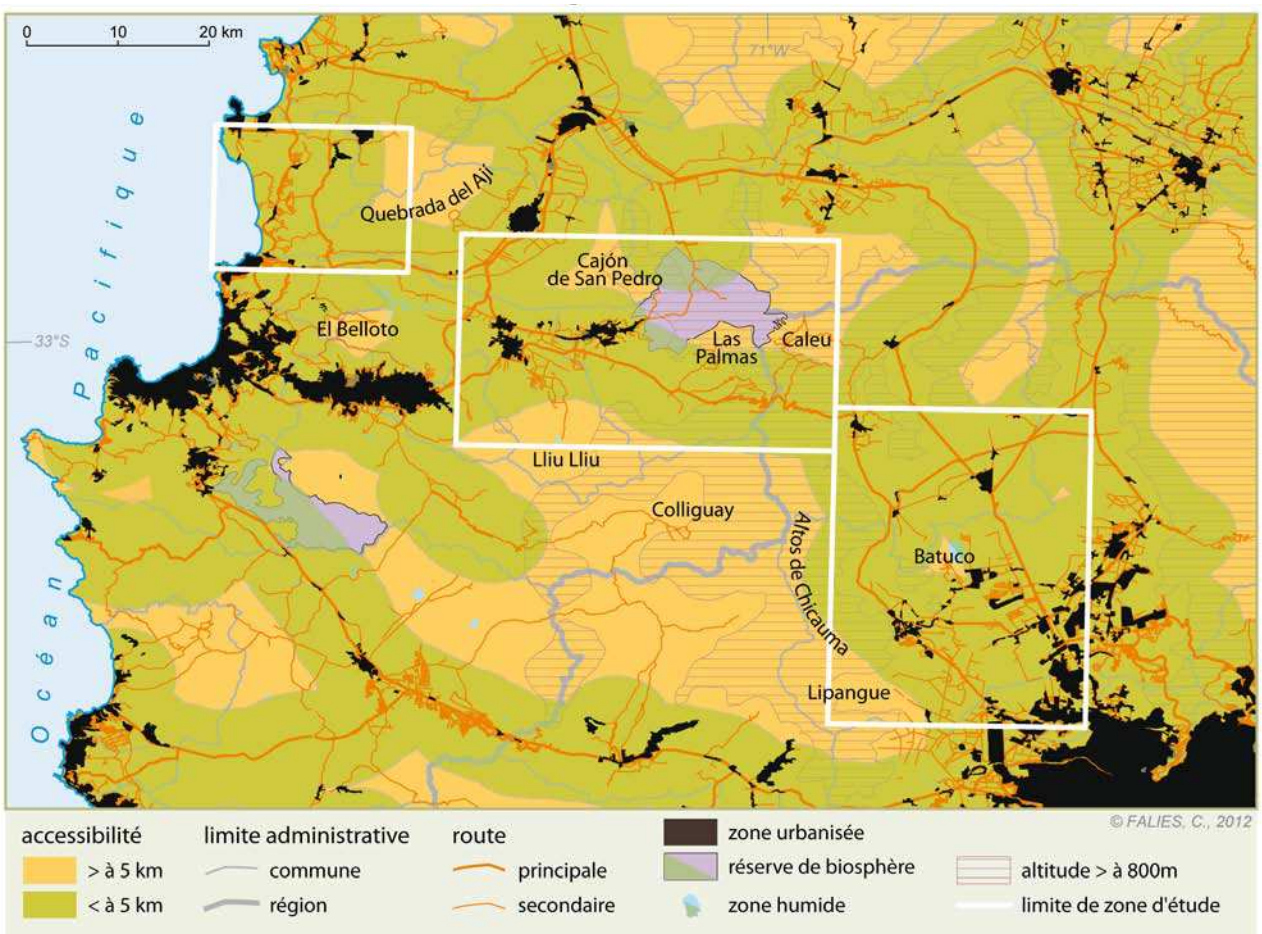
En effet, au Chili, même les plus défavorisés restent mobiles. A pied, en faisant du stop, en bicyclette, en charrette mais mobiles. Jusqu'en 2007 et la mise en fonctionnement définitive du

Transantiago (encadré n°4), il était même possible de négocier le tarif de son billet vers Santiago avec le conducteur et le mouvement des étudiants de l'année 2011 a permis une réévaluation à la baisse du tarif étudiant dans les transports collectifs. La plupart des entreprises privées qui soit sont installées en périphérie métropolitaine et ont besoin de main d'œuvre, soit ont besoin de clients qui y résident, n'hésitent pas à mettre en place des services de transport gratuits pour s'assurer de la liaison avec les centres urbains : ainsi à Quillota dans le secteur de La Palma, un centre commercial va chercher ses clientes âgées en général dans les zones rurales, la Faculté d'Agronomie de la PUCV met en place des navettes depuis le centre et les stations de *packing* pour les produits de l'agro-industrie ont des bus à disposition pour la main d'œuvre. Mais la fréquence de ces « services » est faible (un aller le matin, un retour le soir) et ils n'ont qu'une destination possible. C'est donc bien souvent la marche à pied qui reste le moyen le plus sûr d'arriver à destination.

C'est pour cette raison que la carte 13 qui présente une version *a maxima* de l'accessibilité à l'échelle métropolitaine considère une zone-tampon de 5 kilomètres autour des routes rurales. Ces cinq kilomètres correspondent à ce que peut faire à pied ou à vélo un habitant des zones rurales afin de rejoindre un axe majeur de circulation lui permettant de rejoindre un centre urbain afin de réaliser ponctuellement un achat ou une démarche administrative.

Il semble par contre difficile d'envisager de réaliser ce trajet deux fois par jour que ce soit pour aller à l'école ou pour aller travailler. Et que dire des personnes les plus vulnérables comme les personnes âgées, handicapées ou malades ? Or à la lecture de cette carte, on s'aperçoit que de vastes zones restent peu ou mal desservies en plein cœur de la région métropolitaine. C'est le cas bien sûr des zones montagneuses de la Cordillère de la Côte situés au dessus de la courbe des 800 mètres d'altitude comme Colliguay, Las Palmas et Caleu mais pas simplement.

Carte 13. Accessibilité dans la région centrale du Chili



En ce qui concerne mes zones d'étude, les secteurs de Quebrada del Ají, du Cajon de San Pedro, du Belloto ou de Batuco, dans la dépression centrale, restent peu accessibles. Ainsi, à seulement 20 kilomètres du centre-ville de Santiago ou de Valparaíso, subsistent des poches de moindre accessibilité. Et encore, les espaces compris dans la zone-tampon créée à l'occasion n'en sont pas pour autant très accessibles étant donné l'état des routes, la fréquence des transports publics, quand ils existent, et leur qualité. Ainsi, les habitants du *condominio* Santa Adela sur la zone d'étude littorale, l'ont rebaptisé Puquelehue pour « *Puta que lejos la huevada* »[1]. Les enfants de Quebrada Alvarado scolarisés dans les écoles privées d'Olmué ou de Limache doivent quant à eux emprunter tous les soirs le bus qui passe par la *Cuesta La Dormida* en direction de Santiago où ils effectuent le trajet debout pour ne pas gêner les autres usagers, et ce, même s'ils habitent au bord de la route donc sur la carte à l'intérieur de la zone-tampon.

[1] « Putain, qu'est ce que c'est loin ».

En effet, il n'existe pas de service de ramassage scolaire. A l'inverse, le secteur de Caleu aux confins de la Région Métropolitaine fait figure d'isolat pour la plupart mais certains comme l'ex-président R. Lagos se sont fait installer des pistes d'hélicoptère sur le terrain de leur propriété mettant Caleu à seulement quelques minutes du centre de Santiago.

L'ouverture quand elle prend le sens d'accessibilité comme ici est donc une notion encore une fois bien relative. Les espaces ouverts sont-ils si ouverts au sens d'accessibles ? Edward Abbey, en 1968, à propos de la création d'une route d'accès au parc national des Arches, dans le désert de l'Utah écrivait : « *La première question qui surgit lorsque l'on se penche sur ce problème, la question la plus importante, la seule question, peut-être, est la question de ce que l'on appelle communément* l'accessibilité*. Les Entrepreneurs défendent l'idée selon laquelle les parcs doivent être rendus totalement accessibles non seulement aux hommes mais aussi à leurs machines, c'est-à-dire aux automobiles, aux bateaux à moteur, etc. Les Préservateurs considèrent quant à eux, au moins en principe, que la nature sauvage et les moteurs sont choses incompatibles, et que l'on peut mieux vivre la nature, la comprendre et en tirer plaisir lorsque les machines restent bien à leur place, c'est-à-dire sur les autoroutes et les parkings, sur les lacs artificiels et dans les marinas* » (ABBEY, E., 1968, p. 79).

Il y aurait donc bien plusieurs sens de l'accessibilité comme de l'ouverture. Et comme nous le précisent plusieurs auteurs, ce n'est pas parce qu'on assiste à une augmentation accrue et globale de la mobilité et de l'accessibilité dans un contexte métropolitain que tous en bénéficient également et surtout que les espaces restés en marge ne s'en trouvent pas encore plus isolés (JIRÓN, P., 2010 ; LAZO, A., 2008).

Comme on peut le voir dans l'encadré suivant concernant les deux systèmes métropolitains de transport qui existent dans la région centrale, le Transantiago pour Santiago et le Métro-train pour Valparaíso, l'exclusion est perceptible tant dans le choix des communes et des secteurs de communes desservis que dans les transports eux-mêmes. Même si on y a accès, des phénomènes de confinement et d'exclusion s'y jouent ne permettant pas aux usagers de vivre des rencontres ou des interactions qui font, pour un Européen, l'essence même de l'expérience urbaine.

Dans l'ensemble on peut dire que les espaces ouverts sont rendus plus accessibles notamment par un réseau de transports qui s'est largement développé et qui ne les met parfois qu'à une quinzaine de minutes des centres urbains. Mais des situations d'isolat et de marginalité

apparaissent ou sont renforcés par contraste et des populations peuvent se retrouver captives des espaces ouverts qu'elles soient aisées ou vulnérables. Des espaces ouverts au sens paysager le sont-ils toujours si leur accès est limité ou réservé ? Ces divers sens de l'ouverture nous incitent à analyser le degré d'accessibilité des espaces à une échelle plus fine encore pour tenter de dépasser les paradoxes et la relativité du terme. C'est aussi pour cette raison qu'un travail sur les représentations peut s'avérer utile.

Encadré n° 4. Le Transantiago et le Métro-train Valparaíso-Limache : relier le centre à la périphérie par les transports en commun. Quel impact pour les espaces ouverts ?

Le Métro de Valparaíso (***Metro Regional de Valparaíso***, ou Merval) a été inauguré le 23 novembre 2005. Son unique ligne relie, en vingt stations, la capitale régionale, Valparaíso, à Limache en passant par Viña del Mar, la ville la plus peuplée de la région, Quilpué et Villa Alemana. Il reprend le tronçon ouest de la plus ancienne ligne de chemin de fer créée au Chili entre le port de Valparaíso et la gare centrale (*Estacion central)* de Santiago dont le tracé est évoqué par B. Subercaseaux dans l'encadré 1 et représenté sur la carte 3. Certaines communes comme Quilpué ont largement bénéficié de cette nouvelle infrastructure de transport par trois stations (Quilpué, El Sol et El Belloto) ce qui ne la place qu'à 20 minutes des centres de Valparaíso et de Viña del Mar, contre une heure en moyenne auparavant en raison de l'encombrement routier. Mais pour les communes les plus périphériques et notamment Limache en bout de ligne, l'arrivée du métro-train n'a pas signifié le même bouleversement qu'en 1856 à la création de la ligne où avaient fleuri les splendides demeures des *Santiaguinos* dans la « ville nouvelle » de San Francisco (1857) et où l'industrie s'était fortement développée autour de la gare (installation d'une usine de calfeutrage en 1866, d'une fabrique de papier en 1870, et d'une très importante brasserie en 1885). La ligne était d'ailleurs plus longue car même sans se rendre jusqu'à Santiago, elle desservait Quillota, La Cruz et Calera. Et même si aujourd'hui ces communes rurales ainsi que celle d'Olmué sont également reliées au train par un système de navettes, la concurrence conjuguée de la voiture individuelle et des bus privés appelés *micros* (en raison d'une fréquence beaucoup plus élevée) est aujourd'hui trop forte et les gens ont perdu l'habitude de voyager en train malgré tous les efforts pour le rendre attrayant (climatisation, confort des banquettes…). De plus, en raison de l'amortissement du coût des ouvrages d'art nécessaires au passage de la ligne, les tarifs ne sont vraiment préférentiels que pour les étudiants et les personnes âgées. Finalement, même s'il s'agit objectivement d'un type de transport plus sûr, plus confortable et plus accessible pour certains groupes comme les personnes handicapées ou les touristes par exemple, le métro-train ne contribue qu'en partie à relier les communes périphériques de l'aire métropolitaine et leurs zones rurales en particulier aux centres de Viña del Mar et de Valparaíso. Le métro-train fonctionne bien plus comme un métro à une ligne que comme un train régional.

L'objectif du **Transantiago** inauguré à Santiago en 2007 est autre : il ne s'agit plus de relier des communes entre elles avec une seule ligne mais de créer un système cohérent de transports à l'échelle métropolitaine, par la taille mais urbaine par la caractéristique des communes reliées. Le système hérité des années 1960 et affaibli par 30 ans de libre-marché et de concurrence impitoyable entre les 3000 entrepreneurs qui se partageaient la flotte de 8000 « *micros** » qui desservaient la ville devait être repensé, les lignes de métro allongées, les horaires mieux définis, les véhicules rendus plus fiables, moins dangereux et moins polluants, les tarifs harmonisés… pour coller aux normes internationales. Le problème c'est que, bien qu'imparfait, le système préalable fonctionnait tant bien que mal et surtout il semblait plus adapté pour les classes les plus modestes en termes d'accessibilité (LAZO, A., 2008). En effet, les tarifs étaient négociables à l'intérieur de la *micro* puisque la carte magnétique du Transbip n'existait pas encore. Il existait à peu près trois-cents lignes différentes desservant tous les quartiers de la

ville et allant jusqu'à ses périphéries lointaines, les fréquences étaient bien plus élevées puisque les entreprises étaient en compétition. Le nouveau système est plus sûr, plus prévisible (il existe même des applications pour *smartphones* indiquant l'heure d'arrivée du bus), le parc a été renouvelé mais pour être plus performant il a dû resserrer son aire de desserte et raccourcir ses lignes contraignant les usagers à faire plus de changements (48% des usagers sont contraints à faire un changement contre seulement 15% avant, (MINTEGUIAGA, J., 2006)).
Pour certaines communes comme Lampa, il s'agit d'un réel problème. Non reliée au Transantiago, ses habitants non véhiculés ont trois possibilités pour se rendre dans le centre de Santiago afin d'y effectuer des papiers aussi importants que la carte d'identité : se rendre jusqu'à la mairie pour prendre un taxi collectif qui leur coûtera 1200 pesos avec le risque de rester bloqués sur la Panaméricaine en cas d'embouteillage –compter 45 minutes ; prendre un bus qui ne passe que toutes les heures qui leur coûtera 600 pesos- compter plus d'une heure puisque que le bus passe et s'arrête dans toutes les zones rurales par Batuco; pour éviter ces détours, prendre n'importe quel bus qui passe sur la Panaméricaine et qui va à Santiago au péril de sa vie car il faut parfois la traverser à toute allure entre les voitures ou l'attendre au bord de l'autoroute ! En voiture, le trajet ne dure que 15 minutes la nuit mais peut s'éterniser aux heures de pointe. Le problème se pose aussi pour les personnes qui viennent travailler à Lampa depuis Santiago. H. Diaz, fonctionnaire du SAG qui doit se rendre fréquemment sur le terrain préfère faire un détour en voiture pour éviter les embouteillages ; J. Contreras, arrive à 7h le matin au bureau. Quant à C. Valenzuela, agronome à l'INDAP de Lampa, elle a dû prendre une location à Batuco pendant sa grossesse pour éviter de passer tant de temps dans les transports ou dans sa voiture.

D. Une fermeture à l'échelle locale qui nuit à l'accessibilité des espaces ouverts

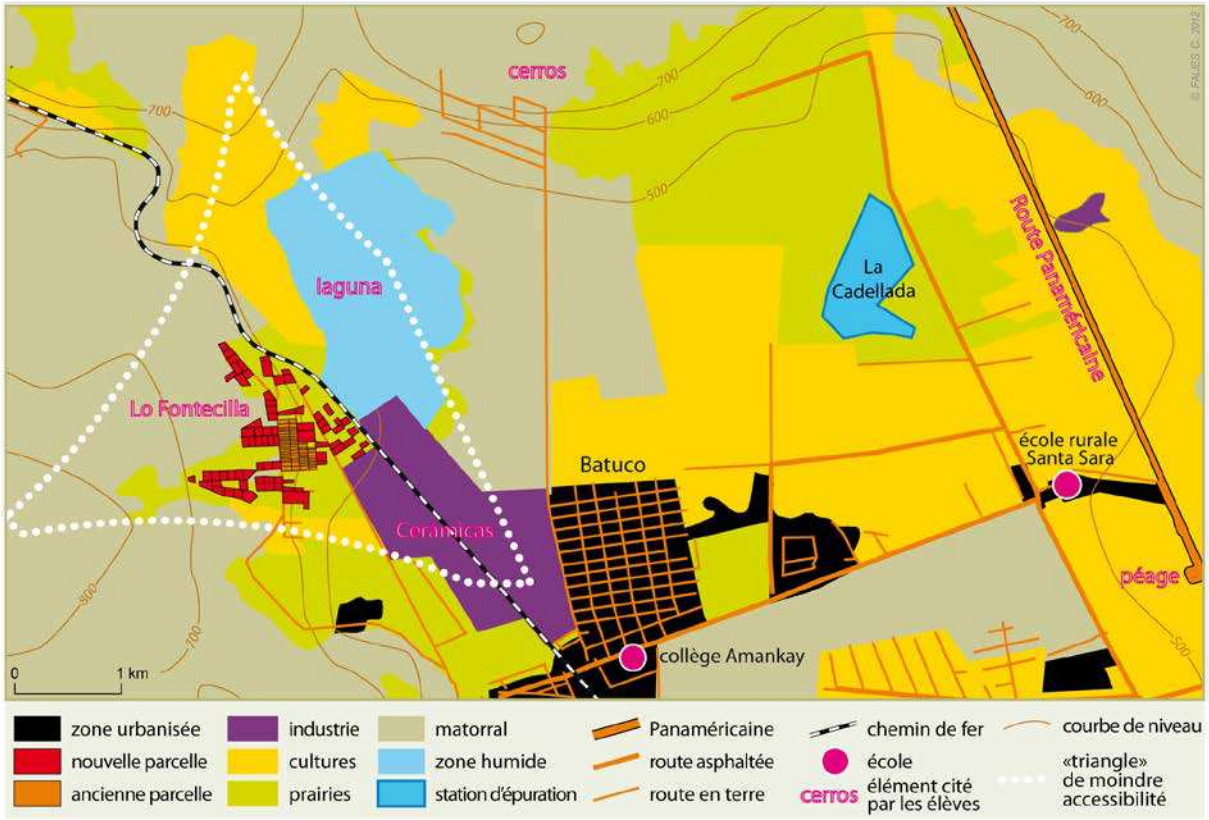
A la consigne « *Dessine le parcours entre chez toi et le collège ainsi que les espaces à l'air libre par lesquels tu passes et que tu fréquentes* » formulée à 94 élèves au total, seulement 2 ont indiqué un parcours fléché entre le domicile de leurs parents et leur collège. Par contre, les éléments structurants qui ont le plus été représentés sont les routes asphaltés, différenciés en couleur ou en épaisseur, des chemins de terre et dans certains secteurs, la ligne de chemin de fer. En fait, le moyen de locomotion utilisé pour se rendre à l'école influe beaucoup sur les représentations que les enfants ont de la mobilité. Si leur âge (entre 11 et 13 ans) a été choisi pour permettre d'évaluer leur propre rapport à l'espace, puisqu'ils commencent alors à sortir seuls ou entre amis, le fait d'habiter loin de leur collège en l'absence de carte scolaire au Chili ou de venir en navette ou en automobile au collège ne permet pas de bien mémoriser le trajet ou en ayant conscience seulement de la hiérarchie des axes de communication ou de la plus ou moins bonne accessibilité aux espaces traversés.

Dans *Le sens du mouvement* (1997), le neuropsychologue A. Berthoz démontre que c'est la perception du corps en mouvement qui permet de se rappeler un parcours et pas des repères ponctuels. Y. Cochet reprend cette idée dans son *Antimanuel d'écologie* (2009) et écrit : « *aller vite est la suppression de l'attente, du sentiment de la durée. Simultanément, l'espace que l'on*

traverse est aboli en tant qu'espace singulier, vivant, sensible. Il devient un pur espace, sans signification. Dans les transports rapides, nous perdons l'expérience sensorielle du mouvement. Ne reste qu'un vague passage virtuel à travers un paysage anonyme, telle la projection d'un film sur un écran. L'horizon fantasmatique du déplacement productiviste est la téléportation instantanée, sans temps ou espaces intermédiaires. »

Un des deux seuls élèves à avoir représenté le trajet domicile-collège évoque sans le nommer la question de l'accessibilité des espaces laissés ouvert par l'urbanisation des espaces marginaux de la métropolisation (annexe 6). Sur son dessin, il consacre un élément de la légende, le premier, à représenter des grilles, un autre à représenter son trajet, et enfin un à représenter son collège. En moyenne, sur les quatre collèges, un élève sur trois représente des grilles, barrières, portails servant à délimiter la propriété privée. Dans les moments de discussion qui suivaient les dessins et dans les deux écoles étudiées sur la commune de Lampa, l'école rurale Santa Sara et le collège privé Amankay, le secteur de Lo Fontecilla est évoqué car il avait été très représenté par les élèves. A la question « *Qu'est-ce que la Fontecilla ? Où cela se trouve-t-il ?* », un élève a répondu : « *Là-haut sur la colline, près de Santa Barbara, et bien à l'intérieur, c'est Lo Fontecilla* » Un autre ajoute : « *Mais maintenant c'est un domaine privé, ils ne nous laissent plus entrer. Et à côté, ça appartient aux militaires* ». Pour conclure finalement : « *Moi, avant, j'y allais pour les* Fiestas Patrias *en pick-up avec toute ma famille pour faire des barbecues mais tout le monde y jetait ses bouteilles de vin, ses canettes, sa poubelle… C'était devenu trop sale. L'an dernier, ils ont dû fermer.*» Avec leurs mots les enfants évoquent le phénomène de fermeture des espaces de sociabilité qu'ils avaient habitude et plaisir à fréquenter.

Carte 14. Espaces ouverts et accessibilité au quotidien à Lampa (secteur Batuco)



Or précisément Lo Fontecilla est le quartier qui se trouve à l'ouest du triangle de moindre accessibilité de la commune de Lampa dans le secteur de Batuco comme on a pu le repérer sur la carte 13 dans la zone 3. La carte 14 est un zoom sur ce « triangle » de moindre accessibilité et représente les espaces à l'air libre les plus souvent représentés par les élèves (en rose sur la carte) ainsi que les éléments structurants représentés ou non et ayant trait à l'accessibilité (altitude, routes en terre ou asphaltées, chemin de fer, péage pour se rendre à Santiago).

Les surfaces correspondent à l'occupation du sol en 2010 basée sur la photo-interprétation d'une image satellite de la zone. J'y ai distingué les parcelles anciennement bâties (en orange) des parcelles construites dans la décennie 2000 (en rouge) car elles n'ont pas les mêmes attributs et les mêmes conséquences en termes d'accessibilité : les secondes possèdent presque toutes des piscines et des haies en limitant l'accès alors que les anciennes sont moins densément bâties et n'ont pas d'accès restreint. De plus, leur taille diffère puisque les plus anciennes ont été redivisées suite à la Réforme agraire afin d'assurer une parcelle à l'ensemble des membres de la famille alors que les nouvelles parcelles ne sont apparues que dans la décennie 2000 pour des urbains en quête d'espace.

On voit bien ce qui attirait les élèves et leurs familles dans cette zone : panorama sur la dépression centrale et la zone humide, tranquillité à l'écart des grands axes de communication notamment de la Panaméricaine et végétation endémique. Ce qui semble paradoxal, et c'est le nœud gordien des espaces ouverts, c'est que leur attrait réside principalement dans le fait de se trouver relativement éloignés des centres les plus denses au moins en termes d'accessibilité. Mais dès lors qu'ils apparaissent et qu'ils commencent à être fréquentés, des intérêts privés émergent finissant par se les approprier généralement par l'achat et la parcellisation. L'encadré 5 propose une brève chronique de ce paradoxe.

Encadré n° 5. L'accessibilité des espaces ouverts en trois temps : « chronique d'une mort annoncée » ?

1. Espaces de moindre densité faiblement mis en valeur, difficilement accessibles
2. La métropolisation implique trois phénomènes conjoints mais contradictoires :
   a. avancée du front d'urbanisation lâche
   b. amélioration de l'accessibilité par la création de routes
   c. nouvelles conceptions de l'espace et de l'environnement qui donnent une importance nouvelle à des espaces laissés libres de construction qui apparaissent par contraste comme ouverts.
3. Fermeture totale par la privatisation et la parcellisation même si cela peut entraîner une conservation des espaces en tant que tels quand la fermeture prend la forme de parcs naturels par exemple.

C'est ce qu'exprime une des enquêtés qui vit sur une *parcela de agrado* sur les hauteurs de Mantagua quand elle affirme : *« Avant avec ma fille, quand elle avait treize ans, on allait ramasser des mûres, il y avait des activités avec les enfants des voisins. Mais plus maintenant. Maintenant qu'on a fermé l'accès des maisons, les gens ne se croisent plus et depuis qu'on a fermé l'entrée du* condominio*, l'an dernier, plus personne n'entre. A cause de la délinquance qu'il y a, nous devons nous enfermer. Mais contre notre gré. »* (Marta, Mantagua).

- Conclusion du chapitre 2 - Les espaces ouverts : des espaces en marche

Si l'ouverture des espaces étudiés est relative dans le temps et également aux moyens respectifs des groupes étudiés, on a vu dans ce chapitre en quoi les espaces ouverts sont pourtant inscrits structurellement au cœur de la métropole. S'ils sont des lieux privilégiés de changement c'est bien sûr car ils sont encore peu bâtis et par nature peu consolidés ne serait-ce que d'un point de vue foncier. La mobilité et le changement sont donc omniprésents dans la région centrale du Chili ce qui peut sembler assez évident pour la région métropolitaine d'un pays émergent et ils s'inscrivent particulièrement sur les espaces ouverts. Les espaces ouverts existent donc même si leurs usages changent rapidement, que leur accessibilité est limitée et surtout même s'ils sont en perpétuel déplacement au rythme de la croissance métropolitaine.

Photo 5. Un « paysage *cimarrón* » au nord de Quintero

La CODELCO est la Corporation Nationale du Cuivre. C'est une entreprise d'Etat créée en 1955 qui est le plus grand producteur de cuivre au monde. Il s'agit d'une entreprise particulièrement puissante qui emploie plus de 30 000 personnes principalement dans les grandes mines du nord du pays mais aussi dans des sites secondaires de raffinerie comme ici à Quintero.

Dans plusieurs rapports et lors d'une visite sur le terrain avec eux, les agronomes de la *Pontificia Universidad Católica* de Valparaíso dont F. Cosio et L. Veras, ont évoqué le concept de « paysage *cimarrón* ». Faute de pouvoir traduire ce terme, je ne peux que l'associer à la photo 8 prise sur le terrain c'est-à-dire à un paysage visiblement dégradé par plusieurs années d'activité polluante (ici le traitement du cuivre) et qui ne peut faire l'objet d'une nouvelle mise en valeur que longtemps après.

Si les sols sont incultivables et la végétation quasi inexistante, le paysage n'est pas mort pour autant. C'est en voyant ce paysage et en entendant l'expression de « paysage *cimarrón* » que j'ai pu commencer à envisager l'avenir paradoxal des espaces ouverts entre création et disparition comme la quatrième étape de la « chronique d'une mort annoncée » (encadré 5). En effet, le changement s'y imprime et dans un contexte d'abondance de l'espace peut même le dégrader puisqu'il existe de nombreux espaces alternatifs à la même utilisation avant que le temps et les sociétés ne lui trouvent un autre usage. Mais en tout cas, à l'image de ce paysage, les espaces ouverts peuvent changer, se déplacer, mais meurent-ils ?

- Chapitre 3 - DES ESPACES EN VOIE DE DISPARITION OU DES ESPACES EN VOIE DE PRODUCTION ?

Le chapitre 1 a montré que dans un contexte d'abondance de terrains et en contexte métropolitain, l'espace est avant tout considéré dans sa dimension euclidienne et vendu en tant que tel au m² pour telle ou telle activité. L'espace est conçu comme un support que ce soit pour l'agriculture –dans ce cas on lui adjoindra une classe de sol[36]-, pour la construction de zones résidentielles ou industrielles… Pourtant, les espaces en question ne sont ni vierges ni vides. Ils sont au contraire riches en ressources et constituent même des ressources en tant que tels.

Au sens le plus commun du terme, les ressources de la macro-région centrale du Chili sont nombreuses et diverses : ressources économiques avec 55% du PIB national produit chaque année (Banque centrale du Chili), ressources démographiques avec plus de la moitié des 16 millions d'habitants que compte le pays (INE), ressources politiques avec la capitale politique à Santiago et le congrès à Valparaíso, ressources naturelles, enfin, avec pas moins de 20000 hectares d'aires protégées en dunes littorales, Cordillère de la Côte, Cordillère des Andes, zones humides RAMSAR… Il convient de préciser la nature de ces ressources, particulièrement nombreuses en périphérie pour les ressources naturelles et les ressources économiques (agricoles en particulier) mais aussi d'interroger la notion même de ressources dans la mesure où il ne s'agit pas simplement de biens matériels dont dispose la société pour se développer à un moment de son histoire mais aussi de biens dont elle pourrait disposer à l'avenir.

La ressource peut exister dans le bien lui-même et dans son potentiel. Ainsi, Charles Darwin et Claude Gay établissent l'inventaire de la richesse de la biodiversité que contiennent les espaces de la région centrale du Chili au XIXe siècle, mais ces ressources et par métonymie les espaces ouverts qui en sont les supports, ne deviennent des ressources en soi que dans un contexte de métropolisation et d'urbanisation à partir du XXIe siècle. C'est ce qui fait dire à J. Lévy dans son *Dictionnaire de l'espace et des sociétés* (2003) que « ce n'est pas, pour l'essentiel, en tant que place vide, mais en tant qu'*agencement* que l'espace peut être appréhendé comme

[36] Au Chili, on utilise couramment la typologie établie par le USDA, *United States Department of Agriculture*, définissant huit classes de sols selon leurs capacités d'usage, de la classe I agricole et cultivable de meilleur qualité à la classe VIII non productive en passant par les classes II, III et IV agricoles et cultivées mais moins productives et par les classes V, VI et VII dédiés à l'élevage. Le prix de vente des terres agricoles dépend beaucoup de ce classement.

ressource pour le développement » et au *Dictionnary of Human Geography* (2000) que « le terme [de ressource] évoque une relation fondamentalement *sociale* : l'attribution d'une valeur (économique) par un groupe dominant à des attributs et des possibilités qui confèrent une utilité fonctionnelle à ce même groupe »[37]. Le même article insiste également sur la nécessité de replacer ce concept dans notre vocabulaire théorique au même titre que les mots de « nature » et de « culture ». Il s'agit bien d'une notion complexe d'autant plus dans un contexte de pluralité des ressources : sur un support, l'espace, lui-même ressource, peuvent se combiner d'autres ressources comme l'eau, le sol, la végétation, etc.

Notons que, dans bien des définitions aussi, l'aspect collectif de la ressource apparaît d'ailleurs plus en ce qui concerne sa gestion que sa possession. Dans le Robert par exemple, le terme est défini dès le XIXe siècle comme les « moyens matériels (hommes, réserves d'énergie) dont dispose ou peut disposer une collectivité ». Quant à E. Ostrom elle met la question des ressources au cœur de son travail sur les biens communs (OSTROM, E., 2010).

Ce qui fait naître la ressource, surtout lorsqu'elle n'est pas renouvelable, n'est-ce pas justement la conscience de son tarissement et donc de sa rareté ? De même, les espaces ouverts et les ressources qu'ils représentent et dont ils sont les supports sont-ils en voie de disparition ou au contraire en voie de production par la prise de conscience nouvelle de leur raréfaction et devant l'avancée des espaces fermés qui eux se multiplient ?

Réfléchir en termes de ressources c'est aussi aborder la question environnementale faite autant de matérialité objective que de représentations afin de comprendre et d'analyser au mieux le fonctionnement des espaces périphériques de la métropole. Pour la géographie de l'environnement anglo-saxonne (CASTREE, N., *et allii,* 2009), l'environnement est en effet plus souvent considéré comme une construction que comme un objet ou une somme d'objets. Or, en Amérique latine comme ailleurs ou même plus qu'ailleurs, la question environnementale au sens large encore une fois de ce qui entoure la ville, de ses ressources et la question des injustices sont intrinsèquement liées (PREVÔT-SCHAPIRA, M.-F., 2009). De nombreux analystes montrent par exemple que l'intense mouvement étudiant de 2011 est parti du vote de la construction par le groupe SUEZ d'un barrage hydroélectrique à 25 kilomètres en amont de la réserve de *Punta de*

[37] *"the term captures a fundamentally social relationship: the attribution of (economic) value by a dominant group to attributes and capacities that provide functional utility for that group."*

Choros dans la région de Coquimbo (PULGAR, C, 2011). Ce sont ensuite les coûts d'inscription dans les universités même publiques qui ont déchaîné les opinions. Et pour A. Musset, le fameux « droit à la ville » d'H. Lefebvre devrait être traduit en hispano-américain par « *derecho a la tierra* »[38].

C'est par une approche systémique que l'on peut dans notre cas s'intéresser à l'environnement dans la mesure où les textes pionniers comme les textes les plus récents en font à la fois ce qui entoure la société ainsi que l'ensemble des interactions que l'un entretient avec l'autre. P. George écrit ainsi en 1971 : *« l'environnement est à la fois un milieu et un système de relations* […] *très complexe, d'une grande sensibilité à la variation d'un seul de ses facteurs, déclenchant des réactions en chaîne.* » Quarante ans après, l'introduction de *A Companion to Environmental Geography* écrit toujours que la géographie consiste en une « *approche symétrique à la fois des gens et du non-humain dans la façon qu'ils ont d'interagir* »[39] ou encore « *en une recherche qui considère formellement qu'un élément de la société ou de la nature est en relation à l'autre* »[40](CASTREE, N., *et allii,* 2009). Les auteurs prennent ainsi l'exemple des « nouveaux besoins mondiaux en espaces verts urbains ». Ils expliquent que l'approche symétrique est obligatoire pour comprendre à la fois comment des bouts de campagne dans la ville peuvent contribuer à réduire les surfaces imperméables à l'eau de pluie ou à diminuer les radiations solaires mais aussi comment les populations perçoivent et utilisent ces espaces verts en fonction de leurs âges, genres, appartenances à tel ou tel groupe ethnique en y voyant soit un lieu de loisir, soit un lieu dangereux.

Dans ce chapitre, nous montrerons l'épaisseur physique de ces espaces ouverts à travers le complexe de ressources qu'ils offrent et qui permet de comprendre en partie le regain d'intérêts qu'ils suscitent au sein de la métropole. Car il y a dans l'ouverture comme dans les ressources, une dimension potentielle de développement. Avant d'affirmer que les espaces ouverts sont en voie de disparition, il faut déjà parvenir à les localiser ou au moins savoir de quoi ils sont constitués. Or l'occupation des sols est très délicate à établir dans une région métropolitaine aussi dynamique puisqu'elle est en perpétuel changement. Il convient donc mieux de parler d'un

[38] Intervention lors du colloque international "La ville compétitive : à quel prix ?", Nanterre, janvier 2012.
[39] « *symetrical approach to both people and non-human as they interact* », p. 5.
[40] « *inquiry which considers formally some element of society or nature relative to each other*».

système de ressources métropolitaines que d'une occupation des sols (3.1). Parmi ces ressources, il y en a même une qui semble en voie de production : c'est *le saltus,* ensemble des « terrains qui ne sont pas régulièrement cultivés et qui n'ont pas de couvert forestier continu et fermé » (BERTRAND, G., 1975), (3.2). Une autre ressource cependant est une ressource non-renouvelable par excellence : il s'agit de la faible densité de ces espaces périphériques. En effet devant le nouveau mouvement des enclosures qui touche la région centrale du Chili les espaces ouverts tendent à se bâtir et à se morceler (3.3)

1. LES ESPACES OUVERTS : UN SYSTÈME DE RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES POUR LA MÉTROPOLE

A. Cartographier les espaces ouverts et leurs usages dans un contexte émergent

L'un des enjeux de cette thèse, évoqué dès l'introduction, est de représenter les espaces ouverts trop souvent considérés comme des zones blanches ou grises, des entre-deux, qui plus est dans un contexte d'émergence économique et de rapides changements. Nous avons vu sur la carte 7 que la zonification administrative proposée par les municipalités n'était pas satisfaisante dans la mesure où une urbanisation rapide l'avait rendu caduque en quelques années seulement.

Il fallait donc partir d'autres indicateurs d'usages des sols. La CONAMA* a proposé en 2010 une caractérisation des sols à l'échelle nationale fondée principalement sur des relevés de terrain mais aussi de la photo-interprétation. Il s'agit d'un système d'information géographique. Etant relativement fiable en ce qui concerne l'avancée du front urbain, puisque je l'ai confrontée dans quelques sites-témoins comme à Batuco et à Quillota à mes propres données brutes, (ce qui a permis d'établir la distinction entre zone urbaine et zone urbanisée sur les cartes 7 et 16) cette base de données a donc pu être utilisée pour la végétation. Cependant dans la base de données, la table attributaire comporte 37 types d'usages des sols différents et certains types comme le matorral comporte 13 sous-catégories[41]. Il a donc fallu généraliser pour obtenir les 13

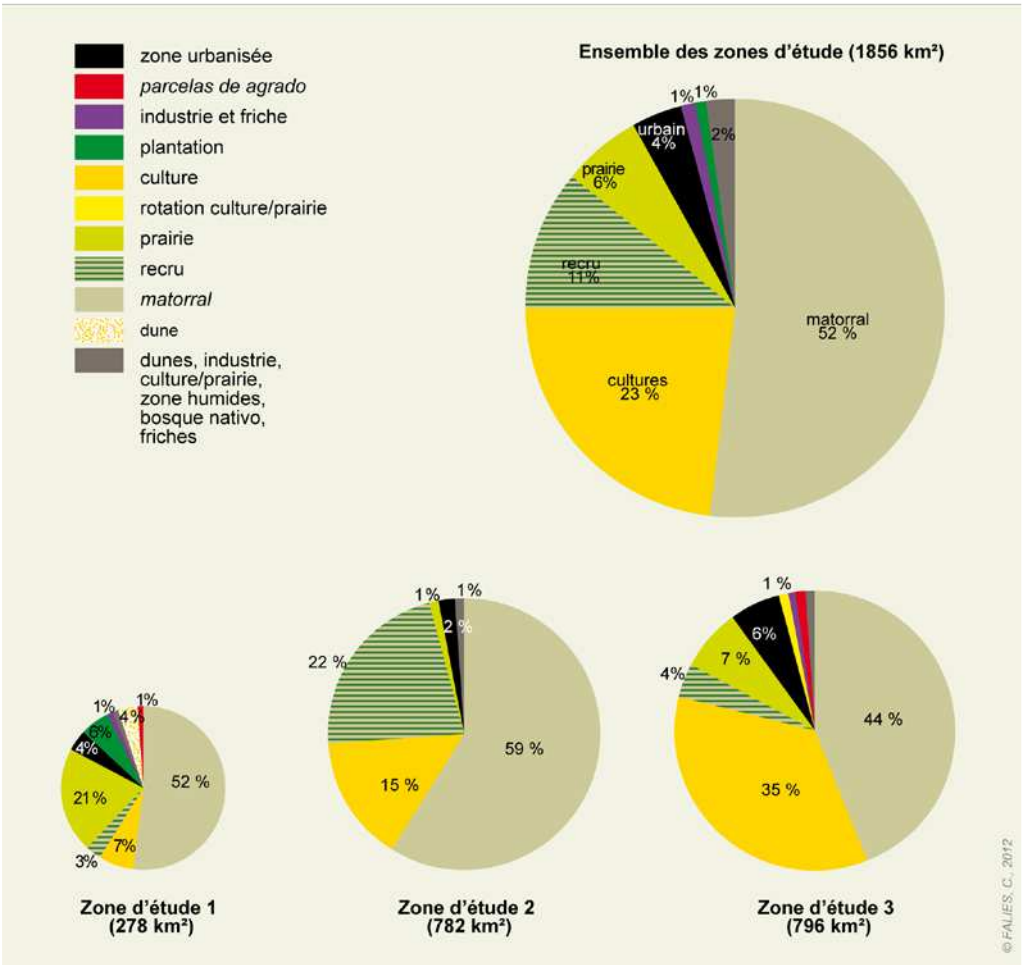
[41] Matorral à succulentes semi-dense ; matorral à succulentes dense ; matorral à succulentes ouvert ; matorral à succulentes très ouvert ; matorral semi-dense ; matorral à prairie ouvert ; matorral très ouvert ; matorral dense ; matorral arborescent dense ; matorral arborescent ouvert ; matorral arborescent semi-dense ; matorral arborescent très ouvert ; matorral ouvert.

éléments de légende de la carte 15. Il en a été fait de même pour le recru forestier, le *bosque nativo* et les plantations forestières.

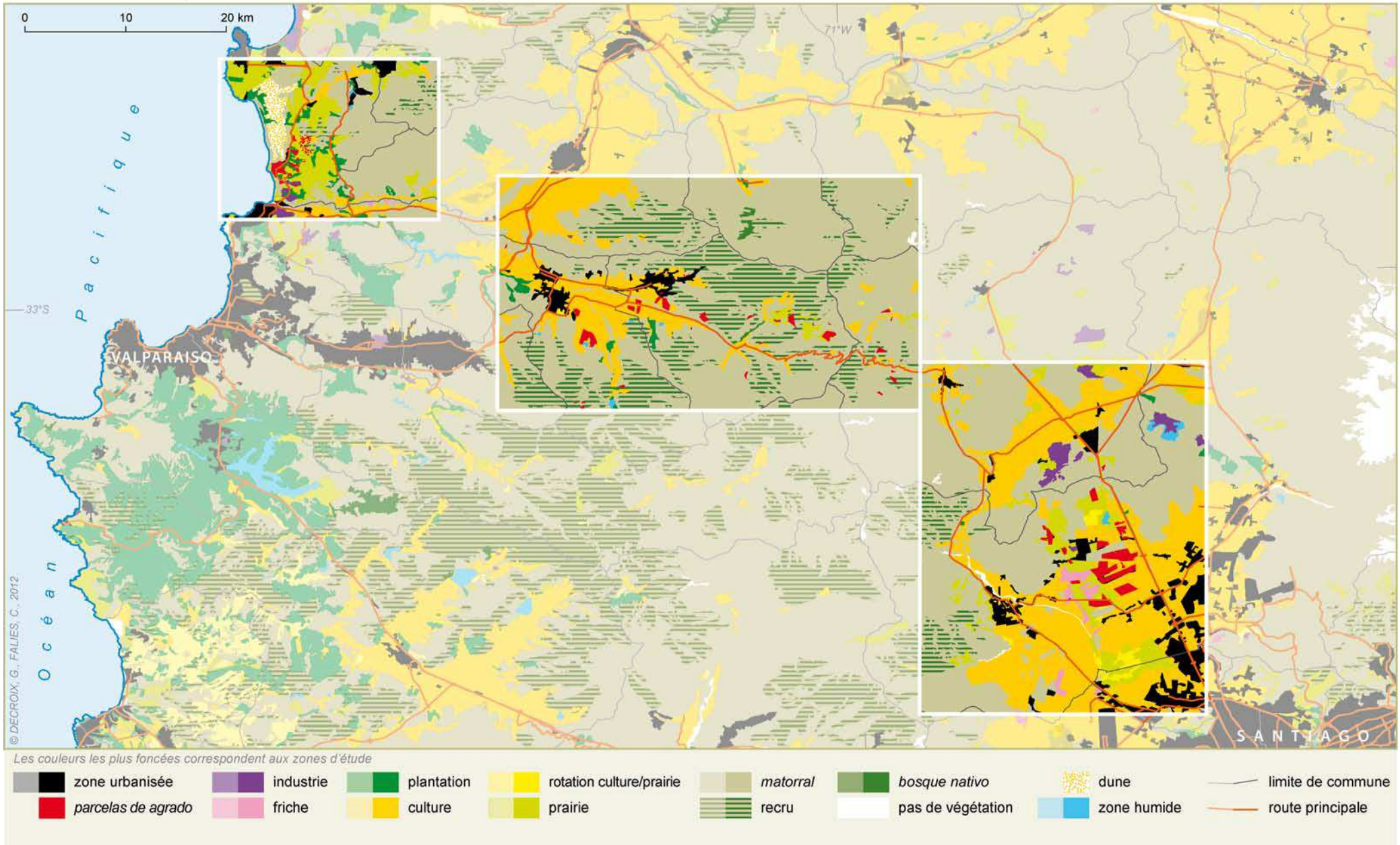
Cette carte ainsi que les diagrammes circulaires de la Figure 12 réalisés à partir des données correspondant aux 1 856 km² des trois zones d'étude nous montre une répartition de l'occupation des sols très en faveur du *matorral* et des cultures occupant près des trois quarts de la superficie totale. L'urbain ne représente alors que 4% de la superficie totale. Afin de rendre les diagrammes circulaires le plus clair possible, les catégories occupant moins de 1% de l'ensemble considéré ont été regroupées dans une même catégorie.

Cette carte montre donc une grande richesse des formations végétales endémiques en tant que telles (dans les trois zones d'étude, le *matorral* occupe la moitié de l'ensemble des sols) ainsi que des dynamiques d'extension du couvert végétal à travers l'emprise spatiale du recru forestier (jusqu'à 22% pour la zone 2) notamment en ubac.

Figure 13. Répartition des usages des sols dans les zones d'étude en 2010 (*CONAMA, SPOT, IGM)*



Carte 15 - Occupation des sols dans la région centrale du Chili en 2010 *(CONAMA, SPOT, IGM)*



B. La richesse des formations végétales endémiques mise à mal

La présence de formations végétales ouvertes comme le *bosque nativo**[42], le *matorral**[43] ou l'*espinal**[44] sont de bons témoins biogéographiques d'une mise en valeur faiblement intensive.

L'objectif principal du premier colloque sur le patrimoine naturel au Chili en 2007 organisé en partenariat entre l'Université du Chili, deux instances gouvernementales, la CONAMA* et la CONAF* ainsi que la FAO et *The Nature Conservancy*[45] sur le thème de « la conservation de la forêt sclérophylle dans le paysage naturel et culturel du Chili central » est d'ailleurs d' « *arriver à une définition de la forêt sclérophylle en tant que couvert végétal caractéristique des hauteurs, des vallées et de chaque coin du Chili profond. Il n'existe pas une référence claire, ni dans le langage technique, ni dans le langage courant, sur son identité et ses caractéristiques. Souvent on fait référence à son aspect de* matorral*, état consécutif à une dégradation profonde, en supposant que sa vocation structurelle et physionomique est d'être une forêt haute.*»

Au sens large, la forêt sclérophylle (peu modifiée, dégradée sous forme de *matorral* ou très dégradée sous forme d'*espinal*), compterait pour les spécialistes 2400 espèces endémiques soit une forte biodiversité absolue surtout dans les sous-types qui nous intéresse particulièrement comme le *bosque* épineux ouvert, le matorral épineux de la Cordillère de la Côte et le *matorrral* épineux du *secano* côtier en fonction de leur ouverture et donc de leur dégradation (MUÑOZ SCHICK, M., MOREIRA MUÑOZ, A., 2003).

Cette dégradation date, pour les spécialistes, de l'époque coloniale et est liée à cinq facteurs principaux : le feu, l'introduction d'espèces exogènes, l'urbanisation, l'extraction minière, la demande de bois pour le feu et la construction. L'époque contemporaine, qui correspond aussi à celle du Chili comme Etat indépendant contribue aussi à la dégradation de la forêt sclérophylle si l'on se réfère aux descriptions de Darwin (DARWIN, C., 2003) ou aux gravures de Gay (GAY, 1862) notamment en vue de la construction du chemin de fer reliant

---

[42] Végétation sclérophylle composée principalement d'espèces comme le *boldo* (*Peumus boldus*), le *quillay* (*Quillaja saponaria*), le *litre* (*Lithrea caustica),* le *peumo (Cryptocaria alba),* le *maiten (Maytenus boaria)* et l'*acacia,* (HOFFMANN, A., 1979).

[43] Formation végétale ouverte poussant sur les collines de sol calcaire et sec.

[44] « Pseudo-savanne » - car dégradée par les activités anthropiques et étant composée d'un plus grands nombre d'herbes annuelles introduites que de pelouse pérenne-(OVALLE, C. 1990) dominée par une espèce connue sous le nom d'*espino* (*Acacia caven*).

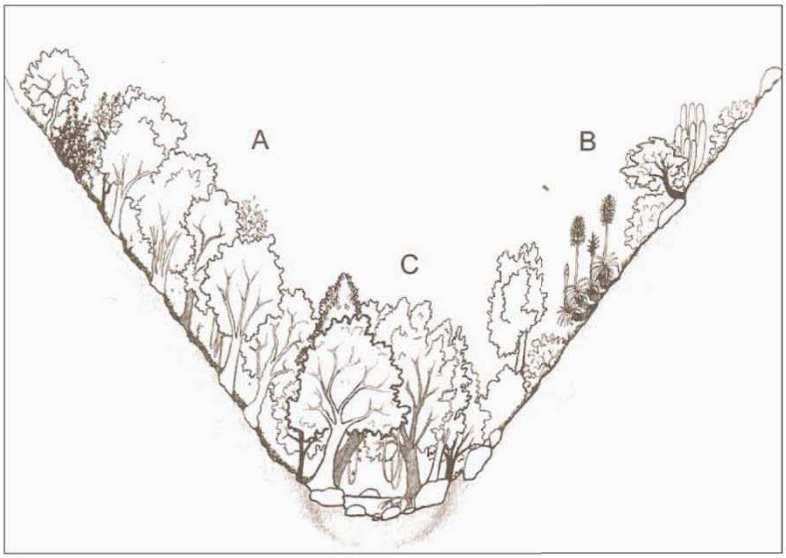
[45] ONG environnementale créée en 1951 aux Etats-Unis et dont l'objectif est la préservation de la vie animale et végétale par la protection de deux ressources élémentaires : la terre et l'eau.

Valparaíso à Santiago, en raison de l'élevage extensif et de la culture du blé à destination des nouveaux marchés australien et californien mais aussi en raison d'un cadre légal moins strict que sous l'occupation espagnole[46].

On voit bien sur la Figure 14 et sur la carte 15, comment l'opposition des versants (au Chili, ubac vers le sud /adret vers le nord) structure l'ouverture végétale et paysagère dans ce contexte méditerranéen. Mais cette ouverture n'est pas uniquement définie par un degré d'ensoleillement ou par un pendage : elle est également liée à l'histoire et aux activités qui s'y sont développées comme le laisse penser la route que l'on devine sur le versant adret et à l'arrière-plan. Elle a été construite à flanc de versant pour l'exploitation d'une mine d'or au XIXe siècle que l'on aperçoit encore en contrebas de la route, là où le versant est érodé et où la végétation est absente.

[46] En 1549, soit huit ans seulement après la fondation de Santiago par Pedro de Valdivia, le *Cabildo* (équivalent d'un conseil municipal à l'époque colonial) doit prendre une mesure : « il est interdit à toute personne, quelque soit sa condition, même chevalier ou gouverneur, de couper ou de faire couper dans les limites de la ville de Santiago, quelque arbre que ce soit sans en avoir demandé l'autorisation expresse. » Il étend quelques mois après cette interdiction aux limites de la ville (RAMIRÉZ MORALES, F. *in* FLORES ARRATE, D., DÍAZ GACITÚA, M., 2007).

Figure 14. Organisation locale de la forêt sclérophylle méditerranéenne dans la Cordillère de la Côte, Parc National de La Campana



En ubac, on observe la forêt sclérophylle de feuillus dominée par le *Nothofagus obliqua* ou hêtre (*Roble*) (A), qui contraste avec le matorral épineux de *Puya berteroniana* (une broméliacée) y *Colliguaya odorifera* (un arbuste) sur les versants adrets (B); en creux, on observe un ensemble interzonal dominé par *Beilschmiedia miersii (Belloto)* y *Crinodendron patagua (Patagua)* (C). (LUEBERT, PLISCOFF, 2006; photographie : C. FALIES, 2010).

C. FALIES, 2013

C. *Déconnexion croissante des différents éléments du système de ressources par changement rapide de l'occupation des sols : l'impact des* parcelas de agrado

Outre les 13 éléments de légende évoqués, la carte 15 figure aussi des *parcelas de agrado*. Même si le phénomène est peu significatif d'un point de vue statistique et à cette échelle métropolitaine, les *parcelas de agrado* ne représentant jamais plus de 0,15% de la superficie totale de chaque aire d'étude - c'est pour cette raison qu'elles ne sont pas représentées sur les graphiques d'accompagnement de la Figure 13 - elles peuvent pourtant avoir un fort impact à l'échelle locale notamment sur les sous-ensembles considérés que sont le *matorral*, ou certaines zones cultivées comme on a pu le voir sur la Figure 12.

En effet, les *parcelas de agrado*, héritage involontaire de la réforme agraire, viennent, depuis les années 1990 surtout, morceler les espaces ouverts de la région centrale du Chili. Elles correspondent à des terrains ruraux subdivisés en lots d'au moins 5 000 m^2 vendus généralement à des citadins qui y bâtissent leur résidence secondaire ou même principale.

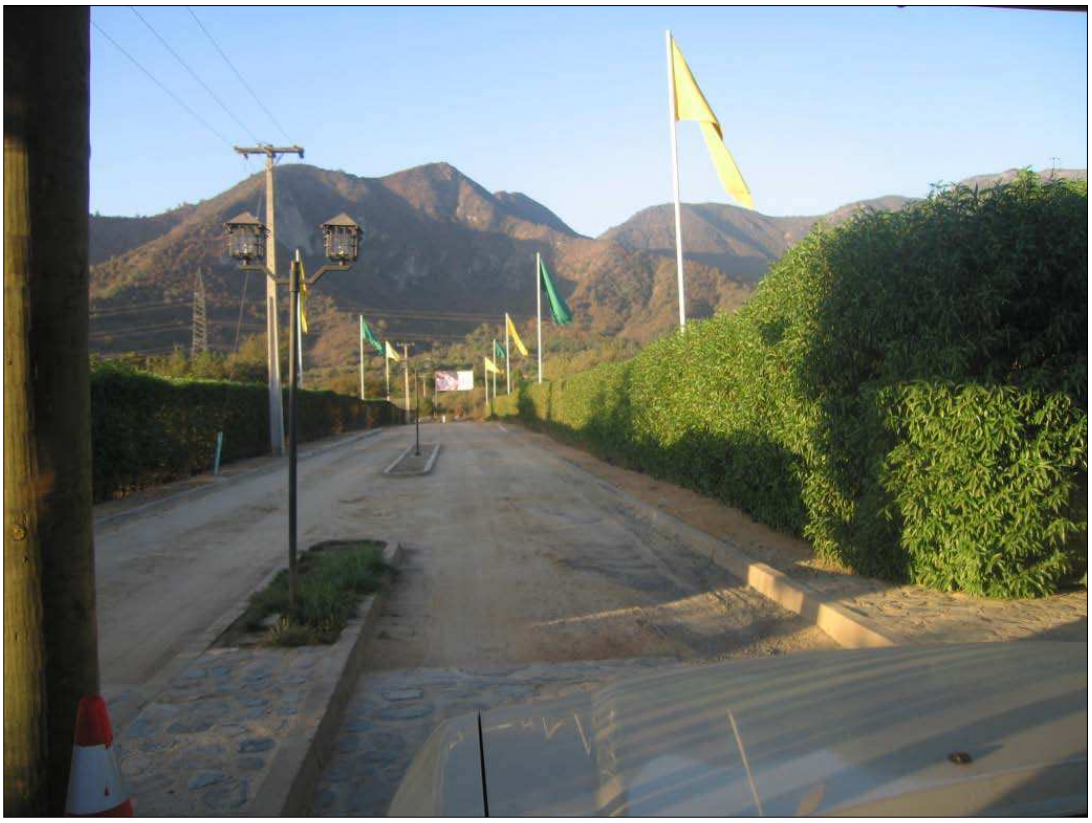
La permissivité des normes régissant le changement d'usage du sol et une demande soutenue ont eu pour conséquence la multiplication de ces parcelles d'agrément, dont la création est un puissant moteur de changements d'usages du sol(FALIES, C., MONTOYA, C., 2010).

Leur multiplication est à l'origine de paysages hybrides, qui ne sont plus agricoles mais pas non plus urbains puisque la densité du bâti y est faible et les réseaux techniques inexistants ou incomplets. Elles se localisent dans les interstices des aires de production agricoles, en évitant les secteurs de petite propriété des fonds de vallée, où les coûts fonciers sont élevés ainsi que les fortes pentes, mais recherchent généralement de bonnes conditions d'accessibilité, la proximité de plans d'eau, et la qualité du paysage. Il existe différents types de *parcelas de agrado*, allant de grandes parcelles, et destinées à une clientèle aisée, jusqu'à des lotissements conçues une population plus modeste.

À partir de la subdivision initiale peuvent se mettre en place des mécanismes plus ou moins insidieux, aux marges de la légalité, de densification, par la cession de droits d'usage des parcelles, chacun des ayant-droits pouvant construire sa propre résidence sans être pour autant propriétaire du sol. Il en résulte un urbanisme spontané, marqué souvent par l'absence de titres fonciers, puisque les parcelles initiales ne peuvent pas être légalement subdivisées hors d'un usage agricole. Par entraînement, les secteurs où les *parcelas* s'installent posent de sérieux problèmes fonctionnels et environnementaux, propres à un mitage accéléré de l'espace rural,

compliquant l'installation des réseaux techniques, accroissant le risque d'incendie comme à Mantagua en 2012 mais surtout aboutissant à créer un peuplement temporaire ou même permanent, mais inexistant du point de vue politique et administratif. Il faut que les habitants soient assez nombreux et motivés pour créer leur propre *junta de vecinos* (conseil de voisinage) pour sortir de cet anonymat, ce qui leur permet d'exister politiquement.

Photo 6. Entrée de l'ensemble de *parcelas de agrado* de Pelumpen à Olmué (zone 2)



Pour rentrer dans cet ensemble situé entre Quebrada Alvarado et Lo Narvaez sur la commune d'Olmué, comme ici en mai 2012, il faut se faire passer pour un acheteur potentiel auprès du garde. On voit que le pavement s'arrête dès l'entrée passée pour laisser place à un chemin en terre battue. Les habitants des *parcelas de agrado* déplorent très souvent des routes bloquées dès la première pluie par manque d'entretien régulier une fois qu'elles ont été créées (entretiens avec Jorge, C., Veronica, S., Andrea, G.).

Sur la Figure 15, on voit que dans tous les cas, les jardins d'agrément qui les accompagnent viennent contraster avec la végétation alentour soit par leur forme, plus rectiligne et ordonnée, soit pour les espèces présentes dont la plus fréquente est l'eucalyptus, à la croissance rapide qui est planté dès la création de la parcelle pour en marquer les limites. Très souvent aussi, les *parcelas de agrado* ont des piscines.

Figure 15. Morcellement de la végétation par les *parcelas de agrado*

a. Jardin ornemental et d'agrément sur une *parcela de agrado* à Mantagua au premier plan. Tout autour de la parcelle ce sont des eucalyptus qui ont été plantés.

b. Plantation d'avocatiers autour d'une *parcela de agrado* à Olmué, secteur Granizo. Déjà à l'œil nu, le vert des arbres fruitiers irrigués contraste avec celui du *matorral* alentour.

c. Gazon semé à Mantagua qui contraste avec la pelouse de premier plan. Paradoxalement, la parcelle s'appelle « *Las Pircas* » qui signifie muret en pierres sèches au Chili.

d. Potager biodynamique à Quillota construit en matériaux de récupération et irrigué par pompage

C. FALIES, 2013

C'est par ces caractéristiques mises en avant sur le terrain, que l'on peut repérer les *parcelas de agrado* sur des images satellites ou des photographies aériennes à l'échelle métropolitaine. Par simple photo-interprétation de la photographie aérienne obtenue par les agronomes de la PUCV ou télédétection de l'image SPOT prise le 5 mars 2010, il est possible de mettre en évidence des parcelles fermées par des haies de 2 500 à 5 000 m² de superficie qui viennent se surimposer au *matorral* ou aux zones cultivées à Lampa (carte 15 et carte 16).

Ce qui varie entre les deux méthodes, c'est l'échelle d'analyse. La photo aérienne a une emprise spatiale beaucoup plus faible mais une meilleure résolution. L'image SPOT a une emprise beaucoup plus grande mais une résolution moins précise.

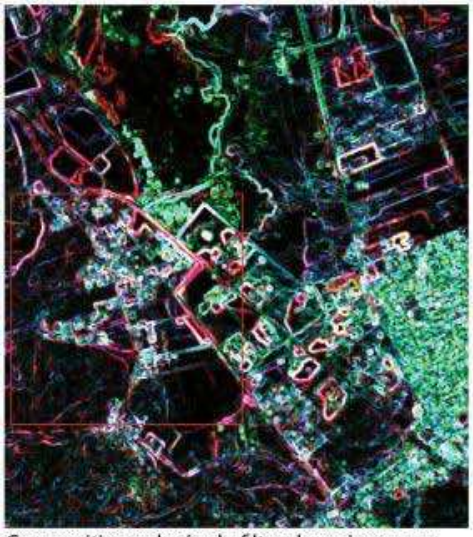
Encadré n° 6. Identification des *parcelas de agrado* par télédétection (Figure 16)

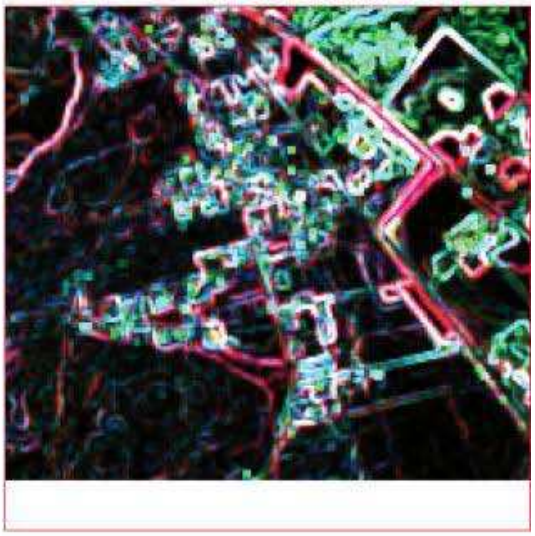
Repérées dans le secteur d'Olmué sur le terrain, les parcelles bâties ont été mises en évidence par un filtre de texture (variance) appliqué au canal 3. Au lieu de chercher des classes d'objets ayant des comportements spectraux similaires, on cherche ici au contraire à isoler des types d'occupations du sol de la zone alentour. Cette technique est d'autant plus intéressante qu'elle s'applique ici à des espaces de conquête dont la mise en valeur et la pratique se distingue des espaces alentours.
Après différents essais (variance sur les canaux 1, 3 et 4 et filtre de convolution Sobels), j'ai trouvé que le meilleur isolement des parcelles d'agréments se faisait appliquant le filtre Sobel au canal 3 représentant le proche infra-rouge. Si ces parcelles se distinguent si bien sur cette analyse de texture basée sur le canal 3, c'est que ce canal est celui du proche infrarouge que les végétaux sains et bien irrigués reflètent particulièrement. Or on sait, par le terrain que la plupart des parcelles d'agrément comportent des jardins d'agrément arrosés par pompage dans la nappe phréatique composés d'arbres fruitiers, de potagers et de fleurs dont la teneur en eau et en chlorophylle se distingue particulièrement du *matorral* sec qui les entourent et qu'elles remplacent.
Les parcelles d'agrément se distinguent ainsi des espaces ouverts alentour un peu comme des oasis au milieu d'un désert.
Sur la Figure 17, on se situe à Lo Fontecilla déjà représenté sur la carte 14 et on distingue clairement des parcelles de 5 000 m² (nouvelles parcelles) des parcelles de 2 500m² (anciennes parcelles) qui se distinguent des prairies et du matorral alentour par leurs délimitations.

Figure 16. Identification des *parcelas de agrado* par télédétection (zone 3)

La Fontecilla,
parcelas de agrado,
secteur Batuco,
zone d'étude 3

Composition colorée 432 de l'image SPOT





Composition colorée du filtre de variance sur les canaux 4, 3, 2

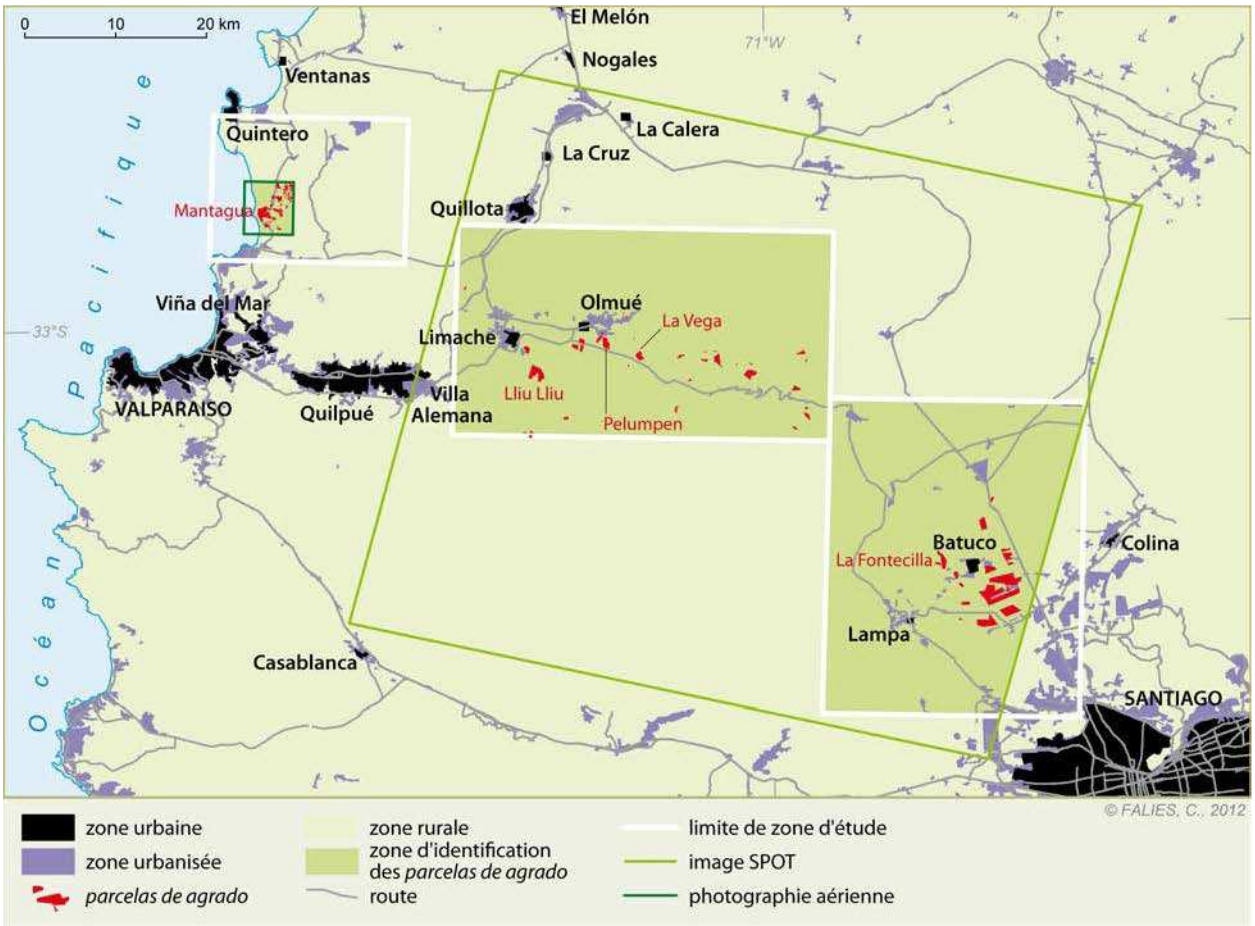
Filtre de contour Sobel sur le canal 3

C. FALIES, 2013

La carte 16 présente la méthode et les résultats de l'identification des *parcelas de agrado* par photo-interprétation (une partie de la zone d'étude 1) et par télédétection (zone d'étude 2 et une partie de la zone d'étude 3). Les emprises respectives de la photographie aérienne et de l'image satellite y sont représentées. La localisation des *parcelas de agrado* se fait préférentiellement sur du *matorral* (versant exposé au nord) pour l'exposition au soleil ou sur les prairies qui correspondent localement à des clairières.

Elles sont par ailleurs toutes installées en zones rurales pour des raisons légales. Dans les trois zones d'étude, la proximité aux grands axes de communication est aussi très importante dans la mesure où elle permet aux habitants des *parcelas* d'être connectés par la route aux centres urbains. Une fois qu'elles sont installées, des routes d'accès privées sont mises en place dont la qualité et l'entretien dépendent du standing de l'ensemble résidentiel comme on a pu le voir sur la photo 6.

Carte 16. Identification de *parcelas de agrado* dans la région centrale du Chili en 2010 (SINIM)



A travers l'identification des *parcelas de agrado*, on voit bien qu'il y a plus un remplacement d'un type de végétation par un autre que réelle disparition. En effet, si les *parcelas de agrado* et leur végétation irriguée se développent bien prioritairement sur du *matorral* et qu'elles ont des effets réels sur l'accessibilité en privatisant l'espace, le recru forestier indique aussi une dynamique de conquête de la végétation endémique. De plus, la végétation endémique et le *bosque nativo* en particulier tendent à être revalorisés parmi les nouveaux habitants des périphéries métropolitaines. Les pépinières leurs vendent maintenant de plus en plus d'espèces endémiques comme le *boldo* et de façon pionnière mais évocatrice l'ONG Nature Conservancy vient de signer un projet de remplacement de 3600 hectares d'eucalyptus dans la région de Valdivia, au sud du pays, par du *bosque nativo.*

C'est pour cela que j'emploie l'expression de système de ressources environnementales qui permet de montrer la relativité des modifications d'usages des sols et des ressources dans le temps et dans l'espace. G. Clément nous invite d'ailleurs à "*considérer la limite comme une épaisseur, et non comme un trait*" (GILLES, C., 2005). Parmi les termes qui permettent également d'envisager cette relativité, notamment en milieu méditerranéen, il y a celui de *saltus*.

2. LE *SALTUS* : UN ESPACE ET DES RESSOURCES EN VOIE DE PRODUCTION

A. Le saltus *: une ressource en soi ?*

La difficulté de définir, de limiter ces espaces interstitiels et marginaux de la métropole et l'urgence, dans une époque de patrimonialisation, d'inventorier les ressources naturelles, nous incite à utiliser un terme particulièrement significatif dans un contexte bioclimatique méditerranéen : le terme de *saltus*. En effet, dès l'époque romaine et dans un contexte méditerranéen, on l'associait en l'opposant à deux ensembles relativement plus denses : l'*ager* (terres cultivées plutôt en fond de vallée) et la *silva* (terres boisées plutôt sur les hauteurs). Or on peut soutenir que le *saltus* constitue encore ou plutôt à nouveau une ressource de tout premier ordre dans un contexte métropolitain de raréfaction de l'espace face à la pression urbaine et à celle exercée par l'agriculture intensive.

Ce terme est méconnu au Chili, en tout cas peu utilisé, de la même façon qu'il a été quasiment abandonné dans les régions méditerranéennes d'Europe. En effet, il ne correspond pas à la vision qu'ont les planificateurs et les aménageurs du territoire et ce, dans le cas français,

depuis les lois de reboisement du XIXè siècle (FOUCHY, P., 1963), qui ne font pas cas de ce qu'on peut appeler des « tiers espaces écologiques » (POUX, X., NARCY, J.-B., RAMAIN, B., 2009). Au Chili, il en est de même pour les architectes adeptes des plans, des limites et des zoning et ce au détriment principal de leurs usagers et parfois même du droit communautaire. Or, « *on saisira aussi ce que le* saltus *a d'humain en considérant les multiples règles et usages qui en régissent le fragile équilibre (droits d'accès, pressions de pâturages, gestion des feux…) »,* (op.cit).

Parmi toutes les activités rencontrées, l'élevage extensif permet cet usage combiné dans la mesure où il permet l'association du fourrage de la vallée, de pâture dans l'*espinal* et le *matorral* et d'estives sur les hauteurs de la Cordillère de la Côte. Les mêmes animaux en mangeant des fruits des palmiers chiliens, les rumine et les défèquent et permettent ainsi à de nouvelles pousses de voir le jour. Il en est de même pour l'élevage extensif en zones humides dont il a été prouvé que le piétinement par le bétail – dans la limite cependant d'une certaine densité de bêtes par hectare pour éviter le surpâturage – permet l'entretien des sols tourbeux et la non-prolifération des plantes invasives comme le *Carex pendula.*

Or, « *au plan de l'organisation spatiale, le* saltus *se retrouve souvent cantonné aux marges de l'espace agricole « productif », il devient interstitiel, que l'on se place au niveau de la parcelle ou de l'ensemble du finage. On comprend alors qu'une tension émerge s'il s'agit d'intégrer ces surfaces écologiques dans un projet politique : tout le monde s'accorde pour reconnaître la nécessité de leur maintien et de leur gestion, mais comment gérer durablement des objets dont la dimension humaine reste floue ?* » » (POUX, X., NARCY, J.-B., RAMAIN, B., 2009).

C'est que la limite évoquée comme une épaisseur et non comme un trait par Gilles Clément n'est pas que spatiale. La limite a également une épaisseur historique.

B. Ouverture/fermeture de l'espace : un processus historique

Plus que de faire une distinction nette entre *bosque nativo*, *matorral* et *espinal*, ce qui peut avoir un intérêt en soi pour les botanistes ou les écologues (OVALLE, C., ARONSON, J., 1997 ; OVALLE, C., 1990), ce qui m'intéresse ici est de voir l'évolution de l'un par rapport à l'autre dans le temps dans la mesure où il s'agit d'un bon indicateur des changements d'usages des sols et dans la mesure où l'on peut déceler dans ces « tiers espaces écologiques » les impacts d'usages différents (carte 15).

Le XXe et le XXIe siècles s'inscrivent bien dans la lignée du XIXe siècle qui, au lieu d'inciter à une vision et une gestion intégrée du *bosque nativo*, du *matorral*/*espinal* et des vallées cultivées à l'intérieur de finages de *fundos* allant du lit mineur des cours d'eau à la cime de la Cordillère de la Côte, ne va avoir de cesse de les séparer.

Comme processus historique on peut évoquer la Réforme agraire même si ses objectifs de départ étaient moins fonctionnels que sociaux comme on l'a vu dans le chapitre 1.

Mais en 1954, soit dix ans avant la Réforme agraire, Gene Martin, un géographe de l'Université de Siracuse aux Etats-Unis invité par l'Université du Chili vient faire une étude dans la région centrale du Chili qui parait en 1960 sous le titre de *La división de la tierra en Chile central*[47] (MARTIN, G., 1960).

Il constate qu'entre 1935 et 1960, 60% des terres cultivables de la région ont été subdivisées, portant à 35% les exploitations de moins de 100 hectares (contre 4%, 25 ans avant) et à 13% celles de plus de 100 hectares (contre 77%). Cette division a quatre origines : elle a été organisée par le gouvernement à travers la *Caja de Colonización Agrícola*[48](à Villa Alemana par exemple) ; elle est privée (le long de la Panaméricaine à Lampa par exemple); elle provient de successions (à Mantagua, les toponymes Santa Adela, Santa Julia et Santa Luisa évoquent les trois prénoms des filles du propriétaire ayant hérité chacune d'une partie); elle peut être issue de la vente individuelle de petites portions de grandes propriétés.

L'auteur relie ces divisions à la crise mondiale des années 1930 qui touche au premier chef les grands propriétaires terriens et au fait que les classes moyennes urbaines émergentes (commerçants, médecins, dentistes, avocats, fonctionnaires) aient cherché à placer leur capital dans la valeur sûre de la propriété terrienne de parcelles de 10 à 20 hectares. Elles n'avaient pourtant aucune formation agricole et ne connaissaient que peu les terrains qu'elles achetaient, les choisissant souvent sur simple annonce dans le *Mercurio*, le grand quotidien national.

On développe donc souvent sur ces parcelles quelques cultures spéculatives comme celle de l'eucalyptus (*Eucalyptus Globulus*) ou du pin (*Pinus Radiata*). Mais la majorité des subdivisions ont été faites par héritage selon le principe de la conservation de la maison principale par la veuve ou le fils aîné et du reste (la moitié) en autant d'*hijuelas*[49] que d'héritiers. En général, ces subdivisions ne se sont pas faites de manière contigüe puisque répondant à des besoins et des

[47] La division de la terre dans la région centrale du Chili.
[48] Caisse de Colonisation Agricole.
[49] Parcelles d'une même propriété.

usages différents (investissement, spéculation, vergers, vignes) mais ont eu tendance à se concentrer dans les fonds de vallées les plus irriguées et à laisser en marge le *saltus* laissé à l'abandon.

En plus de l'intensification agricole que ces subdivisions ont initié, l'aspect paysager de la région centrale a changé : « *De grandes étendues où paissait auparavant le bétail, séparées par quelques peupliers et eucalyptus, sont aujourd'hui plantées par des rangées et des rangées de pommiers, d'orangers, de poiriers, de pêchers, de citronniers et de vignes, cachées derrière des clôtures et de hautes barrières* » (*op. cit.).*

D'un point de vue social, l'auteur note un absentéisme au moins aussi important qu'avant les subdivisions (la majorité des propriétaires vivant à Santiago, Valparaíso ou même à l'étranger) et le fait qu'à la fin des années 1950, 5% seulement qui vivent et travaillent dans la région centrale sont propriétaires. Il conclut par cette prédiction : « *il est probable que l'échec de la division de la terre en tant que contribution significative à la résolution des problèmes économiques et sociaux du monde rural chilien se traduise par une nouvelle et plus vigoureuse action politique* ». Elle portera pour nom la Réforme agraire.

Les campagnes du Chili central historiquement caractérisées par la présence de très grandes propriétés, furent donc parmi les premières concernées par la Réforme agraire. On peut prendre l'exemple du *Fundo La Palma* dans la commune de Quillota voir comment un processus historique s'est imprimé dans les espaces ouverts. Cette grande propriété de 3000 hectares de *secano (*dans les paysages de Huerta méditerranéenne, le *secano** correspond à l'ensemble des terres non irriguées) et de 600 hectares de *regadío** (ensemble des terres irriguées), qui en 1896, appartenait à don Rafael Ariztía, membre d'une des grandes familles chiliennes de propriétaires terriens, et qui devait en 1904 être rachetée par Agustín Edwards, pour la relier par voie de chemin de fer privée, au *fundo* San Isidro, fut finalement donnée à la *Pontificia Universidad Católica de Valparaíso* où se situe depuis 1974 la Faculté d'Agronomie et son *fundo*, selon les vœux de Rafael Ariztía.

En 1967, la CORA, Corporation de la Réforme agraire responsable des expropriations et de la réorganisation des terres agricoles, intervient et divise le *fundo* ainsi : 450 hectares de *secano* et 161,4 de *riego* pour l'Université, 2400 hectares de *secano* et 450 hectares de *riego* pour un *asentamiento* paysan de type individuel dans lequel chacun des 79 *asentados* et leurs familles possédaient 4 hectares, 170 hectares de *riego* pour un *asentamiento* paysan de type

communautaire, avec 35 *asentados* et 150 hectares de *secano* comme réserve pour la CORA. Au nord, Calle Larga et au sud-est, La Tetera, sont fortement subdivisés et perdent leurs caractéristiques rurales, en devenant des zones pavillonnaires avec des petits jardins. Vers le sud, dans les secteurs de San Isidro et San Pedro, la moyenne propriété, de 10 à 122 hectares, moins touchée par la Réforme agraire, subsiste jusqu'à aujourd'hui, plus tournée vers l'élevage et moins dépendante des qualités intrinsèques du sol. La grande nouveauté du XXe siècle est la colonisation du fond de vallée par trente-six nouvelles propriétés, vers le nord, qui tire avantage de l'abaissement du lit majeur du fleuve lié à l'essor de l'irrigation, mais surtout l'apparition, tout à fait originale dans la vallée de Quillota, de moyens propriétaires, souvent urbains.

Entre Réforme agraire socialisante (1965-1973) et « Réforme agraire » privatisante (à partir de 1973), l'idée a donc été la même, de détruire le structure latifundiaire, mais les moyens employés furent différents, avec d'un côté la volonté de former une paysannerie autonome et de l'autre de capitaliser le foncier. Rangés derrière une même vision de l'agriculture dont la fin ultime est considérée par tous comme le développement maximal de la productivité sur l'exploitation en vue d'accéder à l'exportation des produits agricoles, petits producteurs et grands propriétaires vont donc main dans la main, motivés par la concurrence, pour former le modèle chilien agricole néolibéral.

Deux avatars de ce processus de réforme sont les *parcelas de agrado* et le difficile maintien d'une gestion intégrée qui vont avoir pour conséquence un morcellement de l'espace et de l'environnement.

C. Les grandes propriétés : des possibilités sans limites ?

Historiquement dans la région, la possession de la terre (*tenencia de la tierra*) était intrinsèquement liée à la possession des ressources (*tenencia de los recursos*). C'est dans ce sens que ce sont constitués d'immenses *fundos* du temps de la colonisation espagnole où il existait une complémentarité réelle entre les ressources des fonds de vallée principalement agricoles et les ressources du *saltus* principalement liés à l'élevage extensif et à la recollection de plantes, de baies, de bois de chauffe… Mais, aujourd'hui l'introduction de nombreux nouveaux acteurs dont les acteurs urbains avec de nouveaux usages et le morcellement de la propriété ont disjoints ces espaces au nom de la zonification en usages concurrentiels et non plus complémentaires. Même

si l'envie est affichée par les pouvoirs publics de retisser le lien entre les différentes ressources, la question du foncier n'est réellement jamais abordée.

Or, même si la majorité des grandes propriétés ont cédé la place à des parcelles plus petites, les anciennes rentes sont remplacées par de nouvelles (HARVEY, D., 2008).

Pourtant, les *fundos* qui continuent d'exister comme dans la Cordillère de la Côte comme le *fundo Santa Laura* (zone d'étude 3), le *fundo Campana Norte* ou *le fundo El Grillo* (zone d'étude 2) que j'ai pu connaître de plus près représentent des surfaces considérables et leurs propriétaires qu'ils aient hérité de ces *fundos* ou qu'ils les aient reconstitués sont en général disposés à y mener une gestion intégrée. Il en va ainsi pour le *fundo Santa Laura* (Figure 17) dont le propriétaire fait appel aux ruches de Guapy et de Manyo pour la pollinisation du *bosque nativo* (Figure 17 f.) ou qui a installé des poubelles fermées le long de la route G-10-F pour lutter contre les décharges sauvages. Andrés L., le propriétaire du *fundo Campana Norte* a fait appel au biologiste S. Elortegui pour venir faire des classes vertes avec ses élèves en l'échange d'une étude sur la faune et la flore.

A l'inverse, d'autres propriétaires semblent avoir d'autres projets sur leurs propriétés. C'est le cas de Joaquín A. le propriétaire du *Fundo La Laguna* (zone d'étude 3) ou du futur propriétaire du *fundo Quintero Bajo* (zone d'étude 1), Alejandro P. L. Le premier a été déclaré responsable de l'assèchement d'une grande partie de la zone humide de Batuco pour ses activités agricoles. Le second pense hériter de la propriété terrienne de son oncle et y faire un projet touristique : en effet, sa propriété est située à l'arrière des dunes de Ritoque et des nouveaux projets de développement balnéaire qui s'y formulent.

Quelles que soient les intentions ou les actions réelles de ces « nouveaux latifundistes », on voit par la taille de leurs propriétés et leur situation métropolitaine, tous les enjeux que leur aménagement peut supposer.

Figure 17. Le *fundo* Santa Laura et son système de ressources

a. Entrée du Fundo Santa Laura sur la Dormida

b. Les 2000 hectares du Fundo vus de l'extrémité Nord

c. Anciennes terrasse en prairie au premier plan et parcelle de noyers et de figuiers de barbarie au second plan

d. Maison temporaire de l'administrateur du fundo, Don Rodolfo Cubillos, qui vit à l'année à Til Til et au premier plan, fermeture sommaire du fundo par des fils barbélés

e. Un des problèmes rencontrés sur le fundo avec celui de la chasse, la multiplication des décharges sauvages

f. L'apiculture, une des nouvelles activités extensives présentes sur le fundo en raison de la diversité du *bosque nativo*.

C. FALIES, 2013

Pour F. Ramirez Morales, « *le Chili est un pays* [qui] *s'est créé par agrégation systématique.* […] *Un pays fait par impulsions, par des sociétés différentes, en différentes étapes et où chaque nouvelle agrégation répond à la recherche de nouvelles ressources naturelles et d'énergie. On dirait que ce pays qui n'a cessé de s'agréger l'a fait plus encore que par une proposition politique, militaire ou constitutionnelle : il l'a fait par des impulsions d'ordre écologique*. » (FLORES ARRATE, D., DÍAZ GACITÚA, M., 2007). Dans ce contexte, réintroduire le *saltus* en tant qu' « *incarnation spatiale du front "agriculture multifonctionnelle / agriculture monofonctionnelle"* » (POUX, X., NARCY, J.-B., RAMAIN, B., 2009) et même du front d'activité monofonctionnelle résidentielle/ gestion intégrée des ressources est un véritable enjeu, de même que la prise en compte du foncier et des aspects temporels dans les analyses.

En effet, bon nombre de conflits peuvent surgir de la déconnexion entre usages actuels à court terme souvent intensifs et usages potentiels et à long terme.

3. LES FAIBLES DENSITÉS : UNE RESSOURCE NON-RENOUVELABLE EN VOIE DE DISPARITION

A. Le paysage : symptôme de la densification

Dans le quotidien régional *El Observador de Quillota,* on a pu lire le 15 juin 2010[50] : « *Le paysage agricole a changé de manière significative au cours des dernières années et nous voyons aujourd'hui des cultures à des endroits hier inconcevables. Pour preuve, il suffit de passer par les routes modernes* [la carreterra internacional] *de la province de Quillota pour se rendre compte de la prolifération des plantations d'avocatiers sur des versants avant non cultivés. Les producteurs disent en effet que plus on plante près des sommets, plus les arbres sont protégés des gelées. En effet, ils sont plus bas qu'avant mais aussi plus densément plantés avec un arbre tous les trois mètres alors qu'avant la densité était d'un arbre tous les douze mètres.* »[51]

[50] « Los desafíos energéticos que plantea el cultivo de paltos en cerros », *El Observador de Quillota*, 15/06/10.

[51] « *El paisaje agrícola ha cambiado notoriamente durante los últimos años y hoy vemos cultivos donde antes era impensable. Como prueba basta pasar por las modernas carreteras de la Provincia de Quillota para darse cuenta que hacia los cerros proliferan las plantaciones de paltos, que antes siempre se habían cultivados en pleno. Los productores dicen que mientras más cerca de la cima, más protegidos de las heladas se encuentran los arboles. Son más pequeños que antes pero hay más densidad en la plantación con un árbol cada tres metros mientras antes era de un árbol cada doce metros*."

Le premier et le plus évident symptôme de la densification est donc le paysage. Ses impacts sont évoqués dans la suite de l'article à travers le coût de l'électricité pour alimenter les pompes à eau (5000 dollars par hectare par an les bonnes années et à 7 000 dollars les années sèches), les 40 000 hectares consacrés dans le pays à la culture d'exportation et les milliers de litres d'eau nécessaires pour l'irrigation. Le contraste visible permet donc d'établir le changement même si après vient le temps de son analyse. Ainsi, cet article de presse nous parle de « versants avant non cultivés » alors que si l'on s'intéresse à l'histoire, même récente, des versants de la Cordillère de la Côte à travers des archives (VENEGAS, F., 2000) ou les souvenirs et témoignages des enquêtés, on retrouve dans les archives des cultures de piment, d'amandiers ou de vigne.

Des paysages actuels peuvent même nous laisser penser que les versants étaient aménagés sous forme de terrasses dès l'époque coloniale comme on peut le voir sur la photo 7.

Photo 7. Anciennes terrasses abandonnées dans le *Fundo Santa Laura*, Til Til.

Au premier plan, on observe des légères levées de terre perpendiculaires à la pente. A l'arrière-plan, on distingue des *tevos* (*Retanilla trivervia*) et des *romerillos* (*Baccharis linearis*), espèces pionnières témoins d'un recru forestier.

B. Une densification surtout résidentielle

Sur un continent si vaste que l'on préfère construire du neuf plutôt que rénover de l'ancien, et dans une culture métropolitaine de la faible densité (HIDALGO, R., DE MATTOS, C., ARENAS, F., 2009), les espaces ouverts constituent une réelle ressource pour les aménageurs qui y voient des possibilités sans fin d'extension.

Pourtant, le *Plan Regulador Metropolitano de Santiago,* PRMS**,* et le *Plan Regulador Metropolitano de Valparaíso,* PREMVAL**,* régissent tous deux cette densité tant que les communes ne prennent pas de dispositions dans leurs plans communaux. En 2002, la densité moyenne de l'Aire Métropolitaine de Valparaíso était de 39 habitants par hectare et un peu plus basse pour le Premval dans son intégralité en raison d'une densité moyenne à Quintero de 21 habitants par hectare. Si l'on tient compte de la résidence saisonnière, on arrive à une densité moyenne de 46 habitants par hectare. Si l'on s'en tient aux projections de population réalisées par l'INE pour 2032, on arrive à des densités moyennes de 50 habitants par hectare hors-saison et de 55 habitants par hectare en saison si les normes de densité du PREMVAL sont respectées à savoir en respectant une densité maximum de 2 000 habitants par hectare en moyenne à Valparaíso et Viña del Mar et de 450 habitants par hectare en périphérie de l'aire métropolitaine comme l'indique l'article 21 du PREMVAL. Le PRMS, prévoit quant à lui, une « *densité minimum de 150 habitants par hectare dans les zones urbaines et pour Colina, Lampa et Til Til, une densité minimum de 70 habitants par hectare et maximum de 150 habitants par hectare à l'exception des logements sociaux qui devront se situer sur des terrains inférieurs à 5 ha et qui pourront atteindre une densité de 300 habitants par hectare*. »

Si une exception est faite pour ces trois communes de la province de Chacabuco et si l'augmentation de la densité moyenne de la population est la plus élevée à Quintero et à Casablanca, soit aux marges nord et sud de l'aire métropolitaine de Valparaíso, c'est que dans les deux cas ces espaces sont choisis par les aménageurs comme des déversoirs de la croissance urbaine des deux métropoles.

Paradoxalement, et quand il s'agit de projets urbains, on arrive à des situations de très forte contiguïté entre la densité relative des projets eux-mêmes et la faible densité de leur environnement. Alors, on peut parler d'enclaves territoriales de plus fortes densités.

C'est le cas des AUDP (*Areas urbanas de desarollo prioritario*[52]) prévues par le PRMS et qui correspondent à des aires d'expansion urbaines associées à des villes et des noyaux urbains déjà peuplés afin de les fortifier en optimisant l'usage du sol urbain, les équipements et les services préexistants (ANTIER, G., 2010). Cette norme avait pour objectif de promouvoir la mixité sociale et l'accès à la ville de populations défavorisées dans des logements de forte densité. On peut prendre l'exemple de l'AUDP *Llanos del Solar* sur la commune de Lampa. En 2003, ce sont les PDUC (*Plan de desarollo urbano condicionado*[53]) qui remplacent cet outil et en 2008, les ZEDC (*zonas de expansión condicionada*[54]) qui viennent les compléter en ajoutant le C final dans l'acronyme qui signifie en théorie « conditionné à l'acceptation par la municipalité et par son plan de développement communal ».[55]

Il s'agit de zones de 300 hectares minimum, ne pouvant dépasser une densité de 150 habitants par hectare et devant respecter en principe une proportion de 12 à 24% de logements aidés et de 6 à 8 % de logements sociaux sur les huit communes de la périphérie ouest à la plus forte croissance. Cet outil a théoriquement plusieurs avantages pour les communes car il permet d'avoir voix au chapitre sur la question de la croissance métropolitaine ; de recevoir de nouveaux habitants donc de nouveaux subsides ; de limiter la ségrégation urbaine produite par les aménagements précédents puisque les groupes sociaux y sont en principe proportionnellement représentés ; de favoriser l'attractivité de la commune, l'enregistrement de populations de classes moyennes (et donc d'électeurs) et la création de nouveaux services publics comme c'est le cas par exemple à Lampa avec la création d'un bureau du *Servicio del registro civil e Identificación*[56] en 2010 ; enfin, il autorise la compensation de l'occupation de terrains agricoles par la création d'espaces verts et la plantation d'arbres.

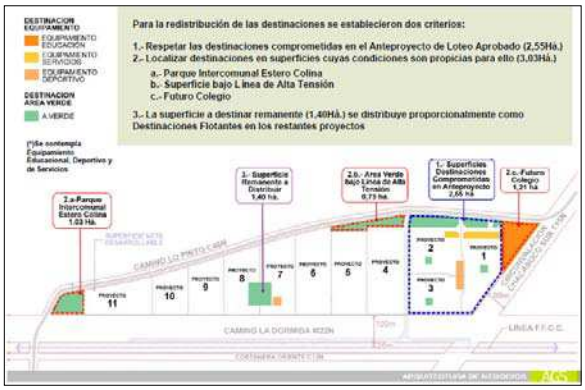
Mais en pratique, cet outil s'avère être particulièrement pernicieux dans la mesure où l'accord des communes concernées est donné après étude par un seul fonctionnaire, généralement peu qualifié, l'*asesor urbano,* d'un dossier conséquent réalisé par des bureaux

[52] Aires urbaines de développement prioritaire.
[53] Plan de développement urbain sous conditions.
[54] Zones de développement sous conditions.
[55] On voit d'ailleurs dans ce jargon les mêmes hésitations qu'a connu l'aménagement du territoire en France entre le P des ZUP, zones à urbaniser en priorité, portées par le décret de décembre 1958 et appliquées jusqu'en 1969 et le C des ZAC, zones d'aménagement concerté, placées à partir de 1985 sous la responsabilité des communes et sous le signe de la concertation.
[56] Service d'enregistrement des naissances, des décès et de délivrances de la carte d'identité chilienne, le RUT et du numéro correspondant, le RUN.

d'étude souvent étrangers. De plus, l'ampleur des projets exclut de fait les petites et moyennes entreprises du bâtiment et de la construction qui n'ont pas les moyens nécessaires pour construire de tels ensembles au profit des grandes entreprises comme Beltec. Enfin, dans un contexte de « planification flexible et sous conditions », l'Etat est au second rang et ne peut généralement pas suivre en termes de moyens humains nécessaires à de telles concentrations humaines – éducation, santé, police, pompiers,… Si les bâtiments publics sont bien construits par les promoteurs, ils restent souvent vides et posent donc la question de l'urbanité de tels ensembles (ALMOGUERA SALLENT, P., RIOS VEGA, T., 2008) où ce sont les services privés qui se multiplient venant palier les services publics inexistants.

Dans le cas de Lampa, une municipalité presque ruinée qui un an après le séisme n'avait toujours pas reconstruit la moitié des bâtiments publics détruits et perdait son DOP, *Director de Obras Publicas** par démission juste avant d' être assigné en justice et où les projets d'habitat social, dépassent de plus de quatre ans les échéances prévues, cet outil s'est traduit par la création de 4 ZDUC (tableau 5) en fonction du nombre d'habitats planifiés et donc du nombre d'habitants si l'on considère des foyers de 4 personnes. Ainsi la municipalité de Lampa, dont l'ensemble de la population ne bénéficie pas encore des services d'eau potable et d'assainissement, devra faire face à l'arrivée de plus de 350 000 nouveaux habitants dans quatre nouveaux noyaux urbains à l'horizon 2020. La seule manière qu'à trouvé le SAG pour limiter l'avancée de ce front urbain sur des terres agricoles de très bonne qualité est d'y financer des programmes d'irrigation, en réalité assez peu utiles dans ce secteur en raison du niveau élevé de la nappe phréatique, mais qui ont le mérite, d'un point de vue foncier, de former un précédent d'investissement public et donc de bloquer le changement d'usage des sols (entretien avec H. Díaz, fonctionnaire du SAG, le 6 août 2010).

Tableau 5. Projets immobiliers significatifs sur la commune de Lampa à l'horizon 2020

Types de projets immobiliers	Nombre de logements déjà construits	Prévision	Total en 2020	Total en nombre d'habitants
Proyectos immobiliarios pueblo Lampa	658	1 329	1 987	7 948
Ciudad Satelite Lara Pinta	2 954	5 546	8 500	34 000
ZUDC Valle Grande	2 520	12 629	15 149	60 596
AUDP Llanos del Solar 		2 757	2 757	11 028
PDUC Llanos del Solar		14 751	14 751	59 004
ZUDC Santo Tomas		7 264	7 264	29 056
ZUDC Altos de Lampa		12 500	12 500	50 000
PDUC San Rafael		14 784	14 784	59 136
PDUC Ciudad Modelo		9 975	9 975	39 900
TOTAL	6 132	81 535	87 667	
TOTAL en nombre d'habitants (4 personnes/foyer)	***24 528***	***327 340***		***350 668***

C. Concentration des activités encombrantes en périphérie

Par densité, on entend en premier densité du bâti et particulièrement du bâti résidentiel. Comme on l'a vu sur la Figure 12, il peut en effet s'agir d'une densification résidentielle, touristique avec la construction du *resort* de Rosa Agustina à Olmué entre 2003 et 2010, des infrastructures de transport avec la création d'un échangeur à Quillota en 2008, des séparations par des haies de pins ou d'eucalyptus à Mantagua.

On peut y ajouter toutes les fonctions encombrantes pour les villes-centres comme les cimetières. Ainsi, les cimetières se multiplient sur les espaces ouverts, à l'image du cimetière-parc de Quillota, semblable à un cimetière paysager anglais, bien que plus vaste et donnant l'impression d'être moins travaillé. Eden recréé, les tombes y sont espacées, le gazon entretenu, les arbres omniprésents. Il représente une alternative aux cimetières municipaux de Quillota, dont le plus densément occupé, et le plus ancien, se situe sur l'un des flancs du *cerro* Mayaca, lieu de fondation de la ville de Quillota, et aujourd'hui, considéré comme un quartier dangereux. Comme lieu de sépulture, les habitants de Quillota qui en ont les moyens, et surtout les néo-ruraux, ou même des urbains de Valparaíso et de Viña, préfèrent donc le cimetière-parc de Raúten, offrant tranquillité, impression de virginité et vastes horizons bien qu'il soit fermé et assez difficile d'y entrer.

La zone d'étude 3 doit faire face également à deux activités très encombrantes que sont l'épuration d'eaux usées (Lampa) et l'activité carcérale (Til Til). L'article 6.1.3 du PRMS* explique même clairement au sujet de la province de Chacabuco : « *Les activités productives dangereuses et insalubres ou polluantes ne pourront se développer au sein du territoire du Plan Métropolitain. Cependant, les activités productives dangereuses dûment autorisées par les organismes compétents, pourront se situer sur les communes de Lampa et Til Til dans les zones désignées comme ISAM 6 sur le plan RM-PRM-95-CH.1.A. Les risques générés par ces activités et leurs installations ne devront pas dépasser le terrain de l'installation. Les activités encombrantes, productives et/ou de service, quel que soit leur niveau de production et leur capacité en main d'œuvre, devront se situer sur les aires industrielles exclusives expressément prévues et indiquées sur le Plan, comme les DIEC (*Desarollos Industriales y/o Empresariales Condicionados*). Les permis municipaux seront attribués si le projet prend intégralement en charge les impacts négatifs produits par l'installation et détectés par une étude d'impact environnemental (*Estudio de Impacto Ambiental*) et une étude d'impact viaire (*Estudio de Impacto Vial*) ».*

Photo 8. Station de traitement des eaux usées de La Cadellada, près de la zone humide de Batuco, commune de Lampa, et ses installations rudimentaires.

Visite sur le terrain avec H. Díaz, le 06/08/2010

Malgré toutes ces précautions légales qui s'appliquent aux nouvelles installations, le fonctionnement des deux aires métropolitaines continue de dépendre d'installations anciennes et défaillantes. Sur la photo 10, on voit dans la direction indiquée par Hugo Diaz, responsable de la province de Chacabuco pour le SAG*, et par la présence d'une épaisse roselière que la station de traitement des eaux usées de La Cadellada se situe très près de la zone centrale de l'*humedal* de Batuco qu'elle contribue d'ailleurs à alimenter. Cette station fut construite dans les années 1970 pour traiter les eaux usées de la commune de Lampa beaucoup moins peuplée qu'aujourd'hui. De plus, la commune de Colina dont la population a augmenté de façon significative depuis 10 ans (carte 10) avec la création de plusieurs ensembles résidentiels de très grande envergure (NARANJO RAMIREZ, G., 2009) a raccordé son évacuation d'eau à cette station d'épuration ancienne et comme on peut le voir sur la photographie, assez rudimentaire. En effet, elle traite l'eau usée de 40 000 foyers avec un seul bassin de décantation et de l'eau javel. Cette

situation et les nombreux cas de botulisme aviaire rencontrés ces dernières années fait craindre à la commune de Lampa et au secteur de Batuco en particulier une détérioration sanitaire. Une demi-journée seulement de terrain sur place m'a provoqué de violentes migraines. C'est pour cette raison que, sur la carte 14, j'ai marqué le corps d'eau de la station avec un contour. En effet, même s'il existe de nombreuses prairies autour de la station qui pourraient être autant d'espaces ouverts pour les élèves des deux collèges de Batuco et que des oiseaux rares viennent y nicher[57], les enfants semblent avoir intégré le risque sanitaire de s'y rendre car à aucun moment, ils ne le mentionnent et n'y vont. C'est comme s'il existait un cordon sanitaire spontané autour de la station dont émane un air irrespirable. De plus, en termes de représentations, la présence de cette station d'épuration obsolète nuit au secteur. Alejandro A., habitant d'une *parcela de agrado* dans le secteur m'a même dit en entretien : « *Ici, à Batuco, on reçoit toute la merde de là-haut, de Colina !* », (entretien avec Alejandro, A., le 9 octobre 2010).

Si cette situation est relativement fréquente au Chili et bien qu'elle ait ici des impacts sociaux et environnementaux particuliers en raison de la présence d'une population vulnérable et d'une zone humide protégée, l'activité carcérale semble quant à elle être une caractéristique de la province de Chacabuco restée plus longtemps rurale et peu dense et donc semble-t-il plus à même que les autres provinces métropolitaines d'accueillir une activité qui suppose l'isolement.

Au niveau national, la population pénitentiaire est évaluée à 47 000 détenus dont la grande majorité dans des grandes prisons comme celle de San Miguel. Mais la surpopulation est évaluée à plus de 40% par les autorités qui ont acheté en 2010 un terrain à Til Til pour créer un nouveau centre pénitentiaire de 62 000 m², Santiago II, et héberger ainsi 3 000 détenus. A ce sujet, le maire de Til Til, Salvador Delgadillo[58] s'exprime ainsi : « *Santiago II est un centre pénitentiaire qui recevra plus de 2 500 détenus. A Til Til, on aura donc trois prisons et dans la province de Chacabuco, à laquelle nous appartenons, il y aura au moins 7 centres pénitentiaires, celui de Colina inclus. Il s'agit donc d'une situation d'inéquité territoriale*».

En effet, outre les bénéfices modestes que peut tirer une commune de la construction d'un centre pénitentiaire, aussi moderne soit-il, comme l'hébergement éventuel des familles des détenus lors des visites au parloir, le maire peut donc craindre que le contexte médiatique

[57] Le jour de ma visite sur le terrain le 6 août 2010, j'y ai observé 4 *sietecolores* (*Tachuris rubrigastra rubrigastra*), un passereau relativement rare et particulièrement apprécié pour le plumage bigarré dont il tire son nom vulgaire.
[58] Seul maire communiste du pays.

chilien ultra-sécuritaire fasse vite mauvaise presse de sa commune, déjà stigmatisée par ses choix politiques, si elle accueille à partir de 2014 les nouveaux criminels que compte la Région métropolitaine. En janvier 2011, le ministre de la Justice a dû s'exprimer publiquement sur le sujet très controversé en niant une stigmatisation de la commune et de la province et affirmant que les facteurs vraiment déterminants dans le choix de l'emplacement avait été la volonté de lutter contre le surpeuplement et de trouver un terrain au coût satisfaisant. En dédommagement, il a été assuré de la construction d'un site d'enfouissement des déchets et d'un projet d'habilitation de deux sites pour entreposer les résidus miniers de la commune.

Sur la commune de Lampa, c'est aussi un véritable cimetière de camions (Figure 20) de l'armée de Terre chilienne qui est imposé aux occupants d'un des *fundos* du secteur Altos de Chicauma et ce dès les années 1980.

Photo 9. Cimetière de matériel militaire sur un espace ouvert à Altos de Chicauma

Les espaces ouverts périphériques font donc bien souvent figure de déversoirs concertés ou spontanés des activités métropolitaines en raison de leur proximité aux centres et de leur

relativement faible densité. Cette situation pose particulièrement problème aujourd'hui car les espaces ouverts considérés comme vides dans les années 1980 à l'image du cimetière de camions de la photo 9 commencent à être encerclés par les effets de l'avancée du front urbain.

D. Une densification difficile à évaluer

Ces éléments laissent présager des difficultés des municipalités à faire face à la croissance démographique d'autant que les chiffres du tableau 5 ne prennent pas en compte les lotissements privés créés par effet d'entraînement comme le Parque Lampa.

Ils ne disent rien non plus d'un phénomène métropolitain particulièrement développé dans ces communes périphériques qu'est celui des *allegados*[59] (LOPEZ MORALES, E., 2008).Le MIDEPLAN définit l'*allegamiento* comme un type de logement chez des proches ou des gens de la famille pour des personnes qui ont des difficultés à trouver un logement propre et qui sont donc acceptées ou accueillies par d'autres individus qui, eux, disposent d'un logement. Qu'il s'agisse pour des familles différentes de vivre sous le même toit ou pour une famille recomposée (comme c'est souvent le cas au Chili) de partager la même résidence, le problème posé est celui du surpeuplement dans un contexte de déficit résidentiel, quantitatif ou qualitatif (problème d'accessibilité notamment et de liaison travail-domicile ou lieu d'étude-domicile).

A Lampa, le phénomène est tel que dans le dernier diagnostic social en date (2004), on parle du « problème des *allegados* ». Difficiles à comptabiliser, plus de mille familles sont regroupées en 40 comités comptant de 16 à 50 membres soit au total 1096 membres et aux noms parfois évocateurs comme « *La Unión hace la fuerza* », « *Amistad solidaria* » ou « *Tierra nuestra* »[60].

La municipalité a travaillé récemment avec *Hogar del Cristo*[61] et le programme *Chile Barrio*[62] pour faire accéder certaines familles à la propriété ou les reloger. Mais malgré ces

---

[59] Littéralement, « proches ». Ce phénomène s'inscrit au Chili dans une solidarité chilote ancienne, *la minga*, qui veut que l'on aide les voisins ou les proches à construire leur maison ou à la déplacer. Les relations interpersonnelles s'en ressentent puisque tout adulte, même étranger à la famille, est appelé « *tío* » ou « *tía* », c'est-à-dire « oncle » ou « tante » par les enfants et que les adultes, surtout les personnes âgées et issues des milieux ruraux, s'appellent entre eux « *compadre* » ou « *comadre* », c'est-à-dire « parrain » ou « marraine ».

[60] « L'union fait la force », « Amitié solidaire » ou « A nous, les terres »

[61] Le « Foyer du Christ » est la plus grande association de bénévoles au Chili créée par Padre Alberto Hurtado, un père jésuite chilien, dans les années 1940 avec un mot d'ordre : « un pays juste, respectueux et solidaire » et une mission : changer les conditions de vie dans le pays. La Figure de ce père est si importante dans le pays que le jour

actions et les politiques d'habitat social prévues par les nouveaux outils de planification sur la commune, le problème n'est que reporté sur d'autres communes plus lointaines. En effet, au Chili, lorsque les *allegados* sont relogés, ils le sont sur d'autres communes que celles où ils ont été accueillis brisant ainsi le lien social préexistant et rendant compliquée l'intégration aux antipodes de l'aire métropolitaine.

A ce « problème » des *allegados,* on peut ajouter dans le cas de Lampa, la question des gitans, non dénombrés mais assez présents à Lampa en raison de la proximité de la route Panaméricaine qui leur pourvoit quelques subsides dans les travaux de mécanique et aussi parce que la commune a une forte activité agricole.

---

de sa mort, le 18 août, a été choisi par le gouvernement chilien comme le jour de la solidarité. Il fut canonisé en 2005 et est particulièrement vénéré par les pauvres, les personnes âgées et les jeunes des classes populaires.

[62] Programme ministériel de logement créé en 1996.

- *Conclusion du chapitre 3 - Fragilité du devenir des espaces ouverts*

Même dans la région centrale la plus habitée et la plus dense du pays avec un tiers de la population totale y résidant, des espaces déserts persistent, soit qu'ils aient été abandonnés soit qu'ils n'aient jamais réellement été mis en valeur. La présence de *bosque nativo* est un bon témoin de cette faible mise en valeur. Même quand cette végétation a connu des défrichements par le feu et pour le bétail, ou parce qu'on y a entreposé du matériel de construction pour des infrastructures routières en particulier comme se fut le cas en 2002 pour l'asphaltage de la route de la Cuesta de La Dormida, des espèces pionnières comme le *tevo* (*Retanilla trivervia*) ou le *romerillo* (*Baccharis linearis*) se développent assez rapidement.

Même abandonnés, certains espaces conservent une fonction sociale essentielle : la fonction récréative pour les enfants des classes les plus populaires surtout. Pour toutes ces raisons, il est possible de qualifier ces espaces d'éco-fronts au sens où l'entend S. Guyot : « *La notion de « front écologique » ou d'éco-front (traduction française d'eco-frontier) renvoie à l'appropriation "écologisante" d'espaces, réels ou imaginaires, dont la valeur écologique et esthétique est très forte. Il peut s'agir indifféremment de paysages grandioses (haute chaîne de montagnes, étendue désertique, campagnes « ancestrales » etc.) ou d'une biodiversité en péril quels que soient l'échelle et/ou le contexte géographiques. Les fronts écologiques répondent néanmoins à quelques critères géographiques bien précis : une idée générale de zone floue liée à des dimensions et des limites mal connues et mouvantes ; l'appropriation "écologisante" réalisée par des "éco-conquérants" renvoie à un processus de conquête physique et/ou idéologique ; l'existence d'une tête de pont, d'où est initiée la conquête (métropole, station balnéaire, camp touristique, résidence secondaire etc.) ; parfois une limite ultime, physique ou mentale, difficilement atteignable comme le ciel, les fonds océaniques, le sous-sol, etc. Les fronts écologiques créent des situations complexes où différents types d'acteurs mobilisent de multiples registres de légitimité reliés à des utilisations variées des écosystèmes, de la terre et des territoires.* » (GUYOT, S., RICHARD, F., 2009).

Les espaces ouverts semblent donc être en devenir fragile car même s'ils semblent produits en partie par la métropole, ils sont relégués toujours un peu plus loin de ses centres au rythme de l'avancée du front urbain.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

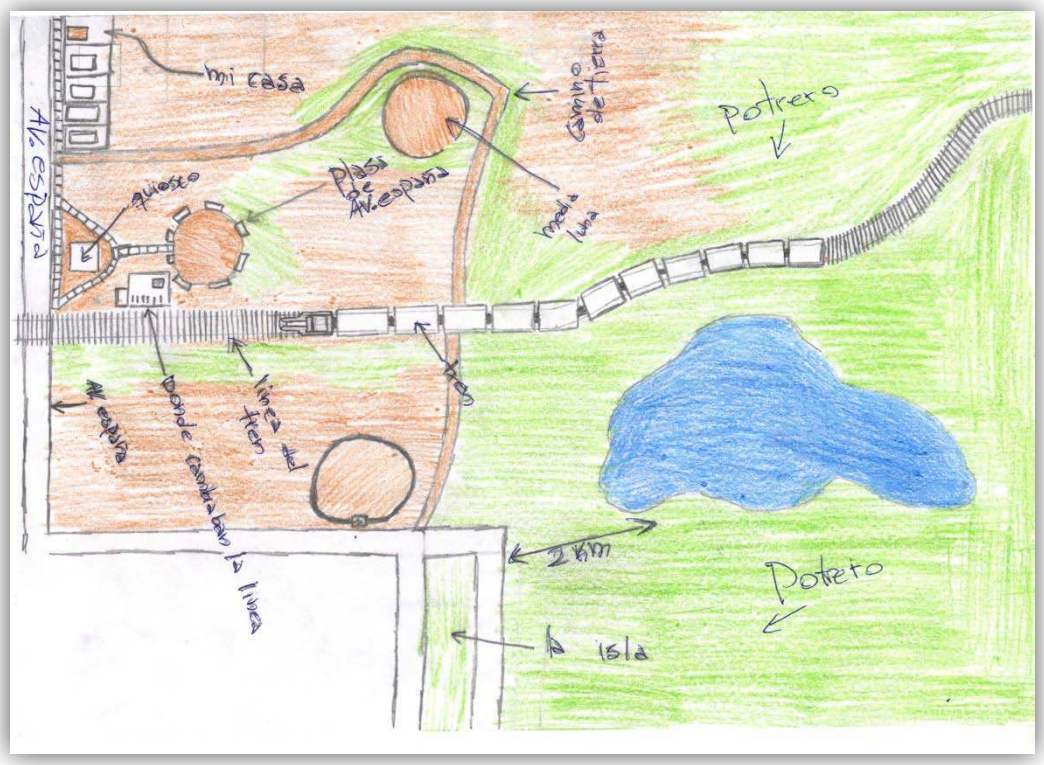
Cette première partie a montré non seulement l'existence mais aussi le maintien si ce n'est la résistance d'espaces ouverts au sein de la double aire métropolitaine de Santiago et de Valparaíso-Viña. Ils sont de différentes natures (agricoles, mis en élevage, « naturels»), et de différentes tailles (de la parcelle de 0,5 ha à un parc national de 3 000 ha) mais ont en commun d'être soumis à de fortes pressions (principalement résidentielle et touristique) qui s'expriment en premier par leur fermeture. On peut entendre qu'ils sont plus accessibles car « défrichés » et mis en service pour un plus grand nombre (première génération de classes moyennes accédant à une résidence secondaire en bord de mer, espaces assainis contre un droit d'entrée modeste…) ou que de toute façon, c'étaient des espaces vides et que là au moins on peut y faire quelque chose (quads dans les dunes, excursions à la montagne, kayaks dans les zones humides). Ces affirmations entendues sur le terrain reflètent une grande partie de l'opinion et permettent de conclure cette partie sur deux aspects :

- D'abord, ces espaces ouverts ne sont pas vides mais mis en valeur ou en cours de mise en valeur par des groupes sociaux très distincts. Ils ont même une fonction primordiale qui est celle de fournir un support à toute sorte de projet ce que les centres-villes ne sont plus en mesure de faire car ils sont saturés.

- Ensuite, ils sont soumis aux impacts de la métropole en ce début de XXIe siècle. Espaces de relégation (cimetière, décharges, bords de route), les espaces ouverts sont très clairement perturbés par des impacts environnementaux comme la pollution des eaux par l'agriculture intensive, le défrichement du *bosque nativo*, l'érosion des plages et des versants de la Cordillère, etc. Or ces impacts commencent à avoir des répercussions spatiales car s'ils ne sont pas vides, les espaces ouverts ne sont plus non plus illimités surtout dans un contexte métropolitain. Ces impacts sont directement visibles sur la santé des populations soumises à une augmentation des cancers du colon liée à la consommation d'eau, à l'obésité liée à l'alimentation et surtout à l'absence de pratique sportive quotidienne mais aussi dans certains cas au botulisme pour les populations riveraines des zones humides euthrophisées.

Une question se pose donc pour poursuivre l'analyse : si les espaces ouverts ne sont pas de simples supports à la production, de quoi sont ils-faits ? Comment s'exprme la transversalité des valeurs qui s'y projètent ?

DEUXIÈME PARTIE



Boris, 09/09/2010

CONCURRENCE ET CONFLITS AUTOUR, DANS, SUR ET POUR L'ESPACE OUVERT

INTRODUCTION DE LA DEUXIÈME PARTIE

« Dans leurs principes, la guerre la plus juste et la plus raisonnable est celle que l'on fait à un peuple qui possède d'immenses terrains en friche et qui les garde comme du vide et du néant, surtout quand ce peuple en interdit la possession et l'usage à ceux qui viennent y travailler et s'y nourrir, suivant le droit imprescriptible de la nature. »
Thomas More, « Des rapports mutuels entre les citoyens », *Utopia*, 1517

Les espaces ouverts ne sont donc pas vides mais bien chargés de fonctions qui dépendent en grande partie de leur complexe de ressources et aussi de la proximité aux centres névralgiques de la métropole et ici du pays. Or, il semble que toutes les fonctions conférées aux espaces ouverts par des groupes sociaux plus ou moins dotés deviennent des usages dès lors qu'il s'agit de se les partager, dès lors que « les humains ne veulent plus se contenter de contempler le monde » (article « utilitarisme » dans LEVY, J., LUSSAULT, M., 2003) mais de le produire.

En effet, il s'agira de voir dans cette partie de quoi est constituée l'épaisseur des espaces ouverts en tant qu'espaces sociaux. C'est ce que H. Lefebvre appelle « *nature seconde* ».

Encadré n° 7. Fonction et usage dans la production de l'espace selon H. Lefebvre

« On peut envisager, à partir d'une connaissance, celle de la production de l'espace, une science de l'espace social, donc urbain et rural avec prépondérance de l'urbain. […]
La science de l'espace social serait donc *science de l'usage*, alors que les sciences spécialisées, dites sciences sociales, font partie de l'échange et se veulent sciences de l'échange (de la communication et du communicable : économie politique, sociologie, sémiologie, informatique, etc.). A ce titre la science de l'espace se rapprocherait de la matérialité, de la qualité sensible, de la naturalité mais en mettant l'accent sur la *nature seconde* : la ville, l'urbain, l'énergétique sociale. Ce qu'obscurcit le naturalisme banal avec ses concepts équivoques : environnement, par exemple. Cette tendance renverse la tendance dominante et dominatrice également en ceci que l'*appropriation* reçoit un privilège théorique et pratique. Comme l'usage, contre l'échange et la domination. […]
La forme correspond approximativement au moment communicable, donc au *perçu*. La fonction s'accomplit ; elle s'effectue ou non ; elle correspond au *vécu* dans un espace de représentation. La structure se *conçoit* ; elle implique une représentation de l'espace. L'ensemble se situe dans une pratique spatiale. Il serait inexact et réductif abusivement de définir l'usage par la seule fonction. Ce que promulgue le fonctionnalisme. La forme, le communicable, la communication, font aussi partie de l'usage. De même que la structure, celle d'un objet dont on use et que l'on use. Chaque emploi exclusif, donc réducteur, d'une de ces catégories sert quelque stratégie d'homogénéisation. Le formalisme met un accent exclusif sur la forme, donc sur la communicabilité et l'échange. Le fonctionnalisme accentue la fonction, allant jusqu'à exclure la polyfonctionnalité en localisant dans l'espace dominé chaque fonction. Le structuralisme ne considère que les structures comme objets en dernière instance technologiques. Or *l'usage* correspond à l'unité et au rassemblement de ces termes que les dogmatismes dissocient. »
LEFEBVRE, H., 1974, VI, 11, p. 426

Cette épaisseur peut être temporelle – de quand date cette forme de mise en valeur actuelle et par quoi est-elle justifiée ?- ou de l'ordre des perceptions – quelles sont les projections faites par les différents groupes sur ces espaces différemment nommés et différemment pratiqués ? En effet, là où il y a ressources – et on a vu qu'elles étaient nombreuses dans la région centrale du Chili-, il y a marché et donc usagers et donc pratiques différentes. Est-ce à transformer tous les usagers en clients de l'espace qui consentiraient à payer pour pouvoir l'utiliser ? Non, évidemment, car l'acteur, quel qu'il soit, ne saurait être qu'un simple consommateur d'espace. Il est également producteur d'espace. Or on l'a vu et cela peut paraître hautement paradoxal, les processus de production et de raréfaction de l'espace sont intimement liés quand il s'agit d'espaces ouverts, dans la mesure où l'espace n'est pas si illimité qu'il n'y parait et que tout nouvel usage en remplace un autre.

S'il faut tenter de répondre à ces questions dans une seconde partie c'est pour une raison principalement : c'est des frottements entre les différentes perceptions des espaces ouverts que naissent la plupart des conflits que connaît la région centrale du Chili depuis le début des années 2000. Ces conflits qui viennent de la concurrence des usages (fonctions mâtinées de perceptions) dans un contexte capitaliste où tout semble monétarisé et échangeable sont comme des symptômes d'un certain mal-développement métropolitain. Nous verrons qu'il peut s'agir de conflits d'intensité et de formes différentes.

Cette partie plus clairement dédiée à une étude des perceptions des espaces ouverts pose à nouveau un problème d'ordre méthodologique : comment étudier les perceptions qu'ont différents groupes d'acteurs des espaces ouverts, eux-mêmes décrits en première partie comme une catégorie d'espace émergente encore floue et mouvante ? Comment parler de ces espaces aux enquêtés alors qu'ils peuvent n'être qu'une notion utilisée par le chercheur ?

L'observation directe permet assurément de faire émerger des catégories d'espaces (qu'elles naissent du paysage ou d'entretiens avec des personnes-clés) : ainsi l'expression d' « espace libre » m'a été évoquée à plusieurs reprises lors des enquêtes préliminaires et a correspondu à une analyse paysagère préalablement menée lors des terrains exploratoires. L'analyse du contenu des enquêtes et des expressions utilisées particulièrement dans la partie libre des entretiens semi-directifs est alors riche d'enseignements. Mais l'expression de la relation à l'espace par le prisme des perceptions passe également par l'image, le dessin. On

utilisera donc ici prioritairement les résultats du travail de cartes mentales réalisé auprès d'adultes et d'enfants. Enfin, le chercheur doit également être capable de percevoir le non-dit, soit qu'il s'agisse de pratiques quotidiennes – car fondamentalement les acteurs sont des faiseurs d'espaces plus qu'ils ne peuvent ou veulent parfois le reconnaître -, soit qu'il s'agisse de pratiques illicites voire illégales comme les incendies ou le détournement d'eau pour des usages privés.

Pour saisir ces pratiques, j'ai participé en les observant à une dizaine d'évènements sur le terrain afin de saisir *in situ* comment l'espace était perçu et vécu par les populations qu'il s'agisse de mères de familles qui manifestaient pour la première fois de leur vie et participaient à un blocage de route au nom de la préservation d'une zone humide (zone d'étude 1), d'éleveurs allant chercher le bétail par les sentiers de la Cordillère de la Côte ou de maraîchers menant leurs productions au marché (zones d'étude 2 et 3).

C'est ainsi que l'on voit les modes de transports utilisés, les atouts – souvent la solidarité- et les contraintes –manque d'accessibilité, adaptation permanente aux aléas, etc.- des personnes enquêtées. Quant aux pratiques illégales ou illicites qui n'en ont pas moins souvent un fort impact sur l'espace comme la pratique de la chasse, de ramassage de terreau dans le *bosque nativo*, le fait de couper des clôtures pour faire paître le bétail ou le départ d'incendies, on y accède souvent au détour d'une conversation ou par des subterfuges.

A ce titre, les quatre groupes de parole consécutifs aux ateliers de cartes mentales avec les enfants ont été riches de confidences : j'ai appris que la zone humide de Batuco était réputée dangereuse et qu'il y avait déjà eu des morts retrouvés noyés ivres, que la pratique du braconnage était encore courante et que les enfants du collège Waldorf supposés pratiquer le sport dans la Cordillère de la Côte étaient très mal équipés : leurs parents malgré les principes d'éducation qu'ils affichent ne leurs achètent pas de chaussures de randonnée… Quant aux nombreux conflits à l'intérieur de la corporation Amereida (conflits de génération, conflits de genre, conflits interpersonnels) qui ont des impacts sur les décisions prises sur l'avenir de *Ciudad abierta* dans les dunes de Ritoque et de son aménagement, ils n'ont été perceptibles que de l'intérieur après avoir passé beaucoup de temps à observer ce groupe apparemment cohérent et harmonieux par rapport aux communautés d'éleveurs ou de résidents alentours.

Pour les incendies, comme ils sont plus diffus et surtout criminels dans 9 cas sur 10 (entretien avec V. Quintanilla, le 12 mars 2012), le passage par l'image satellite a été nécessaire.

L'image SPOT 5 dont je dispose présente quatre canaux. Chacun correspond à une longueur d'onde. Les canaux 3 (proche infrarouge) et 2 (rouge) sont les deux canaux qui permettent de représenter la végétation. Le module « *Vegetation Suppression* » du logiciel Envi 4.5 permet de supprimer ces canaux de l'image : l'image en résultant met particulièrement en avant les zones sans végétation (routes, zones urbanisées) ou les zones mises à nue récemment notamment par les incendies. Elles contrastent particulièrement avec les espaces alentours fortement végétalisés qu'il s'agisse de *matorral*, de recru forestier en ubac ou de zones cultivées. On a ainsi pu mettre en évidence des incendies forestiers dans toute la région métropolitaine mais particulièrement en zones de montagne où il existe un fort contraste avec la végétation environnante (carte 15 et annexe 11).

En trois temps et en restituant les résultats obtenus grâce à ces protocoles, je montrerai :

- en quoi les espaces ouverts en dépit de leur apparente et relative faible densité sont l'objet d'une large appropriation et révèlent une forte épaisseur sociale (chapitre 4)
- que cette épaisseur sociale implique la projection d'un grand nombre de valeurs (matérielles ou immatérielles) parfois contradictoires sur ces espaces (chapitre 5)
- enfin qu'en raison de la prévalence du marché et de la concurrence sur toute autre forme de régulation et d'échange dans ce pays, c'est presque toujours la valeur marchande qui l'emporte conduisant à l'émergence de conflits pouvant aller du plus anodin au plus violent (chapitre 6).

- Chapitre 4 - DE L'ÉPAISSEUR DES ESPACES OUVERTS

"*Puerto de bruma, mírame aquí:*
cargo en la boca su cicatriz,
cargo en el pecho su desacierto,
cargo en las manos su espacio abierto"
P. Manns, "Escenas de olvido en Valparaíso", *La muerte no va conmigo*, 1986

Pour les pouvoirs publics et les investisseurs, la tentation est grande de considérer les espaces faiblement mis en valeur et peu bâtis en périphéries métropolitaines comme des espaces vides voire vierges. A la manière d'une *terra nullius* considérée sans maître car faiblement mise en valeur ou plutôt d'un *no man's land* en attente entre deux fronts urbains ?

Pourtant comme on l'a vu les espaces ouverts sont des espaces produits et qui par la même ont une réelle épaisseur comme le soutient H. Lefebvre (cf. encadré n°7). C'est pour cette raison que l'on tient à l'emploi du terme espace au lieu de celui de territoire plus fréquemment utilisé quand on se réfère à une appropriation d'une portion de l'écorce terrestre. En fait, tout espace apparaît comme approprié même occasionnellement (comme le terme allemand de *zwischennutzung* qui signifie « d'usage temporaire » le laisse entendre) que ce soit par les éleveurs pour la transhumance comme on l'a vu ou pour l'apiculture, par les habitants proches ou lointains pour leurs loisirs (promenades, chasse, cerf-volant) et même s'il ne s'agit que de pratiques extensives. Le terme de territoire, privilégié vore galvaudé en général par les pouvoirs publics, sous-entend aussi souvent le bornage, la délimitation précise ce qui semble compliqué à observer sur le terrain et ce, pour trois raisons : d'abord, les portions considérées sont parfois très étendues et leur délimitation précise n'est ni claire ni connue (par exemple dans le cas des dunes de Ritoque ou de la zone humide de Batuco) ; ensuite, même quand des barrières et des clôtures sont installées elles sont fréquemment coupées, dégradées (enquêtes à Mantagua, entretien avec Andrés L.) ou tout simplement difficiles à entretenir comme le montre la photo c sur la Figure 17 dans le *Fundo Santa Laura* où l'on voit au premier plan la clôture au sol ; enfin, car l'espace ne saurait être un simple support : des projections s'y font qui même si elles ne sont pas matérialisées et délimitées par des piquets, peuvent avoir leur importance dans l'organisation d'une société. L'usage du terme d'espace ne signifie donc pas qu'on lui assigne un simple rôle de support. Le terme a bien une épaisseur, une profondeur sur laquelle il faut s'interroger.

L'appropriation dont sont objets les espaces ouverts et l'épaisseur sociale qui en découle incitent à s'interroger sur les acteurs qui les pratiquent (4.1) ; comment et selon quels principes ils s'y agencent (4.2) ; enfin comment s'y inscrit le premier usage que les groupes sociaux ont de l'espace : l'appropriation (4.3). En effet, « les principaux usages de l'espace, qui fondent les espaces géographiques [sont] l'appropriation, l'exploitation, l'habitation, la communication et la gestion », (BRUNET, R., 1993, entrée « usages »).

1. DE L'ÉPAISSEUR SOCIALE DES ESPACES OUVERTS

La société chilienne est fondamentalement inégalitaire ce qui est particulièrement visible dans les espaces ouverts périphériques, caisses de résonance malgré eux de phénomènes nationaux. Mais, réminiscence de la conquête ou produit d'une société pionnière, une autre ligne de faille majeure divise les populations : l'antécédence de l'arrivée sur les espaces ouverts. Ainsi, de même que les enquêtés les plus âgés (Luis, B., Consuelo, A., Anne, D., Marta, Hector C.) évoquent souvent un âge d'or de la campagne qu'ils ont connu, - un avant l'urbanisation qu'ils opposent à un présent où tout est « plus sale », « moins sûr », etc.-, on oppose souvent, dans les mots utilisés en tout cas les autochtones, ceux qui étaient là avant, et les néo-ruraux, ceux qui y sont arrivés.

Le tableau n°6 présente d'ailleurs en vis-à-vis les mots employés par les uns pour désigner les autres (en rouge) ou pour s'auto-désigner (en bleu). C'est que les usages que font les uns et les autres ne sont pas les mêmes.

Nous verrons d'abord qu'il est difficile de parler d'un groupe social qui serait propre aux espaces ouverts même si à moyenne échelle, on peut constater une certaine moyennisation de la société périurbaine ; ensuite nous tenterons de décrypter par les extrêmes le contenu social de ces espaces ; enfin, nous nous intéressons à l'agencement spatial de ces groupes sociaux : ces marges font coexister à la fois des groupes qui les subissent et des groupes qui les choisissent (VELUT, S., FALIES, C., 2008).

Tableau 6. Appeler l' « Autre »

Autochtones	**Néo-ruraux**
« *Lugareños* » Les gens du lieu	« *afuerinos* » Les étrangers au lieu « *Gringos* » Les étrangers de nationalité
« *Puros parientes* » On est tous parents, on se connait tous	
« *Gente de la comunidad* », *"los comuneros"* Les gens de la communauté	« *Gente de los condominios*" ,"*parceleros*" Les gens des *condominios*, des *parcelas de agrado* *"Gente de alto nivel"* Des gens de haut niveau, "de la haute » *"dama"* Dame de la ville
« *Arrieros* »« *huasos* » Muletiers, gens à cheval	
En bleu : les expressions utilisées pour s'auto-qualifier En rouge : les expressions utilisées pour appeler l'« Autre » En noir : les traductions Source : entretiens 2010, *C. FALIES*	

Comment donc se répartissent les populations sur ces espaces ouverts ? Les espaces ouverts périphériques sont-ils la pépinière d'un nouvel état social caractérisé par des pratiques communes, une sociabilité particulière ou au contraire le terreau de nouveaux conflits engendrés par des pratiques et des représentations différentes de l'espace ?

A. Classes moyennes, périurbain et espaces ouverts : quelle relation ?

En admettant qu'il soit encore pertinent de parler de classes sociales en Amérique latine et au Chili en particulier (BAROZET, E., ESPINOZA, V., 2012 ; MINUJIN, A., 1995) puisqu'il s'agit de

catégories en soi contestables, mouvantes et peut-être mal adaptées à un contexte de pays émergent, ce qui nous intéresse en premier lieu ce sont les conséquences spatiales de l'organisation sociale principalement autour de deux aspects : en termes résidentiels, la façon dont s'organise la ségrégation entre classes et la concurrence entre projets territoriaux concurrents portés par des groupes distincts. Or, on l'a vu dans le chapitre 1, la coupure entre urbain et rural doit être remise en question en raison de nouvelles activités, de la grande mobilité qui existe entre la ville et la campagne et de l'installation de populations nouvelles. On peut alors se demander si, comme il existe un tiers-espace, il existe une condition périurbaine, une sorte d'entre-deux social.

La catégorie que l'on peut invoquer est celle des classes moyennes. Les espaces périurbains sont en effet très associés à l'accession à la propriété privée d'un pavillon dans les années 1970 en Europe et aux Etats-Unis et à l'automobile (DUPUY G., 1995). Les sociologues finissent même par parler de l'espace périurbain comme d'un « *univers pour les classes moyennes* » (JAILLET M.-C., 2004). L'espace périurbain n'est plus alors étudié comme un espace de l'entre-deux mais comme un espace autonome plus simplement résidentiel mais où se développent d'autres activités de services autour d'anciens centres ou de nouvelles centralités.

C'est pourtant l'expression de « classe intermédiaire » qui est privilégiée à celle de classe moyenne pour décrire la composante sociale de ces espaces ouverts. Cette expression souligne que ses membres, généralement diplômés, occupent des emplois intermédiaires dans l'activité économique, entre les activités de direction et celles d'exécution (DE MATTOS, *et alii,* 2005). Elle renvoie aussi à la fragilité d'une classe moyenne émergente caractérisée par un fort endettement (BANCO CENTRAL, 2010) qui rend tout accident de la vie (chômage dans un contexte de flexibilité totale de l'emploi, maladie dans un contexte où tous les frais de santé sont très élevés) déterminant dans les stratégies familiales. De même, les frais de scolarité et d'université sont très élevés et il est fréquent que des parents s'endettent très lourdement pour leurs enfants. C'est bien la coexistence de classes supérieures aisées, de classes moyennes fragiles et de groupes marginaux (*allegados*, gitans) dans ces espaces multifonctionnels qui est spécifique. Reste à savoir comment elles coexistent. Quelles sont les conséquences spatiales de cette organisation sociale ? Car si l'absence d'une classe moyenne consolidée a d'évidentes

conséquences politiques notamment dans une adhésion encore modérée à la démocratie (BAROZET, E., FIERRO, J., 2011), elle a bien évidemment des conséquences spatiales.

B. Une des caractéristiques des pays émergents : la montée en puissance des classes moyennes

Dans un pays émergent comme le Chili, qui possède certes une classe moyenne ancienne, « la classe moyenne ne correspond pas au centre de la société », (BAROZET, E., FIERRO, J., 2011). Toutes les études évaluent sa part entre 30 et 49% de la société mais elles se basent en général sur l'accès à des biens de consommation (cf. encadré 8).

Ainsi, bien que cette typologie nous renseigne en détail sur certaines pratiques propres aux classes sociales chiliennes basée sur des signes extérieurs d'appartenance (avoir sa résidence principale dans telle ou telle commune de Santiago, scolariser ses enfants dans tel ou tel collège et partir en vacances dans telle ou telle station balnéaire) et de manière plus générale à l'échelle de la métropole santiaguine en ce qui concerne la dichotomie socio-économique entre un est (*Oriente*) très aisé (le piémont de la Cordillère avec des communes comme Vitacura ou Las Condes) et un ouest plus populaire (le *Poniente* avec les communes de La Pintana ou de Quilicura), on voit bien qu'il faut tenter d'analyser plus finement – à la fois en termes de critères et d'échelles- la composition de la société chilienne.

V. Jara décrivait déjà bien cette situation sur les hauteurs de la capitale dans sa chanson « *Las casitas del barrio alto* »[63] en 1972 « *Les belles petites maisons du Barrio Alto avec leurs grilles et leur patio ont une belle place de parking qui attend leurs Peugeot. Il y en a des roses, des vertes, des blanches, des bleu ciel, les belles petites maisons du Barrio Alto toutes faites au Resipol*[64]*. Et les gens des belles petites maisons se sourient et se rendent visite, vont ensemble au* supermarket[65] *et ont tous une télé. Il y a des dentistes, des commerçants, des latifundistes et des trafiquants, des avocats et des rentiers. Ils s'habillent tous pareil, jouent au bridge, boivent du Martini Dry. Et leurs enfants sont tous blondinets et avec d'autres blondinets vont dans les collèges* high*. Et le fifils à son papa va ensuite à l'université* ».

[63] Adaptation chilienne de la chanson « *Little boxes* » écrite en 1962 par Malvina Reynolds pour parodier et contester le développement des banlieues pavillonnaires pour des classes moyennes conformistes dans la Californie des années 50.

[64] Résine d'importation utilisée dans le bâtiment dans les années 1960.

[65] En anglais dans le texte espagnol

Encadré n° 8. Les classes socioprofessionnelles au Chili : une définition par le pouvoir d'achat (source : MANZUR, E., MENDOZA, M., dir., 2001)

Dès les années 1970, est mis en place un indice de classification socio-économique prenant en compte sept critères : le revenu du foyer ; l'habitation ; le quartier ; la commune ; l'automobile ; la domesticité ; le téléphone. Se sont ajoutés par la suite d'autres critères tels que le niveau d'éducation du chef de famille, l'équipement de la maison, les vacances et même l'apparence physique,… En tout on distingue donc 8 niveaux de richesse classés de A à F, A correspondant aux très riches et F aux indigents. La catégorie C qui correspond à ce qu'on peut appeler les classes moyennes est quant à elle divisée en trois C1, C2, C3. On ne doit pas en être surpris dans la mesure où cette typologie aux critères parfois très subjectifs (style vestimentaire, qualité de la dentition, coupe de cheveux) pourtant mise en place par un économiste est réalisée par des sociétés chargées de réaliser des études de marché pour les grands groupes chiliens et les chaines de supermarchés en particulier intéressés par le ciblage de ses consommateurs. Par catégorie professionnelle, on distingue les très riches (A), les grands entrepreneurs (B), les cadres supérieurs (C1), les cadres et professions libérales (C2), les techniciens spécialisés (C3), les ouvriers spécialisés (D), les ouvriers (E) et les indigents (F). Ainsi des agro-entrepreneurs enregistrés comme agriculteurs peuvent se retrouver dans la catégorie B voire A, de même que des cadres sans emploi momentanément hébergés chez des proches peuvent être enregistrés dans la catégorie D ou E,… Même le ministère des Transports utilise cette catégorie afin de planifier la construction de futures routes dans la région de Valparaíso. Notons, qu'une carte est consacrée à la catégorie C2 car c'est celle qui a l'horizon 2015 est la plus susceptible d'accéder à l'achat d'une voiture, les catégories supérieures en ayant déjà une ou plusieurs par foyer et les catégories inférieures dépendant de voitures qui leurs sont prêtées ou ne pouvant consentir à payer des autoroutes payantes.

En effet, la « moyennisation » des périphéries métropolitaines est surtout perceptible à travers un changement très visible dans l'accès aux biens de consommation caractéristiques du mode de vie urbain. Ainsi, les foyers ruraux recensés possédaient en 2002 à 90% des téléviseurs couleur contre 92% dans les foyers urbains, à 63% des téléphones portables contre 53% en zone urbaine, à 87% des réfrigérateurs contre 85% en zone urbaine, à 15% des jeeps, vans ou pick-up contre 6,5% en ville (INE, 2002). Ces objets du quotidien, outre leur utilité, sont également les marqueurs de l'introduction symbolique d'une certaine urbanité dans les espaces périurbains ou même ruraux plus périphériques. La télévision a par exemple unifié le langage des ruraux, appelé dans les campagnes du Chili central le *huaso*, sur celui de leurs concitoyens urbains ; les pick-up, appelés *camionetas,* particulièrement visibles dans les campagnes et commodes pour accéder à des parcelles reculées et mal desservies par le système viaire, sont également des marqueurs de réussite sociale, dont J.-C. Tulet, a révélé l'importance dans le cas des campagnes maraîchères des Andes vénézuéliennes (TULET J.-C., 2002). C'est la même chose pour le téléphone portable. Mais ces biens de consommation, s'ils se sont répandus en une dizaine d'années, ne sont pas accessibles à tous : certains ouvriers agricoles continuent de faire vingt kilomètres quotidiennement en vélo pour se rendre sur leur lieu de travail et d'autres s'endettent auprès

des banques ou d'organismes de crédit dépendant des *malls* eux-mêmes comme la Banque Ripley ou Falabella.

Ainsi, une homogénéisation des modes de vie est perceptible dans la zone d'étude mais on ne peut pas parler, surtout dans un contexte de développement, d'hégémonie des classes moyennes ne serait-ce que parce qu'elles s'avèrent très fragiles dans leur constitution. Qui plus est pour l'historien marxiste G. Salazar, une nouvelle catégorie sociale est en train de naître : après le nouveau riche, c'est du nouveau pauvre qu'il faut parler. La pauvreté ne serait plus liée à un déficit économique mais à un déficit en matière de civisme notamment dans ces espaces périphériques en rapide mutation qui manquent d'espaces publics. « *Avant les pauvres faisaient la manche, allaient nu-pieds, étaient sales… et tu les rendais heureux en leur donnant une chemise. Aujourd'hui, le* flaite [66] *qui n'a pas fait d'études, est une espèce de désœuvré qui porte des jeans de marque, des chaussures de marque, un t-shirt de marque, un portable, qui passe du temps à se demander comment se coiffer avec le plus de style. Et par conséquent, il ne se sent pas pauvre* » (SALAZAR, G., 2010). L'auteur établit par là la distinction entre pauvreté absolue – qui considère le minimum alimentaire comme indispensable au maintien de la vie- et pauvreté relative - qui considère non seulement le minimum vital, mais également les manques indispensables pour une vie "normale", relativement à une société donnée (à son niveau de développement et à son époque).

C'est donc plus à une juxtaposition de catégories extrêmes et de récente constitution que l'on assiste dans les périphéries métropolitaines et sur les espaces ouverts en particulier qu'à l'émergence d'une société mixte.

C. Une pauvreté en baisse mais persistante en périphérie

On l'a vu il est difficile de délimiter précisément les classes sociales en tout cas en suivant la méthode en vigueur. On peut cependant en détail constater la diminution globale de la pauvreté surtout en contexte métropolitain mais également son maintien à travers d'autres indicateurs. S'il s'avère difficile de décrire la société par son centre on peut le faire par les extrêmes.

[66] Terme de l'argot désignant et stigmatisant un jeune homme généralement peu éduqué vivant dans les périphéries urbaines. L'équivalent pourrait être « racaille ».

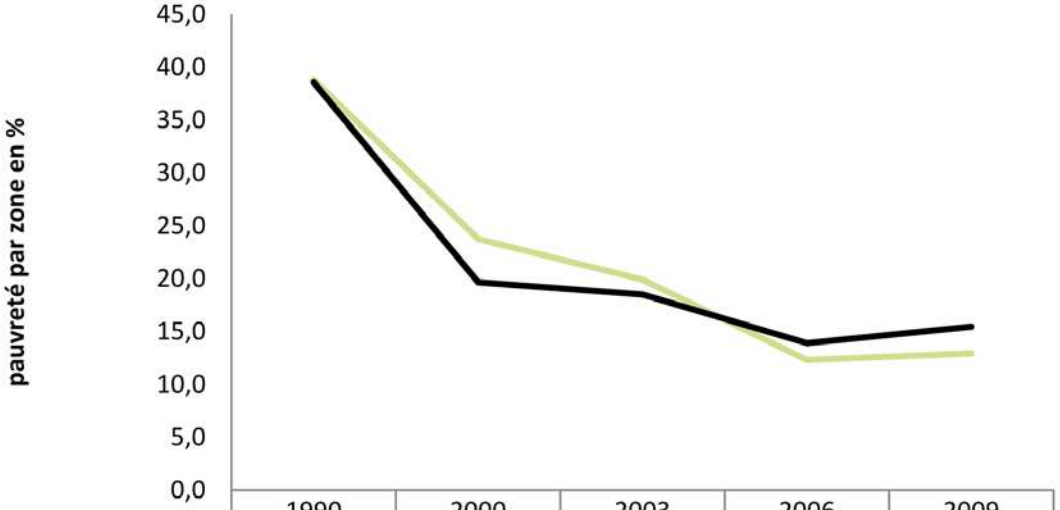
L'enquête CASEN propose par exemple une série d'autres critères que sont l'analyse des salaires les plus élevés et les plus bas du foyer, le niveau d'éducation évalué à l'échelle nationale à travers le SIMCE (Système national d'évaluation des résultats du ministère de l'Education), l'accès ou non à la propriété, le fait de vivre en zone urbaine ou rurale, la santé et l'alimentation. On peut également s'intéresser aux taux de pauvreté. Ainsi, la fondation *Superar la pobreza*[67], propose une méthode qui analyse le pouvoir d'achat à partir des revenus mensuels. Pour cela, est élaboré un panier type de biens et de services de consommation observés dans la population. Ensuite, il est rapporté aux prix du marché ce qui permet de classer les foyers en trois groupes : indigents (ceux qui vivent avec moins d'un panier alimentaire de base), pauvres non indigents (ceux qui vivent avec moins d'un panier d'aliments et d'autres biens et services de base ce qui équivaut à moins deux paniers alimentaires) et non-pauvres. Un panier alimentaire est évalué à 32 067 pesos soit 53 euros en zone urbaine et à 24 710 pesos soit 42 euros en zone rurale où les fruits et les légumes continuent d'être moins chers.

Les chiffres présents sur la carte 17 et la Figure 18 nous montrent alors une concentration de la pauvreté en ville que ce soit à Valparaíso ou à La Calera au nord de Quillota dans la vallée de l'Aconcagua. Cependant, les chiffres des communes de Lampa et de Quintero montre la subsistance de la pauvreté dans la seconde couronne périurbaine de Valparaíso et de Santiago. La troisième couronne quant à elle est plus épargnée à la fois en raison de l'essor de l'agriculture d'exportation qui permet à des familles entières de travailler même de façon saisonnière mais aussi car il s'agit de communes plus rurales où le panier alimentaire est moins cher et surtout où il existe encore des alternatives d'achat aux supermarchés. De plus, à cette échelle et sans distinguer les secteurs les plus ruraux, ce sont les communes qui ont bénéficié de l'arrivée de nouvelles populations urbaines de classes moyennes par le biais des *parcelas de agrado*. C'est également pour cette raison que la courbe de la pauvreté en zone rurale dans la région centrale est globalement plus basse que celle du pays. En revanche, la courbe urbaine est quasiment la même que celle du pays en raison de la surreprésentation des chiffres de Santiago et de Valparaíso-Viña dans le total.

[67] Sa priorité est de mettre fin à la pauvreté rurale en développant des programmes intégrés, décentralisés et participatifs adaptés aux spécificités et aux identités locales et renforçant les compétences et les capacités techniques des mairies et des associations municipales.

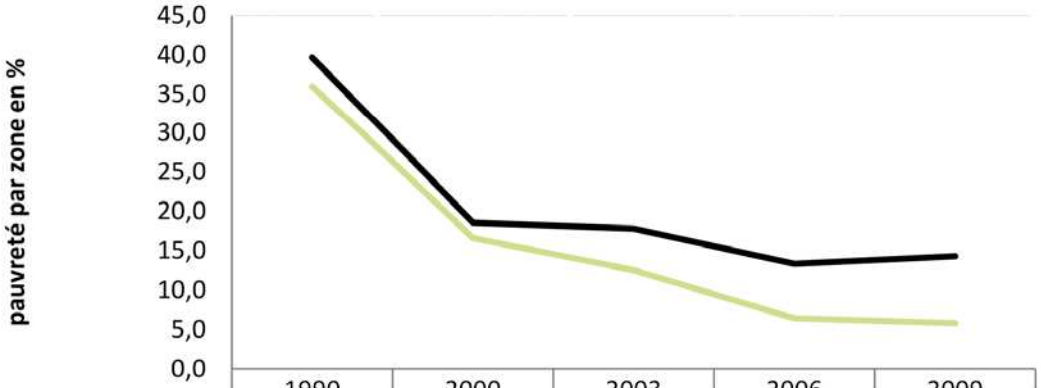
Figure 18. Evolution du taux de pauvreté et des inégalités au Chili entre 1990 et 2009 (CASEN, 2010)

Evolution du taux de pauvreté et de l'indice de Gini par zone entre 1990 et 2009



	1990	2000	2003	2006	2009
zone rurale	38,8	23,74	19,9	12,3	12,9
zone urbaine	38,6	19,66	18,5	13,9	15,5
Indice de Gini	0,56	0,58	0,57	0,54	0,55

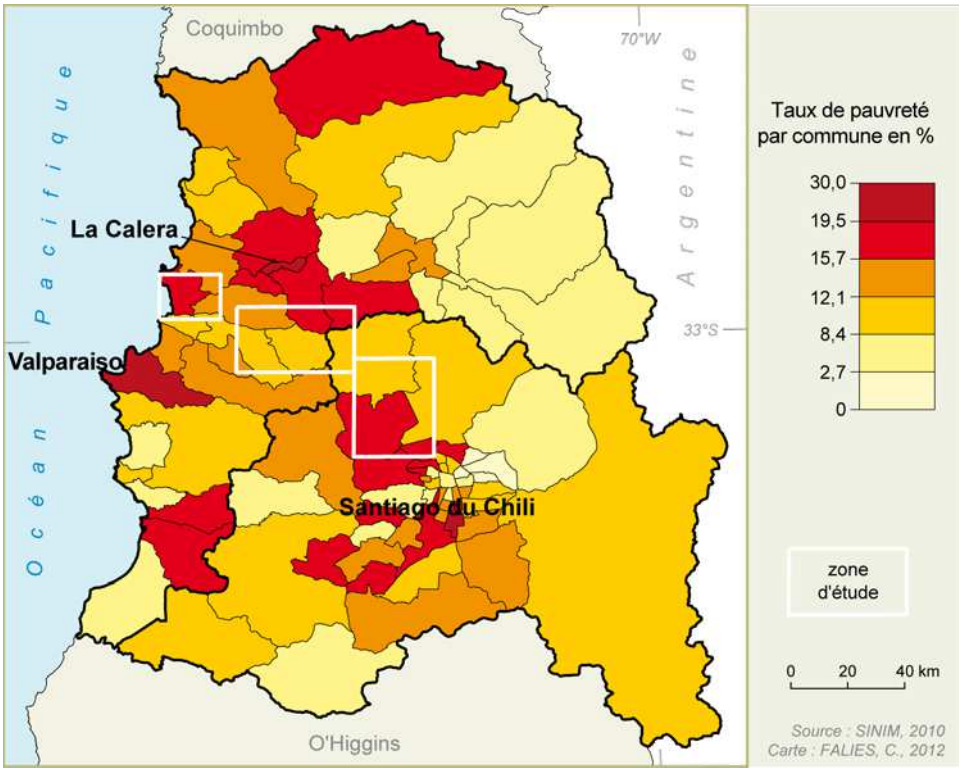
Evolution du taux de pauvreté par zone entre 1990 et 2009 dans le centre du pays (Région de Valparaiso, Région Métropolitaine de Santiago, Région de O'Higgins)



	1990	2000	2003	2006	2009
zone rurale	36,0	16,6	12,5	6,4	5,8
zone urbaine	39,7	18,6	17,8	13,3	14,3

C. FALIES, 2013

Carte 17. Une pauvreté persistante dans la région centrale du Chili



D. Persistance de la très grande propriété en périphérie métropolitaine

Les espaces ouverts sont également très prisés par de riches voire très riches propriétaires fonciers qui investissent dans la région soit pour venir y vivre, soit en vue d'y réaliser un projet un jour, soit parce qu'ils en ont hérité. Cette situation donne lieu à des enclaves de luxe dans le monde rural.

C'est le cas de la famille Menendez qui vit à Limache et qui scolarise ses enfants au collège Waldorf de la ville. La famille est connue au Chili pour être arrivée d'Espagne au moment de la guerre civile et pour avoir développé le cinéma dans le pays. Des années 1940 aux années 1980, le chef de famille a acheté un immeuble par place d'armes de chaque commune pour y construire un cinéma. Or, dès les années 1990, de nouvelles centralités émergent en périphérie des villes autour des *malls* notamment qui concentrent de plus en plus d'activités commerciales (supermarchés, pharmacies, coiffeurs) et de loisirs (multiplexes). L'activité du cinéma en centre-ville décline donc mais la famille est alors dotée d'un patrimoine immobilier conséquent que le patriarche finit par vendre à très bon prix à des chaînes de supermarchés pour y installer d'autres centres commerciaux en centre-ville. Il fait alors fortune et décide de donner à chacun

de ses enfants une grosse somme d'argent dont ils pourront disposer librement. L'un d'eux décide alors de consacrer cet argent à sa passion : le yoga qu'il découvre lors d'un voyage en Inde. Afin de vivre des rentes de son patrimoine, il place son argent et fait construire une maison à Limache où il vit avec ses 5 enfants autour d'un lac artificiel qu'il a créé afin de se livrer à la méditation par la contemplation. Sa fille a représenté la maison comme suit : un bâtiment principal cinq fois plus grand que les autres maisons des environs, le lac, un atelier, un grand jardin et une maison de poupée aussi grande que les maisons environnantes. Les piscines et le club de golf du quartier montrent la composition sociale d'ensemble du secteur (annexe p. 439, deuxième carte).

Des architectures se distinguent aussi particulièrement qu'il s'agisse de vestiges d'anciens *fundos* (Figure 19 a.) ou des constructions contemporaines des architectes de la *Pontífica Universidad Católica de Valparaíso* dans les dunes de Ritoque qui ont acquis en 2012 le statut de monument national (Figure 19 b.).

Figure 19. Patrimoine architectural sur les espaces ouverts

a. Chapelle du *Fundo Quintero*,

b. Maison des étudiants résidents de *Ciudad abierta*

C. FALIES, 2013

Mais plus que les signes extérieurs de richesse, ce qu'implique la présence de personnes riches voire très riches dans la région c'est la capacité de quelques-uns à décider du devenir d'immenses superficies d'espaces ouverts qui attire l'attention. Ainsi, tant que son grand-oncle est vivant Alejandro P. L. continue d'exploiter la parcelle de 750 hectares de façon pour lui non

rentable mais pour permettre selon les vœux de son grand-oncle à 14 personnes d'y travailler et d'y vivre. Mais selon lui, dès qu'il mourra, il faudra vendre et en faire quelque chose (enquête du 6 mai 2010). Andrés L. quant à lui a un projet de tourisme scientifique sur les 1200 hectares de sa propriété dans le *Cajón de San Pedro* mais n'est pas pressé de le réaliser (entretien du 7 avril 2012). Le propriétaire de la Laguna de Batuco n'hésite pas, lui, depuis trois étés à pomper dans les eaux de la zone humide pour alimenter sa production de raisin de table aux dépends de la majorité de la population de la commune de Lampa (observation directe et entretien avec A.M. Cortez, Figure 25).

E. Ségrégation métropolitaine tant urbaine que rurale

Comme la plupart des villes latino-américaines, la double aire métropolitaine de Santiago-Valparaíso connait un fort processus de ségrégation et ce à toutes les échelles. Dans l'introduction à sa chanson déjà évoquée, V. Jara disait en 1972 que toutes les villes latino-américaines qu'il avait traversées (« *en Perú, en Colombia, Bogotá, en Mexico, en Venezuela,* Caracas ») présentaient la même caractéristique d'avoir des « *quartiers placés sur des collines où il n'y a pas de pollution atmosphérique, où il n'y a pas de smog et où les espaces verts sont plus beaux. Les maisons aussi y sont plus grandes, plus spacieuses avec des grandes baies vitrées qui permettent de dominer la ville – au sens propre comme au sens figuré* ». Dans le cas de Santiago, il fait référence aux quartiers de Las Condes sur la pré-cordillère dont la qualité de l'air et la taille des espaces verts ont été mises en évidence scientifiquement (ANNEXE 9). La ségrégation peut également s'analyser en termes d'accès aux services en eau par exemple (PFLIEGER, G., MATTHIEUSSENT, S., 2008 ; FALIES, C., 2005) ou en termes de scolarisation dans les frais d'inscription. Mais ce n'est pas parce qu'un service « arrive » en périphérie qu'il est payable par tous. A l'échelle métropolitaine, il existe donc deux villes qui s'opposent voire se tournent le dos que ce soit à Santiago (opposition est/ouest) ou à Valparaíso-Viña del Mar avec l'opposition port/station balnéaire ou même entre collines de Valparaíso elles-mêmes. Cette opposition se reflète en s'accentuant sur les espaces ouverts.

Or, dans les espaces périphériques, le sociologue F. Sabatini voit dans l'extension urbaine une occasion de réduire la ségrégation. Dans plusieurs articles en effet, il voit dans l'urbanisation des périphéries métropolitaines par « dispersion des élites » une source d'emploi pour les populations rurales qui peuvent désormais travailler dans les *malls* ou comme domestiques, une

opportunité dans le développement de services publics mais aussi un « éventuel regain de fierté pour les populations des classes inférieures » (SABATINI, F., 2007). Bien sûr, l'hypothèse est séduisante et on ne doute pas que certains des enquêtés des deux communes étudiées aient effectivement trouvé un travail et ne voient pas les murs des *condominios* comme des frontières excluantes. Mais il s'agit toujours d'emplois précaires que ce soit dans les services ou dans l'agro-industrie et il est difficile de juger des effets de la construction de ces enclaves sur un temps si court.

De plus, il existe des phénomènes de ségrégation entre pauvres eux-mêmes ceux qui viennent de la ville et ceux qui sont restés en périphérie comme on peut l'observer dans le secteur de Lo Castro à Lampa (photo 10).

Photo 10. Ségrégation entre autochtones et nouveaux arrivants à Lampa

A gauche de la route, *poblacion Las Malvinas* (1983) où vivent essentiellement des ouvriers agricoles, à droite de la route l'ensemble résidentiel « *Matias Vidaurre* » habitée par des urbains relogés dans le cadre d'un programme d'habitat social. On voit le mur de séparation et l'existence d'un trottoir fait de dalles de béton d'un côté face à un modeste trottoir de terre de l'autre côté de la rue.

Doit-on pour autant parler de ségrégation rurale ? Le terme est sans doute un peu fort dans un pays comme le Chili, particulièrement dans les campagnes, où il existe encore de fortes relations interpersonnelles. Cependant, à l'échelle de la parcelle ces changements sociologiques sont perceptibles à travers la multiplication de portails, de barrières, de fils barbelés venant marquer la limite de propriétés depuis longtemps acquises mais senties comme menacées par de nouveaux usages de nouveaux groupes sociaux (les agriculteurs se plaignent principalement des vols de fruits et de légumes sur leurs parcelles et les éleveurs des chiens errants mal attachés qui viennent s'attaquer au bétai comme Hector C., le 7 mai 2010) ou alors de propriétés nouvellement acquises que l'on souhaite distinguer des alentours et également prémunir contre le vol.

Quelles que soient les justifications et les motivations, ces murs et portails peuvent prendre des formes différentes du simple portail en bois fermé par un cadenas et qui empêche l'intrusion en voiture ou à cheval au mur électrifié en passant par des fils barbelés. Sans aller jusqu'à affirmer que les murs créent nécessairement de l'exclusion sociale et de l'agressivité entre les groupes sociaux qui se trouvent de part et d'autre (CALDEIRA, T., 2000 ; DAVIS, M., 1990 ; LOW, S., 2003), on peut tout de même dire que le phénomène est relativement nouveau et décrié par les ruraux eux-mêmes qui regrettent la situation passée. Certains d'ailleurs s'y refusent toujours.

Andrea G. par exemple a affirmé en entretien : « *Moi je préfère ne pas fermer mon portail, d'ailleurs, il n'y a pas de clés à la porte de la maison non plus. Comme ça, ça attire moins le regard et personne ne pense que j'ai des choses à voler* » ou encore Maria Loreto à Til Til (photo c, Figure 21): « *on a bien une barrière mais quand on peut éviter de fermer… Ça permet à mes enfants d'aller s'y promener un peu le soir en rentrant de l'école* ». Quant à Oscar et Carla T. qui vivent à Olmué, le fait de ne pas fermer les portes est constitutif de la vie à la campagne : « *c'est une manière de vivre : on sort de la maison et on peut laisser la porte ouverte* ».

La majorité des enquêtés qui vivent depuis longtemps dans ces espaces ruraux me disaient de passer à n'importe quel moment pour l'enquête et d'entrer alors que les néo-ruraux vivant dans des *condominios*, devaient me donner un code d'accès, une clé rendant d'autant plus nécessaire l'existence de personnes-clés sur le terrain comme je l'ai évoqué dans l'introduction.

Figure 20. Espaces résidentiels fermés sur d'anciens espaces ouverts dans la région centrale du Chili

a - Condominio fermé par des barbelés côté champs
Lampa

b - Condominio fermé par un portail électrique côté rue

c - Condominio Lomas de Mantagua : fermeture sommaire pré-travaux

d - Condominio Lomas de Mantagua : fermeture définitive après

e - Condominio Doña Blanca abandonné suite à un scandale financier.
Mantagua

f- Condominio Doña Blanca IV :
portail en panne

C. FALIES, 2013

Figure 21. Fermeture physique des espaces ouverts dans la région centrale du Chili

a - Parcela 3B : portail ouvert de la parcelle cultivée (2005)
La Palma, Quillota

b - Parcela Margarita : portail fermé de la même parcelle sur le point d'être vendue après avoir été rebaptisée (2012)

c - Verger cultivé d'amandiers ouvert
Til Til

d - Ensemble résidentiel «*El Vergel*» fermé
Mantagua

C. FALIES, 2013

Quant aux affirmations de certains chercheurs qui considèrent que les murs sont une tradition en Amérique latine et qu'en constituant des « *rues et des terminaisons des espaces ouverts que sont les places, ils les mettent justement en valeur* » (BARRAGAN, L., 2000, cité par SABATINI, F., 2007) en faisant même des garants de l'intégration sociale, tout le monde se sentant bien rassuré derrière son mur, on peut penser qu'elles sont peut-être valables en ville mais certainement pas pour les espaces périphériques comme tend à le montrer la photo 11 prise dans le *condominio Campomar* à Mantagua. Cette placette située à l'extrémité du *condominium* semble bien une aberration du point de vue urbanistique et social. D'abord, elle

est inaccessible à pied. Ensuite son banc est dirigé à l'est, vers deux portails de maisons, alors que vers l'ouest la vue vers le Pacifique constitue un véritable panorama.

Photo 11. Placette à l'intérieur d'un *condominio* à Mantagua, 2010

En décrivant la fermeture relative que connaissent les espaces ouverts, le but n'est pas de la stigmatiser mais de comprendre en quoi elle est le symptôme d'autres processus sociaux, politiques et économiques impliqués par la métropolisation qu'elle ne fait que matérialiser. A ce sujet K. Polanyi a pu écrire : « *notre but, en évoquant ainsi la triste situation où enclosures et conversions mirent le peuple, est, d'abord de montrer que l'on peut faire un parallèle entre les dévastations que provoquèrent des clôtures en définitive bénéfiques et celles qui résultèrent de la Révolution industrielles ; ensuite – et plus largement -, d'éclairer les choix face auxquels se trouve une communauté en proie aux affres d'une amélioration économique non dirigée* » (POLANYI, K., 1944). Il en va de même pour le nouveau mouvement des enclosures que semble connaître le Chili dans ses périphéries métropolitaines. C'est pour cette raison que l'on en vient à parler de marges plus que de périphéries tant ces espaces sont fonctionnellemnt dépendants des centres.

2. LES MARGES : UN CONCEPT SOCIO-SPATIAL QUI PERMET DE SAISIR LA COMPLEXITÉ DES ESPACES OUVERTS DANS LE PROCESSUS DE MÉTROPOLISATION

On le voit, une approche socio-spatiale est nécessaire tant les deux dimensions sont imbriquées. C'est ce que permet le concept fondamentalement socio-spatial de marge qui décrit très bien la situation géographique des espaces ouverts étudiés, périphériques mais également

inscrits dans une forte relation de dépendance au centre – qu'elles dépendent du centre bien sûr ou que le centre en dépende. Tant et si bien que deux numéros de revue dédiés plus spécifiquement aux marges (*Revue Tiers Monde* n° 185 (1/2006), « Marges au cœur de la ville » ; *Autrepart* n° 45, 2008, « La ville face à ses marges ») ont du mal à faire la distinction entre marge spatiale et marge sociale.

Un point commun thématique serait quand même à évoquer que ce soit pour les marges spatiales ou les marges sociales : une forte capacité à l'innovation de ces espaces ou de ces populations qui peuvent paraître délaissés, abandonnés. Cela se traduit ici par exemple par l'apparition de formes spatiales inédites comme les parcelles d'agrément ou des expressions de solidarité à travers le phénomène des *allegados*. La marginalité sociale ou spatiale est donc bien relative en fonction du point de vue – ce qui peut paraître comme une vulgaire friche depuis le palais présidentiel de La Moneda est en fait un centre névralgique de rencontres pour les enfants de telle ou telle communauté rurale - et de l'échelle d'observation – le quartier, la ville, la métropole. De plus, on l'a vu, dans certains cas les espaces ouverts aux marges de la métropole peuvent être choisis (consentement des populations aisées à faire de longs trajets en voiture chaque jour pour vivre dans un cadre de vie qu'elles désirent) ou au contraire subis (espaces de relégation pour des populations vulnérables en raison de prix du terrain moins élevés), (VELUT, S., FALIES, C., 2008).

Il peut donc exister un renforcement réciproque entre marge sociale et marge spatiale dans certains cas mais qui se différencient à d'autres échelles (même si elle persiste, la pauvreté rurale de la région centrale est, comme on l'a vu, bien inférieure à la pauvreté rurale de l'ensemble du pays et en particulier des communautés du nord du pays) comme c'est le cas pour deux groupes pourtant distincts : les femmes et les communautés rurales qui, malgré leur rôle essentiel dans le fonctionnement des espaces ouverts, ont longtemps été marginalisés dans et par la société.

A. Les femmes, actrices-clés des espaces ouverts grâce à leur multiactivité

Même si les femmes sont des protagonistes historiques de l'agriculture vivrière familiale ne serait-ce que par leur travail domestique, l'évolution récente de la société chilienne mais aussi les chiffres du recensement agricole de 2007 les prennent en compte de façon plus lisible. Leur profil a en effet évolué vers le salariat agricole souvent temporaire (elles représenteraient

ainsi plus de 60 % de la main d'œuvre saisonnière), les cultures d'autosuffisance alimentaire et le micro-entreprenariat. Dans un contexte de flexibilisation et donc de précarisation de l'emploi principal du foyer rural - souvent celui de l'homme - ainsi que d'augmentation du coût d'un mode de vie qui s'urbanise, un second salaire devient souvent nécessaire. Réputées méticuleuses dans la manipulation des fleurs ou dans les techniques de pollinisation et généralement peu syndiquées, les femmes constituent une sorte d'armée de réserve pour les travaux agricoles (INE, 2007).

Au sein même des exploitations, ce sont les femmes qui génèrent le plus souvent des revenus secondaires notamment dans l'artisanat, l'élaboration de produits alimentaires et la production et la vente de fleurs (Figure 22).

Figure 22. L'artisanat, une des activités complémentaires les plus répandues au Chli particulièrement chez les femmes

a - Une pionnière : Consuelo A., artisane à Lo Narvaez, Olmué; au milieu de son atelier de tressage d'osier et de joncs

b - Une porte-parole : Miriam au rouet lors de l'Expo Lampa 2010. En plus de la production de cresson, elle s'est lancée dans le filage et le tissage de la laine des moutons de sa mère

C. FALIES, 2013

« *Je veux rappeler ce que nous entendons par « femme rurale ». Ce sont les femmes du monde entier qui travaillent des heures comme agricultrices, ouvrières agricoles et entrepreneuses. Quand elles terminent ce travail, elles passent encore du temps à s'occuper de leurs enfants et de leurs familles. Elles gagnent une misère pour ce qu'elles récoltent, pour le travail agricole qu'elles font et pour ce qu'elles vendent et elles ne gagnent rien pour le travail qu'elles font au sein de leurs familles.* » (BACHELET, M., 2012). Comme le rappelle M. Bachelet

dans ce discours en tant que Premier Secrétaire de l'agence ONU Femmes, les « femmes rurales » restent donc minoritaires dans la population agricole active, davantage encore en terme de possession de la terre cultivée et en retrait de la génération du revenu principal du foyer.

Dans un pays conservateur où le poids de l'Eglise catholique a longtemps été très important, la plupart des femmes étaient en effet tenues à l'écart de la vie politique. C'est donc plutôt vers des réseaux associatifs que les femmes se sont tournées notamment dès la mise en place au Chili des *juntas de vecinos**, associations de voisinage, qui leur permettent d'avoir un rôle et une visibilité à l'échelle locale : ouverture d'une crèche, organisation d'une tombola, réfection d'un bâtiment ou d'un pont. Les femmes sont aussi très dépendantes notamment en termes de transports : les transports publics collectifs étant quasiment inexistants en zone rurale et les femmes les moins jeunes n'ayant d'autre moyen de locomotion que la marche à pied ou le taxi, elles sont souvent contraintes à l'isolement.

Ainsi le projet de développement rural de l'INDAP des *Hilanderas de Colliguay* dans la périphérie rurale de Quilpué (carte 13) a été compromis car les femmes de la communauté ont accepté d'organiser des ateliers de filage et de tissage de laine ainsi qu'un point de vente dans la salle construite à cet effet dans le village (Figure 46 a.) mais n'ont consenti qu'une seule fois à aller faire leur promotion dans un des grands centres commerciaux proches du littoral à plus d'une heure en voiture de leur domicile. En effet, il est encore rare que les femmes rurales aient leur permis et puissent être vraiment autonomes dans leurs déplacements.

Ainsi, lors de l'Expo Lampa d'octobre 2010, organisée dans la commune pour promouvoir l'agriculture locale, Claudia Navarrete du PRODESAL Lampa a dû aller chercher une à une les participantes pour qu'elles puissent exposer leurs produits (Figure 22 b.). Les femmes donc restent encore concrètement marginales dans les projets de développement ne serait-ce que pour des raisons d'accessibilité. C'est ce que C. Navarrete a également pu constater le 8 mars 2012 lors des activités organisées par la commune pour la Journée Internationale de la Femme. Elle avait mis en place un réseau de « paniers bio » entre des productrices de la commune et des consommatrices de la commune riche de Las Condes : pour 10 000 pesos (soit 15 euros), le panier comprenait des produits frais (pommes de terres, aubergines, brocolis, cresson, tomates) et élaborés (confiture, barres d'amande, miel). Comme les productrices n'ont pas trouvé les moyens de transporter leurs produits jusqu'à Las Condes, les consommatrices, quant à elles

véhiculées, sont venues à Lampa. Mais elles ont trouvé long le trajet. Ce qui devait être la pierre de fondation d'un circuit court, s'est transformée en expérience unique.

B. Des communautés rurales au cœur du fonctionnement des espaces ouverts encore marginalisées

Les communautés rurales correspondent à la fois à une forme de possession de la terre et à un fonctionnement associatif entre acteurs. Elles se situent donc à la frontière entre privé et public tout en échappant aux deux catégories de droit et de marché. Principalement situées dans les espaces ouverts, elles sont, comme les *parcelas de agrado,* les héritages d'un régime de possession de la terre coloniale reconnu par l'Etat à travers le décret-loi DFL 5 de 1968 qui s'inscrit dans le processus de réforme agraire. Dans ce décret-loi, la communauté agricole est définie comme l'ensemble des « *terrains ruraux qui appartiennent à divers propriétaires en commun, sur lesquels le nombre de* comuneros *est manifestement supérieur à la capacité productive du champ pour que les groupes familiaux respectifs puissent subvenir à leurs besoins essentiels* »[68]. La constitution de la propriété des communautés agricoles, la régularisation de leurs titres de propriété et leur organisation s'effectuent sur la base du DFL 5, sur demande d'au moins deux *comuneros*.

Dès que le bien est inscrit chez le *Conservador de Bienes y Raíces**, la communauté devient personnalité juridique et est par conséquent en mesure d'exercer ses droits, de contracter des obligations et d'être représentée d'un point de vue judiciaire ou extra-judiciaire. A l'intérieur de la communauté, les *comuneros*, c'est-à-dire ceux dont le nom est inscrit sur le titre de propriété présenté au *Conservador de Bienes y Raíces*, jouissent de droits individuels permanents et exclusifs sur une portion de terrain de la propriété de la communauté pour sa famille en vue de l'exploitation (c'est le *goce singular*), de droits individuels temporaires en fonction des besoins de sa famille sur une portion de terrain de la propriété de la communauté (c'est la *lluvia*) et de droits communs (cueillette, ramassage de bois, élevage extensif…) sur la partie de la propriété de la communauté sur laquelle n'ont été constituées ni *goces singulares* ni *lluvias*. Mais des devoirs existent également comme le nettoyage des canaux d'irrigation, l'entretien des chemins

[68] "*aquellos terrenos rurales pertenecientes a diversos propietarios en común, en los cuales el número de comuneros sea manifiestamente superior a la capacidad productiva del predio para que los respectivos grupos familiares puedan subvenir a sus necesidades esenciales de subsistencia*".

muletiers… Les *comuneros* peuvent aussi se constituer en *junta de comuneros* pour administrer équitablement les ressources naturelles de la communauté entre les *comuneros* comme le font les *juntas de vecinos* et ainsi permettre la réalisation de travaux pour le bien de la collectivité comme ce fut le cas avec la création du pont de Lo Castro à l'initiative du président de la communauté agricole Quebrada Alvarado en 2012 (Figure 23).

Figure 23. Participation de la communauté Quebrada Alvarado à la construction d'un pont dans le secteur Lo Castro, Olmué

a. Pont de Lo Castro en août 2012 emprunté quotidiennement par les enfants de la communauté pour se rendre à l'Ecole rurale Quebrada Alvarado

b. Lundi 6 mars 2012 : rentrée des clases et inauguration du nouveau pont en présence du maire d'Olmué Tomás Aranda, du président de la communauté Rigoberto Alvarado, du directeur des travaux Paticio Tapia, de voisins et d'élèves de l'école (photo prise sur la page Facebook de la communauté Quebrada Alvarado)

C. FALIES, 2013

Les communautés agricoles chiliennes ont été surtout étudiées dans la région de Coquimbo – au Nord de la région centrale – que ce soit par des géographes de l'IRD (REYES F.H., PONCET Y., 2006 ; LIVENAIS P., 2003) ou par l'IASCP, *International Association for the Study of Common Property* (GALLARDO F., 2004). En effet, ces communautés agricoles dont le fonctionnement a été mis en évidence en milieu semi-aride présentent un double intérêt scientifique, que l'on retrouve dans la région centrale.

D'abord, elles posent le problème de l'eau qui est un enjeu social, politique et environnemental essentiel, d'autant plus qu'elle y est rare. En effet, la plupart des communautés de la Région de Coquimbo sont situées sur des terres de *secano*, c'est-à-dire non-irriguées ou peu irriguées sur les versants des vallées, héritage des immenses *latifundia* de la colonisation. Cette position les rend de fait moins attractives pour l'agriculture que les terres de *riego* (dans les fonds de vallée). Or, les *comuneros* n'ayant pas les moyens d'irriguer, ils cèdent certains de

leurs droits à de grandes entreprises exportatrices qui installent des aménagements hydrauliques sur ces versants et finissent par pousser définitivement les *comuneros* à vendre ces terres.

Ensuite, comme dans la région centrale, sa situation de transition entre les régions du Norte où l'agriculture est peu praticable mais qui a eu besoin très tôt de son agriculture et de son élevage pour les travailleurs des mines et des villes littorales et la région centrale qui étend depuis une vingtaine d'années son front agraire jusque dans la Région de Coquimbo où les terrains sont moins chers mais tout de même bien reliés par l'autoroute au Marché central de Santiago et à l'aéroport international Arturo Bénitez, inscrit cette région dans des problématiques nationales et internationales. Ainsi, certains chercheurs se sont intéressés à l'inscription de ces terres et de leurs communautés dans « l'environnement libéral chilien » (REYES F.H., PONCET Y., 2006) tandis que d'autres ont réfléchi sur leur relation avec la globalisation (GALLARDO F., 2004).

Or, « *un problème se pose, celui du recrutement de la communauté. Comment devient-on membre d'une communauté détentrice de biens communs ? Dans les siècles passés, dans des sociétés rurales particulièrement stables et sédentaires, la question de l'appartenance d'un individu à une communauté ne se posait guère. En règle générale, l'on naissait et l'on mourrait au village ou dans la commune* », (FLATRES, P., 1975). Ce n'est plus trop le cas particulièrement dans la région centrale en raison de la forte mobilité déjà analysée dans le chapitre 2. En effet, et c'est peut-être plus flagrant encore dans la région centrale, mieux intégrée par son économie et ses infrastructures au système-monde, on ne peut qu'être surpris par la persistance *a priori* paradoxale dans un contexte fortement mondialisé et privatisé de ces espaces marginaux où la terre reste un bien commun. Comment ces espaces et ces acteurs marginaux parviennent-ils à s'intégrer ou à persister dans ce contexte ? En quoi deviennent-ils stratégiques et peuvent-ils avoir comme interlocuteurs l'Etat par le biais de la CONAF, une ONG très puissante, la CODEFF, une entreprise privée d'électricité comme ENDESA, des présidents de la République chilienne au premier rang des quels R. Lagos, avoir un compte Facebook et Twitter tout en conservant des pratiques communautaires anciennes? Un exemple nous permettra d'approfondir les réponses à ces questions.

C. Des communautés face à la métropolisation : le cas de la communauté Mariana de Osorio à Olmué

Plusieurs types de communautés existent dans les périphéries : communauté historique et légales non choisies comme celle de Mariana de Osorio, communauté corporative choisie et légale avec une charte comme Amereida ou certains *condominios*, communautés alternatives sans chartes mais choisies comme la communauté anthroposophique autour du collège Waldorf de Limache. Celle qui retient mon attention est celle de la communauté Mariana Osorio car au début du XXIe siècle c'est celle qui présente le plus de défis d'adaptation aux changements et aux dynamiques de métropolisation dans la région centrale du Chili. Ils sont de trois ordres : « *que la communauté redevienne une organisation politique souveraine, qu'elle parvienne à la reconnaissance et à l'inscription légale des terres communautaires, qu'elle réussisse la restructuration économique de la communauté* », (VENEGAS, F., 2009).

En effet, cette communauté de 3 500 personnes (environ 750 familles), soit presque le quart de la seule commune d'Olmué, a dû se restructurer à partir des années 1990 après vingt années de dictature militaire particulièrement sévère envers toute forme d'organisation sociale et en particulier envers les communautés rurales éloignées et donc difficilement contrôlables. De plus, la création du Parc national de La Campana et sa patrimonialisation UNESCO au titre de Réserve Homme et Biosphère en 2008 ainsi que l'arrivée de nouveaux groupes d'acteurs avec de nouvelles préoccupations dans la zone ont rendu nécessaire une réorientation de son action collective.

Au regard du décret 228 (encadré n°9) promulgué en 1985 pour l' « agrandissement et la délimitation du Parc National « La Campana » » précisément dans le secteur de Granizo, on peut apprécier l'effort du gouvernement de fixer les limites du parc mais il faut admettre ses imperfections. La seule limite nord comporte ainsi de nombreuses imperfections et approximations comme quand il est écrit « sans nom » ou « ligne sinueuse ». Même les toponymes quand ils existent sont vagues : « *l'acacia* », « *le peumo* », etc. Ce sont sept points, du point A au point G, qui délimitent le parc mais entre ces points il existe, depuis l'origine, une grande confusion qui va être la base des revendications et des conflits.

Encadré n° 9. « Agrandissement et délimitation du Parc National « La Campana » dans la Ve Región de Valparaíso », (source : Décret 228, loi N° 17.892.- Santiago, 02 Août 1985)

« Etant donnée la sollicitation de Monsieur le Ministre de l'Agriculture datée du 9 janvier 1985 et selon la loi n°16.699 qui a déclaré Parc National « La Campana » situé dans la commune d'Olmué ;
Etant donné que les limites du secteur « Ocoa » ont été fixées par le décret n°451 de 1980 mais qu'en-dehors de ce secteur, il continue d'exister un ensemble de terrains fiscaux situés dans le secteur connu sous le nom de « Granizo » considérés comme faisant partie du parc mais dont il n'avait pas été encore possible de fixer les limites, aucun plan officiel n'ayant jamais été levé ;
Etant donné que sur ces terrains précédemment mentionnés, il se trouve des valeurs écologiques notables qui constituent la limite septentrionale du genre *Nothofagus* en Amérique du Sud et où se situe la seule unité qui possède des secteurs représentatifs de la végétation sclérophylle de la Cordillère de la Côte en bon état de conservation et avec des peuplements en état franc de récupération ; […]
Je décrète :
Agrandir le Parc National « La Campana » en incorporant les terrains fiscaux situés dans le secteur appelé « Granizo », commune d'Olmué, province de Quillota, V Región de Valparaíso, dont la superficie et les limites définitives sont indiquées ci-dessous.
Fixer les limites du Parc National « La Campana » qui, avec l'incorporation des terrains qui comprennent les secteurs appelés « Ocoa » et « Granizo », a une superficie de 8 000 hectares numérotée V-5-870 C.R. sur le plan et est délimitée comme suit : Au nord : une ligne sinueuse qui part d'un point appelé « A » situé sur la courbe de niveau des 400 m au –dessus du niveau de la mer, qui continue sur cette même courbe de niveau vers le sud jusqu'à croiser le cours d'eau « Rabuco ». De là, elle continue vers le ravin sans nom, en ligne droite jusqu'à la colline « El Cardonal » au point côté 768 m. Depuis ce point, elle arrive au sommet « El Peumo » à 1984 m. et qu'on appellera « B ». Elle continue en suivant la ligne de partage des eaux des sommets sans noms aux altitudes 670 et 714 m, colline « El Píedrudo », 914 m. Elle continue par un sommet sans nom et une colline « El Espino » puis « El Peumo » respectivement de de 864, 1748 et 1984 m.»

En 1993, la communauté s'inscrit officiellement chez le *Conservador de Bienes y Raices* mais se rend compte que 70% de ses terres avaient été au préalable inscrites en 1985 dans le périmètre du Parque National interdisant ainsi ou en tout cas limitant ses usages les plus fréquents : ramassage de noix de cocos de la *Palma Chilensis*, pacage des troupeaux (approximativement 1000 têtes) ou encore libre circulation sur les sentiers. En 2004 après d'intenses négociations et un procès impliquant la communauté, un député, la CODEFF, le ministère de l'agriculture et la CONAF, un accord est trouvé entre le gouvernement du Chili - à qui appartiennent les terres à l'intérieur du périmètre au titre de terres fiscales - et la communauté : 902,59 hectares revendiqués sont « rendus » à la communauté ; 901, 10 autres hectares sont également réattribués à la communauté mais sans sortir du Parc National. La superficie totale de la communauté est donc de 1803,69 hectares - bien que dans cet accord il ne soit fait aucune mention des 2 000 autres hectares revendiqués- en contrepartie de quoi un programme de développement communautaire a dû être établi entre la communauté et la CONAF.

En 2005, une nouvelle clause est ajoutée sur le classement en *Sanctuario de la Naturaleza* des terres appartenant à la communauté. Malgré tout, la CODEFF a continué à s'opposer à cet accord doutant de l'applicabilité du projet et de la bonne foi des *comuneros* qui auraient des projets immobiliers ou même de réouverture des mines d'or et de cuivre. Il est vrai que la communauté connait de sérieux problèmes de trésorerie et que la vente à des projets pourrait représenter un sérieux apport.

Cependant, la communauté s'est jusqu'alors contentée de louer des terrains pour l'installation d'antennes téléphoniques ou le passage de lignes à haute-tension et d'utiliser cet argent pour aider les familles les plus pauvres, pour financer des projets locaux, pour acheter du fourrage pour le bétail ou pour payer des frais d'avocats, (entretien avec F. Venegas).

Photo 12. Entrée de la communauté dans le secteur Granizo, à moins d'1 km de l'entrée du Parc National La Campana, 2010

Malgré ses difficultés juridiques et économiques et les défis qui lui restent à relever, si cette communauté s'est maintenue si longtemps du 26 mai 1612, date du testament de Mariana Osorio en faveur de « ses indiens, de leurs femmes et de leurs descendants» à aujourd'hui, c'est en raison principalement de son nombre important – il est difficile de trouver un accord unanime sur la vente de telle ou telle parcelle-, du bon niveau de coopération et d'organisation interne de la communauté mais aussi de l'appui des deux présidents de la République, Eduardo Frei et Ricardo Lagos pour des raisons électorales mais aussi de sympathie réelle pour des communautés qui représentent pour eux l'essence même de la nation chilienne.

De plus, on peut signaler l'appui essentiel du *Taller La Era* composé d'Andrés Moreira, biogéographe de la PUC mais aussi descendant de la communauté de Caleu, de Fernando Venegas, dont les recherches dans les archives nationales ont permis de retrouver le testament de M. Osorio (VENEGAS, F., 2009) et S. Elortegui, naturaliste. En plus d'avoir participé activement depuis les années 1990 à un travail de collecte d'information chacun dans leurs domaine, le collectif a organisé un grand nombre d'ateliers, de sorties sur le terrain, et de présentation avec la communauté et en particulier avec les enfants (MOREIRA MUÑOZ, A., ELÓRTEGUI FRANCIOLI, S., 2003).

A travers cet exemple, on voit bien comment il existe à la fois des acteurs-clés et des hauts lieux de la métropolisation par les espaces ouverts. Une des formes de cette métropolisation passe par l'appropriation et la privatisation. « […] *La privatisation et la soumission à la logique entrepreneuriale de biens jusqu'ici publics (comme les universités), pour ne pas parler de la vague de privatisations (de l'eau et des services publics de toutes sortes) qui a touché la plupart des pays du Sud, annoncent une nouvelle flambée d'enclosures. Comme par le passé, la puissance publique est souvent mobilisée pour faire passer de telles mesures, même contre la volonté populaire. Le démantèlement des dispositifs de régulation conçus pour s'opposer à la dégradation des conditions de travail et de l'environnement s'est traduit par une perte de droits. La restitution au secteur privé de droits de propriété collectifs, conquis au cours de longues années de dures luttes de classes, a été l'une des politiques de dépossession les plus flagrantes, menées au nom de l'orthodoxie libérale* », (HARVEY, D., 2010).

3. L'APPROPRIATION DES ESPACES OUVERTS COMME PRÉALABLE A LEUR USAGE

A. L'accumulation : une forme légale d'appropriation et une forme active de ségrégation

Yo pregunto a los presentes si no se han puesto a pensar que esta tierra es de nosotros y no del que tenga más.
Yo pregunto si en la tierra nunca habrá pensado usted que si las manos son nuestras es nuestro lo que nos den.
A desalambrar, a desalambrar! Que la tierra es nuestra, tuya y de aquel, de Pedro, María, de Juan y José.
Si molesto con mi canto a alguien que no quiera oír le aseguro que es un gringo o un dueño de este país.[69]
(Extrait de la chanson « *A desalambrar* » de V. Jara)

En faisant « *référence à un monde flexible, constitué de projets multiples menés par des personnes autonomes, s'opposant à un monde hiérarchisé fait de grandes organisations intégrées* » L.Boltanski et L. Thévenot dans *De la justification*. *Les économies de la grandeur* expriment bien la grande propension qu'ont la plupart des acteurs au Chili depuis 10 ans à s'exprimer en termes de projets.

Le Chili, qui se situerait selon la typologie des deux sociologues entre la « cité marchande » et la « cité industrielle » connaît en effet des rythmes rapides de croissance portant des cycles de mise en valeur souvent courts et où le rapport de force entre les différents d'acteurs d'un territoire se fait souvent sur le thème de la concurrence (« *competencia* » étant un mot qui revient très souvent dans les entretiens) entre projets (BOLTANSKI L., THEVENOT L., 1991). En 1999, L. Boltanski et E. Chiapello reprennent le concept de cité et définissent celle qui correspond selon eux à la décennie 1990 : la « cité par projets ». Ils mettent en avant la *culture de projet* comme l' « *un des dispositifs associés à la formation d'un nouvel esprit du capitalisme* » qu'ils analysent particulièrement à travers la littérature du management des années 1990 (BOLTANSKI L., CHIAPELLO E., 1999). « *La formation de cette culture du projet va de pair avec le développement, dans les années 1980 environ, d'une représentation du monde économique et, plus généralement de la société, faisant appel à la métaphore du* réseau *: interconnexion de points singuliers permettant une multiplicité de trajets différents et non plus espace homogène borné par des frontières permettant de distinguer un intérieur d'un extérieur*» (BOLTANSKI L., 2006).

[69] Je vous demande/ si vous n'avez jamais pensé/que cette terre est à nous/et pas à celui qui possède déjà plus./ Je vous demande si sur cette terre/ vous n'avez jamais pensé/ que si ce sont nos propres mains qui travaillent/ alors ses fruits sont à nous./ Allons défaire ces clôtures, allons les défaire !/Car la terre est à nous,/ à toi, à lui,/à Pedro, María, à Juan et à José./Si mon chant dérange/quelqu'un qui ne peut même pas m'écouter/cette personne, je vous l'assure, est un gringo/ou un détenteur de ce pays.

Au Chili, on doit y voir l'influence des *Chicago Boys* qui partent du principe de l'organisation par projets en entreprise « *dont la structure est faite d'une multitude de projets associant des personnes variées, dont certaines participent à plusieurs projets* » (BOLTANSKI L., 2006). Ce qui semble paradoxal, c'est que vingt années de dictature militaire ont plutôt eu comme conséquence de détruire tout le lien social qui existait entre les habitants d'une commune, d'un quartier ou d'une communauté en fonction de l'engagement politique. Mais ces vingt années ont peut-être justement permis aussi la suppression de certains liens sociaux anciens basés sur le caciquisme ou la notabilité locale en faveur d'un pouvoir peut-être plus polycentrique mais auxquels tous les citoyens croient pouvoir aspirer depuis le retour à la démocratie avec le gouvernement de la Concertation. Ce pouvoir est celui du marché.

Cette « cité par projets » permet le développement de conditions objectives pour la substitution, au moins en apparence, des liens sociaux hérités de la colonisation par la mise en réseau des espaces et des acteurs et l'entrée de plain pied dans le monde globalisé. Ce que postule quant à lui David Harvey (HARVEY D., 2008), c'est que la revalorisation d'espaces comme les espaces ouverts par des projets dans ce nouveau contexte de globalisation permet d'assurer des « rentes de monopole à un certain entrepreneurialisme urbain » qui finissent par remplacer les anciens monopoles (MONTERO CASASSUS, C., 1997). « *La question à l'ordre du jour est donc de savoir comment rassembler les pouvoirs de monopole dans une situation où les protections offertes par les monopoles (dits) naturels (l'espace et l'emplacement) ainsi que par les protections politiques des frontières nationales ont été sérieusement mises à mal, voire anéanties* », (HARVEY D., 2008).

En effet, si les anciens monopoles fondés sur la force et le patrimoine familial n'existent plus en tant que tel, l'augmentation de la valeur marchande de la terre rend impossible le maintien ou l'acquisition de terres par certains. Or selon Marx, il n'existe pas un seul type d'accumulation mais il s'agit plutôt d'un « large éventail de processus : ceux-ci comprennent *la marchandisation et la privatisation de la terre* et l'expulsion par la force des populations paysannes ; la transformation des droits de propriété de différents types (*communs, collectifs, étatiques, etc.) en droits de propriété privée exclusifs ; la suppression du libre accès aux communaux* ; la marchandisation de la force de travail et *la suppression de formes alternatives (indigènes) de production et de consommation* ; des processus coloniaux, néocoloniaux et impériaux d'appropriation d'actifs (ressources naturelles comprises) ; la *monétarisation de*

l'échange et de la taxation, en particulier de la terre ; le trafic d'esclaves ; l'usure, la dette publique, et finalement de *système de crédit, comme moyens radicaux d'accumulation primitive*. » (HARVEY, D., 2010, p.173).

Tous les processus mis en italique ici existent au Chili et particulièrement dans les espaces ouverts dont nous avons vu qu'ils cumulaient les ressources d'autant plus rares et convoitées qu'elles sont en contexte métropolitain c'est-à-dire proches des lieux de production et de décision. En effet, « *en situation de suraccumulation (« où des surplus de capital (combinés parfois à des surplus de travail) restent en friche, sans possibilité d'investissement rentable »), l'accumulation par dépossession permet la libération d'un ensemble d'actifs (force de travail comprise) à un coût très réduit (dans certains cas égal à zéro). Le capital suraccumulé peut s'emparer de tels actifs et leur trouver immédiatement un usage rentable* », (op.cit., p.176). « *Dans le cas de l'accumulation primitive décrite par Marx, ce processus impliquait d'accaparer la terre, par exemple, en la clôturant, et d'en expulser la population résidente pour créer un prolétariat sans terre, injectant ensuite ces biens fonciers dans le courant dominant privatisé de l'accumulation du capital* », (op.cit., p.173).

Là où l'accumulation est encore d'actualité c'est qu'elle est fondamentalement liée au Chili avec le fait de posséder de la terre et les ressources en eau et en végétation qui lui sont associées, particulièrement cruciales en milieu méditerranéen. C'est aussi que, comme nous le livre P. Clastres, « *le désir de possession est en fait un désir de pouvoir* », (CLASTRES, P., 1974, p.174) et donc comme tout désir de pouvoir, il s'inscrit en retour dans l'espace.

B. L'appropriation de l'eau dans les espaces ouverts

Le tiers des cartes mentales produites par les enfants de l'école rurale de Quebrada Alvarado à Olmué représente un cours d'eau asséché au moins partiellement (cf. annexes à partir de la page 443, Figure 23 a) : les élèves ont utilisé des motifs circulaires pour représenter les blocs torrentiels ou encore des couleurs brunes en opposition au bleu utilisé pour l'eau. Lors de l'entretien qui a suivi la réalisation des cartes, nombreux sont ceux qui ont évoqué le problème que représentait la sécheresse pour le bétail ou les cultures de leurs parents.

Si l'on ne peut pas parler d'appropriation de la terre (*landgrabing*) au sens propre dans la région centrale du Chili notamment en raison de la masse et du poids de l'opinion publique qui de plus en plus surveille voire s'oppose à des projets plus difficiles à voir dans le sud ou le nord

du pays, on peut au moins analyser le phénomène d'appropriation à travers un bien commun naturel : l'eau. En effet, au Chili comme ailleurs « *des mécanismes entièrement nouveaux d'accumulation par dépossession ont ainsi vu le jour [à travers les raids menés par les fonds spéculatifs et les autres institutions essentielles du capital financier] […] comme l'épuisement des biens communs naturels (la terre, l'air, l'eau) et la multiplication d'écosystèmes dégradés, qui excluent toute alternative aux modes de production agricole intenses en capitaux [qui] découlent de la marchandisation généralisée de la nature sous tous ses aspects* », (HARVEY, D., 2010, p. 176).

L'irrigation dans la basse vallée de l'Aconcagua est structurée depuis la deuxième moitié du XIXe siècle autour de quatre secteurs de canalisation : le secteur de San Pedro irriguant 1300 hectares, celui de La Palma irriguant 1919 hectares, celui de San Isidro dont les canaux de Waddington et d'Ovalle irriguent chacun 1000 hectares, et enfin le secteur Boco-Rauten-Mauco irriguant 600 hectares. A ce réseau se surimposent de nouvelles formes d'irrigation, plus ponctuelles, et développées sur initiative privée autour de puits artificiels ou de retenues d'eau (FALIES, C., 2005).

L'eau a longtemps été une source d'inégalité et de conflits entre ses utilisateurs : les agriculteurs dont les parcelles se situent en amont étant toujours les premiers et les mieux servis. Aujourd'hui, l'irrigation des grandes parcelles d'arbres fruitiers sur les versants de la Cordillère de la côte se fait par pompage direct dans la nappe phréatique à travers des puits de plus en plus profonds et celle des petites parcelles de polyculture maraîchère restent dépendants des canaux d'irrigation et de l'organisation communautaire qui lui est associée (Figure 24; Figure 26 d. et e.). Les entretiens menés avec les producteurs de la zone ou avec l'administrateur de l'Association des Irrigateurs du Canal Mauco montrent que l'eau, élément essentiel en région de type méditerranéen est un élément parfaitement maîtrisé. L'introduction, il y a une quinzaine d'années de l'irrigation par goutte-à-goutte, le plus souvent programmé par ordinateur en fonction des besoins en eau du sol et de la plante, limitant ainsi les utilisations inutiles a connu un grand succès et a permis la conquête des versants par la fruticulture. Ainsi même les espaces réputés les plus secs sont aujourd'hui irrigués.

Il convient de rappeler le cadre légal de l'utilisation et de la possession de l'eau au Chili, mélange juridique et pratique entre la culture communautaire du colonisateur espagnol et la

culture libérale américaine. « *Dans l'analyse historique de la législation sur les eaux, on voit fréquemment la confrontation entre le concept de la chose commune (*Res comunis*) et celui de l'individualisme qui n'est pas sans conséquences sur les droits de l'eau. Dans tous les cas de Figures, la relation Etat-privés est omniprésente en tant que fil conducteur des lois. […] On pourrait caractériser la période actuelle, pour ce qui est du régime juridique des eaux, comme une période de moindre participation de l'Etat dans le contrôle des acteurs privés dans le cycle terrestre de l'eau. La Direction générale des Eaux a perdu de ses pouvoirs par rapport à la période de la Réforme agraire, limitant pratiquement son action à l'élaboration du registre hydrométrique national et à la conception technico-juridique de nouveaux droits d'usages. D'autre part, les fondements de la théorie du libre marché, furent intégrés, d'une manière ou d'une autre, aux droits sur l'eau, de même qu'à sa possession, aujourd'hui définitivement abandonnée aux acteurs privés.* » (ALVAREZ, P., 2003).

Avec le changement technique, il y a donc un changement d'accès à l'eau qui devient un accès individuel. Cela entraîne alors un changement dans la composition sociale des producteurs, le coût de l'eau généré par le changement technique engeandrant une exclusion de fait des plus pauvres.

Cette analyse a été vérifiée dans la zone d'étude par des observations et par des entretiens avec la responsable du Département des Eaux de Quillota et avec l'administrateur de l'Association du canal Mauco, Manuel Lucero, qui ont constaté chacun l'augmentation des attributions des droits sur l'eau à des particuliers, malgré l'existence du *Código de Aguas* de 1981, qui fait de l'eau un « bien national à usage public ».

Si l'eau d'irrigation n'est plus un facteur majeur de différenciation des terres, presque tous les agriculteurs y ayant accès et la maîtrisant, elle est restée un facteur majeur d'organisation sociale autour d'un bien de plus en plus privatisé (Figure 24 c.) ou dont la gestion est confiée à des entreprises (Figure 24 b.). Les *Asociaciones de Canalistas* – chargées de la maintenance d'un canal - et les *Juntas de vigilancia*- chargées de l'entretien d'un cours d'eau naturel instituées par le *Código de Aguas* de 1951- ou les *comités de agua potable rural* (Figure 24 a.), constituent bien souvent, autour du thème de l'eau, les seuls et derniers groupes d'usagers – agriculteurs et artisans surtout– organisés socialement dans les zones rurales.

Figure 24. Des besoins en eau partagés par tous les usagers des espaces ouverts mais des moyens d'accès concurrents dans la vallée de Mantagua

a. Comité d'eau potable rurale de Mantagua. En zone rurale, ces comités sont souvent les seuls lieux de réunion des usagers.

b. Aqueduc géré par une filiale de la Codelco à quelques dizaines de mètres du comité d'eau potable rurale.

c. Deux alternatives à l'eau communautaire : une citerne d'eau de pluie à gauche et une publicité pour construire des «puits profonds» sur le poteau à droite.

C. FALIES, 2013

Si tous les agriculteurs ont accès à l'eau, ce n'est pas au même prix et pas dans les mêmes proportions de quantité et de qualité. Les petits agriculteurs restent beaucoup plus vulnérables que les grands par rapport à la ressource en eau car ils dépendent bien souvent d'une unique alimentation en eau qui est l'eau du canal. Ainsi en juillet 2002, dans le secteur de La Palma à Quillota, les petits agriculteurs dont les parcelles sont situées en pied de versants ont subi de forts ruissellements, liés à l'érosivité croissante des versants due à la plantation des avocatiers dans le sens de la pente. Cet épisode a gravement mis en péril le devenir de l'une des deux

seules entreprises agricoles de la zone qui mette en commun le travail des petits agriculteurs, la *Sociedad Agrotalindo Ltda*.

En termes de qualité également, la pollution en engrais chimiques liés à l'agriculture intensive de la zone est avérée, puisque l'on déconseille aux habitants de Quillota de boire l'eau du robinet – Quillota serait la commune du Chili avec le plus gros pourcentage de malades souffrant du cancer du côlon.

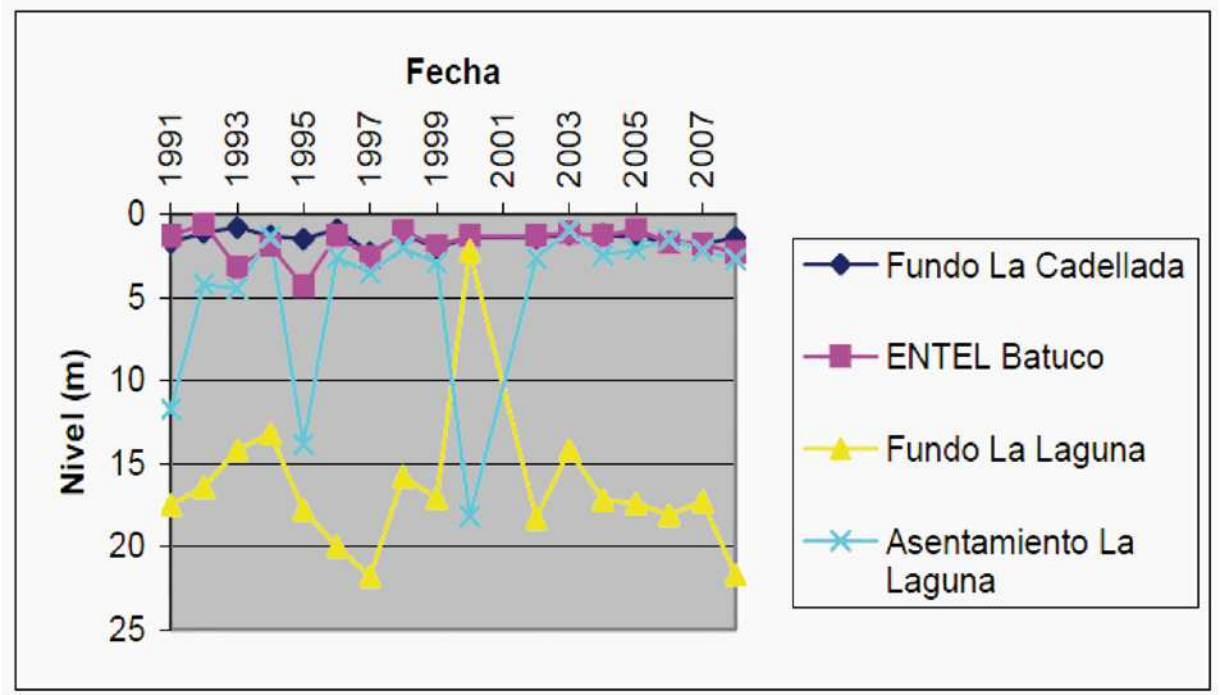
Les problèmes de qualité sont importants dans toute la région notamment à Mantagua où l'on observe une prolifération d'algues vertes (photo 13) et à Lampa dans le secteur de Batuco à la fois en raison de la raréfaction de la ressource en eau qui provoque la salinisation et le remblaiement d'une grande partie de la zone humide (photo 14) et des rejets d'eaux usées dans la station d'épuration de La Cadellada (Figure 26 c.).

Photo 13. Prolifération d'algues vertes à l'embouchure du cours d'eau Mantagua (01/04/2012)

Photo 14. Salinisation de l'humedal de Mantagua en raison du pompage dans la nappe phréatique (07/04/2010).

Une étude diachronique des relevés de niveaux de l'eau souterraine à Batuco entre 1991 et 2007 (CORTEZ, A.M, 2009) a montré un lien étroit entre le niveau d'eau enregistré dans le *Fundo La Laguna* (la zone centrale de la zone humide) et celui enregistré dans l'*Asentamiento La Laguna (*correspondant à l'entreprise agricole). Entreprise agricole familiale, *La Laguna Batuco S.A*. a pris de l'ampleur à partir de la fin des années 1970. Elle produit principalement du raisin de table pour l'exportation (50 hectares), du raisin pour la vinification (5 hectares de Cabernet), des amandiers (30 hectares), des agrumes (12 hectares) et de la culture maraîchère (30 hectares) ce qui nécessite beaucoup d'irrigation. Pour cela, l'entreprise dispose de 5 puits profonds (Figure 26 b.) qui puisent de l'eau dans la zone humide, l'envoient dans un étang avant de la redistribuer par goutte-à-goutte dans les vignes puisque l'irrigation des vignes au Chili est autorisée et particulièrement nécessaire au mois de janvier, février. C'est d'ailleurs à cette période que plus de 60 % des enquêtés constatent une diminution notable du niveau d'eau préjudiciable à leurs cultures.

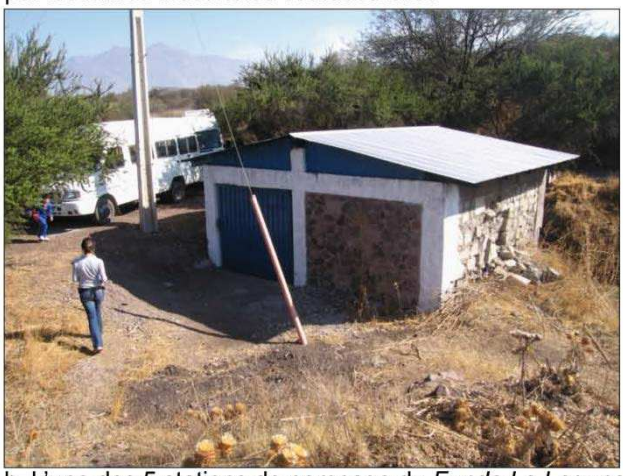
Figure 25. Niveaux d'eau souterraine à Batuco, mois de janvier (CORTEZ, A.M., 2009, à partir de données de la Direccion genral de Aguas, 2006 et 2008)



L'appropriation licite (achat) ou illicite (abus de ressources communes) des espaces ouverts ou des ressources qui les constituent est bien le préalable à toute forme d'usage que l'on peut en faire particulièrement dans un contexte climatique méditerranéen. Or la pression exercée sur ces espaces est de plus en plus forte et complexe : non seulement de plus en plus de monde s'installe dans ces périphéries les rendant de plus en plus denses mais en plus les usages qu'ils en font sont de plus en plus divers.

Figure 26. L'appropriation de l'eau dans la région centrale du Chili

a. Le cours d'eau Lampa sec depuis 2009 n'alimente plus la zone humide à cause des prélèvements en amont par les mines artisanales et industrielles



b. L'une des 5 stations de pompage du *Fundo La Laguna*, Batuco, Lampa

c. Canal d'ailimentation de la zone humide depuis la station d'épuration Batuco, Lampa

d. Irrigation dépendante du canal communautaire, La Palma, Quillota

e. Irrigation par pompage individuel, La Palma, Quillota

C. FALIES, 2013

- *Conclusion du chapitre 4 – Des espaces stratifiés qui se superposent et s'imbriquent*

L'épaisseur des espaces ouverts est donc à la fois sociale (diversité des groupes concernés), fonctionnelle (ces espaces peuvent être à la fois cultivés, mis en élevage, dédiés à la fonction résidentielle, industrielle…) et en termes de ressources (eau, végétation, sol) en même temps qu'elle peut prendre deux formes : d'abord, celle d'une superposition sur un même espace (telle *parcela de agrado* peut servir à la fois de lieu de résidence principale, de lieu de production agricole et de jardin d'agrément sur 2 500 m²) ; ensuite, celle de l'imbrication où plusieurs fonctions se recoupent sans se superposer strictement (ainsi lorsque les limites de telle ou telle parcelle se voient transgresser au gré des saisons ou des besoins de certaines activités comme l'élevage par exemple).

Or les espaces ouverts sont d'autant plus épais qu'ils sont, en principe au moins, accessibles à tous et que chaque groupe social veut s'y imposer par la force ou par le marché sa vision de la mise en valeur. Comment donc ces valeurs superposées ou imbriquées contribuent-elles à animer les espaces ouverts métropolitains ?

- Chapitre 5 - VALEURS ET MISES EN VALEURS DES ESPACES OUVERTS

« *Le commerce de ce royaume présente un paradoxe de négoce et une contradiction de richesses inconnus avant sa découverte, faisant sa prospérité de ce qui ruine les autres et trouvant sa ruine dans ce qui fait la prospérité des autres en ce que son développement provient de l'administration du commerce extérieur et son déclin de la liberté des autres, et en ce qu'il n'est pas considéré comme un commerce qui doit être gardé ouvert, mais comme un patrimoine qui doit demeurer fermé* »
José Armendariz, Vice-roi du Pérou, à propos du Chili, 1736

Cuanto vales Juan González ?
Vales más que esos señores
que inauguran hospitales
vales mas que presidentes
y reyes, y generales
Juan Gonzaléz
y no entiendes lo que vales[70]
Extrait de la chanson d'Eduardo Peralta, "*Cuanto vales Juan González* ?"

Combien valent les espaces ouverts ? Pour certains, ils ne valent rien puisqu'ils sont supposés vides. Pour d'autres ils n'ont pas de prix car les ressources qui les composent ne sont pas renouvelables et ne peuvent donc pas faire l'objet d'une mise à prix. Pour d'autres encore, ils sont devenus hors de prix. Les premiers sont souvent ceux qui les achètent, les seconds peuvent se retrouver dans la figure de l'écologiste étranger qui voudrait pouvoir les conserver tels quels et les troisièmes sont les locaux qui finissent par être dépossédés soit de l'usage qu'ils en avaient soit des espaces eux-mêmes. Pour m'être entretenue avec des représentants de chacun de ces trois groupes, tous semblent pourtant sûrs de leurs faits.

C'est que le terme de valeur et donc de mise en valeur a plusieurs significations. Ainsi au moment de l'élaboration des pré-enquêtes réalisées en août 2009 à Mantagua avec le groupe du « mouvement des citoyens » et les architectes de *Ciudad abierta*, les questions que je souhaitais poser sur la valeur économique ont dû être écartées car les autres concepteurs du questionnaire (un architecte et le fondateur du Mouvement des citoyens de Mantagua) ont pensé que la question ne serait pas comprise ou que les enquêtés ne souhaiteraient pas répondre. On a donc posé une question portant sur des valeurs prédéfinies et formulée ainsi : « quelles valeurs devant être préservées associez-vous à la zone humide et à l'estuaire ? Indiquez les 3 valeurs les plus significatives pour vous:

[70] « Combien tu vaux Juan Gonzalez (équivalent de Jean Martin) ? Tu vaux plus que ces messieurs qui inaugurent des hôpitaux, tu vaux plus que des présidents, des rois ou des généraux, Juan Gonzalez, mais toi tu ne connais pas ta valeur… »

1. Richesse de la flore et de la faune
2. C'est un lieu pour se promener et profiter de la nature
3. C'est un lieu de rencontre avec d'autres personnes qui permet la sociabilité
4. C'est un lieu pour pratiquer certains sports à l'air libre.
5. Autre, à qualifier

Le classement est le suivant : 68,53 % pour la première valeur, 59,5 % pour la deuxième, 50,5 % pour la quatrième, 27 % pour la troisième et 6,7% pour les autres valeurs. 18% des 89 enquêtés non pas répondu à la question et à la deuxième série de questions sur l'évolution de la valeur de leur maison, de leur parcelle en cas de création d'une autoroute à péage qui traverserait leur secteur, 70 % ont répondu qu'ils penseraient que cela créerait une moins-value en raison des nuisances et 30% une plus-value en raison d'une meilleure accessibilité.

Les enquêtes semi-directives adaptées en fonction de cette première expérience ont par la suite montré le même genre de désarroi vis-à-vis des questions sur les valeurs dès lors qu'il s'agit de la quantifier, soit que les enquêtés n'en aient aucune idée, soit qu'ils ne connaissent pas la superficie de leur terrain, soit qu'ils jugent qu'elle a énormément augmenté depuis qu'ils l'ont acheté, soit qu'ils n'en sont pas propriétaires.

Or, il me semble que cette question des valeurs est essentielle et que ses définitions divergentes tant chez les acteurs que chez les scientifiques (entre anthropologues, économistes, agronomes, géographes) expliquent en partie certains conflits ou certains échecs de réforme comme ce fut le cas pour la réforme agraire.

Ces définitions discordantes ont donc rendu nécessaire une adaptation de la méthode en posant des questions plus ouvertes ou en travaillant avec un autre échantillon qui est celui par exemple des enfants.

Déjà convaincue par l'intérêt d'un travail sur les cartes mentales qui permet d'aborder les usages de l'espace par l'angle des représentations lors d'un atelier que j'avais animé en France en collège et en lycée durant l'année 2006, je ne l'avais pas pour autant appliqué dans le cadre de mes recherches de Master. De plus, « à l'heure où plus de 50% de la population mondiale est urbaine, et près de 60% des enfants vivent en ville, il est crucial d'inclure les enfants dans les débats sur la ville, à la fois en tant que groupe social et tant qu'individus. Tel est le message des

coordinatrices de *Children in the City*, Pia Christensen et Margaret O'Brien. » (LEHMAN-FRISCH, S., VIVET, J., eds., 2011).

L'objectif était d'identifier les pratiques et les représentations des espaces laissés libres de construction d'une classe d'âge à la fois actrice de l'espace et en même temps amenée à être adulte dans quelques années. De plus, le recours aux cartes mentales est utile, particulièrement dans un contexte conflictuel où le discours de chaque groupe est à analyser avec précaution et montre très souvent des incohérences ou des paradoxes déjà révélés dans les entretiens semi-directifs avec les adultes. Il a fallu adapter une méthodologie de cartes mentales à un contexte rural ou périurbain, en tout cas à un contexte de faible densité avec moins de repères servant à se situer et à représenter, alors qu'il a s'agi plutôt d'une méthodologie utilisée dans le champ de la géographie urbaine depuis les travaux de K. Lynch (LYNCH, K., 1969). On a considéré fondamentalement que le dessin était une « *représentation métaphorique de toute l'aisance de son corps dans le monde* » (DOLTO, F., 1998). A ce titre, on envisage que l'aisance est de se sentir libre d'aller et de venir et au contraire, la contrainte, le fait de se sentir enfermé.

Dans quelle mesure, dès lors que l'on s'arrête sur les pratiques et les représentations de tous les acteurs en jeu, les espaces ouverts sont ils des espaces privilégiés pour les projections de valeurs de tous ?

On doit d'abord interroger le lien entre valeur et espace en géographe à travers quelques approches et textes clés sur les espaces ouverts (5.1). Puis tenter d'en cerner la valeur marchande (5.2). La valeur accordée à ces espaces par les enfants à travers leurs représentations graphiques (5.3) doivent nous permettre enfin de voir l'imbrication voire la dialectique produite par les valeurs dans l'espace et d'illustrer cette phrase de H. Lefebvre : « *Le quotidien donc ne peut se comprendre sans la contradiction « usage-échange » (valeurs). Mais c'est surtout l'usage politique de l'espace qui restitue au maximum la valeur d'usage : ressources, situations spatiales, stratégies* » (LEFEBVRE, H., 1974, VI, 4, p. 412). Finalement, ce sont des valeurs transversales qui semblent animer les espaces ouverts en tant qu'espaces partagés par de nombreux groupes (5.4).

1. LES ESPACES OUVERTS PORTEURS DE VALEURS CONTRADICTOIRES

A. Délaissés, friches, espaces ouverts

« Si le délaissé ne vaut peut-être plus rien, pour son propriétaire (c'est-à-dire pour celui qui a le droit d'agir et d'investir dessus) et pour le marché, il peut valoir pour le voisin qui préfère avoir un peu de verdure à côté de chez lui plutôt qu'un immeuble de bureaux, pour la commune qui n'a plus les moyens de créer de nouveaux espaces verts, pour le producteur de bois qui peut éventuellement l'exploiter, pour les enfants de l'école voisine qui ne savent plus ce qu'est la nature brute, non anthropisée. Il est donc légitime d'intégrer d'autres valeurs, qu'on appelle dans la théorie économique anglo-saxonne, les "valeurs contingentes" ou option values *: la valeur écologique (ce que le terrain permet d'économiser en minimisant la pollution), la valeur sociale (les usages autres qu'économiques qui peuvent intéresser les citoyens), voire la valeur symbolique (le fait, par exemple, que ces mêmes citoyens, totalement urbains, soient encore en contact avec la nature et le sauvage). Dès lors, le délaissé a une "valeur" potentielle plus importante que ne le fait croire son inutilisation.* » (PARIS, R., 2000). C'est par cette longue réflexion, que R. Paris synthétise les différentes valeurs assignés aux espaces délaissés dans le contexte post-industriel des friches urbaines.

Dans le même ordre d'idée, l'idéologue de la guérilla jardinière[71], le géographe R. Reynolds écrit : « *certains propriétaires considèrent - surtout s'ils en vivent éloignés [et c'est là la figure du propriétaire foncier absentéiste]- que cet espace n'a rien à leur apporter et qu'ils ne doivent rien à la communauté environnante : ce n'est qu'un actif économique dont ils ont décidé qu'il ne valait pas encore la peine de le vendre, et il pourrait tout aussi bien s'agir de métal précieux déposé à la banque. Mais la différence est que la terre ne s'accumule pas comme des lingots d'or pour être cachée dans un coffre : c'est une plaie visible aux yeux de tous* », (REYNOLDS, R., 2010).

Est-ce parce que le post-fordisme a eu des effets plus précoces en Angleterre et aux Etats-Unis ou parce que la géographie anglo-saxonne rechigne moins que la géographie française à emprunter des concepts à d'autres disciplines comme l'économie, elle s'est intéressée plus tôt à la valeur des espaces ouverts au sens économétrique d'abord (GEOGHEGAN, J., 2002, 2003 ; LUTTIK, J., 2000 ; LUTZENHEISER M., NETUSIL R., 2001) montrant en quoi, selon la méthode des

[71] Elle est définie comme « *la culture illicite du terrain d'autrui* » ou comme une « *lutte pour les ressources, une bataille contre la rareté de la terre, la destruction de l'environnement et le gaspillage des opportunités, un combat pour la liberté d'expression et la cohésion sociale* », (REYNOLDS, R., 2010).

prix hédoniques, la présence d'arbres, d'étangs, de dunes, de collines, en constituant des aménités, pouvaient faire augmenter le prix de vente d'un terrain. Une autre tendance a visé à montrer que ces espaces ouverts pouvaient avoir une valeur sociale (BANOS, V., SABATIER, B., 2010) dans la mesure où ils représentent des lieux de partage et d'apprentissage de la citoyenneté pour un groupe (les enfants, les femmes, les sportifs) ou pour une communauté toute entière (GESSAT-ANSTETT, E., 2001, GIORDANO, M., 2003 ; VOGT, C., MARANS, R.,2004) qui peut en tirer profit pour des activités très extensives comme la cueillette, la collecte de bois, le pacage du bétail, la promenade... Le renouveau du débat sur la question des communs autour notamment des travaux d'E. Ostrom a beaucoup participé à valoriser les espaces ouverts et leur gestion communautaire après la thèse de G. Hardin qui y voyait une tragédie (OSTROM, E., 1999 ; HARDIN, G., 1968).

B. Valeurs et espace

Il faut d'abord tenter de définir ce que sont les valeurs attribuées à l'espace à travers des travaux précoces en la matière comme ceux de P. George ou à travers la géographie anglo-saxonne.

« *L'environnement c'est l'espace tel qu'il est perçu et davantage : c'est le résultat d'un jugement de valeur sur l'espace vécu. Et dans ce jugement de valeur, l'espace prend une dimension autre qui intègre au sol occupé et non occupé d'autres éléments contribuant à sa qualité comme l'air, l'eau,… ce que les hommes en ont fait* » (GEORGE, P., 1971, p.32).

« Values = *raisons données pour justifier une conduite propre à un groupe en ce qui concerne le monde du vivant et dans la mesure où leur incarnation dans les actions sociales et les organisations tiennent compte de ces valeurs. Définies ainsi, les approches qui permettent de donner une valeur à la nature impliquent non seulement une base d'étude pour déterminer ou caractériser ce qui est considéré comme naturel mais aussi les méthodes utilisées pour exprimer la valeur de la nature et les moyens de prédilection pour la protéger. Quand les valeurs parviennent à être institutionnalisées, les tentatives des différentes agences et organisations de faire participer le public dans les décisions environnementales semblent être dictées par les mêmes conditions qui avaient servi à donner une valeur à la nature* », (BURGESS, J., HARRISON, C. M., LIMB, M., 1988).

Dès lors et au regard d'un contexte chilien qui repose avant tout sur la loi du marché, on peut se demander en quoi l'étude des valeurs des espaces ouverts nous informe sur les systèmes de relations de pouvoir qui y président.

Dans les sciences sociales, ce sont surtout les économistes qui se sont chargés de définir la valeur de l'espace et d'établir le prix d'une parcelle ou d'un bien immobilier par la méthode des prix hédoniques (RIDKER, R., HENNING, J., 1967 ; ROSEN, S., 1974). Le prix d'un bien ne dépend pas simplement de la taille en m² ou en hectares mais également d'autres critères. L'équation suivante est à la base de cette méthode : $P = f(I,V,Si,Z,Se,E,i)$.

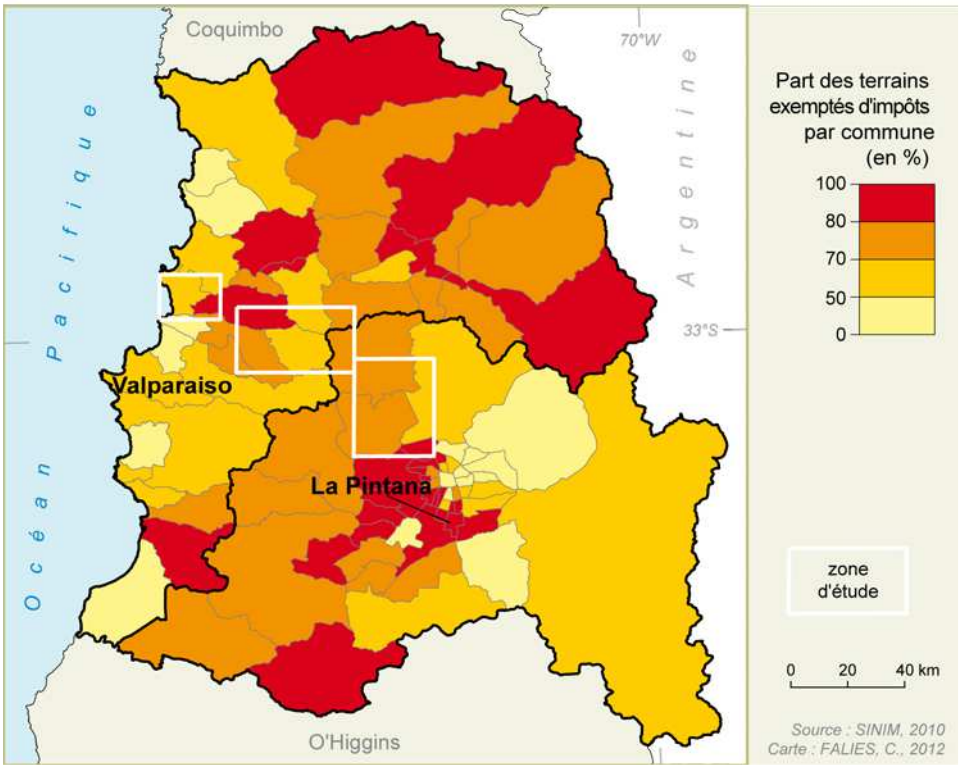
P est le prix du bien immobilier en mètre carré en fonction (f) de 6 critères : les caractéristiques inhérentes du bien (superficie construite, superficie du terrain, qualité du sol, aspects architecturaux, équipement intérieur, nombre de pièces, qualité des matériaux de construction…), (I) ; les caractéristiques du voisinage (classe socioprofessionnelle, type de résidents, sécurité…), (V) ; la situation (zone résidentielle, distance et accessibilité au centre), (Si) ; les caractéristiques déterminées par l'appartenance ou non à une zone incluse dans un plan d'aménagement urbain ou métropolitain (densité de construction, types d'activités et d'usages des sols autorisés…), (Z) ; le niveau des services, des équipements et des infrastructures (eau, égouts, électricité, asphaltage…), (Se) ; les externalités présentes aux alentours (activités polluantes ou encombrantes , espaces verts…) (E) ; l'ensemble des paramètres qui accompagnent chacun des critères et qui constituent les prix implicites (i). Plus l'espace ouvert est choisi, moins les critères I, V, Si, Z, Se comptent dans le prix total car ils sont « rachetables » par la suite. Par contre, les externalités sont difficilement échangeables ou modifiables. A l'inverse plus l'espace ouvert est subi, plus ces critères prennent une place importante dans le prix total comme on l'a déjà évoqué à travers la politique du logement chilienne qui a eu tendance à localiser de plus en plus loin ses ensembles résidentiels pour faire diminuer ainsi le coût du bien final.

Des applications de ce modèle ont été faites dans des contextes très précis d'urbanisation comme dans le Maryland (GEOGHEGAN, J., 2002) ou l'Oregon (BOLITZER, B., NETUSIL, N.R., 2000) aux Etats-Unis. Dans les deux cas, il s'agissait de montrer aux gouvernements locaux l'intérêt de préserver ou de créer des espaces ouverts afin d'attirer des populations aisées susceptibles de payer plus d'impôts fonciers. Il s'agit alors d'internaliser (mettre sur ou dans le marché) des externalités environnementales (air, eau, végétation) afin de les protéger. On se

situe assez près des approches du *Land Trust Alliance*[72]. Des critiques peuvent être faites à cette méthode.

D'abord, même menées sur de nombreux échantillons (16 402 transactions dans le cas de l'étude sur Portland), les auteurs mettent sur le même plan des espaces ouverts qui sont très dissemblables par leurs usages (des terrains de golf et des réserves naturelles), par leurs statuts (espaces privés et espaces publics) et par la nature de leurs externalités positives et négatives (autant la vue du parc naturel en soi peut être une aménité, autant le fait d'avoir sa maison juste à l'entrée du parking d'un terrain de golf peut représenter une contrainte). Par ailleurs, ils ne peuvent pas prendre en compte toutes les aménités de détail comme les piscines, les chemins de randonnée, les points de vue panoramiques… Enfin, dans les deux cas, ils ne se sont appuyés que sur les bénéfices réalisés sur les transactions de biens et pas sur les achats de parcelles avec construction postérieure. Ainsi, non seulement la méthode peut s'avérer approximative même si elle a un grand intérêt notamment pour faire entendre aux pouvoirs publics l'intérêt (au moins marchand) d'avoir des espaces ouverts sur leurs territoires mais en plus elle est difficile à appliquer au Chili.

Carte 18. Exemptions fiscales dans la région centrale du Chili



[72] Fondée en 1982 aux Etats-Unis, il s'agit d'une organisation dont l'objectif est de conserver des terres sur l'ensemble du territoire par une politique foncière élaborée. Elle a au total réussi à préserver 150 000 km².

En effet, le prix réel des transactions est très difficile à obtenir en raison notamment d'une politique fiscale extrêmement floue (déductions, exemptions sur la carte 18) qui fait que la valeur fiscale d'un bien peut varier entre 50 et 80% de sa valeur réelle ; de plus, il existe très peu de marges de manœuvre pour les politiques publiques notamment en termes de zonification ; il est ensuite primordial de prendre en compte le statut des terres (privées, publiques, communautaires) ; enfin, car en raison de la complémentarité des ressources en milieu méditerranéen (sol, eau, végétation), il me semble contestable de les isoler comme des objets dans l'analyse géographique (RIDKER, R., HENNING, J., 1967). On s'en tiendra donc aux résultats apportés par les deux économistes qui ont le plus travaillé ces thèmes au Chili : G. Lever et P. Trivelli ainsi qu'aux motivations des enquêtés (BURGESS, J.; HARRISON, C. M., LIMB, M., 1988).

2. LA VALEUR MARCHANDE DES ESPACES OUVERTS

A. A vendre !

Qu'il s'agisse d'urbanisation planifiée et groupée ou d'urbanisation plus individuelle et spontanée, l'extension urbaine se fait toujours dans un contexte de très faible régulation et les plans d'aménagement servent davantage à accompagner ou même à légitimer *a posteriori* l'urbanisation qu'à la guider. Au niveau national et de façon symptomatique, le Chili est entré en janvier 2010 dans l'OCDE, devenant ainsi le deuxième pays latino-américain après le Mexique à faire partie de ce club de pays, mais n'a imposé aucune restriction dans la charte d'adhésion que ce soit en termes d'achat de ses terres ou en termes immobiliers. Contrairement aux recommandations qui lui sont faites dans la charte d'adhésion, « le Chili n'a pas de réglementation spécifique concernant l'activité dans les zones périurbaines » (OCDE, 2010) et n'en prévoit pas dans son calendrier.[73]

[73] A titre de comparaison, la Nouvelle Zélande n'autorise pas d'investissements étrangers supérieurs à 25 % de ses terres ou de ses pêches et la France ne permet pas l'exploitation de ses terres agricoles par des ressortissants de pays non-membres de l'UE ou leur acquisition pour les terres viti-vinicoles.

Figure 27. Espaces à vendre dans la région centrale du Chili en 2010

a. Nouvel ensemble résidentiel fermé, commune de Lampa, Région Métropolitaine, 2010

b. Ventes de lots construits ou non dans l'ensemble résidentiel fermé Altos de Mantagua, commune de Quintero, Région de Valparaiso, 2010

c. Vente de « particulier à particulier » d'un terrain sur les versants de la Cordillère de la Côte, commune d'Olmué, Région de Valparaiso, 2009

C. FALIES, 2013

En l'absence de restrictions et en vertu du code de libération des mouvements de capitaux de 1961, n'importe quelle entreprise ou personne juridique peut se porter acquéreur de terres sur n'importe quelle partie du territoire national, dans les immensités du sud ou du nord ou en périphérie proche des agglomérations de Santiago, Valparaíso ou Concepción. Même la crise

financière et économique globale que connaît le monde depuis 2008 a ralenti les investissements étrangers mais n'a pas stoppé l'activité de construction puisque le ministre des finances de Bachelet, Andrés Velasco, avait prévu de mettre de côté des capitaux générés par l'activité minière du cuivre[74] pour relancer l'économie à travers l'activité de construction.

Un cadre légal plus ancien facilite également l'urbanisation étalée à partir des centres urbains. En mars 1979, on vote au Chili une nouvelle Politique de Développement Urbain par laquelle on fait du sol un bien qui peut entrer ouvertement sur le marché. Selon cette loi, l'équilibre entre les usages du sol urbain et rural se fait en fonction de l'offre et de la demande du marché. Le sol urbain et le sol rural à potentiel urbain cessent alors d'être soumis à une planification rigide datant de l'époque interventionniste. Le sol urbain est dès lors régi par la *Ley General de Urbanismo y Construcciones.*

En dehors des limites urbaines, c'est-à-dire pour tout l'espace rural, il n'existe pas de loi de planification. L'urbain est donc ce qui est planifié par opposition au rural qui lui ne l'est pas. La croissance se fait en prenant principalement deux formes urbaines : celle du *condominium* fermé ou de l'habitat social à l'intérieur de la zone urbaine et de façon plus originale, celle des *parcelas de agrado* dans la zone rurale. L'extension des logiques urbaines hors de ses limites est particulièrement visible dans les communes directement périphériques des plans de développement de Santiago d'une part et de Valparaíso-Viña del Mar d'autre part[75].

Ce sont là les communes les plus exposées car les plus accessibles par des axes de communication anciens que les promoteurs immobiliers n'ont qu'à suivre pour développer leurs projets et en même temps les plus démunies dans la mesure où elles n'appartiennent pas ou depuis peu de temps aux plans régulateurs des deux pôles urbains principaux du pays. Or il peut s'agir de territoires considérables comme les communes de Lampa[76] ou de Quintero[77]

---

[74] Le Chili détient plus de 40% des réserves mondiales de cuivre dont les cours sont au plus haut depuis 2008 et les signes d'insécurité que montrent les marchés financiers . La croissance asiatique portée par la Chine requiert 40% de la production annuelle mondiale.

[75] Le *Plan Regulador Metropolitano de Santiago* (PRMS) créé en 1994 intègre 37 communes et le *Plan Regulador Intercomunal del Gran Valparaíso* ou PREMVAL qui date de 1965 et n'a toujours pas donné lieu à une révision conséquente.

[76] Commune au nord-ouest du *Gran Santiago* et faisant partie du *Plan Regulador Metropolitano de Santiago* depuis 1997, elle se situe sur l'un des axes privilégiés de l'urbanisation et de l'industrialisation en périphérie de la capitale malgré une tradition agricole mais en vertu de sa proximité à la route 5 Panaméricaine. Elle se situe sur le versant

respectivement de 450 km² et de 150 km². L'originalité réside ici dans le fait que ce « prototype de la ville libérale » (Pflieger, G., 2011) ne se cantonne pas aux périphéries proches de la capitale mais aussi aux périphéries de son port Valparaíso et de la plus grande station balnéaire du pays, Viña del Mar.

Finalement c'est l'ensemble de la région centrale qui est concernée par ce phénomène même si la carte 16 ne l'a mis en avant plus précisément grâce à la télédétection que dans mes trois zones d'études.

B. Mais combien ?

L'une des difficultés de la recherche est d'adapter ses hypothèses de travail à la plus ou moins grande disponibilité des données brutes ou secondaires. Ainsi en 2008, j'ai pu écrire : « L'accès au cadastre, quant à lui, est l'un des enjeux les plus importants pour notre travail dans la mesure où il permettrait de quantifier les prix du foncier et donc d'en saisir la valeur et surtout les évolutions puisque celle-ci ne saurait être absolue. En effet, la difficulté d'accès aux informations concernant le marché foncier, détenues par les *conservadores de bienes y raíces* au Chili, pour des raisons de manque de temps et de moyens ne nous a pas fait oublier la possibilité d'envisager les prix du foncier dans les espaces périurbains de manière quantitative. Jusqu'ici, nous n'avons pu les étudier que dans la mesure où les propriétaires faisaient des déclarations plus ou moins exacte du prix de leurs terrains, mais de façon purement qualitative et donc partielle. (…) Nous souhaiterions donc parvenir dans un travail ultérieur à ce que les économistes appellent une « segmentation du marché foncier » des espaces ouverts à l'intérieur de la métropole en se basant sur des critères quantitatifs et non plus seulement qualitatif », (FALIES C., 2008).

Quelques années après je dois me rendre à l'évidence que l'obtention de ces données est toujours aussi difficile et que je dois donc me résoudre à travailler sur des données secondaires produites principalement par l'économiste P. Trivelli.

---

est de la Cordillère de la Côte et comprend sur son territoire la vaste zone humide de Batuco protégée de 14 788 hectares.

[77] Située au nord de l'estuaire de l'Aconcagua, 20% de son territoire correspondent à une zone anciennement urbanisée mais 80% sont aujourd'hui en zone rurale ou littorale à moins de 20 minutes en voiture du centre de Valparaíso.

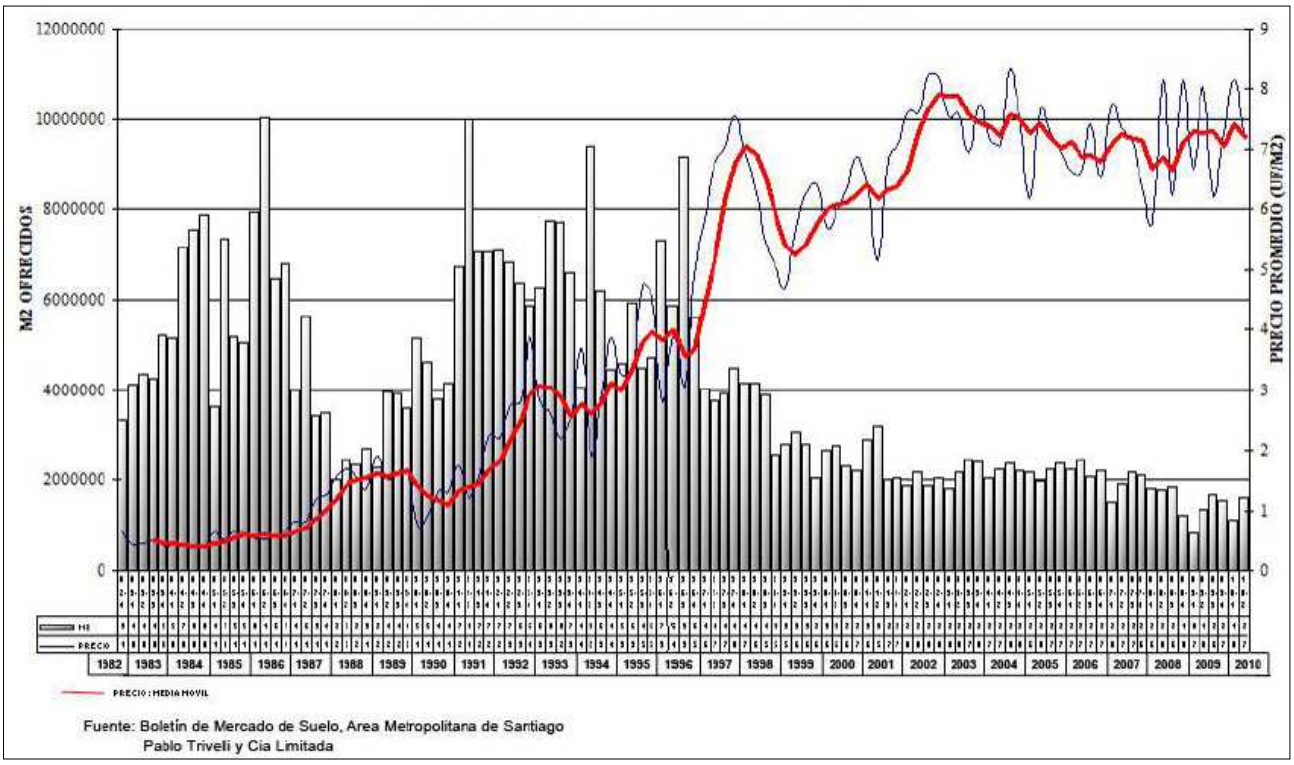
Un rapport pour la Banque Interaméricaine de Développement de 2010 (TRIVELLI, 2010) prend pour la première fois en compte les prix des transactions telles qu'elles sont enregistrées chez le *Conservador de Bienes y Raices** et établit un rapport entre la baisse de l'offre et l'augmentation des prix. L'auteur, P. Trivelli observe par ailleurs depuis 1982 dans son *Boletín de Mercado de Suelo*, les offres immobilières telles qu'elles sont publiées dans le quotidien *El Mercurio*.

Cette étude ne porte que sur le Grand Santiago et pas sur l'ensemble de la région métropolitaine mais apporte une conclusion principale : depuis 1995, l'offre baisse tendanciellement moins que les prix n'augmentent et sur la Figure 29 (intitulée Figure et non carte car il s'agit d'une carte sans échelle dans le document d'origine), on peut voir que la croissance urbaine fait fi de la LEU, limite d'extension urbaine en vigueur, notamment dans les deux communes les plus éloignées du centre de l'agglomération que sont Pirque au sud et Lampa, au Nord. Ainsi, la planification de Santiago depuis le premier plan régulateur intercommunal de Santiago de 1960[78], qui n'a eu de cesse de s'appuyer sur des artifices légaux pour étendre les limites de la ville n'a eu qu'un effet : augmenter le prix de la ville en pariant sur la disponibilité en terres périphériques libres. C'est donc autant à la demande qu'il faut avoir accès pour comprendre le marché du sol urbain qu'à l'offre même légale puisqu'elle est constamment outrepassée.

Le prix de la ville dépend donc bien sûr de différents paramètres de la parcelle comme la taille, le raccordement aux infrastructures de base, l'accessibilité, le nombre de pièces du logement mais aussi d'aménités non quantifiables comme l'environnement immédiat, la qualité de l'air, le voisinage, etc. : c'est la théorie des prix hédoniques particulièrement nécessaire dans le cadre de villes qui s'étalent vers leurs périphéries rurales et « naturelles », ici, le littoral Pacifique, la Cordillère de la Côte ou la Cordillère des Andes.

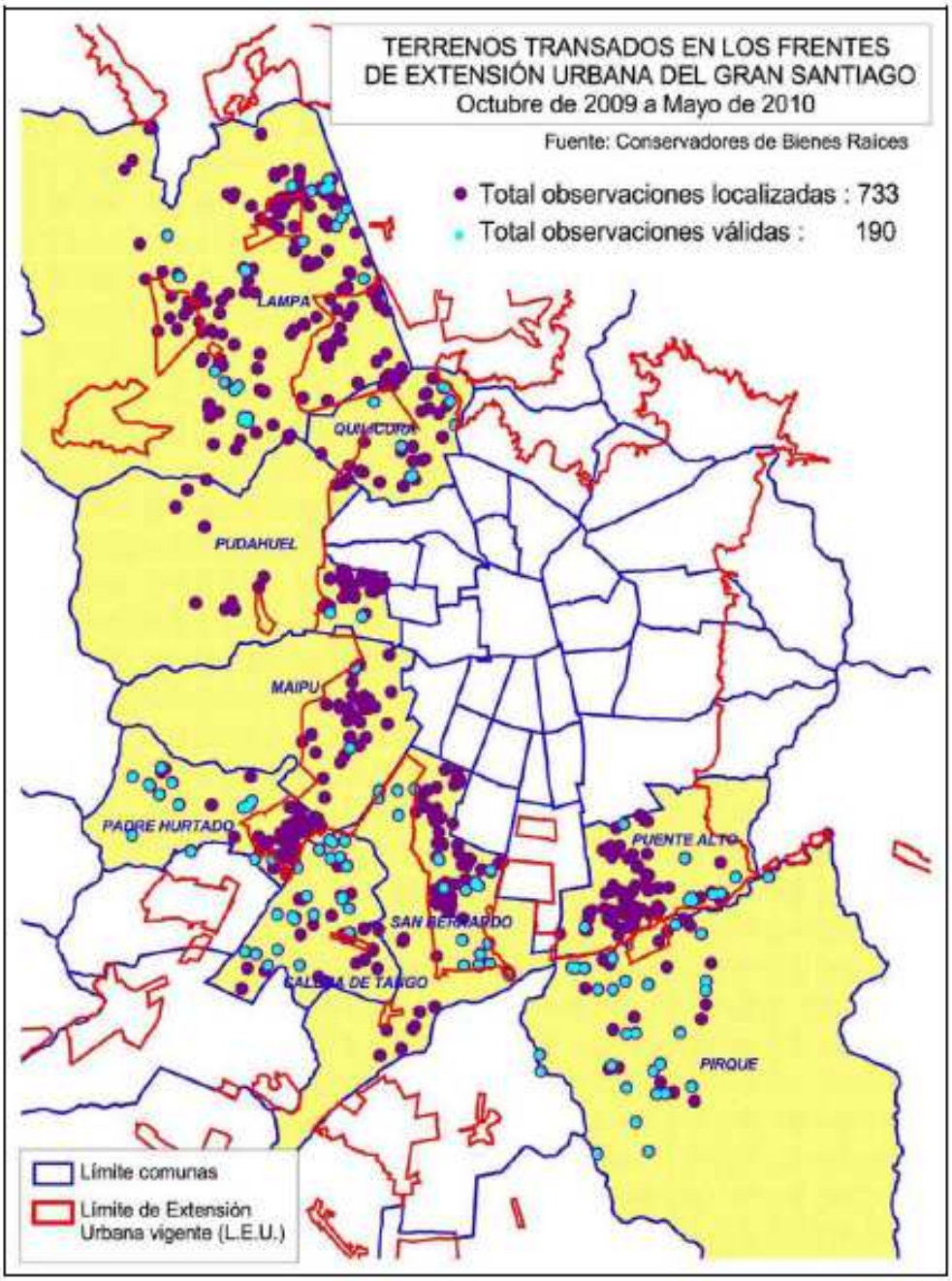
[78] PRIS de 1960 et décret-loi DL 420 de 1979 ; Décret 3516 du ministère de l'agriculture de 1980 ; PRMS, Plan Régulateur Métropolitain de Santiago de 1997 ; PRMS 2003 ; PRMS 2006 ; PRMS 2010.

Figure 28. Variation des prix (courbe rouge en ordonnées ou bleue selon un autre mode de calcul statistique) selon l'offre de terrains (histogramme) dans le Grand Santiago pour la période 1982-2010 (en abscisses) (TRIVELLI, P., 2010)



Le produit-type correspond à une maison individuelle de 70 m² parfois dans un ensemble résidentiel fermé avec une valeur marchande moyenne de 90 000 dollars pour 140 m² de terrain soit 2000 UF. La *Unidad de Fomento* (UF) permet depuis 1967, et un contexte de forte inflation de déterminer le prix de l'immobilier en prenant en compte le coût de la construction, la valeur de la construction et la valeur du peso chilien. Cet indice est actualisé quotidiennement mais correspond en moyenne à 40 dollars.

Figure 29. Terrains mis sur le marché dans l'aire d'extension du Grand Santiago entre octobre 2009 et mai 2010 (TRIVELLI, P., 2010)



A l'échelle de la parcelle maintenant, le décret-loi n° 3516 issu de la Réforme Agraire de 1967, prévoit la subdivision des parcelles agricoles d'une superficie de 0,5 hectare et la nouvelle politique de développement urbain de 1979 facilite son urbanisation. Ainsi, la Réforme agraire du gouvernement Frei, reprise par le gouvernement Allende, dont la loi n° 16 640 entre en application le 18 juillet 1967 et prend fin légalement en septembre 1973 avec le coup d'État du Général Pinochet, sans être réellement suivie d'une contre-réforme (CHONCHOL J., 1995) qui

rendraient officiellement aux latifundistes les terres expropriées. Cependant, soumis à des logiques de marché concurrentiel dès la décennie 1970, les nouveaux petits propriétaires doivent rapidement revendre leurs parcelles peu rentables aux anciens propriétaires en raison d'un manque de formation ou de la trop petite taille de leur exploitation.

Outre des études économétriques fines ou des analyses paysagères mais qui finissent par exclure les populations et leurs représentations de la même manière que le faisaient les théories néo-classiques en économie qui faisaient de l'acteur un *homo oeconomicus* rationnel, puisqu'elles se fondent uniquement sur des séries statistiques ou des descriptions, il est nécessaire d'envisager les valeurs d'usages, esthétiques et environnementales à travers des enquêtes et des observations de terrain dans les espaces concernés.

3. PERCEVOIR LES VALEURS IMMATÉRIELLES À TRAVERS LES CARTES MENTALES

A. Recueillir les représentations

Le département de géographie physique de l'Université du Chili et une équipe dirigée par le Professeur H. Romero a mis en place dès 2009 un observatoire des inégalités socio-environnementales à l'échelle de la métropole santiaguine. En lien avec une sociologue, Marcela Salgado, les collègues avaient développé en complément d'une étude climatologique sur la qualité de l'air à Santiago - connue pour un *smog* persistant lié surtout à la pollution en monoxyde de carbone et en oxydes d'azote produits par les transports (cf. ANNEXE 9 ; VALDÉS, A., 2011) - une méthodologie de dessins libres dans la commune de Peñalolen[79]. Ils avaient alors très clairement établi qu'à la question « dessine l'environnement de ton quartier »[80] correspondait une multitude de représentations très différentes les unes des autres en fonction de l'appartenance à telle ou telle école et donc à tel ou tel groupe social. Il existe en effet au Chili, et c'est l'un des points d'achoppement de la politique libérale menée en matière d'enseignement depuis les années 1970 très contestée lors des mouvements sociaux de 2011, un système scolaire à deux vitesses (PAREDES, R., PINTO, J. I., 2009) opposant une éducation

[79] Commune de l'est de l'agglomération santiaguine choisie pour son hétérogénéité sociale
[80] "Dibuja el medio ambiente de tu barrio"

privée avec ou sans contrat très coûteuse mais de qualité[81] à une éducation publique gratuite mais aux mauvais résultats et, qui plus est, stigmatisant les enfants qui y sont scolarisés.

Dans l'étude menée, l'environnement était ainsi représenté avec des éléments mélioratifs (soleil, parfois même deux soleils, arbres, verdure, fleurs, animaux domestiques) ou péjoratifs (grisaille, asphalte, poubelles, défécation canine…) mais toujours assez proches de la réalité du quartier qu'habitaient les enfants.

Pour les deux tiers des adultes enquêtés, la motivation principale pour venir s'installer dans les zones périurbaines voire rurales est que leurs enfants puissent grandir « à l'air libre » : cet élément est un argument important pour justifier une étude de la perception des espaces ouverts par les enfants. Mais la méthode proposée par les collègues chiliens nous a semblé pouvoir être améliorée notamment en raison des sous-entendus sur le terme d' « environnement », de tranches d'âges trop distinctes et de niveaux scolaires trop disparates rendant nécessaire le recours préalable à la projection d'un dessin animé explicatif de ce que les chercheurs entendaient par *medio ambiente* (environnement) et *barrio* (quartier). De plus, comme le point de vue zénithal n'était pas précisé dans la consigne et que les enfants les plus jeunes ont du mal à le représenter, de nombreux résultats étaient plus « esthétiques » que réellement spatialisés.

Le choix des écoles et des classes a été restreint en fonction de l'âge des élèves (entre 11 et 13 ans) afin d'avoir un public plus autonome du point de vue de l'expression graphique mais surtout des pratiques de l'espace car commençant à s'affranchir de la tutelle des parents pour se déplacer dans leurs activités quotidiennes ou hebdomadaires. En effet, « *la troisième enfance, de six à douze ans, permet la découverte du village ou du quartier avec quelques incursions encore vagues vers de plus vastes régions ; en même temps et surtout, le développement de la sociabilité autorise des rapports de groupe hors de la famille dans le cadre ou hors du cadre scolaire ; perdant ses traits d'égocentrisme, la vision du monde accède peu à peu à l'objectivité dans un espace euclidien* », (FREMONT, A., 1999, citant PIAJET,J., 1947).

Ensuite, le contraste qui nous intéressait était davantage entre les enfants « ruraux », c'est-à-dire vivant dans la zone rurale d'une commune de transition en train de s'urbaniser et principalement scolarisés dans le réseau public d'écoles rurales et les enfants « néo-ruraux », fils

[81] Ou en tout cas qui obtient de bons résultats au SIMCE, système d'évaluation des compétences en langues, mathématiques, sciences naturelles et sociales, mis en place par le Ministère de l'Education en vue de comparer les écoles entre elles.

d'urbains venus s'installer en périphérie, que le contraste direct entre classes sociales. En fonction de nos contacts sur place - comme en France et pour d'évidentes raisons de sécurité, il faut souvent de nombreuses autorisations et recommandations pour s'introduire au sein d'un établissement scolaire-, nous avons donc choisi deux établissements dans le secteur de la zone humide de Batuco, l'école communale rurale de Santa Sara et l'école privée Amankay (Figure 30) et deux établissements proches de la Cordillère de la Côte, l'école Waldorf de Limache et l'école communale rurale de Quebrada Alvarado dans la commune d'Olmué. Les deux collèges privés (Amankay et Waldorf) accordent *a priori* un intérêt tout particulier aux questions de pédagogie environnementale, le premier en ayant obtenu la certification de la CONAMA[82] en 2007 en matière de bonnes pratiques au sein de l'établissement (tri des ordures, jardinage biologique dans la cour de l'école, sorties sur le terrain, concours-photo…) et le second pour des choix didactiques propres à la pédagogie Steiner-Waldorf.

Les ateliers se sont déroulés en trois étapes : la préparation de la visite avec le directeur de l'école - sauf dans le cas du collège Waldorf, autogéré, donc ignorant par principe la notion même de directeur-, un terrain de reconnaissance autour de l'école ; le temps de la réalisation lui-même avec 40 minutes pour les consignes, la distribution du matériel et la réalisation des cartes ; 20 minutes d'entretiens en groupe avec les élèves avec la même série de questions (Figure 30). Notons que l'analyse des éléments recensés (ponts, maisons, collines…) a été faite à deux, avec ma collègue sociologue, afin de pouvoir valider l'information dès le recensement et éviter les mauvaises interprétations. L'intégralité des cartes mentales a été scannée et présentée ici dans l'ANNEXE 5.

Nous inscrivant dans la continuité des conclusions apportées par l'étude de la commune de Peñalolen, l'hypothèse formulée était que la ségrégation sociale révélée par d'autres indicateurs (taux de pauvreté, niveaux d'éducation, revenus des parents…) s'exprimait dans l'espace et était reflétée par les usages que les enfants en avaient.

[82] *Corporación Nacional del Medio Ambiente* : Commission nationale de l'environnement.

Figure 30. Réalisation de cartes mentales à Lampa, secteur Batuco

à l'école Santa Sara et à l'école Amankay

Chemin rural en terre et route d'accès aux deux écoles représentées respectivement en brun ou en bleu par les élèves

L'école publique Santa Sara est subventionnée, l'école privée Amankay est certifiée pour ses bonnes pratiques environnementales par la CONAMA

Dans le premier cas, l'institutrice était présente lors de la réalisation des cartes. Dans l'autre, elle était absente. Sur ces deux photos, on peut voir qu'à l'école Santa Sara, le port de l'uniforme n'est pas respecté alors qu'il l'est à l'école Amankay. Or, c'est une marque importante de distinction sociale au Chili dont le système scolaire est très inspiré du modèle anglo-saxon.

.

C. FALIES, 2013

B. Pratiques et représentations des espaces ouverts

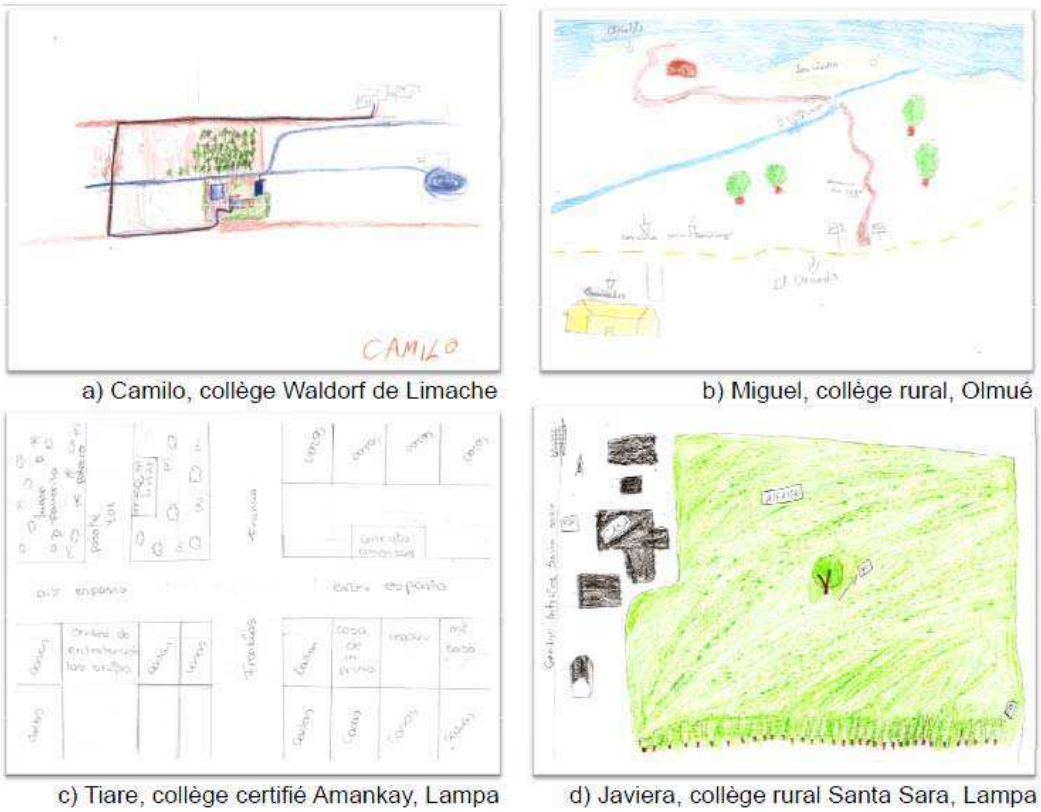
L'objectif du travail de cartes mentales réalisé auprès d'une centaine d'individus était d'identifier les pratiques et les représentations des espaces laissés libres de construction. Il a été particulièrement utile dans un contexte conflictuel où le discours de chaque groupe est à analyser avec précaution et montre très souvent des incohérences déjà révélées dans les entretiens semi-directifs avec les adultes. En effet, il n'est pas rare que les néo-ruraux aient des pratiques qui entrent en contradiction avec leurs convictions ou leurs discours comme le fait de vouloir à tout prix profiter des aménités qu'offre l'espace rural tout en construisant des murs et des barrières pour délimiter leur propriété. De même, les petits agriculteurs ont conscience de l'illégalité de certaines de leurs pratiques comme la chasse et donc les taisent ou attendent quelque subside de l'entretien que l'on fait avec eux.

Ce qui nous intéressera particulièrement ici c'est « *l'espace de l'usager [qui] est* vécu*, non pas représenté (conçu). Par rapport à l'espace abstrait des compétences (architectes, urbanistes, planificateurs), l'espace des performances qu'accomplissent quotidiennement les usagers est un espace concret. Ce qui veut dire subjectif. Espace des « sujets » et non des calculs, espace de représentation, il a une origine : l'enfance avec ses épreuves, ses acquisitions et ses manques* », (LEFEBVRE, H., 1974, VI, 8, p. 418).

A la consigne « *dessine les espaces à l'air libre que tu fréquentes le plus souvent* », les enfants avaient 30 minutes et les mêmes conditions pour faire une carte mentale avec des crayons à papier au début pour les inciter à représenter des grandes structures spatiales – routes, ponts, parcelles,…- puis pour ceux qui avaient terminé, des crayons de couleur. Deux types d'analyse ont été menés conjointement : une analyse de chaque dessin et une analyse comparée des dessins entre eux à travers des statistiques par collège.

Dans un premier temps on a pu observer des correspondances entre les cartes et les caractéristiques de chaque enfant (âge, genre, adresse, secteur urbain/rural) comme la Figure 31 le restitue. En effet, si tous les enfants avaient entre 11 et 13 ans, certains parmi les plus jeunes avaient plutôt tendance à faire des dessins figuratifs où apparaissaient souvent des animaux et des couleurs alors que les plus grands comprenaient mieux le principe du dessin en vue zénithale.

Figure 31. Mise en regard de quatre cartes mentales caractéristiques des représentations contrastées qu'ont les enfants des espaces ouverts



a) Camilo, collège Waldorf de Limache

b) Miguel, collège rural, Olmué

c) Tiare, collège certifié Amankay, Lampa

d) Javiera, collège rural Santa Sara, Lampa

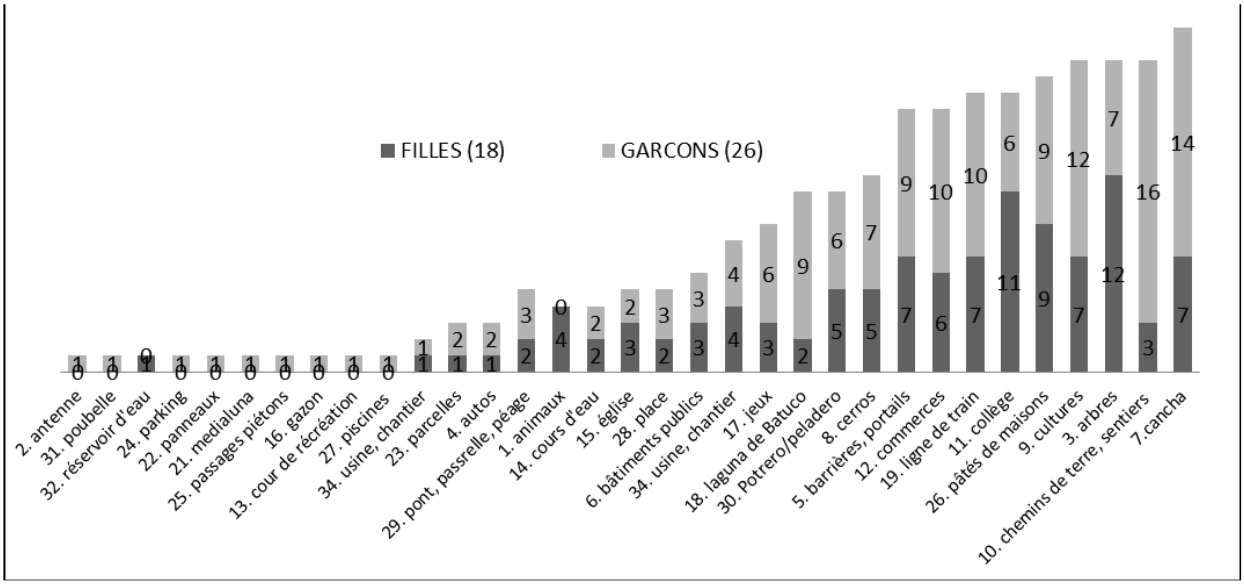
C. FALIES, 2013

C. L'espace ouvert : une question de genre ?

En dépit d'une surreprésentation des garçons dans l'échantillon (18 filles pour 26 garçons), le graphique suivant montre que garçons et filles ne représentent pas exactement les mêmes éléments caractéristiques (Figure 32). C'est notamment le cas pour les chemins de terre et les sentiers largement surreprésentés chez les garçons et la faune (animaux) et la flore (arbres) largement surreprésentés chez les filles. Les filles représentent également plus le collège que les garçons soit parce qu'elles ont voulu respecter au mieux la consigne qui les incitait à représenter préférentiellement les espaces à l'air libre entre leur domicile et leur collège - afin que la question soit la moins discriminante possible entre ceux qui se déplacent le plus et ceux qui se déplacent le moins et afin de reconnaître les espaces en question en évitant les éventuels souvenirs de vacances -, soit parce qu'elles ont moins le droit que les garçons de parcourir

librement les espaces ouverts. On peut par contre être surpris par la bonne représentation de la *cancha** chez les filles.

Figure 32. Eléments caractéristiques représentés en fonction du genre pour les écoles Santa Sara et Amankay à Batuco, Lampa



C. FALIES, 2013

Au sens strict, les *potreros** sont des paddocks qui servent à faire paître les chevaux entre deux courses ou même des genres de terrain vague appelés *peladeros*,* avec la même fonction d'origine mais sans plus aucune végétation. Ce sont les espaces à l'air libre les plus représentés comme terrain de jeu après le terrain de foot. En effet, les enfants y pratiquent le cerf-volant, un loisir national au Chili. Or, ces espaces agricoles quasiment abandonnés sont aussi très convoités par les promoteurs immobiliers en raison notamment de leur bonne situation sur des anciens chemins muletiers et donc aujourd'hui proches de voies d'accès potentiellement asphaltables. D'aileurs, les enfants qui ont participé à l'activité des cartes mentales se sont montrés particulièrement inquiets de la fermeture des espaces de loisirs que sont pour eux les *potreros*. En effet, outre ces espaces aux usages momentanément détournés, les enfants et leurs parents avec eux, disposent de peu d'endroits publics - gratuits - pour pratiquer des loisirs ou même une simple sociabilité. Ces espaces sont donc comme des caisses de résonnance des injustices rencontrées dans la région.

En effet, les *potreros* peuvent servir et prendre un nom différent en fonction de la saison qu'il soit couverts d'herbe (*potrero*) en hiver ou secs (*peladeros*), utilisés comme paddocks ou

comme terrains de jeu, comme décharges spontanées ou comme supports de projets immobiliers… La co-présence sur ces espaces semble donc plus spatiale que temporelle. « *Les espaces ouverts servent donc de passerelles : à un monde naturel et doté de sensorialité ; à un monde non commercialisé que tous les enfants peuvent explorer et dans lequel ils peuvent apprendre et jouer en toute sécurité ; à une ville bonne où chacun peut venir partager son expérience et son sens de la responsabilité. (…) C'est pour cette raison que les espaces ouverts publics sont valorisés* », (BURGESS, J., HARRISON, C. M., LIMB, M., 1988).

Du travail de cartes mentales effectué avec les enfants une conclusion s'impose dans un contexte scolaire très inégalitaire où les populations les plus pauvres et les plus rurales inscrivent leurs enfants dans les écoles publiques les moins dotées et les populations urbaines plus aisées inscrivent leurs enfants dans des écoles privées payantes, on observe une ségrégation sociospatiale opposée à la ségrégation environnementale. Les enfants des écoles rurales ont des horizons, des usages et des connaissances plus vastes que les enfants urbains vivant dans les mêmes secteurs.

En effet, ils représentent des espèces végétales plus diversifiées que les autres enfants en distinguant notamment le *bosque nativo** des espèces exogènes comme l'eucalyptus dont la plantation est guidée par l'urbanisation, et en ayant une connaissance plus étendue, à plus petite échelle, des espaces qu'ils parcourent à pied dans leurs activités quotidiennes –aller à l'école, jouer entre amis, aller chercher de l'herbe pour le bétail- ou exceptionnelles –pratique du braconnage, remue… (Figure 31). Enfin, en termes de dynamiques de l'occupation des sols, les enfants ont presque tous exprimé l'inquiétude de la fermeture de ces espaces de loisirs que sont pour eux les *potreros*.

D. La cancha *: « l'espace public rural par excellence »*

Même si le football féminin gagne du terrain au Chili comme dans d'autres pays latino-américains, on pensait au départ que les petites filles le représentaient car elles se contentaient d'y accompagner leurs frères, leurs pères ou leurs oncles à l'occasion. Lors des questions qui ont suivi la réalisation des cartes et grâce à une réflexion plus poussée sur le terme de *cancha,* une autre interprétation est envisageable.

D'abord, les filles nous ont dit qu'elles y pratiquaient le cerf-volant par exemple ou qu'elles y allaient « *comme ça, c'est tout, pour passer le temps et pour discuter ensemble* ». En fait on associe toujours la *cancha* à la pratique du football - d'ailleurs la plupart des dessins de garçons représentent des cages à but et des démarcations sur le terrain- mais le mot connait d'autres acceptions. Il s'agit en effet d'un mot d'origine quechua commun à toutes les langues sud-américaines même au *mapudungun*[83]. Parmi ses multiples acceptions, *cancha* signifie un espace délimité mais vide, qui fut l'unité de composition architectonique de base dans l'architecture inca, une sorte d'équivalent rural de la place et dans la cosmogonie mapuche, la *cancha* existe pour démontrer que le vide est nécessaire à toute connexion.

Une *cancha* est aujourd'hui un espace libre pour le jeu et la pratique des sports tant originels qu'importés ce qui explique l'existence de nombreuses expressions populaires au Chili comme « *ser cancheros* » : avoir de la personnalité et du charisme ou « *tener cancha* » : être le meilleur dans un domaine. Pour le paysagiste R. Perez de Arce, la cancha est même l' « *espace public rural par excellence* » (PEREZ DE ARCE, R., 1996) ; quant à l'architecte B. Valdès il représente le Chili en 2012 à la biennale d'architecture de Venise avec un pavillon intitulé : *Cancha*.

La *cancha* est donc bien plus qu'un simple terrain de foot : c'est aussi un lieu de sociabilité que ce soit pour les enfants ou pour leurs parents. D'ailleurs, à l'occasion, d'autres sports peuvent s'y pratiquer comme le rugby. Dans ce cas, il suffit de délimiter le terrain avec de la craie (photo 15).

[83] Langue d'origine du peuple Mapuche, qui habite la zone centre-sud du Chili et de l'Argentine.

Photo 15. La *cancha*, terrain multisports avant l'heure à San Isidro, Quillota, 2010

Au premier plan, on peut apercevoir un très léger marquage blanc à la craie sur le gazon du terrain. En effet, les dimensions d'un terrain de football et de rugby sont différentes. Au bout du terrain, on note la présence à la fois de cages de football et de poteaux de rugby permettant de pratiquer alternativement l'un ou l'autre sport collectif.

Au Chili comme aux Etats-Unis selon les dires de Zachary 922, un des activistes de *Green Guerilla*: « *Dans cette ville, et dans ce pays, il existe très peu d'endroits où les gens peuvent se rencontrer sans payer, sans devoir consommer pour avoir le droit de s'asseoir, des lieux où ils peuvent aller et venir à leur guise, jardiner, réaliser une œuvre d'art ou simplement discuter entre voisins, organiser un barbecue, comme dans un espace positif au lieu d'une case en béton, apprendre des choses, se former, mettre simplement la main à la pâte* », (REYNOLDS, R., 2010). Les *canchas* ou les *potreros* prennent donc une valeur d'autant plus grande dans ce contexte.

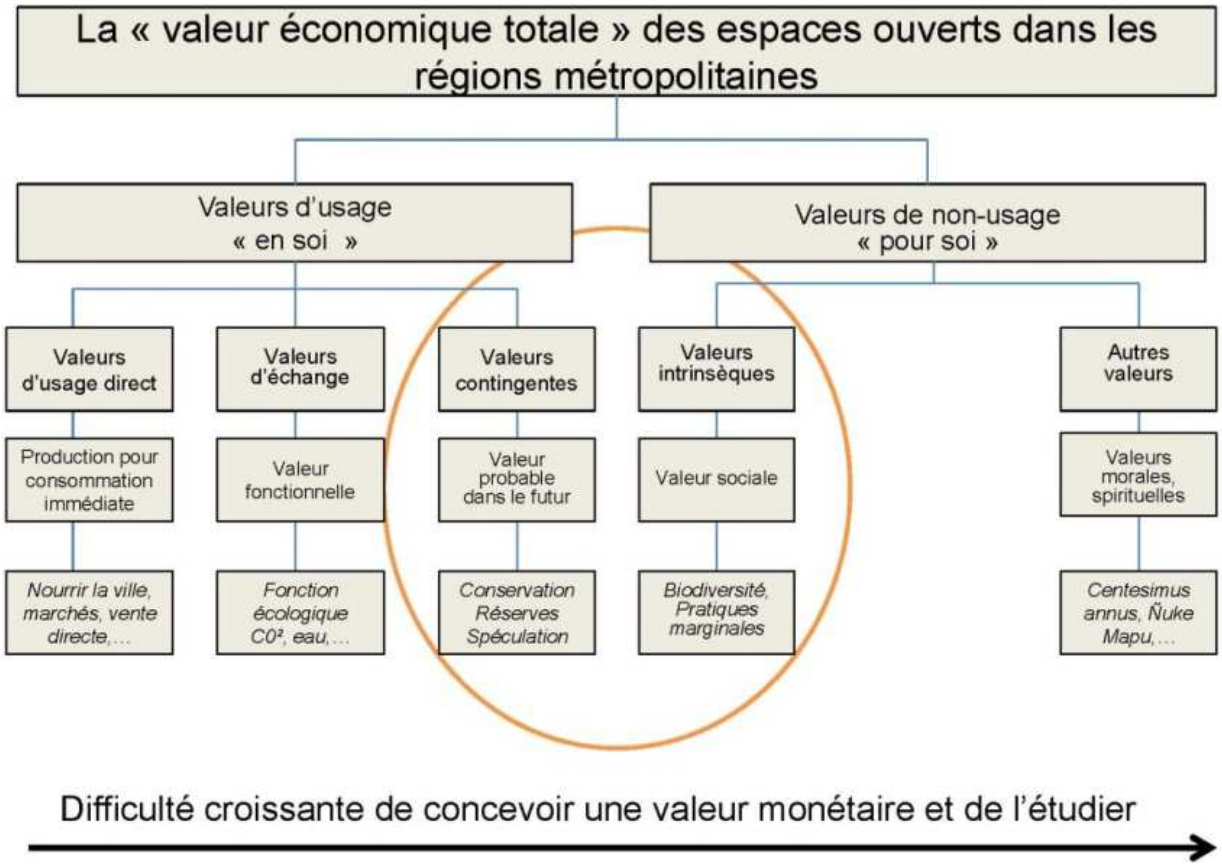
4. LES ESPACES OUVERTS PORTEURS DE VALEURS TRANSVERSALES

A. De la difficulté de hiérarchiser les valeurs portées par les espaces ouverts

Ainsi, il existe de nombreuses valeurs plus ou moins monétarisées, matérialisées et exprimées qui sont associées aux espaces ouverts. La Figure 33 nous montre à quel point il est effectivement difficile de les hiérarchiser dans la mesure où certaines sont incommensurables (« autres valeurs »), d'autres sont internalisées depuis longtemps (« valeurs d'usage direct » et « valeurs d'échange ») et que les deux autres types sont en débat (« valeurs contingentes » et « valeurs intrinsèques ») autour de la question de l'évaluation contingente.

C'est en raison de cette difficile hiérarchisation que la Figure 33 prend la forme d'un organigramme et non pas d'une pyramide qui mettrait certaines valeurs des espaces ouverts au-dessus des autres.

Figure 33. La valeur économique totale des espaces ouverts



C. FALIES, 2013

Pour certains (COSTANZA, R., 1997) donner un prix et un coût à l'environnement et aux espaces ouverts (végétation, ressources, services écologiques), permet de mieux les protéger en prenant conscience de leur valeur universelle. Pour d'autres (CASTREE, N., 2008), il s'agit d'un danger sur le fond dans la mesure où la monétarisation ne serait qu'un préalable voire un alibi au développement de marchés sur des biens inestimables ce qui pourrait mettre en péril les principes de préservation des biens communs ou bien encore une erreur méthodologique pour la biodiversité notamment dans la mesure où sa mesure (biodiversité absolue) pose encore des problèmes (WEBER, J., 2003).

Les espaces ouverts périphériques sont donc doublement confrontés à cette question de la monétarisation à la fois en tant que tels[84] mais aussi en raison de leur dimension environnementale.

Quant au géographe qui les étudie notamment par leurs valeurs contingentes et leurs valeurs intrinsèques on voit bien sur la Figure 33 qu'il se situe à l'interface entre les valeurs des économistes et les valeurs des anthropologues. En effet « *l'économiste et l'anthropologue s'affrontent sur le terrain des valeurs. Pour l'économiste, du moins pour certains économistes, le prix d'un bien est un indicateur de sa valeur. Pour d'autres, et pour les anthropologues, la valeur d'un bien, d'un être, d'un paysage n'est pas mesurable par une confrontation d'offre et de demande. Le prix d'une œuvre d'art ne dit pas sa valeur. Le prix est instantané, contingent, quand la valeur de la Joconde est atemporelle. Le prix peut être influencé par toute autre chose que la qualité de l'œuvre : situation politique, état de la bourse entre autres* » (WEBER, J., 2003).

Le propre des espaces ouverts c'est peut-être justement de porter des valeurs transversales (comme celles entourées de rouge sur la Figure 33). En effet, du fait même de leur ouverture, on peut y projeter plus de valeurs d'autant plus difficiles à hiérarchiser. Même des valeurs de « non-usage » finissent par y avoir une valeur en soi : c'est le cas des valeurs patrimoniales.

[84] L'une des conclusions du groupe de l'ANR Périsud est que les espaces agricoles des périphéries urbaines sont de plus en plus valorisés en fonction de leur rôle de réserve urbanisable. Preuve en est : quelque soit le pays et la devise, le prix des terrains est de plus en plus exprimé au m² et non plus à l'hectare, (MESCLIER, E., 2012).

B. Espaces ouverts et patrimoine

Le caractère patrimonial des espaces ouverts est rarement évoqué tant il est généralement associé aux « vieilles pierres » et aux constructions architectoniques. Or, on l'a vu, le propre des espaces ouverts est de porter peu de constructions et le Chili est moins réputé que ses voisins pour la valeur de son architecture pré-colombienne ou coloniale pour des raisons historiques mais aussi en raison des séismes qui l'agitent et qui détruisent périodiquement toute construction. Mais plusieurs éléments reflètent une évolution de la prise en considération de la valeur patrimoniale de ces espaces, dans un contexte plus général de glissement du sens de patrimoine vers tout ce qui est jugé transmissible dans le temps à des générations futures, notamment, le patrimoine naturel, mais aussi pour des attributs propres des espaces ouverts étudiés notamment la présence de richesses archéologiques et le caractère sacré conféré à certains espaces.

Depuis 2009 que le rallye Dakar est organisé en partie au Chili, les communes se démènent pour accueillir son tracé. En effet, cela peut générer des retombées notamment médiatiques. En 2012, la commune de Quintero et les dunes de Ritoque ont été sélectionnées. L'argument écologique présenté initialement par l'association des Dunes de Ritoque menée par Andrés L. concernant la protection des dunes, de la zone humide de Mantagua et de l'avifaune n'a pas été retenu pour dévier le tracé. Andrés L. a donc utilisé celui de la présence de dix buttes coquillères indigènes dans les dunes (Figure 34 b.). Cet argument a été porté devant le *Consejo de Monumentos Nacionales* et le tracé du Dakar a été dévié. Mais cela n'empêche pas pour l'instant l'organisation de courses de quads dans les dunes provoquant l'enfouissement des buttes coquillères sous le sable.

L'argument patrimonial est également convoqué lors des travaux de terrassement que connaissent les espaces ouverts comme préalables à la réalisation de grands projets d'infrastructures et où des fouilles archéologiques révèlent régulièrement la présence de cimetières indigènes. Ce fut le cas à Quillota en 2009 lors de la construction du stade Lucio Fariña Fernández qui accueillera le Mondial de Foot des moins de 17 ans en 2015, pour l'échangeur du *Troncal Sur* ou encore pour la construction de nouvelles pistes d'atterrissage pour l'armée de l'air sur la base aérienne de Quintero.

En effet, ce sont les espaces ouverts laissés libres de construction qui sont choisis pour la réalisation de ces grands projets souvent sur d'anciennes terrasses de fleuve. Or, c'est

précisément ce type d'espaces que les cultures indigènes comme les Aconcagua ou les Bato affectionnaient pour installer leurs cimetières. Ce sont donc respectivement 16, 10 et 70 squelettes qui ont été trouvés par des archéologues lors de fouilles préalables aux travaux. Dans les trois cas, les travaux n'ont été que momentanément stoppés mais ni annulés, ni déplacés. C'est le *Consejo de Monumentos Nacionales* qui s'est chargé de déplacer les corps et de les conserver.

Figure 34. Valeurs patrimoniales des espaces ouverts dans la région centrale du Chili

a. Chapelle « sauvage » dans le *Fundo Campana Norte*. Le mot de « *Capilla* » est gravé sur le tronc de l'arbre à gauche au-dessus d'une figure christique et on note la présence d'une croix faite de deux branches au premier plan à droite. Par ailleurs, des pierres ont été assemblées pour constituer une sorte d'autel. Le propriétaire du *Fundo*, Andrés L., ignorait l'existence de cette « chapelle » et l'attribue à des *comuneros* qui transgressent souvent les limites des propriétés.

b. Butte coquillère indigène dans les dunes de Ritoque. Au premier plan, on peut comparer la différence d'impacts entre l'empreinte laissée par les chevaux et les « sillons » creusés par les quads et les motos cross.

c. *Animita* le long du chemin de Lo Castro à Quebrada Alvarado, Olmué

C. FALIES, 2013

C. Les espaces ouverts : des espaces sacrés ?

Mais le caractère sacré des espaces ouverts est également actuel et s'exprime notamment à travers les *animitas*[85] qui ne sont pas propres aux espaces ouverts (OJEDA LEDESMA, G. L., 2012) mais qu'il est fréquent d'observer le long des routes ou des chemins. Il s'agit de modestes édicules installés en mémoire d'un disparu qui a connu une mort violente ou tragique (accident de voiture, meurtre, assassinat politique…) sur le lieu en question (Figure 34 c.).

On en retrouve beaucoup le long de la Panaméricaine à hauteur de Lampa à la fois car il n'est pas rare que des personnes soient percutées en essayant de traverser la route étant donné la faible accessibilité du secteur (carte 13) mais aussi car en tant qu'axe de passage, ces *animitas* sont très regardées. Elles sont en effet bien souvent des symboles de la difficile existence des classes populaires de même que l'expression d'une sorte de syncrétisme entre des croyances et des superstitions propres au catholicisme et aux cultures précolombiennes.

Outre ces constructions ponctuelles et destinées seulement à être regardées, certains espaces sont considérés comme sacrés en tant que tels pour certaines communautés. C'est visiblement le cas de cette clairière (Figure 34 a.) du *Fundo Campana Norte* qui a été choisie comme lieu de culte par certains *comuneros* ou du cimetière de *Ciudad Abierta* où reposent les fondateurs de la communauté (photo 16). Situés dans la partie haute du terrain, le cimetière et la chapelle San Francisco sont les lieux qui sont l'objet des plus nombreuses spéculations de la part des non-membres de la communauté enquêtés qui savent qu' « *on y enterre des morts et qu'on y fait des cérémonies réputées secrètes* », (Alejandro, P. L.). En réalité, le cimetière comme la chapelle sont libres d'accès comme le représente les cartes mentales (ANNEXE 4). En 2010, une visite libre a été organisée par l'Ecole d'Architecture visant à rassurer certains voisins curieux (photo 16). Seuls quelques uns y sont venus.

Plus généralement, certains sommets ou éléments du relief font l'objet d'une certaine dévotion dans la région comme certains enquêtés ont pu le confier. C'est le cas notamment du Cerro Mauco (ANNEXE 4), du Cerro Blanco à Santiago, ou de La Dormida à la frontière entre la Région de Valparaíso et la Région Métropolitaine de Santiago.

[85] Littéralement « petites âmes »

Photo 16. Cimetière de la communauté Amereida à *Ciudad Abierta*, Mantagua, 2010

Un ensemble architectural dédié au sacré a été construit dès les années 1980 et la disparition de membres de la communauté dans la partie haute de *Ciudad abierta.* Il est constitué d'une chapelle ouverte dédié à Saint François d'Assise et d'une dizaine de tombes.

- *Conclusion du chapitre 5 - Des valeurs difficiles à hiérarchiser*

En tant qu'espaces encore peu consolidés, les espaces ouverts sont des lieux privilégiés de projection de valeurs matérielles et immatérielles qui peuvent rentrer en contradiction puisqu'elles se projètent sur les mêmes espaces. Outre la difficulté de leur attribuer une valeur marchande ne serait-ce que parce que leurs limites sont mal définies, les valeurs peuvent changer en fonction de la place qui est donnée aux espaces ouverts dans le projet métropolitain plus global. Ainsi à ma question sur le prix de location de son terrain de presque 7 hectares à environ 15 minutes du centre-ville de Santiago en pleine zone industrielle qui lui sert à faire paître ses chèvres, Don Arturo m'a répondu : « *Ca c'est la meilleure ! C'est plutôt lui, le propriétaire, qui devrait me payer car je garde son terrain, moi, avec mes chèvres !* » Les valeurs entrent donc en contradiction sur un même espace qui sert de moyen de subsistance à l'un et de réserve foncière à l'autre avant de développer un projet industriel ou immobilier.

En outre, « *l'appropriation opère une mutation des valeurs de l'espace. Elle privilégie dans les rapports hommes/lieux la valeur-marchandise (réglementée par le droit) et altère progressivement les autres. Précisément, l'altération des autres valeurs fait partie des mécanismes les plus subtiles de l'aliénation.* » (FREMONT, A., 1999, p. 83)

Or, l'espace ouvert n'est pas un espace public au sens où nous pouvons l'entendre à travers nos représentations de l'agora grecque ou de la place d'armes espagnole qui font coexister au moins potentiellement des groupes sociaux ou des individus distincts dans un même lieu et au même moment. Et s'il ne l'est pas c'est pour au moins trois raisons : la première, c'est qu'on ne se situe pas là directement dans l'espace urbain auquel la notion d'espace public est intrinsèquement liée à travers la figure de la place ; la deuxième c'est que l'opposition espace privé/espace public est en partie invalide au Chili dans la mesure où il existe de nombreux statuts de la terre et que la pratique des espaces, dans la mesure où ils restent accessibles, n'est que peu dépendante de leur statut : nombre d'espaces privés non bornés sont parcourus sans savoir à qui ils appartiennent (exemple : *humedal* de Mantagua) et à l'inverse des espaces publics au sens où ils appartiennent à l'Etat (*bienes fiscales*) ou à la municipalité ne le sont pas car ils jouissent d'une mauvaise image (exemple : certaines rues jugées peu sûres) ; enfin la

notion d'espace public dans la plupart des cas connotée positivement pour le chercheur européen ne correspond pas forcément à la réalité latino-américaine et ne permet pas toujours de prendre en compte la complexité des rapports sociaux et les paradoxes inhérents aux stratégies d'acteurs qui peuvent déplorer le principe de l'entre-soi communautariste (Marta, architectes d'Amereida, *parceleros* de Batuco) et avoir un discours écologiste très virulent (Maria José A., Andrea G., Liliana Iturriaga) mais vivre dans des ensembles résidentiels fermés ou sur des *parcelas de agrado* ayant ainsi une empreinte écologique forte, inscrite dans l'étalement urbain.

Enfin, les espaces ouverts peuvent être définis comme des espaces communs entendus « *comme un espace de convergences et d'actes, au sens où des individus y convergent (le plus souvent intentionnellement, ce qui ne veut pas dire que les finalités qu'ils poursuivent soient claires) et y agissent, et interagissent avec les autres individus, mais aussi avec des objets, des formes spatiales* » (entrée « espace public » in LEVY J., LUSSAULT M., 2003). En ne s'opposant pas directement au privé, comme le fait le public, l'espace commun le dépasse, puisqu'il correspond à l' « ensemble des espaces possibles de la pratique sociale des individus » quelque soit le statut légal de l'espace considéré. Cependant on doit lui adjoindre le qualificatif libre pour insister au Chili sur la non-nécessité d'une coprésence entre acteurs qui peuvent fréquenter l'espace en question à des heures du jour et de la nuit, à des moments de la semaine à des saisons différentes.

En tout cas, dans un pays où tout le monde donne l'impression de se connaitre, pouvoir être seul donc libre de faire à sa guise sans regard et sans règlementation sur un espace semble être une condition pour consentir à l'existence de ces espaces ouverts. De toutes les dimensions assignées à ces espaces découlent des conflits d'autant plus divers que comme on l'a vu ils naissent à partir de situations qui sont plus complexes qu'une simple opposition ville-campagne ou entre groupes d'acteurs.

- Chapitre 6 - LES ESPACES OUVERTS : ARÈNES DE LA METROPOLE

« *L'Amérique est, depuis Colomb, le continent des malentendus* » : c'est par cette phrase qu'A. Rouquié introduit son ouvrage sur l'*Amérique latine* (ROUQUIE, A., 1987). Quant à A. Touraine, il affirme « *dans une société post-industrielle, les conflits sont généralisés même s'ils ne font plus s'affronter les classes comme avant* » (MONTERO CASASSUS, C., 1997, préface d'A. Touraine). En effet, en Amérique latine depuis le conflit originel de la rencontre entre colonisateurs et indiens mais aussi entre Empires précolombiens, Inca dans le cas du Cône sud pacifique, et groupes d'indiens plus ou moins soumis, c'est le plus souvent autour de la question de la terre et de son appropriation que les conflits se nouent.

L'année 2011 a été une année particulièrement conflictuelle au Chili à travers des conflits liés au système éducatif et aux questions environnementales, très médiatisés au niveau national et même international. S'ils peuvent se nouer du nord au sud du pays, ils sont principalement rendus publics dans les centres-villes de la capitale ou de Valparaíso où des manifestations géantes permettent d'exprimer un mécontentement au plus près des lieux du pouvoir. Mais au quotidien, ce sont aussi de multiples conflits qui touchent plus particulièrement les espaces ouverts périphériques de la région centrale. En effet, « *plus on examine l'espace et mieux on le considère (pas seulement avec les yeux et l'intellect, mais avec tous les sens et le corps total), plus et mieux on saisit les conflits qui le travaillent, qui tendent à l'éclatement de l'espace abstrait et à la production d'un espace autre* » (LEFEBVRE, H., 1974, VI, 26, p.450).

Or, si les conflits sont bien souvent considérés comme des problèmes à résoudre ou des écueils à éviter par la négociation, la concertation ou la médiation, on peut aussi les voir comme « *des indicateurs et des révélateurs de nouveautés et d'innovations, […] moments particuliers de la vie des systèmes locaux et de leurs modes de gouvernance* » (TORRE A., *in* MONTEVENTI WEBER L., DESCHENAUX C., TRANDA-PITTION M., 2008) ce qui ferait de ce vaste ensemble régional un véritable laboratoire d'expériences sociales, spatiales, politiques et finalement géographiques.

A travers trois études de conflits qui montrent la diversité des espaces concernés, des acteurs impliqués et de l'ampleur des conflits, on peut s'interroger sur la place des espaces ouverts : sont-ils des objets de conflits en soi du fait de leur nature riche en ressources

convoitées ? Sont-ils des lieux de cristallisation ou des scènes d'autres tensions métropolitaines ?

Nous verrons d'abord en quoi l'éclatement des conflits mais surtout leur non résolution est très largement liée à la faiblesse de la régulation publique sur ces espaces (6.1), puis que ces espaces par leur ouverture semblent renvoyer l'écho de dysfonctionnements métropolitains (6.2); enfin, à travers l'exemple des incendies, on verra comment les conflits pour l'espace ouvert peuvent s'y marquer durablement comme autant de stigmates de discordances sociales (6.3).

1. LE CHILI ET LES CONFLITS : ENTRE FAIBLESSE DE RÉGULATION PAR L'ÉTAT ET MONTÉE EN PUISSANCE DE L'EXPRESSION DE LA CONFLICTUALITÉ PAR LES RÉSEAUX VIRTUELS

A. Une diversité des projets et des porteurs de projets qui implique une diversité des conflits

Dans le contexte national chilien, c'est bien la terre[86], son appropriation et les usages qu'on lui en donne qui focalise tous les conflits mais prend un ton particulier en raison de deux spécificités du pays que sont la faiblesse de la régulation par l'Etat et l'émergence puis la consolidation d'une classe moyenne constituée en réseaux parfois puissants. Pascua Lama, 2009 ; Punta de Chorros, 2010 ; HydroAysén, 2011 : chaque année le Chili connaît son conflit environnemental médiatisé à l'échelle nationale et mondiale par voix de presse mais aussi plus en plus par le biais des réseaux virtuels (Facebook, Twitter…) improprement appelés réseaux sociaux. Or, il y a fort à parier que sur les milliers d'internautes qui s'opposent aux projets miniers ou hydroélectriques, peu connaissent les territoires que ces infrastructures concernent et risquent de déstructurer. Ils en connaissent surtout des images (les paysages spectaculaires des glaciers andins affectés par la mine de Pascua Lama), des symboles (les pingouins de Humbolt de Punta de Choros) ou des films.

Paradoxalement, ce phénomène de déconnexion entre l'objet de la mobilisation et le lieu de vie des personnes qui se mobilisent se retrouve aussi de plus en plus à l'échelle métropolitaine pour des projets de moindre ampleur mais impliquant plus de populations que dans les déserts montagneux, semi-arides ou glacés du pays.

[86] *Tierra* en espagnol ou *land* en anglais au sens de sol, sous-sol, ressources.

La caractéristique des marges métropolitaines est la diversité des projets et des acteurs qui les soutiennent dans des espaces ni vraiment urbains, ni vraiment ruraux (éleveurs marginaux, grands propriétaires terriens absentéistes, agro-entrepreneurs, néo-ruraux, touristes…) qui peut à elle seule permettre de comprendre pourquoi ils sont le cadre de nombreux conflits de proximité. Nous entendons ici proximité, non au sens de l'absence d'étendue car les espaces concernés peuvent au contraire être de grande taille, mais au sens où coexistent sur le même territoire des acteurs aux motivations et aux projets parfois contradictoires. D'un point de vue spatial, ce n'est pas non plus toujours le voisinage qui crée le conflit notamment dans les problèmes environnementaux comme la pollution des eaux ou des sols qui dépassent très souvent l'échelle de la parcelle pour atteindre celle du bassin-versant ou du versant lui-même.

B. La conflictualité : nouveau registre d'expression sociale depuis le retour à la démocratie

Cette propension à s'exprimer en termes de projets concurrents et donc potentiellement conflictuels et de réseaux à différentes échelles semble héritée de vingt années de dictature militaire qui ont eu comme conséquence la destruction du lien social qui existait entre les habitants d'une commune, d'un quartier ou d'une communauté en fonction de l'engagement politique. Si l'expression ouverte de la conflictualité a été tue pendant vingt ans (manifestations réprimées, censure…), elle semble renaître aujourd'hui, amplifiée par de nouveaux modes de communication et sous une forme apparemment apolitique. L'une des raisons la plus évidente selon laquelle la citoyenneté utilise d'autres voies participatives propres ou « auto-créées » est que le développement du pays et de ses espaces métropolitains en particulier est un « développement sans citoyens » (DAMMERT, L., 2004).

En effet, la relation entre Etat et société est encore très tendue. Il existe encore un « déficit démocratique » particulièrement visible lors des élections où les taux d'abstention sont très importants aux différentes élections qui ont eu lieu depuis 1992 particulièrement chez les jeunes électeurs[87]. Le président du Sénat Eduardo Frei, qui fut aussi le deuxième président chilien après le retour à la démocratie en 1994, affirmait même lors d'un discours en 2006 que « *la réalité quotidienne actuelle est dominée par une culture individualiste de consumérisme exacerbé. Pour cela, aujourd'hui plus que jamais notre société a besoin de développer des valeurs humaines et*

[87] http://web.usach.cl/revistaidea/html/revista%204/pdf/C_Parker.pdf

éthiques capables de faire changer nos consciences. ». Mais en même temps, les citoyens, plus informés, plus « connectés », plus « *empowered* » sont en train de s'impliquer dans les conflits. Face à cette plus grande conflictualité sociale, telle qu'elle existe actuellement, les citoyens se font même de plus en plus présents au sein des débats publics, et les décisions prises « du haut » ne leur échappent plus.

Les deux « cartes » présentées en annexe 10 sont de bons exemples de cette prise de conscience partielle et partiale (dans les thèmes, dans l'espace concerné et dans les populations impliquées) de l'aspect conflictuel de la vie urbaine ou périurbaine.

En effet, il s'agit d'une copie d'écran tirée d'un site internet participatif, c'est-à-dire où toute personne dès lors qu'elle a créé un compte peut publier de l'information en ligne (ANNEXE 10 a.). La carte est intitulée « carte des conflits urbains à Santiago » et recense dans la légende une centaine de conflits localisés sur la carte. Ils sont classés en 5 types : conflits liés à la croissance urbaine, conflits d'usage et d'appropriation des espaces urbains, conflits environnementaux, conflits liés à l'habitat et conflits liés à la reconstruction ou non post-séisme du 27 février 2010.

Or, on voit bien que la plupart des conflits recensés, quelque soit leur type, le sont à l'est de Santiago vers la Cordillère des Andes, là où la population est la plus aisée. A l'inverse les conflits des communes plus populaires de l'ouest de l'agglomération et de Lampa en particulier ne sont pas mentionnés. Il existe donc un biais méthodologique dans cette carte très révélateur de cette capacité de certains – les classes moyennes, aisées en particulier- à s'exprimer en termes de conflits, à recevoir de l'information et à la diffuser grâce aux nouveaux moyens de communication que sont Facebook, Twitter… mais en surreprésentant certains espaces et groupes concernés qui ont les moyens d'accès à ce type de media. On peut par ailleurs croiser cette carte avec celle de l'annexe 9 produite par le laboratoire de climatologie de *l'Universidad de Chile* qui illustre par des indicateurs environnementaux les inégalités structurelles de la ville de Santiago entre un nord-est très riche et un quart sud-ouest très pauvre et en réalité beaucoup plus exposé à la pollution (ROMERO, H., FUENTES, C., SMITH, P., 2010).

Pour éviter ce biais, les conflits traités ici sont des conflits rencontrés sur le terrain, mettant en scène des espaces particuliers et mettant en scène des problèmes d'ordre géographique (liés fondamentalement au site –changement de nature des sols, dunes côtières,

versants de la cordillère de la Côte- et à la situation –implantation d'une antenne, tracé d'une route, périmètre légitime de gestion d'une zone humide, limite zone rurale/zone urbaine) mais multiformes dans leurs manifestations et surtout de relativement longue durée dans leur expression grâce au temps passé sur le terrain et aussi à la possibilité de suivre les conflits grâce aux réseaux virtuels (ANNEXE 10 b.) et à la presse en ligne certes mais aussi à la télédétection.

2. LES CONFLITS AUX MARGES : DES CONFLITS SECONDAIRES OU AU CONTRAIRE CAISSES DE RÉSONANCE ?

Le tableau 7 suivant présente les trois conflits autour desquels se sont centrées mes analyses sur le terrain entre 2009 et 2012. Ce ne sont pas évidemment les seuls conflits qui y ont eu lieu mais ils sont tous les trois significatifs au regard de leurs caractéristiques présentées en colonnes : leur forme spatiale, leur cristallisateur, c'est-à-dire ce autour de quoi ils s'articulent, les agents en jeu, leur durée, leur médiatisation et la sortie du conflit.

Il s'agit de critères assez courants dans l'analyse des conflits mais l'étendue spatiale concernée ainsi que la diversité des agents en jeu rend leur étude particulièrement intéressante. Ils sont de trois types : un conflit linéaire le long d'une route ; un conflit ponctuel assez courant de NIMBY[88] ; un conflit difficile à délimiter dans le temps et dans l'espace puisqu'il implique une des plus grande zones humides de la dépression centrale du Chili et concerne donc à la fois les limites de la zone humide mais aussi le bassin-versant et également le sous-sol avec ses nappes phréatiques.

[88] Littéralement, « *Not In My Back Yard* », pas dans mon arrière-cour, pas près de chez moi.

	Forme	Cristallisateurs	Agents	Durée	Médiatisation du conflit	Sortie du conflit
Zone 1 : Coupure de route, 2010	Linéaire	Route *Estero* Mantagua Dunes de Ritoque Projets immobiliers	Mouvement citoyen *Juntas de vecinos* Corporation Amereida Beltec	2009-2012	Blog Site internet Manifestation à la mairie, au gouvernement régional Facebook, Twitter Barrage routier Convocation personnalités scientifiques « *No al peaje !* »	EL MERCURIO DE VALPARAÍSO El Estado reconstruirá con recursos propios la ruta Concón-Quintero Sortie politique
Zone 2 : Manifestation à la mairie, 2010	Ponctuel	Antenne de téléphone Santé publique	Parents d'élève du collège Waldorf Entel *Dirección de Obras* de la mairie de Limache	04/ 2010-01/ 2011	Blog Manifestation Entretien avec le maire, avec le directeur des travaux publics « *Ma voix compte ! Limache sans antennes* »	 Sortie « paysagère »
Zone 3 : Manifestation d'enfants, 2012	Surfacique	Disparition d'une zone humide par pompage de l'eau pour la production agricole Station d'épuration	*Defensa del Humedal* Service environnemental de la municipalité de Lampa Propriétaire du *Fundo La Laguna*	2009-….	Site Internet Déplacement Ministre de l'environnement Manifestations lors de journées RAMSAR Convocation personnalités scientifiques « *Défendons notre zone humide ! Non au vol de l'eau !* »	Pas de solution en 2012

Tableau 7. A chaque zone d'étude, son conflit (*C. FALIES, 2013*)

A. Un conflit linéaire autour d'une route

Les conflits autour du tracé des routes sont assez fréquents dans la mesure où ils touchent potentiellement tous les riverains sur une distance qui peut être longue et dans la mesure où au Chili on note depuis les années 1990 une forte augmentation du transport automobile et du développement des autoroutes concessionnées particulièrement en périphérie métropolitaine.

A titre d'exemple, on peut évoquer la périphérie nord du continuum urbain formé par Valparaiso et Viña del Mar et plus particulièrement le secteur de Mantagua dans la commune de Quintero. Il fait partie des espaces les plus soumis à la pression urbaine et touristique depuis les années 1990 en raison de sa situation littorale et de la présence d'une route, la F30-E qui permet de le relier en moins de trente minutes en voiture au centre de la deuxième plus grande agglomération du pays. La population y est ainsi passée de 1600 habitants en 1992 à plus de 2500 aujourd'hui comptabilisés dans la zone rurale de Quintero mais ayant en fait pour la plupart des modes de vie urbain.

Cette route qui a été créée en 1956 a donc vu s'intensifier son trafic pour desservir les seuls habitants de la zone mais aussi pour la raffinerie de pétrole de Concón et l'usine de cuivre de Quintero. Cette augmentation du trafic routier (automobile et de camions) doublée d'un manque d'entretien a donc fortement endommagé la route, devenue dangereuse (on compte plusieurs accidents mortels par an). En 2008, un projet de 45 millions de dollars émanant du ministère des travaux publics et d'une entreprise de construction espagnole, BELTEC, est formulé pour transformer cette route en autoroute 2x2 voies à péage. Mais aucune sortie autoroutière n'est prévue pour les riverains des huit villages limitrophes du sud au nord. Par ailleurs, les usagers empruntant jusqu'à six fois la route côtière par jour refusent de payer le péage de 900 pesos (soit 1, 30 euro) pour chaque passage.

A partir de ce projet initial et outre les multiples projets immobiliers qui y ont fleuri depuis la fin des années 1990 (6 *condominios*), ou encore projets touristiques (8 parcs de loisirs pour pratiquer le quad ou l'accro-branche), de nombreuses voix ont commencé à s'élever soit pour proposer des projets concurrents soit pour contester directement l'autoroute.

Cette opposition généralisée à la route - ou plutôt au fait de payer un péage et à un possible effet-tunnel - aura donc eu pour effet de fédérer les acteurs contre un projet. Le conflit s'est transformé en ciment social et une préoccupation environnementale pour sauver les dunes de Mantagua dans un contexte de très grande privatisation de l'espace et où les populations

n'ont parfois pas beaucoup de points communs. Dès 2010, on commence même à parler de la création d'une commune indépendante de Mantagua notamment parmi les populations les plus aisées qui se disent mal représentées dans le cadre de la commune de Quintero et mal desservies en services publics basiques – évacuation des déchets ménagers et accessibilité principalement - alors qu'elles payent des impôts locaux importants proportionnellement à la taille moyenne de leurs parcelles. Mais ce ciment cache mal les dissensions sociales qui existent entre les différents acteurs de la commauté que d'autres conflits opposent par ailleurs.

En avril 2011, ce sont quatre maisons du *condominio* Santa Adela et 6 hectares d'eucalyptus qui disparaissent en fumée (photo 18 et carte 19). Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'incendie mais on a vite parlé sur les réseaux sociaux d'un incendie criminel lié à quelque éleveur jaloux ce qu'exprime également le pavillon de vente criblé de balles du *condominio Bosques de Montemar* (photo 17).

Photo 17. Conflit de proximité entre éleveurs et projet de *condominio* Bosques de Mantagua

Sur le pavillon de vente des parcelles de 5 000 m², on peut observer une vingtaine de traces d'impact de balles. Les éleveurs, souvent chasseurs, sont souvent les seuls à posséder des armes à feu et semblent avoir marqué leur mécontentement par rapport à l'installation de ce *condominio* qui promet aux acheteurs d' « attraper la nature » mais a paradoxalement planté de nombreux eucalyptus en lieu et place d'anciennes prairies dédiées à l'élevage.

Dans cet exemple spécifique interviennent autant des conflits de proximité (plainte des agriculteurs contre les chiens errants ou les plantations d'eucalyptus des urbains et plainte de ceux-ci contre les bruits de fusil de chasse par exemple) que des conflits de représentations distinctes des mêmes espaces avec des moyens différents pour les groupes concurrents de les exprimer en fonction de l'accès à l'information, du degré d'organisation de la communauté et de son poids politique.

B. Un conflit ponctuel : no en mi patio[89] *!*

Les « conflits d'implantation » (MELE, P., 2008) sont très nombreux au sein des métropoles dans la mesure où ils mettent en jeu des populations de plus en plus diverses et nombreuses, des besoins en infrastructures encombrantes mais aussi des groupes d'acteurs de plus en plus *empowered* et qui revendiquent des droits sur leur environnement proche.

En avril 2010 un conflit éclate à Limache opposant les parents d'élèves de l'école Waldorf, l'entreprise de téléphone Entel et la municipalité au sujet de la construction d'une antenne-relais téléphonique à quelques dizaines de mètres seulement de l'école. C'est au nom du principe de précaution que les parents ne voulant pas prendre de risques pour la santé de leurs enfants refusent l'implantation de l'antenne prévue précisément dans l'arrière-cour d'une maison qui sert, qui plus est, de lieu de réunion aux parents avant ou après l'entrée ou la sortie des classes. Le conflit porte fondamentalement sur une question de localisation car il y a une différence significative de 400 mètres entre l'emplacement de l'antenne tel qu'enregistré et autorisé à la mairie (noté 1 sur la Figure 35) et celui finalement choisi (noté 2).

Il s'agit d'un conflit très courant au Chili où l'on compte plus de téléphones portables que d'habitants depuis 2010 (Figure 36), particulièrement sur les espaces ouverts moins bien reliés aux réseaux de téléphonie fixe. La différence ici est que l'entreprise Entel a fort à faire avec le groupe constitué par les parents de l'école Waldorf (pour moitié étrangers et très bien formés : on y compte des avocats, des hommes politiques, des artistes de renommée internationale). Ils sont pour la plupart très bien informés, très sensibles aux questions environnementales et de santé publique et ont de nombreux contacts.

[89] Pas dans mon arrière-cour

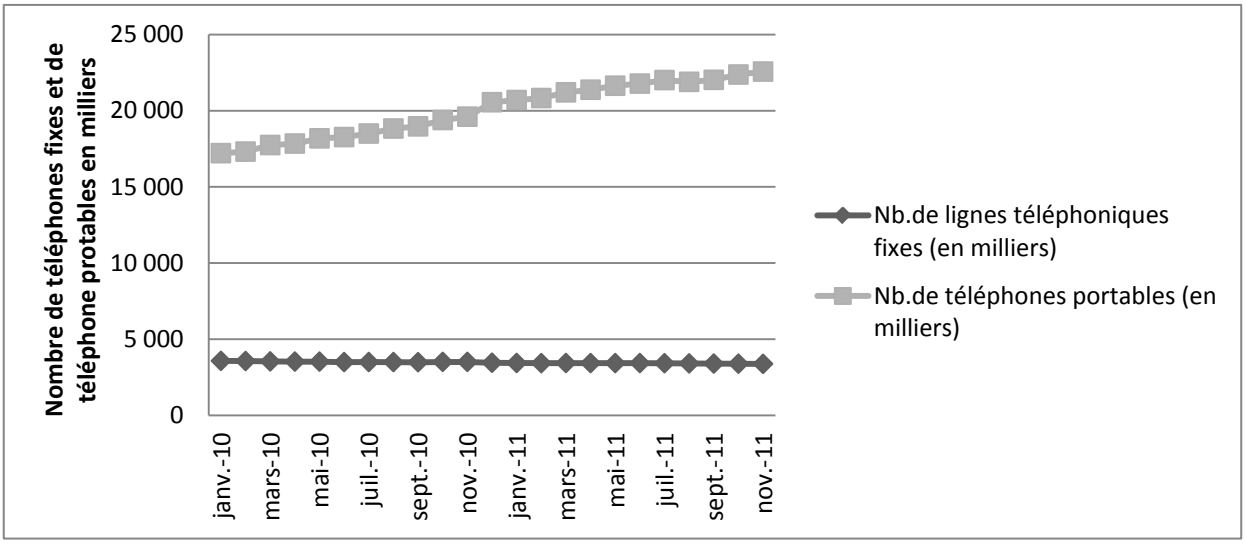
Figure 35. L'école Waldorf de Limache au cœur d'un conflit d'installation d'antenne téléphonique

C. FALIES, 2013

L'emprise spatiale de l'école est indiquée en bleu. En rouge sont indiquées les deux emplacements de l'antenne-relais : 1. Les coordonnées de l'emplacement initial accepté par la municipalité en zone rurale sur un espace ouvert ; 2.celles choisies par l'entreprise Entel en zone urbaine.

Grâce à un GPS ils arrivent à prouver l'erreur et à faire suspendre l'installation de l'antenne par la Direction des travaux publics de la municipalité le jour même de la manifestation le 21 avril 2010. Le vice de forme est constaté mais comme le bloc de béton support de l'antenne est déjà coulé et que l'emplacement 1 initialement prévu est situé à côté d'un ensemble résidentiel populaire en limite de zone urbaine, six mois plus tard, l'antenne est installée mais … déguisée en palmier (Figure 37 b.).

Figure 36. Développement continu de la téléphonie mobile au détriment des lignes de téléphonie fixe au cours de l'année 2011



C. FALIES, 2013

La tour Móvistar en forme de téléphone portable en plein centre-ville de Santiago n'est pas qu'une réplique post-moderne du gratte-ciel madrilène mais symbolise un réel développement des NTIC dès les années 1990 au détriment de la connectivité classique des lignes de téléphone fixe. Ainsi, il n'est pas rare que certaines personnes aient deux voire trois téléphones portables et finissent par résilier leurs contrats de téléphonie fixe en raison de leurs rythmes de vie – ils passent plus de temps au travail ou dans les transports qu'à la maison- ou du coût que représentent deux abonnements.

Ceci se traduit par la multiplication des antennes-relais particulièrement sur les points hauts des espaces ouverts périphériques pour des raisons techniques. Afin de camoufler ces antennes, les entreprises de téléphonie mobile les « déguisent » souvent en arbre plus ou moins adaptés à la flore locale comme on peut le voir sur la Figure 37 c. avec la présence d'un Araucaria dans la région centrale du Chili. Les acteurs hésitent entre parler de mauvais goût ou d'insolence pour ces subterfuges.

Figure 37. Antennes-relais téléphoniques travesties en arbres sur les espaces ouverts de la région centrale

a. Prototype d'antenne-palmier dans une zone industrielle,

Lampa, 2012

b. Véritable palmier à gauche et antenne-palmier à droite pour faire taire les contestations des parents d'élèves,

Limache, 2012

c. Antenne-araucaria sur les dunes anciennes de Ritoque pour se prémunir d'un éventuel conflit,

Mantagua, 2012

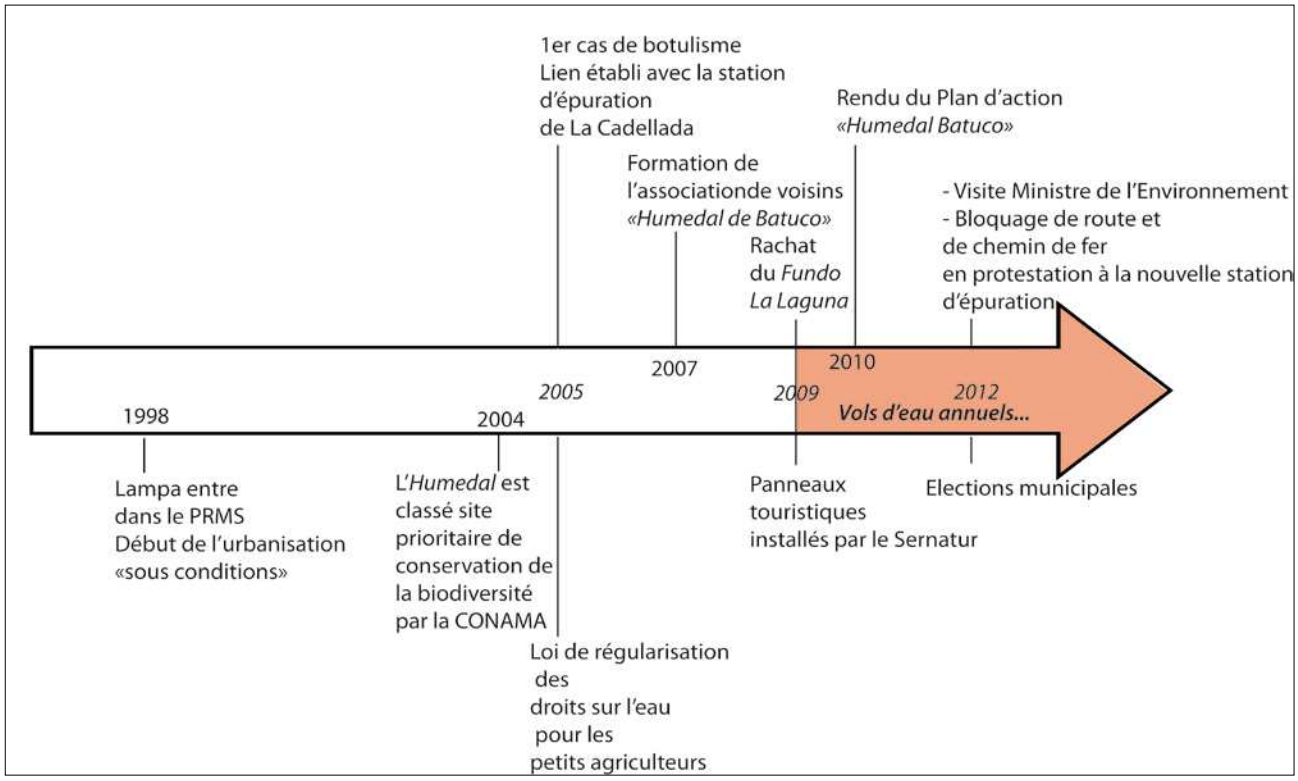
C. FALIES, 2013

C. Densification d'un conflit dans le temps et dans l'espace

Quant au conflit autour de la zone humide de Batuco, il s'inscrit également dans un problème plus large au Chili de l'existence et de la gestion des nombreuses zones humides du pays confrontées à plusieurs types de problèmes : assèchement des corps d'eau en raison du pompage à des fins d'irrigation ou d'usage domestique de l'eau surtout en région méditerranéenne, pollution des eaux par les rejets des eaux usées du secteur résidentiel ou industriel et minier en particulier, décharges sauvages…

La zone humide de Batuco (*humedal de Batuco*) s'étend sur 14 788 hectares au sens très large. Elle se situe dans la grande dépression du Chili central. Elle est alimentée par la nappe phréatique, un cours d'eau mais asséché (Figure 26 a.) et également la station d'épuration de La Cadellada (carte 14). Son assèchement rapide (diminution quantitative des niveaux d'eau, photo 14) et sa dégradation (baisse de la qualité de l'eau, Figure 26 c.) cristallise des conflits d'acteurs, tous n'ayant pas le même usage de l'eau.

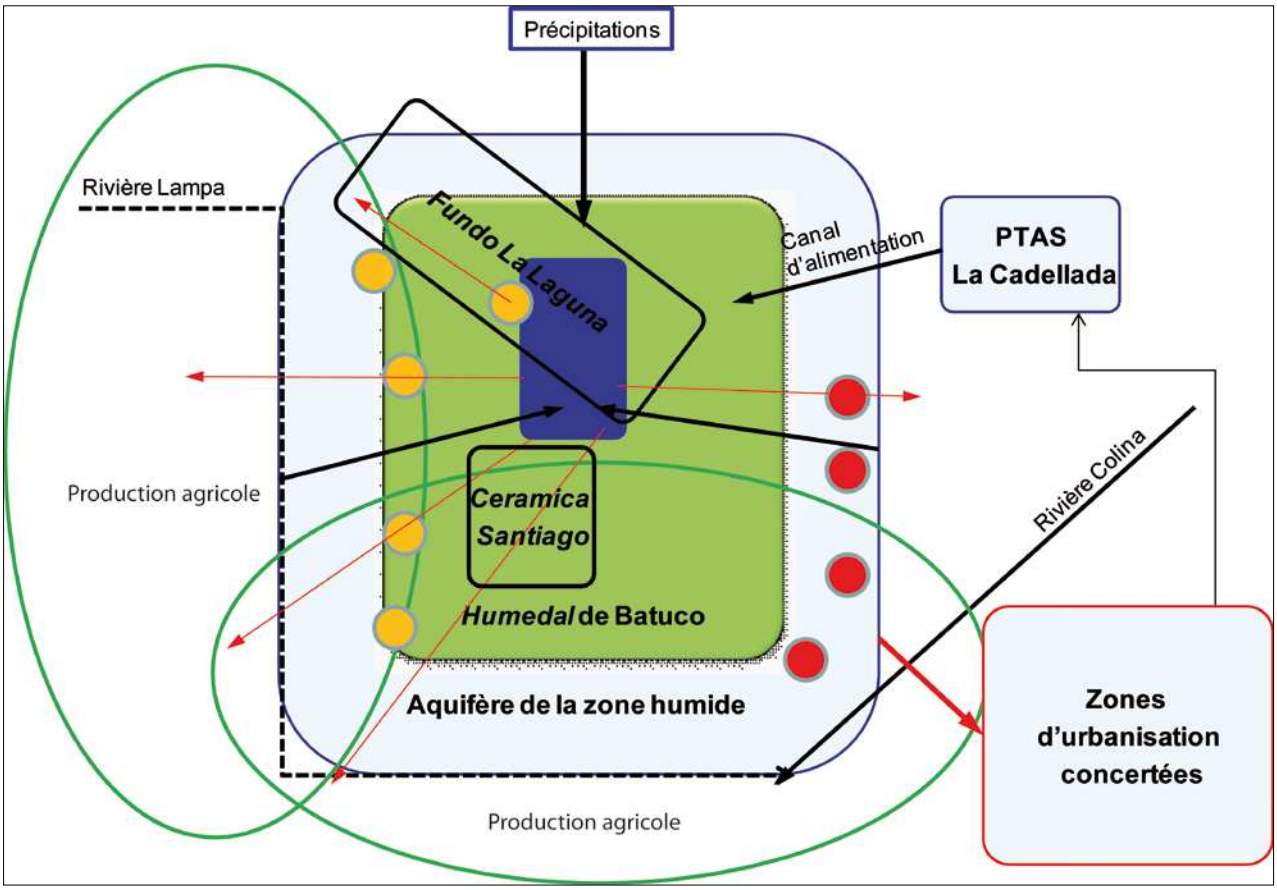
Figure 38. Densification dans le temps du conflit autour de la zone humide de Batuco



C. FALIES, 2013

Ce qu'on peut observer sur cette frise, c'est l'imbrication croissante des acteurs et des échelles dans le temps au rythme de la disparition de la zone humide avec à la fois l'intervention d'acteurs restés à distance jusque là (ministère de l'environnement, médias nationaux) et un durcissement du conflit autour de la zone nord de la zone humide encore en eau et du *Fundo La Laguna* en particulier (Figure 39).

Figure 39. Densification du conflit dans l'espace



C. FALIES, 2013

Ce schéma montre la complexité du fonctionnement de la zone humide à la fois en ce qui concerne son alimentation en eau (quantité par les précipitations et les eaux souterraines et qualité par les rejets de l'agriculture, en vert , des fosses sceptiques, en rouge et de la station d'épuration PTAS La Cadellada) et les acteurs concernés à savoir l'usine de tuiles et de briques *Cerámica Santiago*, *Le Fundo La Laguna* et ses stations de pompage, en orange.

Cette complexité explique certainement qu'en 2012 aucune solution au conflit n'ait encore été trouvée malgré le déplacement de la Ministre de l'environnement, María Ignacia Beñitez et l'amende assignée à Joaquín Achurra, le propriétaire du *Fundo La Laguna*, jugé responsable du pompage de l'aquifère alimentant la zone humide (Figure 25).

Quelle que soit leur forme, leur durée et le nombre d'acteurs qu'ils impliquent, les conflits sur ou pour les espaces ouverts sont loin d'être des conflits secondaires. Ils sont au contraire des caisses de résonnance de conflits métropolitains (conflits sociaux, conflits d'intérêts, conflits d'implantation…) qui trouvent l'occasion et la place suffisante de se développer sur les espaces ouverts. De cadres des conflits métropolitains, les espaces ouverts se transforment alors en véritables champs de bataille et finissent par en subir les impacts. C'est particulièrement vrai dans le cas des incendies particulièrement nombreux dans la région centrale.

3. LES INCENDIES : EXPRESSION VIVE DE LA CONFLICTUALITÉ LATENTE OU OUVERTE DES ESPACES OUVERTS

A. Les incendies en contexte méditerranéen

Des incendies affectent chaque année, particulièrement l'été, les espaces ouverts de la région centrale. De janvier à février 2010, ce sont par exemple 1000 hectares qui ont brûlé à Chicauma dans la commune de Lampa au cours d'un feu qui dura 5 semaine (CONAF, 2011). A Mantagua en novembre 2011, un feu qui dura presque trois jours ravagea la moitié du *condominio* Santa Adela « Puquelehue » dont 3 maisons partirent entièrement en fumée. Quant au Cajón de San Pedro, il a connu deux jours d'incendies, en plein hiver 2012, brûlant plusieurs hectares de palmeraie endémique sur les versants nord de la Campana (photo 18).

En effet, si les espaces ouverts périphériques sont particulièrement soumis à ces incendies c'est pour au moins quatre raisons.

D'abord, on se situe dans une région de type méditerranéen particulièrement vulnérable aux incendies de forêt en été en raison d'une végétation xérophile et d'un fort ensoleillement.

De plus, et c'est particulièrement le cas pour l'arrière-pays de Valparaíso, l'orientation des vents venus du Pacifique a tendance à accélérer la propagation des feux (QUINTANILLA, V., 1998 ; 2009). Cependant contrairement aux régions méditerranéennes, le Chili ne connait pas d'épisodes orageux, même en été, qui viennent souvent expliquer des départs de feu accidentels. Plus de 90% des feux de forêts sont donc considérés par les spécialistes comme intentionnels ou au moins lié à une négligence humaine due à certaines pratiques (barbecue, camping sauvage, cigarettes, feux de camps…) particulièrement dans les espaces ouverts

accessibles c'est-à-dire proches des sentiers ou des routes de terre (entretien avec V. Quintanilla).

Ensuite, la plantation d'espèces exotiques comme l'eucalyptus favorisent la propagation des incendies en raison surtout de la composition chimique de la sève de l'eucalyptus qui exerce une forte compétition sur les autres espèces végétales qui ne peuvent se développer en sous-bois et préserver ainsi l'humidité des sols. Sur la carte 15, on a vu que les plantations -principalement d'eucalyptus- occupent 1% des sols dans la région centrale et dans le cas de la zone d'étude 1, la proportion monte à 6% en raison notamment de leur succès en bordure de *parcelas de agrado* ou de *condominios* pour leur croissance rapide (photo 19).

Enfin, dans une région en forte croissance urbaine périphérique, les incendies servent à changer l'usage des sols sans passer par le *plan de manejo forestal*.

Ainsi en dix ans, les deux régions où a le plus augmenté le nombre d'incendies sont les régions qui connaissent aussi les plus fortes croissances urbaines périphériques à savoir la Région de Valparaiso et la Région de Concepción. La fréquentation touristique compte également.

Photo 18. Palmeraie incendiée dans le Cajón de San Pedro sur le Fundo Campana Norte, juillet 2012

C'est le versant adret qui a été incendié comme le montre la composition de la végétation en contraste avec celle du versant opposé à l'arrière-plan. La raideur de la pente ainsi que la sécheresse de la végétation a favorisé la propagation d'un feu certainement intentionnel étant donné la saison hivernale de l'incendie, (Andrés, L.).

Photo 19. Incendie dans le *condominio* Santa Adela, novembre 2011

L'incendie est parti du pied des dunes anciennes de Ritoque à peu près au niveau de la maison du gardien que l'on aperçoit en contrebas, à une vingtaine de mètres de la route. Il s'est ensuite propagé vers les hauteurs où se situent toutes les maisons pour jouir du panorama sur le Pacifique à l'arrière-plan. Le cliché date de mai 2012. On voit au premier plan que six mois après l'incendie, des eucalyptus repoussent déjà.

B. Les décharges sauvages : matière inflammable dispersée sur les espaces ouverts

Comme toutes les périphéries, les espaces ouverts concentrent des activités encombrantes. Il en va des déchets liquides comme dans la station d'épuration de La Cadellada mais aussi des déchets solides.

Or, les pratiques urbaines polluantes sont de plus en plus développées (achat en supermarchés de produits emballés, utilisation de sacs plastiques, utilisation croissante de l'automobile) mais non prises en compte par les pouvoirs publics et les consommateurs sont de plus en plus nombreux. On assiste donc à la multiplication des décharges sauvages le long de la route quand on parcourt la campagne chilienne (Figure 40).

Ces décharges sont particulièrement constituées de sacs plastiques. En effet, au Chili, des 690 000 tonnes de plastique produites chaque année, 10% correspondent à la production de sacs en plastique (CONAMA, 2006). 250 millions sont utilisés chaque mois au Chili, soit 3000 milliards à l'année. Il s'agit donc d'une activité productive importante qui selon l'Association des

industriels du plastique représenterait 25 000 emplois directs. C'est alors ce qui expliquerait une sur-utilisation des sacs plastiques au Chili, les employés des supermarchés payés au pourboire pour empaqueter les courses des clients n'hésitant pas à doubler les sacs plastiques et à classer les articles par catégorie (une bouteille de shampoing dans un sac, deux boites de conserve dans deux autres sacs…).

Outre le fait d'être souvent mentionné par les enquêtés comme étant un véritable problème national (« *le problème, c'est qu'au Chili les gens sont sales* ») et dans leur vie quotidienne (« *nous on paie des impôts et les camions-poubelles de la mairie ne passent qu'une fois la semaine et encore…* », *« il faut comprendre les gens, c'est dégoûtant de faire ça, mais en même temps, ils n'ont nulle part où jeter leurs ordures* »), ces décharges sauvages constituent souvent des départs de feu et ce malgré l'interdiction affichée par les municipalités comme c'est le cas sur la photo 20 à Olmué.

En effet, près de la route et en été, ces amoncellements de papiers, sacs poubelles, tissus constituent autant de matière inflammable au moindre mégot mal éteint. Parfois même des feux y sont volontairement faits afin de faire disparaître le tas de détritus et peuvent se diffuser rapidement s'ils sont mal contrôlés comme en 2009 dans le secteur de Las Palmas à Olmué où un feu de 3 jours a causé la perte de 10 hectares de *bosque nativo* (enquête avec Oscar T.).

Photo 20. Panneaux interdisant l'accès et le dépôt d'ordures à Lo Castro, Quebrada Alvarado, Olmué sous peine de payer une amende d'environ 150 euros.

Figure 40. Multiplication des décharges sauvages sur les espaces ouverts

a. Déchèterie sauvage au sommet de la Cuesta La Dormida qui fait la limite entre la Région de Valparaíso et la Région Métropolitaine de Santiago juste devant la table d'orientation représentant les sommets andins à destination des touristes. Tout le bord de la route asphaltée est jonché d'ordures ménagères. Les riverains s'en plaignent et les usagers de cette route touristique également.
Til Til, 2010

b. Déchèterie sauvage sur la route menant à l'*humedal* de Batuco,
Lampa, 2012

c. Action collective de nettoyage des dunes de Concón menée par le groupe *Red Duna Libre.* Les dunes sont en effet un lieu privilégié des étudiants pour se rassembler lors des soirées d'été ou pour faire des barbecues sauvages. Sans bennes à ordures à l'entrée des dunes, ils abandonnent leurs sacs poubelles ou leurs bouteilles dans les dunes. Ce jour-là, des centaines de mètres de câble électrique évidé de son cuivre ainsi qu'une valise pleine de lingerie féminine avaient aussi été découverts…,
Concón, 2012

d. Déchèterie sauvage le long du cours d'eau Limache. En arrière-plan, le sommet de La Campana ,
Limache, 2010

C. FALIES, 2013

C. Le bulldozer et l'allumette : moteurs de changements d'usage des sols

En recoupant les informations obtenues par télédétection, les entretiens avec le personnel de la CONAF ou du PRODESAL ainsi qu'à travers la presse pour les espaces les plus médiatisés, on peut ainsi voir des séquences se reproduire en contexte métropolitain (encadré n°10).

Encadré n° 10. : Séquence chronologique des incendies sur les espaces ouverts

1. Un espace délaissé de moyenne ou de grande superficie est convoité souvent pour son potentiel immobilier en zone rurale
2. Achat par des investisseurs qui possèdent les capitaux mais souvent ne connaissent pas le terrain
3. Incendie criminel qui détruit la végétation endémique
4. Demande de changement d'usage du sol au SAG qui n'y voit plus que des sols de mauvaise qualité (catégorie III ou IV) impropre à la culture et donc urbanisable
5. Lotissement en maisons individuelles avec créations de routes d'accès asphaltées et plantation d'essences exotiques comme l'eucalyptus pour reconstituer rapidement un paysage arboré et marquer la limite des nouvelles propriétés
6. Incendies accidentels en saison estivale causés par de nouvelles pratiques en milieu méditerranéen rendu plus vulnérable encore par des espèces végétales qui propagent le feu : barbecues, mégots mal éteints, plus grande fréquentation par les voitures, décharges sauvages…

Les conflits sont donc fondamentalement liés à des changements d'usage du sol et, en amont, aux acteurs sous-jacents à la production de l'espace soit qu'un changement d'usage des sols soit contesté et donc crée le conflit (construction d'une autoroute, urbanisation d'un secteur…) soit qu'à l'inverse un conflit s'exprime par un impact spatial et donc produise un changement d'usage du sol (conflit d'intérêt et de voisinage entre un grand propriétaire et les communautés rurales voisines créant un vide de communication et provoquant l'assèchement de la zone humide de Batuco).

Or, pour être compris il faut replacer conflits et changements d'usage des sols dans un contexte légal et politique particulièrement laxiste. L'étape 4 de la séquence présentée dans l'encadré n°10 en est l'illustration puisqu'elle dépend d'un cadre théorique hérité de 1975 et qui prévoit cet instrument de déclaration de changement d'usage des sols pour des espaces ruraux par définition non planifiés puisqu'ils sont en-dehors de la limite de la zone urbaine et donc non-soumis aux plans régulateurs communaux. Le décret-loi n°458 prévoit : « *En-dehors des limites de la zone urbaine établies par les plans régulateurs il ne sera pas permis d'ouvrir des rues, de subdiviser le sol pour créer de nouveaux quartiers, ni de construire, sauf si cela s'avère nécessaire pour l'exploitation agricole ou pour les habitations du propriétaire du terrain ou de ses*

travailleurs. Le Secrétariat Régional du logement et de l'urbanisme (SERVIU) veillera à ce que les subdivisions et les constructions éventuelles sur ces terrains ruraux mais à des fins non-agricoles n'occasionnent pas de nouveaux noyaux urbains en marge de la planification urbaine régionale. Par ailleurs, au cas où un changement d'usage du sol est nécessaire, le SERVIU devra en informer le Secrétariat Régional du ministère de l'Agriculture qui devra donner son autorisation ».

A l'heure actuelle, la procédure est la même et le SAG* a été officiellement désigné pour s'occuper de ce changement d'usage des sols. A partir de 1997, une déclaration préalable au SEIA (*Sistema de Evaluación de Impacto Ambiental*) est également nécessaire. Or, le Chili et en particulier le ministère de l'Agriculture dont dépend le SAG ont principalement un objectif : garantir le statut du pays comme puissance agro-alimentaire. Pour cela, il n'a eu de cesse que de valoriser les terres agricoles jugées les plus productives selon la classification de capacité des sols proposée par l'USDA (*United States Department of Agriculture)* à savoir les sols de catégorie I, II et III principalement[90]. Or, les sols IV et V pourraient être cultivables ou en tout cas mis en valeur pour l'élevage mais sont souvent laissés à la forêt en raison de la capacité productive des autres sols et surtout de la superficie du pays. Et ce sont précisément ces sols qui font le plus l'objet de demandes de changement d'usage des sols car ils sont difficilement valorisables et correspondent en plus souvent aux versants de la Cordillère de la Côte dans la région métropolitaine et constituent donc une aménité de site pour les futurs résidents. Dans le cas, où ces espaces sont couverts de *bosque nativo* ou de matorral montrant donc une qualité environnementale intéressante, ils doivent depuis 2008 faire l'objet d'une déclaration préalable au SEIA.

Afin d'inciter cette déclaration ces « terrains agricoles avec présence de *bosque nativo* » sont exemptés d'impôts selon l'article 13 du décret-loi 19 561. En fonction de la classe de sol et de la superficie (établis par télédétection via des photos aériennes et par visite sur le terrain d'un ingénieur forestier), le propriétaire peut profiter d'une déduction d'impôts de moitié (carte 18). Ainsi, pour une superficie de 85 hectares de *bosque nativo*, un propriétaire payant 1 058 622 de pesos (1700 euros) d'impôts en 2009 n'en a payé que 482 615 pesos (800 euros) en 2010. Suite à

[90] Mise en place par Klingebiel et Montgomery en 1961, sur la base de critères qualitatifs ou quantitatifs comme la profondeur, la texture, le pH… elle a été adaptée dans le cas chilien et permet de classer les sols en fonction de la capacité d'utilisation. Les sols classés de I à IV sont considérés comme susceptibles d'être cultivés et les sols classés de V à VIII, comme inaptes. En général, plus le numéro de la classe est élevé, moins la culture est intensive.

cette déclaration, le propriétaire doit également engager une demande de plan de gestion durable pour la partie boisée de son terrain.

Même s'il s'agit d'une mesure incitative, on voit bien qu'elle ne reste souvent que symbolique et ce pour au moins trois raisons : d'abord, il est impossible ou en tout cas très difficile de suivre précisément l'évolution des surfaces boisées sur l'ensemble du territoire national et même à l'échelle métropolitaine tant certaines parcelles peuvent être difficiles d'accès et tant les moyens humains et financiers du SAG sont faibles ; deuxièmement, une réduction d'impôts même sur 30 ans ne représente rien face au gain généré par la vente de la dite parcelle surtout en contexte métropolitain où il existe une forte demande pour ce type de terrains; troisièmement, au Chili, si une loi prime c'est souvent *in fine* celle de la propriété privée.

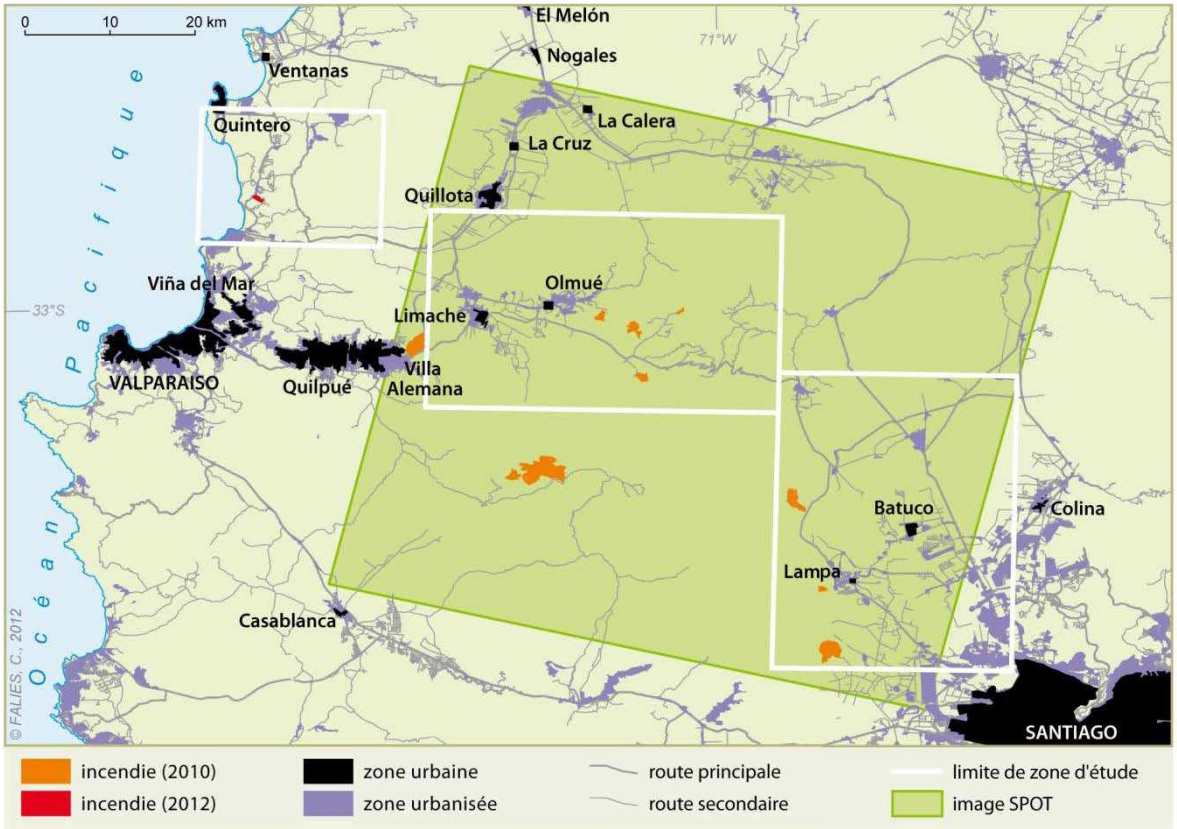
D. Localiser les incendies et les zones à risques

S'il est un sujet épineux à aborder, c'est bien celui des incendies notamment lorsque les experts supposent que dans 9 cas sur 10 ils sont criminels et donc qu'obtenir des informations s'avère difficile. Pour recenser les incendies, il faut donc plutôt suivre la presse locale ou en repérer les impacts, notamment sur la végétation. Mais les zones étudiées étant vastes et les départs d'incendie imprévisibles, la télédétection thématique s'avère être un outil particulièrement précieux. Elle permet en effet de relever des indicateurs à une échelle relativement fine puisqu'un pixel sur l'image SPOT couvre une surface de 100 m².

Phénomène à la fois physique et social, l'incendie est observé depuis longtemps et dans différents types de milieux grâce à la télédétection (MEZNED, N., CHAKROUN, H., BOUSSEMA, M., 2005 ; HUSSON, A., 1985) mais compte-tenu de sa végétation c'est en milieu méditerranéen qu'il est souvent étudié.

La carte 19 est le résultat de l'introduction dans le Système d'Information Géographique du procédé de suppression de végétation dans la signature spectrale de l'image SPOT de la zone (ANNEXE 11).

Carte 19. Identification d'incendies dans la région centrale du Chili par télédétection (2010) et observation directe (2012)



A partir de celle-ci, j'ai pu identifier les zones d'incendies sur les espaces ouverts de la région centrale en 2010. Elles sont au nombre de 13 dans la zone correspondant à l'emprise de l'image SPOT : la plus petite est de 7 hectares (ce qui correspond à 700 pixels avec la résolution spatiale de l'image), la plus grande 705 hectares. Au total, si l'on ajoute les 3 hectares observés à Mantagua, ce sont 1 889 hectares de matorral qui sont partis en fumée entre 2010 et 2012. On peut cependant penser qu'il s'agit d'une estimation basse dans la mesure où l'image SPOT ne recouvre pas toute la région centrale, que des départs de feu ponctuels ont pu être éteints rapidement et que la végétation repousse relativement vite dans cette région (photo 19) comme nous l'a montré l'importance du recru forestier en superficie (carte 15) malgré l'absence au Chili d'espèce stockées dans le sol qui repoussent plus vites après un incendie.

Comme mon hypothèse nous le laissait envisager, on peut voir une certaine logique spatiale dans la répartition de ces incendies situés préférentiellement à proximité ou à la fin des routes secondaires, c'est-à-dire dans des lieux relativement accessibles pour des mises en valeur résidentielles futures.

- *Conclusion du chapitre 6 - Les espaces ouverts : scènes, objets et enjeux de la conflictualité métropolitaine*

Les espaces ouverts sont en tant que tels objets de conflit souvent en raison de la combinaison de ressources qu'ils offrent. Ils en sont aussi la scène dans la mesure où s'y expriment des mécontentements, des dysfonctionnements et des injustices de diverses natures. Mais ils peuvent certainement être aussi en tant qu'embryons d'espaces publics de futurs lieux de rassemblement et de concertation.

Les conflits quand ils deviennent trop fréquents peuvent devenir un argument de sécession rurale. Ainsi Jorge C., après le grand incendie de novembre 2011 (photo 19) confie lors d'un entretien : « *Nous sommes situés à 8 kilomètres de Concón et à 12 de Quintero où se trouvent tous les services administratifs mais l'activité économique et le travail pour nous se trouve à Concón : les enfants y sont scolarisés parce que nous n'avons pas de bonnes écoles dans notre secteur pas plus qu'un cabinet médical qui puisse nous recevoir en cas d'urgence. De plus il y a peu nous avons eu un grand incendie et nous nous sommes rendus compte du manque de personnel et de matériel pour l'éteindre. Nous n'accusons pas les pompiers parce que de fait il est difficile d'agir dans les plus brefs délais en étant si loin. On a donc du faire appel à nos proches pour les premiers secours*.»

Périphérie et ouverture sont donc bien des concepts fondamentalement relatifs et parfois paradoxaux dans un contexte de forte métropolisation. M. Banzo écrit ainsi : *« L'ouverture est également celle des potentialités. En apparence moins normé que la ville édifiée (bâtiments, voies de circulation, places, etc.), l'espace ouvert offre un large champ des possibles en termes de pratiques, de représentations, de projets. Il laisse une opportunité à l'expression des individus comme des groupes sociaux et à la négociation. La plasticité de la matière végétale est propice à une démarche de projet évolutive, voire réflexive, qui élargit les possibilités d'usage et d'intervention.* » (BANZO, M., 2009, p. 11). Quant à F. Esposito l'un des architectes de la *Pontifica Universidad Católica de Valparaíso* il a déclaré lors d'un entretien : « l'ouverture ce ne sont pas des portes ouvertes ou fermées mais ce qui est inscrit dans ce vers inscrit sur les murs de *Ciudad abierta* : nous voulons que ce qui nous est arrivé continue d'arriver », (« *la abertura no tiene que ver con que haya cercos o puertas sino con el verso « queremos que lo que a nosotros nos vino permaneciera como viniendo » »)*.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

L'objectif de cette partie fut de montrer principalement que les espaces ouverts sont fondamentalement des espaces pratiqués par le plus grand nombre et pas seulement par les marginaux ou supposés tels.

Comme tout espace, l'espace ouvert est une production à partir de pratiques sociales qu'elles soient collectives (classes sociales, groupes d'âge, genre) ou individuelles. Ces pratiques s'y impriment de façon légère et partagée (pratique simultanée du cerf-volant, du pacage d'animaux) ou de manière plus profonde et fonctionnaliste (monoculture d'exportation, centre de loisirs, espaces résidentiels fermés). A travers l'étude des espaces ouverts métropolitains, on semble percevoir une hésitation dans leur devenir entre le fonctionnalisme des plus puissants (néo-ruraux, entreprises privées) et le laisser-faire des plus modestes qui n'ont ni les moyens ni l'ambition d'occuper et de marquer l'espace sauf dans certains cas par réaction à la densification alentour (photo 1).

Une hiérarchie sociale se perçoit donc dans les pratiques des espaces ouverts et à partir de là dans les valeurs qui leurs sont assignées. Or cette hiérarchisation commence dès le plus jeune âge comme nous l'a montré le travail sur les pratiques et les représentations de quatre collèges.

A ce sujet, l'analyse plus précise de la carte mentale présentée ci-dessous (Figure 41) et en introduction de la deuxième partie est très révélatrice. Elle a été réalisée comme toutes les autres cartes mentales de Batuco le 9 septembre 2010 par un élève du collège Amankay, Boris. Comme nous l'avions inscrit dans notre protocole nous avons eu un entretien préliminaire avec la directrice pour qu'elle nous présente l'école, le profil des élèves et dans ce cas, la certification de la CONAMA pour bonnes pratiques environnementales. L'institutrice étant absente le jour de notre venue, la directrice nous a présenté la classe et nous a fait part tout de suite de problèmes éventuels avec l'un des élèves, Boris. Elle nous a confié qu'il était arrivé en cours d'année, que ses parents, des *arrieros*[91], avaient absolument tenu à l'inscrire mais qu'il était en complet décalage avec les autres élèves. Il ne fallait donc pas s'inquiéter s'il ne comprenait pas l'exercice ou s'il avait un comportement différent.

Or, non seulement il s'est avéré que Boris comprenait l'exercice mais surtout c'est l'élève qui l'a le « mieux » réalisé en tout cas si l'on se fie aux trois critères généralement utilisés pour

[91] Équivalent de *huasos* mais avec une connotation négative comme « ploucs » ou « péquenots ».

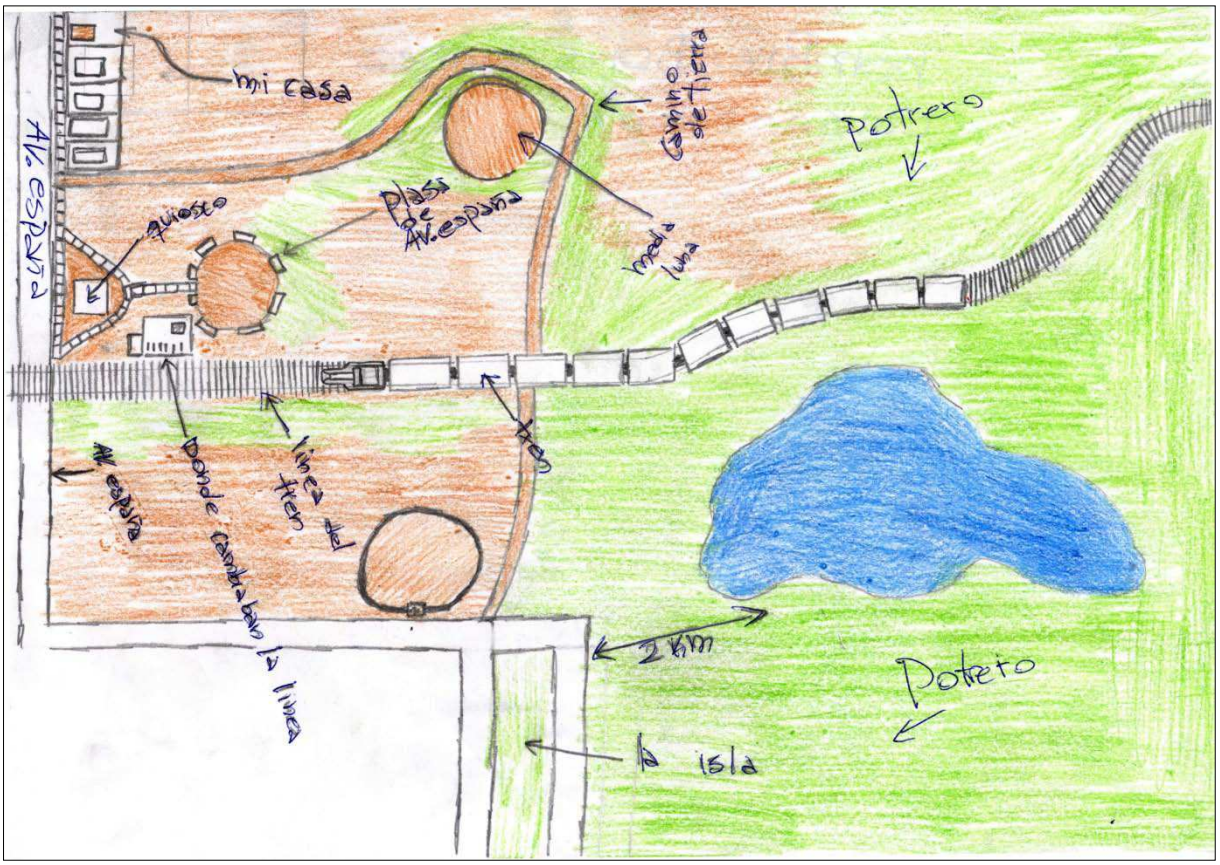
analyser les cartes mentales : l'étendue approximative de l'espace pratiqué, la précision de la représentation et la variété des espaces représentés. En effet, il a représenté dix éléments légendés par un toponyme ou une couleur (un commerce de détail, une place, sa maison, un ancien poste d'aiguillage, une *medialuna*, la ligne de chemin de fer, l'avenue principale de Batuco, un chemin de terre, les *potreros*, la zone humide et une île). On voit dans la précision de la limite de la zone humide ou du chemin de terre qu'il semble fréquenter ces espaces quotidiennement et à pied.

Par ailleurs, le choix des espaces représentés semble indiquer effectivement son appartenance rurale (*potrero*, *medialuna*), son enracinement aussi (pour le poste d'aiguillage, il indique « là où on changeait la ligne ») de même que l'humilité de sa maison relativement plus petite que les autres et représentée avec la même intensité de brun que la *medialuna*, la place ou le chemin de terre, autant d'élément qui paraissent intangibles. C'est surtout le seul élève qui indique une échelle presque juste sur la carte.

Même s'il est faux d'affirmer qu'il existerait des cartes mentales plus justes que d'autres - c'est d'ailleurs ce qu'il faut préciser aux exécutants afin de les affranchir du « stress » du mauvais dessin -, cette carte comporte tous les éléments qui peuvent nous intéresser sur les cartes mentales des espaces ouverts.

Par ailleurs, le fait de réserver une place à part à cette carte mentale permet d'un côté de rétablir une justice au moins symbolique vis-à-vis de cet adolescent ouvertement discriminé par la directrice de l'école et certainement aussi par ses camarades et de l'autre d'illustrer la conclusion principale de notre travail sur les cartes mentales : les enfants « des champs » ont une représentation plus juste de leur environnement immédiat grâce à la pratique qu'ils ont des espaces ouverts. Cette justesse est à la fois absolue (topographique, scalaire, connaissance des espèces d'arbres, des trajectoires) et relative aux enfants « des villes » même lorsque ceux-ci reçoivent des enseignements spécifiques sur des thèmes environnementaux. Un accès quotidien, autonome et empirique aux espaces ouverts vaut souvent mieux qu'un long discours.

Figure 41. Carte mentale de Boris G., le 9 septembre 2010



Dans son ouvrage *L'idée de justice*, Amartya Sen utilise une désormais fameuse parabole pour introduire sa première partie sur les « exigences de la Justice » : la parabole de la flûte. L'économiste indien y met en scène trois enfants et une flûte. A qui est-il juste qu'elle revienne? A celui qui sait en jouer (hypothèse utilitariste) ? A celui qui n'a aucun autre jouet (hypothèse égalitariste) ? A celui qui l'a fabriquée (hypothèse individualiste) ? (SEN, A., 2010).

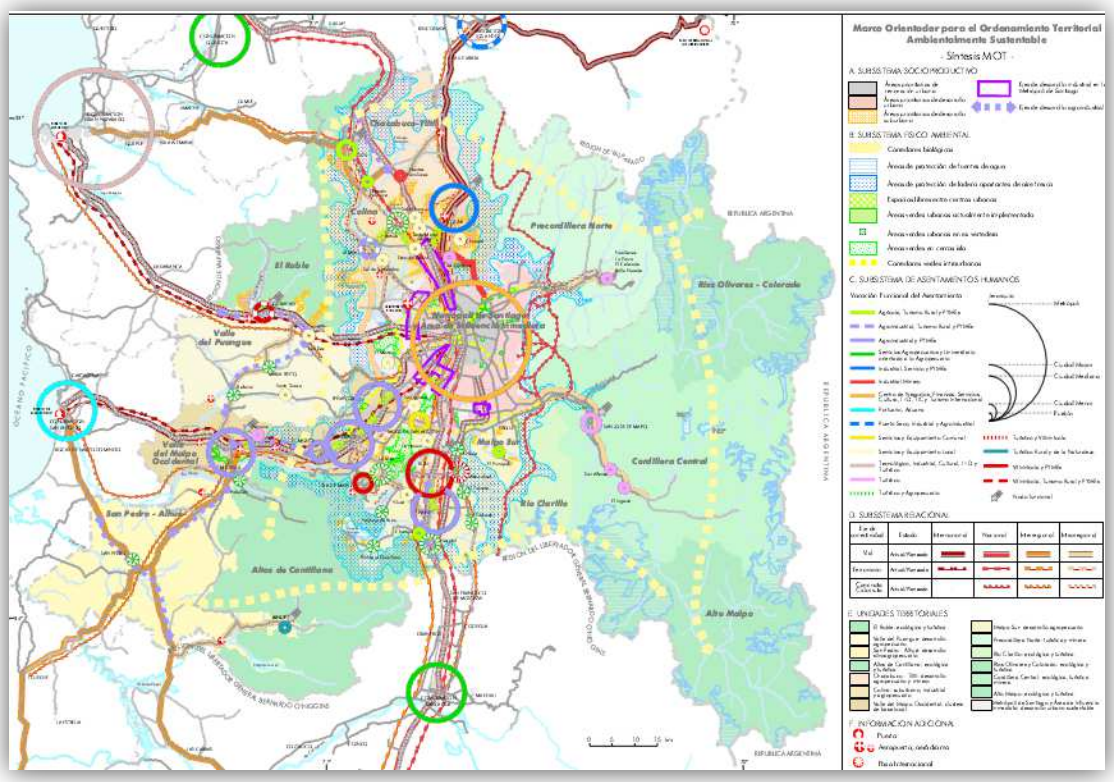
Pour un géographe travaillant sur des questions de justice spatiale il convient de reprendre la parabole et d'y ajouter précisément une dimension spatiale. Ici bien sûr l'injustice vient de la directrice plus que de l'accès à l'espace lui-même car en l'occurrence c'est l'élève le plus discriminé qui en fait le pratique le plus.

Pour cela, il y a deux manières de procéder. Ajouter un quatrième enfant qui n'aurait pas pu accéder à la scène du partage de la flûte car il vit trop loin comme l'a proposé A. Musset lors d'une conférence à Santiago du Chili en 2010. Ou bien considérer l'espace et l'espace ouvert en particulier également comme un objet produit par la métropole (l'espace a bien un pourquoi, une cause comme l'affirme H. Lefebvre). Les trois enfants seraient alors l'enfant qui a appris à en

avoir des usages notamment par son éducation ou un enseignement qu'il aurait suivi (n'importe quel enfant du XXIe siècle sensibilisé aux questions environnementales ou de développement durable comme celui ayant représenté la carte mentale qui nomme les problèmes de pollution de la zone humide mais sans être capable de les représenter à l'échelle (p.434), celui qui n'y va jamais par manque d'accessibilité (enfants vivant en centre-ville ou sur des *parcelas de agrado* où l'accès est limité par un mur ou des interdits de leurs parents, Figure 31), celui enfin qui l'a produit en y jouant par exemple, en s'y promenant ou en chassant (Boris ou l'enfant ayant représenté la carte mentale p.465). Sen lui-même affirme qu'il n'y a pas une réponse plus juste que les autres, pas une qui permettrait de résoudre tous les conflits. Le problème est épistémologique mais aussi tient à la relation de dépendance des enfants vis-à-vis de leurs parents plus ou moins riches, plus ou moins ancrés dans un lieu, plus ou moins connaisseurs des questions environnementales… : il est donc difficile de trancher et « *il faut non seulement prendre en compte les situations particulières mais aussi faire intervenir des préférences morales et politiques* » (SEN, A., 2010).

Il n'en reste pas moins que même si elle est effectivement peu prégnante, l'action et même l'inaction de l'Etat semblent également productrices d'espace. Car de même que l'étude des espaces ouverts supposément vides nous a appris sur le fonctionnement de la métropole tout entière, l'étude de leur conception par les pouvoirs publics en dit long sur les pouvoirs publics eux-même.

TROISIÈME PARTIE



OTAS, 2002

LES ESPACES OUVERTS : LE CŒUR DE LA MÉTROPOLE

INTRODUCTION DE LA TROISIÈME PARTIE

Après avoir décrit les espaces ouverts par leurs limites (partie 1), par leur épaisseur (partie 2), il nous reste à les analyser à travers leurs agencements réels ou potentiels. En effet, il est maintenant établi que les espaces ouverts dépendent de leur environnement – au sens de ce qui les entoure mais aussi du milieu- et si je les ai plutôt analysés à l'échelle de la parcelle (petite ou grande), il faut maintenant les remettre dans une perspective métropolitaine.

C'est le terme de diffusion qui guidera ici mon propos pour trois raisons : premièrement car il s'agira de voir leur inscription dans un territoire plus vaste que celui de la simple commune, province, région en remettant en question, en partie au moins, les découpages administratifs hérités ; deuxièmement car si j'ai montré que l'espace ouvert était un produit des acteurs locaux, de leurs pratiques et de leurs représentations, il devrait intéresser de plus en plus les pouvoirs publics qui prônent gouvernance et démocratie participative ; troisièmement car les urbanistes sont amenés à s'intéresser aux pratiques spatiales des populations qui vivent sur les espaces qu'ils aménagent.

On le voit, on tentera donc ici un changement d'échelle plus systématique pour s'intéresser aux différents niveaux d'intérêt de l'espace ouvert plus seulement mot ou concept mais les deux à la fois à savoir chose, création, production spatiale intégrant les trois dimensions de l'espace, conçue, perçue, vécue (LEFEBVRE, H., 1974).

Deux questions se posent alors :

- Les phénomènes étudiés changent-ils de nature ou seulement d'intensité en fonction de l'échelle ? Cette question nait de l'existence de mes trois zones d'étude distinctes mais faisant partie d'une même macro-région métropolitaine et à la configuration générale du pays qui a connu une décentralisation non opératoire en raison d'un manque effectif de moyens : est-ce que le phénomène étudié change en fonction de l'échelle d'observation (locale, régionale, nationale, mondiale), l'échelle métropolitaine étant à l'intersection de toutes les autres ? Il ne s'agit pas ici d'être fétichiste d'une échelle qu'elle soit locale ou métropolitaine mais de voir les articulations politiques entre les échelles. L'échelle métropolitaine a cependant le bénéfice du doute car elle n'a jamais réellement existé politiquement.

- Si l'on a vu que le libéralisme et la faiblesse de la régulation de l'Etat incapable de hiérarchiser les différentes valeurs conférées aux espaces ouverts était la cause du nouveau mouvement des enclosures que connaît le pays, que penser du futur de ces espaces ? On est alors en droit de se demander : va-t-on continuer sans freins ou au contraire l'Etat chilien va-t-il montrer sa force économique relativement nouvelle par la création de lois efficientes ? D'autant que le capitalisme depuis les années 2000 en Argentine n'a cessé de montrer des signes de faiblesse et que le gouvernement chilien est de plus en plus contesté de l'intérieur comme l'ont montré les nombreuses manifestations de l'année 2011. Ce « petit » pays si résilient en ce qui concerne les séismes de forte magnitude n'est-il pas en mesure d'infléchir sa politique économique ?

Après avoir vu comment se formait (partie 1) et se comprenait (partie 2) le concept d'espace ouvert, on peut s'interroger sur son applicabilité, son opérabilité voire sa diffusion. Sans présager de l'avenir des espaces ouverts dans un pays où les revirements politiques sont fréquents, on peut quand même baser notre analyse sur les plans de développement envisagés à l'échelle communale, régionale, métropolitaine et nationale. L'analyse de l'élaboration comme du contenu du PRMS (Plan *Regulador Metropolitano de Santiago*) et du PREMVAL (*Plan Regulador Metropolitano de Valparaíso*) présente autant de surprises et de rebondissements qu'une pièce de boulevard surtout en ce qui concerne les espaces ouverts diversement pris en compte. Malgré la complexité et parfois même l'opacité de l'intrigue, la plupart des textes sont accessibles à travers la Loi de Transparence déjà évoquée. Les différentes versions d'un même plan peuvent alors être mises en comparaison.

Par ailleurs, la question 7 de l'enquête semi-directive (ANNEXE 2) comporte une question sur le futur de ces espaces : « *comment voyez-vous l'avenir de ces espaces à court, moyen et long terme ?* » Mais ce sont surtout les entretiens libres menés en 2012 avec 18 acteurs institutionnels qui m'ont montré l'intérêt qu'ils portaient au concept d'espace ouvert et la possibilité d'une diffusion aux décideurs et aux aménageurs (ANNEXE 3). Il s'agit pour la plupart de personnalités publiques souvent interrogées dans les médias en raison de leur bonne connaissance du territoire national. De plus, ils ont beaucoup voyagé (souvent pendant la dictature mais pas seulement pour les plus jeunes) et vu à l'étranger (en France, en Espagne, aux Etats-Unis principalement) des phénomènes spatiaux faisant figure de modèles (Conservatoire

du littoral, Parcs nationaux états-uniens) ou au contraire de repoussoirs (stations balnéaires intégrées en Méditerranée ou aux Etats-Unis). De plus, ils ont connu des changements politiques tels dans leur pays, qu'ils en connaissent les rouages et les paradoxes.

Comme nous avons vu ces espaces au crible de la trialectique lefebvriennne (espace conçu/perçu/vécu) dans un cadre libéral qui peut faire croire à la prévalence de telle ou telle de ces trois dimensions de l'espace convoquée tour à tour par des groupes d'acteurs concurrents, on est en droit de se demander : Une hiérarchie de ces valeurs de l'espace ouvert est-elle possible y qui doit s'en porter garant ? *In fine* qui l'emporte ? Qui du spéculateur immobilier et du maire qui conçoivent ces espaces comme de formidables réserves de terres urbanisables et donc une promesse de revenus à court ou moyen terme, de l'éleveur ou de l'enfant qui ne perçoit ces espaces ouverts qu'en les pratiquant librement sans même envisager que des barrières puissent marquer la limite d'une propriété, ou du néo-rural qui vient s'interposer avec ses velléités bourgeoises héritées (accès à la propriété et à la résidence secondaire, pratique des loisirs) ou nouvelles (l'intérêt pour l'environnement, pour le terroir devenant des signes distinctifs) ?

Dans quelle mesure, est-il permis de dire que les espaces ouverts étudiés, périphériques à la métropole, y sont en fait fondamentalement intégrés de par la configuration urbaine chilienne, certes qui les place au cœur d'une double métropole, mais aussi de par les enjeux qu'ils concentrent ? Au-delà de leur situation par ailleurs changeante au gré de l'avancée des fronts d'urbanisation, quelle place les espaces ouverts ont-ils dans la métropole, dans la stratégie des autorités ?

Dans un premier temps, il s'agira de voir si les découpages administratifs et les pouvoirs publics tels qu'ils existent prennent en compte les espaces ouverts que ce soit à travers des catégories spatiales ou des lois. En effet, en temps que chose publique, l'espace ouvert est en passe d'être reconsidéré car « *l'ouverture est enfin celle de l'accessibilité au public. L'espace ouvert induit un processus de publicisation : rendre accessible au public des espaces de statut privé. L'accessibilité est alors conditionnelle, résultat de compromis. (…) L'espace ouvert questionne les contradictions privé/public qui pèsent lourdement sur l'aménagement du*

territoire. Comment favoriser l'intérêt général en préservant l'intérêt des particuliers ?»(BANZO, M., 2009, p.11), (chapitre 7). Cela dit, étant donné le très relatif intérêt encore porté aux espaces ouverts par les autorités, d'autres acteurs, non institutionnels, sont amenés à prendre le relais.

Le devenir des périphéries métropolitaines dépend donc aussi d'acteurs privés et d'autres échelles de décision et d'action que l'échelle nationale notamment d'acteurs internationaux ou même mondiaux. Il faut tenir compte alors pour les étudier des articulations existant entre les trois dimensions de l'espace dont les limites elles-mêmes ne sont pas toujours clairement définies (chapitre 8). En effet, l'articulation peut être à bords tranchants à certaines occasions comme ce jour de janvier 2012 où l'entreprise de construction Endesa a décidé de fermer définitivement l'accès physique aux dunes de Concón au nom du droit de propriété. Toutefois, elle est souvent beaucoup plus complexe car elle dépend de l'échelle d'observation et des acteurs en jeu et d'un concept, l'ouverture, dont j'ai déjà montré la relativité. Or la première relativité en géographie est la relativité scalaire. Alors que nous avons parlé largement déjà de l'échelle locale, il faut également replacer ces espaces à l'échelle métropolitaine puisque c'est celle qui s'inscrit comme une interface entre le local et le global.

Enfin, comme nous avons vu le degré d'implication du Chili dans les processus globaux de même que l'importance des marges dans les processus métropolitains, je formulerai l'hypothèse que si ces systèmes globaux et métropolitains montrent actuellement des signes de faiblesse (crise du capitalisme financier, baisse de la croissance économique, pollution et engorgement des métropoles), alors les espaces ouverts périphériques innovants peuvent se transformer en une véritable opportunité dans le cadre de modèles socio-spatiaux à reconstruire et donc se placer au centre des métropoles contemporaines (chapitre 9).

- Chapitre 7 - LES ESPACES OUVERTS DANS LA RÉGION CENTRALE DU CHILI : UN OBJET POLITIQUE ?

De quoi donc est faite la politique territoriale au Chili et si elle existe en quoi prend elle en compte les espaces ouverts ? Le terme de territoire n'est pas celui que j'ai choisi dans l'ensemble de mon propos mais c'est pourtant celui qui est utilisé, notamment depuis le retour à la démocratie, pour tout ce qui concerne le volet aménagement ou développement des politiques publiques. Il est censé mieux prendre en compte la composante habitée, appropriée et sociale de l'espace, délaissée par les militaires, et l'IGM (*Instituto Geográfico Militar*) au premier chef, pour qui il n'était qu'un support quadrillé par des fonctions stratégiques. Mais ce fonctionnalisme n'est-il pas autant le fait du libéralisme économique et politique que des militaires puisque malgré l'utilisation de termes nouveaux et le retour à la démocratie, c'est la même situation qui semble avoir cours aujourd'hui ?

Un bref rappel chronologique de la définition de ce qu'est une aire ou une zone urbaine au Chili permet en partie de répondre à la question (Encadré n° 11). En effet, au Chili, on ne planifie, on n'aménage que l'urbain. A tel point qu'on confond souvent architecte, urbaniste et aménageur à la fois dans les titres que dans les fonctions. Or l'urbain et donc le rural, son négatif, sont définis statistiquement avant que de servir de catégories aux aménageurs. On a vu, déjà dans le chapitre 1, la somme de détours utilisés pour parvenir à une définition des espaces ruraux et partant des espaces ouverts périphériques.

Devant cette difficulté, comment donc parvenir à un aménagement de ces espaces eux-mêmes non pris en compte par les définitions officielles ?

Pourtant les espaces ouverts sont dans les interstices légaux de l'aménagement et souvent même à l'origine des dilemmes liés à l'aménagement. Pour preuve, la ratification complète du PREMVAL, est rejetée périodiquement depuis dix ans pour des raisons environnementales autour notamment de l'urbanisation contestée du *Fundo El Carmen* dans la commune de Quilpué mais aussi des dunes de Concón ou de Ritoque.

Encadré n° 11. Définitions statistiques des zones urbaines selon l'INE et servant à définir les espaces à aménager (source : INE)

- 1960 : « *tous les regroupements de population du pays avec des caractéristiques urbaines (villes, villages, hameaux, installations minières, salpêtrières et autres centres habités comme les bases aériennes, les campements, etc.) quel que soit leur degré de concentration, le nombre de rues pavées et même si elles n'ont qu'un seul service d'utilité publique*. »
- 1970 : « *zone qui regroupe de façon contiguë au moins 40 maisons avec une définition préétablie de rues et qui en plus compte au moins l'un de ces services : gendarmerie, poste, électricité, eau potable, égouts, commerce permanent, école.* »
- 1982 : « *tout endroit habité qui présente des traits urbains, même ténus, quelle que soit l'activité des habitants et qui regroupe de façon contiguë au moins 60 maisons et 301 habitants. A l'exception des aéroports, des centres touristiques, des hameaux et des écarts de la Cordillère des Andes et de l'*altiplano *du Norte Grande*. »
- 1992 : « *ensemble d'habitations concentrées de plus de 2000 habitants ou entre 1001 et 2000 habitants avec au moins 50% de la population active travaillant dans des activités du secteur secondaire et/ou tertiaire. Exceptionnellement, les centres touristiques de plus de 250 logements contigus et qui n'atteignent pas le seuil de population indiqué sont également considérés urbains.* »
- Pour le recensement de 2002, deux catégories nouvelles sont créées :

« *Les ADA (*Áreas de Difícil Acceso *ou zones d'accès difficile) qui correspondent à des zones difficilement accessibles qui en raison de leurs conditions physiques et naturelles (problèmes climatiques, géomorphologiques et environnementaux) manquent de chemins, de ponts d'accessibilité en général.*
*Las ACO (*Áreas de Alto Costo *ou zones de fort coût) qui correspondent à des secteurs habités accessibles mais avec un fort coût économique. On doit louer des barques, des chevaux, des hélicoptères pour s'y rendre. Ces zones sont importantes à définir pour l'information statistique mais pas uniquement. Elles offrent également des cas d'étude en tant que telles. Leur délimitation est sous la responsabilité du directeur régional de l'INE.* »

Si j'ai démontré que les espaces ouverts constituaient un objet spatial, peut-on pour autant affirmer qu'il s'agit d'un objet politique ? En quoi les autorités qui ont un rôle à jouer dans les décisions métropolitaines peuvent-elles voir les espaces ouverts comme un atout et s'en servir en tant que tel dans le système de concurrence mondialisé qui existe entre les métropoles ?

On va se demander dans ce chapitre quelle est la place des espaces ouverts dans le contexte général de volonté politique de décentralisation que connaît le pays. On peut penser a priori qu'ils sont revalorisés dans la mesure où la décentralisation consiste en un abandon des fonctions et des activités par les centres vers leurs périphéries. Mais donnent-ils lieu pour autant à une planification spécifique (7.1) ? Si des lois existent, d'où émanent-elles (7.2) ? En quoi la multifonctionnalité, fer de lance des politiques d'aménagement rural, permet-elle le développement des espaces ouverts (7.3) ?

1. PLANIFICATION ET ESPACE AU CHILI

A. Quelle planification pour quels espaces ?

Dans *Mi país inventado*, Isabel Allende s'interroge : « *Le pays est divisé en régions aux jolis noms, auxquels les militaires, qui éprouvaient sûrement une certaine difficulté à les mémoriser, ajoutèrent un numéro. Je me refuse à les employer, parce qu'il n'est pas possible que la carte d'une nation de poètes soit parsemée de numéros, comme dans un délire arithmétique* » (ALLENDE, I., 2003).

Les « jolis noms » auxquels se réfère l'auteur sont les toponymes de régions très souvent inspirés par des ensembles naturels qu'il s'agisse de relief (province des Andes, de Cordillera, commune de Valparaíso), de végétation (commune d'Algarrobo, de Nogales ou del Bosque[92]) ou d'un cours d'eau (commune de Limache ou Région des Lacs). Ce sont des toponymes anciens et apparemment neutres qui ne disent pas grand-chose des pratiques actuelles ni surtout de la vision que les aménageurs ont de l'espace ou de la façon dont les élus l'administrent. Pourtant les nouvelles entités administratives qui fleurissent sur le territoire national (création de deux nouvelles régions en 2007 dont la région des Fleuves, de la province de Marga Marga en 2010) et les projets autonomistes (commune de Batuco, de Mantagua et région de l'Aconcagua) retiennent presque tous des toponymes « naturalistes » : est-ce à dire que les mouvements de citoyens qui en sont à l'origine nourrissent des ambitions plus territoriales (AMILHAT-SZARY, A.-L., 2008) ?

En tout cas, pour J. Wood, un spécialiste des questions d'aménagement au Chili, « *notre planification semble avoir oublié le territoire surtout au pays du libre marché* », (entretien du 29/03/2012). En effet, au regard des politiques d'aménagement ou plutôt de planification, c'est l'approche sectorielle qui prime et ce, quelle que soit l'échelle : à l'échelle locale, dans les plans régulateurs communaux, ce qui prime est la distinction zone rurale/zone urbaine mais tout aussi éculée que les plans régulateurs communaux eux-mêmes (carte 7) ; l'échelle provinciale n'existe pas en termes d'aménagement ; reste l'échelle régionale sensée être devenue l'échelle de référence depuis les lois de régionalisation de 1974 réaffirmée dès le retour à la démocratie par la création des GORE, les gouvernements régionaux, mais qui ne font encore que mimer les décisions prises au gouvernement.

[92] Le caroubier, les noyers, la forêt.

Il y a une politique des transports, une de l'Education, une de la Santé mais pas une politique réellement spécifique et propre au territoire local ou régional. « *Il n'est donc pas possible d'affirmer que le Chili est un pays décentralisé, malgré les progrès et les efforts réalisés dans les années 2000. Les régions manquent d'identité, d'autonomie, de capacité à gouverner et de possibilités de développement endogène. On peut même dire que les régions continuent à être dépendantes du centre, que leurs autorités ne peuvent pas compter sur la légitimité qu'imposerait leurs charges et que les autres acteurs régionaux, comme les entrepreneurs et les universités ne sont pas incités à participer à la construction d'un projet régional. La participation citoyenne n'est pas suffisante et la logique sectorielle s'impose à la logique régionale*», (ARENAS, F., 2009).

Par ailleurs, il existe aussi de vives critiques faites à l'encontre de la planification elle-même dans le pays. Pour H. Romero, « *il n'existe de politique d'aménagement dans ce pays* », pour B. Valdés (entretien du 28/03/2012), « *s'il y a une planification dans ce pays, elle n'est qu'urbaine et encore elle se contente de réguler l'existant, pas de planifier* ». Pour B. Andrade, « *A l'heure actuelle, la planification du territoire au Chili n'est pas intégrée mais compartimentée en raison des dispositions prises par les organismes sectoriels sans qu'elles aient été nécessairement coordonnées entre elles. Les autorisations environnementales se contentent dès lors de garantir de manière exhaustive que les exigences propres à chaque organisme sectoriel soient respectées non tant en faveur de l'usage du sol le plus approprié partout mais par tranches étanches et séparées* » (ANDRADE, B., ARENAS, F. y GUIJÓN, R., 2008). Pour C. de Mattos, « *il n'y a de décision prise au Chili qu'en terme d'investissement* » (DE MATTOS, C., 2010). Pour S. Boissier, il s'agit d'un «*aménagement du territoire par omission* ». Et l'on pourrait multiplier multiplier ainsi les constats d'échec de la planification à travers la question de l'incomplète régionalisation du Chili (BOISSIER, S., 2004).

Mais n'existe-t-il vraiment aucune planification et aucun territoire de référence valable dans ce pays ? Une gouvernance ou une planification basée sur les territoires de vie et de déplacement que sont la commune ou la métropole n'est-elle pas envisageable ? Nous verrons, à travers l'étude des modestes moyens de fonctionnement de la commune et des plans métropolitains de développement, qu'en effet, ces échelles ne sont pas encore tout à fait des échelles politiques vraiment pertinentes mais que ce ne sont pas non plus simplement des échelles d'analyse.

B. *Un manque de moyens des communes, échelon de base du système politico-administratif aux dépends des espaces ouverts*

A elle seule, une matinée de terrain parait très évocatrice des insuffisances de moyens humains, financiers et techniques des municipalités.

Le 3 août 2010 alors que j'avais obtenu un entretien de haute lutte avec le *Director de Obras** de Lampa par l'intermédiaire de J. Contreras, un fonctionnaire de la municipalité, je me rends à son bureau et le gardien m'explique, embarrassé, qu'il n'est pas là et qu'il ne sert à rien de l'attendre. Je me rends donc dans le bâtiment principal de la mairie où je suis reçue dans les bureaux du service de l'urbanisme dans une pièce où les tables sont empilées jusqu'au toit pour éviter que celui-ci s'effondre des suites du séisme de février et où l'on branche le chauffage seulement à mon arrivée par souci d'économie alors qu'on est au cœur de l'hiver et qu'il ne fait pas plus de 13 degrés à l'intérieur. En effet, on m'explique que la municipalité n'a pas réussi à rassembler assez d'argent pour réparer ses bâtiments endommagés. Je fais alors la connaissance d'un employé municipal, géographe de formation, tout à fait volontaire pour me renseigner mais rapidement court-circuité par son supérieur hiérarchique, juriste et *asesor urbano*[93] de la commune. Lors de cet entretien, il se plaint de la difficulté de suivre l'ensemble des dossiers d'urbanisme de la commune à lui tout seul notamment de pouvoir donner un avis réellement argumenté sur les PDUC. « *Je dois revoir les dossiers dans leur totalité alors que je suis tout seul, que la municipalité a peu de moyens et qu'elle consacre le peu qu'elle a aux affaires scolaires et sociales* ». Dans ce contexte de pression, il a dû confier la réalisation du plan régulateur communal à un bureau d'étude qui ne lui a toujours pas transmis.

En effet, la réalisation des plans régulateurs communaux fait partie des six fonctions exclusives de la municipalité avec l'élaboration et l'application du plan de développement communal (un texte qui accompagne d'objectifs le plan régulateur à échéance 10 ans), la promotion du développement communautaire, l'application des dispositions sur le transport et la circulation, l'application des dispositions sur la construction et l'urbanisation ainsi que le maintien de l'hygiène de la commune (VALENZUELA, J. P., 2008).

Or, le plan régulateur communal de Lampa existe depuis 2005 mais n'a jamais été appliqué. C'est d'ailleurs la même situation à Olmué, où le plan régulateur communal existe depuis 1983 mais n'est jamais entré en vigueur. Notre entretien est finalement interrompu par

[93] Chargé des questions d'urbanisme.

un appel téléphonique à cet *asesor urbano* pour lui annoncer sa prochaine prise de fonction en tant que nouveau *Director de Obras* de la commune. Il n'a pas alors semblé être très surpris alors que le poste est un poste clé et en principe obtenu sur concours public.

Les ressources d'une commune au Chili sont donc limitées et ce en dépit des lois de décentralisation sensées conférer plus ample autonomie aux pouvoirs locaux. Elles proviennent pour un tiers des impôts municipaux, pour un tiers du Fonds commun municipal (*Fondo Común Municipal*), pour 16% de la perception de droits municipaux et pour le reste de programmes financés par les gouvernements régionaux et plus spécifiquement urbains comme le *Programa de Mejoramiento Urbano* ou le *Programa de Mejoramiento de Barrios*.

Parmi les impôts municipaux, on peut distinguer trois types :

- L'impôt territorial (Loi 17.325) s'applique à la valeur des propriétés agricoles et non agricoles et a comme principal intérêt pour les municipalités que cette valeur a tendance à augmenter plus rapidement que l'économie en général, qu'il est perçu comme un impôt juste puisqu'il est fonction du patrimoine et surtout qu'il est payé dans la commune où se situe la propriété. Un problème réside cependant dans la possibilité réelle qu'ont les municipalités à réévaluer comme l'indique la loi, la valeur des propriétés tous les cinq ans, surtout en raison de la croissance urbaine arnachique du pays. Ainsi, la dernière réévaluation de la valeur des terrains non agricoles date de 2006 alors qu'elle aurait dû être actualisée en 2010.

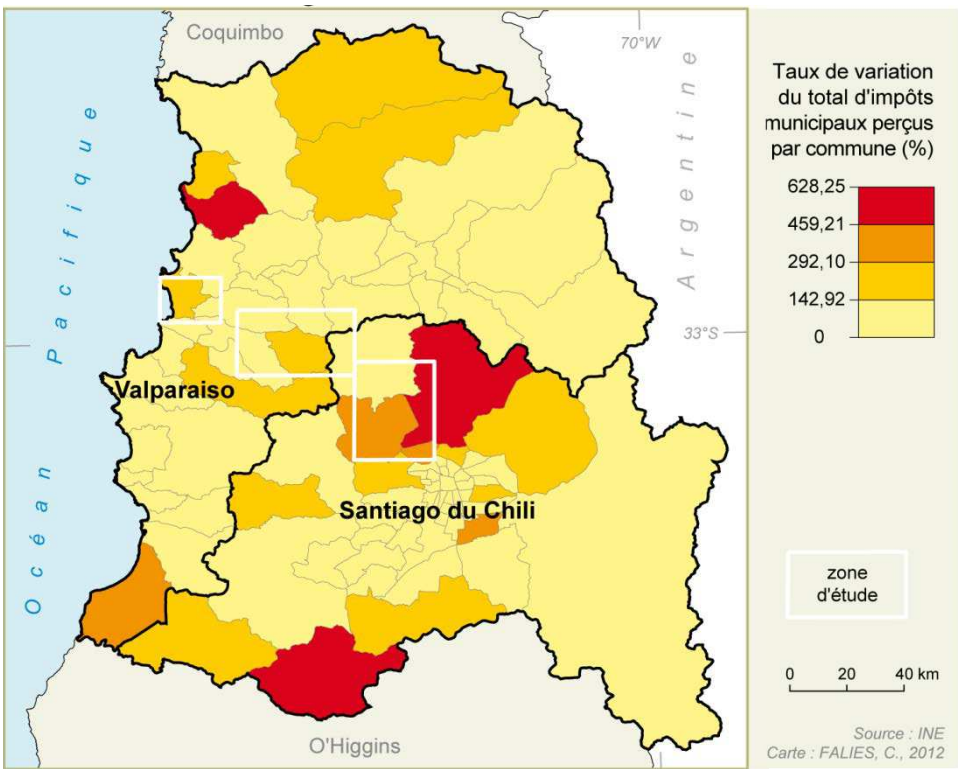
De plus, il existe une multitude de cas d'exemption d'impôts en fonction de la qualité de la propriété (présence de *bosque nativo*, terrain agricole dont la valeur est inférieure ou égale à 1 846 161 pesos) ou du statut du propriétaire (l'armée ou la police ne paient pas d'impôts sur leurs terrains qui pourtant parfois peuvent représenter d'immenses superficies sur certaines communes), (SII, 2006). Ces exemptions peuvent représenter des sommes considérables comme on a pu le voir sur la carte 18 dans la première couronne ouest de Santiago où les exemptions peuvent atteindre 97% à La Pintana, commune parmi les plus pauvres du pays.

- Les communes peuvent également se financer à travers l'impôt sur les enseignes commerciales et professionnelles (*patentes comerciales y profesionales*) mais rien n'oblige les grandes entreprises à payer les impôts dans les communes où sont situées leurs usines. A Quintero, par exemple, alors que les raffineries de l'ENAP et l'entreprise publique CODELCO

occupent et contaminent de vastes terrains sur le territoire municipal en plus d'utiliser ses routes (photo 5), elles paient toutes deux leurs impôts aux sièges sociaux à Las Condes.

- Il en va de même pour les permis de circulation automobile délivrés par les municipalités chaque année mais payables dans n'importe quelle commune du pays.

Carte 20. Evolution de la fiscalité municipale dans la région centale du Chili entre 2002 et 2012



Autant dire que dans ce contexte, la création d'ensembles résidentiels sur un territoire communal est difficilement négociable et peut même représenter une manne d'impôts à court et moyen termes comme le montre la carte 20. La commune de Colina, particulièrement connue pour son son secteur de Chicureo qui a accueilli un grand nombre d'ensembles résidentiels fermés dans la décennie 2000, est aussi celle dont la percpetion d'impôts a le plus augmenté. C'est plus largement le cas de toutes les communes de la deuxième, voire troisième couronne périurbaine autour de Valparaíso et de Santiago dont Lampa, Quilpué et Quintero dont la perception d'impôts a triplé ou doublé en dix ans.

Déjà en 1972, P. Trivelli évoquait une « *crise municipale menant à une paralysie quasi-totale des activités municipales* » pour qualifier la situation financière déplorable de la plupart des municipalités du pays. Il appelait de ses vœux une réforme fiscale pour rééquilibrer les

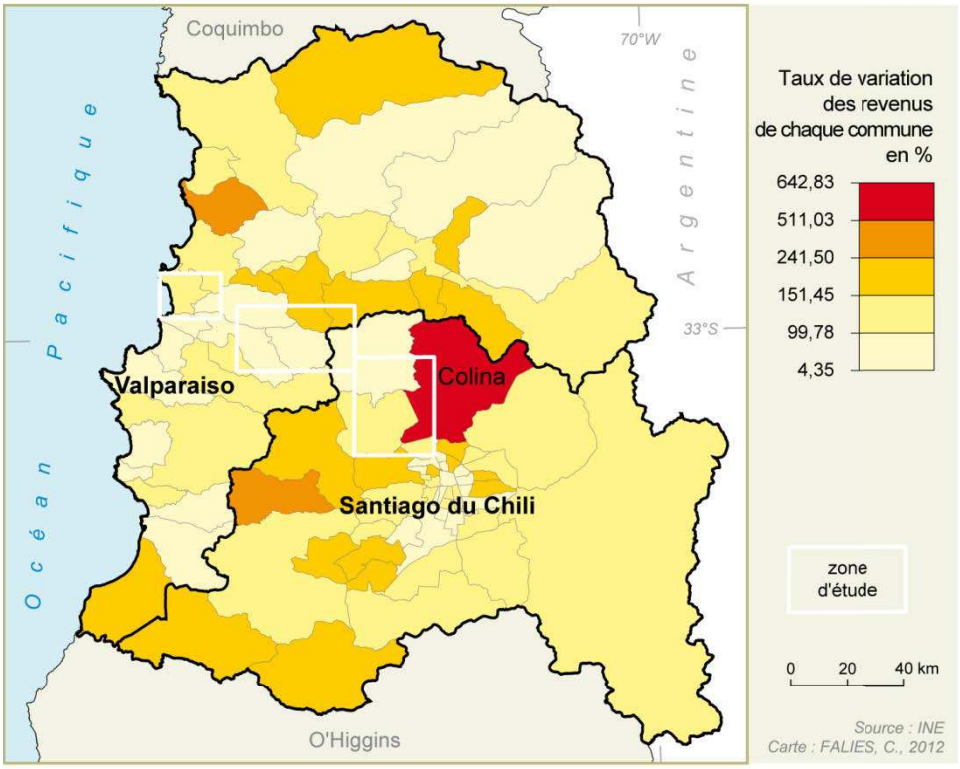
finances des communes (TRIVELLI, P., 1972) et éviter que les communes les moins munies le soient de moins en moins. Ainsi est créé en 1979 un Fonds Commun Municipal. **«** *Il s'agit d'un mécanisme de compensation fiscale horizontale qui devait tendre à égaliser les capacités fiscales sans décourager les initiatives de recherche de ressources propres à chaque municipalité* » (VALENZUELA, J. P., 2008).

On voit bien le sens que peut avoir ce fonds dans un pays où il existe une telle dissymétrie territoriale à l'échelle métropolitaine - mais que dire de l'échelle nationale- dans la répartition des ressources fiscales. On parle de compensation fiscale horizontale car elle se fait entre des entités politico-administratives de même échelle et que le gouvernement régional n'intervient en rien dans le fonds de manière verticale et que l'apport du gouvernement central est obligatoire mais dérisoire. Chaque commune doit en conséquence apporter 60% de ses impôts territoriaux, 62,5% des impôts sur les permis de circulation et 100% des amendes de circulation au FCM. Seules 4 communes doivent payer 65% des impôts territoriaux et 65% des impôts liés aux enseignes commerciales : Santiago, Providencia, Las Condes et Vitacura soient les quatre communes les plus riches du Chili en raison de la concentration de sièges sociaux sur leurs territoires.

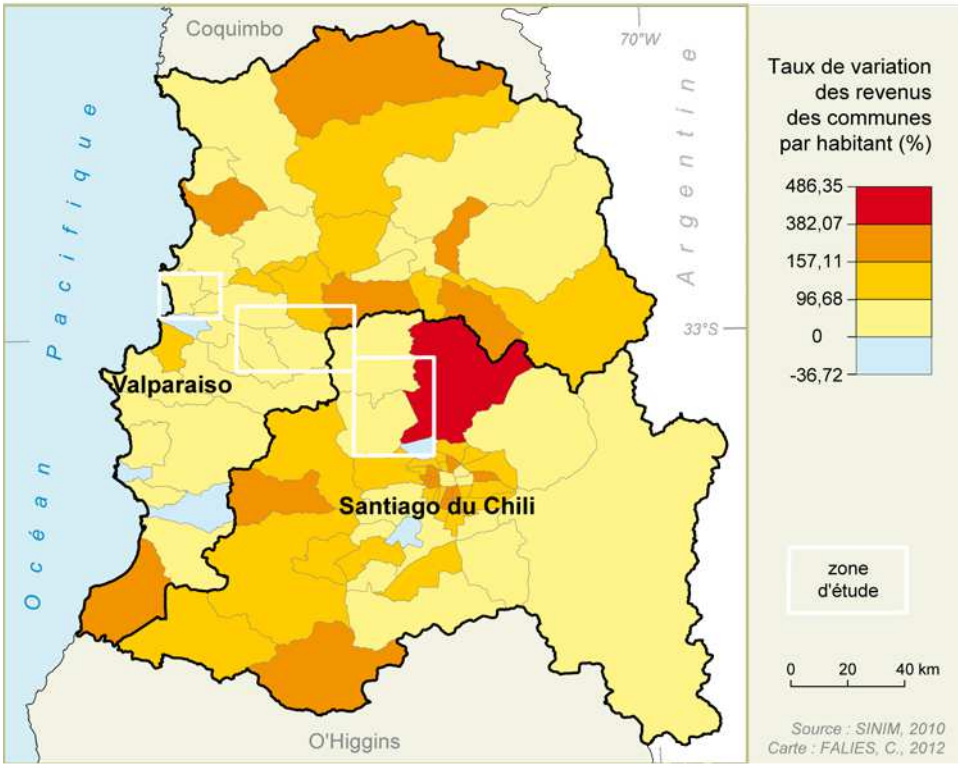
Le fonds ainsi constitué est ensuite redistribué aux différentes communes à parts égales (10% pour chaque commune) et en fonction de quelques critères comme la pauvreté de la commune, le nombre d'habitants et également en cas d'urgence sismique ou volcanique notamment. Enfin, chaque commune peut compter sur des droits municipaux (propreté, eau, électricité…) confiés à des entreprises privées qui assurent le service en contre-partie d'un « loyer » reversé à chaque commune sur le principe des concessions.

Mais malgré ce fonds, il existe encore de grandes disparités de richesses entre les communes d'autant plus criantes que les communes sont peuplées. C'est ce que montre la différence entre les cartes 21 et 22. La carte 21 présente l'évolution du budget communal entre 2002 et 2012 qui est positive pour toutes les communes. La carte 22, quant à elle, présente cette même évolution quasiment sur la même période mais rapportée au nombre d'habitants.

Carte 21. Des communes de plus en plus riches dans la région centrale du Chili entre 2002 et 2012



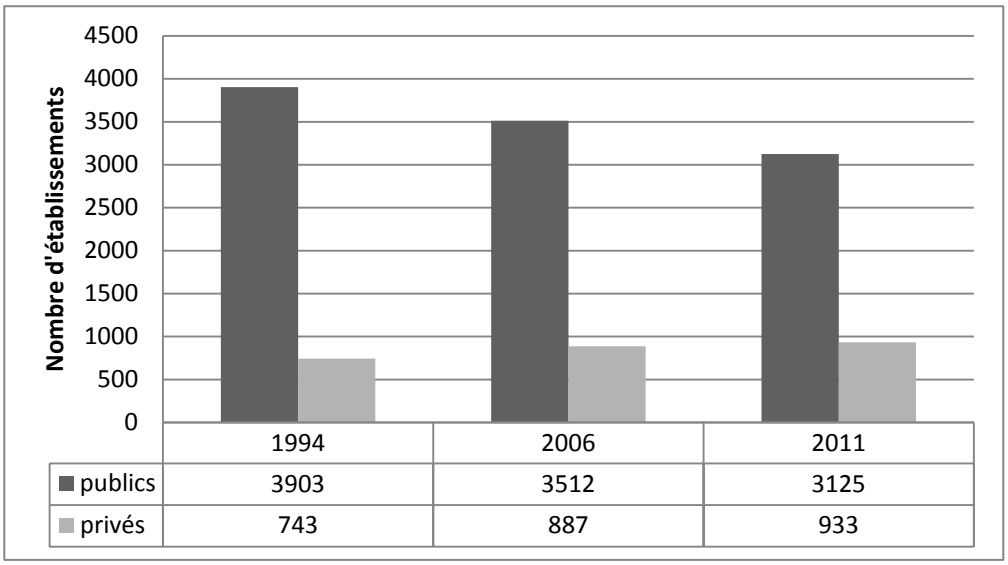
Carte 22. Des communes plus riches mais aussi plus peuplées entre 2001 et 2010 dans la région centrale du Chili



Ce manque de moyens est d'autant plus préjudiciable aux communes et aux citoyens qui dépendent plus qu'ailleurs des services municipaux n'ayant pas les moyens financiers d'accéder aux services privés (école, santé) ni les moyens de se déplacer pour trouver une alternative à ce manque d'infrastructures communales. En effet, les dépenses des municipalités sont nombreuses et réparties ainsi : plus de 55 % pour les agents municipaux et les frais de fonctionnement et de services, 30 % pour la santé et l'éducation et le reste en investissements. Bien sûr, les emplois municipaux représentent de l'emploi localement mais ces emplois sont souvent très peu qualifiés et surtout mal rémunérés. De plus, les postes de la santé et de l'éducation confiés au budget municipal en 1981 sont particulièrement peu dotés particulièrement en zones rurales où dans les communes majoritairement rurales.

Dans ce contexte et au regard de la faiblesse des résultats liée à un manque de moyens, le nombre d'écoles communales a diminué de manière significative entre 1994 et 2006 au profit des écoles privées (Figure 42). On se situe là dans une évolution représentative du contexte national, urbain et rural, enseignement primaire et secondaire confondus (Figure 43) mais relativement moins marquée en faveur des écoles primaires et rurales dans la mesure où il existe une obligation de scolarité primaire et que les établissements privés choisissent préférentiellement des espaces urbains comme lieux d'implantation pariant sur des revenus plus importants des parents.

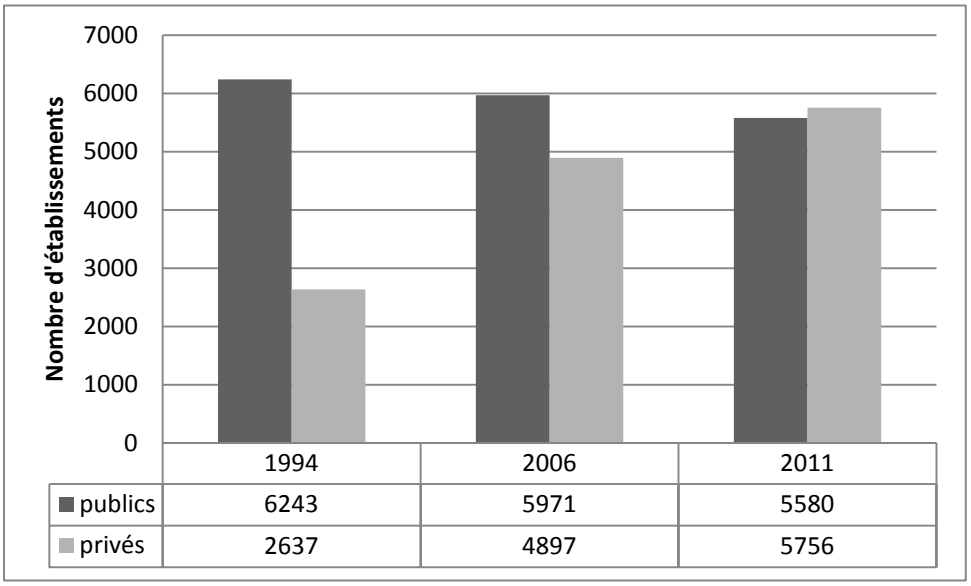
Figure 42. Evolution du nombre d'écoles primaires privées et publiques dans les zones rurales au Chili entre 1994 et 2011 (SIMCE, 2011)



	1994	2006	2011
publics	3903	3512	3125
privés	743	887	933

C. FALIES, 2013

Figure 43. Evolution du nombre d'établissements (primaires et secondaires) privés et publics au Chili entre 1994 et 2011 (SIMCE, 2011)



C. FALIES, 2013

Ainsi, même si des efforts ont été faits dans le but d'une meilleure répartition des ressources entre les différentes municipalités et si la situation semble meilleure qu'au début des années 1970 quand P. Trivelli écrivait que « *les communes chiliennes sont des institutions bureaucratiques particulièrement inefficaces qui absorbent plus de la moitié des dépenses publiques dans des frais de gestion* », l'échelon municipal semble encore démuni et peu approprié pour la plupart des citoyens qui s'en trouvent éloignés pour les opérations les plus communes. Ce n'est que depuis 2010 par exemple qu'un service d'état civil existe à Lampa. Avant, les habitants de la commune devaient se rendre à Santiago pour faire leurs papiers d'identité.

En plus de ces réalités objectives, il existe particulièrement pour les zones rurales de ces communes périphériques, un sentiment d'abandon chez les populations quant à ces services fondamentaux. Ainsi pour Patricio Cortez et Alejandro Amstrong, deux habitants de Batuco, présidents d'Agruparba, une association qui regroupe les habitants des *parcelas de agrado* du secteur de Batuco : « *notre croissance a été basée sur des secteurs distincts (Lampa, Estacion Colina, 18 de septiembre, Batuco) sans aucune vision commune. Par exemple, aucune ligne de transports n'unit ces quatre secteurs entre eux. En plus, il existe un problème de maillage en ce*

qui concerne les prises de décision : c'est le consejal[94] *qui est sensé représenter les gens mais il n'a aucun pouvoir et ceux qui ont du pouvoir ne sont pas d'ici comme le maire de Lampa ou l'Intendant. « Batuco Comuna » est une organisation ancienne. Le problème c'est qu'une commune a besoin d'argent pour fonctionner et que Batuco n'a rien à part l'argent lié à l'extraction du charbon et l'entreprise de céramique. En raison de la faiblesse des revenus de la population dans l'ensemble, elle ne génèrera pas beaucoup d'argent en lien avec les plaques d'immatriculation automobiles à enregistrer* », (entretien du 09/10/10). Quant à V. Salabery, qui vit dans un *condominio* à Mantagua, Lomas de Montemar, elle explique dans une interview réalisée par la presse locale : « *cette année, j'ai été cambriolée et bien les policiers ont mis deux heures à arriver et ils n'ont toujours pas ouvert d'enquête. Ils auraient au moins pu encercler le quartier mais ils n'ont rien fait*. » Que dire en plus de tous les administrés qui se plaignent du caractère aléatoire du ramassage d'ordures et des parents qui ont conscience de la faiblesse du niveau des écoles communales mais qui doivent y scolariser leurs enfants ?

Quatre types de réaction ressortent alors des enquêtes : des citoyens désabusés qui fuient les urnes ou vont voter dans d'autres communes plus proches comme cela est permis par la loi électorale ; le choix du secteur privé que ce soit pour l'éducation ou la santé quitte à s'endetter pour y avoir accès comme on peut le supposer pour les parents de Boris ; une implication plus grande dans le tissu associatif comme les *juntas de vecinos* ; finalement la volonté de créer de nouvelles entités politico-administratives plus proches de leurs réalités quotidiennes.

C. Redécoupage administratif : le cas de la création de la province de Marga Marga en 2010

Les redécoupages administratifs que connait la région centrale du Chili ajoutent à la complexité des relations centre-périphérie en créant de nouveaux agencements. Si les centres sont indiscutables, les périphéries gagnant de plus en plus en autonomie fonctionnelle revendiquent une indépendance politico-administrative. Notons que l'ensemble du pays est touché par le phénomène à l'image de la création de la région d'Arica y Parinacota en 2007 à l'extrême nord du pays en situation frontalière avec le Pérou par scission avec la région de Tarapacá.

[94] Conseiller municipal.

C'est le cas par exemple de la création de la province de Marga Marga autour de la commune de Quilpué. La particularité et la situation centrale de Quilpué, entre les aires métropolitaines de Valparaíso et Santiago, confèrent à ce territoire une place stratégique. En 2007, la Chambre des députés chilienne a adopté le projet de loi du gouvernement portant sur la création de la province de Marga Marga à partir des quatre communes de Quilpué, Villa Alemana, Olmué et Limache. La nouvelle province regroupe 277 525 habitants. Si elle porte le nom d'un fleuve dont l'embouchure se situe à Viña del Mar, elle se justifie pour les porteurs du projet par la proximité fonctionnelle de ces quatre communes dans la couronne périurbaine de Valparaíso-Viña. Trop souvent considérée comme l'arrière-cour des provinces de Valparaíso et de Quillota, la commune de Quilpué veut devenir le centre de la nouvelle province et ainsi bénéficier de la création d'un hôpital de province - l'actuel hôpital est surchargé - et d'un réseau scolaire satisfaisant. Plus généralement, les communes qui font partie de la nouvelle province ont des besoins communs notamment au sujet du traitement des déchets solides et elles ont intérêt à se regrouper, la nouvelle installation proposée par l'institut allemand IFAS étant très chère et représentant même 25 % du budget de la nouvelle province.

A l'échelle infra communale, on peut également parler des velléités du secteur El Belloto, l'un des secteurs de l'extension de Quilpué depuis les années 1980, à devenir une commune indépendante au sein de cette province (carte 13). Depuis le départ vers Quintero de l'aéroport militaire basé dans le secteur, El Belloto, jusqu'alors surtout résidentiel pour des classes moyennes à moyennes inférieures, a diversifié ses activités en créant une zone industrielle – siège du laboratoire pharmaceutique homéopathique Knop – et une zone commerciale avec l'ouverture en 2009 du mall « *Portal El Belloto* », d'une superficie de 80 000 m² qui comportera un Jumbo – hypermarché-, un Paris – grand magasin -, un multiplex de 6 salles, un lieu de restauration, 120 boutiques et 2 800 places de stationnement.

Ce secteur n'est donc plus simplement une zone périphérique de desserrement des activités encombrantes de Valparaíso et affirme son autonomie fonctionnelle d'autant qu'elle possède désormais une station de métro propre sur la ligne du Merval (encadré n°4). C'est à ce titre qu'elle voudrait s'ériger au rang de commune. D'ailleurs, le précédent maire de Quilpué voulait y installer la mairie. Les services municipaux ont finalement racheté des friches industrielles dans le centre de Quilpué pour y étendre la mairie (FALIES, C., MONTOYA, C., 2010).

Le découpage administratif contemporain dans un contexte de décentralisation se fonde au Chili, et ce depuis la dictature militaire, sur une conception fonctionnelle, voire utilisatrice, de l'espace. L'identité du territoire des régions est souvent précaire mais sa formation se base sur des critères économiques qui lui donnent toute sa légitimité : telle région est spécialisée dans l'industrie laitière, telle autre dans l'activité minière liée à l'extraction de cuivre, etc. La légitimité du territoire réside dans ses dimensions économiques et fonctionnelles. Cela a permis de fonder une identité territoriale parfois précaire sur des critères économiques et de production indéniables, quelle que soit l'échelle du territoire considéré (région ou province).

En effet, les entités créées ne découlant pas de l'appropriation de leurs populations ne pouvaient prétendre à une quelconque qualité territoriale. Le sénateur Sergio Romero de la Région de Valparaíso a dans ce sens affirmé : « *Dans la région, il existe deux pôles de développement : un qui correspond à Valparaíso autour des services, du port et du tourisme ; le second pôle autour des secteurs productifs comme l'activité minière, l'agriculture entre autres, qui rendent nécessaires que nous puissions dans un futur proche analyser et étudier avec réalisme la création de la région de l'Aconcagua*»[95]. La création de la province Marga Marga[96] avec comme capitale la ville de Quilpué n'est donc qu'une étape vers la poursuite du processus de régionalisation et de décentralisation et qu'un exemple parmi d'autres puisque pareil processus a rendu Concón indépendante de Viña del Mar et rendra probablement Mantagua indépendante de Quintero ou Batuco dans la commune de Lampa.

Mais malgré ces créations, les acteurs locaux restent dubitatifs. Ainsi, Hugo Orellana, directeur de la Radio de Limache et observateur depuis plus de soixante ans de sa commune affirme : « *la province de Marga Marga est née trop prématurément. Premièrement car elle n'a pas de financements propres. Le gouverneur vient de déclarer qu'il n'a même pas d'ordinateurs. Deuxièmement car elle ne bénéficiera pas à toutes les communes de la nouvelle province. A Limache par exemple, on a d'abord été la queue de Valparaíso, après on a été la queue de Quillota et maintenant on est la queue de Quilpué alors qu'en fait on pourrait aussi bien dire qu'on est plus proches de Santiago depuis l'époque du train au XIXe siècle jusqu'à aujourd'hui avec la nouvelle route de La Dormida* », (entretien le 10/07/2010).

---

[95] http://www.senado.cl/prontus_galeria_noticias/site/artic/20080122/pags/20080122124837.html

[96] Afin de limiter les effets d'une construction bureaucratique et artificielle trop rapide et d'éviter les interférences avec les élections parlementaires primaires, en vue de des élections présidentielles de 2010, la province n'a été créée qu'en janvier 2010. En effet, elle correspond également au douzième district électoral du Chili.

Dans les deux cas, on en arrive donc à conclure que mêmes si ces espaces périphériques semblent se reconnaître des caractéristiques communes, ni vraiment urbains, ni vraiment ruraux, que les habitants peuvent avoir des ambitions territoriales et même des stratégies communes, le manque de financement de ces projets les condamne à choisir *in fine* entre deux possibilités : accueillir de plus en plus de projets immobiliers sur les espaces ouverts pour se financer en risquant de perdre leurs caractéristiques de périphéries métropolitaines (aménités et faibles densités) ou échouer.

2. TROP OU PAS ASSEZ DE LOIS SUR LE TERRITOIRE ?

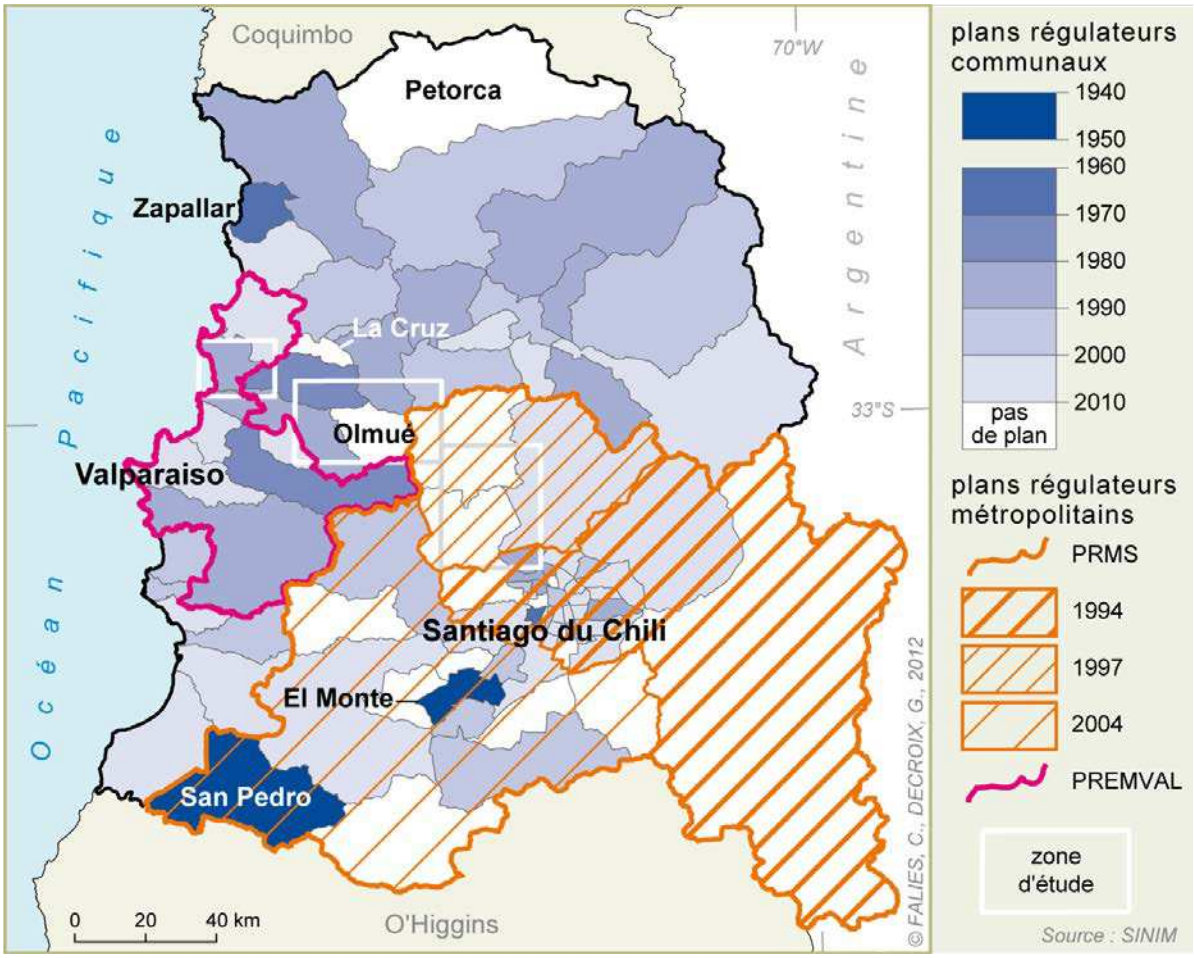
Il est certes possible de constater des dysfonctionnements politico-administratifs devant des inerties (le PREMVAL dont on attend la ratification depuis 2008) ou au contraire des changements rapides (le parc industriel et technique de Quillota devenu en trois mois un centre commercial). Toutefois, il est plus difficile de les replacer dans le temps long de l'évolution des politiques publiques d'un pays, surtout quand celui-ci a connu en moins de trente ans l'élection d'un président socialiste, un coup d'état le renversant, une dictature militaire ultra-libérale sur le plan économique et enfin un retour à la démocratie.

A. Une planification régulatrice ?

La carte 23 nous montre deux échelles de planification : la planification communale à travers les plans régulateurs communaux et la planification métropolitaine à travers le PRMS* pour Santiago et le PREMVAL* pour Valparaíso.

Il existe une grande hétérogénéité dans le moment de mise en place des plans communaux depuis les années 1940 jusqu'aux années 2010, celle-ci n'ayant d'ailleurs pas une logique spatiale très claire mais dépendant plus de particularités locales comme les communes pionnières de Zapallar, El Monte ou San Pedro. Mais ce qui peut surprendre, c'est l'absence totale de planification pour trois communes dans la Région de Valparaíso dont Petorca, La Cruz et Olmué. De plus, certaines communes proches des centres urbains donc des changements d'usage des sols les plus importants et les plus rapides ont des plans régulateurs très anciens dont on peut supposer qu'ils sont largement dépassés.

Carte 23. Planification dans la région centrale du Chili



Mais l'effet de la carte est trompeur pour treize autres communes de la Région Métropolitaine de Santiago puisqu'elles sont contenues dans les limites de la planification du PRMS. Les huit communes les plus à l'ouest qui sont situées dans les limites du PRMS élargi en 1997 et 2004 ne bénéficiaient en effet à l'époque d'aucun plan régulateur communal ou s'il avait été élaboré, il est devenu caduque par rapport aux intérêts supérieurs du PRMS comme la *Ley General de Urbanismo y Construcción* le rappelle. C'est le cas pour Lampa qui publie un plan régulateur communal en 2005 mais qui n'est pas validé, la commune comme les autres communes de la province de Chacabuco dépendant depuis l'année précédente du PRMS.

Un autre effet trompeur est que les plans régulateurs communaux sont définis à l'échelle de chaque commune mais ne planifient que les espaces urbains et leurs aspects urbanistiques : les zones rurales ne sont pas prises en compte et partant, les espaces ouverts.

Ainsi, il existe bien une planification à l'échelle locale et métropolitaine au Chili mais il est permis de douter de son efficacité au simple regard de cette carte à l'image de ces deux limites

de PRMS et de PREMVAL qui sont limitrophes mais qui, dans la pratique, se tournent le dos l'une regardant vers la capitale, l'autre vers le port. De plus, il s'agit davantage d'une planification visant à réguler des usages déjà mis en place qu'une planification visant à guider l'urbanisation et les autres processus en cours.

La planification qui se veut régulatrice d'inégalités spatiales en est donc bien souvent créatrice, aveuglée par des échelles peu efficaces. En effet, l'échelle communale ne planifie parfois que 20% de la superficie totale de la commune, à savoir l'emprise spatiale de ses centres urbains. Quant aux échelles métropolitaines de Santiago, d'une part, et de Valparaíso, d'autre part, prises individuellement, elles ne permettent pas de prendre en compte le corridor qui émerge entre ces deux centres.

B. Une gestion compartimentée et non intégrée des zones côtières au Chili[97]

Les espaces ouverts littoraux identifiés sur le terrain font-ils l'objet d'une gestion particulière ou sont-ils considérés comme des espaces ruraux comme tous les autres espaces ? Cette question recoupe par ailleurs des enjeux nationaux en raison de l'étendue du linéaire côtier chilien. Dans le monde entier, les littoraux tendent à devenir des territoires de gestion à part entière. Il est donc intéressant d'envisager spécifiquement les lois qui les régissent en se fondant notamment sur les travaux de B. Andrade pour mieux comprendre le fonctionnement des espaces ouverts littoraux de mon terrain.

Il évoque fondamentalement la difficulté d'un aménagement effectif du littoral : « *non seulement il s'agit d'un territoire difficile à délimiter en tant que tel [que ce soit en coupe ou en tracé] mais en plus la pluralité des normes et des organismes dont dépendent les littoraux créent un panorama complexe qui rend difficile une gestion intégrée* », ((ANDRADE, B., ARENAS, F. y GUIJÓN, R., 2008). On peut ajouter à cela la diversité du littoral chilien (PASKOFF, R., 2004) qui doit prendre en compte dans des lois formulées à l'échelle nationale des situations aussi complexes que des fjords, des canaux internationaux, des ensembles dunaires, des côtes rocheuses avec de multiples usages mais dont deux dénominateurs communs sont toutefois l'omniprésence de la pêche liée au courant marin froid de Humboldt qui rend les mers particulièrement poissonneuses et l'aléa de submersion marine permanent (LAGOS., M., CISTERNAS, M., 2008).

[97] En référence à la GIZC, gestion intégrée des zones côtières, prônée depuis le sommet de Rio de 1992.

Au total, ce ne sont pas moins de 10 organismes qui ont autorité sur le littoral (Direction générale du territoire maritime et de la marine marchande ; Marine chilienne; *Carabineros* ; Sous-secrétariat à la pêche dépendant du ministère de l'économie ; Service national de la pêche ; Direction des ports ; ministère des Finances ; Communes ; Sous-secrétariat aux affaire maritimes dépendant du ministère de la défense ; Commission nationale de l'usage du littoral) et 87 lois, décrets ou ordonnances qui le régissent (ANDRADE, B., ARENAS, F. y GUIJÓN, R., 2008). Afin de coordonner ces différents organismes, la CNUBC (*Comisión nacional del uso del borde costero*) est créée en 2004 avec pour objectif de proposer un zonage des zones côtières, de proposer des suggestions et de formuler des recommandations intégrées aux plans communaux et intercommunaux et de rassembler des études sur le littoral. Elle incorpore tous les organismes évoqués mais également des représentants du ministère de la construction, de l'habitat et de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, des transports et des télécommunications, du Service national du Tourisme (SERNATUR) et de la Commission nationale de l'environnement (CONAMA), (GUIJÓN, R., 2007).

On peut noter l'absence de représentants de la Commission nationale des forêts (CONAF) et du ministère de l'Agriculture pourtant essentiels dans la mesure où une bonne partie du littoral est boisée surtout dans la moitié sud du pays avec la présence de plusieurs réserves naturelles et même parcs nationaux sur le littoral chilien et que l'on sait l'influence que peut avoir l'agriculture et en particulier l'agriculture intensive sur les bassins-versants et les estuaires. De plus, la grande majorité des zones littorales du pays sont situées en zone rurale à l'intérieur de chaque commune concernée et donc dépend souvent de fait davantage du Ministère de l'agriculture. Comme ses objectifs l'affichent clairement, le rôle de la CNUBC est avant-tout consultatif et même quand des lois sont clairement explicitées sur certains aspects, le partage des responsabilités fait qu'aucun des organismes ne sait si c'est à lui de les faire appliquer.

Ainsi, l'annexe 14 montre le zonage littoral en situation de propriété publique (fiscale) et de propriété privée. « *Les plages au Chili sont des biens nationaux d'usage public ce qui implique le droit pour chacun des habitants de la République d'en user, avec cependant l'obligation de la respecter et de préserver la nature de ses biens en assumant la responsabilité devant l'Etat qui est chargé de sa gestion des dommages qui pourraient leurs être causés.* » (ANDRADE, B., ARENAS, F. y GUIJÓN, R., 2008).

L'article 13 du décret-loi 1 939 indique par ailleurs que les propriétaires de terrains bordiers des plages de mer, de fleuves ou de lacs doivent en faciliter l'accès gratuit à des fins touristiques ou pour la pêche quand d'autres voies d'accès ne sont pas prévues et ne peuvent fermer ou mettre une grille limitant la libre circulation à la plage. « *Mais cette disposition légale n'a à l'heure actuelle aucune application sur le terrain et est même pour beaucoup anticonstitutionnelle au nom de la garantie de l'article 19 n°24 de la Constitution politique de la République sur le droit de propriété* », (op.cit).

C'est pourquoi depuis 2012, le ministère des Biens publics a lancé la campagne « *Todos somos dueños de las playas de Chile*[98] » pour l'accès libre à toutes les plages (mer, lacs, rivières). Cette campagne a pour but de sensibiliser l'opinion publique en promouvant les dépôts de plainte si la liberté d'accès était entravée. De 2004 à 2011, 164 plaintes seulement avaient été enregistrées et pour la seule année 2012, le ministère en a recensées 340 dont 44 se sont avérées être légitimes. La campagne peut donc être qualifiée d'efficace puisque le numéro de téléphone gratuit mis à disposition et les réseaux sociaux ont été largement utilisés. A moins, qu'il n'y ait eu plus de plaintes car plus d'abus également.

C'est exactement ce que j'ai pu observer à la fois dans les dunes de Concón et dans les dunes de Ritoque.

En janvier 2012 les habitants de Concón découvre avec surprise que l'entreprise Reconsa à qui appartiennent les dunes depuis 1979 avaient, pendant la nuit, entouré de grilles les 44 hectares de sa propriété. L'entreprise par ce geste a voulu mettre fin à la fois à l'invasion des dunes par les étudiants et aux manifestations de l'association RED DUNA LIBRE qui milite pour un accès respectueux aux dunes en raison de leur forte valeur écologique (ELORTEGUI, S. (dir.), 2005). Par ailleurs, 12,8 hectares des 44 hectares de dunes ont été classées « *Sanctuario de la Naturaleza* » et les dunes ont changé de commune entre leur acquisition par l'entreprise et 1997, date de la création de la commune de Concón qui appartenait auparavant à Viña del Mar, ce qui est venu encore davantage compliquer leur administration. En fait et en vertu de l'article 13 du décret-loi 1939 et avec l'appui d'un sénateur, l'association est parvenue à démonter les grilles.

[98] « Nous sommes tous propriétaires des plages chiliennes »

Les dunes de Ritoque, plus basses et aux pentes moins puissantes ne donnent pas tant lieu aux activités au surf des sables comme à Concón mais plutôt à des concours de 4x4, de quads ou de moto-cross.

En fait, chacun semble avoir son interprétation de l'usage qu'il peut faire des plages. Pour les propriétaires privés, la liberté est celle d'exercer un droit fondamental car inscrit dans la Constitution de la République, celui de propriété. Pour l'association RED DUNA LIBRE qui s'appuie sur l'article 13 du décret-loi 1939, les dunes doivent être libres d'accès, mais pas trop, dans la mesure où leur trop grande accessibilité peut générer des dégradations notamment quand on pratique le surf des dunes (activité d'ailleurs inscrite à la mairie en tant qu'enseigne commerciale ce qui est aux marges de la légalité s'agissant d'un terrain fiscale) ou en cas de rassemblement massif qui par le piétinement ne permet pas aux espèces de végétales de fleurir convenablement (Figure 40 c.). Maria José A. qui a pris la tête du mouvement m'a même confié : « *L'idéal pour moi c'est une dune ouverte mais il faudrait la fermer entièrement et faire payer un droit d'entrée, même limité, afin d'en contrôler les flux* », (entretien du 31/03/2012). La dune doit également être libre ou libérée de détritus, c'est pour cela que des campagnes de nettoyage sont organisées.

Pour d'autres encore, la liberté d'usage et d'accès est également acquise mais cependant sans la contrepartie de « respecter et de préserver la nature » puisqu'ils s'y rendent en véhicules motorisés qui tassent les dunes, effraient la faune et particulièrement l'avifaune de la zone humide limitrophe (photo 21). Il ne se passe pas un week-end sans que des courses soient organisées dans les dunes, surtout celles de Ritoque, et le trajet du Paris-Dakar 2012 en a été dévié de justesse suite à la découverte de *conchalis*.

Les espaces ouverts littoraux sont donc soumis une grande complexité à la fois des situations et de la législation d'autant plus grande que leur propriété et leurs usages semblent mal réglementés et permettent donc toutes les interprétations. L'accès aux plages pose même fondamentalement problème.

En effet, au Chili, en raison du courant froid de Humboldt, les plages ne sont pas précisément des lieux de baignade agréable. Très peu de personnes se baignent et donc il n'y a pas de nécessité d'installer par exemple des postes de surveillance de plage ou des bouées en mer pour limiter la zone de baignade. Ainsi, toutes les plages sont potentiellement accessibles en tous points et à toute heure pour des activités qui se passent sur la plage même (jeux de

ballon, cerf-volant, pique-nique, barbecue…). Cela a trois contreparties : la plage est le lieu de toutes les pollutions car on peut y jeter ce que l'on veut et que l'on n'y trouve pas de poubelles ; ensuite, mal reliées aux routes principales, certaines ne sont accessibles qu'en 4x4 ; enfin, la privatisation des services d'accès aux plages, bien qu'elle soit illégale et combattue par le ministère des Biens Publics, est vue comme la solution pour garantir une plage propre grâce à un accès contrôlé, à des usages balisés et en faisant appel à des services privés de nettoyage de plage, etc.

Il existe donc plus une mosaïque de lois et de pratiques sur le littoral qu'un réel manque de législation. Un déficit de moyens et des stratégies de contournement rentrées dans les pratiques empêchent simplement de les faire appliquer.

Photo 21. Les plages : espaces ouverts à toutes les pratiques ?

Cette photographie a été prise sur la plage de Ritoque le week-end de Pâques 2012. Une famille est venue sur la plage pour se détendre en jouant aux cartes, en organisant un pique-nique. Sans espaces de stationnement proches, ils sont venus à même la plage en 4x4. En effet, pour une plage de 7 km, il n'existe aucun parc de stationnement autre que ceux des centres touristiques en bord de mer comme celui de La Posada del Parque où il est possible de louer des chevaux pour faire des balades. Les traces de pneus au premier plan indiquent que la plage a été très fréquentée pendant le week-end.

C. L'échelle métropolitaine : simple échelle d'analyse ou échelle de gouvernance ?

En avril 2008, le MINVU, ministère de l'habitat et de l'urbanisme présente au gouvernement régional, le GORE, son projet d'actualisation du PRMS, le plan régulateur métropolitain de Santiago. En effet, c'est au CORE, le conseil régional[99], que revient l'approbation du plan régulateur.

La première diapositive (Figure 44) de la présentation cherche à contextualiser le cas de l'aire métropolitaine de Santiago en justifiant l'actualisation du PRMS par la croissance urbaine étalée de l'agglomération à travers 5 étapes : 1960 correspond au premier plan régulateur intercommunal de Santiago, le PRIS, qui donna les bases d'un premier réseau de transports et de services urbains à la ville ; 1979 marque le début de la politique nationale de développement urbain visant à libéraliser le marché foncier ; en 1994 est établi le premier PRMS qui prend en compte, au moins dans le titre, le caractère métropolitain de l'agglomération ainsi qu'une vision à plus long terme : il s'agit donc d'un changement d'échelle dans la conception de la planification ; et en 1997 est introduite la politique de « planification conditionnelle» d'abord dans la province de Chacabuco au nord de l'agglomération intégrée au PRMS en 1998 puis au sud en 2006 ; enfin, l'actualisation de 2008 a quant à elle trois objectifs qui sont autant d'axes de travail pour les 37 communes désormais comprises dans le PRMS : augmenter la disponibilité en espaces verts par la création d'un système d'espaces verts ; diminuer la ségrégation socio-spatiale tout en élargissant le périmètre urbain; améliorer la connectivité centre-périphérie à travers les infrastructures de transport dont le Transantiago est la pièce maîtresse (encadré n°4).

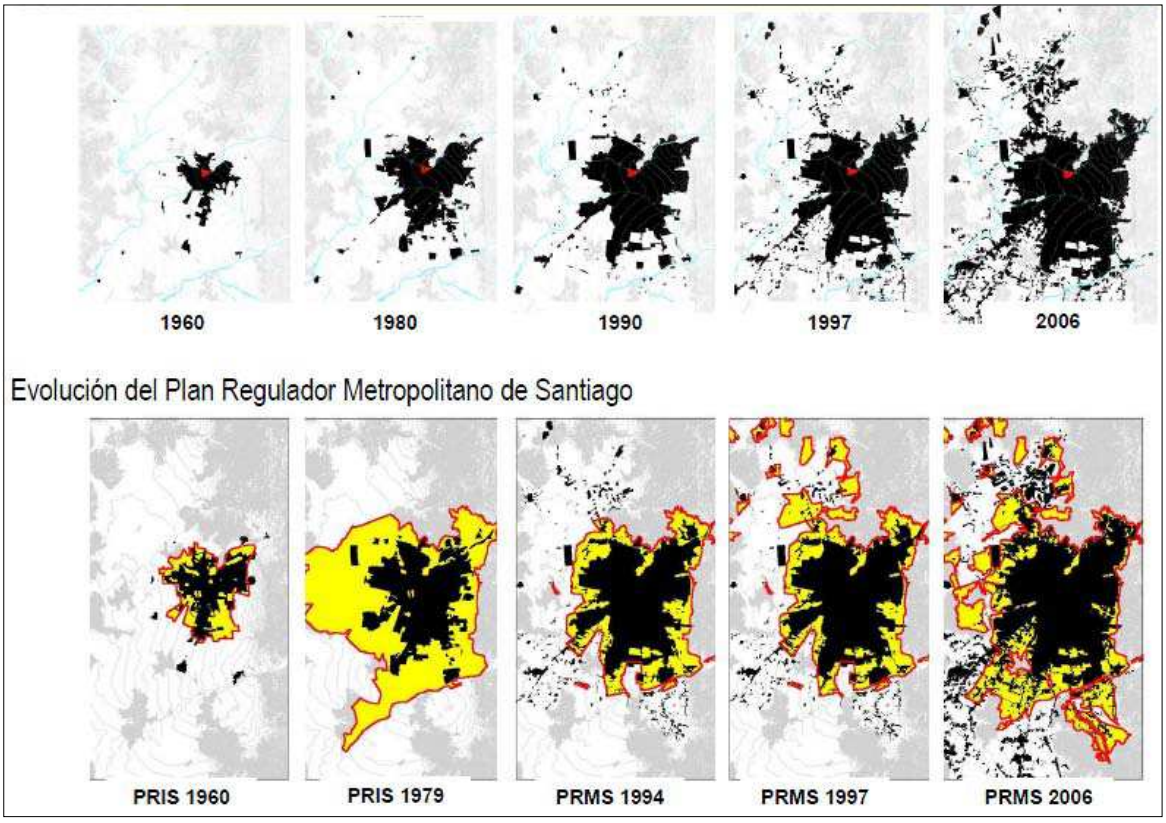
Mais la Figure 44 montre également qu'à part l'extension démesurée de 1979, d'ailleurs revue à la baisse par la suite et réorientée vers le nord et le sud à savoir le long des axes majeurs de communication, les limites urbaines du PRMS n'ont toujours fait que suivre *a posteriori* l'urbanisation en la légalisant. Comme le PREMVAL de Valparaíso et aux dires de J. Wood (entretien avril 2012) : « *le PRMS est un mort-né. Il est périmé dès lors qu'il paraît*.» En effet, il ne fait que suivre l'urbanisation *de facto* et on pourrait même dire qu'il meurt avant même de naître car il lui faut souvent plusieurs années avant que d'être votée par le CORE puis validé par la *Controlaría general*[100].

---

[99] Il est composé de l'intendant de la région nommé par le Président de la République et de conseillers élus de façon indirecte à l'échelon provincial et dont la représentativité est souvent remise en question.

[100] Instance étatique chargée de valider les décisions du CORE.

Figure 44. Evolution du PRMS en fonction de l'évolution du tissu urbain de 1960 à 2006 (MINVU, 2008)



Ce fut le cas pour la proposition de 2008 finalement acceptée en mars 2011 mais le cas semble encore plus compliqué pour le PREMVAL. Les motifs des rejets successifs sont le plus souvent environnementaux pour le PREMVAL (*Fundo el Carmen* à Quilpué, Dunes de Ritoque et de Concón) et sociales pour le PRMS (tel ou tel nouvel ensemble résidentiel n'offrant pas assez de logements sociaux).

Finalement, on peut se demander si « *la métropole ne serait-elle pas, en dernière analyse, qu'un espace de délibération ?* » (SENECAL, G., BHERER, L., 2009) à savoir un espace qui, comme ses limites sont en perpétuelle mouvement, permet le débat plus que l'institution d'autorités autonomes sensées l'administrer dans sa totalité.

D. « Un développement territorial sur le lieu et dans les mains des gens », (BOISSIER, S., 2004)

C'est d'ailleurs toujours l'argument de la nécessaire croissance urbaine par étalement liée à la croissance démographique qui est invoqué en 2008 (C. BARRA cité par SANDOVAL, G., 2009) quand le secrétaire régional du MINVU dit à la presse : « *L'instrument de planification*

(PREMVAL) remplacera le plan en vigueur (PIV) élaboré en 1965 et considère qu'au cours des 30 prochaines années cette zone pourra héberger jusqu'à 2 820 000 personnes contre 876 022 aujourd'hui en augmentant l'aire urbaine de 20 178 à 39 601 hectares ». La très puissante Chambre chilienne de la Construction (CChC) soutient même encore qu'il faut continuer à construire afin de faire baisser le prix du logement alors même que la Figure 28 a montré le contraire.

Du fait de son entrée plus précoce dans le processus de patrimonialisation Valparaíso par le biais de son PREMVAL invoque également davantage que Santiago la nécessaire présence des espaces verts dans son aire métropolitaine. « *Si nous calculons la proportion d'espaces verts, d'aires protégées et de parcs d'ici à trente ans que propose notre plan, on obtient un chiffre de 55m² par personne. Comme l'OMS propose un idéal de 9 à 15 m² par habitant, nous sommes 4 fois au-dessus. Cela prouve que notre instrument est durable et qu'il promeut une croissance ordonnée des territoires, respectueuse du développement urbain et de la protection de l'environnement.* »

Cette déclaration du secrétaire régional du MINVU en 2011 en plus de proposer des chiffres erronés (SANDOVAL, G., 2009) et de montrer la propension permanente des planificateurs chiliens à s'exprimer en faisant référence à des critères internationaux pour rendre compétitives leurs métropoles montre un besoin de justification. En effet, le vote de la dernière version du PREMVAL du 12 avril 2012 a donné lieu à de nombreuses manifestations de mécontentement à toutes les extrémités du périmètre d'extension de la zone urbaine (Puchuncavi, Quintero, Quilpué, Casablanca), (Figure 45).

Après cinq ans de débats et trois rejets du PREMVAL pour les mêmes raisons environnementales, le plan ne cesse de courir après les limites urbaines qui ne cessent, elles, d'avancer en l'absence de plan régulateur métropolitain et en raison de plans communaux éculés, les communes attendant le PREMVAL pour reformuler leurs plans. Ces atermoiements font donc le jeu de la poursuite de l'étalement urbain par initiative privée, le législateur étant impuissant en la matière.

Figure 45. Manifestation contre le PREMVAL sur le parvis et à l'intérieur du Conseil régional de la Région de Valparaiso, 12 avril 2012

C. FALIES, 2013

Dans les deux cas mais surtout dans celui du PRMS où l'expression est utilisée en tant que telle, le pari qui est fait est celui de la planification sous conditions. « *Elle vise à une urbanisation des terres qui aille de pair avec le respect de certains standards favorisant la bonne répartition des sols, l'habitat social, les espaces verts et les infrastructures. Toutes les externalités produites pour les futurs projets seront assumées par les agents qui en sont à l'origine, réduisant ainsi les coûts sociaux de la croissance urbaine. Par ailleurs, ce modèle permet de transférer à la communauté le bénéfice normatif que génère tout changement d'usage des sols.* » Les agents en question correspondent aux entreprises privées chargées des travaux qui sont généralement plus des grandes entreprises que des artisans et qui s'appuient sur des montages public/privé pour réaliser des projets de 300 hectares ou plus.

Le législateur se contente de poser des conditions aux constructeurs à travers le PRMS et le PREMVAL (densité d'habitant, pourcentage d'habitat social, pourcentage d'espaces verts, tracé et largeur des routes…) mais n'a souvent aucun moyen de les faire respecter à l'échelle communale comme on l'a vu.

C'est cette absence de représentativité des citoyens - puisque les membres du CORE sont élus de façon indirecte et que les élus municipaux n'ont que peu de moyens d'action - et de consultation publique – malgré un volonté de transparence affichée- qui a suscité de nombreuses manifestations ces dernières années comme le 30 mars 2011 à l'appel

d'organisations citoyennes comme « *Por un Santiago a escala humana* [101]» sur les motifs recensés dans l'encadré n°12 :

Encadré n° 12. Appel sur les réseaux sociaux d'une organisation citoyenne concernant le PRMS : nouvelle forme d'expression de la *vox populi* ?

1. *La décision du CORE métropolitain est contraire aux lois d'urbanisme, environnementales et de participation citoyenne*
2. *On modifie le PRMS sans demander la participation des organisations citoyennes contrairement à ce que prévoit la loi 20 500*
3. *Il n'existe pas de Plan de développement régional qui approuve ces modifications*
4. *Le projet en débat a un caractère excluant, ségréguant et marginalisant pour de nombreux groupes sociaux*
5. *Le projet ne prend pas en compte une évaluation environnementale stratégique ni un zonage des risques comme le prévoit la loi 20 417*
6. *La croissance de Santiago que prévoit le PRMS 100 (actualisation du PRMS de 2008) a une portée nationale et nécessite un débat plus général sur la politique démographique, la politique de Régionalisation et le Plan de Développement urbain durable dont le pays a besoin*
7. *Des rapports techniques montrent que 22 000 hectares sont disponibles pour être urbanisés à l'intérieur de l'actuelle limite urbaine de Santiago*
8. *Les conseillers de tous les partis politiques ont déclaré publiquement qu'ils s'opposaient au projet proposé*
9. *Le Collège d'Architectes a également manifesté son opposition*
10. *Le projet revient à réduire encore de façon drastique la production agricole alors que la Région Métropolitaine est essentielle dans la production maraîchère du pays*
11. *Le changement d'usage des sols qu'implique l'agrandissement de la zone urbanisable de 10 000 hectares ne favorise que la spéculation immobilière.*

Pour toutes ces raisons, nous proposons que le projet de modification PRMS 100 soit retiré et que commence dès maintenant avec une participation citoyenne et une délibération publique, la discussion autour d'un Plan de Développement Régional et une proposition de développement urbain durable, fondée sur les instruments en vigueur de planification territoriale, d'évaluation environnementale et de zonage des risques.

Pour remédier à ces blocages récurrents et parce que, de fait, les limites des plans métropolitains tendent à rattraper celles de la région (en 2008, le PRMS inclut toutes les communes de la Région Métropolitaine de Santiago comme on peut le voir sur la carte 23), est lancée l'idée de créer des PROT, Plans Régionaux d'Aménagement Territorial dans sept régions du pays.

Cet outil fait partie du projet de loi du président Piñera du 12 septembre 2011 de poursuivre la régionalisation du pays. Les PROT viendront remplacer les Plans régionaux de développement urbain en intégrant davantage les autres espaces que les seuls espaces urbains à

[101] « Pour un Santiago à taille humaine ».

savoir « le littoral, les espaces ruraux et les bassins-versants ». L'idée est évoquée mais encore une fois, il ne s'agira que d'un plan incitatif qui n'aura de valeur légale qu'une fois mise en relation avec le PREMVAL ou le PRMS et les plans régulateurs communaux. Ces PROT ont donc le mérite de remettre le territoire au cœur du propos sur la régionalisation mais il s'agit plus d'un discours que d'un réel mode de fonctionnement.

Devant la difficile et parfois paradoxale décentralisation que connaît le pays, une autre tendance est à l'œuvre parmi les aménageurs et les politiciens soucieux de développement : s'appuyer sur les forces en place et laisser faire. Or, une des caractéristiques fonctionnelles des périphéries métropolitaines et particulièrement des espaces ouverts est leur multifonctionnalité. Elle tend donc à devenir le pilier des « politiques territoriales » au Chili qui les encouragent de plus en plus notamment à travers des projets d'écotourisme ou d'agrotourisme.

3. LA MULTIFONCTIONNALITÉ DES ESPACES OUVERTS AU CHILI : UN AFFICHAGE PARADOXAL

A. La multifonctionnalité des espaces ouverts

Depuis l'Uruguay Round de 1993 et son versant rural, la « *green box* », la multifonctionnalité a été introduite en tant qu'outil de gestion du monde rural censée préserver la biodiversité (ressources naturelles), la culture (tissu social) et les modes de vie (emploi) tout en continuant bien sûr la production de biens agricoles. Elle désigne aussi les mesures prises pour assurer le bon déroulement de ces multiples fonctions.

La multifonctionnalité des espaces périphériques et des espaces agricoles en particulier n'est pas une nouveauté en soi notamment dans une région centrale où l'agriculture familiale, structurellement multifonctionnelle, est restée importante (Figure 4).

Mais ce qui a évolué avec le temps, c'est la reconnaissance de cette multifonctionnalité et sa mise en œuvre explicite dans des projets de développement (urbains ou ruraux) ainsi que l'arrivée de nouvelles fonctions dans les périphéries métropolitaines et particulièrement sur les espaces ouverts. Qui plus est, « *l'hypothèse générale est que la pérennité de l'agriculture périurbaine, socialement souhaitable, dépend de son aptitude à s'inscrire dans le projet territorial ou « projet urbain ». Cette aptitude consiste pour les systèmes agricoles à savoir tirer parti de la*

diversité des attentes et demandes urbaines adressées aux espaces ouverts sous des formes économiquement viables », (FLEURY, A., MOUSTIER, P., TOLRON, J.-J., 2004).

Susciter ou renforcer l'émergence de nouvelles activités dans l'espace rural, destinées en particulier à créer des sources de revenus complémentaires pour les populations résidentes figure comme une priorité, en tout cas affichée, pour le ministère de l'Agriculture. Cependant la multifonctionnalité au Chili n'apparaît pas en tant que telle dans les recensements agricoles. Dans la Région de Valparaiso, le recensement agricole de 2007 indique seulement que 20% des petits producteurs tirent moins de 75% de leurs revenus de l'exploitation tandis que 61,1% indiquent qu'ils tirent au moins 25% de leurs exploitations. Pour la Région Métropolitaine, on peut lire que 58% des petits producteurs tirent moins de 25% de leurs revenus de l'exploitation tandis que 21,4% indiquent qu'ils en tirent au moins 75%.

Les chiffres sont donc semblables et indiquent comme des enquêtes de terrain et des analyses plus spécifiques pour Lampa que la multiactivité est souvent un pis-aller « *engendré par la sécheresse, l'endettement paysan, les effets de la transmission patrimoniale et les choix politiques en faveur de l'agriculture d'exportation. Mais, c'est aussi grâce aux opportunités créées par l'amélioration des infrastructures de la commune, telles que l'électricité et l'amélioration des routes, que de nombreux agriculteurs ont pu envisager une diversification au moins partielle des activités familiales* » (PERAL, A., CHIA, E., 2001). D'ailleurs, dans les moyennes exploitations, la dépendance aux revenus internes est plus forte. Ainsi, pour la Région Métropolitaine, 36,5% des moyens producteurs génèrent 75% de leurs revenus sur leur exploitation alors que 35,1% en tirent moins de 25%.

Toutefois, cette diversification impliquée par la multifonctionnalité est difficile à réaliser, et elle doit être finement adaptée aux caractéristiques propres à chaque exploitation. Un organisme public spécifique, l'INDAP* (*Instituto Nacional de desarrollo agropecuario*) est chargé de travailler plus particulièrement en faveur des petits producteurs.

L'INDAP (ALVEAR GOMEZ, J. J., CANALES RIOS, C., BLANCO PARRA, B., LEPORATI NERON, M., 2010) s'efforce en effet d'aider les petits producteurs à trouver de nouveaux débouchés à leurs produits en travaillant aussi bien sur la nature et la qualité de ces derniers que sur les organisations sociales et l'accès aux marchés. Il s'agit par exemple de garantir la qualité sanitaire de produits artisanaux (fromages, confitures de lait, biscuits), d'inciter les agriculteurs à se

regrouper pour vendre des quantités plus importantes notamment dans des petits marchés locaux construits à cet effet et d'offrir de nouveaux services à des citadins disposant de revenus plus importants (promenades à cheval (Figure 46 b.), restauration ou hébergement (Figure 44 c. et d.). En effet, une demande urbaine se renforce pour des produits de qualité et l'usage de services dans l'espace rural. L'évolution des demandes urbaines semble la clé du développement d'activités trop réduites pour s'adresser à une clientèle internationale, mais essentielles pour la qualité de vie des citadins. Or, si l'approvisionnement des grandes villes passe en premier lieu par les supermarchés, ils n'ont pas fait disparaître les marchés censés fournir des produits de meilleure qualité ou à meilleur prix. Il semble cependant qu'aucune réflexion n'ait été menée sur le rôle actuel des marchés et l'accès des producteurs à la vente : les informations disponibles font état de problèmes classiques liés aux intermédiaires payant des prix très faibles aux producteurs pour les marchandises qu'ils se chargent de vendre.

A titre d'exemple, en 2010, un producteur de fromage frais de chèvre le vend 2 300 pesos le kilo (3, 5 euros) à un intermédiaire qui le revend sur des marchés urbains plus de 6 000 pesos le kilo (9 euros). Des réseaux de distribution en circuit court sous forme de paniers livrés aux consommateurs urbains sont mis en place pour contourner cette difficulté mais ils restent anecdotiques comme les initiatives d'Andrea G. dans la Région de Valparaíso à partir de Quillota ou de C. Navarrete dans la Région Métropolitaine à partir de Lampa.

Le tourisme rural et les activités qui l'accompagnent, comme la production d'objets artisanaux (paniers, poterie, tricot), constitue sinon un grand espoir du moins un leitmotiv des politiques de développement rural (Figure 22). C'est bien évidemment à proximité des grandes villes et dans les régions déjà parcourues par des flux touristiques que ces activités peuvent se développer. C'est le cas de la périphérie de Santiago ou de Valparaíso.

Or, si la multifonctionnalité est recherchée pour ses retombées positives sur l'emploi et les revenus, les grandes activités exportatrices ne sont pas nécessairement compatibles avec de tels développements, soit qu'elles entraînent une trop grande uniformité paysagère, des nuisances diverses (circulation de camions, usages de pesticides) ou que les entrepreneurs ne souhaitent pas être perturbés dans leurs activités. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'Antonio R., producteur de d'avocats et d'huile d'avocat dans la commune de Quillota a dû abandonner ses projets éco-touristiques formulés dès 2005 (FALIES, C., 2005 ; 2008)

On ne peut pourtant pas parler de multifonctionnalité au Chili pour trois raisons.

D'abord, car les orientations nationales de l'agriculture compliquent la mise en place de la multifonctionnalité en tant modèle de développement qui permet la production de denrées, la protection des ressources naturelles et le maintien de l'emploi et du tissu rural. Il ne peut donc s'agir d'une initiative publique relayée dans les espaces ruraux par le biais d'aides, de subventions, de formations comme l'ont été en France par exemple les *Contrats territoriaux d'exploitation* (REMY, J., 2002 ; LEWIS, N., *et* allii, 2010). En effet, la multifonctionnalité fut davantage soutenue par les pays du Nord officiellement en raison de ses aspects non commerciaux et de ses externalités positives en matière environnementale que par les pays du groupe de Cairns[102] qui l'ont contestée vivement car elle venait légitimer la poursuite des politiques agricoles protectionnistes du Nord.

Par ailleurs, considérer « *la multifonctionnalité agricole comme relation entre fonctions marchandes et non-marchandes* » est en soi problématique puisque « *d'un côté la prise en compte des fonctions non-marchandes crée des distorsions à l'égard du fonctionnement de marché, et donc altère la loyauté de la concurrence, tandis que de l'autre un pur fonctionnement de marché interdit la rémunération des fonctions non-marchandes et rend par là-même leur réalisation impossible »,* (BARTHELEMY, D., 2008).

Enfin, la multifonctionnalité en tant que telle peut être contestée dans la mesure où elle a tendance à produire un conflit entre deux principes fondamentaux : celui d'égalité « *invoqué pour favoriser le maintien de la vitalité sociale dans les espaces ruraux* » et celui de mérite « *invoqué pour encourager la protection de l'environnement* » (LEWIS, N., 2010) : « *qui faut-il privilégier : chaque agriculteur au nom de la vitalité de l'espace rural ? Faut-il préférer les agriculteurs qui ont des pratiques respectueuses de l'environnement ? Ceux qui s'engagent à créer moins de nuisances ? Ou alors, ceux qui ont un poids économique plus important ?* » Dans un contexte chilien où la situation des agriculteurs au sein même d'une commune peut être radicalement différente entre l'entrepreneur agro-exportateur et le métayer ou le *comunero* en termes de statut de possession de la terre, d'usages et de revenus, on voit que ces questions seraient encore plus épineuses Ainsi, dans la même région centrale des situations diverses coexistent. Dans des communes comme Quillota, presque 70 % de la SAU sont cultivées par une

[102] Organisation créée en 1986 à Cairns en Australie, regroupant 19 pays exportateurs de denrées agricoles dont le Chili et visant à défendre les intérêts du libéralisme économique en matière agricole contestant ainsi le protectionnisme états-unien et européen.

petite centaine de sociétés privées soit 10% seulement du total des personnes juridiques et naturelles et dans d'autres comme Olmué, 50% de la superficie agricole appartient à une seule communauté (INE, 2007).

B. La nouvelle ruralité : une alternative ?

C'est pour cette raison que c'est plutôt l'expression de « *nueva ruralidad* » qui est utilisée (SALAZAR BURROWS, A., OSSES McINTYRE, P., 2008 ; BONNAL P.; BOSC P.M.; DIAZ J.M.; LOSCH B., 2003 ; GOMEZ ECHENIQUE, 2002) pour décrire un renouveau des politiques publiques concernant des espaces ruraux affectés par les processus de globalisation et de métropolisation de ces espaces portés presqu'exclusivement par les investissements privés et le libre-marché.

Ainsi, l'agro-tourisme ou l'éco-tourisme se développent, certes, mais toujours servis par des entreprises privées qui n'ont donc par principe pas pour objectif de développer des espaces ouverts à tous (comme le parc privé OASIS La Campana) ou alors très modestement par le biais de l'INDAP qui manque de moyens financiers pour entreprendre des projets qui aient une forte portée spatiale. Plus que de multifonctionnalité, on peut donc parler d'espaces plurifonctionnels ou multiusages tenus par des discours sur la multidimensionnalité.

On peut dire de la multifonctionnalité et des débats qu'elle provoque qu'elle est au monde rural ce que le développement durable est à l'environnement : une occasion de débattre plus qu'un ensemble de mesures efficientes. Il faut en effet privilégier trois niveaux d'observation de la ruralité : les unités socio-économiques de base (exploitation agricole) car il s'agit d'une unité de production supposée combiner en son sein des moyens de production (potentiellement marchands) pour produire des biens (essentiellement marchands) ; les politiques publiques ou leur quasi-absence en l'occurrence ; les organisations sociales et communautaires, institutionnalisées (communauté rurale, *junta de vecinos*, association…) ou non (groupe d'amis réels ou virtuels, familles…), (BARTHELEMY, D., 2008).

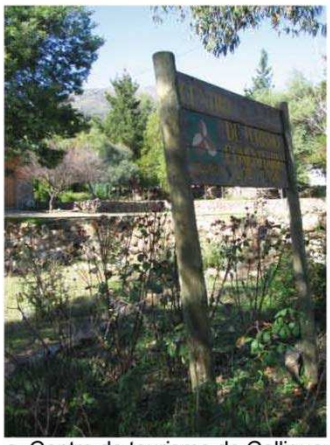
C. L'agro-éco-tourisme ou la tentative maladroite d'un soft aménagement des espaces ouverts

Les espaces ouverts sont des lieux privilégiés de l'agro-écotourisme dans la mesure où ils allient l'offre agro-écologique par leurs sites et la demande par leur situation en périphérie proche des centres urbains pourvoyeurs de clientèle. En tant que tels ils subissent les ambiguïtés de la politique chilienne et métropolitaine à l'égard de cette activité qui ont des conséquences sur leur agencement.

Le développement du tourisme rural repose principalement sur la multiplication d'offres d'hébergement chez l'habitant, ou plus précisément dans des *cabañas** construites sur son terrain mais à part de l'habitation principale, et encore très peu sur l'offre de services complémentaires ou de produits caractéristiques. Une certaine expérience bénéficie cependant aux régions touristiques déjà consolidées comme la région centrale dans la mesure où les populations sont mieux formées à l'accueil. Des efforts sont réalisés pour mieux évaluer le potentiel de nouveaux sites et accompagner les agriculteurs qui veulent commencer une activité complémentaire. Il existe également un effet d'entraînement en raison de la proximité des vallées viticoles de Casablanca, notamment, dont les grands domaines organisent des réceptions dans leurs chais, pour des dégustations ventes parfois accompagnées de services divers (repas gastronomiques, hébergement de haut standing, etc.), (FALIES, C., LE GALL, J., 2013).

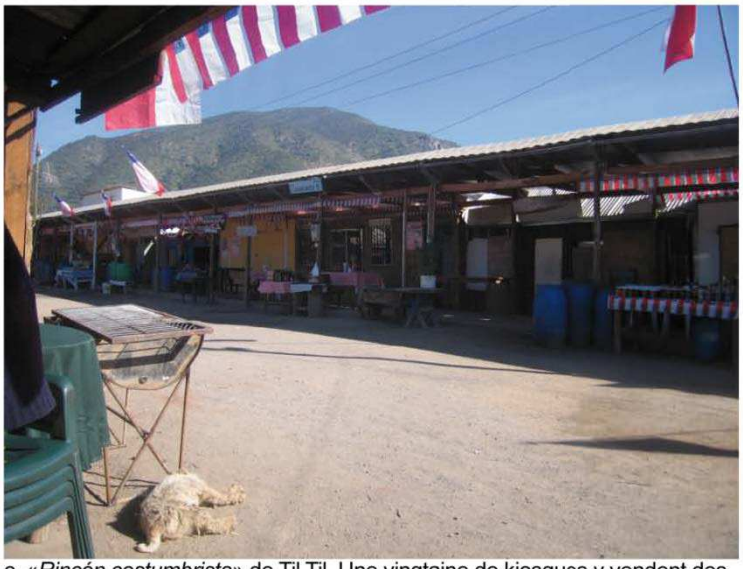
De plus, quand l'offre existe, elle est très souvent saturée à certains moments de l'année comme pour les fêtes nationales autour du 18 septembre et pour les fêtes de fin d'année en été. En effet, les Chiliens ne bénéficient en général que de peu de vacances – légalement deux semaines par an- et profitent donc des jours fériés de spetembre pour partir en famille ou entre amis. Pendant ces dates, l'offre d'hébergement et de restauration est saturée et en-dehors de ces dates, il n'y a parfois pas d'offre du tout. L'offre touristique ne correspond donc qu'imparfaitement à la demande.

Figure 46. Exemples caractéristiques d'offres touristiques sur les espaces ouverts de la région centrale du Chili



a. Centre de tourisme de Colliguay avec un atelier de tissage

b. Guide de Colliguay, Quilpué, ouvrant un sentier communautaire pour une promenade à cheval



c. «*Rincón costumbrista*» de Til Til. Une vingtaine de kiosques y vendent des olives, des confitures, des *empanadas*, des *tortillas* faites sur place dans des fours en terre. Un parking d'une dizaine de places et la largeur de la cour permettent aux voitures d'y stationner avant de s'engager sur la *Cuesta La Dormida* qui traverse la Cordillère de la Côte.

d. La casona de Rauten, Quillota
L'une des plus anciennes tables rurales aidée par l'INDAP

e. Panneau touristique tagué indiquant la *Laguna* Batuco dans le centre de Batuco

C. FALIES, 2013

Par ailleurs, le développement touristique n'est pas facilité en raison d'un réel déficit en signalisation routière et en affichage. Comme on peut le voir sur la Figure 47, l'affichage est la plupart du temps une initiative privée et n'est donc ni hiérarchisée ni homogène : deux pancartes sont là pour indiquer le même centre équestre tandis que la direction de la localité Santa Adela est beaucoup plus importante en taille que le panneau de l'armée navale chilienne qui a implanté dans la zone une antenne pour suivre ses navires (Figure 47 d.). La faiblesse de la localisation de la Réserve de la Campana est encore plus symptomatique. Déjà il est très difficile de s'y rendre en transports en commun depuis Valparaíso. L'ouverture de la ligne de métro-train a quelque peu amélioré la situation car en 1h30 et sans changement on peut se rendre à Limache depuis Valparaíso ou Viña del Mar. Une fois arrivé à Limache, le touriste doit prendre une *micro*[103] ou un *colectivo*[104] dont deux lignes seulement desservent l'entrée sud de La Campana appelé Granizo à Olmué. Il faut alors compter une vingtaine de minutes car la *micro** dessert tous les quartiers de Limache et d'Olmué. Enfin, on arrive à une piste qu'il faut emprunter sur 1 km pour atteindre l'entrée du Parc (Figure 47 b. et photo 12).

Quant à l'entrée d'Ocoa au nord, dans la commune d'Hijuelas, elle a été dotée d'une pancarte neuve en 2008 seulement. Auparavant, seule existait la pancarte de l'éco-parc privé « Oasis La Campana » (Figure 47 a.). Quant à l'entrée Cajon Grande, à part faire du stop, le randonneur n'a pas d'autre solution que de marcher et de demander son chemin. Du coup la fréquentation du Parc de La Campana s'en ressent en valeur absolue comme en proportion de touristes étrangers si l'on étudie dans le détail les registres du PN de La Campana confiés par l'administrateur, C. Díaz (Figure 48).

[103] Petit bus d'une quarantaine de places assez inconfortable et appartenant à des compagnies privées.
[104] Taxi collectif qui fonctionne par lignes

Figure 47. Défaillance en termes d'affichage et d'accessibiité des infrastructures touristiques sur les espaces ouverts dans la région centrale du Chili

a. Entrée nord du PN de La Campana

b. Chemin d'accès au PN de La Campana, secteur Granizo

c. Dès 2009, la CONAF installe des panneaux à l'intérieur du PN

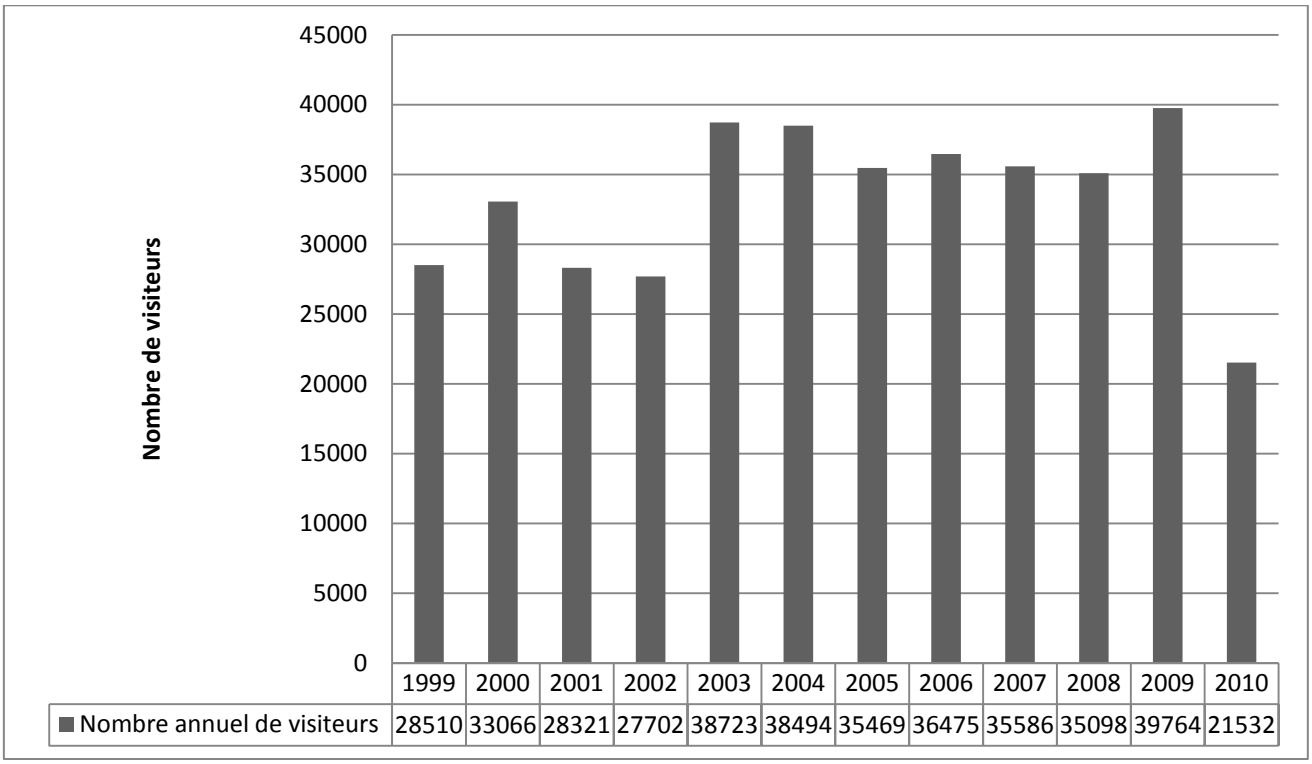
d. Panneaux à l'initiative de centres d'équitation à Mantagua

e. Mirador de Puente Negro à Batuco, 14 juillet 2009

f. Mirador de Puente Negro à Batuco, 29 avril 2010
Le lieu a été dégradé, les panneaux volés.

C. FALIES, 2013

Figure 48. Nombre annuel de visiteurs dans le Parc national de La Campana (source : registre du Parc et entretien avec l'administrateur, C. Díaz)



C. FALIES, 2013

La fréquentation reste donc encore trop aléatoire comme le prouve les mauvais résultats de l'année 2010 liés évidemment au tremblement de terre et à une très faible fréquentation au mois de mars en particulier (Figure 46). Des chutes de pierre ont gravement atteint le sentier Darwin et gêné durablement l'accès au sommet. En raison d'un manque persistant de moyens, les guides n'ont pu sécuriser le chemin que pour le mois de septembre (entretien avec Cristián Diaz, administrateur du parc). En 2010, seulement 6% de tous les touristes étaient étrangers et encore la majorité est entrée par les secteurs les moins mal indiqués de Granizo et Ocoa. Le secteur de Cajón Grande lui n'a vu rentrer que 2783 visiteurs dont seulement 47 étrangers, soit 1,7%. Or, dans un pays où la randonnée n'est pas encore très appréciée ni développée, les étrangers, et principalement les Allemands, peuvent faire figure de moteurs. Encore faut-il qu'ils puissent y arriver étant donnée la difficulté d'accès.

Pour pallier ce manque d'affichage ou parfois ce brouillage d'information, un effort a été fait depuis quelques années pour multiplier les pancartes permettant de faciliter l'accès au site touristique ou les pancartes informatives sur les sites eux-mêmes. Mais des vols sont à déplorer

ou simplement des dégradations comme le panneau du Mirador Puente Negro et le Mirador lui-même à Batuco[105], (entretien avec A. M. Cortez ; Figures 47 e. et f.).

Finalement, le seul tourisme qui soit plus ou moins adapté et à destination de la classe moyenne est proposé par des étrangers ou en tout cas par des Chiliens ayant vécu à l'étranger comme Jorge C. avec le centre touristique Hibiscus à Mantagua ou Mariana Cunningham à Quillota avec le *Fundo El Grillo*. Mais il s'agit plus de tourisme rural que d'agro-tourisme au sens propre, les touristes n'étant pas accueillis « à la ferme » mais dans des dépendances construites pour eux avec toutes les commodités y compris des piscines. Dans ce cas, il n'y pas multifonctionnalité mais plutôt greffe d'actvités exogènes sur des espaces ouverts.

Ainsi, pour que ce que j'ai pu observer, les initiatives publiques que ce soit celle de l'INDAP ou celle Inova-Corfo sur le « tourisme spécifique » signée entre la Région de Valparaíso et le département de Géographie de l'Université Catholique de Valparaíso sont des échecs. C'est notamment ce qui est ressorti du colloque organisé par la PUCV le 11 octobre 2010 intitulé « *Nuevos destinos/productos de turismo de naturaleza y de intereses especiales para la región de Valparaíso, Chile* ». Finalement ce sont quatre routes touristiques qui sont dessinées : la route du *Camino real* de la Campana*,* la route Darwin de la Campana-Ocoa, la route du chemin de fer de Valparaíso à Santiago, la route du vin de Casablanca (ANNEXE 15).

Comment proposer des itinéraires touristiques sans une signalétique cohérente – c'est-à-dire homogène, au moins à l'échelle régionale, par la présence de panneaux similaires- et existante ? Comment penser à définir des circuits touristiques sans se poser la question première de l'accessibilité et même de l'affichage (Figure 47) dans un contexte où des services aussi basiques que l'affichage ou la propreté ne sont pas assurés ?

[105] En ville, la patrimonialisation du centre historique de Valparaíso a donné lieu à une multiplication de pancartes de rue de style anglais pour éviter que les touristes ne se perdent dans les ruelles étroites et parfois dangereuses des *cerros* de la ville privant dès lors le touriste de s'égarer et de prendre son temps et surtout de ne se repérer qu'aux points de vue et aux peintures murales. Enfin, certaines pancartes renvoient à des lieux d'intérêt touristique tellement confidentiels par ailleurs que même si elles existent, le touriste n'ose pas trop s'y aventurer. C'est le cas du parc indigène du Cerro Blanco à Santiago

Il peut donc finalement se développer deux types de pratiques touristiques sur les espaces ouverts : celles qui supposent une interconnaissance entre le touriste et la personne qui accueille - s'agit-il alors encore de tourisme dans la mesure où le réseau a déjà été établi ?- et le tourisme organisé « *all inclusive* » où le touriste est pris en charge de son lieu de départ à son lieu d'arrivée dans un type de *resort* comme à Olmué dans le complexe Rosa Agustinas et où il se voit offrir des excursions à la campagne à cheval ou des veillées au clair de lune comme le proposent Oscar et Carla T..

L'agrotourisme est donc encore confidentiel malgré toutes les potentialités de site et de situation qu'offrent les espaces ouverts. La mise en circuit touristique *in situ* semblant poser problème pour des raisons d'infrastructures dans cette vaste région, des lieux et des moments sont alors choisis pour célébrer la ruralité et le monde agricole.

C'est le cas partout du 18 septembre et dans les communes d'Olmué et de Lampa des *ferias* rurales. C'est alors l'occasion sur plusieurs jours d'exposer et de vendre les productions de la commune que ce soit des produits frais issus du maraîchage et le plus souvent des produits plus élaborés comme des confitures, des vêtements, de la sellerie, des produits cosmétiques réalisés à base de miel… Ces ferias donnent également lieu à des manifestations folkloristes avec danse, jeux anciens, défilé... (Figure 49).

Mais les participants (entretiens avec Amilcar F. qui fabrique des parfums à partir d'essences naturelles ou Consuelo A.) trouvent que ces expositions leur coûtent cher surtout en raison du prix du stand (100 000 pesos soit 1 500 euros pour trois jours), et du coût de séjour dans la vallée pour les exposants vivant le plus loin (l'organisatrice de la session 2010 a donc dû inviter quelques agriculteurs à dormir chez elle). Quant à Consuelo A. (Figure 22 a.), elle déplore la localisation du marché des artisans créé par le maire d'Olmué à Granizo en 2005 : « *Peu de voitures y passent contrairement à Quebrada Alvarado. Il n'y a pas la place pour les artisans comme moi qui travaillent en atelier. Je devrais y aller seulement pour vendre alors que celles qui tricotent peuvent faire les deux à la fois. Du coup, je préfère rester chez moi.* » Par ailleurs l'organisatrice est assez contestée notamment car elle aurait reçu de l'argent de la province pour organiser cette *feria*. Enfin, il ne s'agit d'une utilisation que temporaire des espaces ouverts qui peut être remplacée très rapidement par des projets immobiliers plus consolidés.

Figure 49. Salons, foires et expositions : des moments plus que des lieux dédiés à une ruralité réinventée

a. Expo Lampa 2010 à l'initiative de la mairie et de l'INDAP dure trois jours en mars. Cette année elle avait été remise à octobre en raison du séisme de février

b. On y expose du bétail, on y organise des concours équestres et des concours de *cueca* ce qui peut sembler paradoxal car on aperçoit au second plan des espaces ruraux préservés et plus authentiques

c. Feria d'Olmué.
Reconstitution d'une *hacienda* sur la scène levée pour l'occasion dans la *medialuna*

C. FALIES, 2013

- *Conclusion du chapitre 7- Les espaces ouverts, des objets marchands en voie d'intégration*

Même s'ils paraissent peu présents, les pouvoirs publics tentent bien d'intervenir sur les espaces ouverts. Les centres ont en effet pris conscience qu'ils étaient dépendants des périphéries pour le délestage des activités encombrantes mais aussi pour leur rayonnement international dans un contexte de forte compétition entre métropoles qui se joue notamment lors de colloques mondiaux type RIO+20, ou dans des rapports d'instances internationales comme ONU Habitat. Des classements de villes sont établis et leur aspect durable de plus en plus pris en compte.

Mais malgré ces effrorts, on a vu dans ce chapitre que dans leur processus de production, la conception politique des espaces ouverts, au sens lefebvrien d' « espace conçu », est loin d'être claire. Et ce n'est bien souvent qu'en tant qu'objets marchands, c'est-à-dire du fait de leur valeur économique, que les espaces ouverts deviennent des objets politiques. Le fait justement de prôner la multifonctionnalité des espaces ouverts comme on l'a vu notamment à travers l'exemple de l'agro-tourisme est une solution que le pays a trouvée pour répondre aux critères imposés par les normes internationales de bonnes pratiques environnementales et sociales tout en continuant d'intervenir le moins possible dans la planification.

Mais il convient de distinguer au moins dans l'analyse trois termes et leurs échelles : la multifonctionnalité, la multiactivité et la multidimensionnalité.

Les espaces périphériques des grandes métropoles ont tendance à devenir multiactifs dans la mesure où de nouvelles activités prennent le pas sur les activités agricoles comme les activités résidentielles, industrielles, de transports…

La multifonctionnalité lisible bien sûr dans l'espace au niveau local est plus proche de l'échelle nationale dans la mesure où elle correspond à des orientations de politiques publiques prises par l'Etat dans un contexte de mondialisation des économies.

Quant à la multidimensionnalité, on peut dire qu'il s'agit d'un point de vue transversal car injectant entre pratiques agricoles réelles (au niveau de la parcelle) et discours (au niveau politique national, international ou mondial), une troisième dimension « plus qu'humaine »

(POLANYI, K., 1944) dont le terreau ne peut être que régional puisqu'il dépend aussi bien d'une offre et d'une demande située dans un bassin aux limites plus ou moins floues mais supposant des gradients de densité et des aménités discriminant la ville de son environnement (BRUN, A., 1996) que de valeurs symboliques et culturelles propres au lieu.

Car, si à bien des égards, Santiago est la vitrine de la globalisation avec ses chaînes de restauration et d'habillement que l'on retrouverait à Shangaï, Le Cap, New York ou Belgrade et que le secteur patrimonialisé par l'UNESCO de Valparaíso a adopté un affichage des rues à la mode anglaise pour éviter aux touristes étrangers de s'y perdre, c'est bien une promenade du dimanche sur le *cerro San Cristobal* ou sur les rives polluées du Mapocho, une journée sur le *Muelle Barón* ou une nuit passée à danser la *cueca* dans une *fonda* de Quebrada Alvarado à Olmué qui montrent l'identité de deux métropoles, certes, globalisées mais aussi appartenant à un ensemble régional ayant sa propre culture et sa propre histoire au sein du Chili et susceptibles de représenter d'autres valeurs pour ses usagers que les seuls valeurs monétaires.

En effet, « *aucune société contemporaine ne peut exister sans ces deux dimensions, identitaire d'une part et marchande de l'autre, et c'est du mouvement dialectique (entendu comme processus contradictoire et constructif) des sociétés entre ces deux tendances que naît leur transformation.* » (BARTHELEMY, D., 2008). Car le Chili comme d'autres pays latino-américains connait en effet des aspects non strictement marchands des rapports sociaux particulièrement dans les espaces ruraux. Ils existent notamment à travers la persistance du métayage hérité de la colonisation mais surtout à travers des rapports hérités des cultures précolombiennes et qui se regroupent sous le nom de *minga* dans la plupart des pays andins : il s'agit d'un travail collectif réalisé pour le bénéfice de la communauté.

Au Chili, elle est encore pratiquée à Chiloé notamment à l'occasion du déménagement de maisons de bois : l'ensemble de la communauté villageoise se s'organise pour le déménagement d'un seul membre de la communauté en prêtant des boeufs, des tracteurs, en organisant des repas, etc. (RAMIREZ, E., MODREGO, F., MACE, J. C., YÁÑEZ, R., 2009). Outre cette forme très précise, elle peut consister en l'organisation d'un troc de semences, de vêtements (photo 22), d'une réparation, d'une construction de maison ou d'un voyage en voiture. Il ne s'agit pas du tout de travail dissimulé puisqu'aucun argent n'est échangé mais bien de l'expression d'une solidarité à laquelle on peut rattacher le phénomène des *allegados* déjà évoqué.

Photo 22. « *El mercadito* » du vendredi à l'école Waldorf de Limache

Tous types de produits plus ou moins élaborés mais fabriqués par les parents d'élèves sont proposés lors de ce marché qui se tient tous les vendredis : miel, pain, fleurs, légumes, vêtements, jouets en bois, jus de fruits… Si généralement il existe un affichage de prix, il est également possible de faire du troc : un panier de légumes contre une veste, des amandes contre du miel,…

Or ces réseaux et solidarités anciennes, cette culture de la débrouille appelée aussi « *a la chilensis »*[106] ont tendance à être réactivés dans un contexte de crise généralisé des institutions.

Il convient de voir, alors, quels types d'acteurs peuvent s'installer dans ce creux institutionnel laissé par les autorités.

[106] Littéralement « à la chilienne » en référence au fort endémisme biologique déjà évoqué dans le pays qui fait que de nombreuses espèces sont appelées *chilensis* comme le *jubae chilensis.* Au sens figuré, l'expression évoque la culture de la débrouille et dont les résultats sont parfois approximatifs du propre dire des Chiliens eux-mêmes qui aiment à en plaisanter : retards fréquents, conduite automobile acrobatique, bricolages en tout genre…

- Chapitre 8 - DE LA PARCELLE AU MONDE EN PASSANT PAR LA REGION : UNE METROPOLISATION PAR LES ESPACES OUVERTS ?

Les mots — je l'imagine souvent — sont de petites maisons, avec cave et grenier. Le sens commun séjourne au rez-de-chaussée, toujours prêt au « commerce extérieur », de plain-pied avec autrui, ce passant qui n'est jamais un rêveur. Monter l'escalier dans la maison du mot c'est, de degré en degré, abstraire. Descendre à la cave, c'est rêver, c'est se perdre dans les lointains couloirs d'une étymologie incertaine, c'est chercher dans les mots des trésors introuvables. Monter et descendre, dans les mots mêmes, c'est la vie du poète.

Gaston Bachelard, *La Poétique de l'espace*, éd. PUF, 1961, p. 139

C'est sans doute aussi celle du géographe ! En plus de se déplacer verticalement du mot à la chose en passant par les concepts, on se déplace horizontalement entre autant de cellules spatiales que sont, à petite échelle, les régions souvent caractérisées par leurs paysages spécifiques et, à plus grande échelle et dans le cadre de cette thèse, les espaces ouverts.

En effet, les caractéristiques essentielles et premières du Chili tiennent en ce qu'il est à la fois paysager et insulaire. Paysager, car du Nord au Sud, sur près de 4000 kilomètres, se succèdent toutes les mises en valeur – minière, agricole, industrielle, par l'élevage, par la pêche – et tous les climats – sauf le climat tropical humide. Pendant longtemps, d'ailleurs, le découpage administratif se basait sur cinq régions bioclimatiques – du Nord au Sud, Norte Grande, Norte Chico, Zona Central, Zona Sur et Zona austral – tant les contrastes entre les terres brûlées du Nord et les terres glacées du Sud est grand et significatif même à l'échelle régionale quand on passe d'une vallée irriguée à un plateau aride ou d'une province de type méditerranéen à une province semie-aride.

Insulaire, ensuite, tant ce pays bordé au nord par le désert salé, à l'est par la Cordillère des Andes, au sud par l'Antarctique et à l'ouest par l'océan Pacifique tourne souvent le dos à ses voisins continentaux pour regarder outre-Atlantique, outre-Pacifique et vers l'Amérique du nord pour les partenariats économiques. Au Chili, l'insularité est aussi sanitaire puisque le SAG* y interdit l'entrée sur le territoire de tout produit agricole, animal ou végétal, non certifié par crainte d'une contamination des denrées nationales. Enfin, l'image positive dont jouit l'archipel de Chiloé dans l'imaginaire collectif chilien est là pour nous rappeler que ce pays s'organise en îlots de développement séparés par des déserts humains soit « *comme un ensemble de lieux*

formant système mais séparés les uns des autres dans l'étendue» ? (définition de l'archipel, Brunet, R., 1992).

Ces deux caractères nationaux fondamentaux invitent à replacer mon analyse à plus petite échelle en s'appuyant sur le concept de système. Car si l'insularité au sens figuré et son corolaire systémique, l'archipel, servent à décrire et surtout à analyser des combinaisons spatiales d'ailleurs souvent américaines (DOLLFUS, O., 1996 ; LEZY, E., 2000 ; THERY, H., 1996), c'est beaucoup plus rarement le cas pour les paysages. Pour certains même, « *le nœud entre paysage, culture et études régionales est l'aporie des tentatives contemporaines visant à repenser la dichotomie nature/culture ainsi que la division qui en résulte entre géographie physique et géographie culturelle* » (OLWIG, K.R., 2009). Le paysage serait devenu l'apanage de l'écologie et des sciences dures et aurait donc perdu sa substance politique en s'acoquinant avec un certain déterminisme.

Ce que je propose ici, autour des espaces ouverts et grâce à leur composante paysagère, c'est de se demander s'ils ne seraient pas à la base d'un système métropolitain qui les articule entre eux en les mettant en plus en relation avec l'échelle globale.

Partant de mes trois zones d'étude, on peut se demander si tous ces phénomènes étudiés changent de nature ou simplement en intensité en fonction de l'échelle d'observation (locale, régionale, nationale, mondiale), l'échelle métropolitaine étant à l'intersection de toutes les autres.

En d'autres termes, l'échelle locale n'est-elle que la manifestation du principal processus que connaît le Chili depuis 40 ans, à savoir, la libéralisation économique, ou au contraire ce processus y prend-il d'autres formes comme la résistance de formes de mise en valeur extensive ou le regain de solidarités immatérielles ?

Je répondrai à ces questionnements en montrant d'abord l'impact de l'échelle globale sur les espaces ouverts (8.1) puis comment l'échelle régionale métropolitaine peut s'imposer comme une échelle de référence dans la mesure où elle se situe à l'interface des différentes échelles, à la fois conçu, perçu et vécu par la majorité des acteurs rencontrés (8.2).

1. IMPORTANCE DE L'ECHELLE GLOBALE ET NATIONALE SUR LES ESPACES OUVERTS PERIPHERIQUES

A. L'Etat et la communauté internationale

Le Chili développe de longue date ses relations avec la communauté internationale. C'est ainsi que, dès 1955, il devient le siège de la FAO pour 33 pays latino-américains. Mais une anecdote résume bien les rapports ambigus entre le Chili et les institutions internationales qu'il s'agisse de la FAO, de l'UNESCO ou de l'OCDE. En avril 2012, le directeur chilien de la FAO, se fait cambrioler alors qu'il est absent de sa luxueuse maison de Vitacura. Les voleurs emportent un butin de 25 000 000 de pesos (environ 40 000 euros) en argent liquide, bijoux et montres de collection. Ce qui peut paraître comme un simple fait divers a provoqué un scandale dans le pays. L'éloignement qui marque le pays a longtemps provoqué un désir d'être le bon élève de ce type d'institution mais dans le détail les relations semblent paradoxales.

Ainsi, en 2010, le Chili entre dans l'OCDE mais en 2012 selon un classement établi par l'OCDE lui-même, il n'est classé qu'au 34e rang mondial sur 36 pays en termes de qualité de vie. Sur les 24 variables et 11 thèmes (revenus, travail, environnement, sécurité, habitat, santé, éducation, bonheur, communauté, engagement civil et équilibre entre travail et vie privée), ce sont l'environnement, l'éducation et les revenus qui font tomber le pays à ce rang, juste devant le Mexique et la Turquie (OCDE, 2012). Quant à l'UNESCO qui a développé de nombreux projets au Chili depuis 15 ans, elle estime que le pays est celui dont les habitants lisent le moins en Amérique latine (article *La Tercera*, le 3 avril 2012).

Par ailleurs, le développement dans le pays, et dans la région centrale en particulier, de projets issus d'instances internationales a parfois même des impacts négatifs. Des études ont bien montré le caractère excluant de la patrimonialisation sur le périmètre UNESCO dans le port de Valparaíso induit par l'augmentation des prix du foncier et le changement de pratiques urbaines (TRIVELLI, P., NISHIMURA, Y., 2010). La patrimonialisation UNESCO par la réserve Homme et Biosphère (PELENC, J, VELUT, S., 2012) du parc national de La Campana a été conçu en 2009 pour éviter à court terme les conflits de délimitation par un zonage *a minima* excluant les zones en cours d'urbanisation et le littoral. Mais son fonctionnement évite-t-il pour autant les conflits d'usage ? On peut en douter au regard des résultats du chapitre 6.

De nombreux chercheurs ont montré la portée paradoxale et conflictogène de la création de réserves naturelles imposées par des instances internationales ou étrangères (GUYOT, S.,

2003 ; VÁSQUEZ LEON, C.I., FERMÁN ALMADA, J.L., 2009). Pourtant, à propos de la réserve de biosphère du Golfe de Californie et du Delta du Rio Colorado créée en 1993, ces derniers écrivent : « *les réserves de la biosphère, selon la stratégie de Séville (UNESCO, 1995) sont conçues pour parvenir à un développement économique qui concilie la conservation de la biodiversité à la préservation des valeurs culturelles* ». On est donc là face à un paradoxe.

Il est difficile de faire un bilan pour la réserve de biosphère de La Campana-Peñuelas dont le zonage définitif n'a été validé qu'en 2009 mais selon C. Ortiz, administrateur du Parc National de La Campana, lors d'un entretien : « *si la création de la réserve permet de faire réfléchir un peu les gens sur les questions environnementales, ils n'ont pas été consultés lors de la création* », (entretien en mai 2012). L'instance chargée de la gestion reste également détachée des réalités concrètes de fonctionnement du parc comme par exemple les très faibles budgets alloués à la rémunération du personnel et à l'entretien.

Quant aux zones humides, si le Chili est membre du réseau RAMSAR de protection des zones humides depuis 1981, cette convention n'a à l'heure actuelle aucune valeur normative dans le pays et je n'ai pu que constater l'assèchement ou la dégradation de certaines d'entre elles comme l'*humedal* de Batuco ou celui de Mantagua. Au niveau local, les impacts sont donc mitigés.

Ainsi, le gouvernement chilien essaie de répondre aux exigences internationales des institutions auxquelles le pays appartient pour participer aux forums, pour recevoir des aides, etc. Mais il s'arrange la plupart du temps pour faire les choses à moindre frais en conciliant des intérêts et des échelles contradictoires.

B. Les grands groupes multinationaux et l'impact de leurs investissements sur les espaces ouverts

L'importance de l'échelle globale dans le pays est représentée également par le capital. En 2010, le Chili avait signé 52 accords bilatéraux commerciaux. Il s'agit d'un record d'ouverture économique pour un pays comme celui-ci même si l'on doit noter une forte captation par les grands groupes et des liens privilégiés avec certains pays.

L'un des axes majeurs de cette ouverture globale qui touche particulièrement les espaces ouverts est l'extraversion de l'économie agricole. La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau dans la région du fait de l'histoire coloniale du Chili et puisque jusque dans les années

1960, le Chili n'était pas autosuffisant sur le plan alimentaire et devait importer, notamment du blé à son voisin argentin, premier pays exportateur vers le Chili. En 1998 encore, 72,5% des importations chiliennes sont des importations de produits agricoles, dont 42,1% de produits non transformés et 57,9% de produits manufacturés, la situation inverse que pour les produits exportés (INE, 2010).

Cette ouverture aux marchés mondiaux est d'autant plus nécessaire que contrairement au Brésil ou à la Chine, le Chili ne dispose pas d'un marché de consommation assez grand pour absorber toutes ses productions.

S'il y a un autre domaine où s'exprime la globalisation de l'économie et ses liens avec l'échelle locale, c'est celui de la grande distribution. Deux enseignes principales se partagent le secteur au Chili : Jumbo et Líder. Si c'est cette dernière qui m'intéresse ici particulièrement c'est parce que sa stratégie touche particulièrement les périphéries métropolitaines en raison des superficies que ses hypermarchés requièrent, parce que c'est la plus ancienne et parce qu'en 2008, un hypermarché Líder a été créé à Quillota sur une ancienne friche ferroviaire et que cela a bouleversé les habitudes de consommation de toute la vallée (Figure 50).

A Quillota, l'emprise spatiale du Líder est particulièrement intéressante. En effet, au début des années 2000, quelques hectares de friches sont laissés à l'abandon dans le quartier du marché qui est aussi celui de l'ancienne gare de la ligne de train qui reliait Santiago, Quillota, Limache, Valparaíso dès le XIXe siècle (encadré n°1 et encadré n°4). Il s'agit donc d'une friche extrêmement bien située selon les critères de géo-marketing de l'enseigne : l'espace en question est à quatre pâtés de maisons à l'est de la place d'armes, adjacent au marché de fruits et légumes et surtout très proche de l'avenue 21 de Mayo et de son doublet autoroutier, le *Camino internacional*, les deux axes nord-sud qui permettent de relier toutes les communes de la vallée. L'emplacement représente aussi une niche économique puisqu'aucun hypermarché n'existe encore dans la zone au début des années 2000 et qu'il faut encore se rendre à Viña del Mar pour y faire des achats. De plus, dix années de développement de l'agriculture d'exportation dans la zone et l'arrivée d'urbains sur les *parcelas de agrado* ont créé un véritable marché pour ce type de commerce ouvert 7 jours sur 7 et jusqu'à 10 heures le soir – ce qui n'était pas le cas de la *feria*-, qui propose des facilités de paiement via les cartes de crédit, des produits plus conformes aux normes sanitaires et des emplois non-qualifiés. Le *Líder* finit même par devenir une forme d'espace public intégré dans le langage quotidien à tel point qu'on ne se donne plus rendez-vous

à la place d'armes ou à la « *ex-estación* » (ancienne gare) en ruines mais sur le parking du *Líder* où il est facile de se garer à toute heure, 700 places ayant été créées.

Le succès est tel qu'en lieu et place du *Parque Tecnológico y Científico Industrial* (PTCI) initialement créé en 2004 sur 7,7 hectares entre la gare désaffectée de Quillota et le *Camino internacional* sur des terres agricoles expropriées, à 500 mètres à l'est du *Líder* est finalement créé en 2008 un centre commercial autour d'un supermarché *Santa Isabel*.

L'objectif du parc tel que le présentait le maire de Quillota, Luis Mella, était pourtant d' « *attirer la science et la technologie dans la commune en développant un plan stratégique qui soit capable de la rendre concurrentielle à l'échelle régionale et de mettre en place une diversification de l'économie locale, Quillota étant « traditionnellement » mal pourvue en installations industrielles* ». A la place, c'est le concurrent direct de *Líder, Jumbo* appartenant au consortium *Cencosud S. A.* et présent en Colombie, au Pérou, en Argentine et au Brésil, qui crée un supermarché sous l'enseigne *Santa Isabel*. La cible commerciale est ici plus clairement les populations rurales généralement moins motorisées mais tout aussi friandes de type de mode de consommation sensé représenter l'urbain.

Encadré n° 13. L'enseigne de supermarchés *Líder* : symbole du glocal et d'une nouvelle urbanité sur les espaces ouverts ?

L'enseigne Líder existe depuis 1944 mais sous des noms différents bien qu'elle ait toujours appartenu à une même famille, les Ibañez, au sein du groupe *Distribución y Servicio*, D&S. Elle est à l'origine du premier supermarché du Chili et même d'Amérique latine avec la création en 1957 d'un supermarché à Providencia disposant d'un parking et de caisses à la sortie du magasin. Elle se met ainsi au service d'un nouveau mode de vie des classes moyennes fondé sur la consommation individuelle et l'automobile.
Mais c'est vraiment dans les années 80 qui sont celles du réel essor du libéralisme dans le pays que le groupe s'étoffe en créant des enseignes dans tout le pays, en Argentine et en créant une filiale dédiée à l'immobilier, SAITEC S.A. C'est qu'en effet, ces temples de la consommation de masse ont une forte emprise spatiale dans les périphéries métropolitaines surtout dans leur forme nouvelle : celle de l'hypermarché de 10 000 m² plus dédié à l'électroménager et aux vêtements qu'à l'alimentation. Ils abritent également d'autres commerces appartenant tous au même groupe comme des pressings, des cafés, des loueurs de vidéos, des pharmacies… Le succès est tel que dès 1995, le groupe rentre en bourse.
Les années 2000 voient l'entrée sur la scène internationale du groupe qui rachète les quelques enseignes Carrefour présentes dans le pays, créé la carte de crédit Presto et surtout en 2008 après deux OPA est rachetée par le groupe Wal-Mart, plus grand distributeur du monde. D&S devient alors fin 2010, Wal-Mart Chile, (site internet du groupe). Ce rachat s'opère quelques mois après que D&S a proposé de racheter la *holding* Falabella spécialisée dans les grands magasins mais ayant également des filiales bancaires, d'assurances… Le groupe serait alors devenu le plus grand distributeur d'Amérique latine mais le tribunal de défense de la libre-concurrence a trouvé contraire au bon fonctionnement du marché.
Si les cibles du groupe sont très clairement les classes moyennes (ABC1, C2, C3 pour reprendre la classification socioprofessionnelle détaillée dans l'encadré n°8), de nouvelles enseignes *discount* comme Ekono ont été créées à destination des groupes plus modestes, surtout en ville.

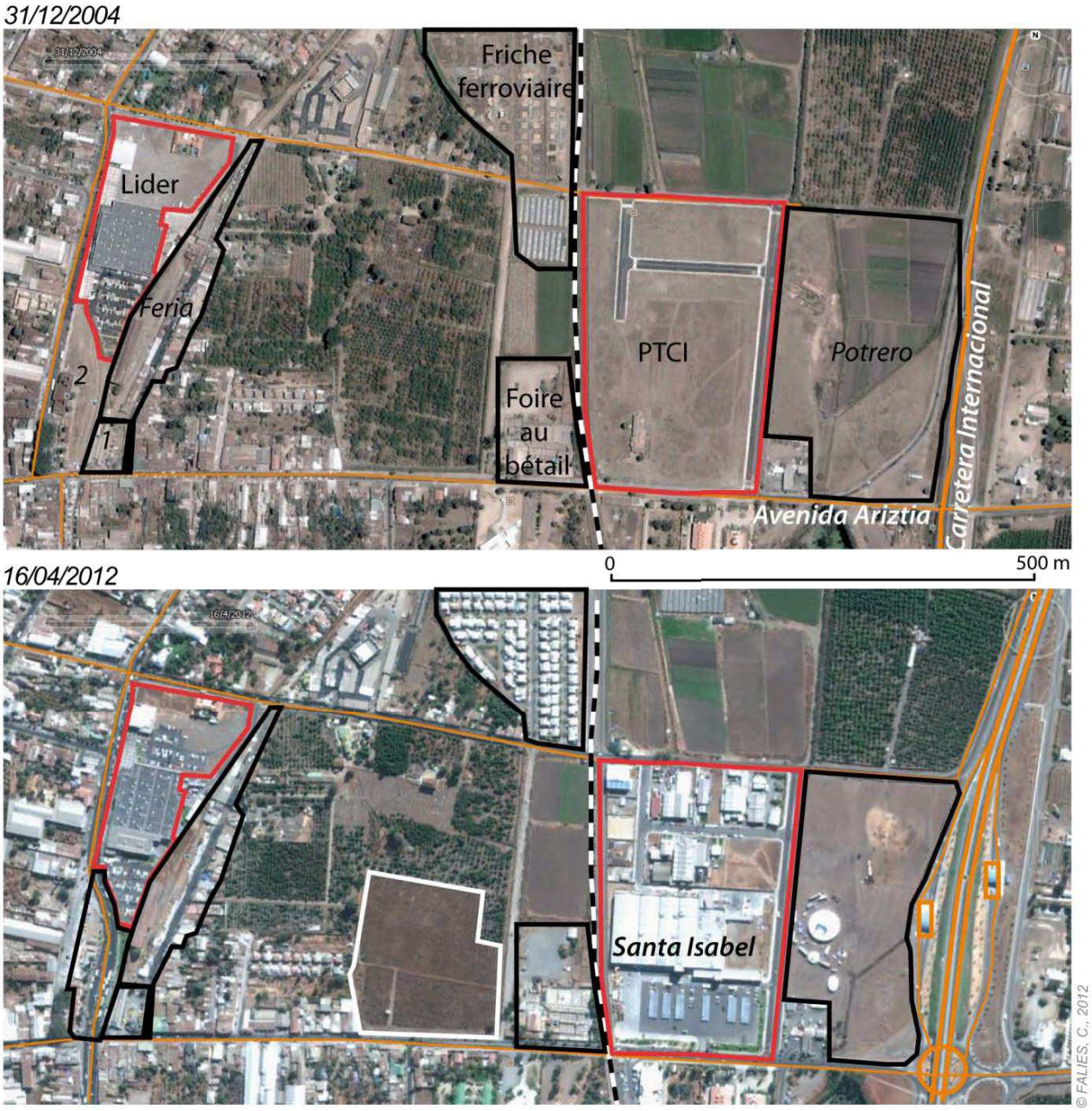
Le groupe subit des critiques – surtout depuis le début des années 2010 et son rachat par Wal-Mart- notamment en raison d'une politique du travail anti-syndicale et particulièrement flexible et à cause de l'agressivité de la politique de l'enseignement sur le crédit à travers la carte Presto. De plus, l'enseigne a réussi à créer un *mall* en plein centre de l'ile de Chiloé à Castro dont l'architecture et le mode de consommation contrastent violemment avec les habitudes de l'île (RUIZ TAGLE, J., 2012).
Le groupe continue pourtant de se développer notamment en périphéries même lointaines des grandes agglomérations de Santiago, Valparaíso, Viña del Mar, Concepcion… notamment au travers d'un nouveau concept : celui d'*Espacio urbano* ou espace urbain proposant une version post-moderne, édulcorée et privée d'espace public autour de promenades et de places bordées de magasins de vêtements et de restauration.

Ceci explique que le supermarché mette en place dès 2008 un système de navettes pour aller chercher les gens, des femmes en général, dans le secteur de La Palma où ne passe qu'un seul bus par jour, en plus de celui affrété par la PUCV qui y a sa faculté d'Agronomie et des taxis collectifs (1 sur la Figure 50) dont la station se situe à l'entrée du *Lider*.

Cet exemple montre bien comment la compétition établie entre deux grands groupes côtés en bourse peut s'exercer directement sur les espaces ouverts à la jonction même de l'espace rural (*Santa Isabel*) et de l'espace urbain (*Líder*) sans aucune régulation par les pouvoirs publics qui même s'ils ont un projet de développement préalable finissent par renoncer en faveur d'un espace planifié par le privé : l'ancienne gare désaffectée (2 sur la Figure 50) a depuis été détruite et remplacée par une galerie culturelle privée. Quant à l'espace cerclé de blanc sur la Figure 50, on peut imaginer que s'y prépare un projet car la plantation d'avocats qui y était en 2004 a été arrachée en 2010. Le *potrero** limitrophe du *Camino Internacional* résiste en ayant rétréci cependant devant l'élargissement de la route à deux fois deux voies et surtout l'implantation de péages autoroutiers. Quant à la *feria* de fruits et légumes et à la foire au bétail d'importance régionale dans les deux cas, elles se sont maintenues en l'état mais sont incluses en 2012 dans un tissu de constructions de plus en plus dense.

On a vu également comment l'argument global du réchauffement climatique pouvait être invoqué localement comme quand Jorge C. tente de paralyser la signature du PREMVAL portant sur l'ensemble dunaire de Ritoque sous prétexte qu'en raison de la fragilité sismique du Chili et du changement climatique global, l'aléa de submersion paraît de plus en plus inquiétant. L'échelle globale est donc brandie comme un argument face à la construction en bord de mer.

Figure 50. Impact des centres commerciaux sur les espaces ouverts à Quillota : changement d'uages des sols et fermeture entre 2004 et 2012 (source : Google Earth)



Cependant, le Chili connaît un ralentissement de sa croissance depuis 2010 lié à trois facteurs principalement. Premièrement, le Chili est un petit pays en tant que marché de consommation (contrairement au Brésil et même à l'Argentine) et dépend donc très fortement de ses exportations. Or ses exportations notamment agricoles pourraient stagner voire baisser en cas d'aggravation de la crise en Europe qui est le premier partenaire commercial du pays. Deuxièmement, dans ce contexte global, l'économie du pays dépend beaucoup du cours des matières premières notamment du pétrole et du cuivre dont la Chine absorbe 40% de la

production annuelle. Mais la Chine connaît elle-même un ralentissement relatif de sa croissance économique. L'économie dépend aussi beaucoup du crédit pour financer ses projets et comme de plus en plus de pays y ont recours, les économistes craignent une diminution des lignes de crédit pour le pays. Troisièmement, les vives contestations sociales liées aux dysfonctionnements du système libéral dans les domaines de l'éducation (KEMPF, H., 2011), de la santé et de l'environnement (ROMERO, T., H., ROMERO, A., H., TOLEDO, X., 2009) qu'a connues le pays ces dernières années et particulièrement en 2011 peuvent faire évoquer une réelle crise sociale.Ce contexte peut-il avoir une incidence sur les espaces ouverts qui resteraient comme des réserves en attendant le retour à une situation plus stable ?

Outre les impacts très directs des agendas, des classements boursiers et des cours mondiaux sur les espaces ouverts périphériques, c'est bien l'échelle métropolitaine qui semble servir d'escalier, de voie de communication entre le local et le global qui ne se rencontrent pas toujours aussi violemment que dans les cas précédemment développés.

2. A L'INTERFACE, L'ECHELLE DE LA REGION METROPOLITAINE : LA FIGURE DE L'ESCALIER

A. Redécouvrir la région II

Déjà en 1974, mais il renouvelle cette invitation en 1999 lors de la deuxième édition de *La Région, espace vécu*, A. Frémont exhorte les géographes, puis dans un contexte national et fort de son rôle à la DATAR, les politiques, à « redécouvrir la région ». Pour lui, cela consiste à « *chercher à la saisir là où elle existe, vue des hommes* » puisque fondamentalement la région est cet *« espace vécu, vue des hommes, espace intermédiaire entre les lieux de l'immédiate quotidienneté et les territoires plus lointains, entre la réalité des contraintes économiques et l'utopie des rêves, entre l'ici qui retient et l'ailleurs qui appelle* ».

Si la référence me paraît pertinente ici malgré son évident anachronisme, c'est que le Chili, Etat unitaire, a connu comme la France une décentralisation par régionalisation en 1974. Cette régionalisation est souvent perçue comme un échec et ce, surtout, car elle ne semble pas être la base d'une identité propre (BOISSIER, 2005). En effet, l'identification à un territoire régional est souvent précaire et sa formation se base sur des critères économiques qui lui donnent toute sa légitimité. « *Les entités créées ne découlant pas de l'appropriation de leurs populations ne*

pouvaient prétendre à une quelconque qualité territoriale. La multiplication de projets autour de « l'identité régionale », que l'on a rencontrée dans tous les documents de stratégies des régions au début des années 1990 servait le plus souvent à illustrer l'absence de ferment collectif, puisque l'identité était présentée comme « à construire » », (AMILHAT-SZARY, A.-L., 2000).

Mais l'identité régionale doit-elle venir d'une construction ? « *Nous sommes habitués à l'idée d'une région comme un sous-espace largement élaboré, comme une construction stable. Cependant, la région est moins le résultat de la longévité d'un édifice, que la cohérence fonctionnelle qui la distingue des autres entités, voisines ou non.* » (SANTOS, M., 1996).

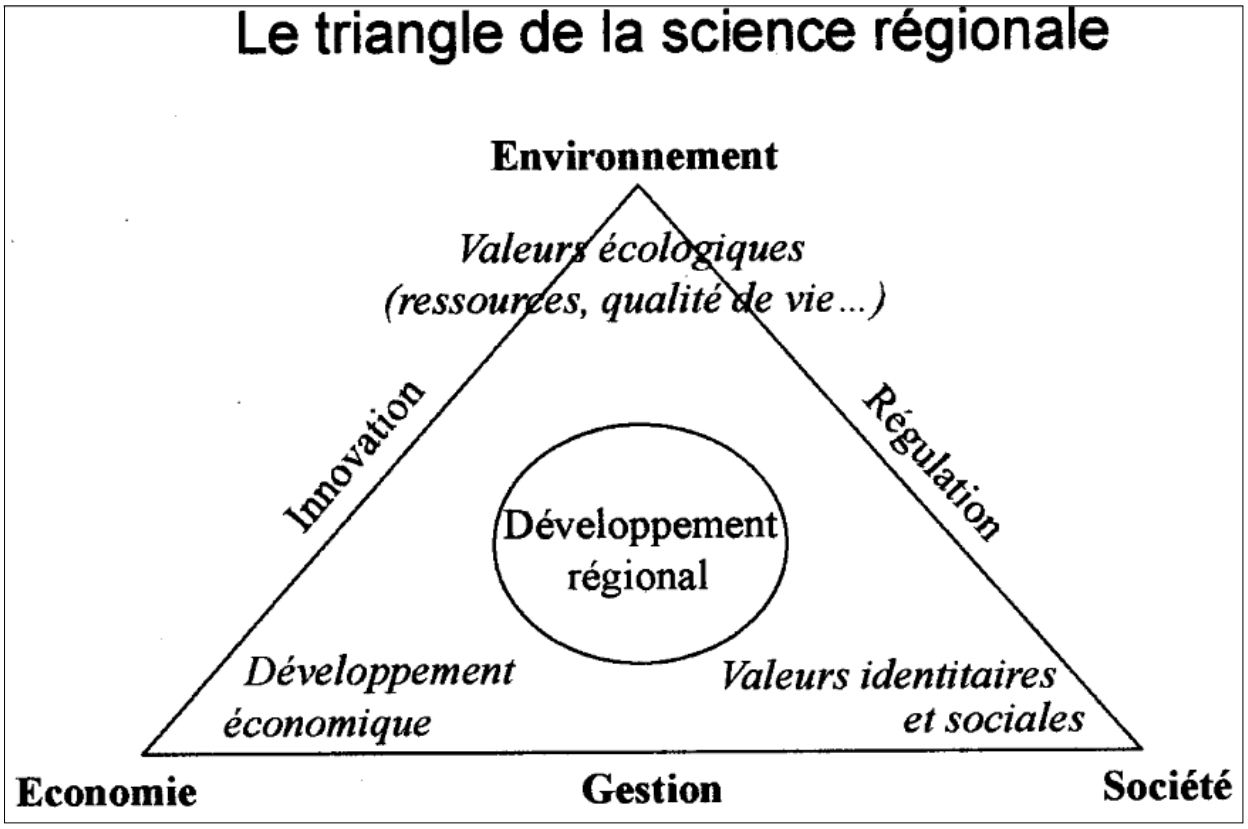
Un rapport de la Banque Interaméricaine de Développement publié à l'occasion de l'entrée du Chili dans l'OCDE écrit même : « *Le pays a d'importants défis à résoudre en matière de décentralisation. C'est pour cette raison qu'en 2009 ont été signés un ensemble de modifications constitutionnelles et de nouvelles lois sensées avoir un impact positif sur le processus de décentralisation. Parmi les plus importantes modifications Figurent : 1. L'élection directe des membres du conseil régional 2. L'opérationnalisation des transferts de compétence du gouvernement central vers les gouvernements régionaux 3. La participation des municipalités aux agendas politiques 4. La création d'associations intercommunales à diverses fins mais avec une personnalité juridique qui leur sont propres 5. L'identification d'aires métropolitaines avec une administration. Cependant, elles n'ont toujours pas été mises en place.* » (VALENZUELA, J. P., 2010).

Tout le monde semble donc s'accorder sur le même constat de la région comme d'un paradoxe néo-libéral qui existe d'un point de vue administratif mais fait souvent figure de coquille vide devant les intérêts supérieurs de la globalisation ou de l'Etat.

Mais existe-t-il un remède et la région redécouverte ne peut-elle pas s'avérer être le chaînon manquant de la production de l'espace comme le propose A. Bailly (Figure 51) ?

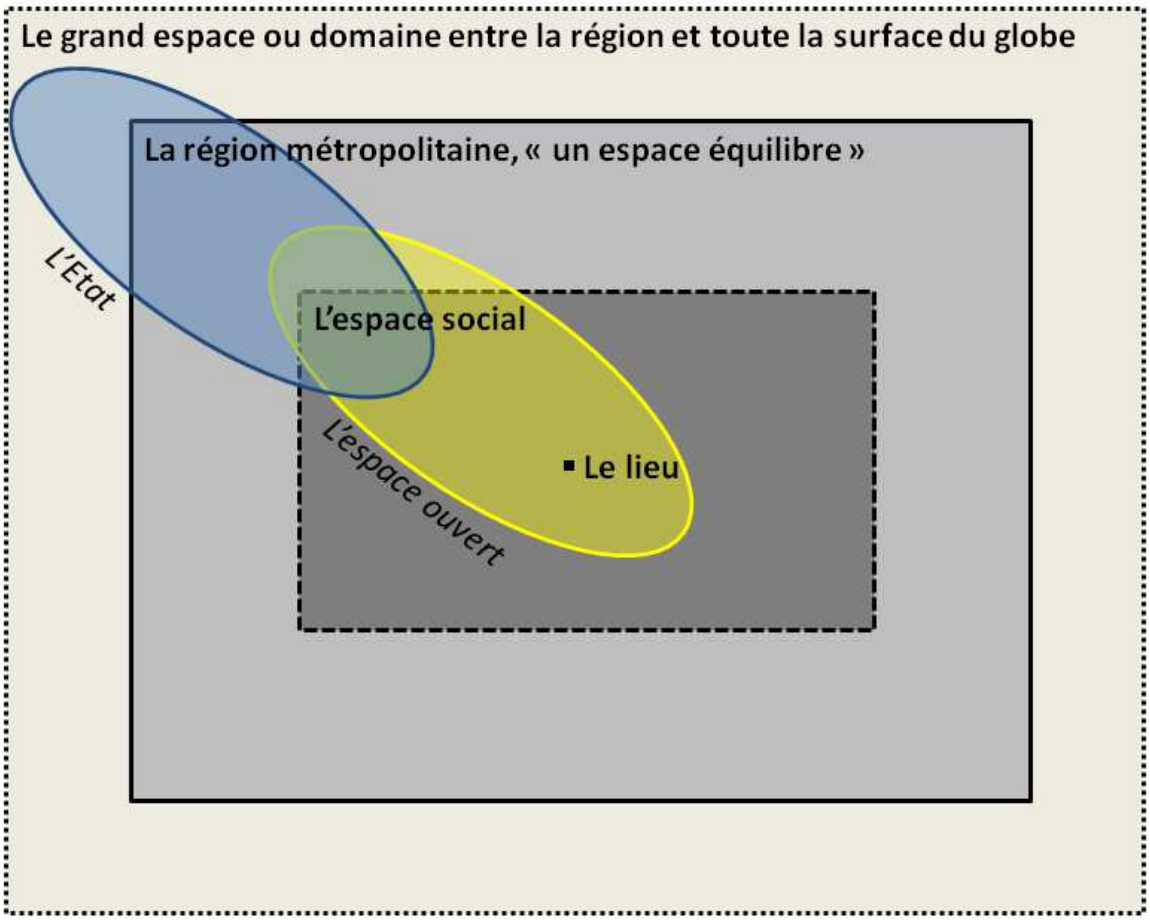
Le spécialiste de géographie régionale place ici la région au centre d'un triangle constitué par l'économie, la société et l'environnement et plus intéressant encore au cœur des trois valeurs présentées dans le chapitre 5, valeur environnementale, valeur sociale et valeur marchande (Figure 33). Si l'on spatialise ce schéma (Figure 52) en s'inspirant de la présentation scalaire que fait A. Frémont dans la préface de *La région, espace vécu* on retrouve la région comme intermédiaire entre le monde ou une partie du monde et l'espace social ou encore comme charnière politique ou d'action, entre l'espace ouvert et l'Etat.

Figure 51. « Le triangle de la science régionale », (BAILLY, A., 2009)



Pour trois géographes chiliens, il s'agit aussi de redécouvrir la région en distinguant et en reconnectant deux de ses aspects, l'aspect administratif présent dans le fonctionnement légal des Régions de Valparaíso et de Santiago et prévu par la régionalisation et le régionalisme, sa version politique et citoyenne. Ils écrivent ainsi : « *Le développement de formes flexibles et l'échelle adaptable du régionalisme (entendu comme la contrepartie politique de la régionalisation administrative), requiert nécessairement des communautés locales mobilisées, attentives,* empowered*, pour entreprendre la défense de ses droits et de ses intérêts. Sans présence citoyenne, les schémas alternatifs ou flexibles de division politico-administrative resteraient lettre-morte. La nouvelle régionalisation, comme acte politico-administratif, a besoin de l'appui du régionalisme en tant que fait politique soutenu par l'activation de la société civile.* » (SABATINI, F., ARENAS, F., NUÑEZ, A., 2011). C'est également ce qu'appelle de ses vœux S. Boissier quand il prône un « *développement dans le lieu et dans les mains des gens* », (BOISSIER, S., 2004).

Figure 52. La région « espace vécu », la région échelle charnière



C. FALIES, 2013

Or, à travers la revendication nouvelle de valeurs (chapitre 5) et l'affirmation corrélée de mouvements citoyens (chapitre 6) autour des thèmes environnementaux et sociaux qui touchent en premier les espaces ouverts, c'est bien à une nouvelle région que l'on aboutit. Une région habitée, vécue, transitée, fonctionnalisée même, mais qui s'affirme « depuis le bas » plus qu'elle ne « s'impose depuis le haut ». Ce n'est qu'à cette condition, que replacés à l'échelle métropolitaine auxquels ils participent souvent malgré eux, ils pourraient à son image, constituer non seulement une échelle de réflexion mais aussi une réelle échelle d'action c'est-à-dire en une échelle politique comme le propose Gilles Antier (ANTIER, G., 2010). Ainsi, la région pourrait être mieux bornée et c'est pour cela qu'on a indiqué un trait plein sur la Figure 52. Pas au sens de l'imposition de limites, de frontières mais au sens où elle pourrait légitimement devenir une réelle échelle de gouvernance avec ses prérogatives, ses domaines d'action et pourquoi pas ses électeurs puisque ses acteurs la parcourre quotidiennement et abondamment.

B. La métropole comme région, un système d'espaces ouverts ?

Or la région est un système avec des coordonnées, fait d'espaces, de relations entre les espaces, de dynamiques, et de représentations. Tout comme une métropole. D'ailleurs, le terme de système est fréquemment employé quand il s'agit d'échelle métropolitaine, le système ayant semble-t-il « besoin » d'espace pour se déployer ou en tout cas pour être analysé. Le problème c'est qu'il est souvent abusivement utilisé.

Ainsi des textes officiels parlent simultanément de *sistema de evaluación de impacto ambiental*, de système d'espaces verts, de système de pistes cyclables… Cette représentation systémique est aussi celle qui a du reste été adoptée en 2008 par le nouveau Plan Régulateur Métropolitain de Santiago dont l'objectif à échéance 2030 est d' « *obtenir une capitale plus verte et plus intégrée […] et un système d'aires vertes* ». Et en 2009, dans le programme public d'investissement régional pour la Région de Valparaíso, l'intendant, Ivan de la Maza utilise 54 fois le terme de système dans un rapport de 199 pages pour qualifier des ensembles aussi variés que l'eau potable, l'électricité, les transports et la protection sociale mais il parle aussi de *Sistema de Información de Valparaíso* (SIRIV), de *Sistema Nacional de Certificación Ambiental* (SNCAE) et même de système commercial.

En fait, le terme de système est employé à la place du mot réseau et avec une acception souvent très technique en désignant presque toujours l'échelle métropolitaine.

Le principe est toujours le même et simplement renouvelé au fil des projets. On fait dresser un *cadastro* - qu'on pourrait traduire par bilan ou relevé - des éléments existants du système à une date *t*, qu'on rend accessible par la loi de transparence mais qui devient caduc et périmé dès lors qu'il est publié.

Il en va ainsi du projet OTAS, *Ordenamiento Territorial Ambientalmente Sustentable,* mis en place par une collaboration entre le Gouvernement Régional de la Région Métropolitaine de Santiago et l'agence de coopération technique allemande GTZ[107].

Il commence par un relevé des 33 « *espaces verts mis en place et à mettre en place en zone urbaine et rurale* » dans toute la Région Métropolitaine (GORE, 2008) distinguant 19 parcs intercommunaux comme le parc O'Higgins, 9 parcs métropolitains dont 4 parcs créés sur des *cerros* à l'intérieur des limites de l'agglomération comme le parc *Cerro Cementerio* et 5 « *áreas de valor natural* » dont l' « *humedal de Batuco-Chicauma* », (annexes 12 et 13). Le terme

[107] http://otas.gorerm.cl/gore/home.aspx

d'« *áreas de valor natural* » est déjà utilisé dans le PRMS et prend en compte les aires de préservation écologique (dont les zones boisées protégées et les sanctuaires naturels) prédéfinies par la CONAF à l'intérieur du SNASPE, *Sistema Nacional de Áreas Silvestres Protegidas del Estado.* On peut voir sur la figue 53 la spécificité de l'*Humedal de Batuco* qui ne correspond à aucune de ces catégories mais qui est simplement une zone où la chasse est interdite. Par contre, y est fait mention de la postulation en tant que *Sitio Prioritario para la Conservación de la Diversidad Biológica* qui est encore une autre catégorie proposée par la CONAMA. Le relevé y recense également les infrastructures en place (« *chemins de terre, barbelés, exploitations agricoles, maisons de maîtres, bâtiment d'exploitation, maisons, lignes à haute-tension* ») et l'absence d'un plan de gestion de l'ensemble de même que le statut privé des terres. On y évoque les conflits environnementaux de l'année 2007 et le fait que des études continuent d'y être menées.

Encadré n° 14. **Catégories de protection, préservation et conservation du SNAPSE, *Sistema Nacional de Áreas Silvestres Protegidas del Estado* (source : CONAF)**

Parcs nationaux : vastes aires où coexistent différents environnements uniques ou représentatifs de la biodiversité naturelle du pays, non altérée de façon significative par l'action humaine, capables de développement endogène et où les espèces de flore et de faune ou les formations géologiques présentent un intérêt éducatif, scientifique ou récréatif particulier. L'objectif y est la préservation des milieux naturels et de traits culturels ou paysagers qui leurs sont associés, le prolongement des processus endogènes et dans la mesure où elle s'avère compatible, la réalisation d'activités éducatives, de recherche et de loisirs (CONAF, 2003).
Réserves nationales : aires dont les ressources naturelles rendent nécessaires la conservation et la prise en charge méticuleuse pour éviter leurs dégradations ou pour leur importance dans le bien-être de la communauté. L'objectif y est la conservation ou la protection de la ressource sol et des espèces de faune et de flore menacées, l'entretien ou l'amélioration de la production hydrique et l'utilisation de technologies responsables (CONAF, 2003).
Monuments nationaux : lieux plus qu'aires en raison de leurs tailles réduites caractérisés par la présence d'espèces de flore et de faune endémiques ou par l'existence de sites géologiques particulièrement intéressants d'un point de vue paysager, culturel ou scientifique. L'objectif est de préserver le milieu naturel, culturel et paysager, et d'y développer, dans la mesure où elle s'y avère compatible, la réalisation d'activités éducatives, de recherche et de loisirs. (CONAF, 2005).
Les Sanctuaires naturels : sites terrestres ou marins qui offrent des possibilités particulières pour l'étude ou les recherches géologiques, paléontologiques, zoologiques, botaniques ou écologiques ou qui possèdent des formations naturelles dont la conservation présente un intérêt pour la science ou pour l'Etat, (Loi n°17.288 de 1970).

A l'image de ce relevé réalisé pour Batuco (Figure 53), la plupart des relevés restent lettre-morte. En effet, comme le fantasme d'aménagement est d'envergure métropolitaine, on

cherche à avoir la vision la plus harmonieuse possible de tous les espaces composant le territoire. Des études sont donc menées avec l'application consciencieuse d'une méthodologie souvent explicitée mais qui a deux défauts principaux. La méthodologie est peu suivie dans le temps car chaque intendant veut la renouveler pour marquer son mandat et elle multiplie les appellations : ainsi un même espace peut être « aire de valeur naturelle » pour le Gouvernement Régional, « sanctuaire naturel » pour la CONAF, « site prioritaire de conservation pour la diversité Biologique » pour la CONAMA et évaluée par le SAG car située en zone rurale.

Selon M. BASTIAS (CONAMA), C. DIAZ, I. BENOIT et M. VILLANUEVA (CONAF), dans des propos relevés lors d'entretien en 2010 et en 2012, la création d'un ministère de l'environnement n'y a rien changé et n'a pas contribué à unifier le vocabulaire et la méthodologie d'approche de ces espaces. A trop vouloir distribuer les responsabilités aux uns et aux autres, plus personne n'est responsable, ce qui revient *in fine* à attribuer le dernier mot au propriétaire des lieux. C'est ce qui s'est passé en 2010 lorsque le propriétaire de l'*Humedal de Batuco* a décidé de vider la zone en eau pour irriguer ses cultures ou quand le propriétaire des Dunes de Concón a décidé d'en interdire l'accès par des grilles.

L'approche systémique appliquée à l'espace se contente bien souvent d'un relevé descriptif parfois même exhaustif de ce qui se trouve dans un lieu à un moment donné mais qui se périme dès lors qu'il est publié en raison aussi des rythmes rapides des processus dans les marges métropolitaines.

Comme dans un Système d'Information Géographique, le terme de système renvoie plus souvent à la multiplication des couches d'information les unes sur les autres qu'à une réelle réflexion sur l'agencement des espaces entre eux à l'échelle métropolitaine.

Il en va ainsi de la carte proposée en 2002 par le projet OTAS (cf. ANNEXE 12) et du zoom qui en est extrait concernant la commune de Lampa (Figure 42).

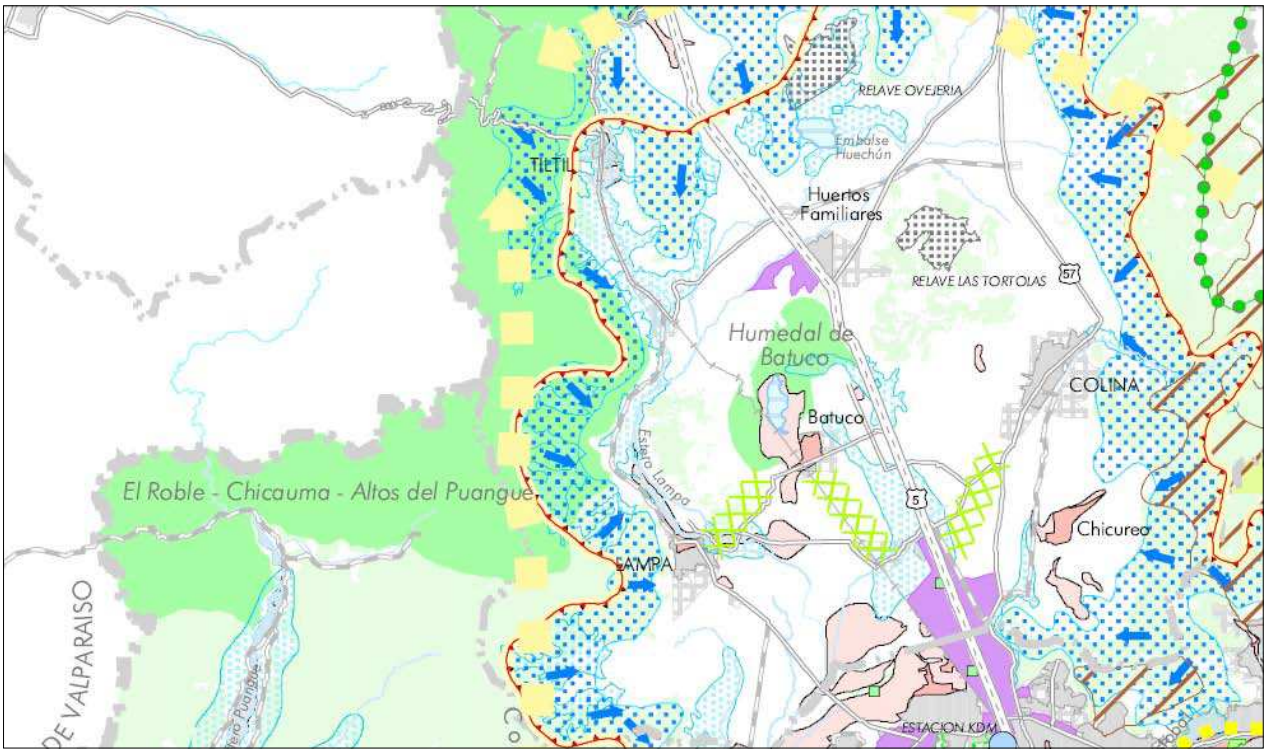
Le site présentant des cartes de la Région Métropolitaine de Santiago réalisé par la GTZ et l'Université du Chili lui permet de « posséder une banque d'information territoriale de portée régionale très ample et très variée », certes, mais quand on regarde dans le détail on se rend compte que l'information est caduque voire erronée.

En effet, l'intégralité de la zone humide apparaît comme une aire de préservation alors que nous avons vu qu'en fait il n'en est rien. Deux zones sont indiquées comme étant des zones à risque d'inondation or il n'en est rien puisqu'à la fois le corps d'eau est presque asséché et que le

cours d'eau Lampa est asséché depuis au moins quatre ans. Enfin, des deux aires d' « espaces libres entre des centres urbains » indiquées, la majorité est presque intégralement déjà construite ou en passe de l'être.

A part dans la carte sur les transports l'échelle macro-régionale n'est jamais convoquée notamment sur des problématiques environnementales reliant à l'évidence les deux régions administratives notamment autour du massif de la Cordillère de la Côte (cf. ANNEXE 13).

Figure 53. Planification durable dans le nord-ouest du PRMS de Santiago (légende ANNEXE 12 ; source : OTAS, 2002)



On est donc bien loin du concept de combinaison régionale prônée par A. Frémont (une structure, des interrelations, une dynamique, une image) qui veut qu' « *étudier un espace régional, c'est saisir une dynamique autant qu'un état »* et qui voudrait réhabiliter l'étude du paysage à cette échelle (FREMONT, A., 1974) ou même de système régional d'un nouveau type proposé par les géographes chiliens (SABATINI, F., ARENAS, F., NUÑEZ, A., 2011). Ils écrivent même que les « *velléités expansives et homogénéisante par lesquelles se sont construites notre Etat-nation paraissent dépassées, et l'époque actuelle indique plutôt que le futur sera celui d'un pays qui devra construire son unité à partir de la diversité* ». Ils ajoutent enfin que « *le Chili a été*

un Etat-nation construit depuis le Centre, un territoire occupé et contrôlé depuis Santiago. Le pays a consisté en un ensemble de groupes qui ont dû sacrifier leurs propres notes et leurs caractères pour l'unité et le rayonnement du Chili. Mais il semble que cette époque, sans crainte d'exagérer, touche à sa fin. »

- *Conclusion du chapitre 8 - Les espaces ouverts : miroirs grossissants de la mondialisation et planchers de la métropolisation*

Les espaces ouverts sont l'objet d'enjeux qui dépassent largement le cadre local notamment en raison de la faiblesse de l'intervention de l'Etat en ce qui les concerne. En effet, un « *Etat délibérément affaibli dans ses fonctions et ses moyens ne peut que transmettre ces mêmes faiblesses à ses Régions : elles aussi doivent accepter leur « subsidiarité » face aux décideurs privés, elles aussi affectent les maigres ressources, dont l'Etat continue d'ailleurs de décider pour elles, à créer en priorité un milieu aguicheur pour l'investisseur potentiel* » (AMILHAT-SZARY, A.-L., 1999). Ainsi, l'auteur parle de la région comme d'un paradoxe néolibéral qui existe mais fait parfois figure de coquille vide bien que l'échelle régionale ait été très prisée dans la décennie 2000 (PASTOR, M., LESTER, T. W., SCOGGINS, J., 2009). Si l'on descend encore d'un échelon scalaire, on peut également affirmer que la faiblesse de l'Etat est également transmise aux espaces ouverts.

Pourtant pour certains dont le groupe de chercheurs de l'Université de Berkeley « *Building Resilient Regions »,* l'échelle métropolitaine (évoquée dans la quatrième et la cinquième proposition du rapport de la BID précédemment cité) permettrait d'assurer la durabilité de vastes systèmes urbains menacés d'éclatement.

Les espaces ouverts étudiés permettent donc la réalisation de phénomènes mondiaux mais à l'échelle locale dans la mesure où, là encore, ils donnent la place à de nombreux projets de se réaliser. C'est ainsi qu'à Buenos Aires, « ville ouverte », la « *refonctionnalisation des grands « vides » urbains en position centrale a été permise par la reprise économique et la venue massive d'investissements étrangers et nationaux dans un secteur – la construction – longtemps paralysé par la crise des années 1980* » (PREVÔT-SCHAPIRA, M.-F., 2001). En cette qualité, ils semblent faire office de plates-formes à la métropolisation définie comme un ensemble de transformations rapides, fonctionnelles et morphologiques des agglomérations dans lesquelles les « *phénomènes de connectivité tendent à l'emporter sur les relations de proximité* », (ELISALDE, B., 2004).

La question qui reste ouverte est donc plutôt la suivante : à travers les espaces ouverts dont j'ai analysé la production parfois récente dans le cadre précisément de la métropolisation, doit-on parler d'un modèle de systématique captation de la ressource périphérique par les centres ou n'y aurait-il pas également une possible redistribution des centres à leurs environnements proches devenant ainsi autonomes afin notamment de produire des métropoles compétitives selon les critères mondiaux de durabilité, de superficies d'espaces verts, de qualité de vie… ?

En d'autres termes, quels sont les liens de dépendance voire de domination entre les échelles dans un contexte où l'on privilégie plus les projets urbains que les subventions au monde rural car ils ont plus de chances d'aboutir et surtout d'être médiatisés ?

Les espaces ouverts ne sont-ils pas aussi en tant que tels et quels que soient leurs agencements politiques des espaces d'innovation ?

- Chapitre 9 - QUELLE OUVERTURE POUR LES ESPACES OUVERTS ?

Comme on a pu le voir, il y a un lien très net au Chili entre croissance économique et croissance urbaine, une grande partie du capital accumulé étant investie dans la pierre ou plutôt dans le ciment parasismique et ce, en général, au détriment des espaces ouverts. Cependant, comme en atteste la réunion d'un comité anti-crise en mai 2012 au palais présidentiel de La Moneda, le pays semble préoccupé à la fois par la crise financière et économique mondiale et par une crise sociale nationale tant démographique qu'idéologique.

D'ailleurs, lors d'un colloque en Sorbonne tenu le 19 et le 20 novembre 2009 et intitulé « les Amériques face à la crise », J.-M. Blanquer avait insisté sur le lien particulier entre l'Amérique et les crises en raison des liens anciens et profonds avec la mondialisation. Bien que sans commune mesure avec la crise argentine de 2002, le Chili connaît tout de même un ralentissement significatif de sa croissance économique.

Le ralentissement de la croissance économique voire la crise vont-ils donc alors se traduire par une diminution de la croissance urbaine au profit des espaces ouverts qui pourraient acquérir par là une nouvelle valeur, « *en tant qu'espaces originellement ruraux devenus un bien rare, un bien cher, une base d'investissements spéculatifs* », (GEORGE, P., 1971)? Ou, comme E. Morin l'a affirmé, lors du même colloque évoqué plus haut, « *aujourd'hui toutes les crises s'imbriquent : crise de la ville, des campagnes, de la vie quotidienne* » ?

Le Chili est-il capable de trouver dans ces espaces ouverts et à travers une conception spatiale renouvelée à la fois par la crise, les séismes et les préoccupations environnementales, un véritable atout en terme d'aménagement et une ressource en termes économiques comme semblent l'esquisser quelques projets pionniers élaborés pour la capitale et quelques entretiens avec des acteurs du territoire chilien ?

Dans ce dernier chapitre, je souhaite mener plus généralement une réflexion sur la possibilité de repenser la relation des sociétés à l'espace en-dehors de la dichotomie nature/culture ou des rapports de domination intrinsèquement liés au capitalisme comme y invitèrent précocément les textes d'E. Reclus. P. George dans son ouvrage sur *L'environnement* publié en 1971 se place dans cette filiation quand dans la conclusion de son ouvrage il évoque le besoin de repenser cette relation en rappelant l'« *urgente nécessité de distinguer ce qui est*

diversion à l'égard d'autres problèmes économiques et sociaux tout aussi préoccupants, ce qui est recherche de nouveaux profits et même de sauver l'intégrité de l'environnement de ce qui relève d'une recherche objective des modifications apportées dans l'écologie de l'homme par les mutations imposées à son milieu et à ses propres métabolismes ».

H. Lefebvre s'interroge même sur les conditions capitalistes de production des espaces ouverts qu'il désigne comme « *ces espaces qui ne rapportent rien de déterminé à personne (bien qu'ils apportent à tous du plaisir)* », (encadré n°15).

Encadré n° 15. Lefebvre sur la croissance

« *Les possesseurs de voitures automobiles (individuelles) disposent d'un espace qui coûte peu à chacun d'entre eux, bien que la « collectivité » l'entretienne à grands frais. D'où l'extension du nombre des autos, qui fait l'affaire du « lobby » des fabricants de bagnoles, et qui réclament constamment l'extension de cet espace ; et ainsi de suite. La consommation productive de l'espace (productive notamment de plus-value) reçoit des subventions et trouve des crédits énormes. Un tourniquet de plus, un enclos vicieux auxquels les optimistes attribuent un rôle « régulateur » ; ces « systèmes », effectivement « auto-régulent » cette société à condition d'accepter les effets d'entraînement. Passons. Quant aux « espaces verts », aux arbres, aux places qui ne sont pas des carrefours, aux parcs dans les villes, ils apportent certains agréments à l'ensemble de la « collectivité », mais qui faire payer ? Comment et de qui exiger les péages ? Ces espaces qui ne rapportent rien à personne de déterminé (bien qu'ils apportent à tous du plaisir) ont donc tendance à disparaître. La consommation non productive ne suscite pas d'investissements, car elle ne produit que de l'agrément. Alors que la consommation d'armes et armements divers, la plus improductive de toutes, y compris celle des fusées et missiles, investit des sommes colossales. Le processus contradictoire va vers le cisaillement, la dégradation, voire la destruction de l'espace urbain pour deux procédures : l'extension des parkings, parkways, expressways, garages – l'amenuisement des espaces plantés, du nombre des parcs, privés ou non, etc. La contradiction s'instaure entre la consommation productive (de plus value) de l'espace, et sa consommation productive d'agrément, donc improductive. Entre les « utilisateurs » capitalistes et les « usagers » appartenant à la collectivité. Cette analyse s'inspire de A. Sauvy (*Croissance Zéro ?*), qui s'abstient d'en déceler les contradictions* ». (LEFEBVRE, H., 1974, VI, 7, p. 415)

Si j'aborde ces réflexions de certains grands penseurs de l'espace à réfléchir à un infléchissement ou à un changement de modèle de société, c'est qu'elles se retrouvent bien souvent au Chili sur les espaces ouverts à travers des pratiques alternatives comme l'agriculture biologique, la formation de communautés écologiques ou le fonctionnement en réseaux. Elles peuvent même prendre la forme d'une orientation vers les théories de la décroissance structurée autour de cinq propositions renouvelées par S. Latouche (remodeler l'espace-temps ; travailler moins pour vivre mieux ; réduire les distances, retrouver la lenteur ; retrouver le local ; le temps à reculons) (LATOUCHE, S., 2010). L'échelle de mise en place de ces théories est celle de la biorégion ou écorégion définie comme un « *ensemble complexe de systèmes territoriaux*

locaux, dotée d'une forte capacité à l'autosoutenabilité écologique, ces « villes de villes » voire ces « villes de villages » visant à la réduction des déséconomies externes et de la consommation d'énergie » ou encore comme «*une entité spatiale cohérente traduisant une réalité géographique, sociale et historique. Elle peut être plus ou moins rurale ou urbaine.* » Or la région centrale du Chili et ses espaces ouverts sont particulièrement concernées par ces réflexions en raison certainement de leur plus grande connexion aux idées venues de l'étranger mais aussi aux capitaux.

C'est surtout à travers l'observation participante comme l'a définie l'ethnologue B. Malinowski comme une méthode permettant au chercheur de s'intégrer au groupe et à la société qu'il observe (MALINOWSKI, B., 1922) que j'ai pu obtenir des informations sur ces mouvements et me rendre compte de leur importance au Chili. Bien sûr, il existe l'inévitable biais, comme dans toute méthode qualitative, d'être tributaire de sa subjectivité mais également des personnes-clés qui m'ont fait rentrer dans tel ou tel réseau comme on l'a déjà évoqué en introduction. Si je suis restée toujours aux portes de l'intervention militante en n'intervenant jamais dans les manifestations publiques, ces observations participantes (tableau 2) m'ont portée à réfléchir sur les liens de ma discipline avec l'action surtout dans un pays où il n'est pas rare que les géographes travaillent aussi dans les services de planification des mairies ou dans les ministères.

Est-il permis de penser que le pays peut poursuivre le phénomène mondial de métropolisation dans sa région centrale non plus basée sur la poursuite effrenée de la croissance urbaine mais s'appuyant sur un système d'espaces ouverts lui permettant au moins d'attendre le retour de la croissance ou au plus de jeter des nouvelles bases à son développement ?

En trois temps, nous verrons comment l'absence de direction politique claire pour les espaces ouverts permet justement la mise en place de solutions spatiales alternatives au développement du seul modèle capitaliste (9.1), quels sont les types d'espaces ouverts produits par la métropolisation en fonction de son rythme de croissance (9.2) et comment, même en ville, qui est pourtant le lieu par excellence de la concentration du capital, on peut voir émerger des projets politiques ou en tout cas communautaires, reposant sur les espaces ouverts (9.3).

1. DES SOLUTIONS SPATIALES ALTERNATIVES FORMULÉES À PARTIR DES ESPACES OUVERTS EN RAISON DE LEUR SITUATION MÉTROPOLITAINE

Lors d'une visite sur le terrain avec Hugo, D., fonctionnaire du SAG, celui-ci m'a expliqué que les moyens du ministère de l'Agriculture pour limiter l'urbanisation étaient dérisoires. Ainsi sur la commune de Lampa, le ministère finance des micro-projets d'irrigation parfaitement inutiles selon lui dans un contexte local où affleure très souvent la nappe phréatique. Ces projets seraient certainement plus utiles ailleurs à Lipangue ou à Til-Til dans la même province de Chacabuco. Mais c'est le seul moyen qu'a trouvé le ministère pour éviter le changement d'usage des sols dans certains secteurs. En effet, dès lors qu'un ministère investit de l'argent public sur un terrain, un autre ministère (en l'occurrence le MINVU*) et *a fortiori* ne peut intervenir sur le terrain en question. On peut parler plus de solutions de fortune que de réelles politiques sur les espaces ouverts en matière agricole.

Dans le creux laissé par les institutions publiques en termes d'aides à l'agriculture périurbaine mais aussi devant une demande accrue de produits biologiques par la classe moyenne en essor, les espaces ouverts sont très bien placés pour abriter des initiatives qui vont dans le sens d'une agriculture raisonnée. Certaines semblent y porter leurs fruits notamment quand elles se font le relais de pratiques locales émanant d'acteurs fédérés. C'est le cas notamment de la production apicole.

A. La production apicole : une filière foncièrement ouverte

En ce qui concerne les politiques agricoles au Chili, c'est toujours l'approche filière qui est privilégiée. Mais cette approche doit être repensée pour des productions comme la production apicole qui par essence fonctionne en réseau. On peut s'y arrêter plus particulièrement et ce pour plusieurs raisons :

- l'échelle locale est plurielle puisque les ruches sont changées de parcelles en fonction de la floraison, des disponibilités en eau et des besoins pour la pollinisation.

- à ce titre, la question du régime foncier des terrains occupés momentanément est secondaire puisque les apiculteurs n'ont pas besoin de posséder la terre pour y mettre leurs ruches. La plupart du temps il s'agit d'arrangements oraux comme Guapy qui paie l'emplacement soit en nature soit par une somme équivalente au prix du miel à l'époque (encadré n°2).

- l'activité apicole est une activité émergente et en train de passer de l'artisanat à une production innovante dédiée à l'exportation.

- il s'agit d'une activité fondamentalement relationnelle puisqu'elle fonctionne de pair avec d'autres activités productives comme la fruiticulture (avocats et agrumes surtout) dont elle assure la pollinisation de la Région de Coquimbo à la Région Métropolitaine, puisqu'elle est à l'origine de plusieurs produits (pollen, gelée royale, miel), puisque les abeilles contribuent également à la pollinisation de la flore endémique en parcourant plusieurs dizaines de kilomètres par jour, d'espace ouvert en espace ouvert, et enfin puisqu'elle génère la plupart du temps l'action conjointe des petits et des moyens producteurs.

- enfin comme toutes les activités agricoles, elle connaît des crises productives notamment celle de l'échec relatif de la politique d'exportation de la saison 2003-2004 ou encore les différentes maladies qui touchent les abeilles comme l'acarien *Varroa destructor* (venu d'Asie) ou le bacille *Paenibacillus larvae* (venu d'Argentine) et cherche donc à se réorienter.

Officiellement, selon le recensement agricole de 2007, l'activité ne concerne que 29 exploitants dans la Région de Valparaíso et 27 dans la Région Métropolitaine (INE, 2007). Mais ces chiffres ne disent rien de l'importance de l'activité, certes extensive, dans la double région métropolitaine.

Ainsi, mes enquêtes recensent, sur la seule commune de Lampa, plus d'une trentaine d'apiculteurs dont 13 petits agriculteurs, dont 4 exportent du miel en Europe, l'Union européenne étant le principal client du miel chilien et l'Allemagne en particulier (plus de 60% du miel chilien étant exporté seulement vers ce pays).

La plupart vent au détail à bon prix (2000 *pesos* le kilo) car il y a de nombreux acheteurs sur le marché urbain. L'emballage n'est pas coûteux et surtout, les acheteurs n'ont en général pas de doute sur la qualité du produit, le miel n'exigeant pas des conditions d'emballage, de transport et de conservation très strictes comme le fromage, la viande ou même les légumes. Il s'agit donc d'un véritable surplus pour les exploitations qui s'y dédient. Ainsi Don Arturo et Elsa possèdent plusieurs ruches qu'ils transportent au gré de leurs déplacements vers le sud où ils ont une parcelle et « *où les abeilles ont des meilleurs conditions hygrométriques qu'à Lampa* », (entretien 03/04/2012).

Ceux qui exportent le miel et pour qui l'apiculture constitue la principale activité ont construit des petites salles d'extraction selon les normes imposées par le ministère de la Santé et

le SAG et mélangent le produit de leurs ruches à celui d'autres apiculteurs de la zone avant de les exporter à travers l'entreprise d'export Licanray. Comme le miel ne se négocie alors qu'à 700 pesos le kilo, ils tirent alors leur profit de leur diversification notamment en produisant de la propolis, de la gelée royale ou du pollen.

Plusieurs facteurs expliquent l'émergence rapide de cette activité dans la région centrale. En premier lieu, on doit bien sûr évoquer l'importance du marché urbain friand de produits servant à l'auto-médicamentation surtout dans un pays où la santé coûte très cher. Ensuite, comme souvent, c'est dans la région centrale que les expériences pionnières sont faites et que le plus d'efforts sont fournis par les autorités pour développer des activités avec les petits producteurs (formation professionnelle, organisation d'ateliers, conférences de consultants notamment à travers le PRODESAL*). Par ailleurs, toute activité agricole dans cette région particulièrement dynamique et exportatrice peut se greffer sur les filières d'export existantes. Enfin, et c'est le point le plus notable, l'apiculture est une activité agricole qui ne remet pas en cause la structure foncière de la région métropolitaine tant qu'elle ne s'intensifie pas davantage.

Ainsi sur la commune de Lampa en 2010, 3640 emplacements aptes à accueillir des ruches ont été délimités par la CONAF sur des terrains qu'elle gère pour accueillir les ruches de 27 apiculteurs. Les grands propriétaires restent grands propriétaires mais les petits apiculteurs peuvent y pratiquer leur activité respectueuse de l'environnement, favorisant la pollinisation et, en plus, créatrice de lien social et d'associativité.

B. L'agriculture biologique : retour à la terre ou innovation métropolitaine ?

La transition vers l'agriculture biologique est la voie la plus aboutie des solutions alternatives telles qu'elles existent aujourd'hui parmi celles rencontrées que sont le développement de communautés ou la démarchandisation.

Elle existe sous plusieurs formes mais ce qui la fédère principalement au Chili est d'abord de se développer contre la monoculture intensive d'exportation. Les agriculteurs ont cependant des motivations différentes entre ceux qui n'ont jamais utilisé d'intrants systématiquement par manque de moyens et d'inscription dans les réseaux de l'agriculture commerciale (Meriem, Don Arturo, Guapy) et ceux qui au contraire désirent se détacher de pratiques jugées nocives (Marcela, Daniel R.).

Dans tous les cas rencontrés, l'objectif est par contre le même : produire pour vendre à une « niche » : celle des consommateurs urbains qui souhaitent une alimentation de meilleure qualité. C'est le propre de toutes les grandes agglomérations métropolitaines que de produire ces modes de consommation mondialisés dont l'agriculture biologique fait partie et que recherchent les classes moyennes et supérieures, toutefois peu soucieuses du mode et du lieu précis de sa production. C'est particulièrement le cas d'une certaine clientèle des classes intermédiaires chiliennes qui comme me l'a fait remarquer Don Arturo « *ne veut à la limite même pas savoir que l'on existe* ».

L'agriculture biodynamique et la permaculture m'ont particulièrement intéressée dans la mesure dans la mesure où par leurs caractéristiques elles impliquent une mise en réseau des espaces ouverts à l'échelle métropolitaine.

Le courant biodynamique a été lancé en Allemagne et en Autriche, dans les années 1920, par Rudolf Steiner (STEINER, R., 2006). Il a cherché à appliquer à l'agriculture les principes de sa science basée, d'une part, sur la prise en compte d'une réalité matérielle et d'autre part sur « ce qui échappe aux sens », comme la vie ou les phénomènes psychiques. Ces thèses ont été mises au point sur le terrain par Ehrenfried Pfeiffer dans des exploitations agricoles européennes et américaines dès 1925, (PFEIFFER, E., 2008).

Si l'agriculture biodynamique s'inscrit dans les méthodes et techniques de l'agriculture biologique, elle propose aussi d'aller plus loin, d'une part, *via* l'utilisation de préparations d'origine animale et végétale (bouses de vaches, plantes médicinales, quartz…) pour vivifier le sol, influencer les cultures et lutter contre les mauvaises herbes, et, d'autre part, *via* la maîtrise des « forces cosmiques et naturelles » telles que les cycles lunaire et nycthéméral. Elle se présente comme une science avec ses références, ses grands noms, ses organes de diffusion dont la revue *Biodynamis* et ses labels officiels (attribués principalement par les associations Biodyn ou Démeter). Cependant, il semble que l'utilisation des préparations biodynamiques comme la minéralisation n'ait pas d'influence spécifique sur les paramètres biologiques des sols mais que leurs effets soient liés à la qualité du compost.

Si les premières tentatives sont allemandes ou anglaises, elles se développent de plus en plus dès les années 80 dans les pays du cône sud-américain (Brésil, Uruguay, Argentine et Chili). Quelques pionniers s'y sont intéressés dans chacun de ces pays parvenant à mettre en place un réseau articulé notamment autour des écoles Waldorf, système éducatif privé fondé sur

l'anthroposophie et assez élitiste, réservé souvent aux enfants des classes moyennes supérieures travaillant en ville – professions libérales surtout et de nombreux expatriés- mais préférant vivre loin des centres. Le choix de la biodynamie dans le jardin de ces écoles ou dans celui du domicile correspond dans un bon nombre de cas à une réaction alternative à la surproduction et à la surconsommation urbaines.

Daniel R., par exemple, d'origine alsacienne mais dont la famille est installée depuis deux générations au Chili, est l'un des vecteurs de l'agriculture biodynamique au Chili. Avant de produire du vin biodynamique il a été dans les années 1990 le leader national de la production de viande de dinde en batterie avant de se réorienter. Initié par un ami français, il produit désormais du vin pétillant avec une méthode ancestrale sur sa parcelle de 250 hectares dont 8 de vignes à Quilpué en utilisant des engrais du parc zoologique de la commune (entretien et FLORIN, J.-F., 2005). Il assure la formation de jeunes agronomes sur le thème de la biodynamie et organise périodiquement des colloques avec d'autres producteurs – apiculteurs, horticulteurs, arboriculteurs – de la zone. Un jeune producteur français se lance également dans un tel projet dans le sud du Chili en récupérant des ceps anciens et en les cultivant suivant les principes de Steiner. Mais c'est surtout dans la région centrale que de tels projets sont réalisables étant donné l'implantation d'expatriés déjà au fait de tels cultures et en raison d'un nouvel intérêt par réaction pour des agricultures plus durables.

De même le jardin potager de l'école Waldorf (Figure 35) s'impose comme un relais d'information, de communication et de promotion de l'agriculture biodynamique dans toute la région (Figure 54). Ce sont deux mères d'élèves (Marcela, agronome de formation et par ailleurs gérante d'une parcelle intensive d'avocats dédiée à l'exportation puis, à partir de 2011, Claudia, paysagiste, par ailleurs résidente de *Ciudad abierta*) qui ont pris en charge la parcelle selon les préceptes de R. Steiner. Le potager sert de terrain d'expérimentation aux élèves de l'école, à la préparation des repas et les surplus sont vendus ou échangés au marché du vendredi (photo 21) contre des productions d'autres parents comme le compost d'Aldo V., ou les fraises d'Efren.

Figure 54. Le jardin potager biodynamique de l'école Waldorf à Limache

a. Installé sur un ancien *fundo* comme en attestent le palmier, l'araucaria et la treille, le potager biodynamique renouvelle la structure paysagère du jardin en associant des espèces entre elles, en produisant des formes circulaires...

b. Comme dans la plupart des potagers biologiques, le tri des déchets est organisé dès l'entrée de l'école et du compost est produit sur place.

c. Vue du jardin des plantes médicinales vendues sous l' appellation Biodynamis. Au premier et à l'arrière-plan on peut apercevoir deux constructions en adobe réalisées par les élèves.

d. L'idéal de fonctionnement de la production biodynamique vise l'autosuffisance de la parcelle. C'est pour cette raison que la traction animale est à nouveau prônée au sein du potager. A l'arrière-plan, on devine des arbres qui fournissent du bois de chauffe et de construcion pour l'école de même qu'un lieu de détente pour les élèves.

C. FALIES, 2013

La réflexion paysagère basée à la fois sur l'autonomie de la parcelle et sur l'ouverture visuelle est également au cœur de la permaculture développée par Catalina D. sur la parcelle de ses parents dans le secteur de San Isidro à Quillota depuis 2008 (photo 22, entretien du 31/08/2010).

Dès 2011, elle ouvre par ailleurs une école gratuite et pratique (*Ecoescuela vivencial*) pour former et accueillir des adultes sur sa parcelle. Le Chili étant réputé à l'intérieur du mouvement des villes en transition fondé par Rob Hopkins en Angleterre en 2006 notamment grâce à l'expérience de la ville d'El Manzano, elle n'a pas de mal à faire venir et participer des adultes

venus du monde entier (France, Brésil, Etats-Unis…). L'idée est principalement de sortir de la dépendance au pétrole en se tournant vers les ressources économiques et humaines de chaque collectivité locale (PEZRES, E., 2010).

Photo 23. *Parcela 40* à San Isidro, Quillota, cultivée en permaculture par Catalina, D.

Le devenir de cette parcelle est particulièrement intéressant. En effet, elle est située dans une zone très anciennement agricole dédiée surtout à la fruticulture. Dès les années 1990, elle est transformée par les parents de Catalina en *parcela de agrado* comme la plupart des parcelles adjacentes dont on voit les haies arbustives et les eucalyptus à l'arrière-plan. Mais en 2008, Catalina, diplômée d'une école de dessin décide de rendre à la parcelle sa vocation agricole et d'en initier la transition vers la permaculture. Elle transforme donc le jardin ornemental de ses parents en potager et accueille de nombreux stagiaires comme ici un Brésilien pour leur dispenser des formations en permaculture.

Ainsi, que ce soit par la formation, la vente de produits ou l'accueil de stagiaires, l'idée est la même de la mise en réseau à partir de certains lieux emblématiques à l'échelle métropolitaine des acteurs et des espaces qu'ils produisent.

Cette mise en réseau se fait également à travers des personnes ou des institutions. C'est le cas d'Andrea G. qui développe depuis 2008, un réseau de paniers biologiques. Elle a fonctionné sans raison sociale pendant les trois premières années s'appuyant sur un solide réseau de connaissances dans la vallée de l'Aconcagua où elle est née (pour la production), sur l'école Waldorf où elle scolarise ses enfants (pour une partie de la commercialisation) et sur des connaissances familiales à Valparaíso et à Viña del Mar (pour déposer les paniers « bios »). De plus, comme elle vit près de la faculté d'Agronomie de la PUCV dans le secteur de La Palma à Quillota, elle héberge depuis 2009 des étudiants sur sa *parcela de agrado* qui lui viennent en aide à la fois pour son propre potager (Figure 15 d.) et aussi en appoint parfois pour la commercialisation.

A partir de 2011 et pour conquérir de nouveaux marchés surtout à Santiago, elle s'est associée au réseau Tierra Viva créée par une productrice bio, Andrea T. à Catemu.

L'association regroupe à peu près 50 producteurs. Elle a été créée en 1993 afin de faire connaître et de diffuser les principes de l'agriculture biologique dans le pays et surtout comme une alternative à la longue absence de certification et de loi sur l'agriculture biologique au pays. Depuis 2006 et la loi n°20.089, c'est chose faite mais cela n'empêche pas les lenteurs et les approximations liées à un système à deux vitesses tel qu'il a été mis en place. En effet, il existe une labellisation publique nationale très similaire aux certifications EU (Union européenne), NOP (Etats-Unis), JAS (Japon) et Canada Organic mais qui sont très longues à obtenir et dont les dossiers sont longs à constituer. Parallèlement, un système de labellisation privée s'est mis en place comme Demeter (pour l'agriculture biodynamique), Biosuisse ou Naturland mais il est beaucoup plus coûteux. L'alternative est donc la labellisation participative de petits producteurs qui s'associent comme c'est le cas de Tierra Viva autour d'une charte reconnue par le SAG* sans pouvoir toutefois exporter leurs produits sous ce label.

Il ne s'agit que d'une activité commerciale et encore assez déconnectée du marché local puisque ces paniers sont vendus à des prix assez élevés (de 4 000 à 14 000 pesos par semaine) à des néo-ruraux ou à des urbains en quête d'une meilleure alimentation mais ces paniers semblent se faire les relais matériels entre les espaces ouverts et les espaces urbains proches me permettant d'évoquer une ébauche de mise en réseau à l'échelle métropolitaine par ces projets alternatifs.

Mais la mise en réseau n'est pas seulement à l'échelle métropolitaine : elle implique également l'échelle mondiale notamment à travers le WWOOFing très présent dans la région centrale. Il s'agit d'un réseau mondial de « fermes » biologiques qui accueillent des hôtes pour réaliser une partie des travaux agricoles en l'échange du gîte et du couvert. Catalina D., Aldo V. et Mariana C. parmi nos enquêtés sont inscrits dans ce réseau et reçoivent chacun une dizaine de « stagiaires » par an.

A l'interface du retour à la terre ou au local prôné par la biodynamie et la permaculture et de l'échelle mondiale du WWOOFing, une échelle est souvent évoquée par ces acteurs alternatifs : c'est celle de la biorégion. De quoi s'agit-il ?

C. Le biorégionalisme : une solution politique pour une mise en réseau des espaces ouverts ?

Pour S. Latouche, « *le capitalisme est condamné à croître puis à auto-entretenir cette croissance* » (LATOUCHE, S., HARPAGES, D., 2010). Dans un contexte de crise économique globale, de crise environnementale et de crise de conscience nationale comme c'est le cas au Chili, ce modèle fondé uniquement sur la croissance semble remis en question, en tout cas par certains, qui ne souhaitent plus simplement subir la décroissance (utiliser moins d'essence car elle devient trop chère) mais plutôt la choisir comme projet de société.

Si elle est utilisée en premier par P. Berg dans les années 70 et par les courants de la *Deep Ecology ,*la notion de biorégion connait de multiples définitions et même dérivés pourrait-on dire comme « écorégion », « région viventielle », « région pivot », « région durable »… (BOISSIER, S., 2000). L'idée que toutes ces notions ont en commun est de considérer des régions, non au sens administratif, mais au sens d'une certaine unité des communautés humaines et écosystémiques qui s'y trouvent. Elles ne sont pas sans rappeler le concept de région naturelle (GALLOIS, L., 1908) basé sur l'unité d'une architecture physique particulière (bassin-versant, massif montagneux…) mais en lui associant un poids important de la communauté humaine et de ses activités en relation ce qui peut faire penser à un certain déterminisme (MEREDITH, D., 2005).

Pour certains chercheurs, il s'agit de la piste pour sortir du modèle actuel et de ses dérives particulièrement prégnantes, comme on l'a vu, sur les espaces ouverts souvent caisses de résonnance des dysfonctionnements métropolitains. « *Nous devons partir des ancrages locaux pour construire et encourager des solidarités nouvelles : c'est le « biorégionalisme », une*

démocratie politique, économique et sociale par le bas. Certaines personnes qui s'installent ou se réinstallent à la campagne, notamment, y cherchent un espace-temps ouvert à la convivialité, où l'on peut compter sur d'autres que les « professionnels de l'aide » (cette aide qui s'est elle aussi transformée en marché, à présent). Mais cette convivialité n'est pas simplement champêtre ; elle est à repenser à l'aune de notre modernité, à renouveler par le biais de l'urbanisme durable. Il ne faut pas qu'elle soit étouffante ou que les gens retombent dans la tyrannie de la communauté ; on ne doit pas glorifier béatement la « vie de village » ou les tribus « primitives » », (ARNSPERGER, C., 2010).

Ces discours se développent à l'intérieur des aires métropolitaines et sont donc des expressions concrètes de la métropolisation et de ses effets sur les espaces ouverts. Mais il ne s'agit encore que d'une piste rencontrée sur le terrain lors de quatre entretiens et d'autres sont déjà ouvertes.

2. LES ESPACES OUVERTS : PRODUITS DE LA MÉTROPOLISATION

A. Les critères de différenciation : usages, statut et devenir des espaces ouverts

Les critères de différenciation des espaces ouverts sont nombreux. Trois principaux peuvent être relevés qui permettent de distinguer différents types d'espaces ouverts.

L'ouverture des espaces dépend en tout premier lieu des activités qui s'y déroulent. On parle ici plus d'activités ou même d'usages que de fonctions (primaire, secondaire ou tertiaire) puisque du point des vues des pratiques, une friche industrielle (fonction secondaire reconnue comme telle par les plans d'occupation des sols) peut être plus fréquentée qu'une parcelle agricole ou qu'un espace naturel. Ainsi j'ai pu observer sur le terrain la fréquentation des friches industrielles de la brasserie CCU (*Compania Cervecerías Unidas*) à Limache (photo 24), de la gare désaffectée de Quillota (Figure 50) ou de la ligne de chemin de fer de Mantagua. Par contre, les parcelles cultivées sont presque toutes fermées par des haies d'épineux pour éviter tout vol ou dégradation. Elles sont donc a priori moins denses et moins construites que les friches industrielles et c'est comme ça qu'elles apparaissent dans les plans de développement ou sur les images satellites mais elles sont moins accessibles en pratique.

Que dire alors de la station de recherche et de production de graines de Limagrain, « *La Represa* », implantée entre Limache et Olmué depuis 1982 sur 15 hectares et qui fonctionne

comme une véritable enclave ? Elle a obtenu du SAG* le droit de produire des OGM de maïs pour ses clients états-uniens mais le responsable français du site que j'ai joint par téléphone le 16/04/2012 s'est plaint de la pollinisation de la pépinière par des abeilles venues des parcelles d'agriculture conventionnelle pratiquée dans la vallée. La station envisage donc de construire un dôme résistant aussi bien aux pollens qu'aux insectes venant de la petite agriculture et pouvant mettre en péril la production de graines ainsi que perturber les expérimentations.

Photo 24. Friches de la CCU à Limache, septembre 2010

Deux garçons attendent leurs copains restés jouer de l'autre côté du mur de la CCU à Limache. A l'arrière-plan à droite, on aperçoit le sommet de La Campana.

Ainsi, les activités qui donnent lieu à la plus grande praticabilité sont en général les friches et en particulier industrielles, les infrastructures de transports, les rives des fleuves et les zones humides, les plages et quelques versants dès lors qu'on en a trouvé l'accès notamment quand ils coïncident avec des terres de parcours pour le bétail. En revanche, les espaces dédiés aux

cultures maraîchères, les ensembles résidentiels même peu denses, et les versants de la Cordillère dédiés à la fruiticulture sont très peu accessibles.

Le deuxième critère est à chercher dans le statut des espaces en question qu'il soit privé, public ou communautaire. Le premier justifie la fermeture légalement même si c'est au regard du propriétaire qui peut ou non vouloir enclore sa propriété entièrement ou en partie. Ainsi, *Ciudad abierta* qui appartient à la corporation Amereida n'est fermée que d'un côté et encore récemment mais ouverte partout ailleurs. Mais très généralement, on l'a vu les propriétés privées sont ceintes. Les terrains publics sont généralement fermés également car dans la majorité des cas ils appartiennent à l'armée. Sur mes trois zones d'étude, elle y occupe de grandes superficies qu'il s'agisse du terrain de la marine chilienne dans les dunes de Mantagua qui y dispose d'une antenne (Figure 47 d.), de celui de l'armée de terre à Lampa (évoqué par bon nombre de cartes mentales, ANNEXE 5) ou de l'ancien hôpital militaire d'Olmué, toutes engrillagées. Enfin, les terres communautaires sont délimitées même si l'on a vu pour celle de Mariana de Osorio que la délimitation pose justement problème et qu'en réalité elles sont libres d'accès à condition de les connaître.

Enfin, le troisième critère qui correspond également à une troisième signification de l'ouverture, plus métaphorique peut-être, est le devenir de ces espaces et leur potentiel de maintien. Même si je n'ai pas l'ambition de prévoir l'avenir de ces espaces, je suis en mesure d'évoquer des tendances à partir d'un regard rétrospectif sur le terrain. Lefebvre ne nous y encourage-t-il pas lorsqu'il introduit le temps dans ses études en évoquant la possibilité d'« *une étude 'rétro' de l'espace social dans son histoire et sa genèse, à partir du présent et en remontant vers cette genèse puis retour vers l'actuel, ce qui permet d'entrevoir sinon de prévoir le possible et le futur* », (LEFEBVRE, H., 1974, p.8) ? Ce troisième critère, celui du devenir ou si l'on veut plus généralement de la temporalité puisqu'il s'agit de revenir en arrière peut sembler lui-même dépendant de plusieurs variables.

La première est géographique car le devenir d'un espace ouvert dépend en premier de sa localisation par rapport à d'autres projets ou dans des zones prévues pour tel ou tel développement. Ainsi telle friche située entre deux terrains urbanisables aura tôt fait d'être incorporée et elle-même fermée. Mais ce n'est pas systématique comme le prouve le *potrero* de

5 hectares situé entre la route internationale et l'ex-parc technologique de Quillota qui résiste depuis 2005 à tout type de pressions (Figure 50) de même que persiste l'élevage extensif à seulement 15 kilomètres du centre-même de Santiago (Figure 11 d.).

La deuxième variable tient à la commune d'appartenance des espaces ouverts à la fois en raison de sa fonction principale (agricole d'approvisionnement du marché de La Vega de Lampa ; fonction récréative et folklorique d'Olmué ; fonction résidentielle de Quintero) que de ses revenus. En effet, une commune pauvre (Lampa et Quintero) a tendance à être plus vulnérable vis-à-vis des projets immobiliers ou industriels de grande ampleur en raison des revenus qu'ils peuvent lui apporter à court terme qu'une commune plus riche (Olmué), (carte 21 et 22).

La troisième variable est enfin celle du contenu social des alentours des espaces ouverts menacés notamment en termes de mobilisation de la société civile. Ainsi, et de façon paradoxale, ce sont souvent les zones qui ont vu arriver le plus de néo-ruraux sur des parcelles fermées avec les impacts environnementaux que l'on connaît qui connaissent le plus de mobilisations à l'évocation de la disparition ou de la fermeture d'un espace ouvert. Ainsi, les deux zones humides de Mantagua et de Batuco n'ont jamais eu autant de valeur aux yeux des populations que depuis que de nombreuses résidences principales ou secondaires s'y sont installées.

B. Quatre types d'espaces ouverts

Sur la base de ces trois critères, on peut donc différencier quatre types d'espaces présentés ici par occurrence :

1. Les espaces ouverts en voie de fermeture représentent la majorité des cas et c'est à ce titre qu'il est possible de parler d'un nouveau mouvement des enclosures. C'est en effet le plus visible d'un point de vue paysager, du point de vue légal mais aussi du point de vue des pratiques. Les *parcelas de agrado* sont les plus représentatives de ce type de processus mais ne constituent pas le seul type d'espace.
2. Certains espaces auparavant fermés sont en voie d'ouverture notamment si l'on se place à une échelle de temps plus longue. Une clairière ouverte par le feu dans la Campana pour y faire paître le bétail ou des rallyes de quad dans les dunes de plus en plus fréquents ne sont-ils pas l'expression d'une forme d'ouverture à de nouvelles pratiques ? On peut observer bien sûr la violence, la rapidité et parfois même

l'irréversibilité du processus mais peut-on vraiment vouloir une ouverture sans contrepartie dans une société fondamentalement pionnière et sur un continent qui s'est créé par découvertes et défrichements successifs ? De même, dans quelle catégorie placer alors les parcs privés comme Rosa Agustinas à Olmué ou La Posada del Parque à Mantagua qui proposent des excursions à cheval à travers la montagne ou dans les dunes, mais payantes ? On peut considérer aussi bien qu'il s'agit d'espaces fermés car payants mais dans ce cas c'est aussi le cas du PN La Campana ou au contraire d'une initiation aux espaces pouvant donner lieu par la suite à des excursions spontanés et individuelles.

3. Les espaces privés des espaces résidentiels fermés (*recinto privado*) ou militaires (*recinto militar*) sont considérés comme fermés en raison de la grande difficulté qu'on a à y entrer même par la route. Les portails, murs, grillages plus que les vigiles d'ailleurs sont souvent dissuasifs et la seule façon d'y pénétrer est de faire mine d'acheter une maison ou un terrain ou d'y connaître quelqu'un.

4. Les espaces en voie d'ouverture complète : certains espaces ouverts (au sens paysager, des pratiques et de l'usage) existent encore et pourraient même se renforcer dans leur rôle de concentration des sociabilités et de vie en commun C'est le cas des *canchas*, des rives de fleuve comme l'Aconcagua, des plages et des sentiers ruraux. En effet, la greffe de l'espace public européen prend mal au Chili. La création de places que ce soit en ville ou à la campagne *a fortiori* est souvent un échec. Il s'agit certes d'espaces ouverts mais peu ou pas fréquentés à l'image de ces terrains de jeu à Santa Julia (zone 1) ou à Colliguay (zone 2).

Par contre, un investissement, parfois même à moindre frais, des municipalités dans la signalétique d'accès, l'entretien ou le nettoyage permettrait de mettre en valeur des espaces déjà appropriés par les populations.

Figure 55. Places publiques en zone rurale : des espaces fermés ou sous-utilisés

« Place » publique rurale de Santa Julia largement sous-utlisée

Le jardin d'enfants de Colliguay construit sur la place du village inaccessible par cet enfant. On a du installer un portail pour empêcher au bétail d'y entrer !

C. FALIES, 2013

C'est toute l'ambition du *Taller la Era* qui a cherché à la fois à faire un relevé des savoirs locaux et environnementaux et contribué à rediffuser cette information aux enfants notamment ou de certains projets comme celui des *cerros-islas* que nous verrons par la suite. L'espace ouvert au sens d'espace public, commun à tous peut être défini comme « *un agencement qui permet la co-présence des acteurs sociaux, sortis de leur cadre domestique.(…) [Il] peut être pensé comme un espace de convergences et d'actes, au sens où des individus y convergent (le plus souvent intentionnellement, ce qui ne veut pas dire que les finalités qu'ils poursuivent soient claires) et y agissent, et interagissent avec les autres individus, mais aussi avec des objets, des formes spatiales* », (entrée « espace public » *in* LEVY J., LUSSAULT M., 2003).

En ne s'opposant pas directement au privé, comme le fait le public, l'espace commun le dépasse, puisqu'il correspond à l' « *ensemble des espaces possibles de la pratique sociale des individus* » quelque soit le statut légal de l'espace considéré. Ainsi, telle parcelle privée fermée par une clôture ou une barrière et cultivée uniquement par un exploitant ne sera pas qualifiée d'espace ouvert même s'il s'agit d'un espace non bâti. Outre le degré de fréquentation, c'est également le niveau d'aménagement de ces espaces qui est déterminant et le type d'activité qui y est plus ou moins anciennement développé. L'ouverture, au sens d'espace rendu commun, doit par conséquent plus être perçue comme un horizon à atteindre que comme une fin en soi pour éviter la greffe qui prend mal.

C. Autant de dénouements que de configurations spatiales

Sur la base de ce constat, on peut établir pour les espaces ouverts des trois zones d'étude choisies (tableau 1) une sorte de scénario d'évolution des espaces ouverts.

Dans le tableau 8, j'ai indiqué l'activité principale des espaces ouverts considérés, la proximité aux centres, la législation en vigueur ou projetée sur ces espaces, la richesse de la commune de référence et l'avenir probable des espaces ouverts considérant l'ouverture ou au moins le maintien des espaces ouverts existants comme un dénouement positif et leur disparition par fermeture comme un dénouement négatif. C'est un des enquêtés, Aldo V., éleveur et producteur de fromages de chèvre à Olmué qui lors d'un entretien a traduit « ouverture » (*abertura*) par « dénouement » (*desenlace*) en ajoutant : « *ces espaces qui nous entourent sont très ouverts si on s'intéresse à leur avenir, à ce qui va se passer. Vont-ils être protégés ? vendus ? construits ? En fait, c'est difficile de savoir la fin du film, le dénouement.* »

Tableau 8. « Dénouement » envisagé des espaces ouverts étudiés

	Activité	**Proximité aux centres**	**Législation en vigueur**	**Commune de référence**	**Avenir**
Zone d'étude 3	Maraîchage	Très forte	Urbaine dans le cadre du PRMS	Pauvre	+++
Zone d'étude 2	Espaces naturels	Faible	Rurale dans le cadre du futur PROT	Riche	???
Zone d'étude 1	Résidence secondaire	Forte	Rurale par défaut dans le cadre du PREMVAL	Pauvre	---

C. FALIES, 2013

Il est bien sûr difficile dans ce tableau de prendre en compte la diversité des espaces ouverts telle que présentée dans l'ensemble de mon propos, de même qu'il n'est jamais exclu qu'un changement brutal et inattendu (séisme, décision politique) vienne infléchir l'avenir. Il s'agit donc beaucoup plus d'une tendance que d'une prédiction.

3. OUVRIR DES PISTES

Après m'être attachée à l'analyse de la production des espaces ouverts en périphérie qui sont souvent présentés comme des espaces vides en raison de leur plus faible conception par les pouvoirs publics, je souhaiterais « revenir en ville » avec ce concept d'ouverture et voir comment il s'applique à des espaces intra-urbains et plutôt dans le domaine de l'aménagement. En effet, les espaces urbains centraux sont les lieux privilégiés de la concentration des capitaux liés à la métropolisation. C'est à partir d'eux que sont prises la plupart des décisions concernant le devenir des espaces périphériques qui y sont conçus. De plus, d'un point de vue théorique, l'espace ouvert urbain a donné lieu à une abondante littérature qu'il convient de confronter à la réalité chilienne (BENGSTON, D., FLETCHER, J., NELSON, K., 2004 ; AUSTIN, M., 2004 ; WARD THOMPSON, C., 2002).

A. Des actions pionnières à Santiago : régénération du Barrio Mapocho-La Chimba et Cerro Islas

A Santiago, deux projets urbains font figure d'étendard en matière de planification d'espaces ouverts : le projet de régénération urbaine du quartier Mapocho-La Chimba et le projet Santiago Cerro-Isla qui n'ont pas les mêmes finalités ni le même cadre théorique et urbanistique mais partagent un même intérêt pour l'espace ouvert urbain dans la mesure où il peut pourvoir la ville en espaces verts publics de qualité.

Le premier projet est un projet de régénération urbaine qui vise une amélioration des infrastructures historiques et patrimoniales dans un quartier dégradé et populaire appartenant à trois communes différentes, Santiago, Independencia, Recoleta.

Il peut être comparé au projet des Halles à Paris puisqu'il se structure principalement autour de la Vega central, le marché de gros de la ville (6,7 hectares), mais aussi de différents centres hospitaliers (20,4 hectares), du Cimetière Général de la ville (25 hectares) et du Cerro Blanco (19,6 hectares), une colline constituée en parc naturel indigène soit le tiers des 207 hectares du projet et connectés aussi bien au centre de l'agglomération (trois stations et deux lignes de métro, deux avenues principales) qu'à ses périphéries par l'autoroute centrale et la Costanera Norte dont ils se trouvent au croisement pour l'approvisionnement du marché de

gros. D'ailleurs, sur les 160 millions d'euros consacrés au projet, la région Ile-de-France[108] participe à hauteur de 120 000 euros pour réaliser le plan d'œuvre des travaux.

Le projet est organisé autour de quatre finalités principales : générer une participation active et citoyenne des habitants du quartier ; promouvoir son développement durable ; intégrer et unifier le quartier ; développer les activités productives.

Or on voit bien la place des espaces ouverts urbains dans la réalisation de ces objectifs soit qu'ils servent d'espaces publics de rencontre, d'espaces verts, de zones-tampons entre les différentes constructions ou qu'elles soient même incluses dans ces îlots fonctionnels que constituent le centre hospitalier ou le cimetière.

Le modèle de développement choisi est celui de la gestion mixte (partenariat public-privé mais aussi partenariat entre différents niveaux politico-administratifs des trois communes, de la Région et de l'Etat) autour de trois instruments : des accords bilatéraux pour la réalisation des projets, des corporations de droit privé à but non-lucratif et la participation citoyenne. Il s'appuie sur des infrastructures existantes notamment le Transantiago dont la ligne de métro n°3 sera prolongée en 2017.

Le projet est à l'initiative de 5 zones de gestion intégrée dont l'horizon de réalisation correspond à l'année 2015. Les trois cartes réalisées par le bureau d'étude *Obervatorio de ciudades* de l'Université du Chili (Figures 56, 57 et 58) illustrent la dimension conçue (au sens lefebvrien) des espaces ouverts qui est souvent moins nette que leur dimension perçue et vécue dans la mesure où ils sont dans des angles morts des politiques territoriales. Leur avenir dépend pourtant en grande partie des nouveaux projets qui sont formulés pour eux. Or ces projets sont de plus en plus nombreux comme le constate M. Lussault dans l'encadré n°16.

[108] Le président du Conseil Régional d'Ile-de-France, J.-P. Huchon, est proche du Chili et y soutient quelques projets phares.

Encadré n° 16. « L'art d'arranger l'urbain depuis les vides » selon M. Lussault

« *Alors que l'urbanisation renvoie assez spontanément à l'idée de concentration, ce qui est pertinent et avéré (la population urbaine mondiale est rassemblée sur une portion somme toute restreinte de l'étendue terrestre), il se trouve qu'elle construit, en raison même de ses logiques, des espaces où les vides (non-bâtis) sont légion et même souvent plus vastes que les « pleins ». Ainsi et paradoxalement, le fond même de l'urbanisation serait autant la production du vide et du délaissé que celle du plein et du bâti. Ce qu'Allan Berger a magnifiquement illustré dans son livre* Drosscape*, où il montre que la baisse continue de l'urbanisation américaine est la production du vide et du délaissé. Il suggère d'ailleurs que l'aménagement devrait se concevoir autour d'une nouvelle pratique, le* Drosscaping*, l'art d'arranger l'urbain depuis les vides.*
De nombreux urbanistes et spécialistes d'études urbains soulignent aujourd'hui, comme lui, la prégnance des espaces non bâtis au sein des organisations urbaines, ce qui modifie d'ailleurs la réflexion urbanistique sur les disponibilités foncières, qui sont considérables. Le caractère essentiel des bois, des landes, des périmètres envégétés, des espaces agricoles, des cours et des étendues d'eau apparait désormais clairement. A tel point qu'on peut se demander si le plus urgent des chantiers urbains n'est pas de parvenir à intégrer ces vides, cette campagne, cette nature, cette agriculture, au sein de la pensée et de l'action urbaines. Et pas seulement en raison des considérations environnementales, mais aussi de préoccupations économiques », (LUSSAULT, M., 2013).

Ce projet qui a duré deux ans et a consisté en une phase d'exploration des projets de régénération urbaine de plusieurs pays, en une phase de terrain et d'étude des perceptions des riverains et des usagers se conclut par trois *scenarii* à l'intérieur de son rapport final.

Un « scénario tendanciel » (Figure 56) si des projets non connectés et sectoriels (résidentiel, transport, commerce, patrimoine…) continuent de se développer sans aucune intégration les uns aux autres. On parle alors de développement encapsulé.

Un « scénario souhaitable » (Figure 57) articulé autour de trois secteurs (médical, résidentiel et commercial) mais articulés entre eux notamment par des voies végétalisées et des espaces verts.

Un « scénario probable » (Figure 58) à la croisée des deux précédents et jugé plus réaliste où le secteur médical et hospitalier se développe selon les recommandations dans la mesure où la concertation avec les aménageurs s'est avérée efficace et où il y a une tradition au Chili de partenariat public-privé mais où les intérêts privés et spéculatifs du secteur privé de la construction résidentielle et du commerce ne sont pas maîtrisés.

Ces trois scenarii sont là pour nous montrer à nouveau à quel point les espaces ouverts, même en ville, sont ouverts aussi en raison de la pluralité des devenirs qu'ils ont.

Figure 56. « Scénario tendanciel » du développement du *Barrio Mapocho La Chimba* au nord de Santiago (source : *Observatorio de ciudades, Universidad de Chile*)

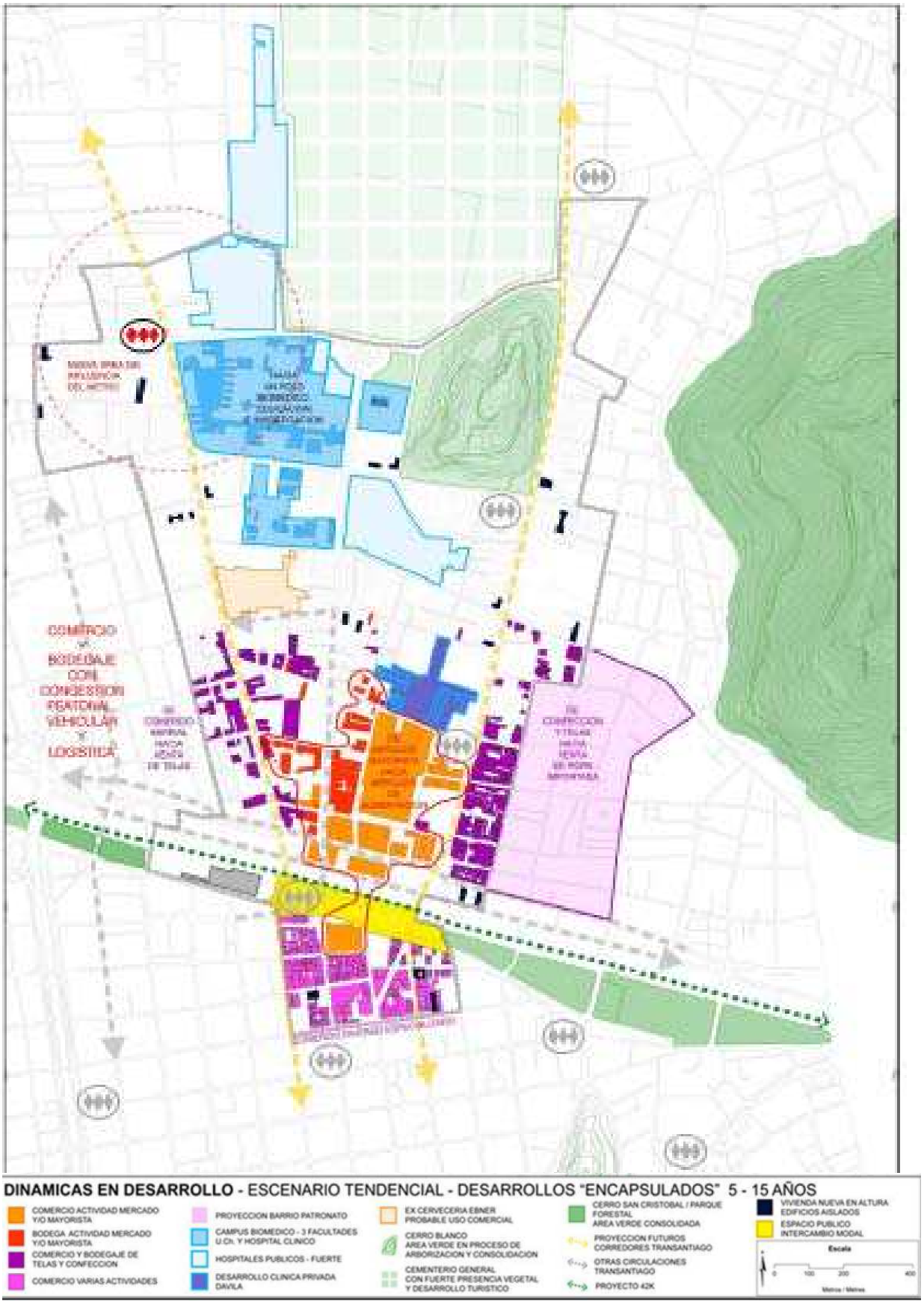


Figure 57. « Scénario souhaitable » du développement du *Barrio Mapocho La Chimba* au nord de Santiago (source : *Observatorio de ciudades, Universidad de Chile*)

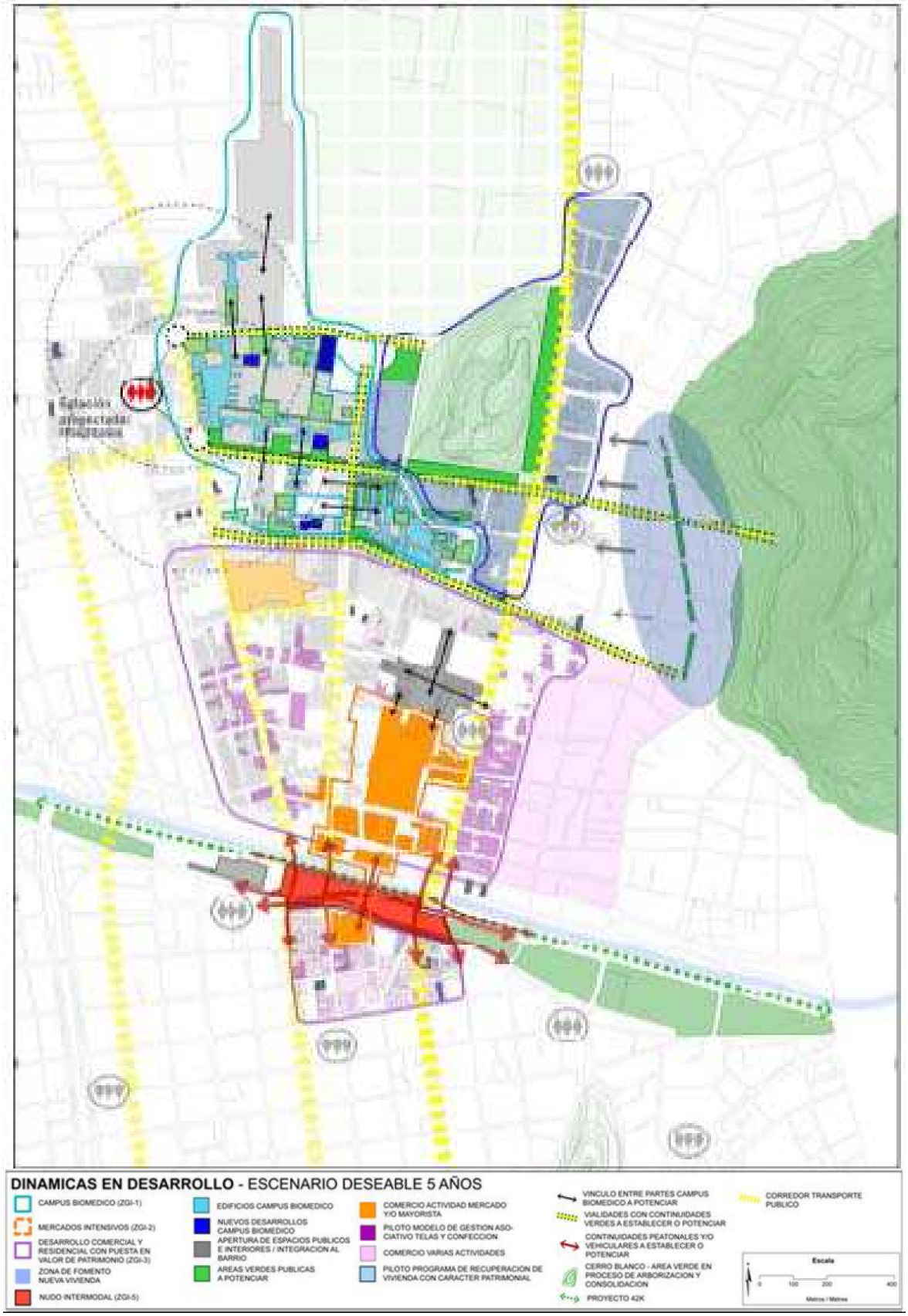
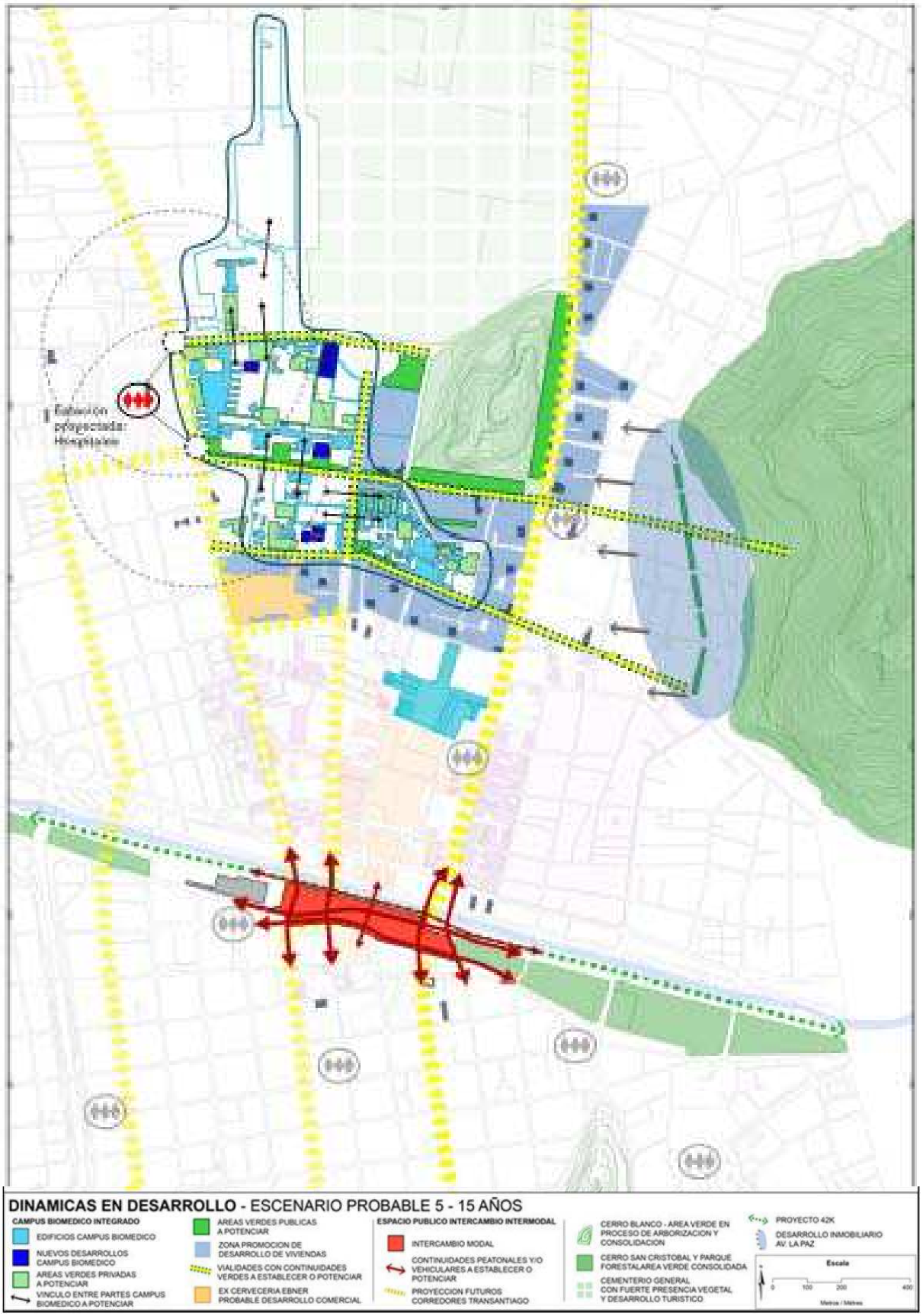


Figure 58. « Scénario probable » du développement du *Barrio Mapocho La Chimba* au nord de Santiago (source : *Observatorio de ciudades, Universidad de Chile*)



Le projet Santiago Cerro-Isla quant à lui est pour l'instant plus théorique mais non moins intéressant dans la mesure où il est plus ancien et parce qu'il correspond réellement à un contexte paysager endogène plus qu'à des outils d'urbanisme empruntés à Bologne ou à Paris pour être appliqués quarante ans après dans des configurations sociales et économiques aussi distinctes que Temple Bar à Dublin, que Pelourinho à Salvador de Bahia ou encore Ria 2000 à Bilbao.

En effet, le terme de *cerro isla* que l'on pourrait traduire par butte trouve son origine à Santiago et dans ses alentours dans des reliefs résiduels qui relient la Cordillère des Andes et la Cordillère de la Côte et dont l'altitude moyenne peut paraître paradoxale par rapport à celle de la dépression centrale dans laquelle ils se trouvent (FARIAS, M., 2007).

Santiago a été fondé au pied de l'une d'elle, le C*erro Santa Lucia* et s'est d'abord développé dans un triangle formé par deux autres, le *Cerro San Cristobal* et le *Cerro Blanco* (Figure 59 a.). A l'heure actuelle, et compte tenu de l'étalement urbain de Santiago, 25 *cerros islas* sont contenus dans les limites de l'agglomération. Ils représentent 4 300 hectares et constituent autant de réserves de terre disponibles pour tous types de projet qui varient en fonction de la végétation en présence, de la taille du *cerro isla* (de 2 hectares pour le *Cerro Navia* à 1 500 hectares pour le *Cerro Lo Aguirre*), du statut de la propriété ou du fait qu'ils fassent partie ou non de la zone urbaine de la commune à laquelle ils appartiennent.

Tous sont par contre inclus dans le PRMS au titre d' « *espaces verts intercommunaux d'usage public ou privé qui peuvent accueillir des activités dont la portée peut dépasser les limites communales de deux communes ou plus. Les usages autorisés sont de type culturel (centre culturel, musée, salles de concerts, salles de réunion, sanctuaire), sportif (piscine, piste cyclable, course à pied, etc.), scientifique, commercial (restaurants, kiosques à boissons, bars et autres) et en tant qu'espaces verts. Tous les autres usages sont interdits*. »[109]

Malgré cette définition et les lois régissant ces espaces, et devant une pression urbaine toujours plus forte, un groupe d'architectes paysagistes de la *Pontifica Universidad Católica* a lancé un groupe de travail sur les *cerros islas* de Santiago à partir notamment du cas exemplaire du *Cerro Alvarado* dont Vitacura et Lo Barnechea[110] se partagent les 98 hectares. Il est devenu à lui seul l'icône de la pression urbaine.

[109] Article 5.2.3.2

[110] Vitacura et Lo Barnechea sont deux communes du secteur est de l'agglomération santiaguine qui comptent parmi les plus riches mais dont le Cerro Alvarado regroupe les populations les plus marginales.

Inspirés par l'historien et homme politique chilien B. Vicuña Mackenna qui fut intendant de Santiago dans la deuxième moitié du XXe siècle et contribua à la protection du *Cerro San Cristobal* suite à un voyage en Europe où il avait découvert les parcs urbains, ils poursuivent depuis 2010 trois objectifs à travers leur projet (entretiens avec E. Lefranc et R. Perez de Arce:

- lutter contre la pollution urbaine
- augmenter la part d'espaces verts par habitant (de 3 m² par habitant en moyenne sur l'ensemble de l'agglomération à 10 m² par habitant selon les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé)
- pourvoir en espaces publics les populations les plus vulnérables.

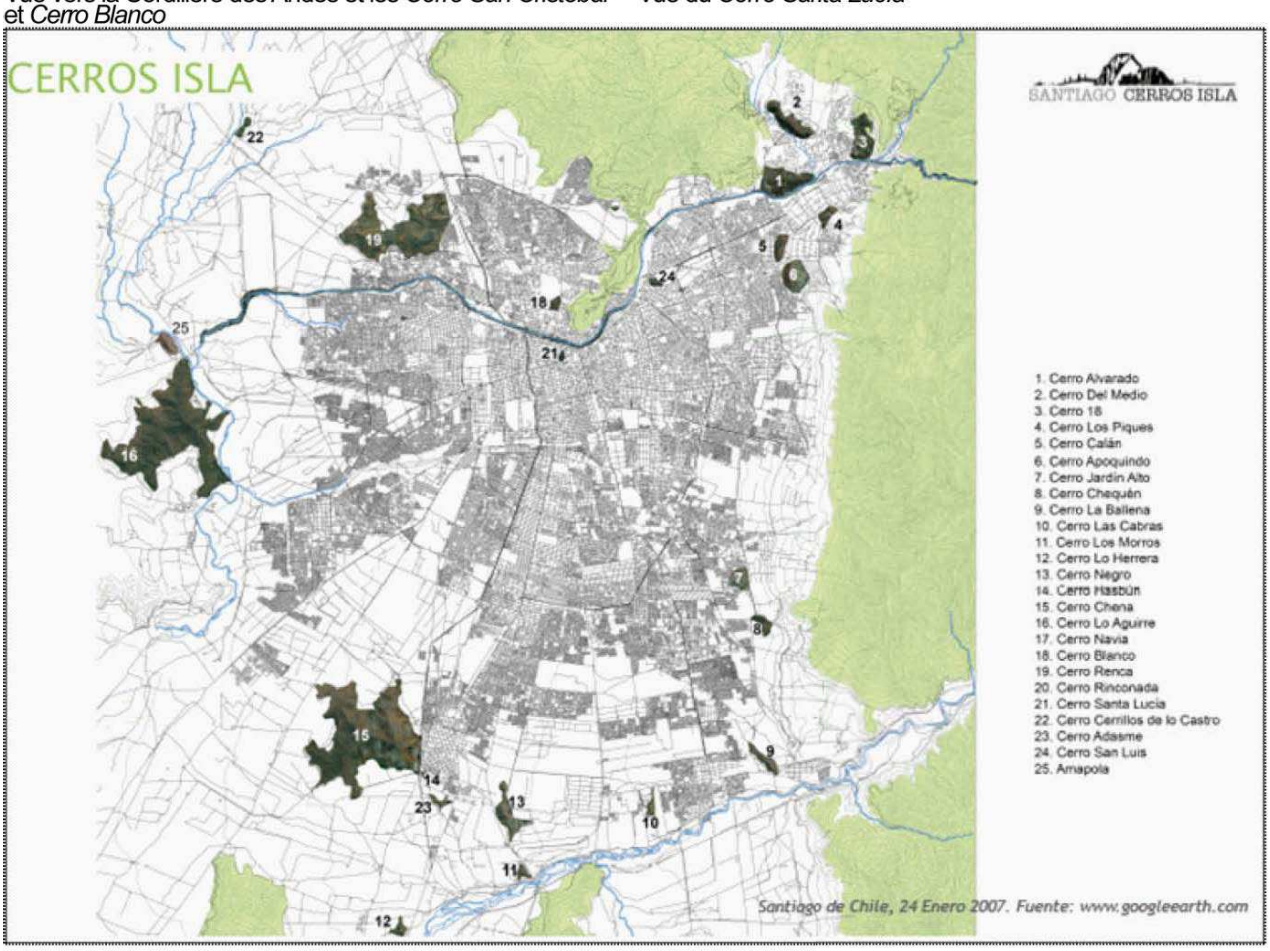
A travers un fonds de politiques publiques et pariant tout à la fois sur la richesse floristique du *Cerro Alvarado*, sur sa très bonne connectivité avec l'ensemble de l'agglomération, sur le panorama qu'il offre sur la Cordillère des Andes (Figure 59 a.) et sur un intérêt croissant porté par les habitants de ces communes – en partie par les expatriés européens- pour les pratiques sportives, ils essaient d'intégrer ces espaces isolés à la ville et aux pratiques urbaines.

Ils ont d'ailleurs collaboré avec le photographe paysager Guy Wenborne (Figure 59 b.) qui a survolé la ville en hélicoptère afin de photographier l'ensemble des *cerros islas*, de montrer leur valeur paysagère et aussi de prendre conscience de leur étendue mais surtout de leur organisation systémique en trame verte à l'échelle métropolitaine (Figure 59 c.).

Figure 59. Le projet *Cerros Isla* à Santiago

a. Photographie aérienne de Guy Wenborne.
Vue vers la Cordillère des Andes et les *Cerro San Cristobal* et *Cerro Blanco*

b. Photographie aérienne de Guy Wenborne.
Vue du *Cerro Santa Lucía*



c. Vers un réseau de *cerros islas* à Santiago ?

C. FALIES, 2013

Pour des raisons géologiques, ces *cerro islas* dont l'essentiel du matériel est volcanique et provient de la Cordillère des Andes mais ont également été érodés par le réseau hydrographique de la dépression centrale du Chili, sont organisés en cordons autour des cours d'eau principaux qui traversent Santiago d'est en ouest qui sont le Rio Mapocho au Nord et le Rio Maipo au sud. Ainsi en termes d'aménagement, la trame verte ou jaune – en fonction de leur plus ou moins grande végétalisation- que constituent ces *cerros islas* vient se superposer à la trame bleue des deux cours d'eau ou des *quebradas* inconstructibles à moins de 40 mètres du lit mineur ce qui offre un atout majeur aux aménageurs s'ils veulent avoir une vision métropolitaine et réellement connectée des espaces ouverts.

Pour autant, une des participantes au projet *Santiago Cerro Isla* conclut ainsi son rapport : « *Si nous avons bien des outils de planification urbaine qui parlent et interviennent sur des éléments géographiques particuliers comme le sont les collines, on les aménage en fonction d'autres thématiques qui priment au moment de planifier la ville, les usages du sol, l'accessibilité et les densités urbaines. On ne leur reconnait pas leurs caractéristiques historiques, territoriales, identitaires qui en font des palimpsestes*. » (AGUIRRE, P., 2011)

La zone de gestion intégrée du *Cerro Blanco* (numéroté 18 sur la Figure 59 c.) est l'une des cinq prévues dans le plan de développement du quartier de La Chimba Mapocho.

Elle s'articule autour de la colline du Cerro Blanco déjà Parc culturel indigène (Figure 60 b.) puisqu'on y a retrouvé un ancien cimetière indigène et qu'une communauté mapuche s'est installée au sommet (Figure 60 d.) et de l'avenue Santos Dumont (Figure 60 a.) qui demeure un axe d'habitat dégradé et encore peu fréquenté pour cette raison. Pourtant il permet de relier facilement et à pied les deux stations et les deux lignes de métro de Cerro Blanco à l'est ouverte en 2005 et d'Hospitales à l'ouest dont l'ouverture est prévue pour 2017. Le quartier organisé autour d'un espace ouvert public est voué à se développer pour trois raisons : d'abord, il constitue une réserve foncière impressionnante à seulement trois stations de métro du centre névralgique de la capitale à la fois par la présence de hangars désaffectés et de maisons basses où un immeuble de 14 étages a été construit en 2008 ; ensuite, c'est un quartier à forte identité indienne qu'elle soit mapuche ou aymara par la présence de nombreux migrants péruviens et boliviens qui se retrouvent fréquemment dans l'espace vert au sud du Cerro Blanco ; enfin, car le

Cimetière Général situé au nord comparable à celui de Buenos Aires mise à part sa localisation moins centrale est en passe de devenir un lieu touristique autant pour les monuments mortuaires patrimoniaux qu'il abrite que pour la qualité de ses espaces verts.

L'idée qu'a ce groupe de travail est d'étendre la réflexion à l'ensemble des *cerros islas* du pays dans d'autres contextes métropolitains notamment à Concepción qui est la métropole émergente au Chili. Toutefois, ils restent dans l'ensemble très sceptiques sur la mise en pratique de leurs préconisations dont une des plus notoires est d'instituer ces buttes en parcs scientifiques ou scolaires avec des infrastructures d'étude et d'expérimentation. Leur marge de manœuvre la plus ample pour le moment est de passer par la mise en place de *bolsa de bonos verdes*[111] qui viennent compenser les mauvaises pratiques environnementales de certaines grandes entreprises qui ont leurs sièges sociaux en ville.

Par ailleurs, on voit bien ici à travers le cas du *Cerro Blanco* que, comme bien souvent au Chili, les projets de développement et les initiatives se multiplient sur les mêmes espaces mais ne font bien souvent que se surimposer, et le plus souvent s'annuler. On en arrive donc à des situations paradoxales où j'ai pu parler de ce quartier à la spécialiste de la gentryfication et des quartiers de l'immigration péruvienne et bolivienne à Santiago sans qu'elle parvienne même à le localiser ou de tel ou tel projet à un porteur de tel autre projet sans que celui-ci en aie jamais entendu parler.

[111] Bourse de coupons verts.

Figure 60. Le *cerro Blanco* : un espace ouvert en plein cœur de Santiago

a. Au premier plan, avenue Santos Dumont au pied du *Cerro Blanco* entre l'avenue La Paz menant au *Cementerio General de Santiago* et l'avenue Recoleta.
Au deuxième plan, on voit un ensemble de maisons anciennes et délabrées habitées surtout par des migrants péruviens et des boliviens. A l'arrière-plan, se dresse un immeuble résidentiel récent.

b. Parc culturel indigène en raison de la présence d'un cimetière indigène. Il est très fréquenté par les migrants andins qui vivent de l'autre côté de l'avenue Santos Dumont.

c. «*Animita*» le long de la route menant au sommet.

d. Au sommet, centre indigène «*Conacin*» pendant une cérémonie (feu au premier plan). Le centre est constitué d'une dizaine d'auto-constructions et d'une vingtaine d'habitants.

e. Vue du *Cementerio General* depuis le sommet du *Cerro Blanco*. Les *cerros* offrent des vues panoramiques à 360°c sur toute la capitale qui pourraient faire l'objet d'un développement touristique surtout à deux stations de métro de la *Plaza de Armas*.

C. FALIES, 2013

Ces situations sont le produit du peu d'intérêt encore porté au Chili par les aménageurs urbains à la pratique du terrain qui contraste avec l'aptitude à zonifier ou à découper l'espace en périmètres qui n'ont de sens que d'en-haut. Les pratiques des acteurs locaux sont donc finalement peu prises en compte alors que ce sont systématiquement les fonctions attribuées à chaque zone qui semblent l'emporter. Les noms des cinq zones de gestion intégrées du projet de rénovation de La Chimba Mapocho en attestent : zone de gestion intégrée (ZGI) Campus biomédical ; ZGI Patrimoine, Habitat, Commerce ; ZGI esplanade marchés ; ZGI marchés ; ZGI Cerro Blanco Habitat.

Pour des zones mesurant respectivement plusieurs dizaines d'hectares et habitées par des populations avec une telle identité de quartier, ces dénominations peuvent paraître très fonctionnalistes voire technicistes. Cependant, de plus en plus, ces projets essaient de s'appuyer sur des mouvements citoyens existants comme c'est le cas dans les dunes de Concón.

B. Les dunes de Concón : le paradigme des espaces ouverts métropolitains

Lors de la journée de nettoyage des dunes du 31 Mars 2012 organisée par l'association *Red Duna Libre*[112], un cycliste qui passait là demande : « *Et comment peut-on aider votre association ?* » Sergio Elortegui a répondu : « *Nous ne voulons surtout pas d'argent. Nous en avons bien eu besoin pour éditer une petite brochure à destination des habitants et des écoles de Concón mais nous nous sommes débrouillés.* [M. J. Aguirre me confia par ailleurs, comme L. Iturriaga, porte-parole de la cause des zones humides au Chili, que ce sont leurs maris respectivement chef d'entreprise et ingénieur qui financent leurs actions]. *Ce que nous cherchons c'est donner du pouvoir aux gens (*empoderar a la gente*). Et pour nous l'information c'est le pouvoir.* »

Et l'information passant toujours par la communication, quoi de mieux pour les médias que les dunes de Concón que tout le monde peut voir de Valparaíso. Plus, pour le naturaliste : « *Concón et son mall sont le paradigme du Chili* », à savoir un espace naturel unique privatisé jusqu'à disparaître complètement sous les bulldozers.

Effectivement, le cas est particulièrement emblématique non seulement du Chili mais aussi du processus de production des espaces ouverts. La photographie suivante prise depuis le sommet de la dune le 31 mars 2012 contient de nombreux éléments à analyser. Cette journée de

[112] Réseau Dune Libre.

terrain a clos mes recherches en raison de la présence ce jour là de tous les éléments qui constituent un espace ouvert métropolitain.

En effet, les dunes de Concón sont des espaces encore non bâtis bien que cernés de près par l'urbanisation (tours résidentielles, routes, maisons individuelles, *mall*). Elles sont reconnues comme ayant une valeur environnementale et patrimoniale forte et ce depuis plusieurs décennies ; elles sont pratiquées par des riverains qui viennent y pratiquer du vélo ou la marche à pied ; leur statut juridique est peu clair dans la mesure où il s'agit d'un « sanctuaire de la nature » pour l'Etat mais qu'elles appartiennent à une entreprise privée ; elles sont le lieu de nombreux conflits ; leur devenir dépend de plusieurs groupes d'acteurs présents : des scientifiques (« *Taller la Era* », expertise internationale), des politiques (CORE, PREMVAL, Sénat), des journalistes (articles fréquents dans la presse régionale et nationale), des mouvements de citoyens.

Le 31 mars 2012, tous ces groupes étaient présents sur place lors de l'opération de nettoyage. On peut y ajouter la Croix rouge dont on voit le stand sur la tente blanche sur la photo 25, une école privée et le camion privé de ramassage des ordures commandé par le mouvement *Red Duna Libre*. Il manquait également une personne : V. Andrade, géographe de la PUCV qui milite pour la fermeture complète de la dune de Concón et sa labellisation en monument national au titre de géomorphosite d'exception afin de pouvoir y mener des recherches et de préserver efficacement la dune.

Les dunes de Concón ont donc tous les ingrédients d'espaces ouverts produits par la métropole : ils sont à la fois perçus, conçus, vécus depuis Valparaíso et même depuis la capitale, bref depuis les centres de pouvoir et ce, depuis de nombreuses années comme le montre cet extrait de la préface de l'ouvrage *Las dunas de Concón : El desafío de los espacios silvestres urbanos* écrite par R. Paskoff en 2005 :

« Il est nécessaire de pouvoir compter sur une politique de conservation des dunes. Il faut protéger les paysages uniques et les biocénoses originales des dunes littorales ; c'est particulièrement vrai pour les Dunes de Concón. Quand je suis arrivé au Chili au début des années 1960, j'ai tout de suite remarqué leur originalité due au fait que leur alimentation ne se fait pas avec un sable de plage puisqu'elles sont séparées de la mer par une falaise et une côte rocheuse. Se sont des dunes suspendues, comme posées sur un balcon, dominant la mer. Au fil du temps, j'ai vu avec inquiétude comment l'urbanisation galopante de « la grande ville du littoral de la Ve

Région » menaçait l'existence des Dunes de Concón courant le danger de supprimer du patrimoine national un élément non seulement spectaculaire mais aussi scientifique. Elles constituent en effet un registre de l'évolution du littoral du Chili central au cours des derniers millénaires résultant aussi bien des variations du niveau de la mer, que des changements climatiques et des actions humaines », (ELORTEGUI, S. (dir.), 2005).

Photo 25. Les dunes de Concón le 31 mars 2012

La multidimensionnalité du propos de R. Paskoff (environnement, politique, géologie, paysage, actions humaines) ainsi que l'évolution plus récente des dunes de Concón qui dépendent d'une pluralité d'acteurs et d'échelles incitent à envisager une approche transversale des espaces ouverts. Cette transversalité ne s'exprime pas seulement à travers la notion de mise en réseau régionale comme on a pu l'évoquer pour le projet *Santiago cerros islas* et comme l'évoque le nom de *Red Duna libre*, le mouvement citoyen le plus actif, ainsi que les liens tissés avec d'autres mouvements citoyens comme celui des dunes de Ritoque ou de *l'humedal de*

Batuco, mais à travers le concept de « *translocal assemblage »* proposé par C. McFarlane (MCFARLANE, C., 2009).

Il s'agit de réintroduire de la spatialité dans l'étude des mouvements sociaux en ne considérant plus simplement que les réseaux mettent en relation des points sans épaisseur mais au contraire des espaces chargés de matérialité, de pratiques et de valeurs qui leurs sont propres comme c'est particulièrement le cas pour les dunes de Concón. Les mouvements sociaux à la fois sont pétris de cette spatialité et à l'inverse les rapports de pouvoir induits dans les mouvements sociaux finissent par s'imprimer sur les espaces ouverts. Il existe en effet plus un système d'acteurs multiscalaire projeté dans le local que des acteurs locaux en tant que tels.

- *Conclusion du chapitre 9 - Les espaces ouverts métropolitains : paradoxe ou pléonasme ?*

Ce chapitre a eu pour objectif d'ouvrir l'étude des espaces ouverts à l'ensemble de la métropole depuis les périphéries choisies jusqu'ici dans le cadre de cette recherche jusqu'aux centres urbains. Que ce soit dans un contexte de forte croissance économique et donc de forte croissance urbaine vers les périphéries comme ce fut le cas jusqu'aux années 2000 ou dans un contexte actuel de relative stagnation voire de retour vers les centres (cartes 10 et 12), l'importance des espaces ouverts dans le processus plus large de métropolisation n'est plus à démontrer. Même les autorités qui peinent à les aménager ou même à les désigner en tant que tels prennent conscience de l'importance de les exhiber au même titre que les gratte-ciels des centres-villes car non seulement ils répondent à une demande urbaine croissante en tant qu'espaces productifs ou de sociabilités mais aussi car la compétition entre métropoles qui se joue de plus en plus à l'échelle mondiale en requiert un certain nombre.

Cette ouverture a consisté en une mise en perspective thématique d'autres types de prise en compte des espaces ouverts à travers des formes alternatives de mise en valeur qui sont nombreuses et se développent de plus en plus dans la région centrale du Chili (agriculture biologique, gestion partagée, économies de la transition) ainsi qu'en une ouverture spatiale vers les centre des métropoles. Il s'agit également d'une ouverture au sens où l'on peut mettre en relation les espaces ouverts à l'échelle métropolitaine à travers le concept de *translocal assemblage* (MCFARLANE, C., 2009) en raison de l'épaisseur temporelle et sociale des espaces ouverts révélée par leur analyse.

Au terme de ce chapitre et en reprenant mon premier constat d'un paradoxe constitué par le maintien d'espaces ouverts si proches des centres métropolitains, on peut s'interroger : Y a-t-il antinomie entre les espaces ouverts et la métropole ou au contraire une réelle complémentarité voire une interdépendance entre les deux termes ? Plutôt que de paradoxe ne devrait-on pas parler de pléonasme pour l'expression d'espaces ouverts métropolitains utilisée pour désigner les dunes de Concón ?

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE

Cette partie avait pour objectif de réfléchir à la possibilité d'une hiérarchisation des valeurs accordées aux espaces ouverts. Le contexte politique et économique chilien en vigueur actuellement donne rarement le dernier mot à l'Etat qui tergiverse, pétri dans ses paradoxes : comment reconnaître des usages à tous sans contredire le droit de propriété inscrit dans la Constitution ? Comment ménager un des lobbies chiliens le plus important, la *Camara chilena de la Construcción,* tout en collant aux bons principes de la communauté internationale en matière environnementale notamment ?

Ces paradoxes sont très souvent articulés autour de deux points principaux qui sont la question des usages ou même des pratiques de l'espace ainsi que celle du régime foncier de ces mêmes espaces. Devant ces paradoxes trois *scenarii* peuvent voir le jour avec des acteurs relais de l'Etat dans le processus de hiérarchisation des valeurs des espaces ouverts :

- Un scenario radical qui verrait la poursuite de la politique actuelle et qui serait résumé par la « boutade » de Rodolfo C. à propos de sa propriété du *Fundo Santa Laura* : « *Moi, ici je veux faire une république libre et indépendante comme celle de Monaco. Vous savez ce que c'est vous Monaco en tant qu'européenne !* ». En effet, sur le terrain certains partisans de la libéralisation à tous crins et de la poursuite corrélée de l'urbanisation, évoquent, décomplexés, l'exemple de la Côte d'Azur ou de la Costa Brava. Même la crise des subprimes qu'a connue les Etats-Unis puis l'Espagne en 2010 ne semble pas les dissuader.

- Mais la radicalité peut également être le fait des opposants à ce type de développement fondé uniquement sur la privatisation et *in fine* parfois la sécession de quartiers ou de secteurs entiers, même ruraux (JAILLET, M.-C., 1999; VANIER, M., 2005). Le problème foncier étant de plus en plus évoqué notamment dans les régions où la présence des Mapuches est important comme la Région d'Araucanie, certains milieux parlent de la nécessité d'une nouvelle réforme agraire dans le pays devant l'échec de la précédente. Des spécialistes parlent aussi de cette nécessité de changer de modèle foncier dans les vieux pays du Sud : « *Changer le modèle foncier des vieux pays du Sud, ce n'est pas seulement faire une révolution conceptuelle, en admettant qu'en dépit du droit positif (néo colonial) existant, le pays réel est habité et que tout l'espace y est déjà possédé, sinon approprié. C'est aussi renoncer au simplisme d'une idéale « propriété*

absolue » qui voudrait que tout terrain soit la propriété d'un seule titulaire (qu'il s'agisse d'une personne privée ou collective). La propriété foncière est en effet une illusion (ou pour le moins une simplification). On ne peut pas être propriétaire d'un terrain comme on est propriétaire d'un chapeau ou d'un tracteur. Dans aucun pays, le propriétaire n'a tous les droits sur sa terre, comme il a tous les droits sur son tracteur. Il existe toujours, au minimum, le droit de la collectivité nationale qui se superpose au droit du propriétaire. [...] *Etre propriétaire d'un terrain, ce n'est pas être propriétaire d'une chose, mais être propriétaire de droits sur un espace, sachant que tous les droits sur cet espace n'appartiennent pas nécessairement au même titulaire*. (COMBY, J., 2008).

Cependant, dans la région centrale du pays, le poids d'une classe agricole entrepreneuriale ainsi que le maintien de la très grande propriété rendent l'hypothèse d'une réforme agraire peu probable bien qu'un climat fortement conflictuel ait agité le pays en 2011 et 2012, (PULGAR, C., 2011).

- Un scénario plus consensuel pourrait naître également dans un pays qui connait un rapport au moins aussi complexe que la France entre Etat central et politiques de décentralisation. Il s'agirait d'adapter des outils tels que le Conservatoire du Littoral ou les SAFER, sociétés d'aménagement foncier et d'aménagement rural, au Chili. Dans les deux cas, l'Etat est considéré non plus comme un simple régulateur ou législateur mais comme un acteur économique des espaces en question.

Or, précisément, l'Etat chilien, fort de ses gains annuels pouvant atteindre plusieurs milliards de dollars à travers son entreprise nationale du cuivre, CODELCO, n'est-il pas en mesure de réinvestir une partie de son profit dans l'achat de terrains littoraux, ruraux ou périurbains ? Ce serait une façon de concilier démonstration de la force de l'Etat et développement local. Ces solutions commencent à être connues au Chili chez les scientifiques mais peinent encore à rencontrer un écho politique.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Des racines à l'horizon

« L'ouvert n'est pas un concept intellectuel que l'on peut comprendre seulement dans le langage apparemment énigmatique de Ciudad Abierta*. Ce n'est pas une interprétation obscure d'un groupe d'exaltés autour des textes d'Hölderlin, mais une voix directe du poète allemand, qui peut se convertir en une invitation concrète et réelle, et nous montrer avec clarté un horizon qui peut se déployer dans la vie, les travaux et les études de tous les milieux universitaires en Amérique. »*

Entretien avec Jaime Reyes, poète, 2010

Au départ de cette recherche, il y avait un paradoxe : comment des espaces peu bâtis peuvent-ils encore subsister devant l'urbanisation sans précédent que connait la région centrale du Chili depuis 50 ans ? Alors que se multiplient les espaces résidentiels fermés, les centres commerciaux, les péages, les barrières, les portails, quelles peuvent être les conditions du maintien d'espaces de faible densité au sein d'une double aire métropolitaine d'un pays du sud émergent ?

Comme on a pu l'entendre, le penser et même l'écrire les espaces ouverts sont-ils alors une notion voire un concept ou bien une simple métaphore spatiale voire un mirage ? Est-ce une grille de lecture imposée à des espaces et à des sociétés qui la méconnaissait ou au contraire est-ce une nouvelle figure géographique qui du cas chilien peut-être extrapolée à d'autres contextes métropolitains?

En repartant du choix des termes et de leur bien-fondé comme j'ai essayé de le faire tout au long de ce texte, je veux répondre à ces questions en conclusion précisément à travers deux métaphores. « En effet, la littérature géographique utilise beaucoup la métaphore […]. G. Dematteis (*Le Metafore della terra*) estime même que la géographie ne fonctionne que par métaphores anthropomorphiques, anatomiques […] ou comportements humains […] », (BRUNET, R., entrée « métaphore », 1993). Ce recours est en effet ancien notamment pour les métropoles nord-américaines précocement étudiées (SENECAL, G., 2008) et même si la métaphore peut être jugée peu scientifique en introduction dans la mesure où elle doit se comprendre avant toute démonstration, on peut espérer qu'en conclusion, le lecteur admette la relation ainsi mise en place entre les deux termes de la métaphore qui aura contribué à étendre encore son « imagination géographique », (GREGORY, D., 1994 ; LEVY, J., LUSSAULT, L., entrée « métaphore spatiale », 2003).

MÉTROPOLE, ESPACES OUVERTS : QUI DE L'ŒUF OU DE LA POULE ?

« Le domaine du devenir s'oppose à celui de l'essence, car ce qui est postérieur dans l'ordre de la génération est antérieur par nature, et ce qui est premier par nature est dernier dans l'ordre de la génération. »

Aristote, *Parties des animaux,* livre II ch.1 (646a24)

Le problème qui m'a longtemps résisté était celui de l'antécédence entre les deux termes du sujet : espaces ouverts et métropole. Si j'ai pu penser initialement que le fait que des espaces ouverts résistent à la métropolisation de la région centrale du Chili était un paradoxe, au terme de cette étude, je suis amenée à le renverser ou à en constater un autre, intemporel, celui soulevé par Aristote de l'antécédence entre l'œuf et la poule. En effet, les espaces ouverts ne précèdent pas chronologiquement la métropole. Ils en sont au contraire le produit. Sans métropole, il n'y aurait pas d'espaces ouverts mais simplement des déserts ou des espaces vides.

Cependant les métropoles contemporaines toutes puissantes qu'elles soient à produire des espaces ouverts ou fermés peuvent-elles seulement exister à long terme sans espaces ouverts pour leurs usagers ?

Car en effet, tout est une question de point de vue et la stricte relation de cause à effet entre métropole (cause) et espaces ouverts (effet) n'est pas si simple comme tend à le faire penser la solution d'Aristote au paradoxe de l'œuf et de la poule.

En d'autres termes, les espaces ouverts qui semblaient être à l'origine, à la racine de la métropole en sont, tout aussi bien, en changeant de paradigme, l'horizon.

LA MÉTROPOLE OU LE COMPLEXE DE MÉDÉE

Amies, mon acte est décidé : le plus vite possible je tuerai mes fils et m'enfuirai loin de ce pays pour ne pas, par mes lenteurs, exposer mes enfants à périr par une main plus hostile. Il faut absolument qu'ils meurent. Puisqu'il le faut, c'est moi qui les tuerai, qui les ai mis au monde.

Médée, Euripide

Cette recherche a montré que le processus de métropolisation accéléré que connaît le Chili depuis cinquante ans ne se contente pas de faire disparaître des espaces à la mise en valeur encore faiblement intensive et qui existeraient de toute éternité : c'est la métropole elle-même

qui telle Médée avec ses fils justifie d'en sacrifier certains par le fait de les avoir fait naître et pour en valoriser d'autres. L'espace et son abondance sont le support de la métropolisation latino-américaine mais ce n'est que dès lors qu'il y a métropolisation que l'on peut parler d'espaces ouverts par contraste avec les espaces fermés qu'elle produit également.

Les espaces ouverts n'existent pas en tant que tels hors contexte métropolitain. Ces espaces ne doivent donc plus être considérés comme vides mais porteurs de nombreuses valeurs économiques et sociales. La métropole décide alors du devenir des espaces ouverts qui la composent au titre que par ses routes, ses capitaux, ses urbains elle a fait émerger ces espaces en leur attribuant des ressources devenues rares : faibles densités, ruralité, naturalité… Mais est-ce légitime ? Chez Euripide, les enfants de Médée n'ont même pas de noms. Ils ne sont pas des sujets à part entière mais sont comme des simples objets de jouissance de leur mère. C'est le cas aussi souvent des espaces ouverts dans les plans d'aménagement formulés pour eux par les métropoles.

Comme la hiérarchisation des valeurs est une tâche difficile à établir particulièrement lorsque l'Etat libéral semble avoir cédé la plupart de ses pouvoirs régaliens, c'est le recours à une analyse systémique qui a été privilégié.

Le choix de l'étude des espaces ouverts permet effectivement d'inverser la perspective d'étude du système métropolitain vu non à partir des dynamiques d'extension du bâti mais à partir du sacrifice ou au contraire du maintien d'espaces encore libres de construction. Comme les spécialistes de la complexité le laissent penser, il faut toujours d'abord définir la frontière, les limites entre le système et son environnement (FORRESTER, J.W., 1984). C'est ce qu'a permis l'étude des espaces ouverts périphériques.

Car comme Médée, la métropole n'existe pas en tant que telle : il s'agit plutôt d'un système complexe englobant des décideurs, des investisseurs privés, des acteurs du quotidien, bref, des producteurs d'espace.

LA MÉTROPOLE : UN SYSTÈME D'ESPACES OUVERTS

« La forme de la valeur réalisée dans la forme monnaie est quelque chose de très simple. Cependant l'esprit humain a vainement cherché depuis plus de deux mille ans à en pénétrer le secret, tandis qu'il est parvenu à analyser, du moins approximativement, des formes bien plus complexes et cachant un sens plus profond. Pourquoi ? Parce que le corps organisé est plus facile à étudier que la cellule qui en est l'élément »

(MARX, 1867, Préface de la première édition.)

Considérer la métropole comme un système et comme un système complexe c'est ne pas se fier uniquement à des centres urbains où elle exhibe les habits d'un pays neuf à l'économie extravertie et peu régulée, bien desservi par les mannes du cuivre ou de l'agriculture d'exportation. Cette représentation systémique est celle qui a, du reste, été adoptée en 2008 par le nouveau Plan Régulateur Métropolitain de Santiago dont l'objectif à échéance 2030 est d' « *obtenir une capitale plus verte et plus intégrée […] et un système d'aires vertes* ».

Comme la métropole est un système, alors on a pu aussi bien l'étudier depuis des marges peu construite. Qui plus est ces marges, coulisses du phénomène métropolitain, en sont aussi comme les caisses de résonnance où se jouent de la façon la plus exacerbée les injustices qu'il produit : problèmes d'accessibilité, de conditions de vie et de déplacement, pollution de l'eau et des sols, ségrégation socio-spatiale… Ces marges sont donc des espaces privilégiés pour appréhender le système métropolitain, ses limites mais aussi les innovations dont il peut être à l'origine – reconfigurations territoriales, projets d'acteurs, mises en réseau…

« *Le maître mot en ce début du XXIe siècle est celui de complexité. L'économie est complexe, la vie dans les mégalopoles est complexe, les mécanismes de la maladie d'Alzheimer sont complexes. (…) Nous sommes écrasés par la complexité.* » (BERTHOZ, A., 2009).

Le neuropsychologue A. Berthoz, propose donc de pratiquer ce qu'il appelle la simplexité : « *cet ensemble de solutions trouvées par les organismes vivants pour que, malgré la complexité des processus naturels, le cerveau puisse préparer l'acte et en anticiper les conséquences. Ces solutions ne sont ni des caricatures, ni des raccourcis, ni des résumés. La simplexité est cette complexité déchiffrable, car fondée sur une riche combinaison de règles simples (…) de nos environnements naturels, matériels, sociaux* », (BERTHOZ, A., 2009).

Il s'est beaucoup intéressé à l'espace mais a été peu lu par les géographes. Pourtant, sa théorie de la simplexité nous intéresse au plus haut point pour tout essai de géographie régionale. L'objectif n'était pas de produire une monographie régionale évoquant par le détail la

répartition spatiale des activités « depuis le bas » et par induction généralisant au fonctionnement métropolitain dans son ensemble, ni d'appliquer des modèles déjà éprouvés à une autre échelle ou dans d'autres pays au cas qui nous occupe.

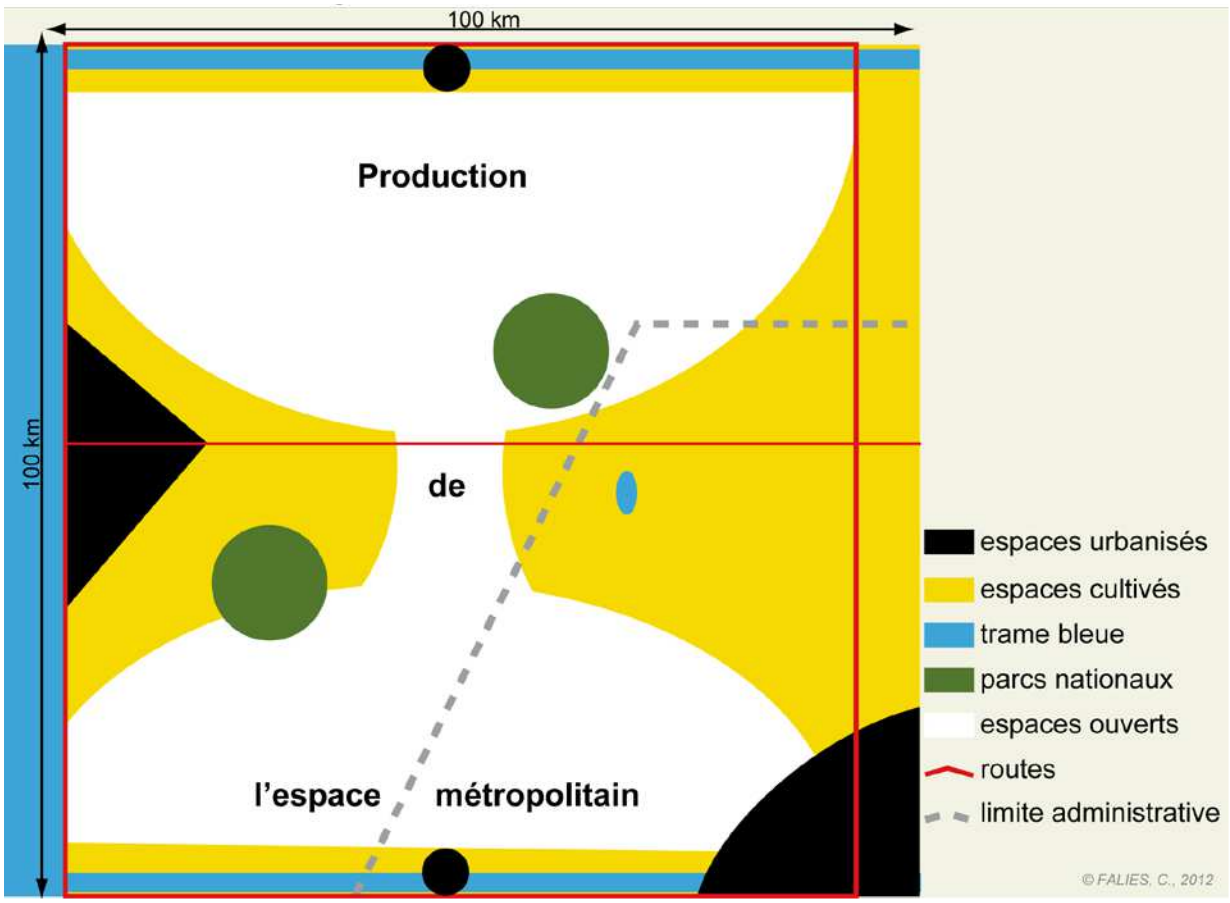
Il s'agissait plutôt de partir de Figures de base pour comprendre la forme et le fonctionnement de la région métropolitaine que constitue aujourd'hui le doublet Santiago du Chili-Valparaíso. Cette production conjointe de la métropole et de ses espaces ouverts étudiée au fil de cette thèse se retrouve représentée de manière schématique dans la Figure 61.

Dans un article intitulé «Chili, un modèle au carré », J. Negrete, H. Théry et S. Velut ont relevé le défi de représenter sous la forme d'un carré les structures principales du pays dont l'étendue latitudinale rend souvent difficile la représentation cartographique (NEGRETE, J., THERY, H., VELUT, S., 2002).

En s'inspirant de cette démarche et pour tendre vers la simplexité évoquée plus haut, la Figure 61 présente une synthèse « mise au carré » de l'ensemble des cartes régionales présentées dans la thèse (cartes 1, 7, 13, 15, 16 et 17). Les espaces ouverts et leur production y apparaissent comme centraux au sens géométrique et prennent la forme d'un sablier en raison de l' « encadrement » par les vallées de l'Aconcagua et de Casablanca.

L'étude des espaces ouverts n'est donc pas un détour mais au contraire permet d'étudier le cœur de la métropole. Malgré l'importance ici du contexte topographique (alternance littoral, cordillère de la côte, dépression centrale) mais aussi de l'existence d'une métropole à deux têtes (la capitale, le port) qui explique la forme en sablier, on peut interpréter cette représentation et éventuellement même l'extrapoler à d'autres situations métropolitaines.

Figure 61. Production des espaces ouverts et de la métropole dans la région centrale du Chili, et *vice et versa.*



En effet, tout d'abord, ce sablier évoque le temps linéaire nécessaire à la production des espaces ouverts. Ce temps peut être d'autant plus long qu'on le compare aux rythmes de croissance rapides des cycles économiques qui s'impriment dans l'espace et que l'on prend en compte la réinitialisation périodique et partielle opérée par l'aléa sismique. Ce temps qui implique conjointement les espaces ouverts et la métropole peut être appelé durabilité dans la mesure où il permet la production des espaces ouverts et de la métropole, la mise en place du système métropolitain et sa pérennité.

Car la deuxième interprétation que l'on peut donner de cette figure du sablier est aussi qu'il peut être renversé résolvant par la même le paradoxe de l'antécédence ou du lien générationnel entre les espaces ouverts et la métropole. La production de l'un exige l'existence de l'autre et *vice versa.*

Si le lien de génération entre la métropole (la mère au sens étymologique) et les espaces ouverts (ses enfants biologiques) a été établi, leur relation peut varier largement en fonction du type d'espace ouvert considéré et en fonction des étapes de constitution de la métropole. Il y a ses enfants aînés, les *cerros ;* les enfants abandonnés, les friches ; les enfants maltraités, comme les zones humides polluées ou les espaces incendiés ; les enfants sacrifiés, tous ceux qui disparaissent chaque année derrière des murs ou sous du béton ; les enfants prodigues, les espaces maraîchers ou agricoles fortement intensifs qui permettent de la nourrir tout en développant des liens forts avec l'étranger ; les enfants rebelles où la végétation revient même où on l'avait oubliée comme dans le cas du recru forestier ou de la « nature » en ville ; les enfants sages incarnés par les parcs urbains ; les enfants adoptés que la métropole commence à reconnaître dans ses plages ou dans ses berges de fleuve qu'elle réintègre à l'aménagement urbain ; ses enfants sous tutelle, les parcs nationaux devenus Réserves de la Biosphère et dont la gestion et l'aménagement dépendent de plus en plus d'organisme internationaux…

On peut donc reprendre la Figure 3 présentée en introduction et au terme de l'étude essayer de comprendre le mode de reproduction des espaces ouverts au sein du système métropolitain.

LA (RE)PRODUCTION DE L'ESPACE OUVERT

Pour des raisons de changements profonds des objets d'études de la géographie classique ou liées à un contexte post-moderne de redéfinitions des concepts et paradigmes jugés traditionnels de la discipline, certaines catégories héritées sont devenues incomplètes ou impropres à décrire, analyser, expliquer des situations géographiques devenues plus complexes (DEBARBIEUX, B., 2005). C'est le cas des concepts de « rural », d' « urbain », de « local» en particulier. En effet, même l'adaptation de ces termes (ruralité, rurbain, périurbain, glocal) ne parviennent plus à saisir la multiplicité des processus en cours et leurs imbrications bien qu'ils servent pourtant à décrire des phénomènes sinon nouveaux, s'appuyant en tout cas sur de l'existant (pratiques spatiales, infrastructures, découpage administratif) comme c'est le cas pour la métropolisation.

Le terme d'espace ouvert s'est imposé dans le vocabulaire de nombreuses disciplines faisant partie des sciences sociales depuis une dizaine d'années sans être toujours ni explicité ni parfois même défini. Or, il convient très bien à des espaces d'échelles variées imbriqués dans des

processus eux-mêmes multiscalaires situés dans les périphéries ou dans les interstices des agglomérations contemporaines. L'expression contient en elle, beaucoup de réalités physiques mais aussi de représentations ce que n'abordent pas en général les autres termes dédiés à la description de ces espaces.

De plus, le choix des espaces ouverts a permis de s'affranchir de ces catégories qui en plus ne correspondaient pas toujours au contexte latino-américain et au contexte chilien en particulier comme la carte 13 l'a montré par l'écart qui existe entre les zones rurales/urbaines conçues par les découpages municipaux et les zones urbanisées telles qu'elles existent.

Les espaces ouverts ont été mon sujet d'étude mais ils sont considérés comme des objets à l'intérieur du périmètre métropolitain : objets de délimitation, de spéculation, de consommation… La différence avec les autres espaces qui composent la métropole, c'est qu'ils sont présentés comme mineurs devant d'autres espaces au centre des préoccupations politiques : les centres-villes, les axes de communication, les lieux de pouvoir officiel, la propriété privée…

Comme l'ont montré les cas d'étude des mobilisations dans les dunes de Concón ou le projet Santiago Cerro Islas, les espaces ouverts, une fois *produits* comme concepts, pourraient très bien être *reproduits* et considérés comme de véritables outils à la métropolisation. Ils s'affranchiraient ainsi de la tutelle de la métropole et, reconnus comme tels, pourraient devenir des labels certifiant des bonnes pratiques environnementales et sociales de la métropole dans son ensemble sous la forme de trames bleues ou vertes en particulier afin de lutter également contre la fragmentation paysagère et spatiale à l'œuvre. En d'autres termes, ce serait une occasion pour ces espaces ouverts d'être définis dans l'absolu et non plus relativement aux espaces fermés qui les cernent. Le sacrifice nécessaire de certains serait alors compensé après concertation par la préservation d'autres.

Figure 62. (Re)-production de l'espace ouvert ?

(RE)PRODUCTION des ESPACES OUVERTS

Quoi ?	Représentation	Espace physique, *topos*	Pratiques
Vocabulaire géographique	Zones Territoire	Espace Paysage	Espace social
LEFEBVRE, H.	Espace conçu	Espace perçu	Espace vécu
FOUCAULT, M.	Mot, discours	Image, concept	Choses
Plan	PARTIE 1 Formation du concept d'espace ouvert	PARTIE 2 Compréhension des espaces ouverts	PARTIE 3 Diffusion du concept
Méthode	Observation directe, Analyse des textes, lois, usages Photographies	Observation directe, Cartes mentales	Observation directe Enquêtes Observation participante

FALIES, C., 2013

C'est le sens de la flèche bleue sur la Figure 62 qui indique que le concept, une fois formulé devant les enquêtés (politiques, aménageurs, décideurs) ou prononcé par les enquêtés eux-mêmes (enfants, adultes, groupes) peut devenir une préoccupation ou une revendication et donc être inscrit dans un plan d'aménagement par exemple.

Cette reproduction peut se faire sous trois conditions :

- S'inspirer de situations métropolitaines comparables particulièrement américaines dans la mesure où elles impliquent également une abondance de l'espace, un rapport similaire à l'espace et une politique aussi libérale. Dans ce sens, les expériences états-uniennes menées à travers le pays par le service forestier du *United States Department of Agriculture* sous le nom de « *Open Space Conservation* » peut être riche d'enseignements. Elles se fondent dans tous les cas sur une analyse précise de l'évolution de la fragmentation spatiale et paysagère évaluée par télédétection et ont pour objectif de créer « un réseau interconnecté d'espaces ouverts afin d'assurer la pérennité d'écosystèmes sains et une haute qualité de vie pour les citoyens ». L'initiative est donc amenée à encourager différents types de projets que ce soit pour la réalisation d'un corridor vert dans l'Etat de Washington, des politiques foncières en Floride ou encore l'entretien de 7 des 12 sites panoramiques de la célèbre Mulholland Drive à Los Angeles. A Détroit encore, victime de la crise du secteur de l'automobile dès les années 1970

et qui dès les années 2000 la municiplaité lance un projet de réhabilitation des espaces ouverts intra-urbains notamment autour de chercheurs du groupe « *New Geography* » (http://www.newgeography.com/). La métropole du Michigan y est alors qualifiée de véritable « laboratoire urbain » et les espaces ouverts de « nouvelle frontière américaine ».

- La deuxième condition découle de la première et rend nécessaire la connaissance précise de l'ensemble régional étudié afin d'adapter au mieux la reproduction aux conditions locales. Cette condition dépend beaucoup de la méthodologie utilisée ce que permet la géographie sociale. Premièrement, car elle s'intéresse très directement à la question des inégalités sous-jacentes. Deuxièmement car, cette géographie est aussi intrinsèquement ouverte à d'autres disciplines comme les sciences politiques, l'économie, la sociologie, l'anthropologie, la biologie ou encore l'agronomie un peu à la manière des études rurales contemporaines anglaises qui se permettent des incursions dans d'autres disciplines (CLOUT, H., 2007). Qui plus est, les penseurs contemporains des inégalités comme Ray Pahl, Henri Lefebvre ou David Harvey ont commencé leurs recherches dans le monde rural avant de se consacrer aux études urbaines (PAHL, R., 1965 ; LEFEBVRE, H., 1970 ; HARVEY, D., 1962, 1965). Chez les plus jeunes géographes chiliens, c'est plutôt un aspect technique de la discipline qui est privilégié ce qui ne permet pas toujours de développer des méthodologies qualitatives communes. Quant aux chercheurs qui s'intéressent aux inégalités, ils le font encore largement dans des contextes intra-urbains. D'où certainement l'intérêt et la curiosité portés par certains au travail sur les cartes mentales en milieu rural. La pluridisciplinarité permet dans ce contexte d'enrichir de connaissances empiriques et théoriques les recherches sur les espaces ouverts comme mes entretiens avec l'architecte R. Perez de Arce, l'agronome F. Cosio ou l'économiste P. Trivelli me l'ont enseigné. La formation aux techniques d'enquête et de terrain adaptées aux espaces ouverts des plus jeunes géographes encore très largement confiées aux anthropologues, aux sociologues et aux psychologues au Chili ce qui exclut souvent la prise en compte de l'espace ou l'organisation de conférences sur ce thème sont des pistes à suivre.

- La troisième condition repose sur l'écho politique du concept d'autant plus fort que les chercheurs nationaux, géographes ou non, sauront le diffuser dans la sphère politique. Or, on l'a vu, une réforme foncière ou au moins la mise en place d'outils fonciers est indispensable à la prise en compte des espaces ouverts. C'est d'ailleurs certainement une des limites de cette thèse que de ne pas avoir assez travaillé avec des politiques, depuis le haut en

quelque sorte, toute concentrée que j'étais à l'étude depuis le bas et depuis les marges. Mais sa traduction et les contacts établis avec des chercheurs chiliens pourraient contribuer à sa diffusion. De même, la participation à des projets d'expertise comme celui de la rénovation du *barrio* Mapocho-La Chimba déclinée par manque de temps pendant ma thèse pourraient être des tremplins locaux à la diffusion du concept.

Mais la diffusion des espaces ouverts tels qu'ils ont été conceptualisés dans la région centrale du Chili peut également être spatiale et donner lieu à des applications ailleurs dans le pays comme à Concepción dans la région de Bío Bío sur la Figure 63.

Comme on a vu les liens générationnels entre métropole et espaces ouverts, on peut se demander si l'étude des espaces ouverts périphériques à un ensemble urbain ne peut pas permettre d'analyser le processus de métropolisation en cours et *in fine* d'affirmer si l'ensemble urbain en question constitue ou non une métropole.

C'est la question qui se pose de façon récurrente au Chili pour Concepción mais qui est souvent abordée par des questions démographiques (quand Concepción atteindra-t-elle le cap des 2 millions d'habitants ?), de bâti (Concepción connaît-elle plutôt une verticalisation ou un étalement urbain ?) ou de transports (le *Biotren* de Concepción et ses deux lignes peut-il être considéré comme un métro ?). Lors du tremblement de terre du 27 février 2010, l'effondrement des 15 étages de la tour résidentielle de standing Alto Río (photo b., Figure 64) qui était un des symboles de la forte croissance de la ville au cours des années 2000 ne porte-t-il pas un coup d'arrêt au moins temporaire à la survalorisation des centres dans le processus de métropolisation ?

On peut également penser que la destruction totale de ce bâtiment peut inciter la construction de maisons à un étage en périphérie comme on peut le voir sur la Figure 60 dont les deux photographies ont été prises le même jour, le 23 août 2008 soit six mois après le tremblement de terre.

Figure 63. Définir une métropole à travers ses espaces ouverts : le cas de Concepción

Décharge sauvage dans les périphéries pauvres de la ville.

Raffinerie ENAP de Hualpen et élevage bovin extensif.

Concepción vue depuis ses espaces ouverts.

C. FALIES, 2013

Figure 64. Dans les autres agglomérations chiliennes, poursuivre avec l'étalement urbain ou redensifier les centres ?

a. Ensemble résidentiel fermé en périphérie de Concepción

b. La tour Alto Río après le tremblement de terre du 27 février 2010

C. FALIES, 2013

Mais Concepción étant en 2013 la seule autre ville éligible au rang de métropole au Chili, la diffusion du concept pourrait se porter vers une situation qu'a fait naître la crise mondiale de 2008 : la prolifération de villes fantômes comme Ciudad Valdeluz à la périphére nord-est de la métropole madrilène. Dans les limites de métropoles jadis puissantes et dans des moyennes montagnes aux caractéristiques parfois similaires à la Cordillère de la Côte (BERTRAND, C., BERTRAND, G., 2002) apparaissent de nouveaux espaces ouverts qui, passé le temps du désespoir et du laisser-aller, peuvent se transformer en réels atouts pour la métropole tout entière.

ANNEXES

Annexe 1. **Enquête portant sur le projet d'autoroute F30E**

FICHA DE ENCUESTA A LA COMUNIDAD INFORMACIÓN A APORTAR AL PROYECTO AUTORUTA F-30-E

IDENTIFICACIÓN DEL ENCUESTADO										
Nombre completo									Edad	
Comunidad/localidad a la que pertenece										
¿Aproximadamente cuántas personas componen la comunidad a la que usted pertenece?										
Ocupación/oficio/profesión										
Trabaja en el sector	SI		NO		¿Hace cuanto tiempo?					
Vive en el sector	SI		NO		¿Hace cuanto tiempo?					
¿Usted es dueño de la propiedad en que vive?	SI		NO		¿Qué tamaño tiene su propiedad?					

¿Está usted de acuerdo con la construcción de la autoruta F-30-E como vía concesionada y con el cobro de peajes?	SI		NO	
¿Qué alternativas a la autoruta concesionada y a los peajes anunciados propone usted para mitigar el costo económico para quienes viven en las localidades del sector?				

ASPECTOS DE USO (ACCESIBILIDAD/CONECTIVIDAD)		
¿Cuántas veces al día viaja fuera del sector en el que usted vive? (A Viña, Concón, Quintero, etc.)		veces
¿Cuáles son los 3 motivos principales?	¿A donde se moviliza?	¿En qué medio de transporte?
1.	1.	1.
2.	2.	2.
3.	3.	3.
¿Cuántas veces al día viaja dentro del sector en el que usted vive? (En las inmediaciones de su localidad o a comunidades vecinas).		veces
¿Cuáles son los 3 motivos principales?	¿A donde se moviliza?	¿En qué medio de transporte?
1.	1.	1.
2.	2.	2.
3.	3.	3.
Considerando el uso que usted hace de la carretera ¿Cuáles son los aspectos POSITIVOS del funcionamiento de la carretera actual y que una nueva carretera debería mantener y potenciar?		

Considerando el uso que usted hace de la carretera ¿Cuáles son los aspectos NEGATIVOS del funcionamiento de la carretera actual y que una nueva carretera debería corregir o mejorar?
Ante la implementación de elementos de ACCESIBILIDAD como pasarelas, pasos bajo nivel, paraderos, señaletica, entre otros ¿Qué consideraciones se deben tener para que en su localidad resulten efectivos?

Ante la implementación de elementos de CONECTIVIDAD e INTEGRACIÓN del sector como señalética, ciclovías, caleteras, caminos alternativos y de servicio, entre otros ¿Qué consideraciones se deben tener para que en su localidad resulten efectivos?
ASPECTOS DE SEGURIDAD
¿Cuáles son los lugares más comunes hacia los que se moviliza a través de la carretera actual?

¿Ha tenido alguna emergencia médica en la que requirió del uso de la carretera para la asistencia de ambulancia o concurrencia a un centro de salud?			**SI**		**NO**	
¿Cuántas veces en los últimos 3 años?		**¿La carretera actual operó de forma eficiente?**	**SI**		**NO**	
¿Ha sufrido algún siniestro (incendio, inundación, alud, etc.) en su localidad que requiriera de asistencia de servicios de emergencia?			**SI**		**NO**	
¿Cuántas veces en los últimos 3 años?		**¿La carretera actual operó de forma eficiente?**	**SI**		**NO**	

¿Cuál es el principal obstáculo o contratiempo que podría existir para transitar de forma expedita entre su localidad y los servicios de asistencia ante emergencias como bomberos, policía, salud, etc.?
¿Qué considera usted como un aspecto importante para que el desplazamiento habitual tanto entre las localidades cercanas como hacia y desde los centros urbanos (Concón, Viña, Valparaíso, Quintero, etc) sea seguro?

VALORES DEL ENTORNO Y MEDIOAMBIENTALES
¿Qué lugares presentes en el entorno de su localidad considera usted que deben ser cuidados? (Ejemplo: lugares de recreación, de actividad deportiva, educativos, camping, paseos, etc.)
¿Qué atractivos naturales y ambientales presentes en el entorno de su localidad considera usted que deben ser cuidados? (Ejemplo: Lugares valiosos por presencia de flora, fauna. Esteros, tranques, cursos de agua, humedales, bosques, zonas de cultivo, dunas, etc.)

¿Usted y/o su familia visitan o han visitado alguna vez el humedal/estero de Mantagua?	**SI**		**NO**	

¿Con que frecuencia durante el año?		**¿Cuáles son los motivos principales de su visita al estero?**
Solo una vez al año		
Más de dos veces al año		
Más de 5 veces al año		
Regularmente		

¿Qué valores considera usted que posee el estero y que deben ser resguardados?
VALORES SOCIALES
¿A través de qué actividades usted se relaciona con otras comunidades del entorno? Ejemplo: Compras, trabajo, deporte, ocio, fiestas, etc.
¿Con qué localidades del entorno se relaciona más frecuentemente por los motivos antes mencionados?
¿Qué aspectos de la convivencia tanto dentro de su comunidad como en la relación con comunidades vecinas considera que hay que cuidar pues forman parte de la calidad de vida que usted y/o su familia poseen?

Annexe 2. **Enquête générale**

Fecha y lugar :

I. Identificación			
Nombre completo Sexo			**Fecha de nacimiento**
Comunidad/localidad a la que pertenece			
¿Aproximadamente cuántas personas componen la comunidad a la que usted pertenece? Unidad vecinal, villorrio, pueblo, barrio?			
Ocupación/oficio/profesión/Formación			
¿Donde trabaja?		**¿Hace cuanto tiempo?**	
¿Donde vive ?		**¿Hace cuanto tiempo?**	
Modo de locomoción ?			
¿Dónde ha nacido?	**Ciudad/campo ?**		
Donde ha vivido antes ? Cuando llego acá ¿			

¿Usted es dueño de la propiedad en que vive? Si no, Relación del habitante con la propiedad arrendatario – allegado - usufructuario (uso y goce) – comodatario (casa o terreno cedido o prestado) – situación irregular	**SI**		**NO**		**¿Qué tamaño tiene su propiedad? ¿Cuánto le costo? ¿cree que vale o menos ahora? ¿Por qué?**	

II. Percepción de los espacios abiertos, relación con la ciudad	
Tema 1: Espacios abiertos, ciudad y naturaleza	
	1- Usted siente o cree que vive en la periferia de la ciudad de Quintero/Concón/Viña/Valparaíso? Por qué? 2- Cuntas veces al mes cruzan el Rio Aconcagua ? 0 à 5 veces 5-10 veces 3- Nombrar 3 elementos urbanos de su sector…… 4- 3 elementos rurales de su sector…… 5 -3 elementos naturales de su sector…….
Tema 2 : Espacios abiertos, relación con CA	

	6- En su entorno próximo, donde ubicaría espacios que podríamos llamar abiertos, es decir aun poco construidos ?*Mapa?* 7- Qué recorrido hace más a menudo? 8- Cual es su acceso a la playa? a los cerros ? al humedal ?
Tema 3 :	**Usos de los espacios abiertos (CA y otros) por los vecinos**
	9- Qué uso usted tiene de estos espacios? *(ocio, deporte, paseo, lugar de creación, experimentación, inspiración, jardín, agricultura, turismo)* 10- ¿Qué actividades de convivencia tiene en su localidad ? Con las otras localidades?
Tema 4 : Vida- Trabajo-propiedad	
	11- ¿En el caso que usted trabaja en la zona, cual es su trabajo? 12- ¿En qué medida su trabajo esta vinculado con estos espacios? 13- Qué tamaño tiene su parcela? 14-¿Desde cuando la cultiva? 15- ¿Qué vinculo con la Reforma agraria ? 16- ¿Usted es dueño? O arrienda? 17- ¿Cuantas personas trabajan en la parcela? 18- ¿Qué produce ¿ Qué cría? 19-¿Donde vende los productos 20- ¿Qué tipo de riego utiliza? 21- ¿Usted recibe algún tipo de accesoria o de subsidio? 22- ¿Algun tipo de problema técnico (falta de agua, erosión,…)?
Tema 5 : Valor de los espacios abiertos	
	23- ¿Para usted que valor tienen estos espacios poco construidos ? (por ej. : espacios de trabajo, de proyectos, de reserva, de agricultura, de ocio, de paseo, patrimoniales, espacio en comun) Qué jerarquía de valor de mas importancia a menor ? 24- 3 ventajas y 3 inconvenientes de vivir aquí : 25- Cual es lo que mas le gusta en vivir aquí ?

Tema 6 : Usos y Usuarios del territorio	
	26- Cuales son los otros grupos o personas que tienen un uso de estos espacios ? 27- Qué uso tienen de estos espacios? Vivienda, vida comunitaria, ocio, deporte (alumnos, kayak, cabalgatas, motos), educación, turismo, cultivos, selvicultura, ganadería, pesca
III. Interacciones y vinculo con los alrededores	
Tema 7: Relacion con la Ciudad Abierta	
	28- Conoce Amereida ? 29- Ud. Considera que AMEREIDA es un lugar abierto ? 30- Nombrar 3 elementos que ilustran la apertura de la CA 31- 3 elementos que ilustran el cierre de la CA 32- ¿Ha entrado a la CA? 33- ?Qué lugares conoce de CA? 34- Para usted, ¿esta abierta o cerrada ¿ 35- Sabe quien vive dentro? Conocen algunos habitantes? 36- ¿Sabe porque se llama así? 37- ¿Sabe la historia de lugar? 38-¿Para usted, que hacen dentro?

	39- ¿Sabe que el lugar esta relacionado con la PUCV de Arquitectura? 40- ¿Cuantas veces va a la CA al mes? 41- ¿Por que viene o no viene a la CA ? que les gusta, no le gusta
Tema 8 : Conflictos de usos, amenazas y futuro del territorio de la CA	
	42- ¿Usted visualiza algún problema, conflicto en los espacios donde vive/trabaja ? 43- Qué futuro le ve a estos espacios? A corto, mediano, largo plazo. 44- ¿Piensan que es un lugar de valor ecológico? 45-¿Que elementos de Naturaleza habría que proteger? 46- Ud se opuso a la construcción de la carretera? 47- ¿De qué manera las autoridades político administrativas atienden sus preocupaciones? Qué herramienta o solución propondría para mejorar esta situación?

Comentarios :

Annexe 3. **Enquête politique**

Fecha y lugar :

Nombre, apellido :

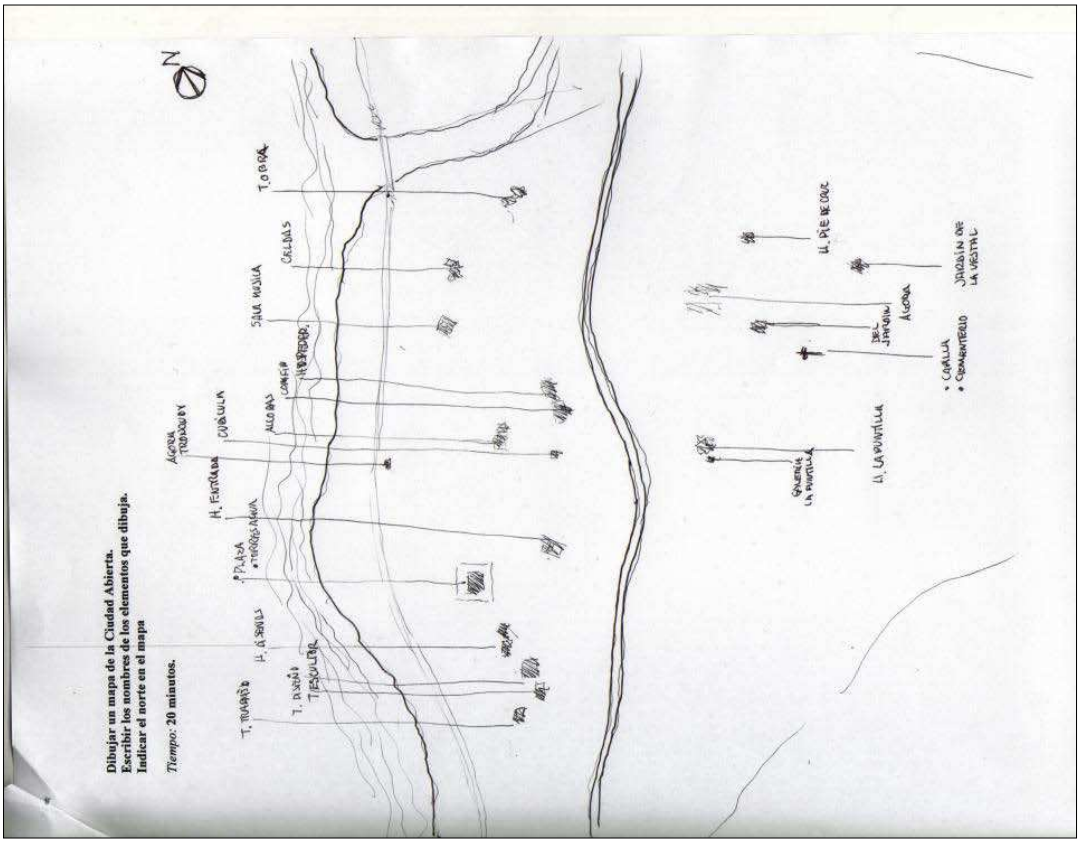
Funcción:

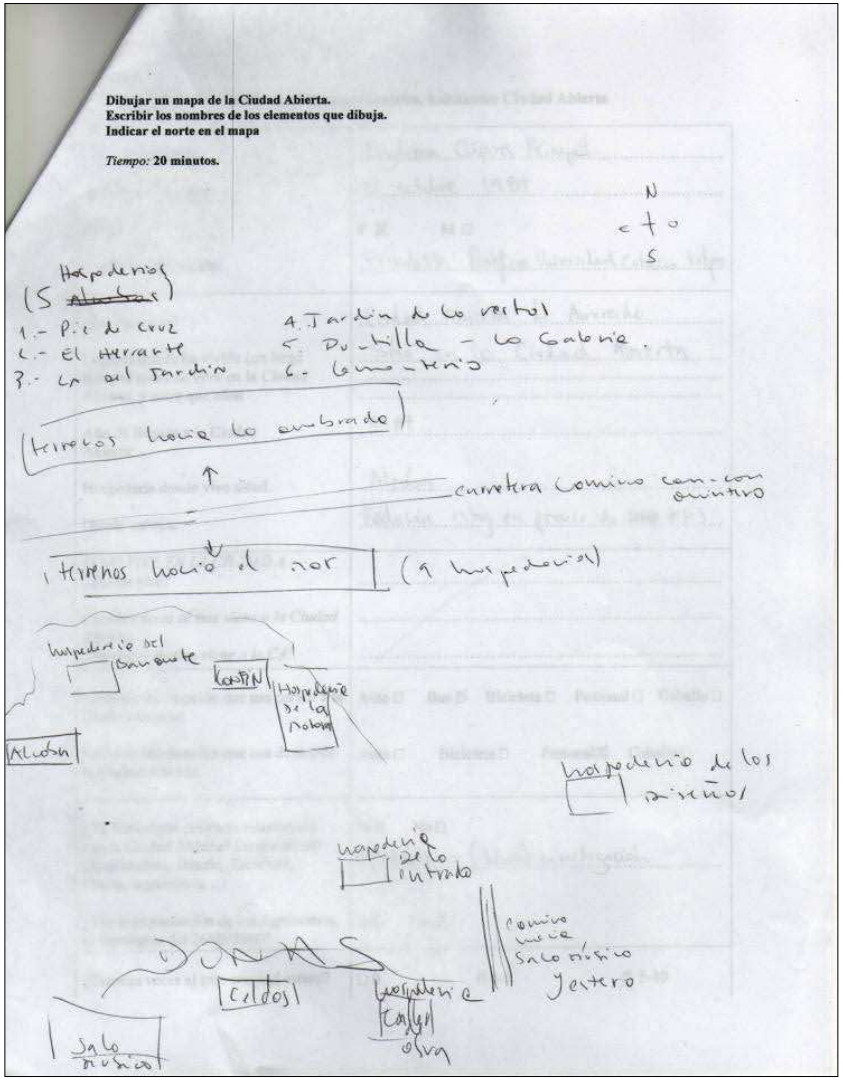
Pregunta 1 :	**Que infraestructuras en su territorio son la prueba que está en periferia de una gran aglomeración?**
Respuesta :	
Pregunta 2 :	**A escala comunal, donde ubicaría los espacios abiertos, aún no construidos ?**
Respuesta :	
Pregunta 3 :	**Qué piensa de su porvenir?**
Respuesta :	
Pregunta 4 :	**Cuales son las poblaciones en relación con estos espacios ?** **Qué uso tienen de los espacios ?**
Respuesta :	
Pregunta 5 :	**Para usted que valor tienen ? (por ej. : espacios de seguridad, de especulación, de proyectos, de reserva,…)**

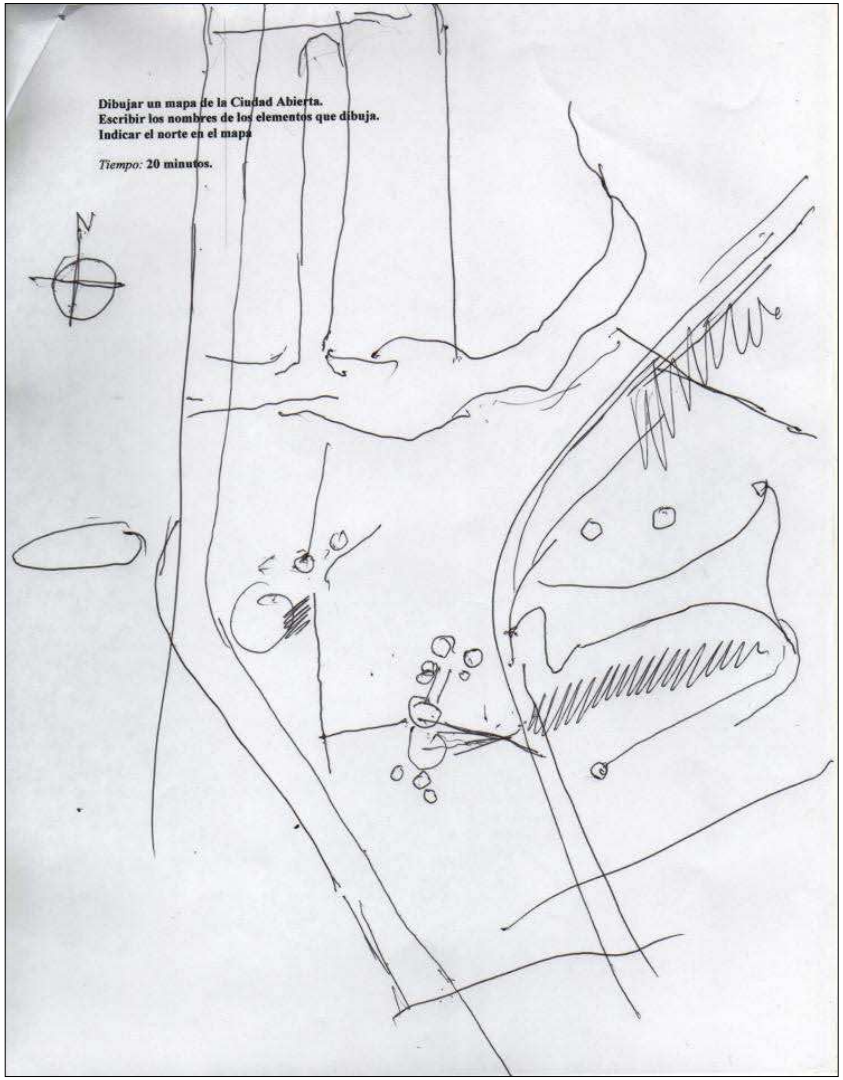
	Después del terremoto, ud piensa que podrian ser reevaluados como lugares de evacuación por ej.?
Respuesta :	
Pregunta 6 :	**Qué herramientas de gestión o de planificación ud tiene para estos espacios ? Piensa que son suficientes ?**
Respuesta :	
Pregunta 7 :	**Qué tipo de conflictos existen sobre estos espacios ?**
Respuesta :	
Pregunta 8 :	**Existen proyectos de redistribución politico-administrativa infra o supra municipal ?(por ej. : creación de la provincia de Marga Marga o municipalización de un sector) ? Qué opina ud al nivel de su comuna ?**
Respuesta :	

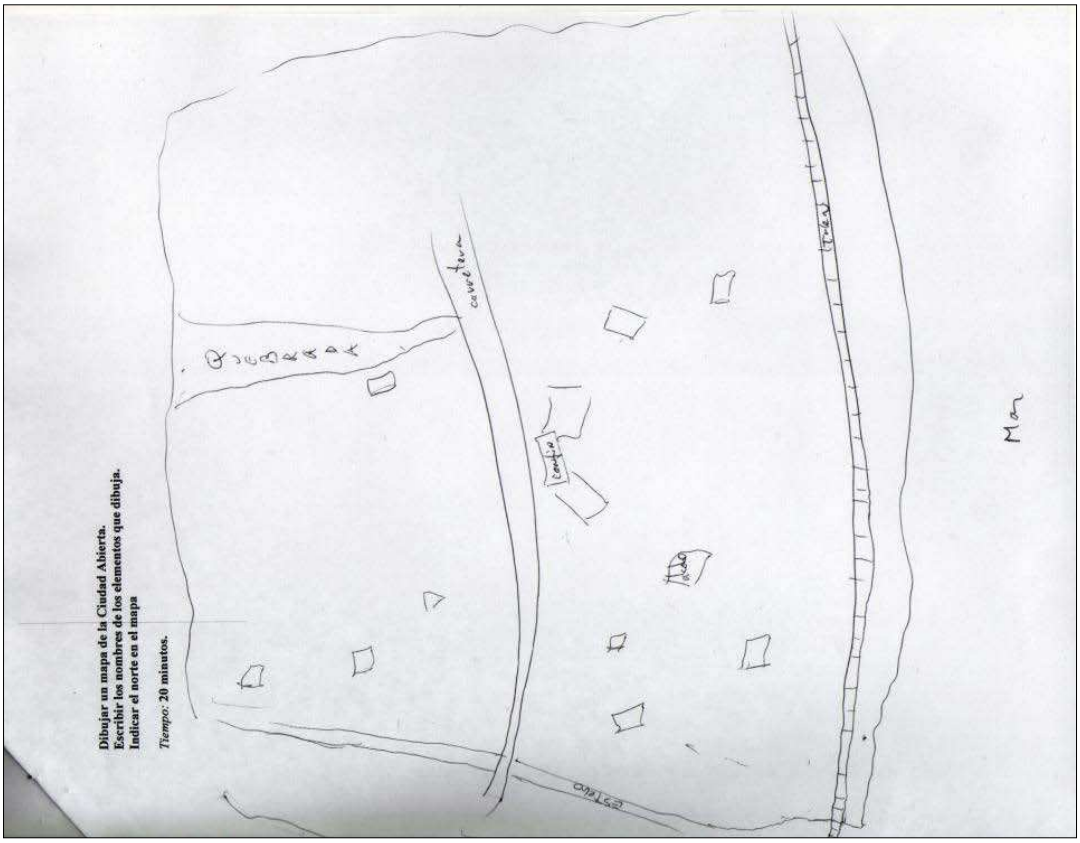
Comentarios :

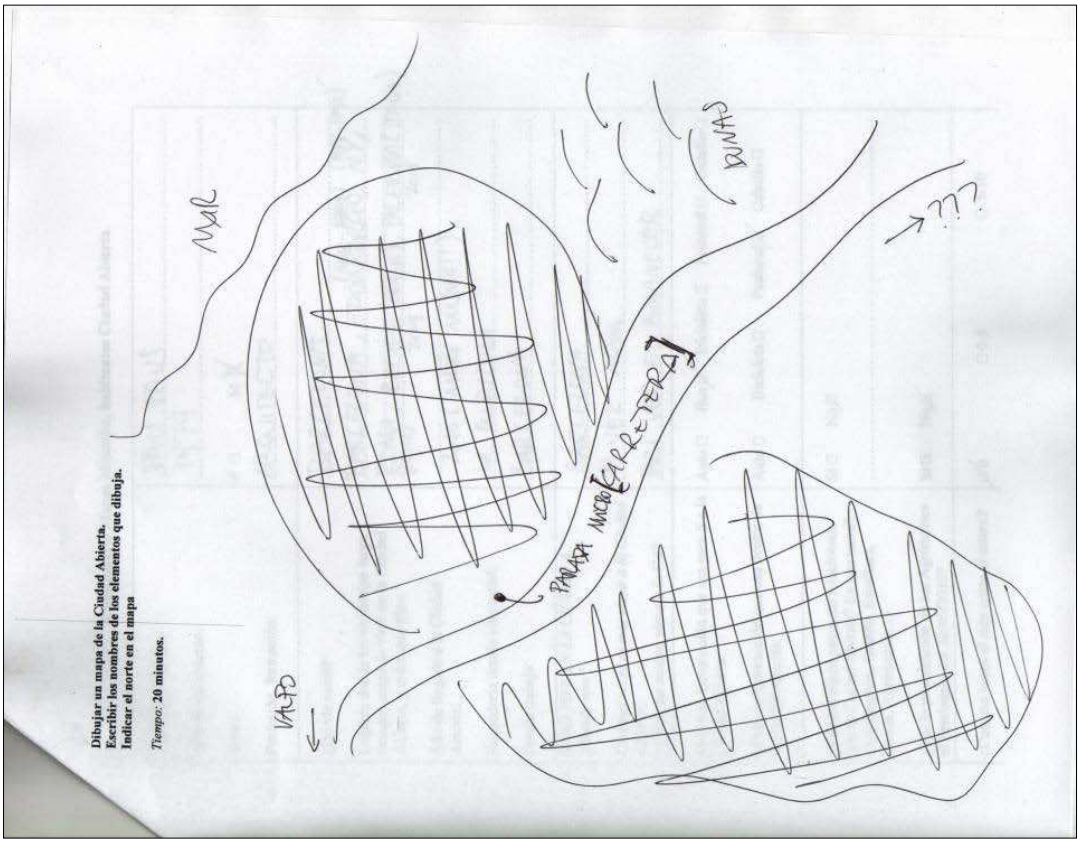
Annexe 4. **Cartes mentales des adultes (sauf la première) d'Amereida sur *Ciudad abierta***

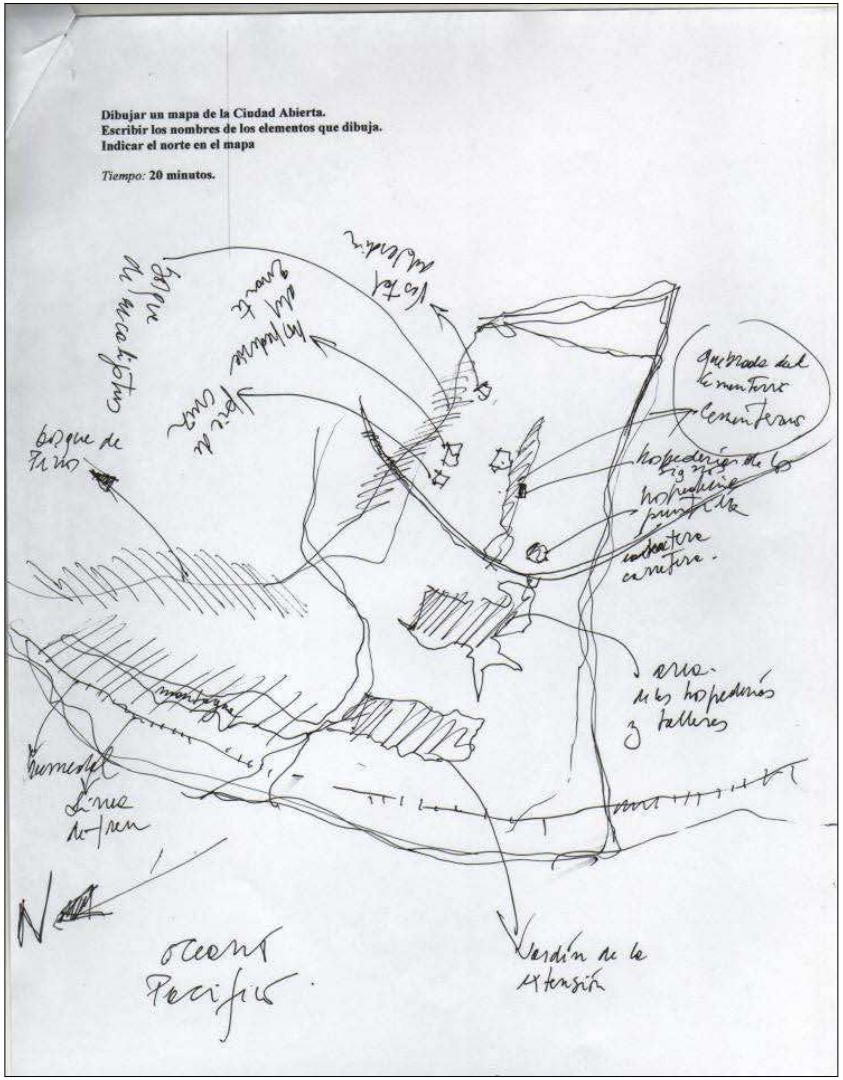


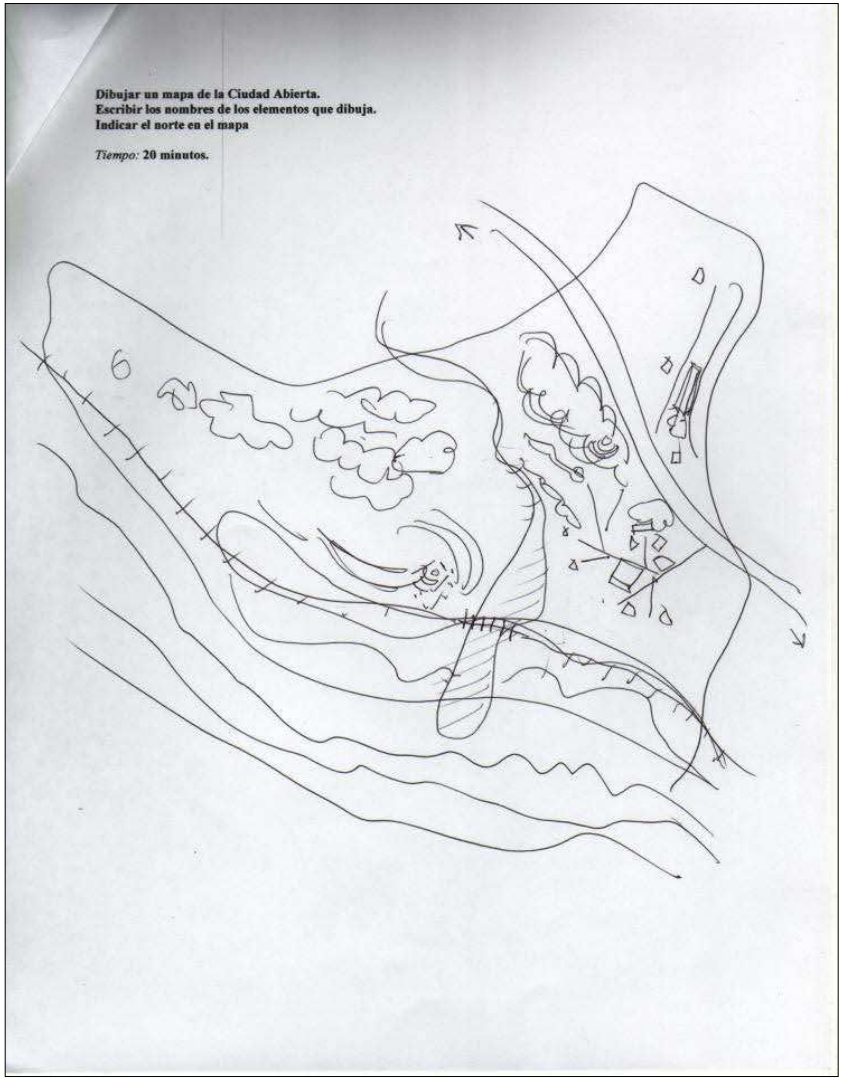

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N
E O
S
Hospedería
(S ~~Abierta~~)
1.- Pie de cruz
2.- El Herrante
3.- La del Jardín
4. Jardín de la vestal
5. Dunilla - la Galería
6. Gimnasio
(terrenos hacia la ambrada)
carretera camino con-con quinto
(terrenos hacia el sur) (a hospedería)
hospedería del Sur
Kostín
Hospedería de la Noria
Alcón
hospedería de los niños
hospedería de la entrada
camino hacia Salón músico Jestero
Celdas
hospedería Kaffyn
Salón músico

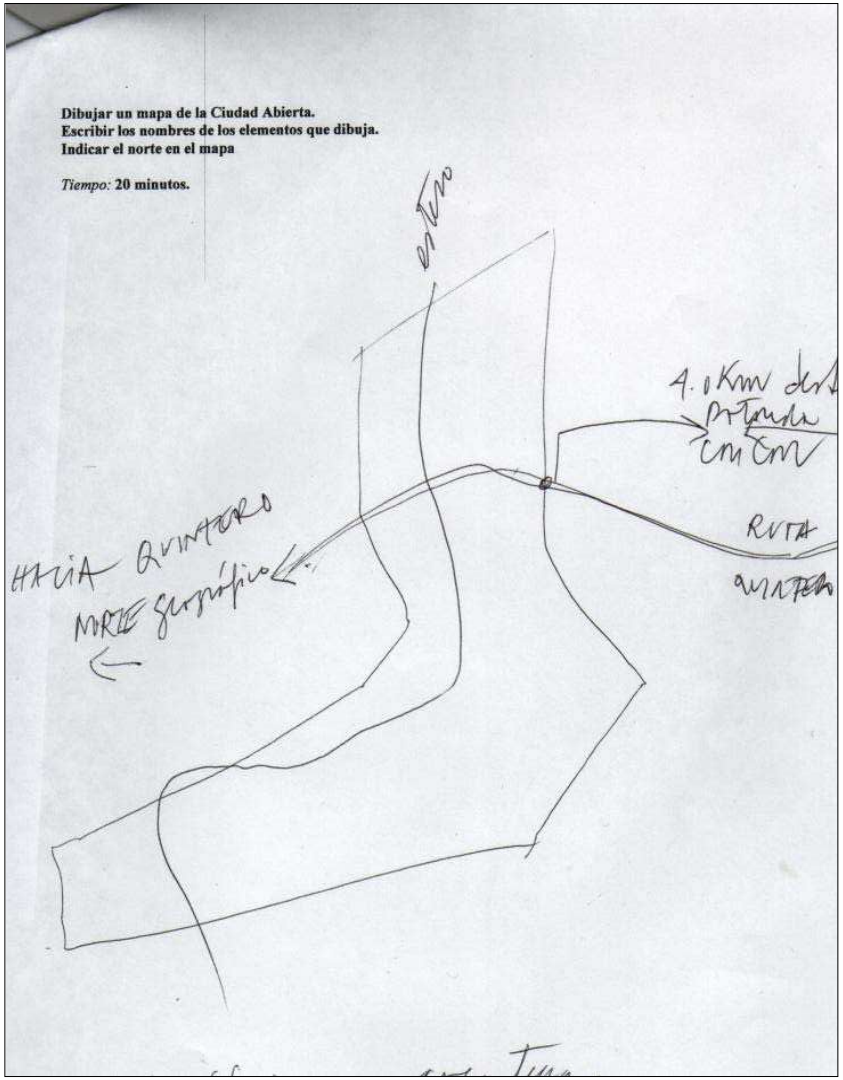

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N

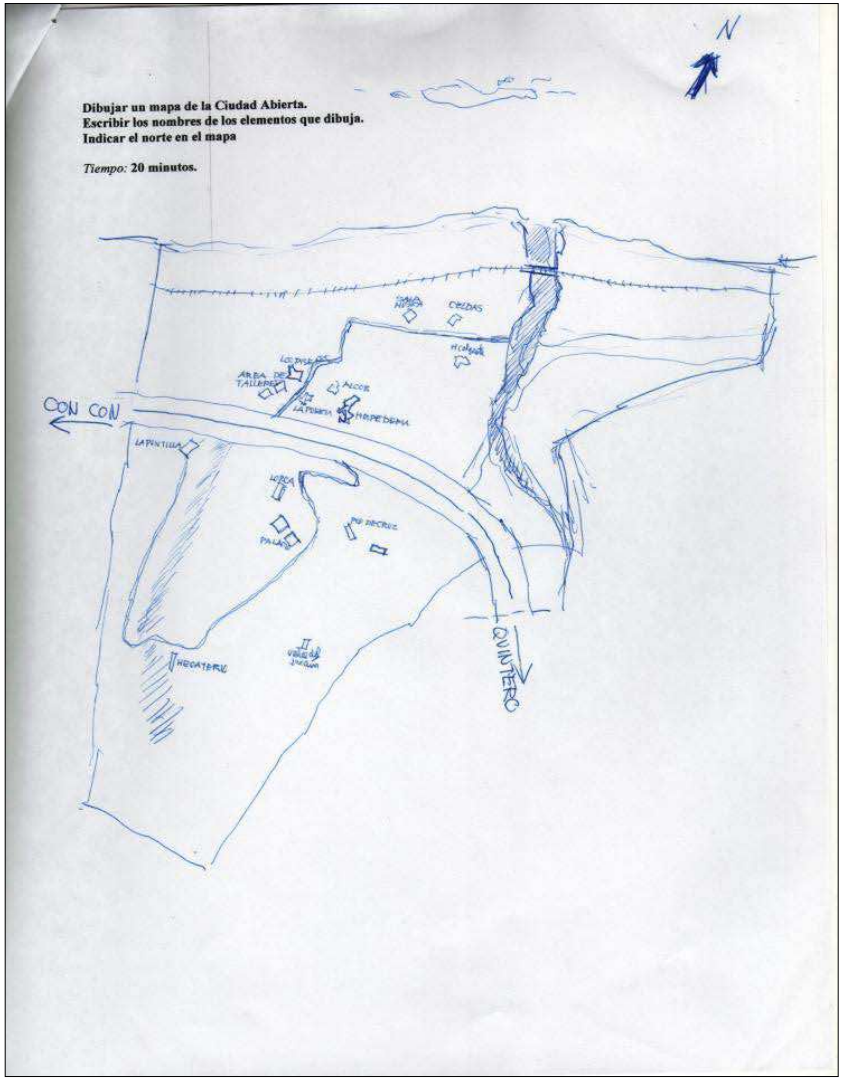

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
carretera
Mar


Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
MAR
VALPO
PANAMA MICRO [CARRETERA]
RUINAS
???


Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
Bosque de eucaliptus
Bosque de pinos
Ocean Pacific
Jardín de la Extensión

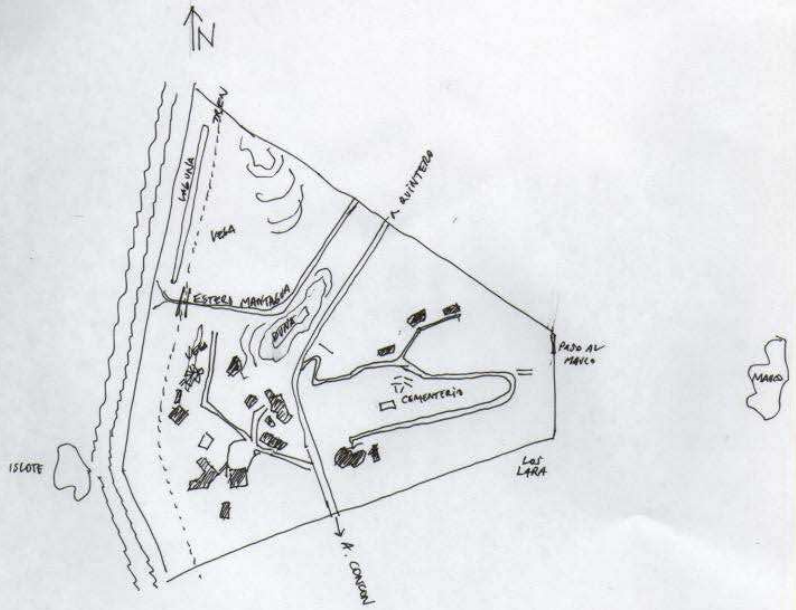

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.


Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
RUTA


Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N
CON CON
QUINTERO

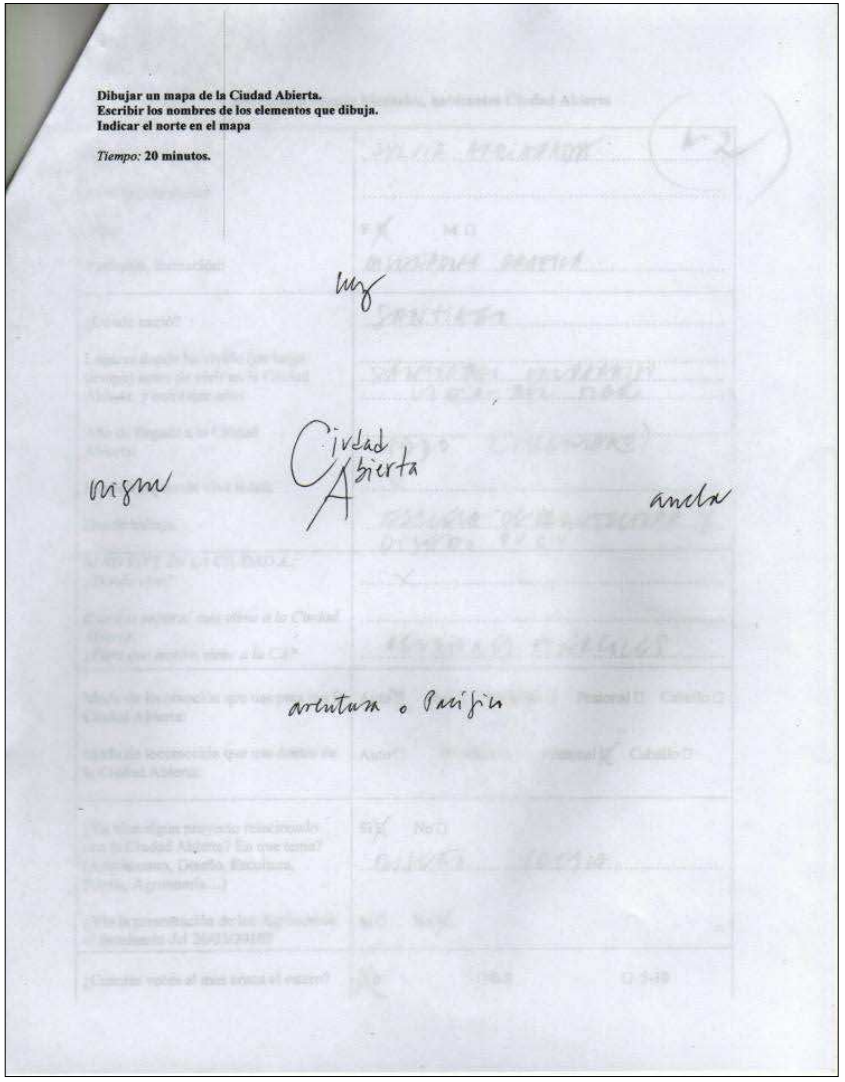
Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa

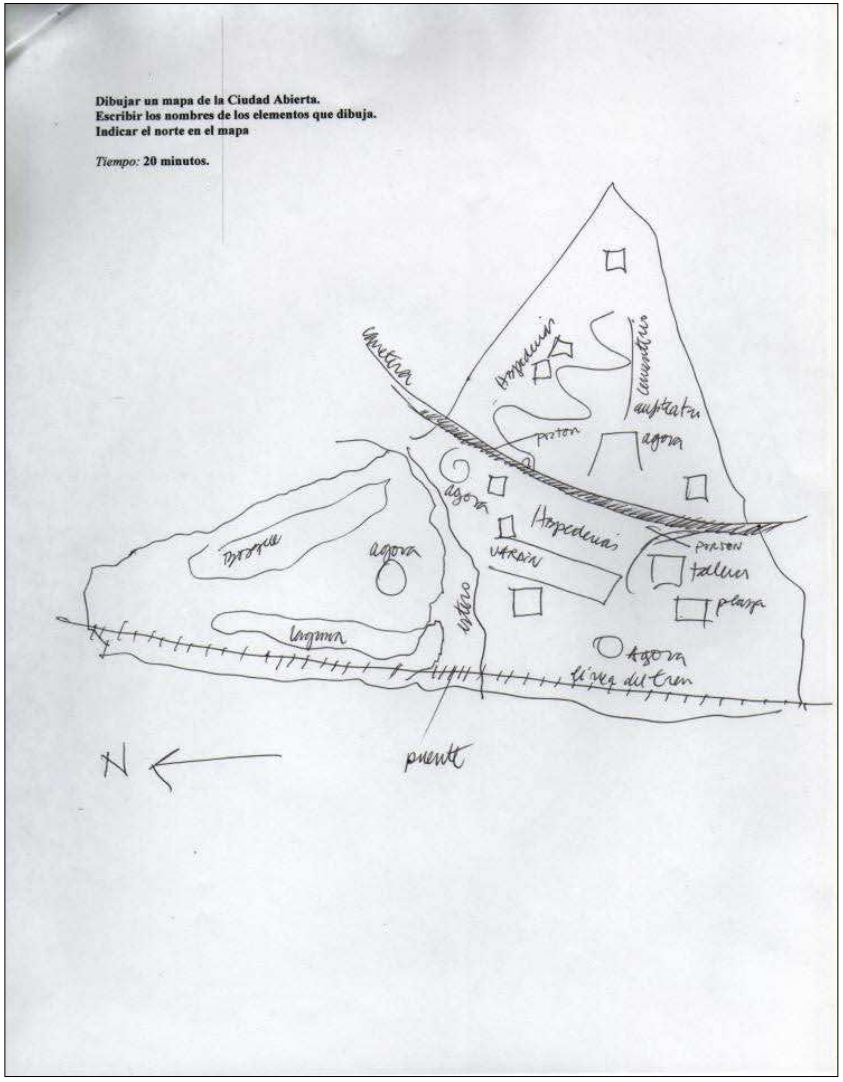
Tiempo: **20 minutos.**

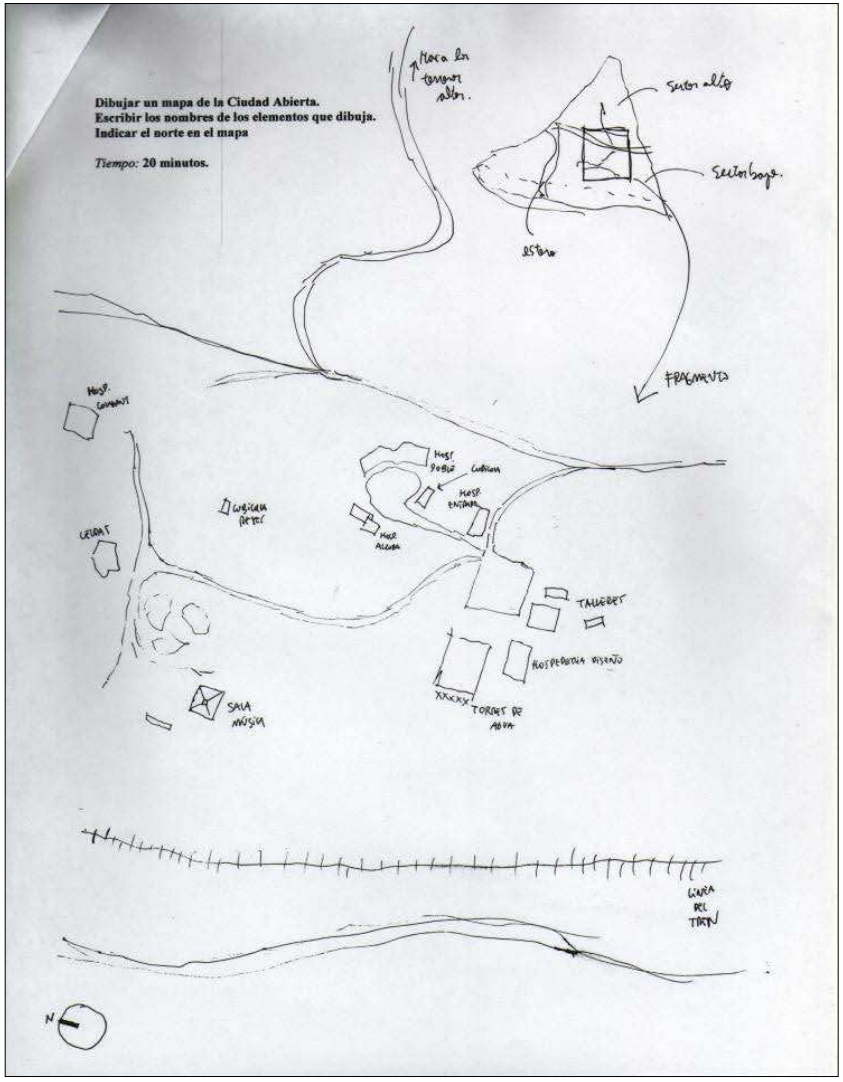


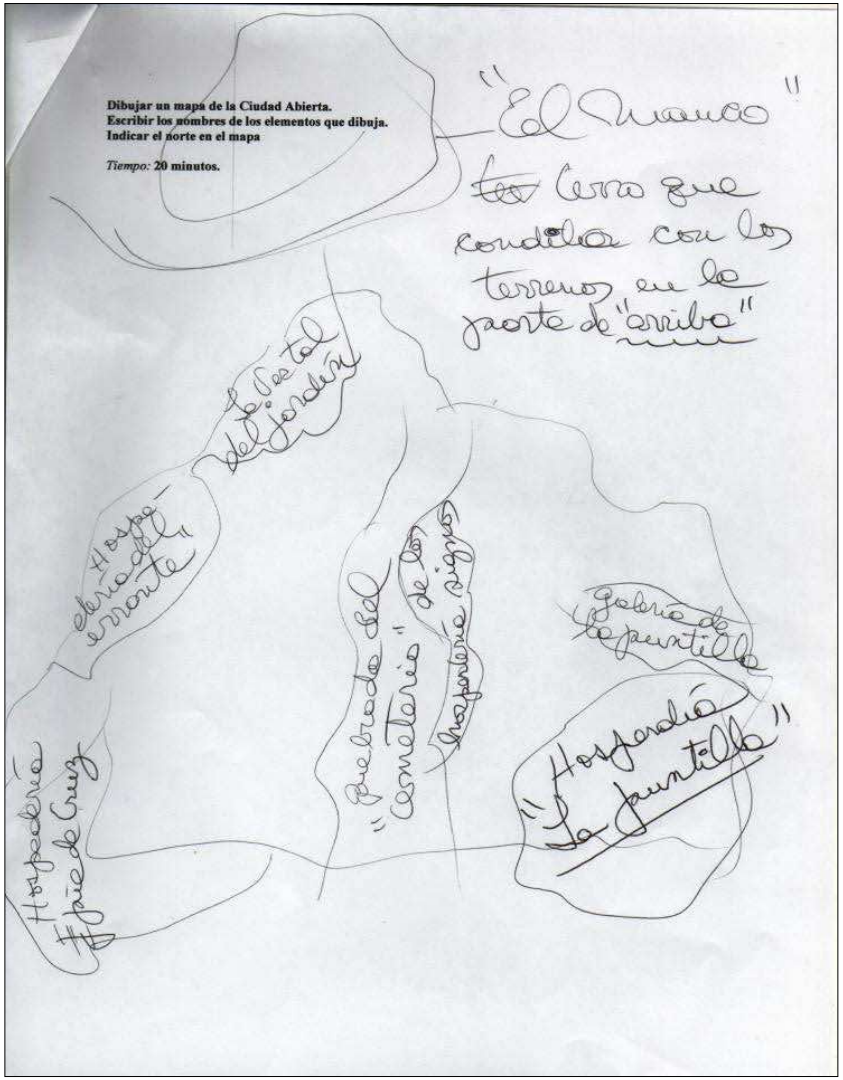
Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa

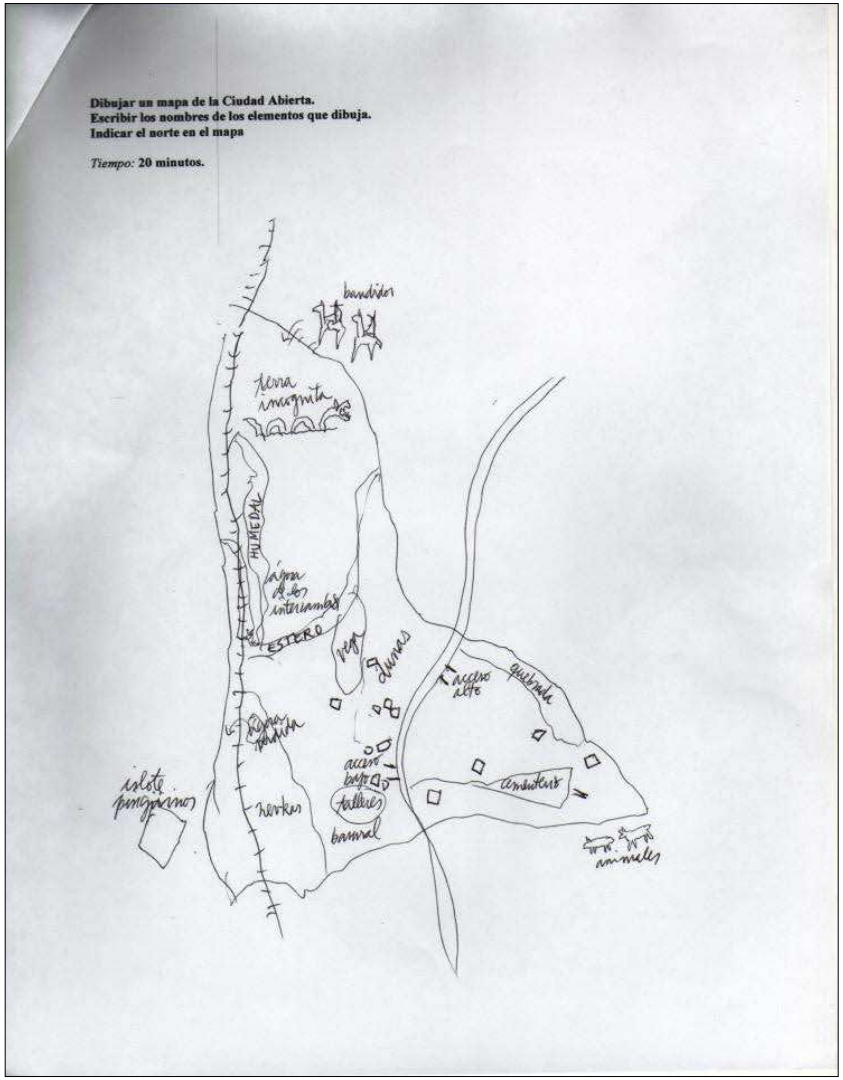
Tiempo: **20 minutos.**




Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
Universidad
Hospedería
anfiteatro
agora
Hospedería
VARAIN
PARSON
taller
plaza
agora
Dique
agora
laguna
Agora
línea del tren
puente
N

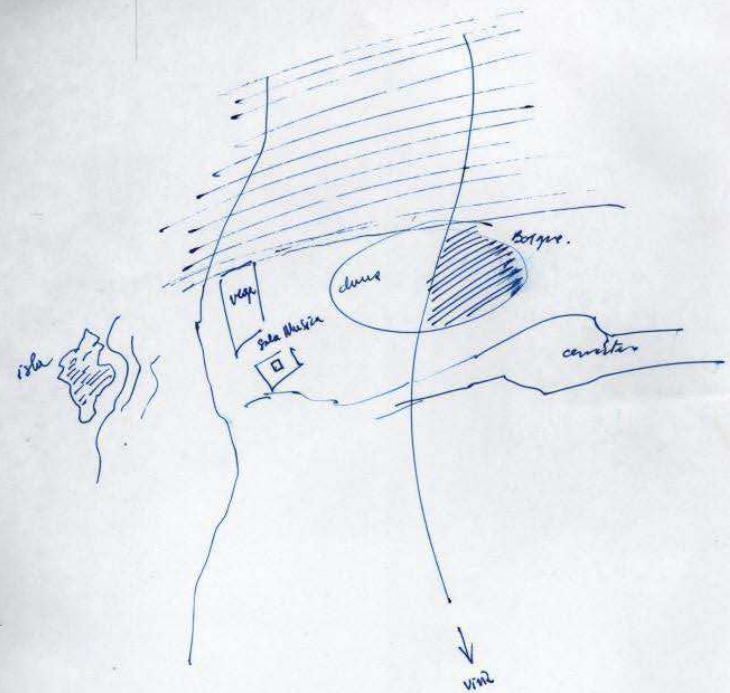

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
Marca los tamaños altos.
Sector alto
Sector bajo.
Estero
FRAGMENTO
Hosp. CAMPANA
Hosp. DOBLE
CUADRAN
Hosp. ENTRADA
LAGUNA DEL
HOSP. ALCOVA
CELDAS
TALLERES
HOSPEDERIA DISEÑO
SALA MÚSICA
TORRES DE AGUA
LINEA DEL TREN
N


Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
"El Quemado"
Cerro que condiciona con los terrenos en la parte de "arriba"
Hospedaje Fajardo
Pueblado del "cementerio" de los inmigrantes chinos
Galería de la puntilla
"Hospedaje La puntilla"


Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
bandidos
tierra inexplorada
PALMERAL
área de los intercambios
ESTERO
dunas
acceso alto
quebrada
islote pingüinos
hornos
acceso bajo
talleres
barranal
cementerio
animales

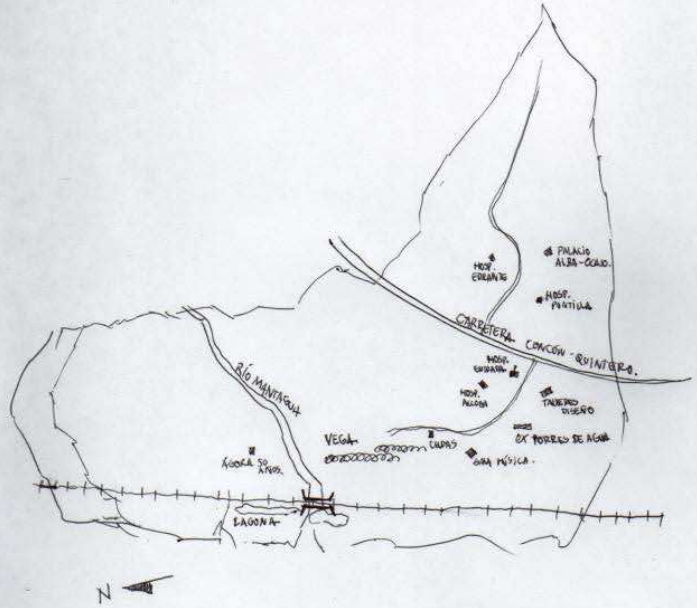
Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa

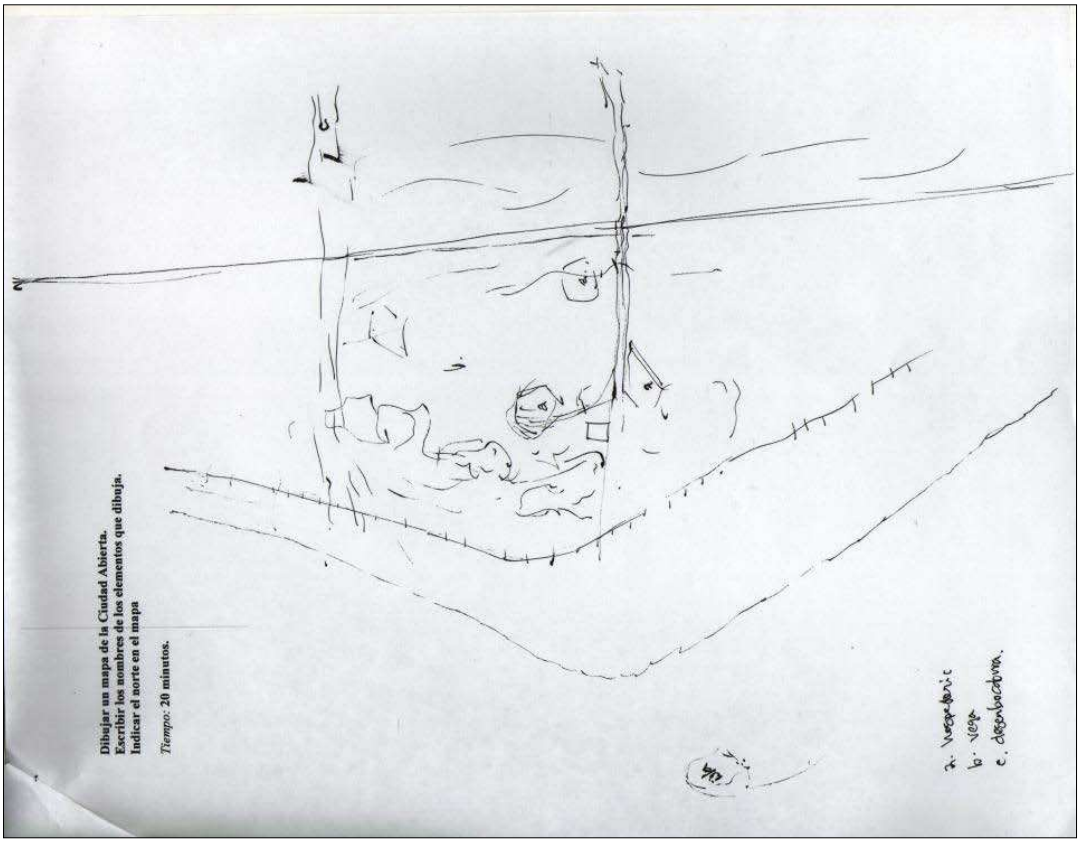
Tiempo: **20 minutos.**

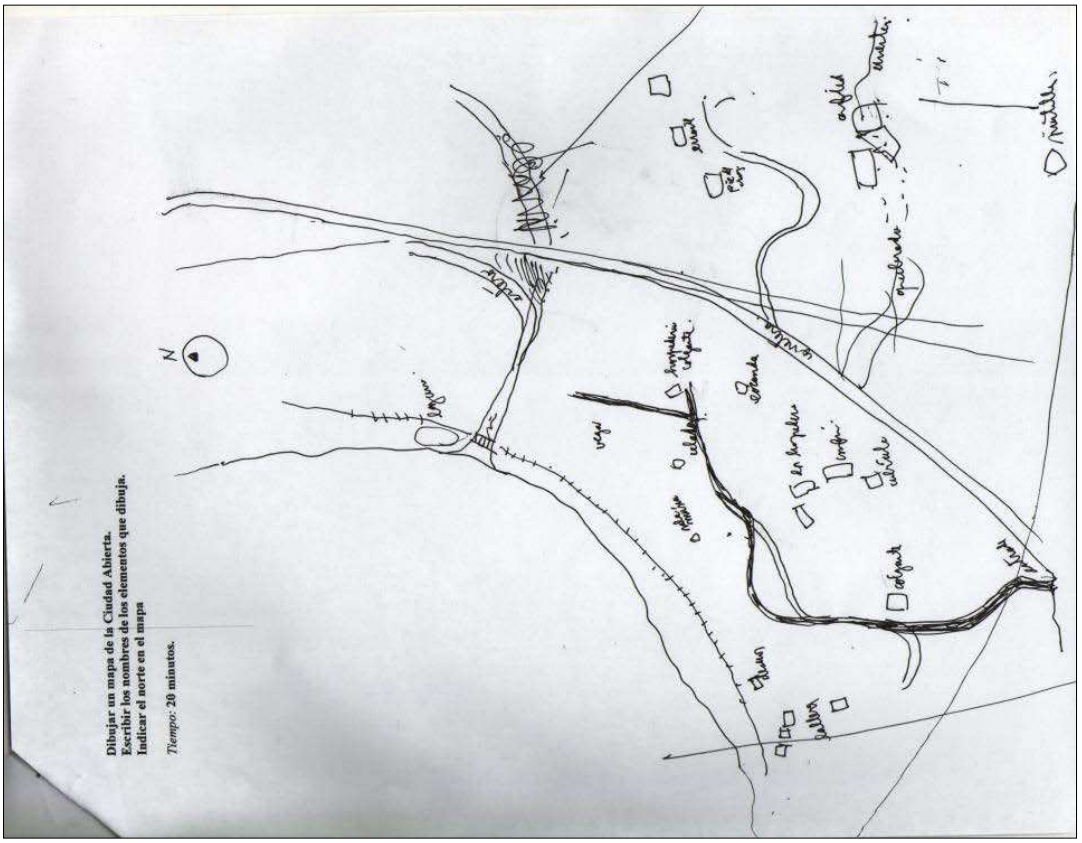


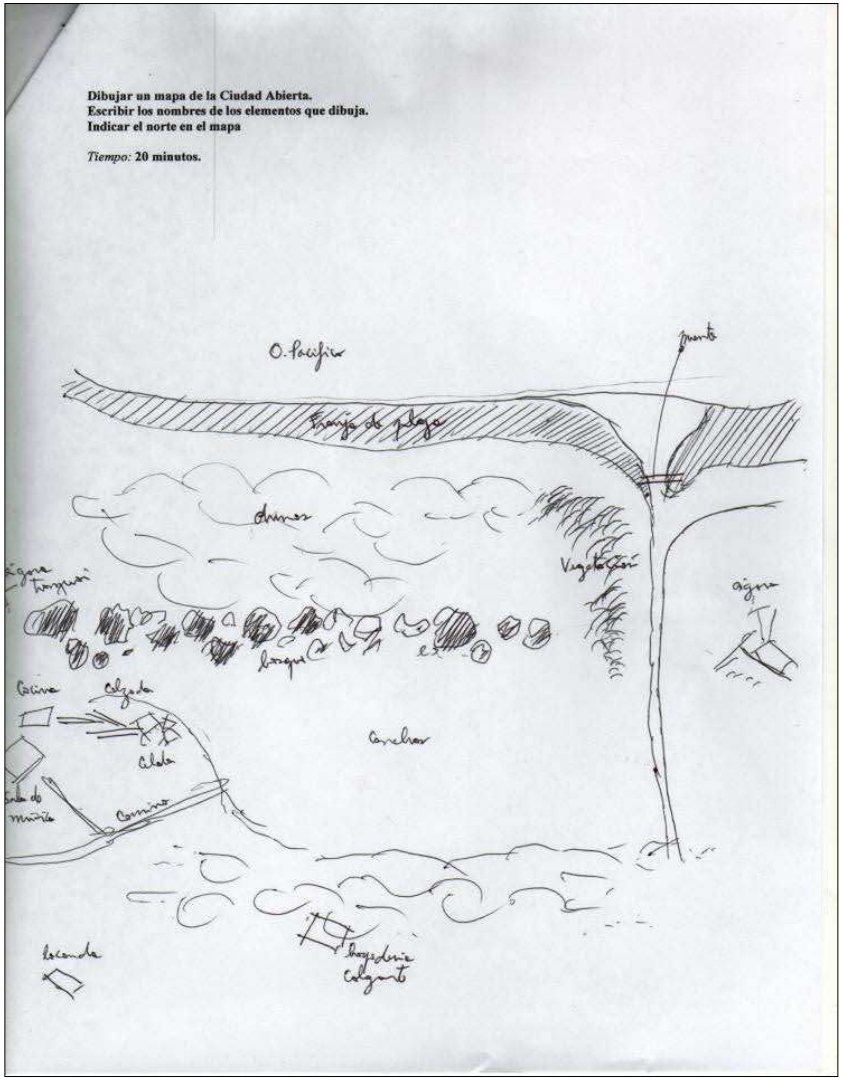
Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa

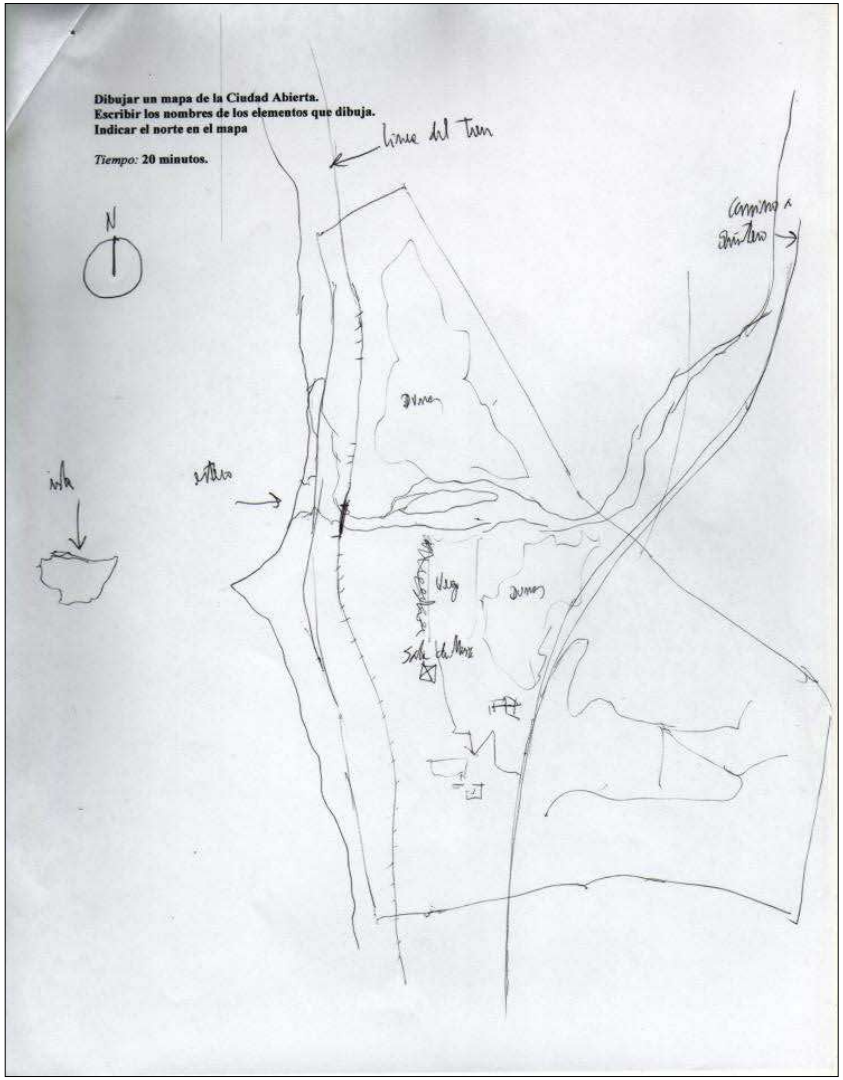
Tiempo: **20 minutos.**

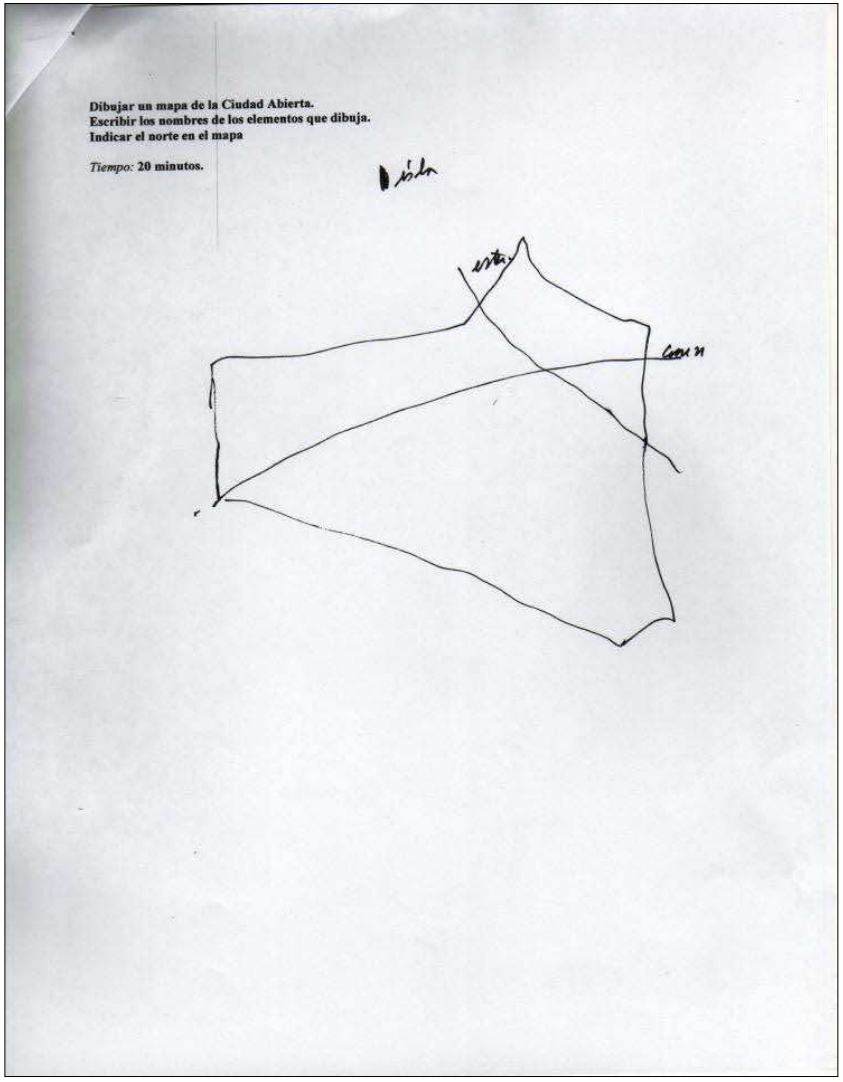


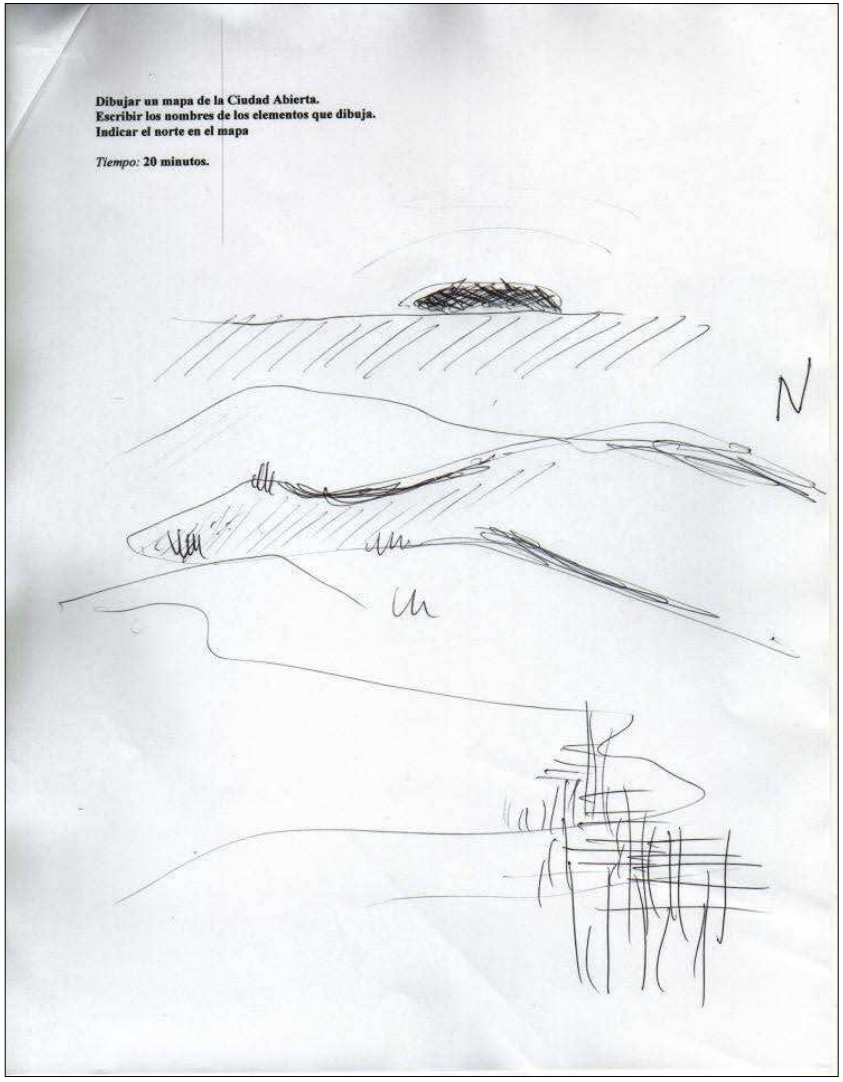

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N
a. vegetación
b. vega
c. desembocadura

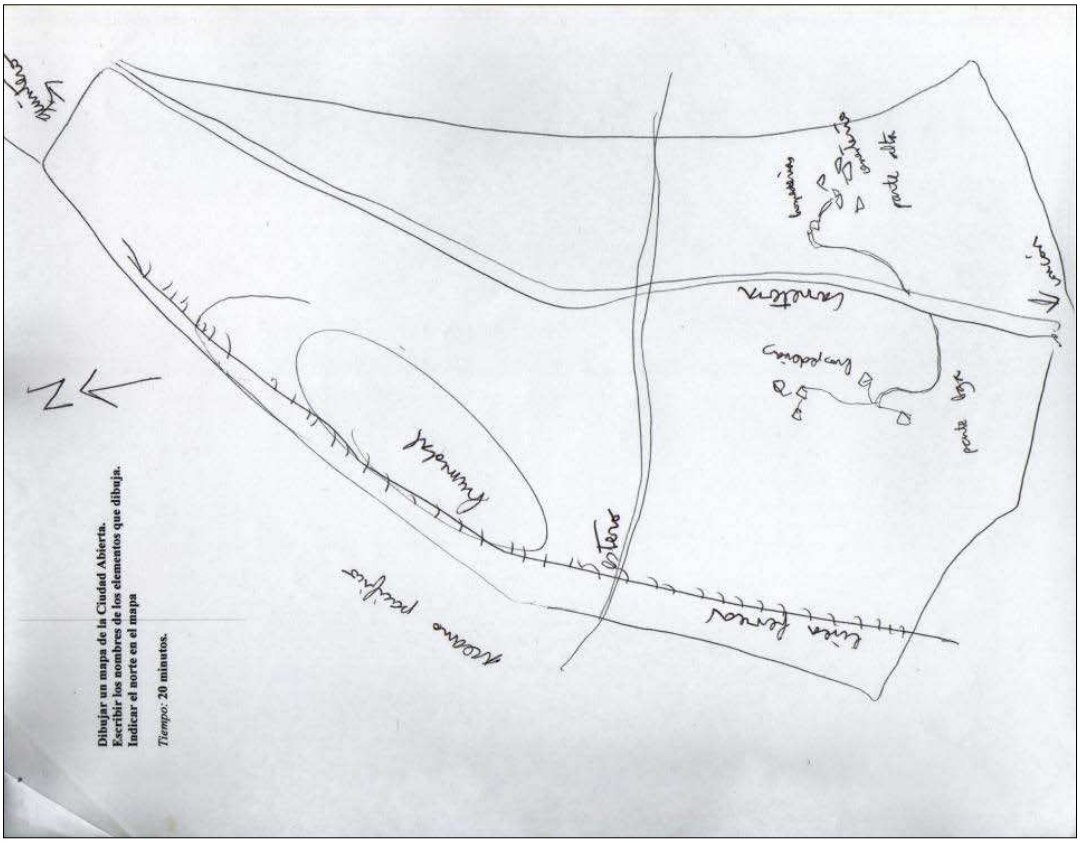

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N

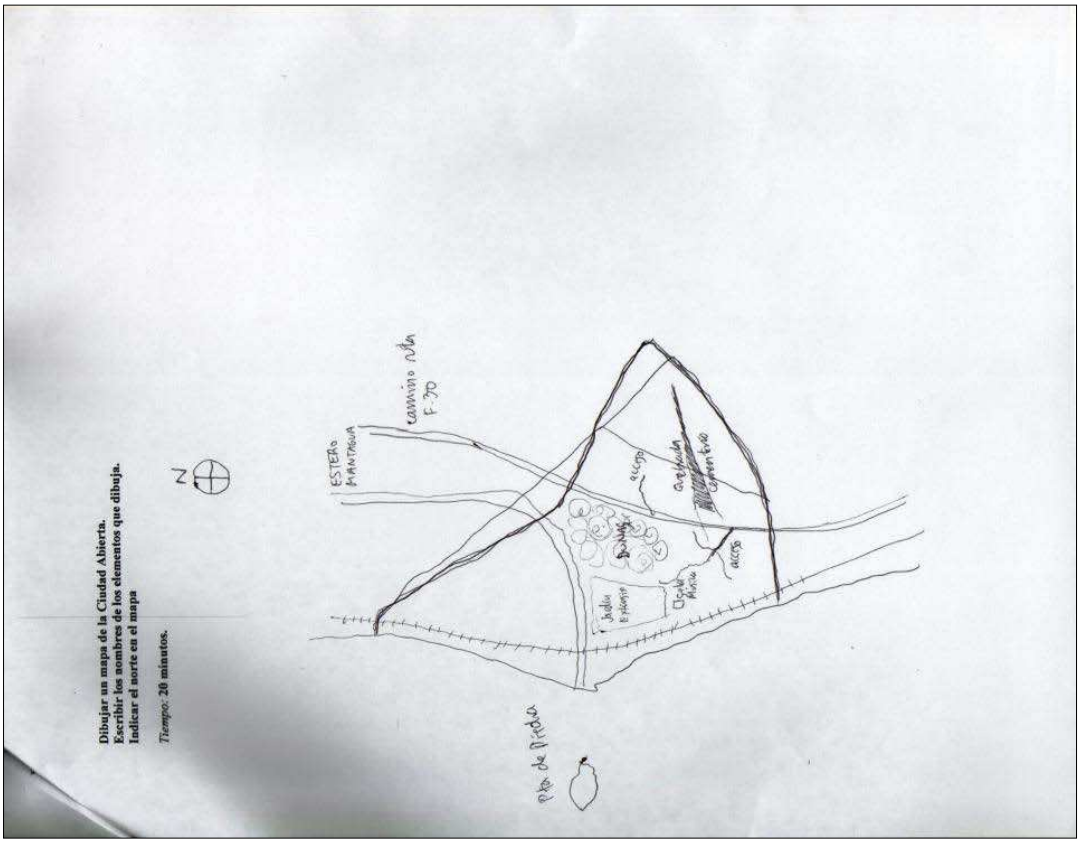

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
O. Pacífico
Franja de playa
Dunas
Vegetación
agua
Cocina
Cabaña
Cabaña
Carretera
Camino
Hospedería
Calgarto


Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N
línea del tren
Dunas
Vegetación
Dunas


Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.

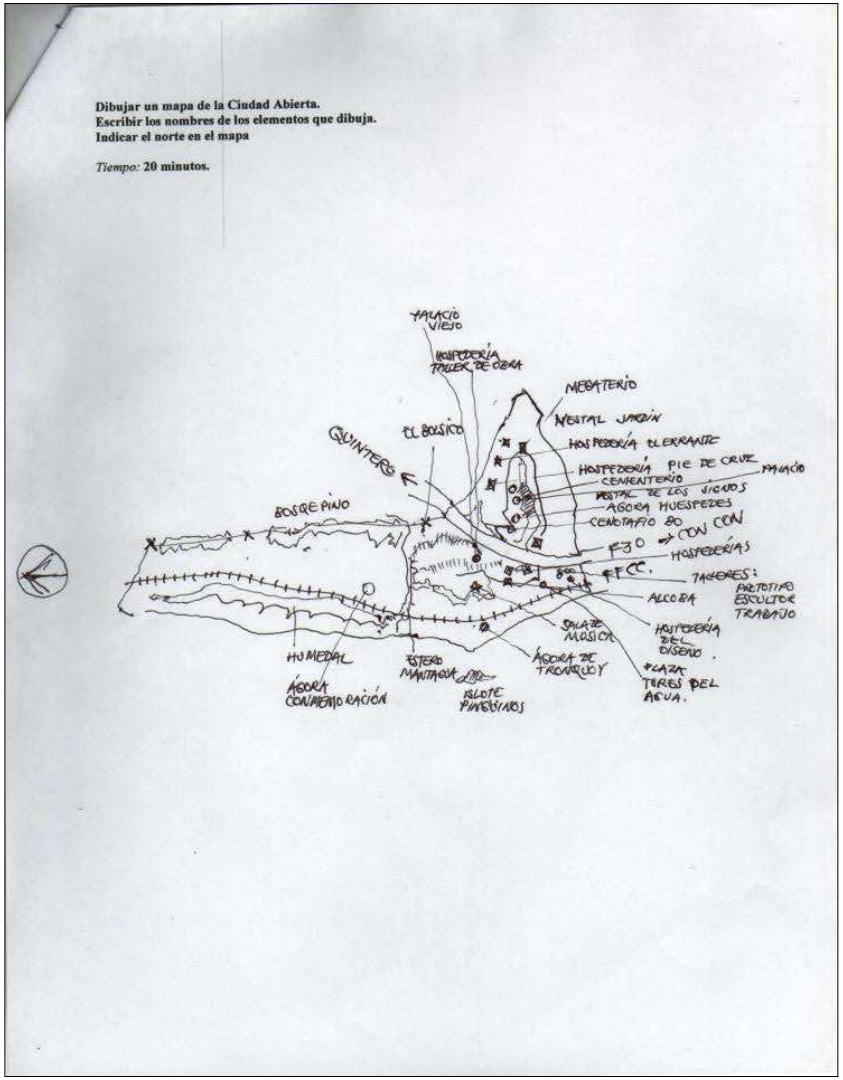

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N

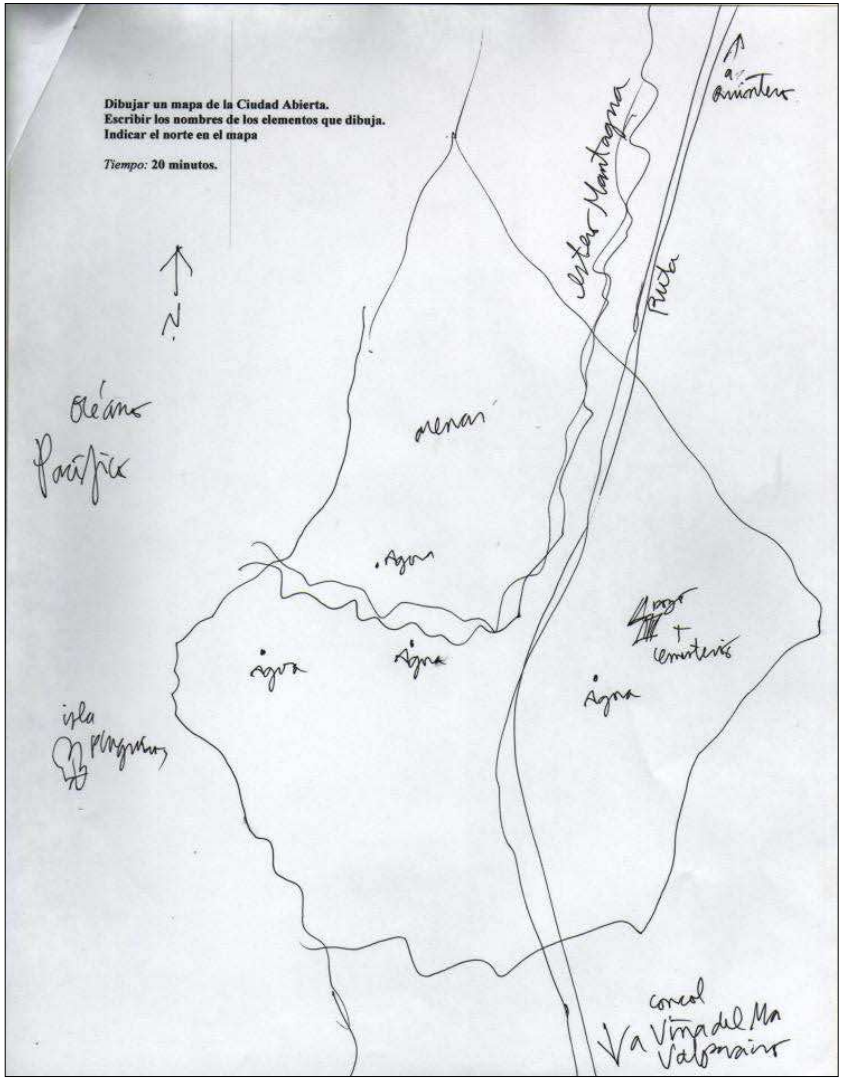

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N
Avenida Pedajas
Avenida
Interior
Luis Arroyo
Lanadera
Campodónico
puente largo
puente alto
Lugareños
Plaza
Ancón

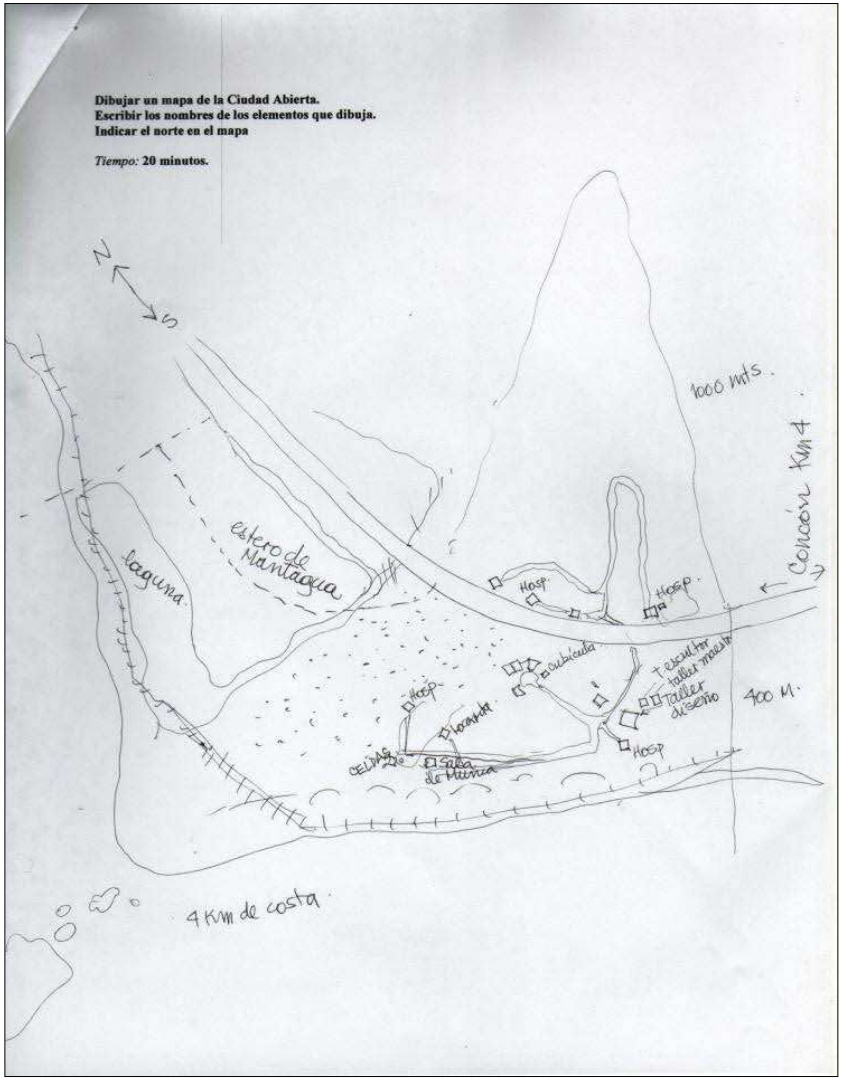

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N
Isla de Pirata
ESTERO MANTAGUA
camino Isla F-70
Indio Estero
Ciudad Nueva
Bolívar
acceso
Carretera
Cementerio
acceso

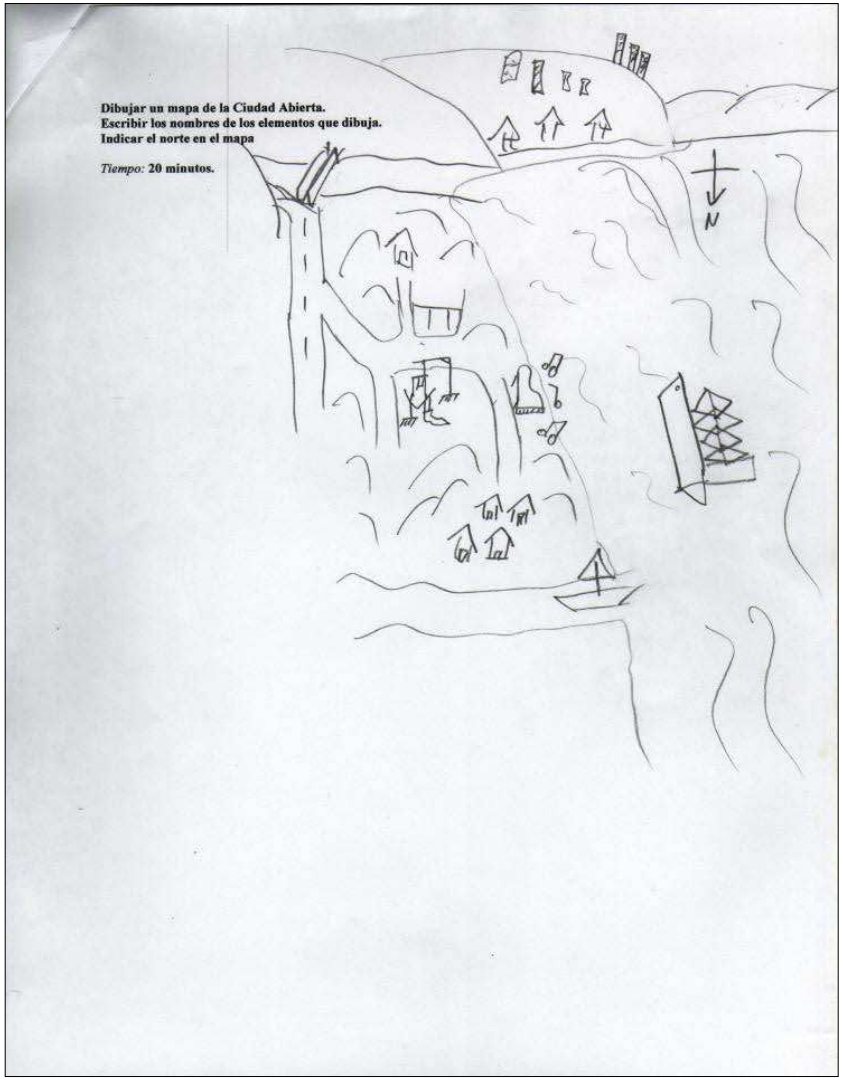
Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
VER ATRÁS

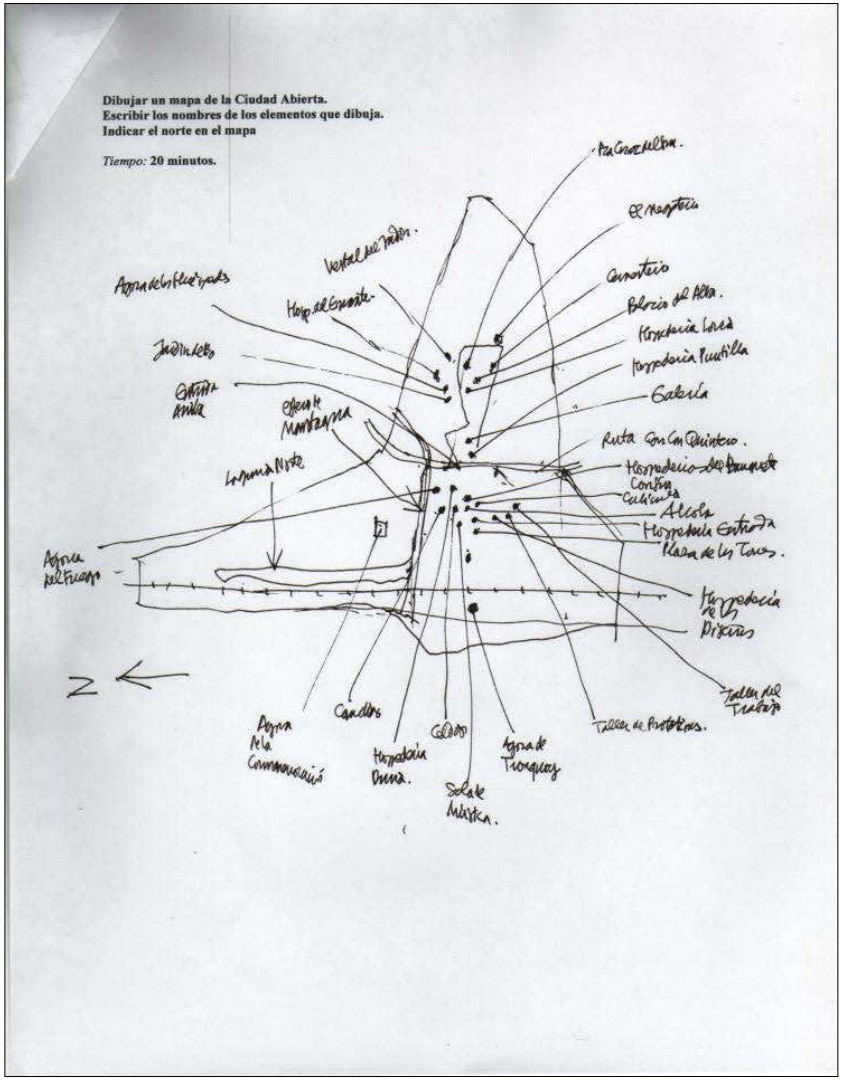
VEGA
TORRES
ESTERO
JARDÍN DE RIO
BOSQUE
CAPILLA
PEDRE CAUE
ERMITE
CEMENTERIO
Quebrada
Quebrada
Quebrada
Quebrada
BOSQUE
N

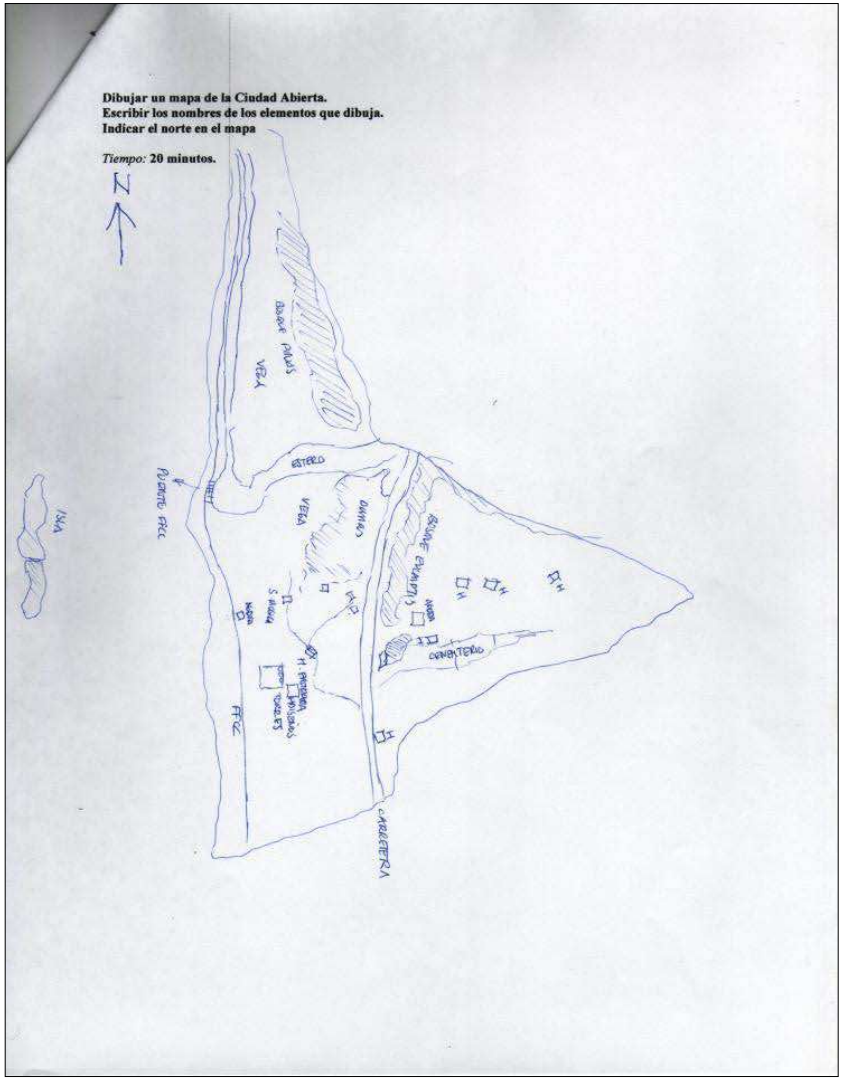

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
PALACIO VIEJO
HOSPEDERÍA TALLER DE CERA
MEDIATERIO
HOSPEDERÍA EL ERRANTE
HOSPEDERÍA PIE DE CRUZ
CEMENTERIO
PALACIO
AGORA HUESPEDES
CENOTAFIO 80
CON CON
HOSPEDERÍAS
FCC.
TALLERES:
PROTOTIPO
ESCULTOR
TRABAJO
ALCOBA
HOSPEDERÍA DEL DISEÑO
PLAZA TERES DEL AGUA.
SALA DE MUSICA
AGORA DE TRABAJO Y
ISLOTE PINGUINOS
ESTERO MANTAGUA
HUMEDAL
AGORA CONTEMPLACIÓN
BOSQUE PINO
QUINTERO
EL BOSSIO

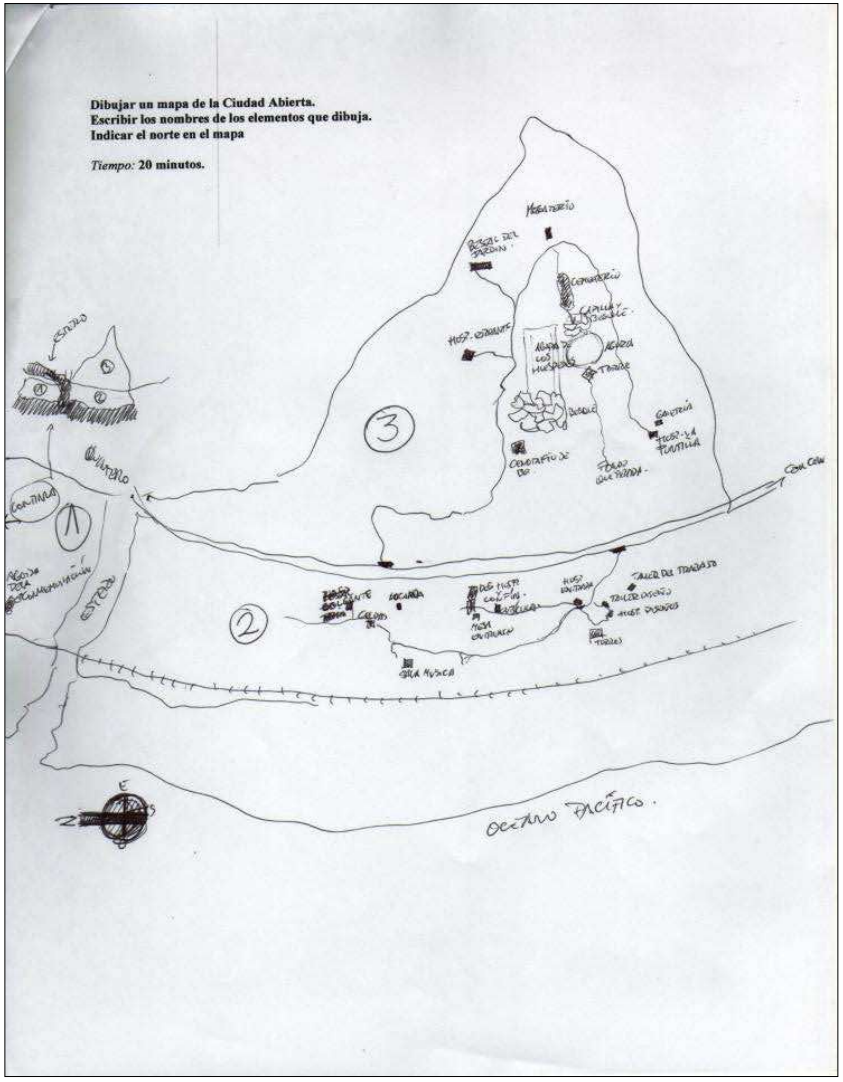

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N
Océano Pacífico
menar
agua
agua
agua
agua
cementerio
isla
Valparaíso

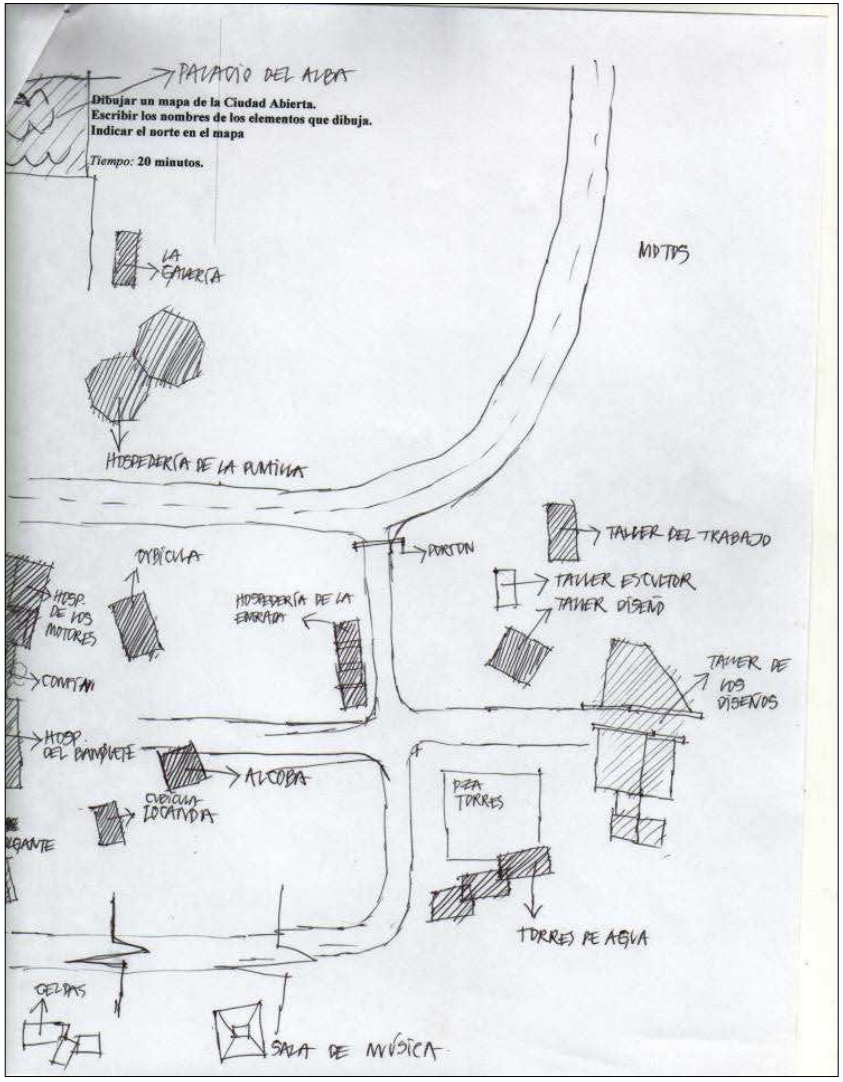

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N
S
1000 mts.
Concón Km 4
estero de Mantagua
laguna
Hosp.
Hosp.
Hosp.
Hosp.
Hosp.
Hosp.
Hosp.
Hosp.
Hosp.
400 M.
4 Km de costa

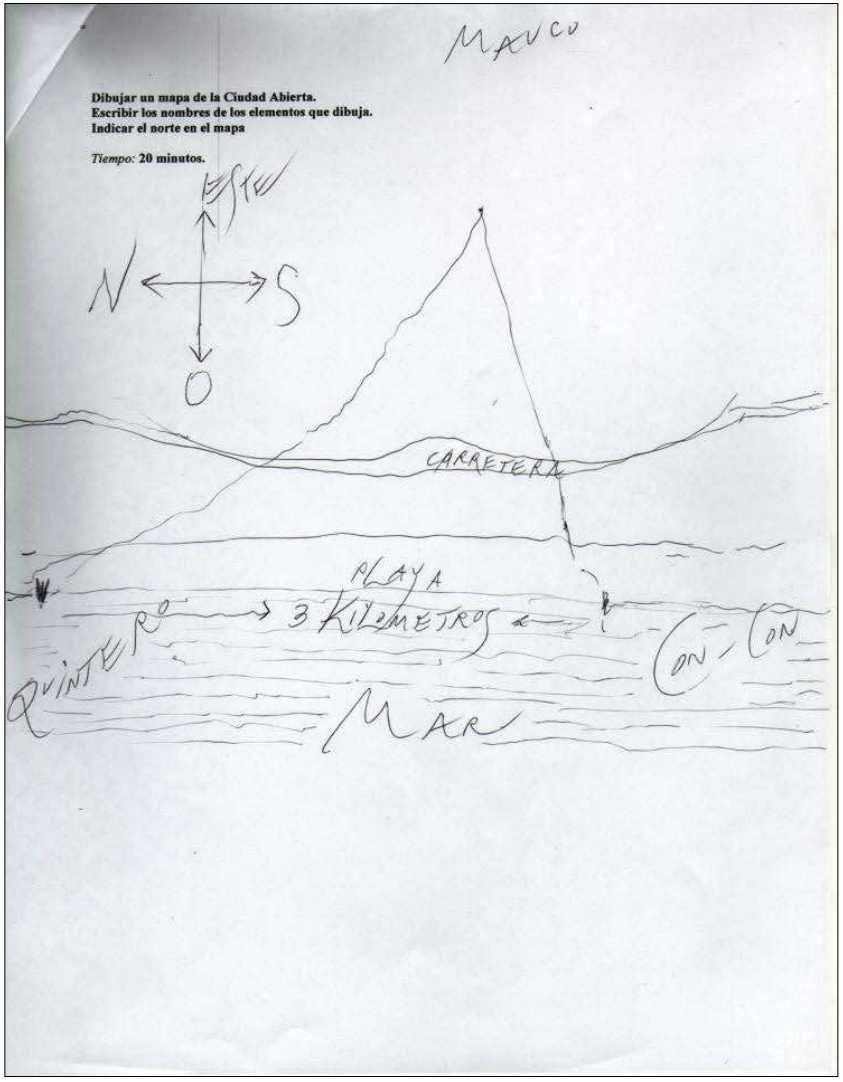

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N

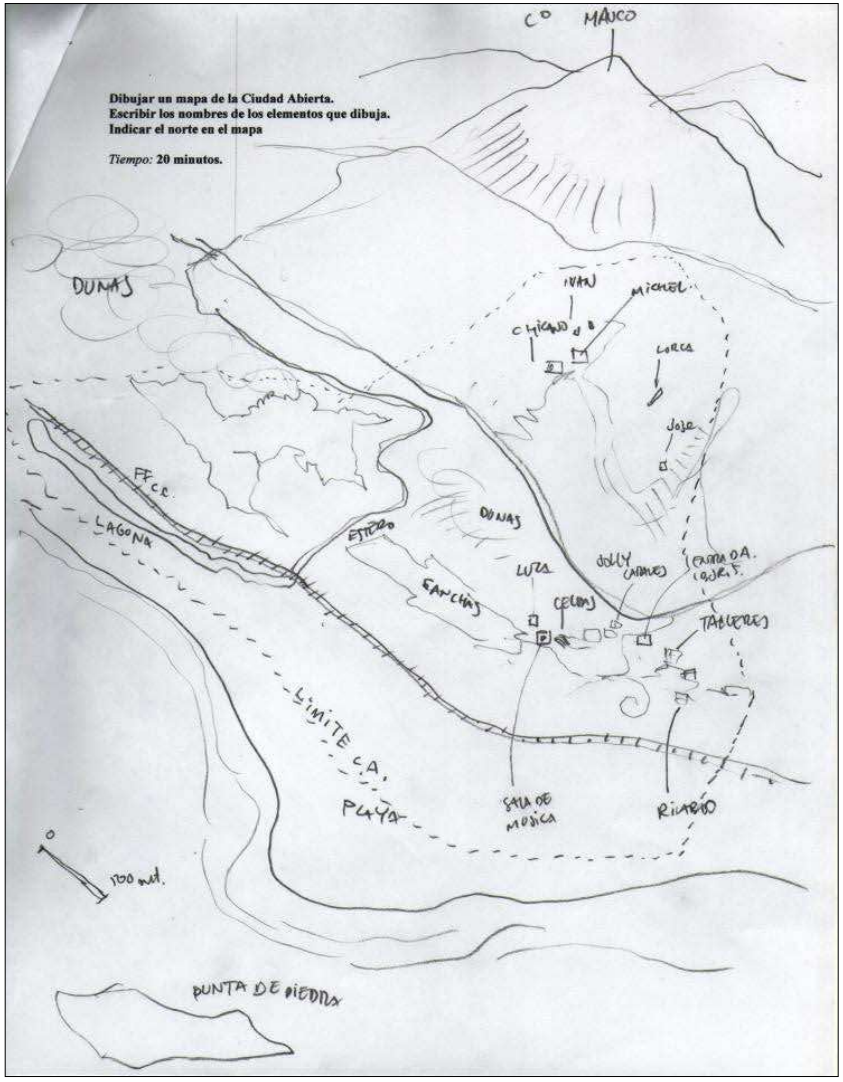

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
Galería
Alcoba
Cementerio
Palacio del Alba.
Agua del tiempo
Agua de la Comunicación
Hospedería Luna.
Salón Mística.
Agua de Tranquilidad
Talleres de Prototipos.
N

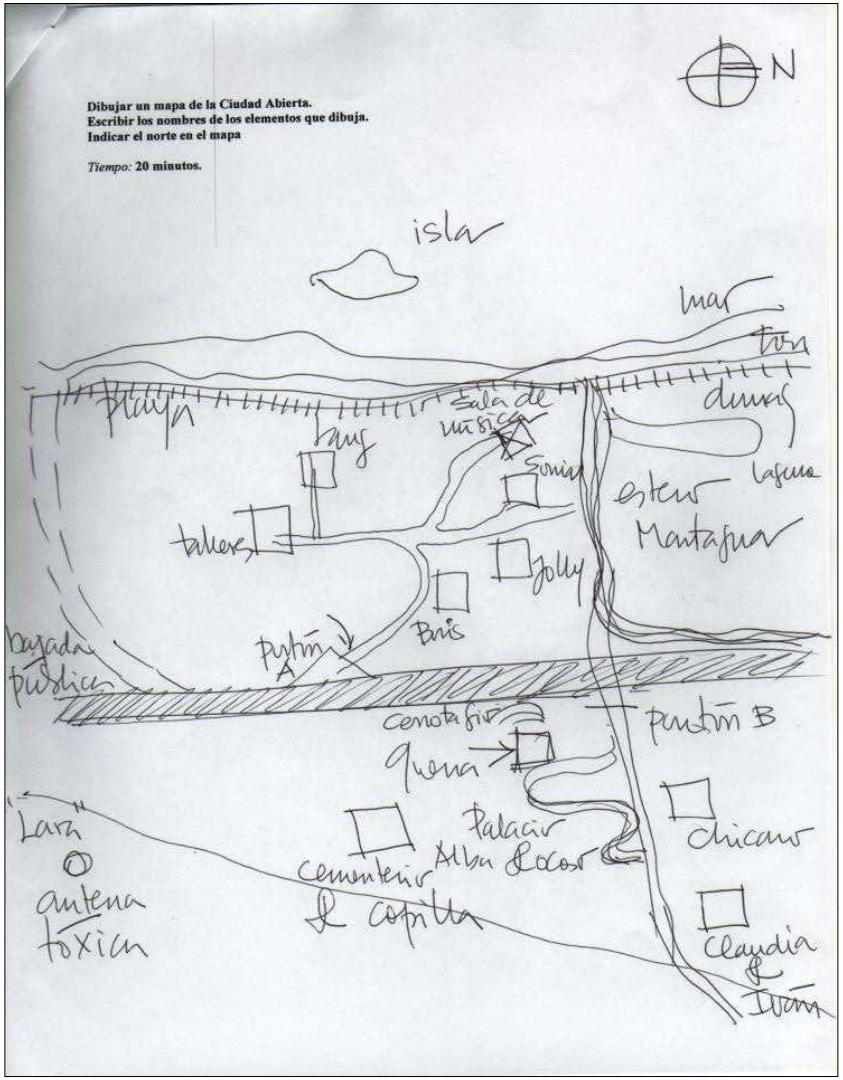

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N
ESTERO
VEGAS
CARRETERA
CEMENTERIO
FFCC
PUENTE FFCC
ISLA

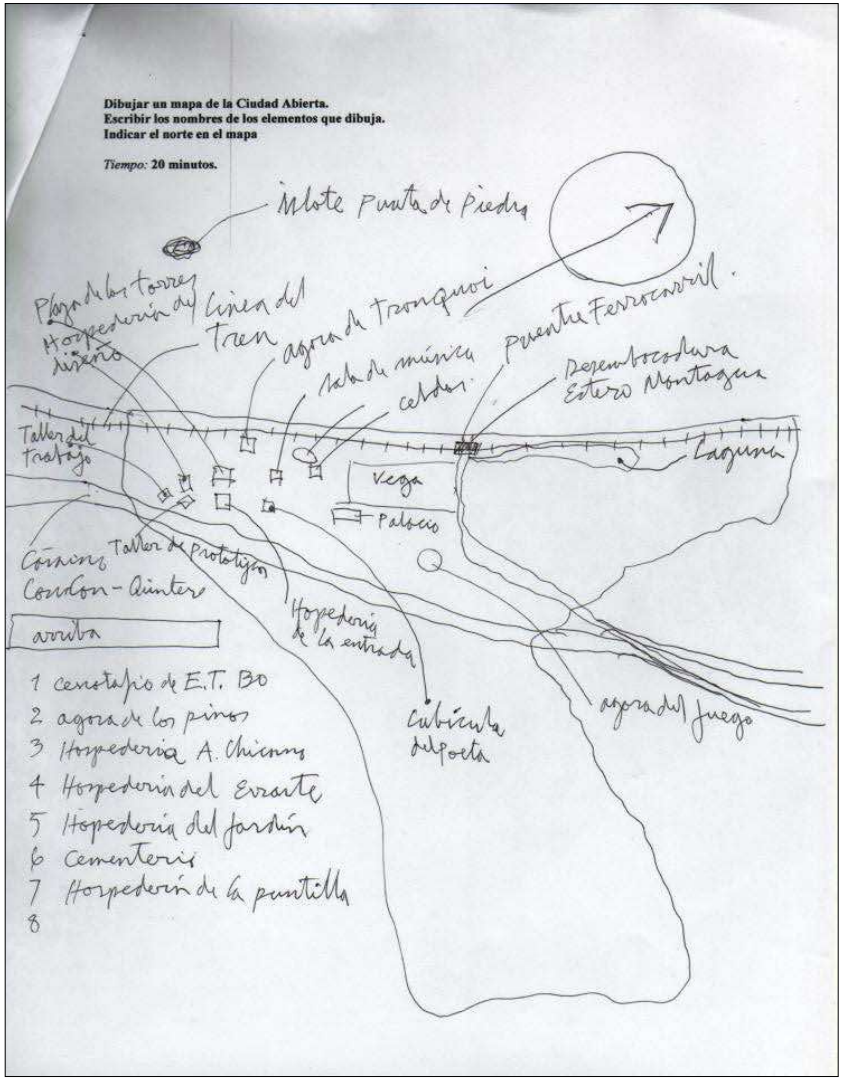

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
3
2
1
OCEANO PACIFICO.


PALACIO DEL ALBA
Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
LA GALERIA
MOTOS
HOSPEDERIA DE LA PUNTILLA
PORTON
TALLER DEL TRABAJO
TALLER ESCULTOR
TALLER DISEÑO
TALLER DE LOS DISEÑOS
CUBICULA
HOSPEDERIA DE LA ENTRADA
HOSP. DE LOS MOTORES
CONTAN
HOSP. DEL BANQUETE
ALCOBA
CUBICULA LOCANDA
PLZA TORRES
TORRES DE AGUA
CELDAS
SALA DE MUSICA

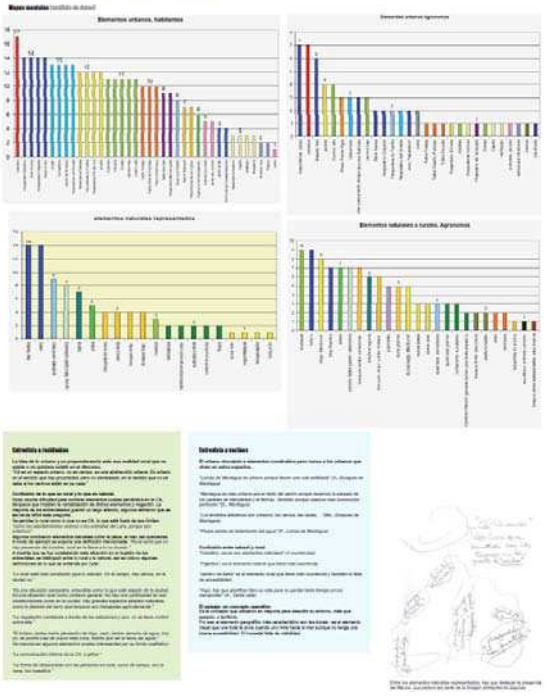

MAUCO
Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
ESTE
N
S
O
CARRETERA
PLAYA
QUINTERO
3 KILOMETROS
CON-CON
MAR

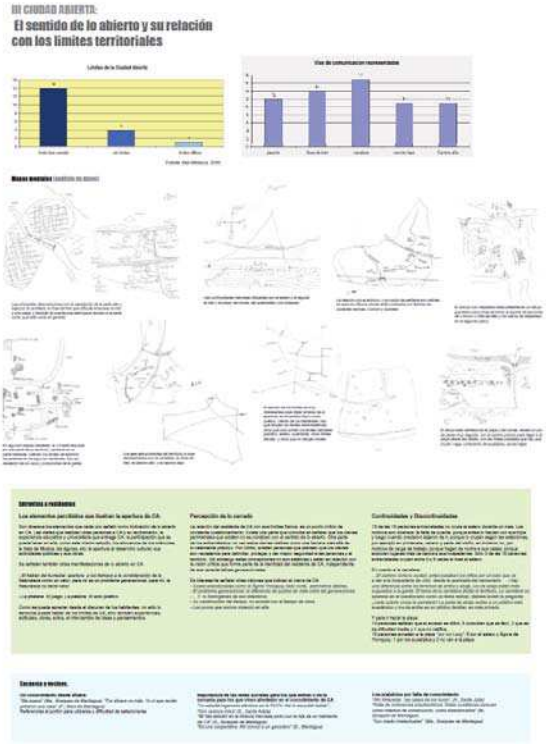

C° MAUCO
Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
DUNAS
IVAN
MICHEL
CHICAGO
LORCA
JOSE
FFCC
LAGONA
ESTERO
DUNAS
LUZA
GANCHAS
JOLLY
CELDAS
TABLEROS
LIMITE C.A.
PLAYA
SALA DE MUSICA
RIAÑO
100 mt.
PUNTA DE PIEDRA

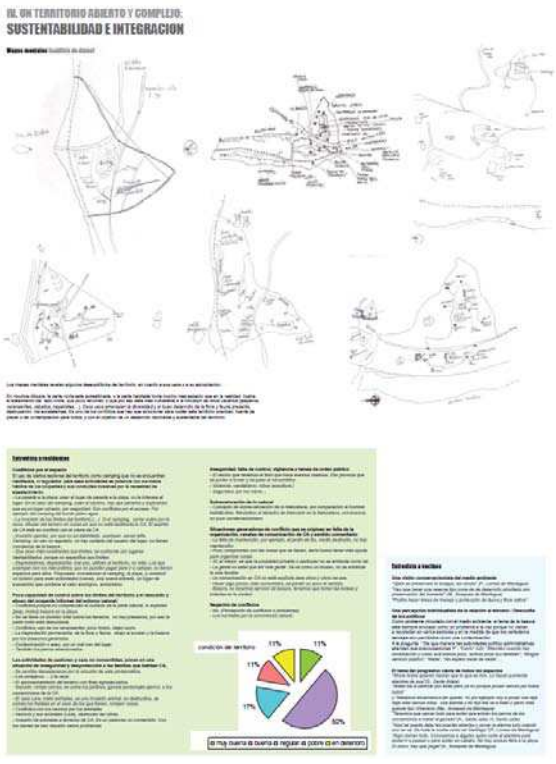

Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
N
isla
mar
playa
Sala de música
dunas
Laguna
estero Montagua
talleres
Bris
Jolly
Pupitrín A
Pupitrín B
cenotafio
Quena
Palacio Alba Rocos
chicanos
cementerio
Claudia
Iván
antena


Dibujar un mapa de la Ciudad Abierta.
Escribir los nombres de los elementos que dibuja.
Indicar el norte en el mapa
Tiempo: 20 minutos.
islote punta de piedra
Línea del Tren
agora de Tranquoi
Sala de música
puente Ferroviario
Desembocadura Estero Montagua
Laguna
Vega
Palacio
Talleres del trabajo
Talleres de prototipos
Hospedería de la entrada
cubículo del poeta
agora del juego
arriba
1 cenotafio de E.T. BO
2 agora de los pinos
3 Hospedería A. Chicanos
4 Hospedería del Eizarte
5 Hospedería del jardín
6 Cementerio
7 Hospedería de la puntilla
8

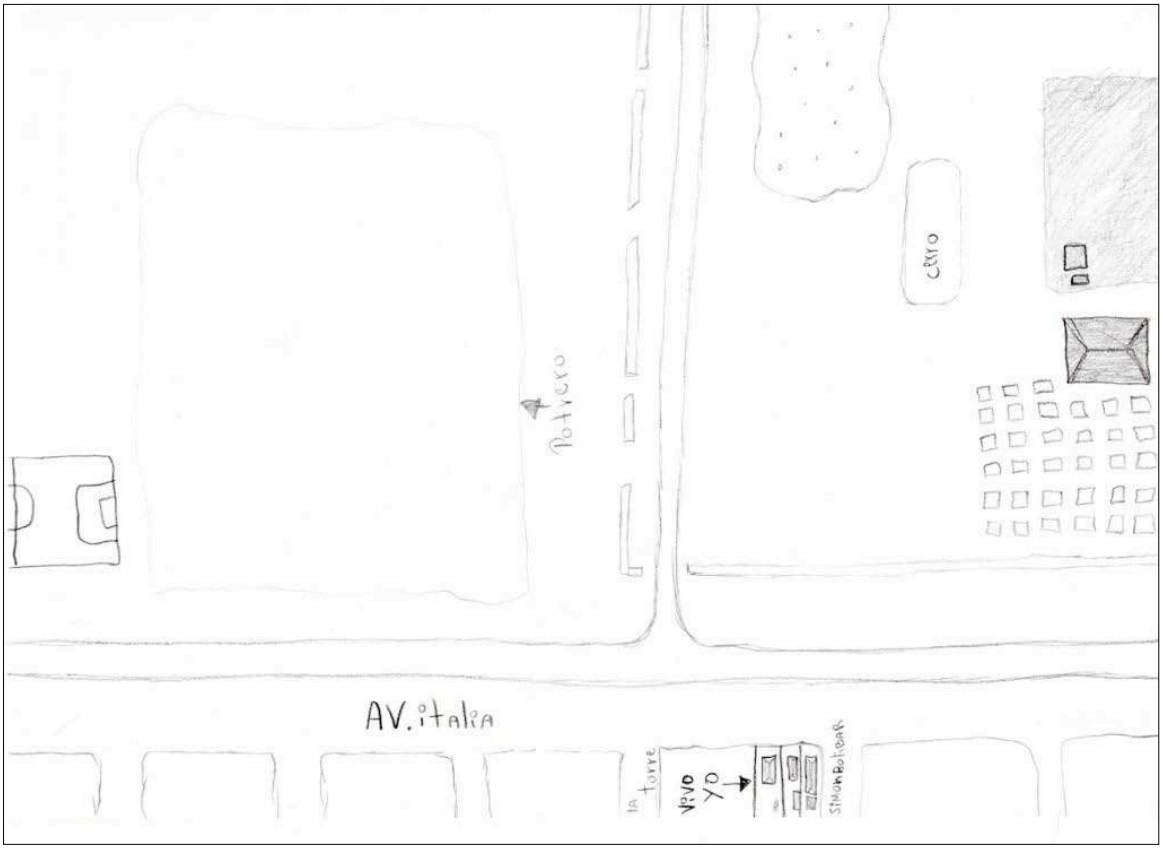
Annexe 5. **Posters de restitution à *Ciudad abierta***


II. RURAL, URBANO, NATURAL:
LA NOCION A TRAVES DE LA PERCEPCION


III CIUDAD ABIERTA:
El sentido de lo abierto y su relación con los límites territoriales

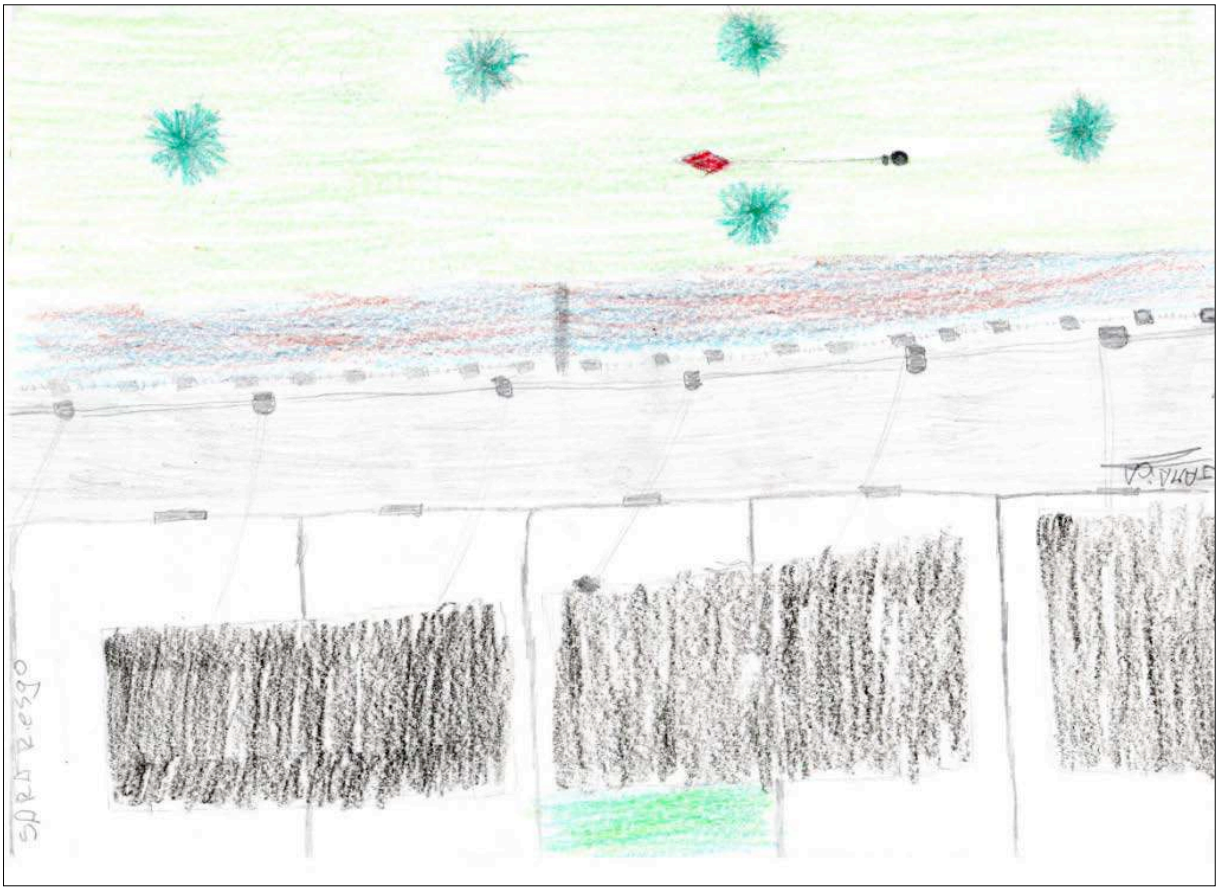

IV. UN TERRITORIO ABIERTO Y COMPLEJO:
SUSTENTABILIDAD E INTEGRACION

Annexe 6. **Cartes mentales des enfants de quatre écoles de la région centrale (Ecole rurale Santa Sara pp.413-421 ; Ecole privée Amankay pp. 422- 436 ; Ecole Waldorf pp. 437- 442 ; Ecole rurale Quebrada Alvarado pp. 443-460)**



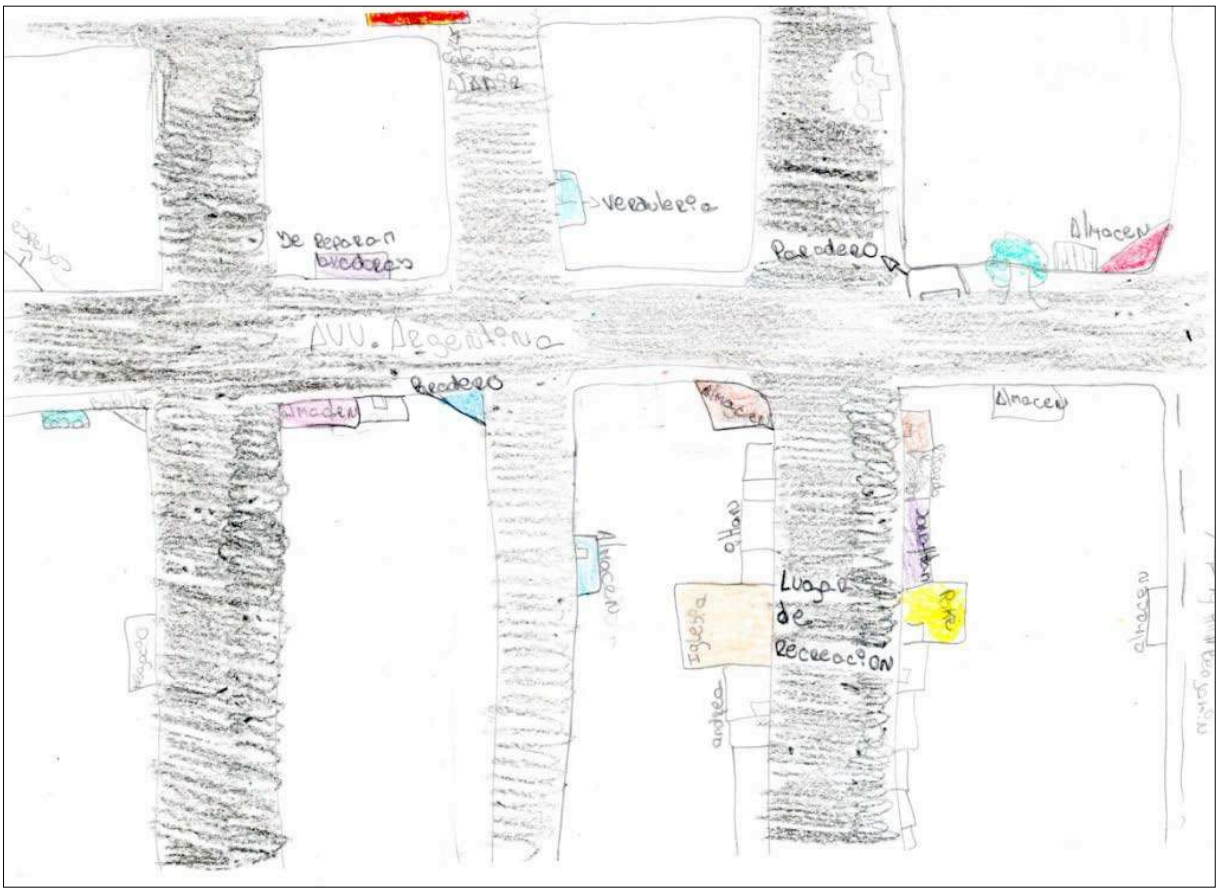
Pothelo
Rotonda
C.S.S.
CASA ABUELO
LARCHAS.S
SANTASARA

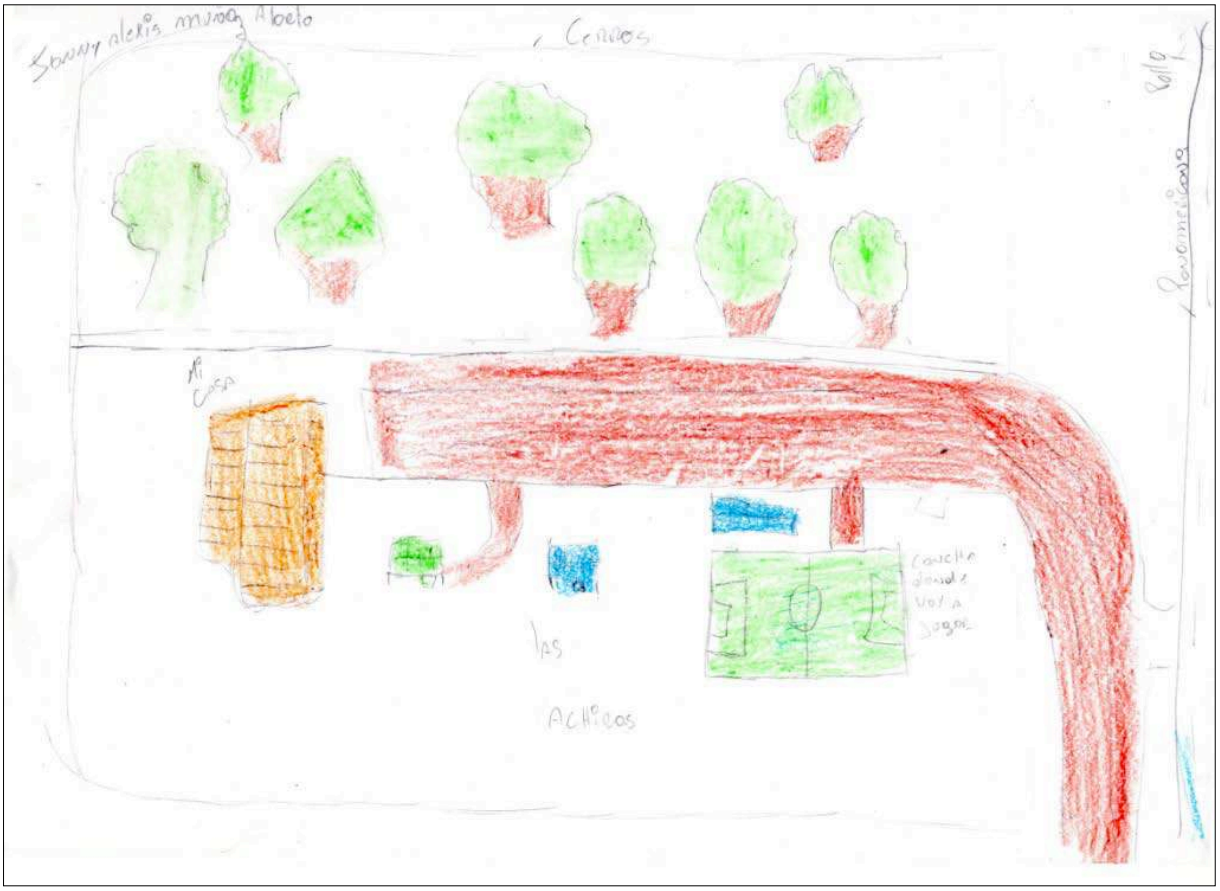
S'morte
LABAL FIGUEROA



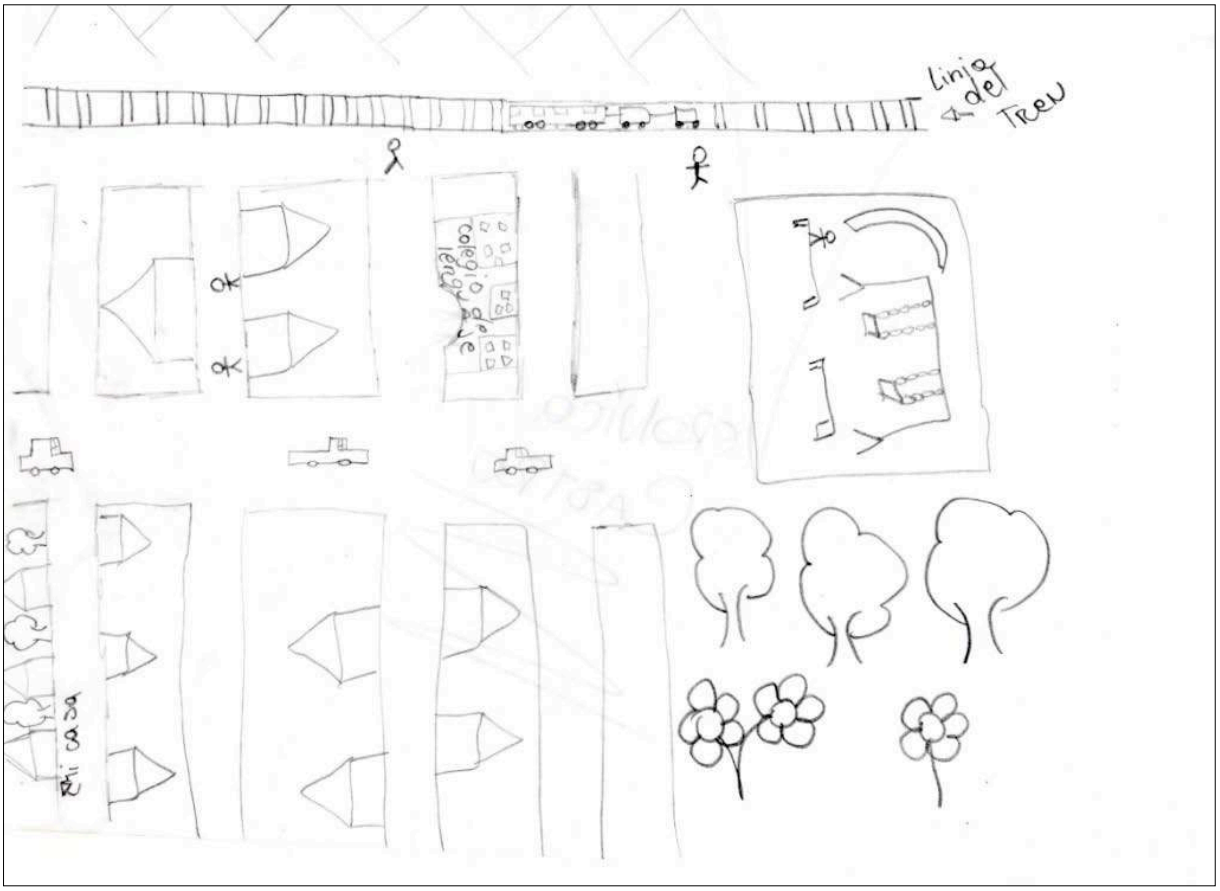
Supermerca-
do
Casas
Almacen
Casa
Casas
Casas
Batia
Casilla
Camarin
Baños
Cab. Sta. Sofia
Palacio

Árbol
Árbol

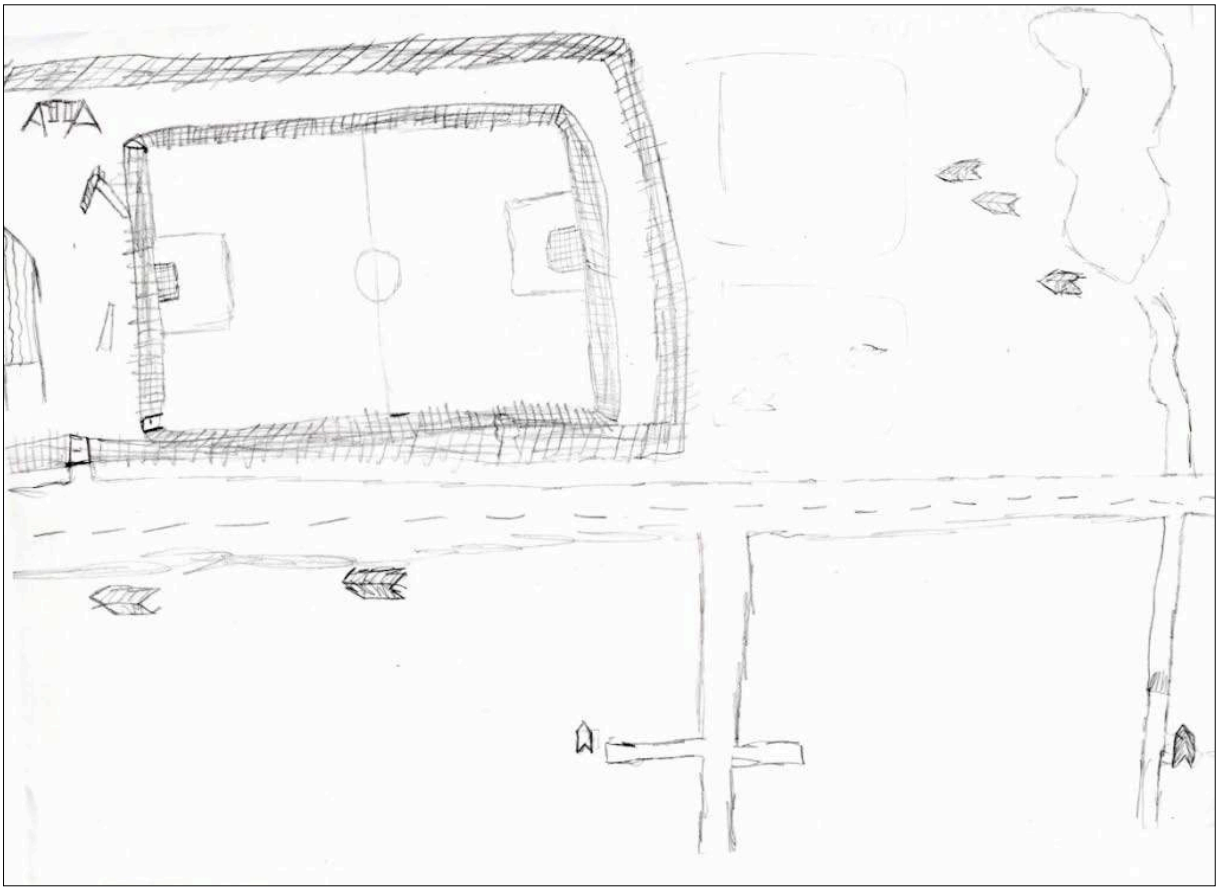

Almacen
Paradero
Almacen
Almacen
Almacen
Almacen
Almacen
Iglesia
Lugar de recreación

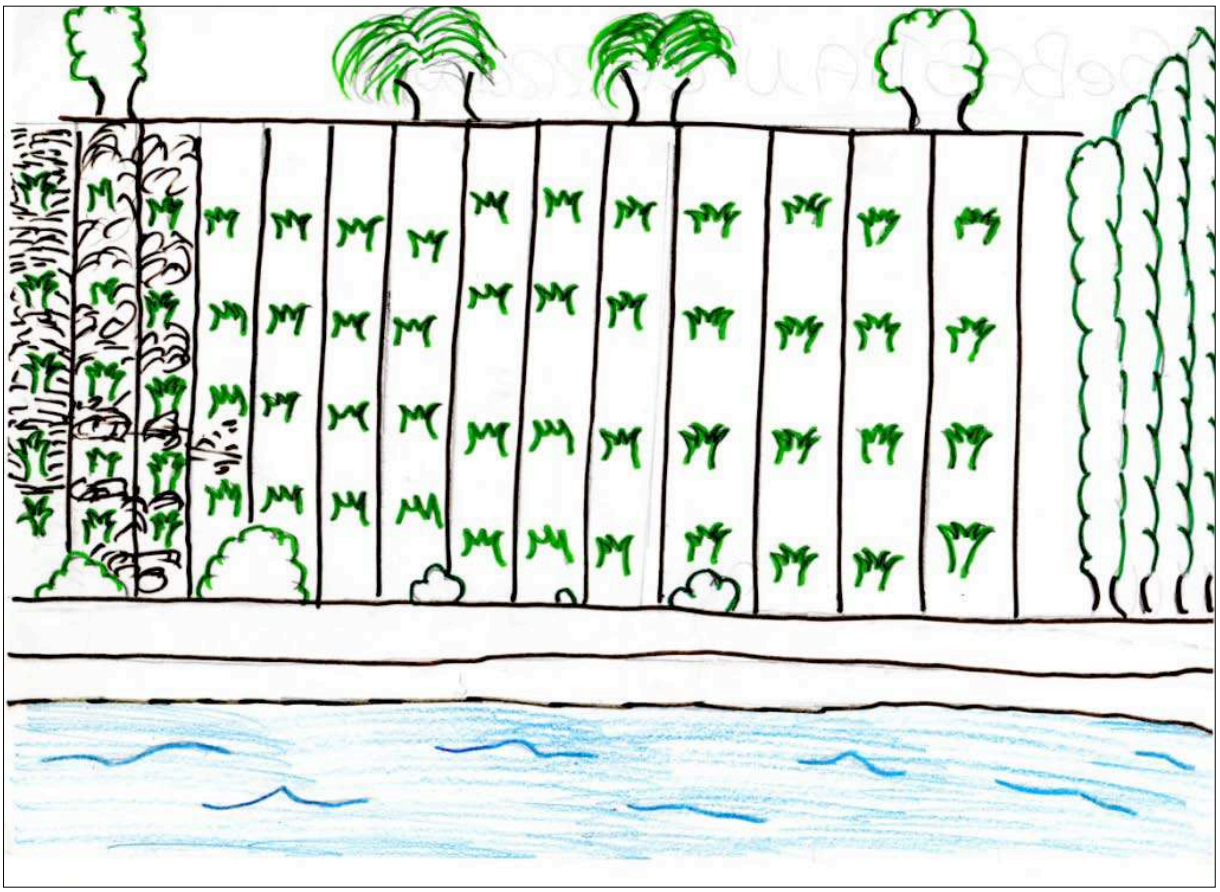

Canelos
Mi Casa
Las
Achicos

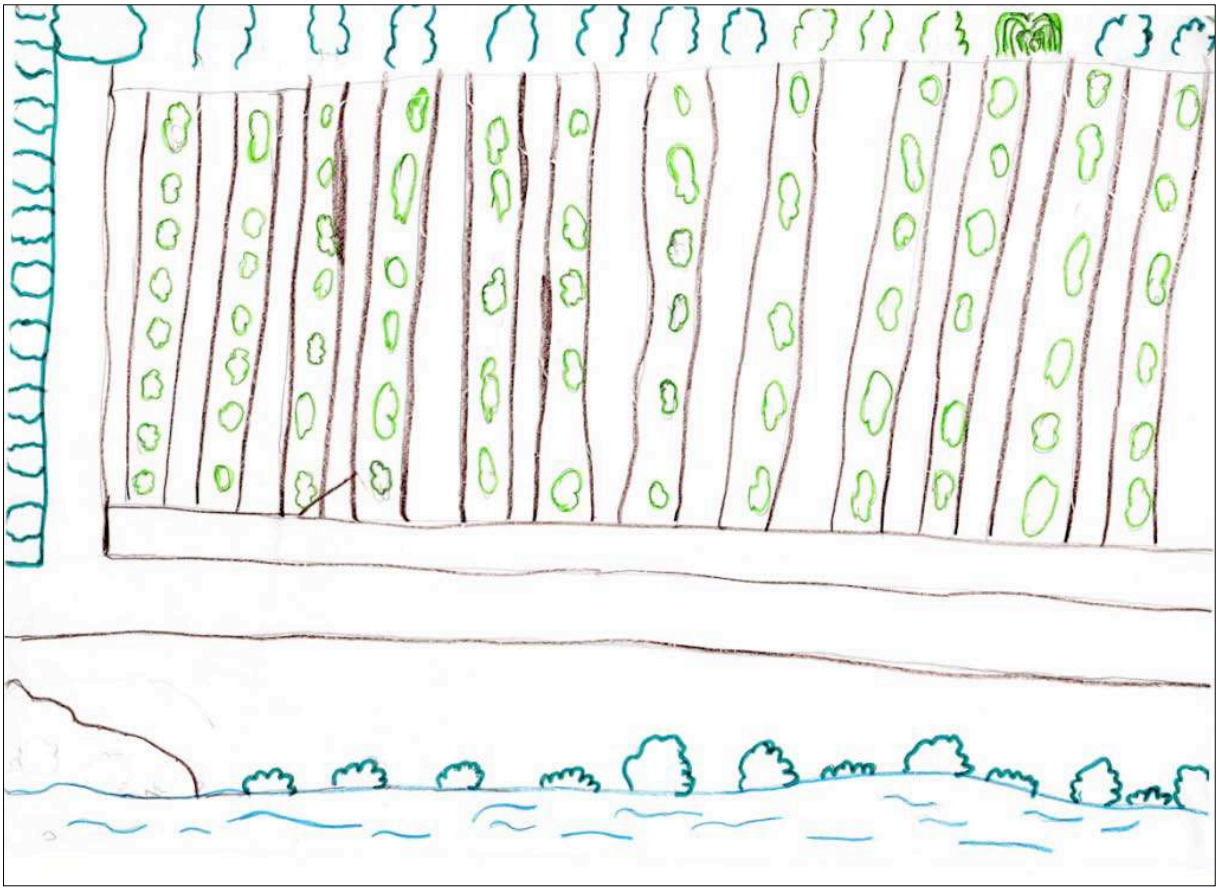
Pasj. Garibaldi
Potrero


Linia del Trew
ok
ok
Colegio de Iergy
Mi casa

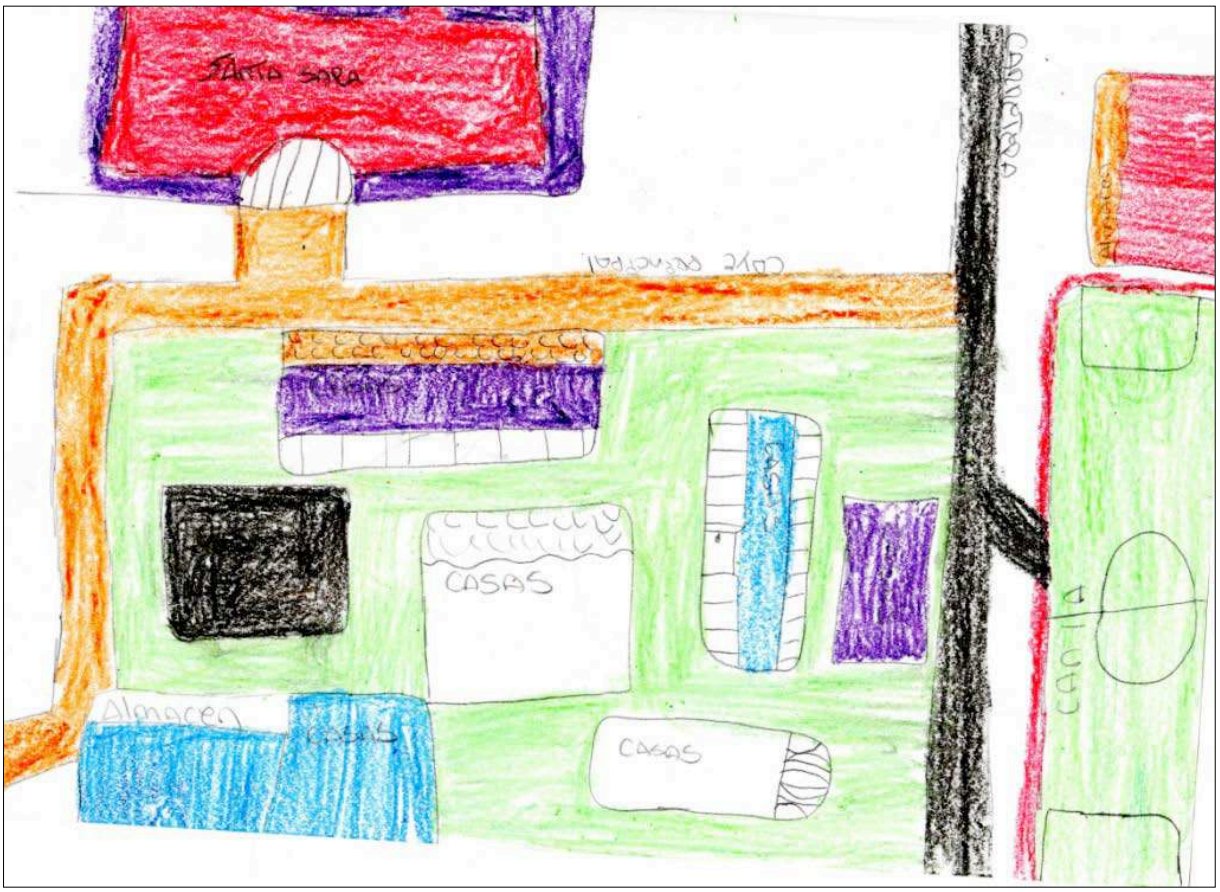
Camino interior Santa Sara
P35
CASA
ALFALFA
Yo



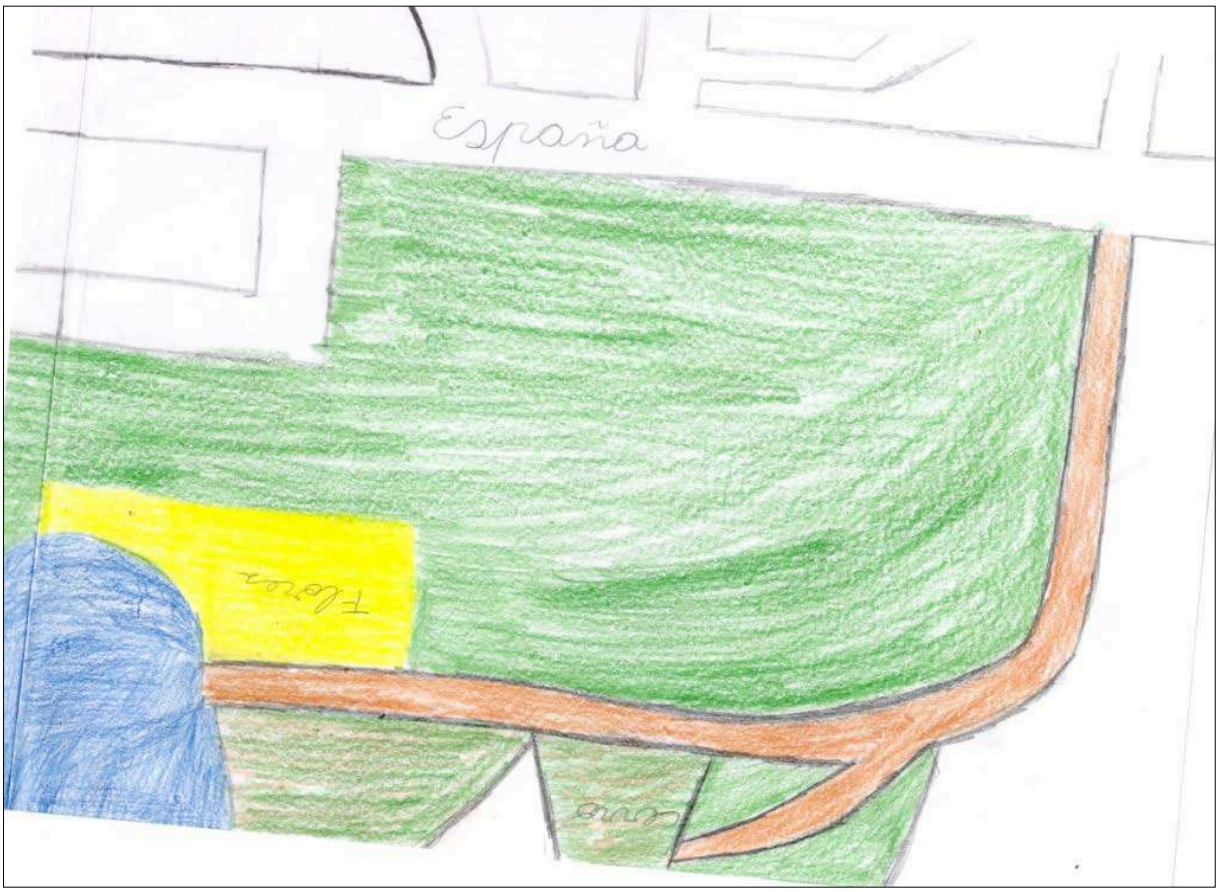




negocio
negocio
negocio
negocio
cancha
Camino Santa carolina
negocio
negocio
negocio
negocio
negocio
negocio
casa
casa
Camino Santa sara
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
negocio
Escuela santa sara

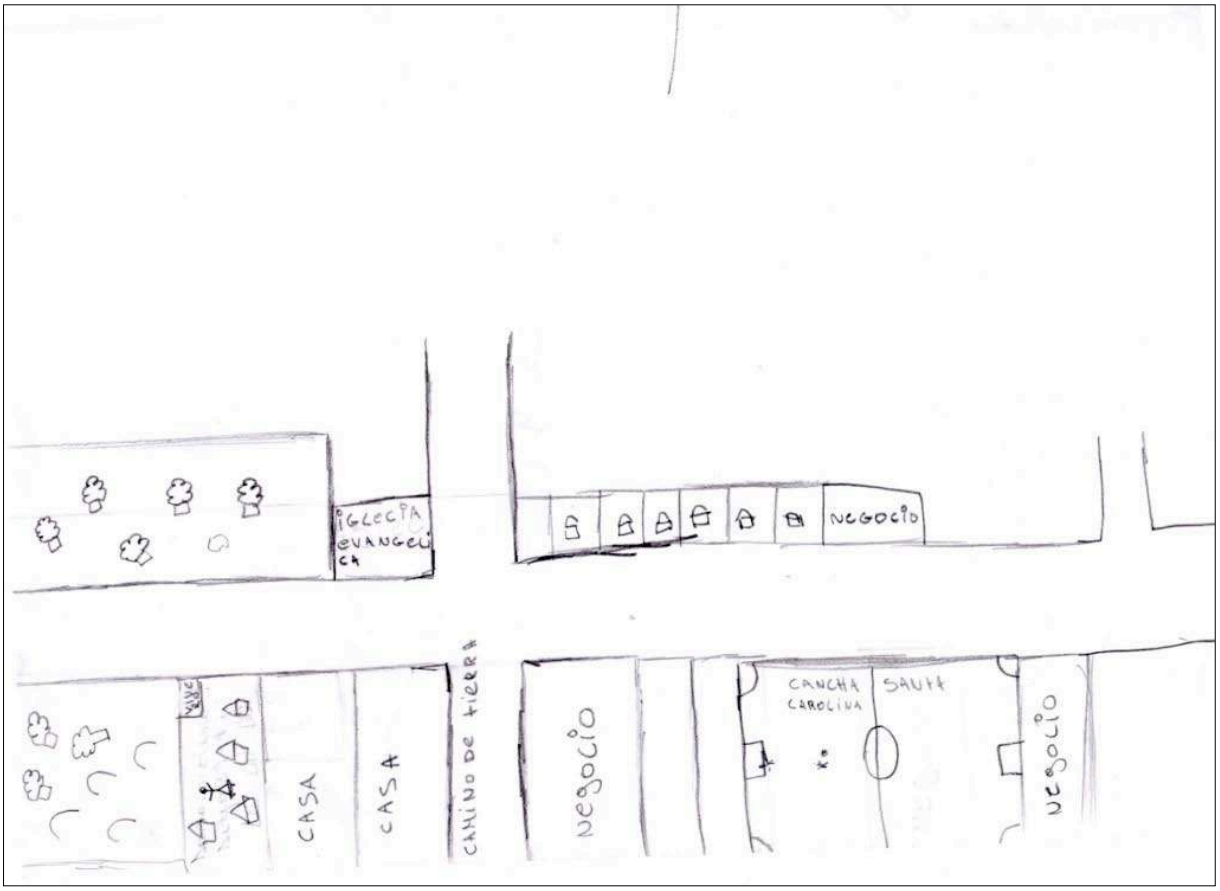

SANTA SARA
CARRETERA
CALLE PRINCIPAL
CASAS
CASAS
CASAS
Almacen
CANCHA

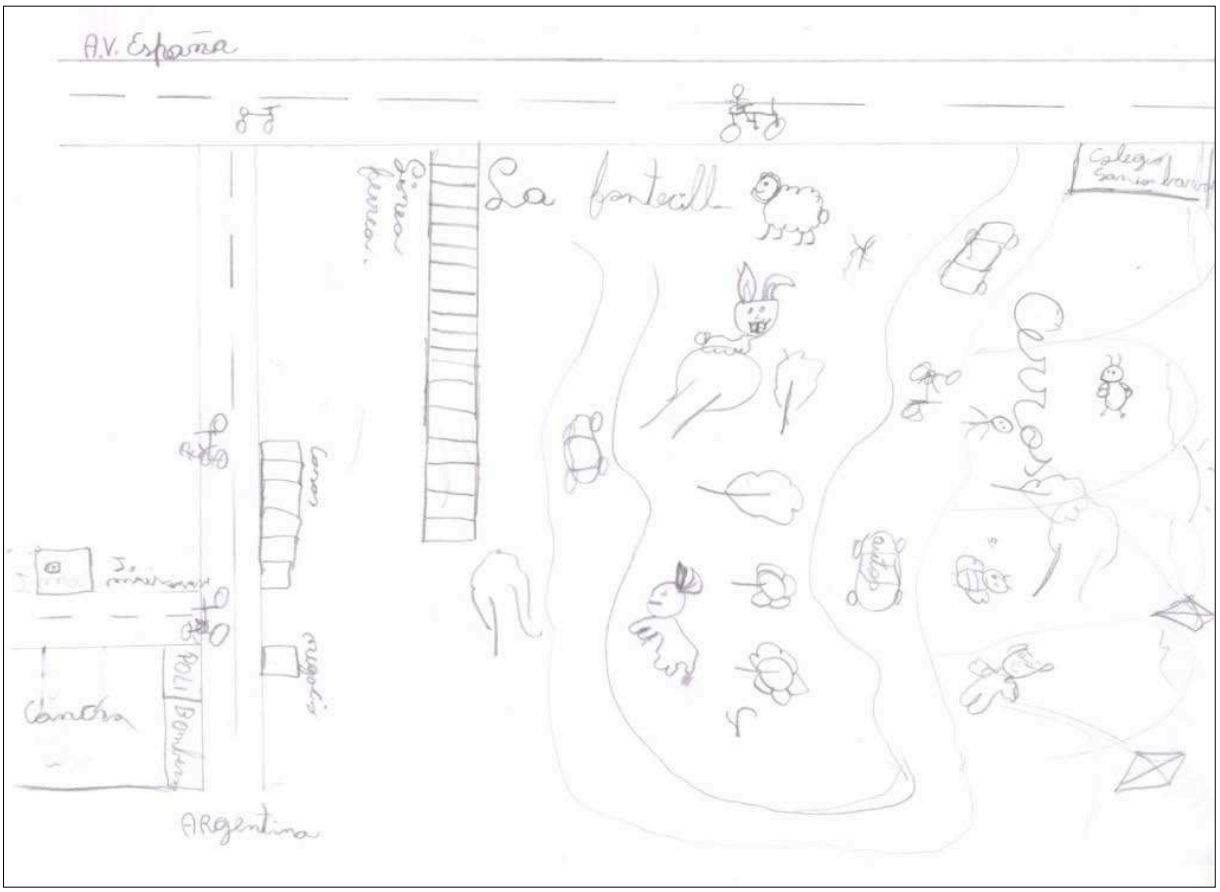
AMANKAY
España
Argentina
Italo

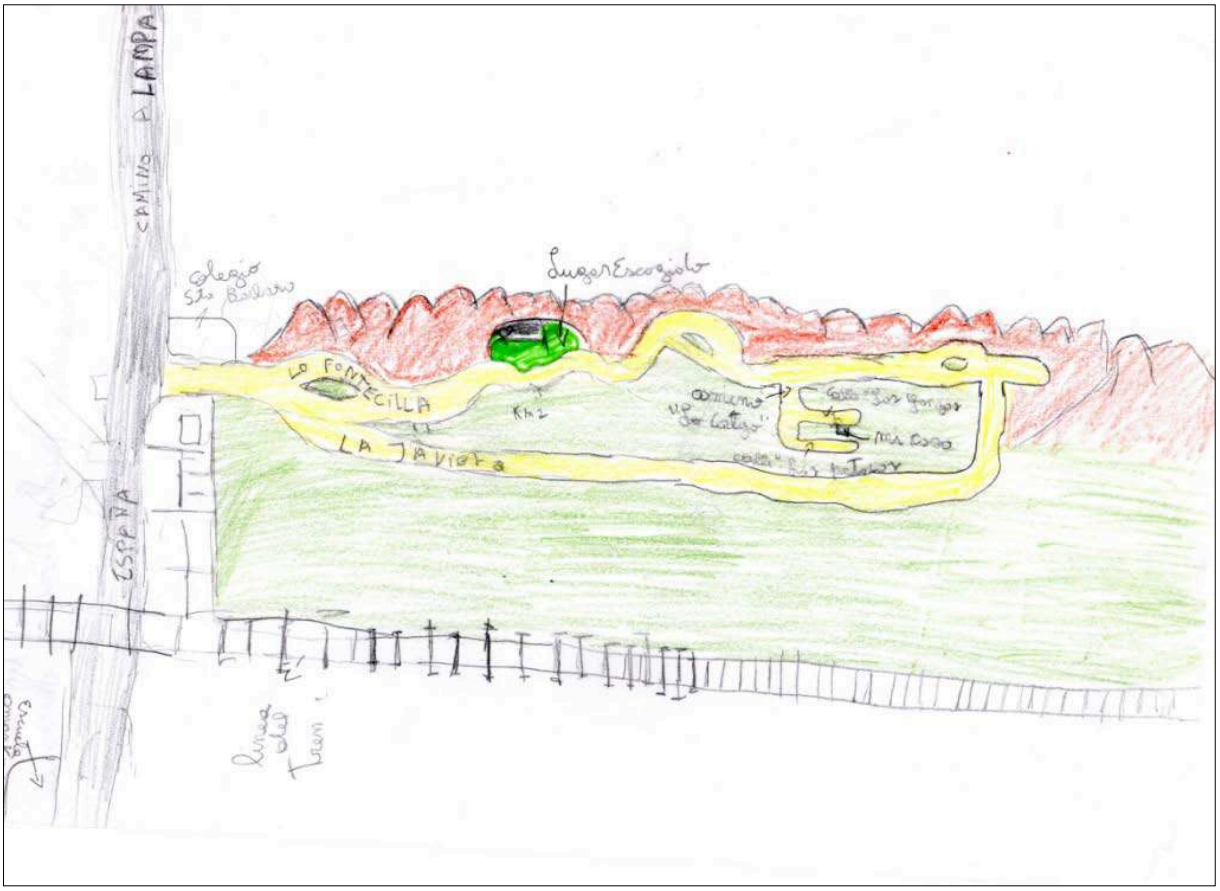

España

cancha de
santa catalina
mini market
mini market

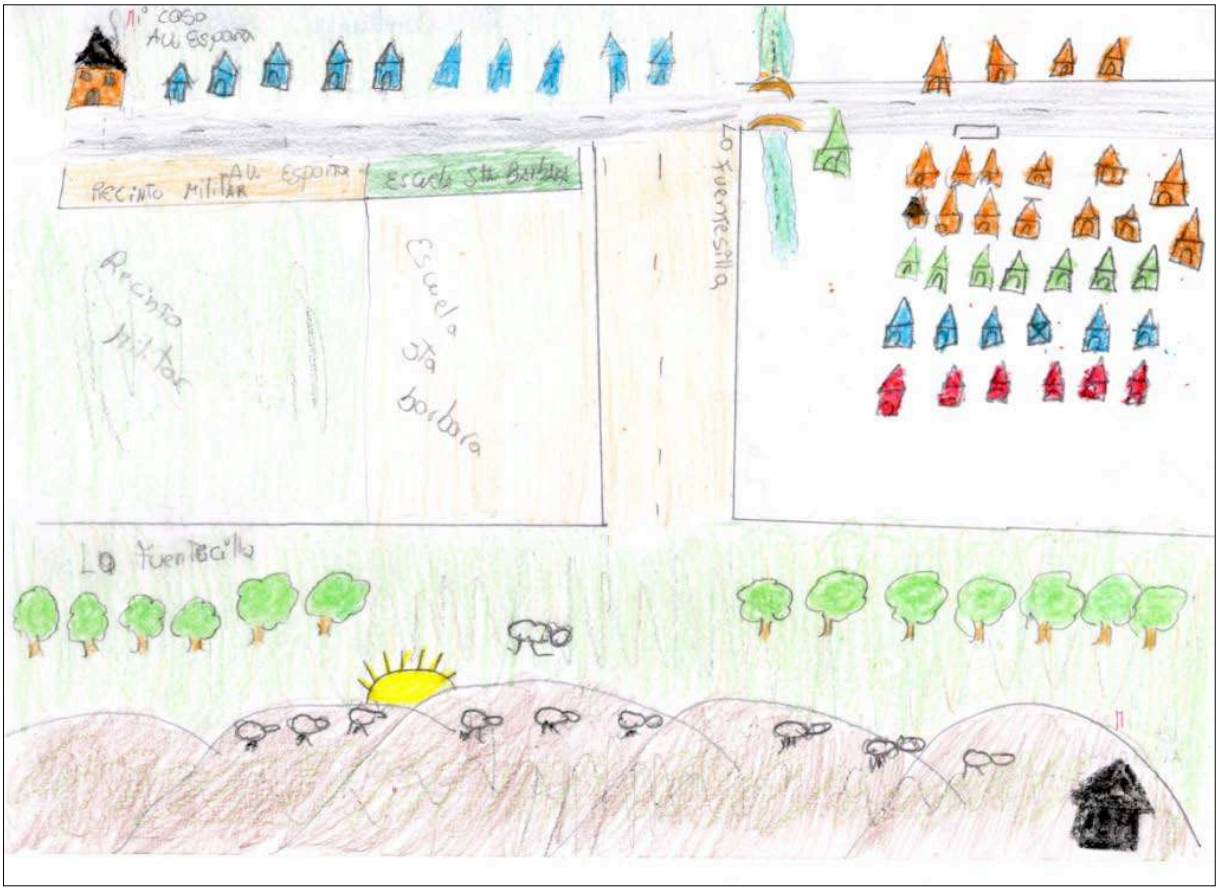
HUERTO
5 KM
BASURA
DESECHOS
CANCHA DE LA CERAMICA.
CERAMICA SANTIAGO.
Escuela San Sebastian
VILLA NUEVA
LINEA DEL TREN
CANCHA LA ESTRELLA.
Iglesia
Escuela 370.
escuela amanecer


IGLECIA EVANGELICA
NEGOCIO
CASA
CASA
CAMINO DE TIERRA
NEGOCIO
CANCHA CAROLINA
SALITA
NEGOCIO

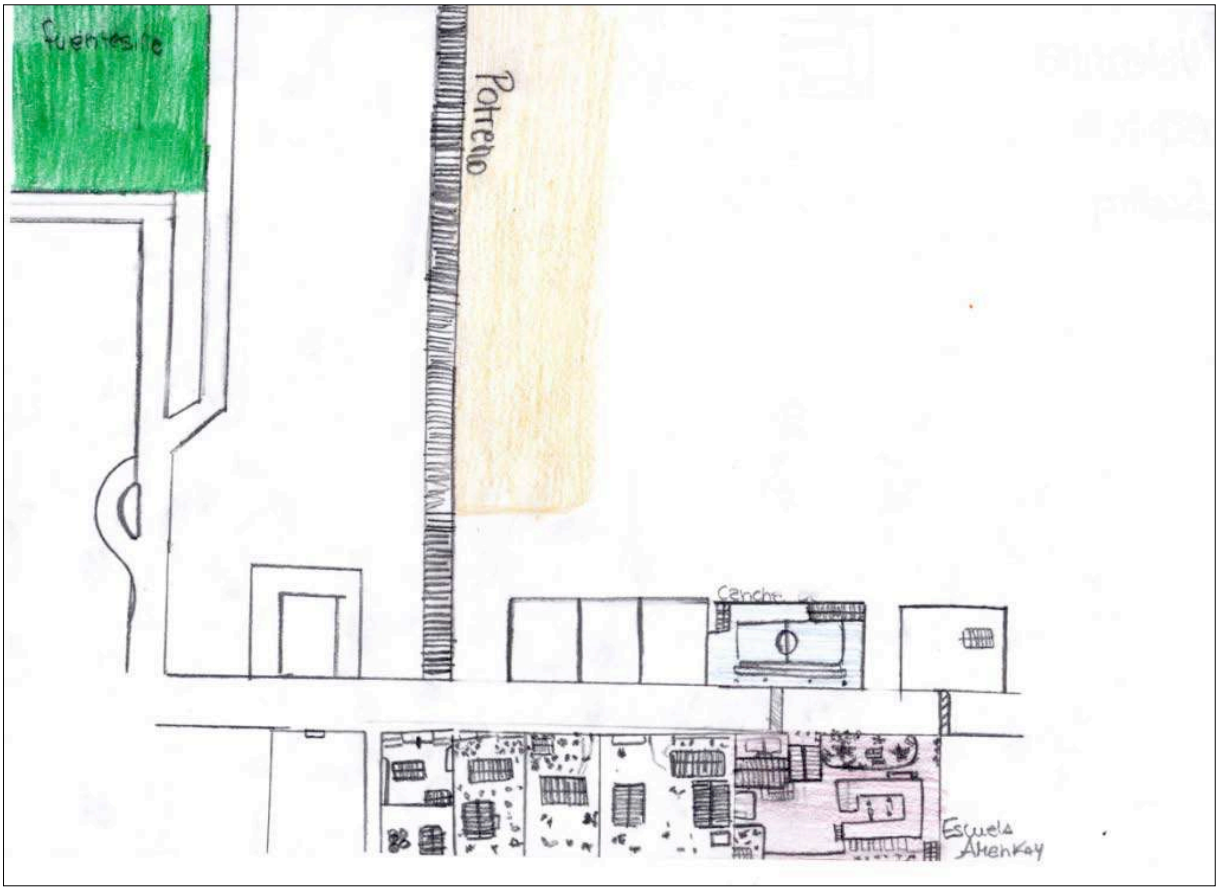

A.V. España
La fontecilla
Colegio Santa Teresa
Cancha
Argentina

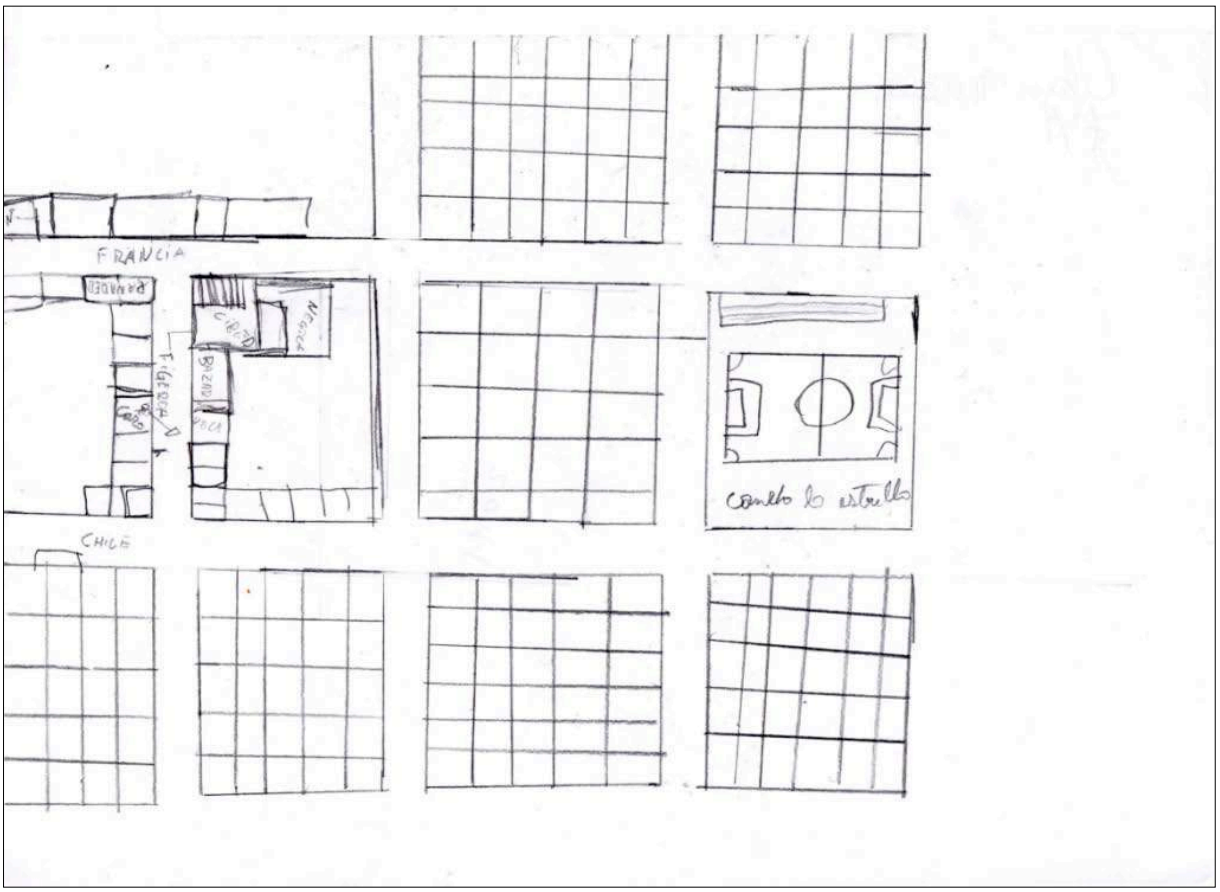

CAMINO A LAMPA
Colegio San Bartolo
Lugar Escogido
LA FONTECILLA
Km 2
LA JAVIERA
mi casa
ESPERA
Linea del Tren

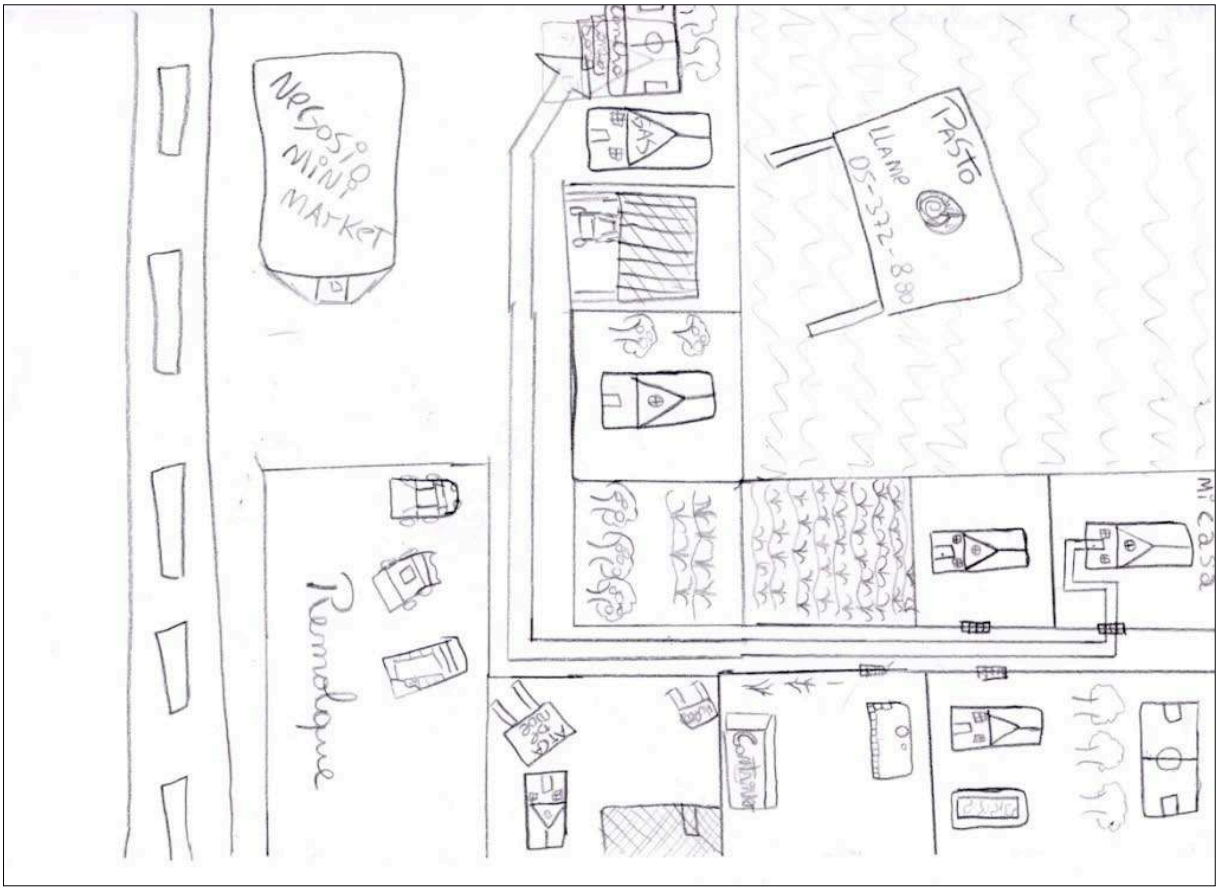
CERAMICA SANTIAGO
MAIZONAVE
PLAZA
LINEA DEL TREN
CERAMICA BATUCO
ITALIA
ARGENTINA
INGLATERRA
PEDRO MONTT
AV. CHILE
ERRAZURIZ
mi casa
AV. FRANCIA
BAL MACEDA

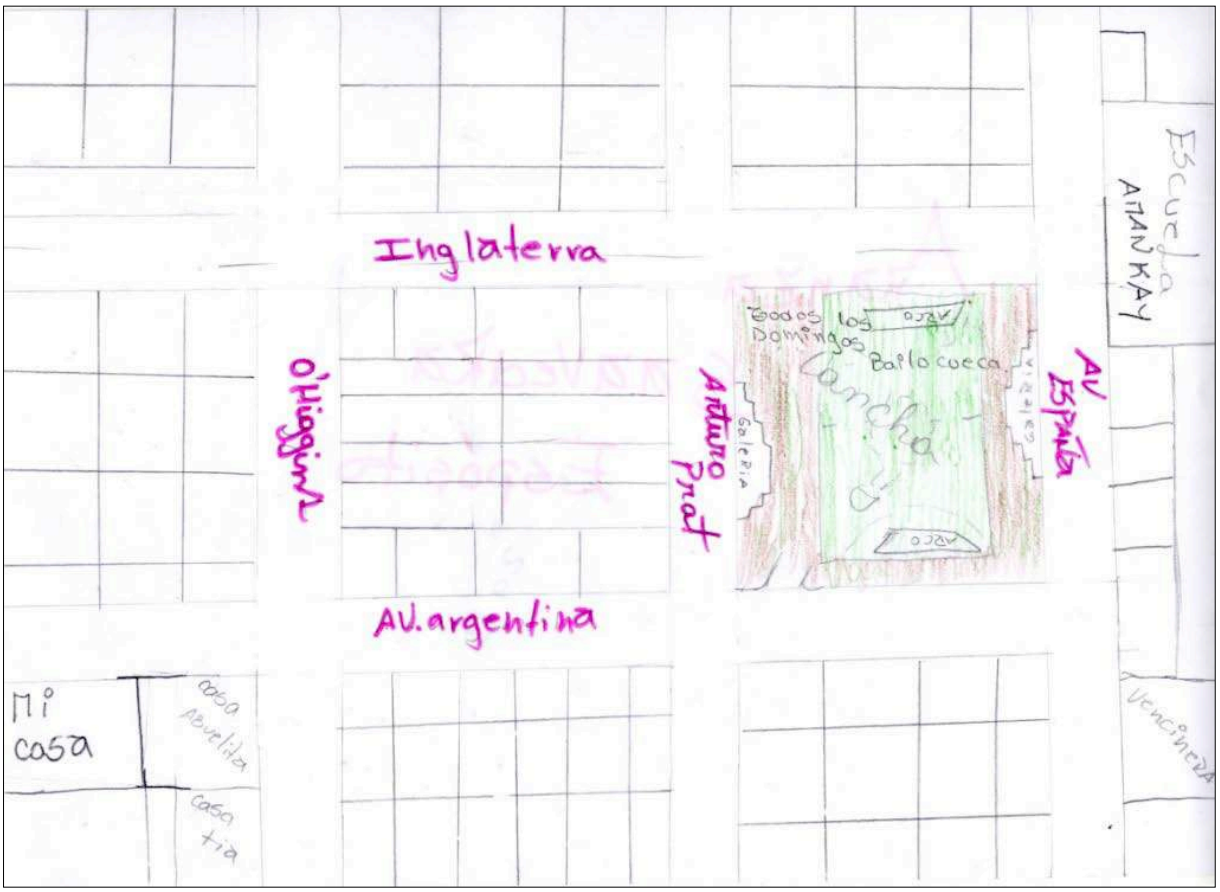

Av. España
Recinto Militar
Escuela Sta Bárbara
La Fuentecilla
Recinto Militar
Escuela Sta bárbara
La Fuentecilla

Escuela Anchuras
Av. España
Villa
Casa de Carlos
Me gusta por que mis hermanas y mis jugar

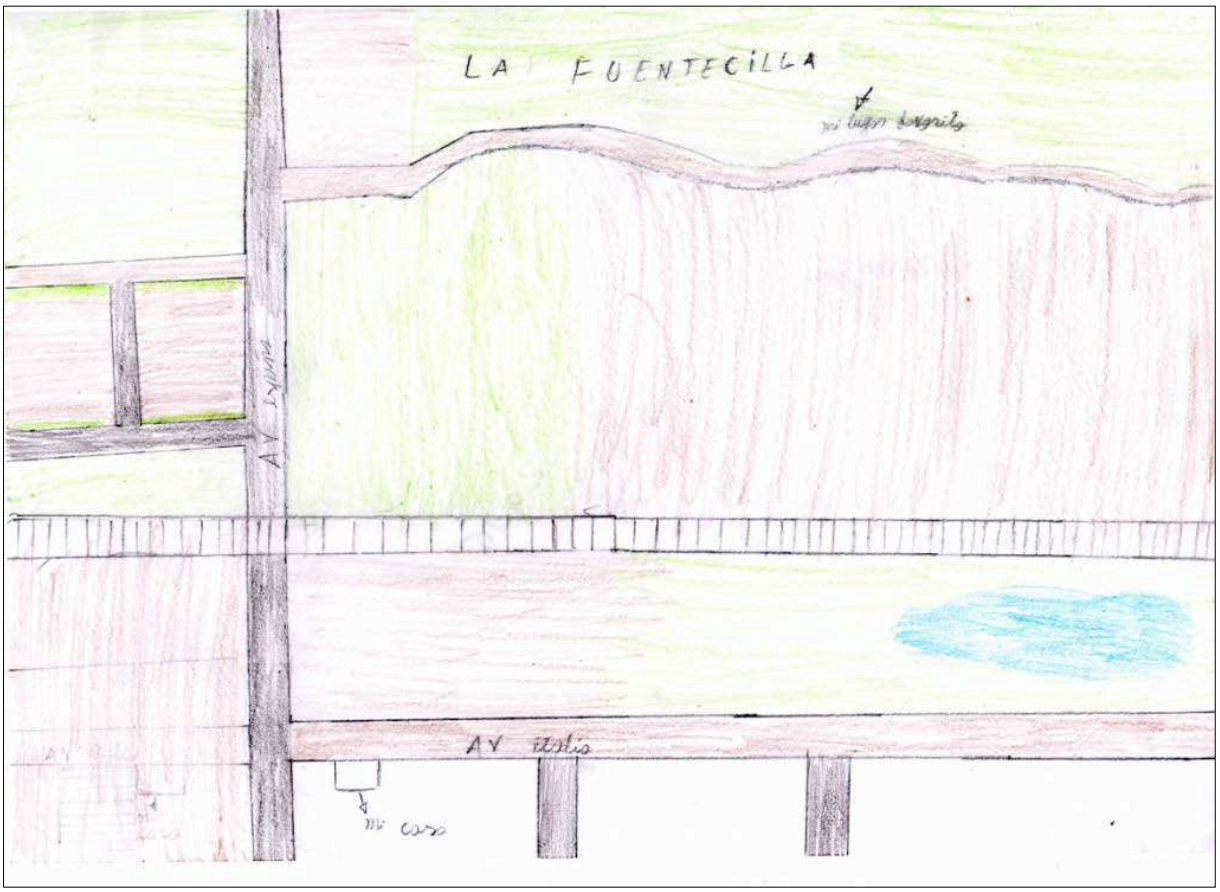

Fuentesite
Potrero
Cancha
Escuela
Ahenkay


FRANCIA
PANADERIA
CARNICERIA
NEGOCIO
BAZAR
FLORERIA
CHILE
Comedor la estrella

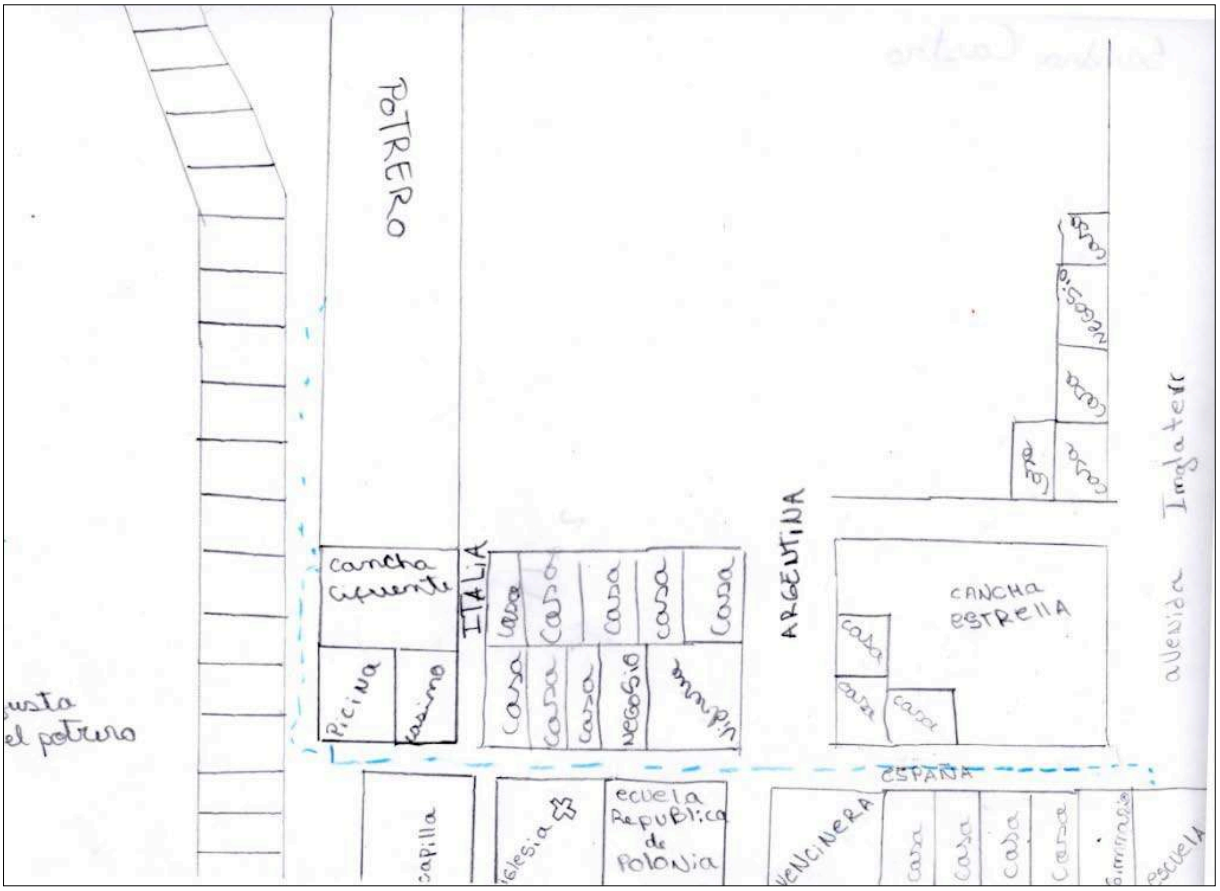

Negosio
Mini
Market
Pasto
Llame
05-372-880
Remolque
Mi casa

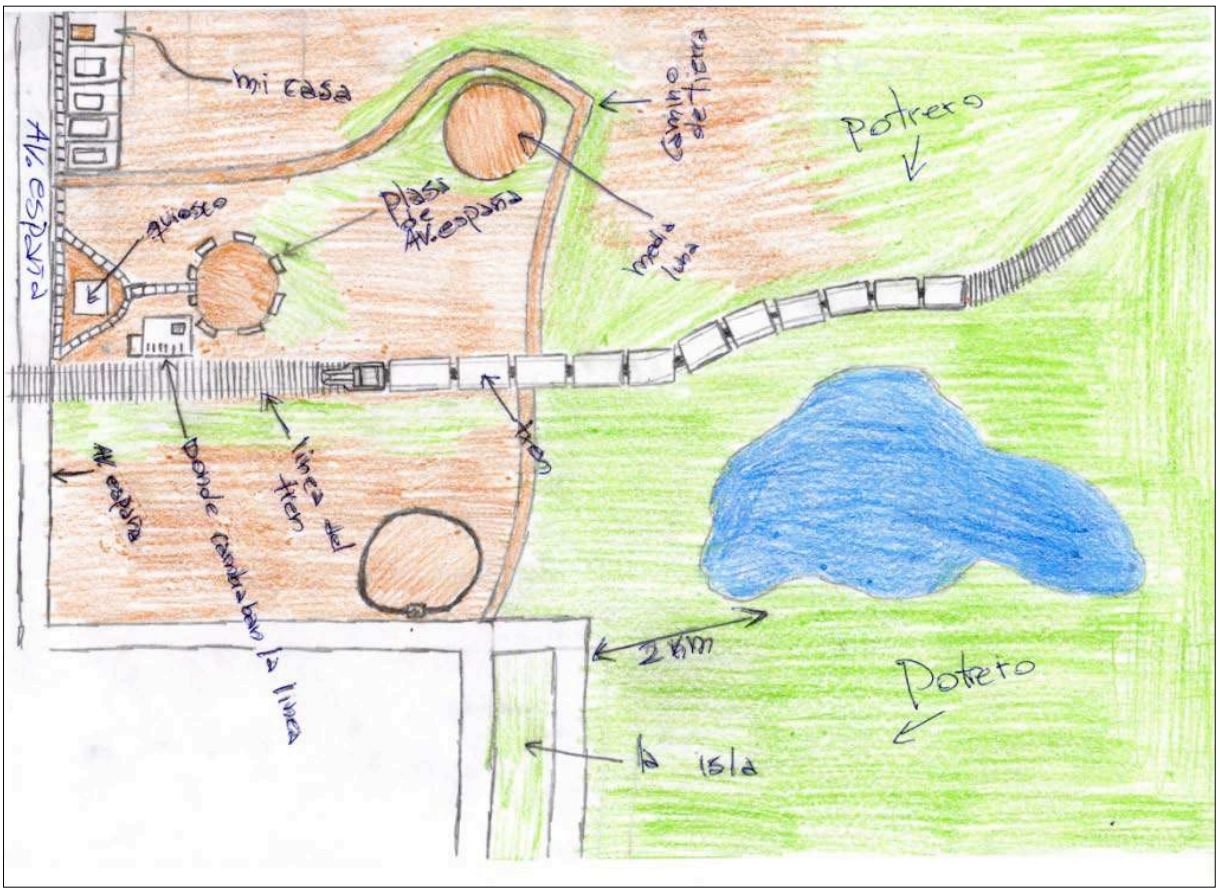

Escuela
Atanakay
Inglaterra
Todos los
Domingos
Bailo cueca
Cancha
Av España
Arturo Prat
O'Higgins
Av. argentina
Mi
casa
casa
Abuelita
casa
tia
Vencinda

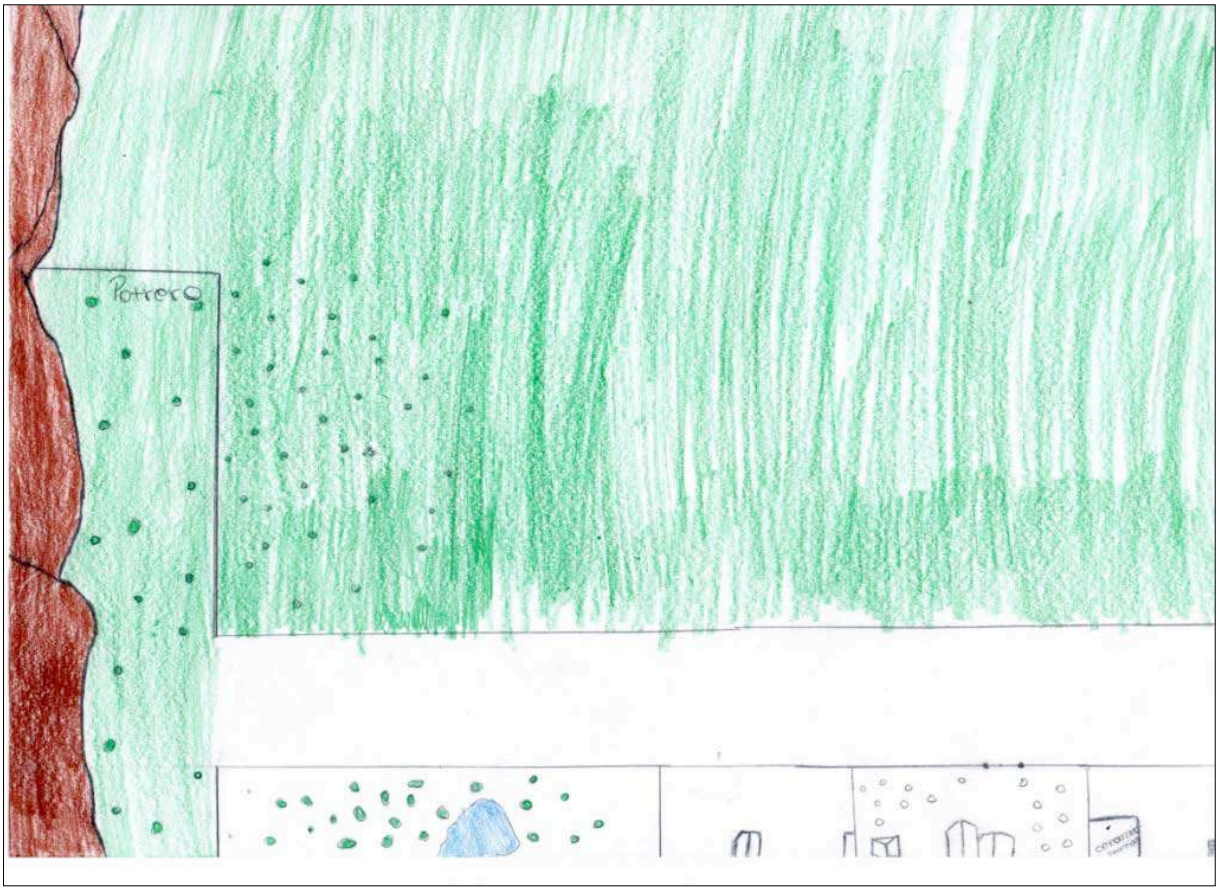
Lugar
Preferido
"Potrero
Batuco"
Patio de
Recreo
Jardín
de Niños
mi casa
Garibaldi
calle batuco
Garibaldi

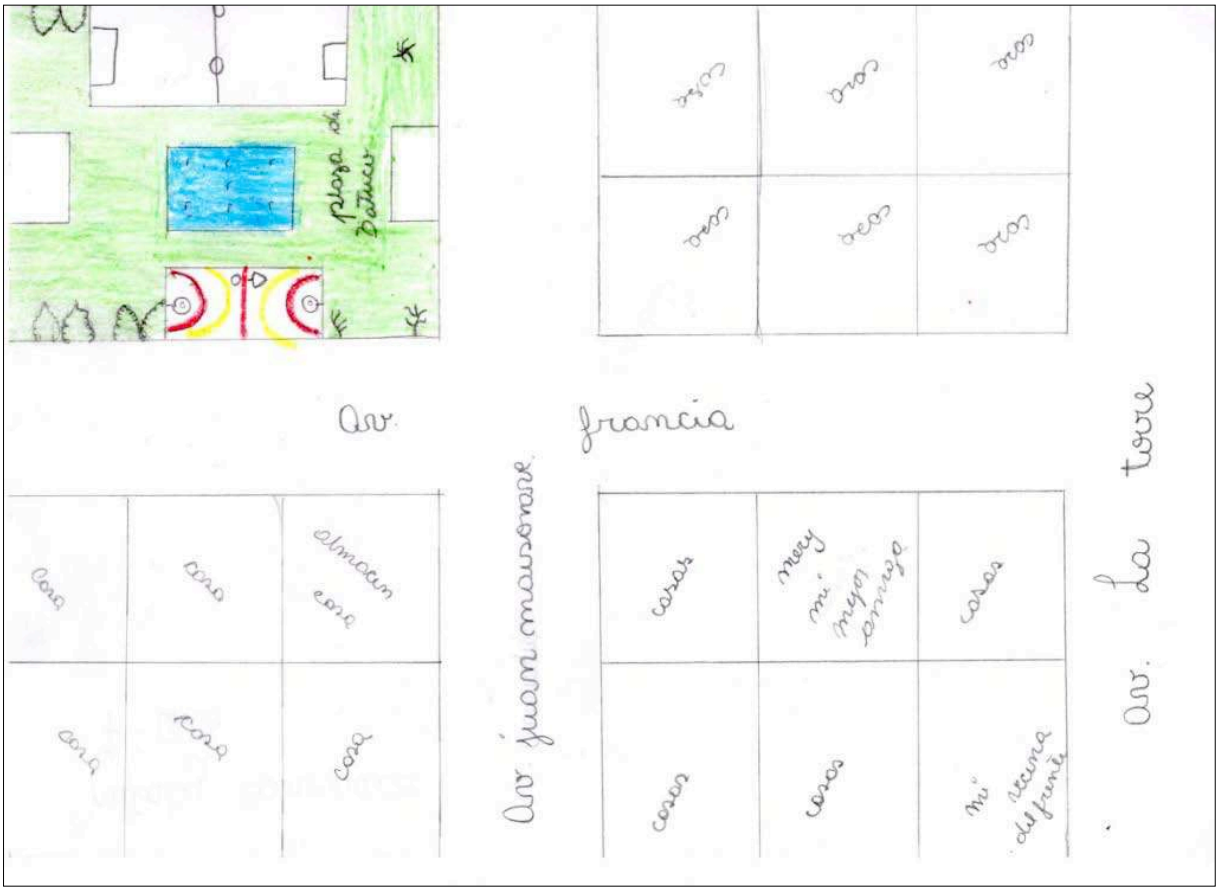

LA FUENTECILLA
mi lugar favorito
AV Lynn
AV Elvis
mi casa

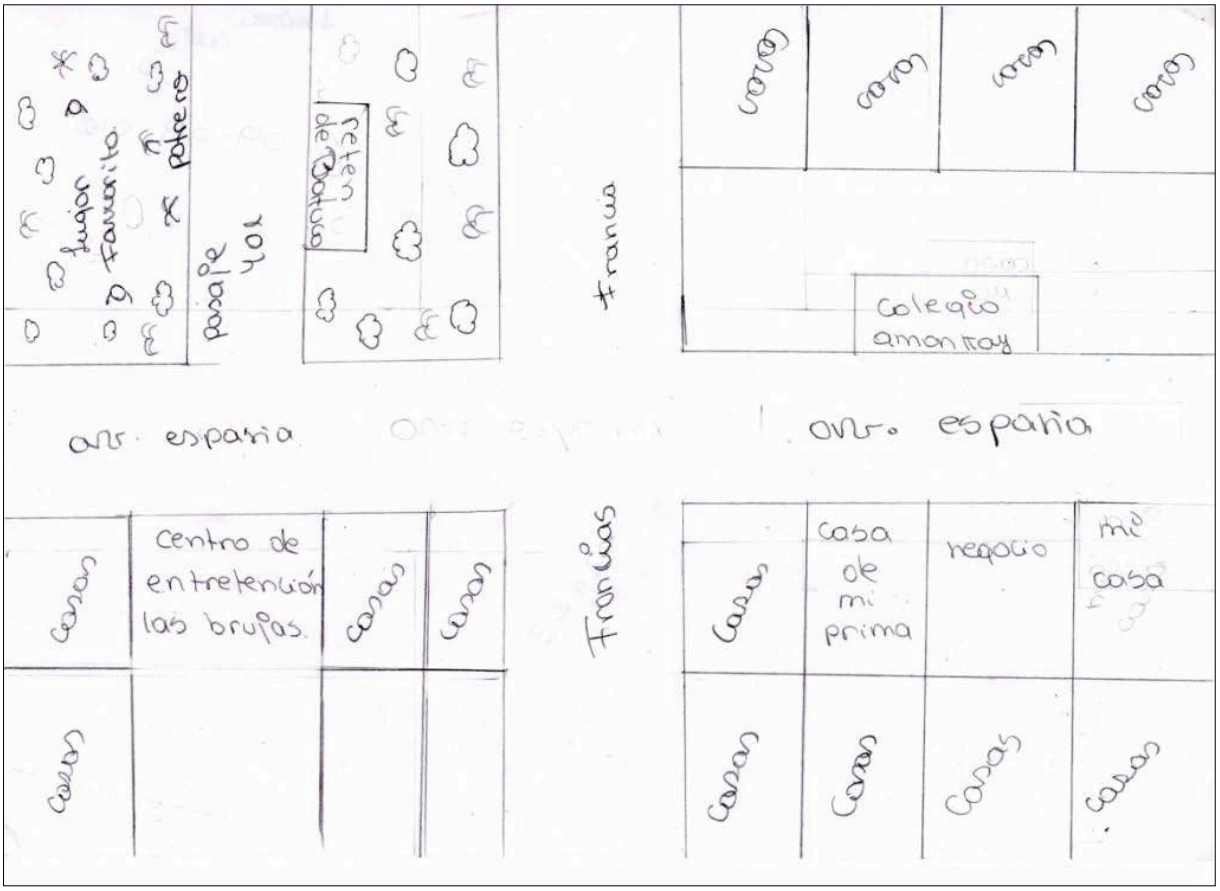
Línea del tren
Capilla
calle
Iglesia
escuela República de polonia
calle
Vancinera
Casa
Casa
Casa
Casa
Casa
Casa
Casa
Casa
Gimnacio
Escuela amanay
avenida España
Casa
Casa
Casa
Casa
Casa
Casa
Casa
Casa

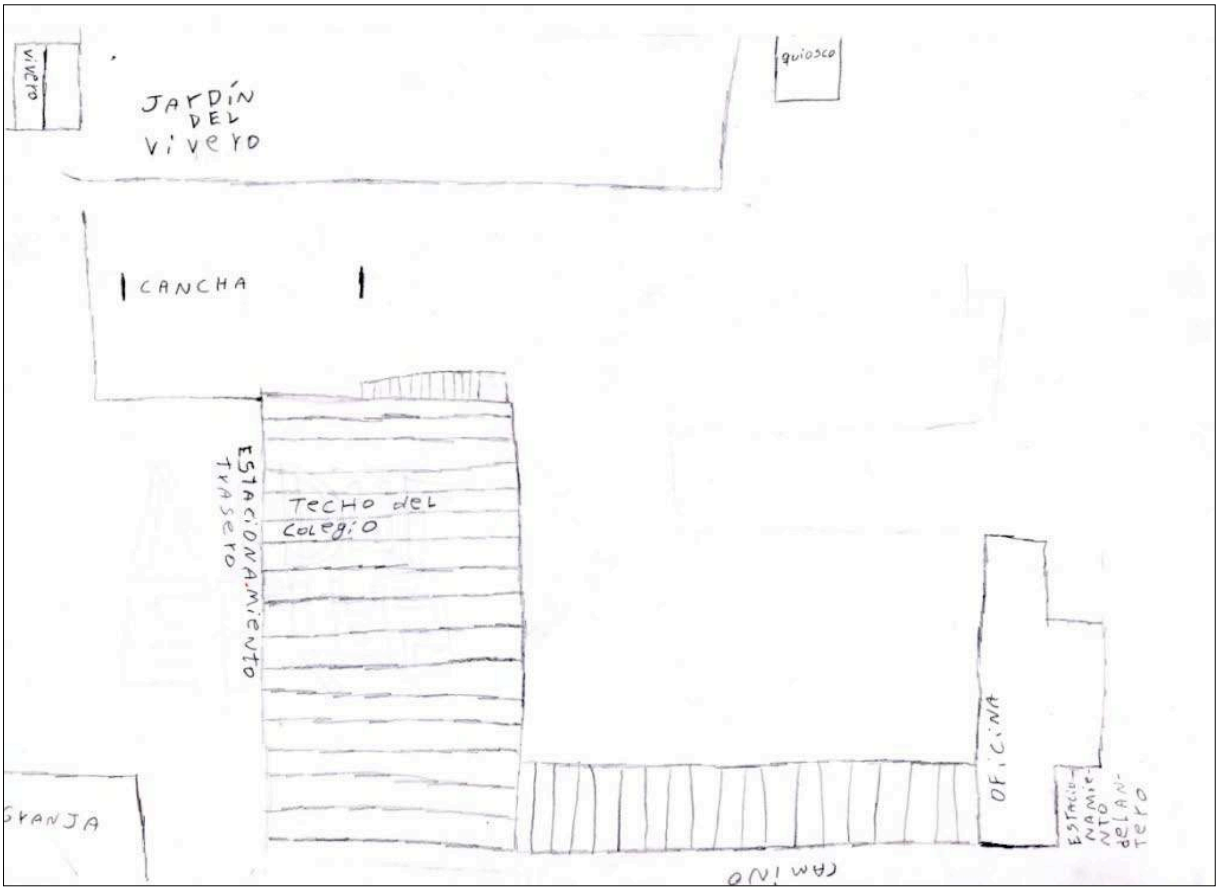

POTRERO
cancha cemento
Piscina
casino
ITALIA
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
negocio
casa
ARGENTINA
CANCHA ESTRELLA
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
Inglaterra
avenida
usta
el potrero
ESPAÑA
capilla
iglesia
escuela Republica de Polonia
VENCINERA
casa
casa
casa
casa
gimnasio
escuela

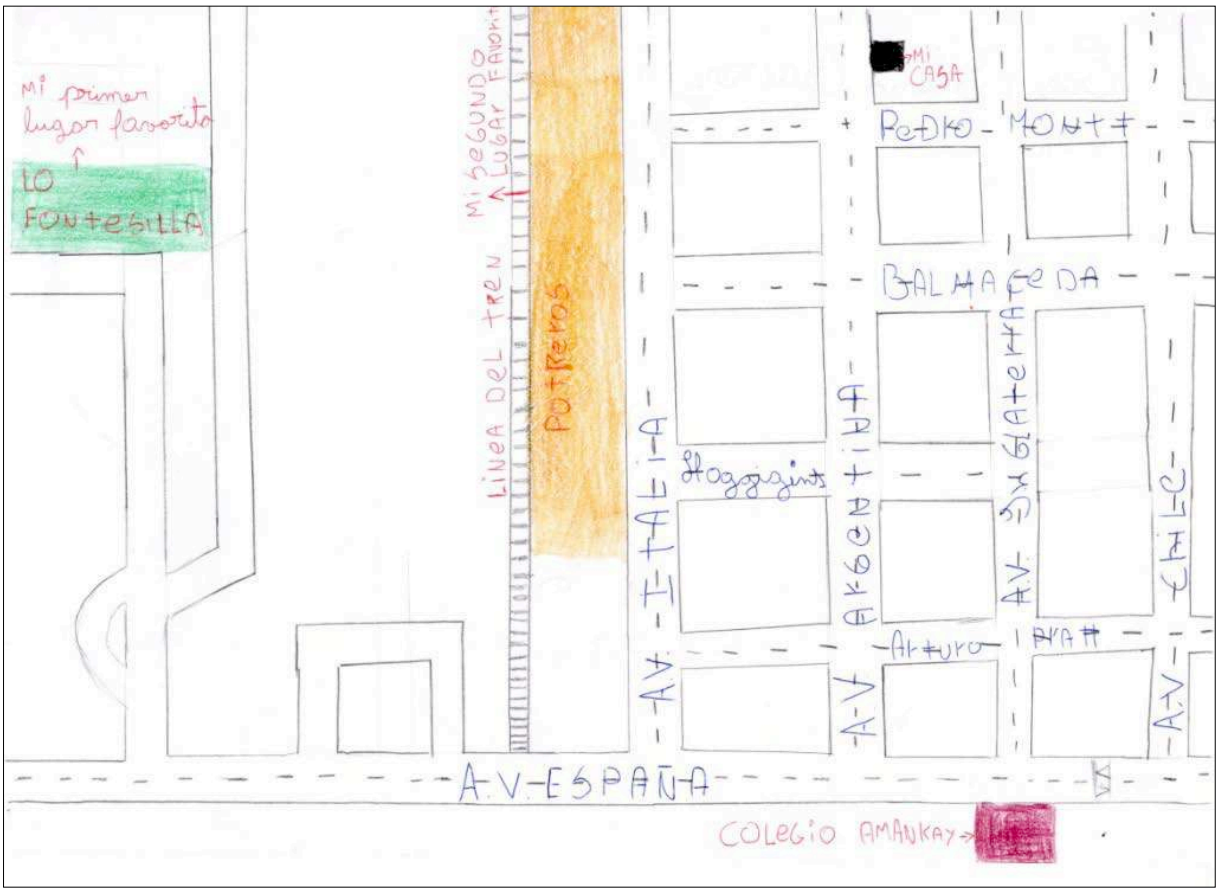

mi casa
AV. ESPAÑA
quiosco
Plaza de AV. España
camino de tierra
media luna
Potrero
AV. España
donde cambiaban la linea
linea del tren
tren
2 km
Potrero
la isla

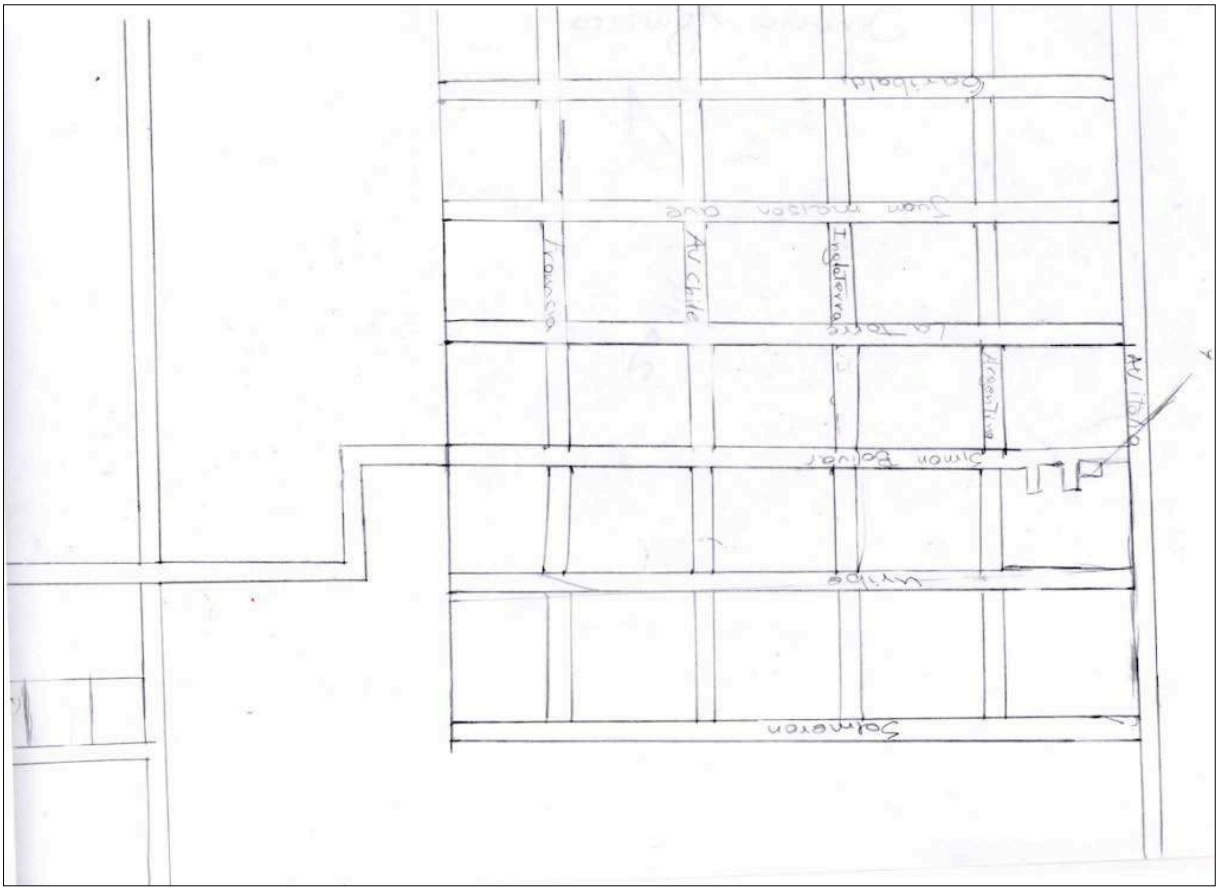


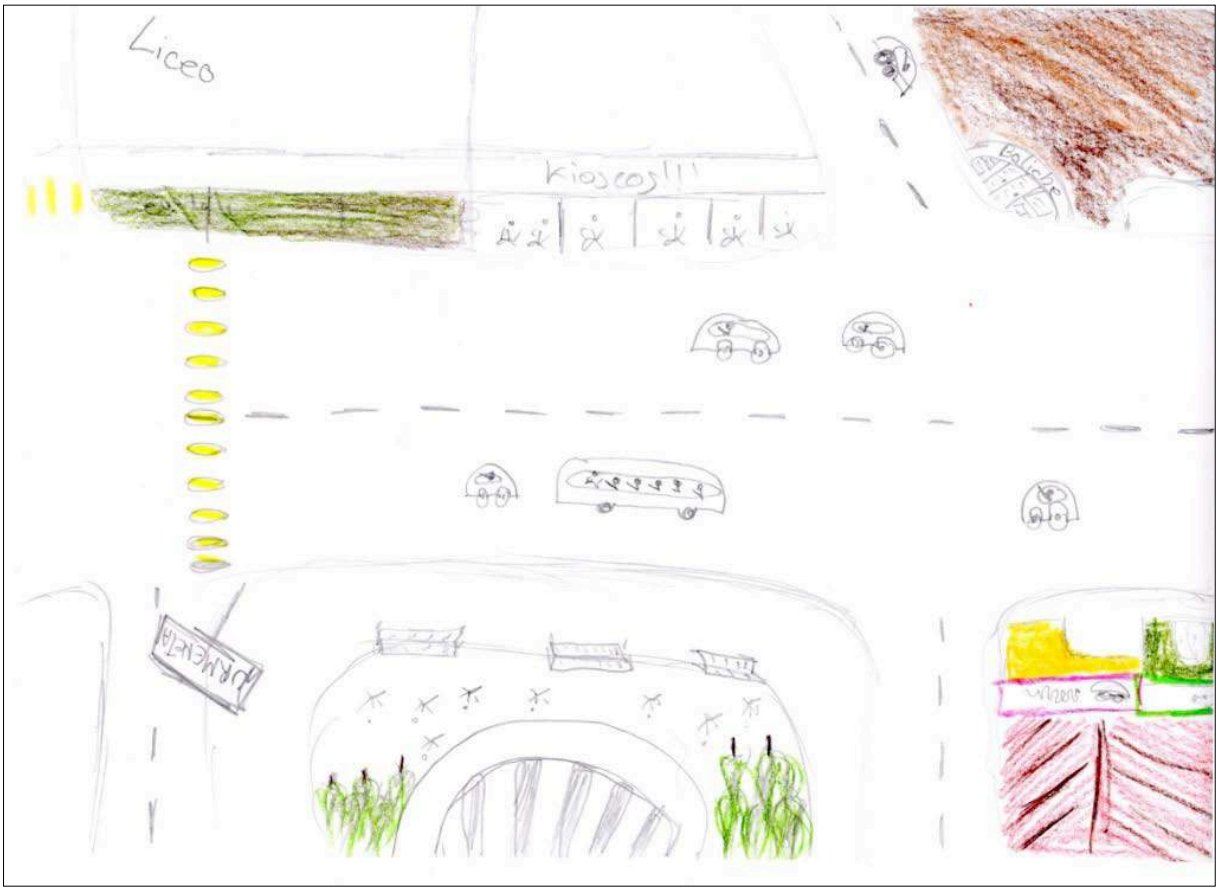

Av. Juan mausonave
casas
casas
casas


Junior Fantasito
Potrero
Pasaje 401
Reten de Policía
Francia
casas
casas
casas
casas
Colegio amanTay
avd. España
avd. España
casas
Centro de entretención las brujas.
casas
casas
casas
casas

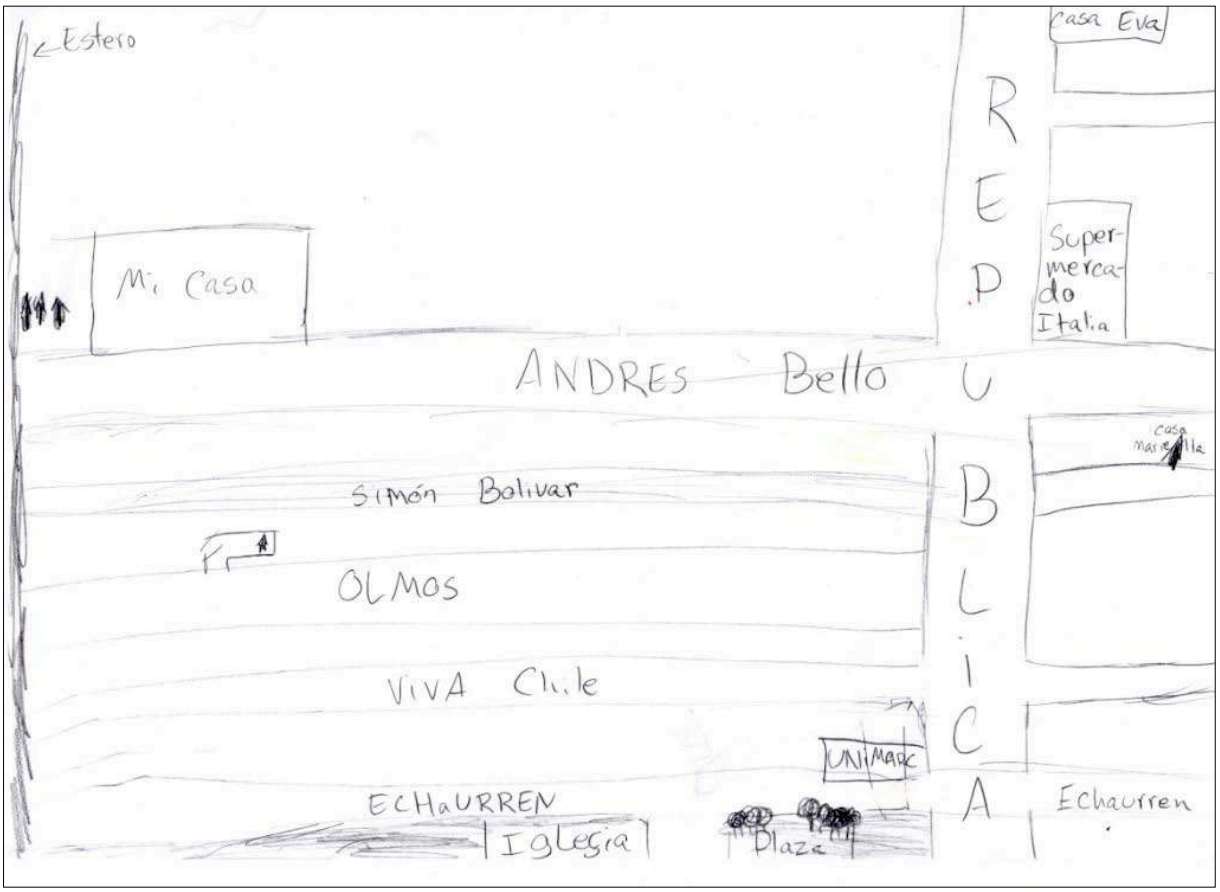

VIVERO
JARDÍN DEL VIVERO
quiosco
CANCHA
ESTACIONAMIENTO TRASERO
TECHO DEL COLEGIO
OFICINA
ESTACIONAMIENTO DELANTERO
CAMINO
GRANJA


Mi primer lugar favorito
LO FONTESILLA
Mi segundo lugar favorito
LINEA DEL TREN
POTREROS
MI CASA
PEDRO MONTT
BALMACEDA
Haggins
AV. ITALIA
AV. ARGENTINA
AV. GLADERA
AV. CHILE
Arturo Prat
A.V. ESPAÑA
COLEGIO AMANKAY

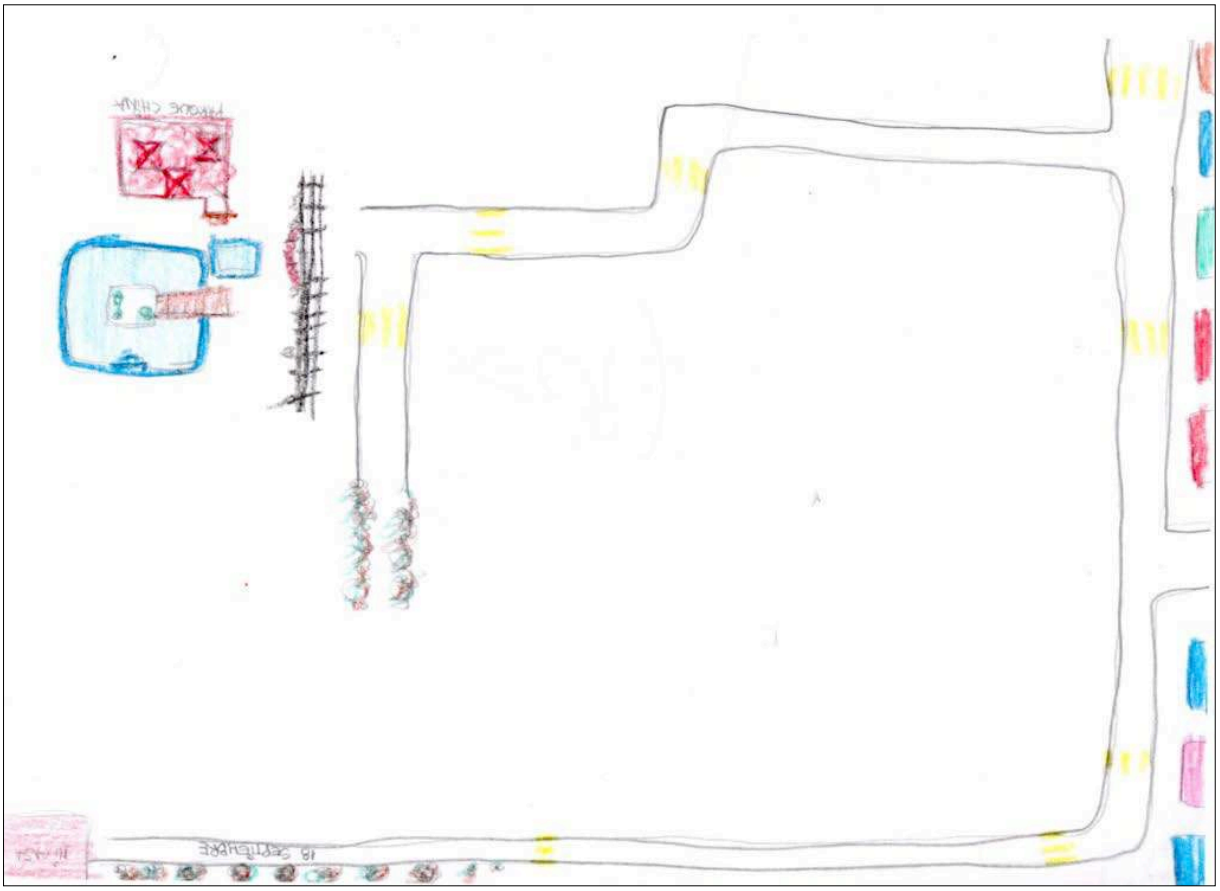

Av Chile
Francia
Inglaterra
Argentina
Simon Bolivar
Solmeron


Liceo
Kioscos!!!
Palcho
Parmerta

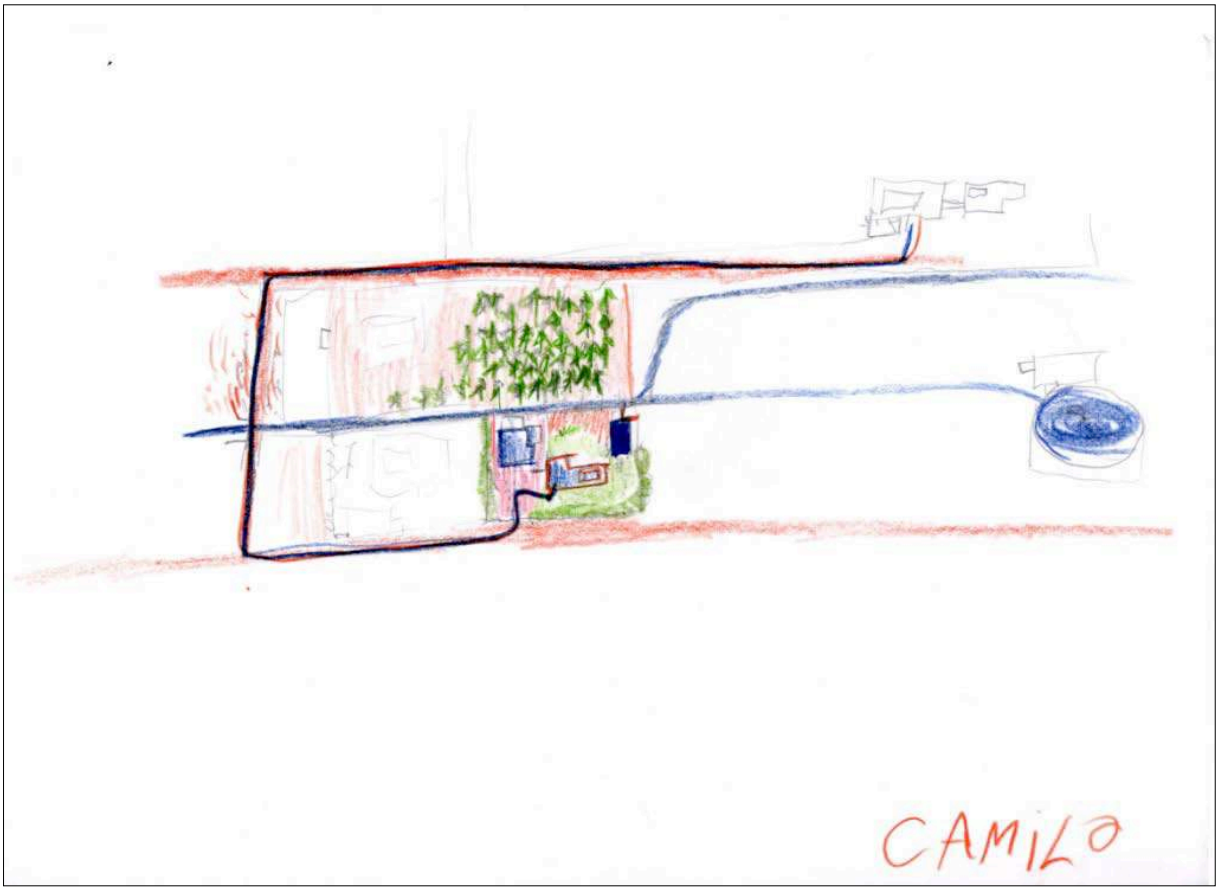
Mi casa
Patron
Patron
Jardín
Adelante
Bod-
Ega
Palmera
Jardín
2501
A.V-EASTMAN


Estero
casa Eva
Mi Casa
Super-
merca-
do
Italia
ANDRES Bello
Simón Bolivar
OLMOS
VIVA Chile
UNIMARC
ECHAURREN
Iglesia
Plaza
Echaurren
REPUBLICA

Casa vecino
Casa vecino
Casa vecino
calle batalla de llungai
calle que no conosco
Casa vecino
Casa vecino
Casa vecino
Casa vecino
Pasaje la quintana
calle la rosa
ESTERO
Casa vecino
Parradero de micro
María

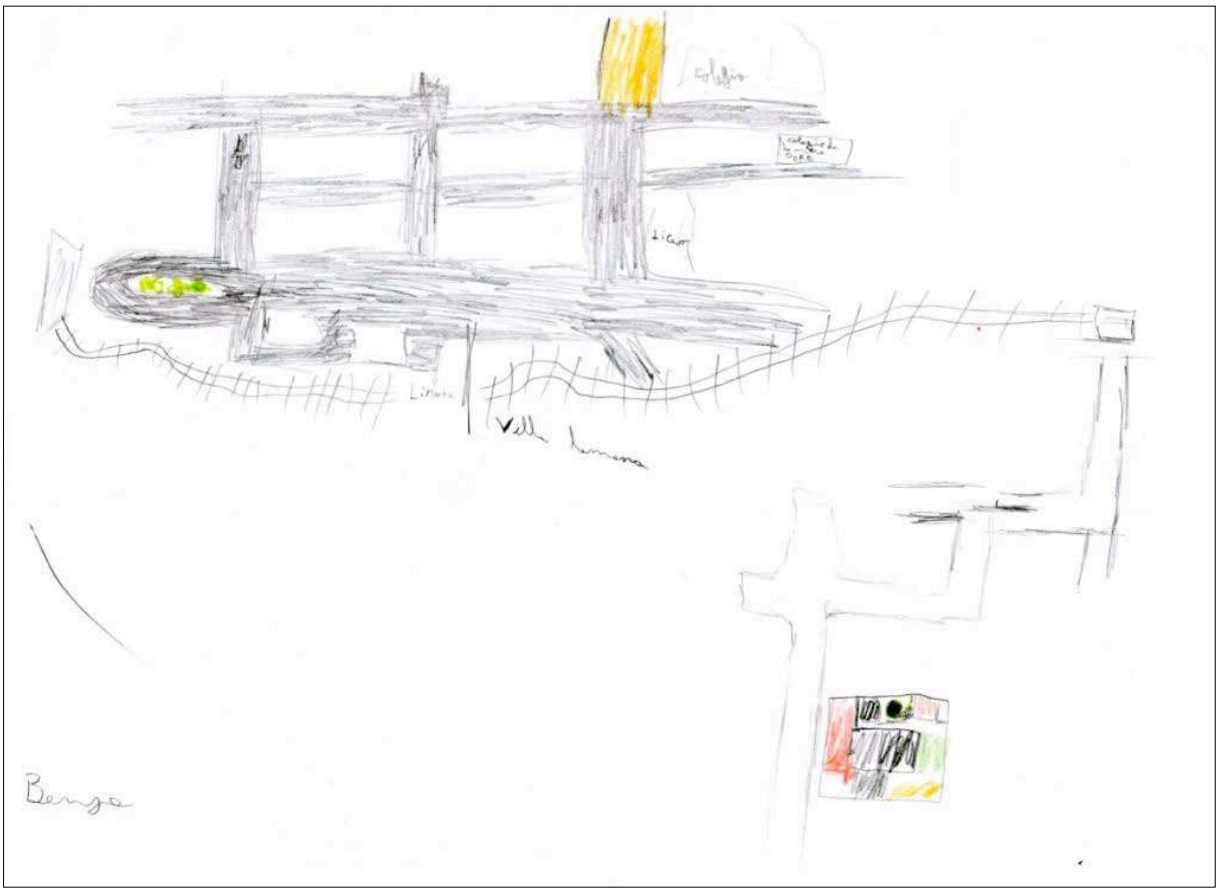


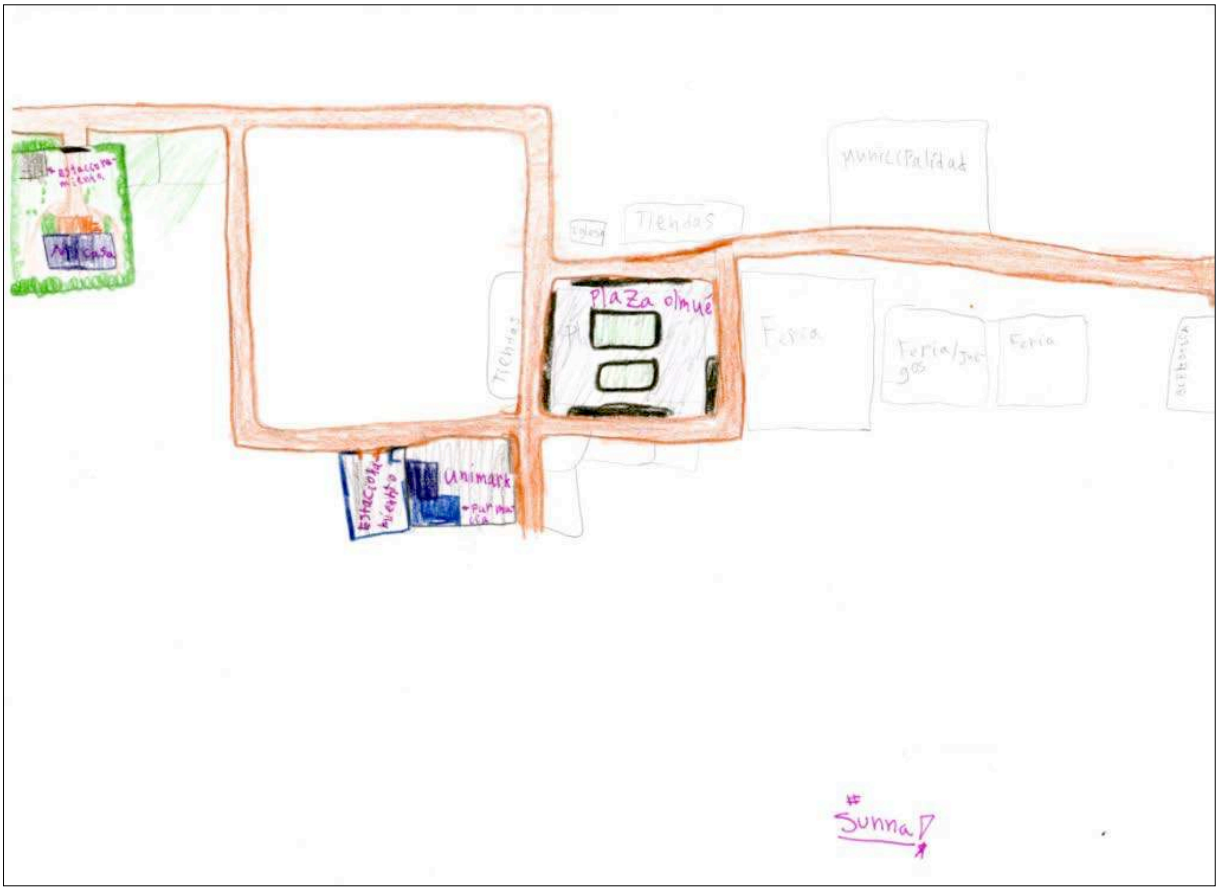
Calles
Calle
Calle
Calle


CAMILO

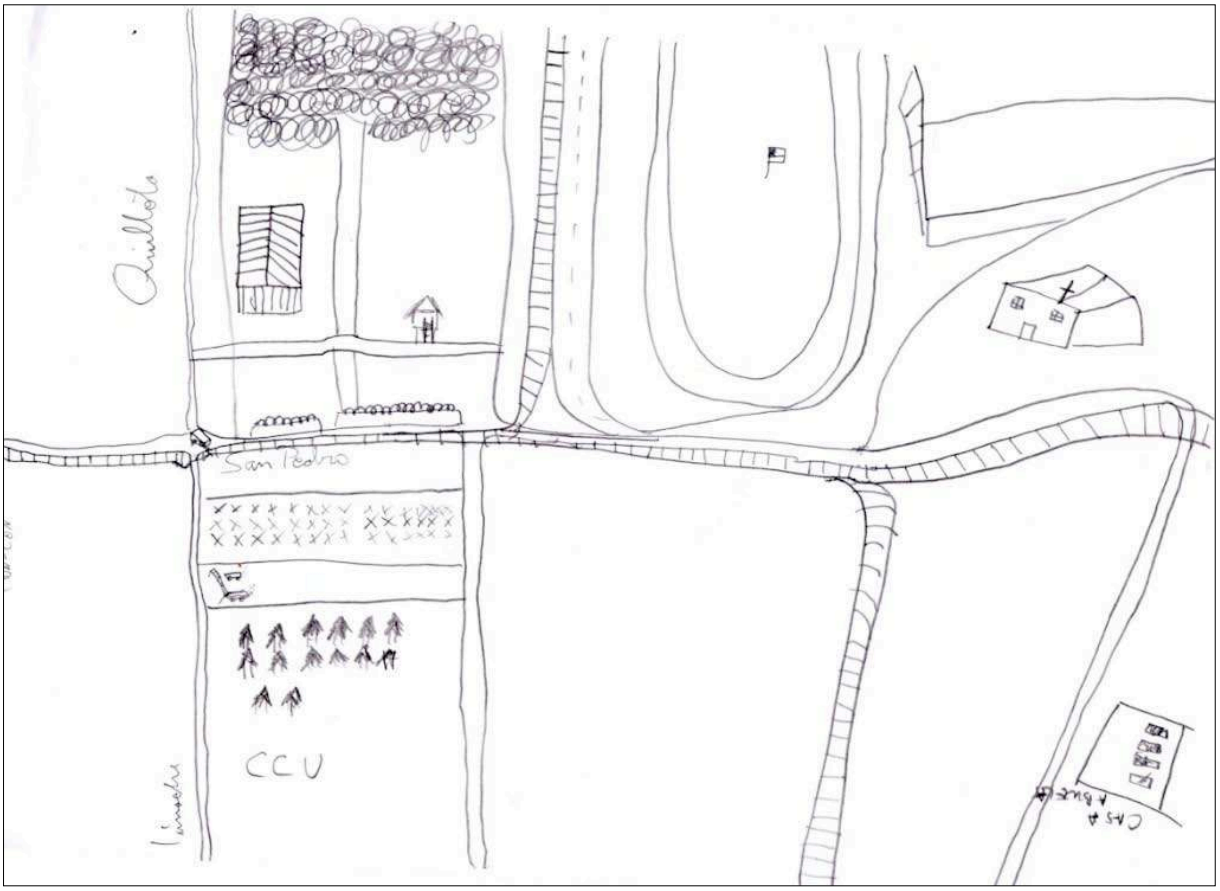
casa de mi prima
peina
pasaje
don Rene
mi casa
posillo

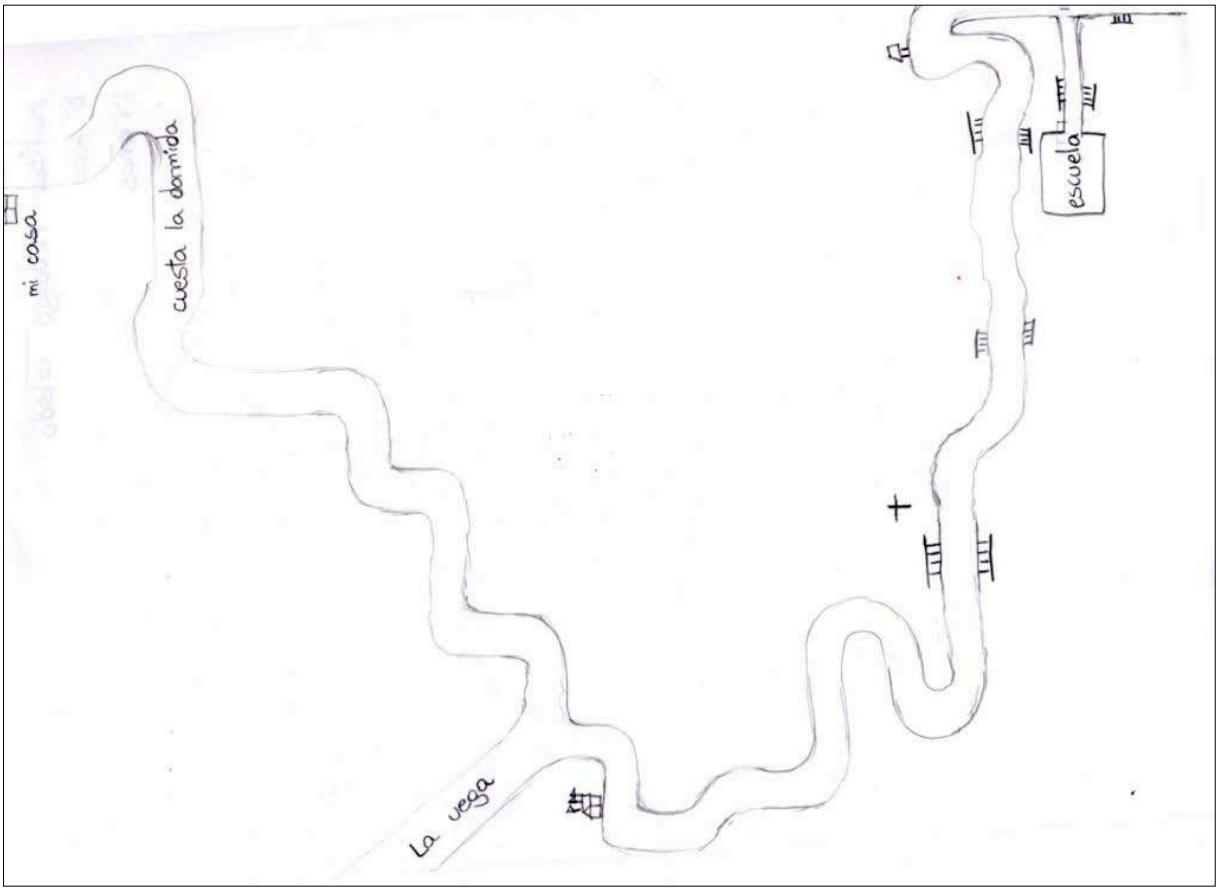
CASA
CASA
CASA
CASA
Echaurren
Echaurren
MI CASA
CALLE
INDEPENDENCIA
INDEPENDENCIA
SKATE PARK
Echaurren
Echaurren
MATISSE

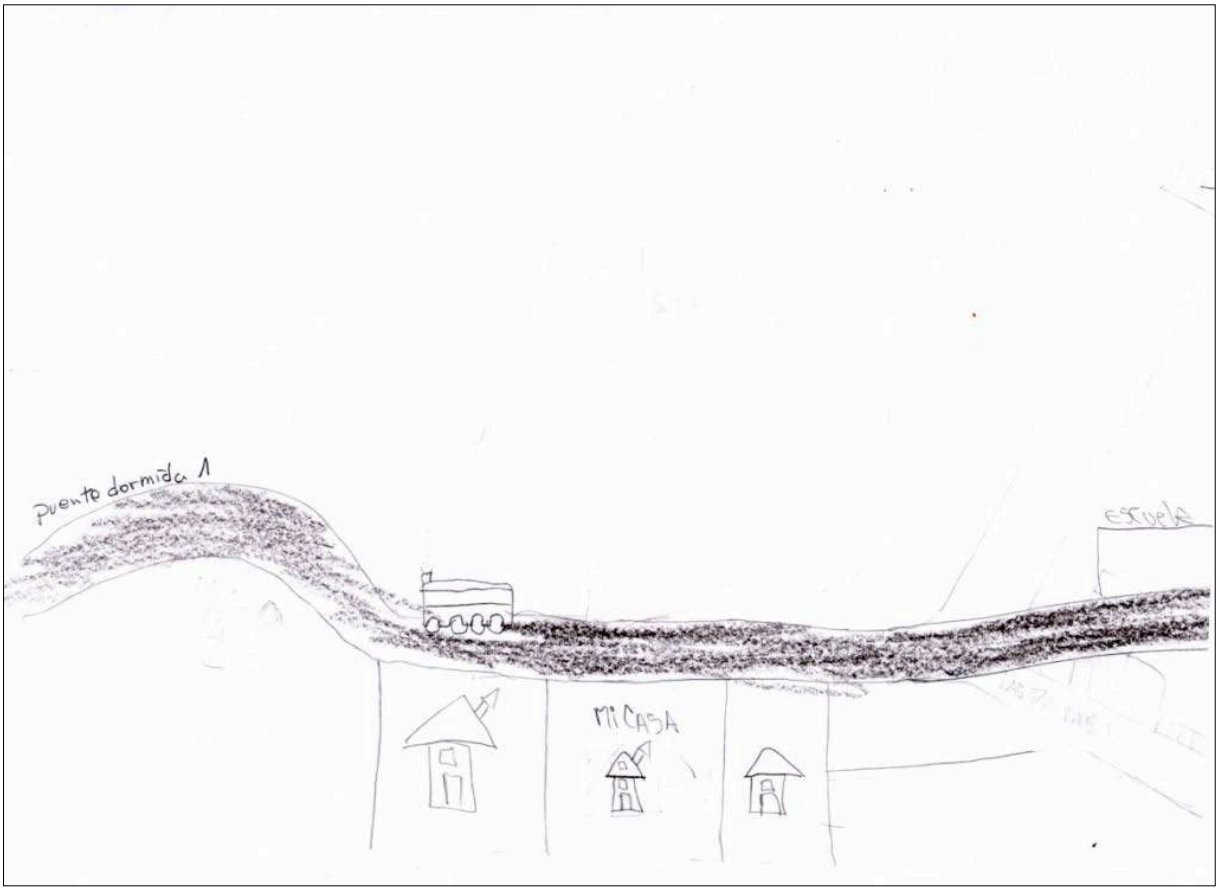

Colegio
Vall Lumana
Benja


Mi casa
Tiendas
Municipalidad
Tiendas
Plaza olmué
Feria
Feria/juegos
Feria
Unimark
Sunna

LAUPA Julio Bulling
condominio Cabrao
Casa vecino
Mi casa
Casa vecino
Casa vecino

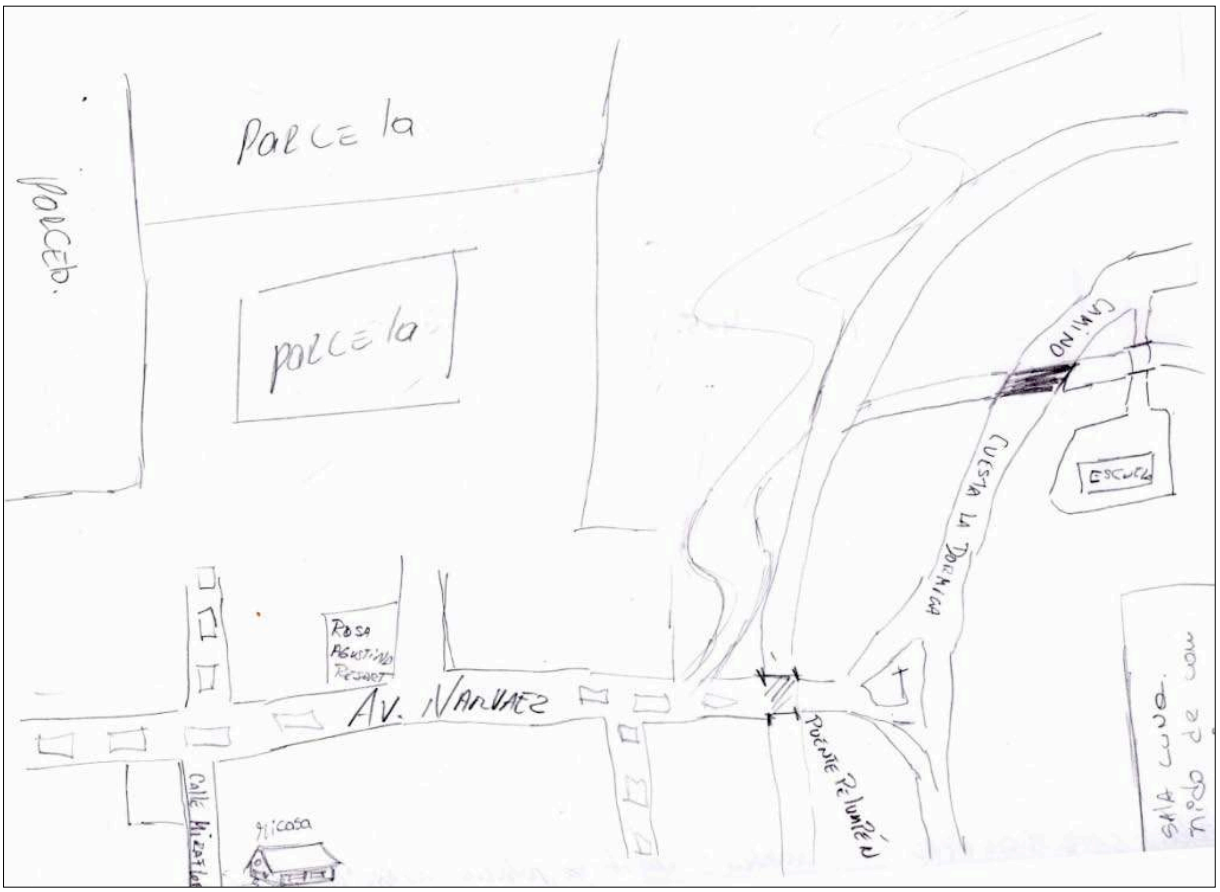

Quillota
San Pedro
CCU
Limache
Casa Abuz


mi casa
cuesta la dormida
escuela
La vega


puente dormida 1
ESCUELA
MI CASA

Escuela
EGA
El Rustico
Negocio
Restaurant
No me
olvides

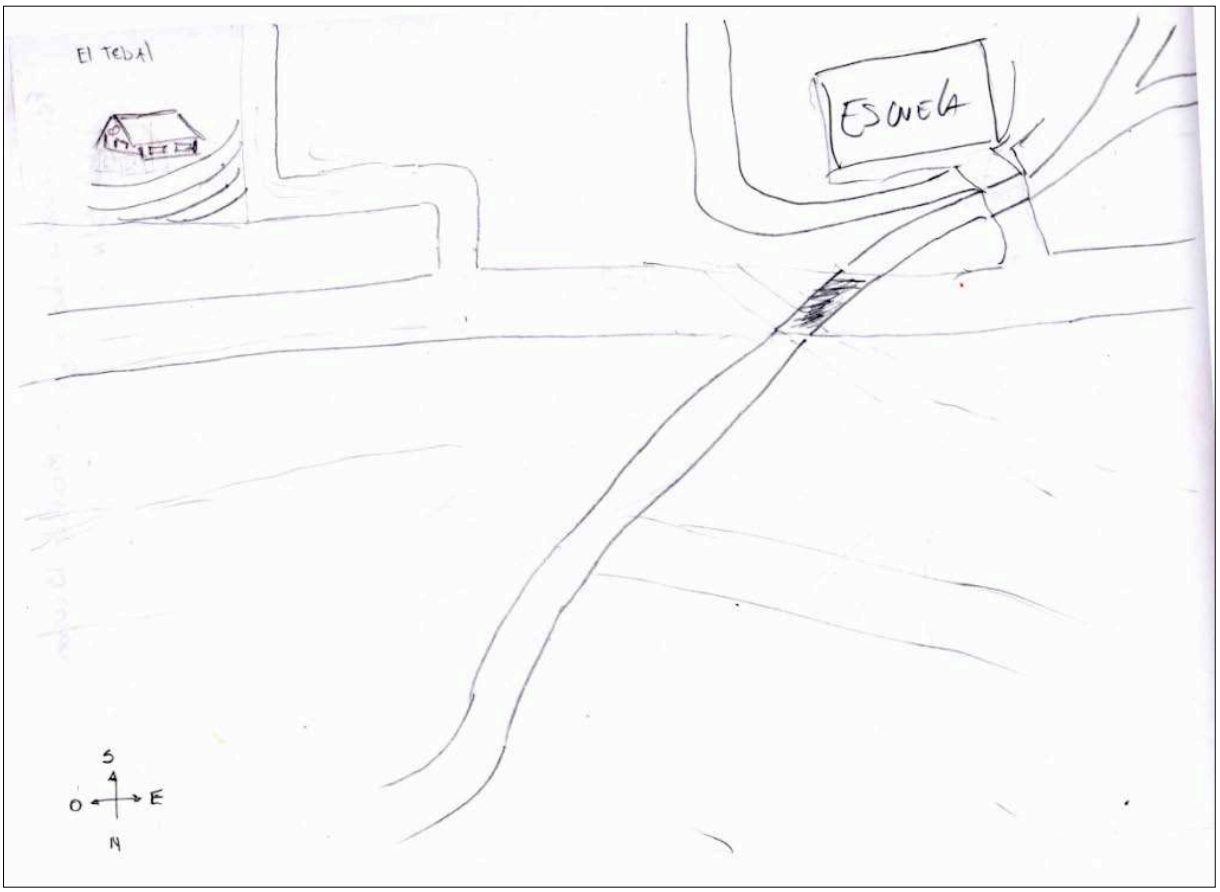
escuela
la
ramayana
cerro la niña de la ramayana
colegio la
dormida
camino cuesta la dormida

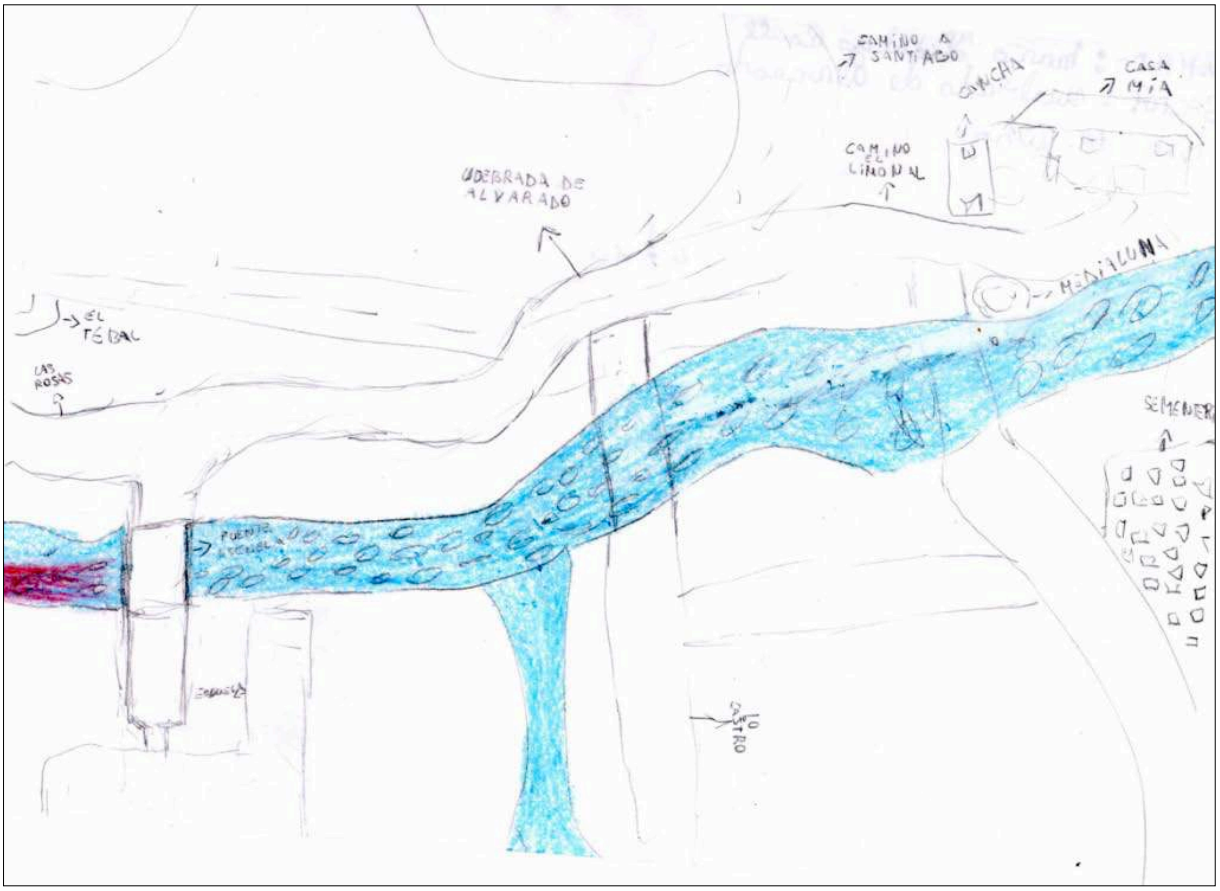

parcela
parcela
parcela
parceb.
camino
cuesta la dormida
escuela
Av. Ivanvez
Rosa
Agustina
Peñaloz
Puente Peñaloz
calle
pricosa

Las Palmas →
La Dominida
CASA ABIGAIL
Panadería
← Olmué
La media luna.
Estero
Pulpería
La costa
Escuela Rural de Alvarado.
Sala cuna
CASA CONY

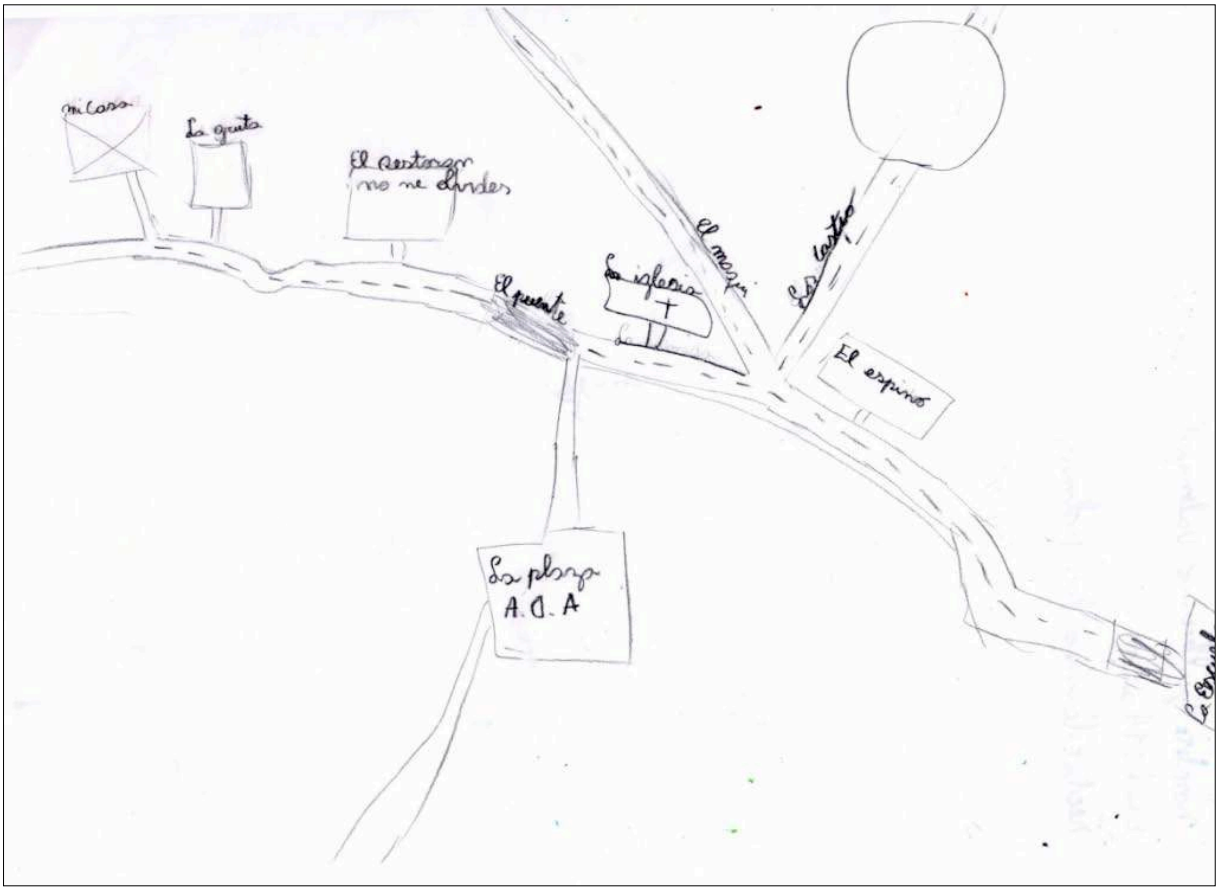
Las Palmas
El Venado

estevo


El Tedal
ESCUELA
S
O
E
N


CAMINO A SANTIAGO
CANCHA
CASA MIA
CAMINO EL LIMONAL
QUEBRADA DE ALVARADO
HUAYLUNA
EL TÉBAL
LAS ROSAS
SEMENTER
LO CASTRO

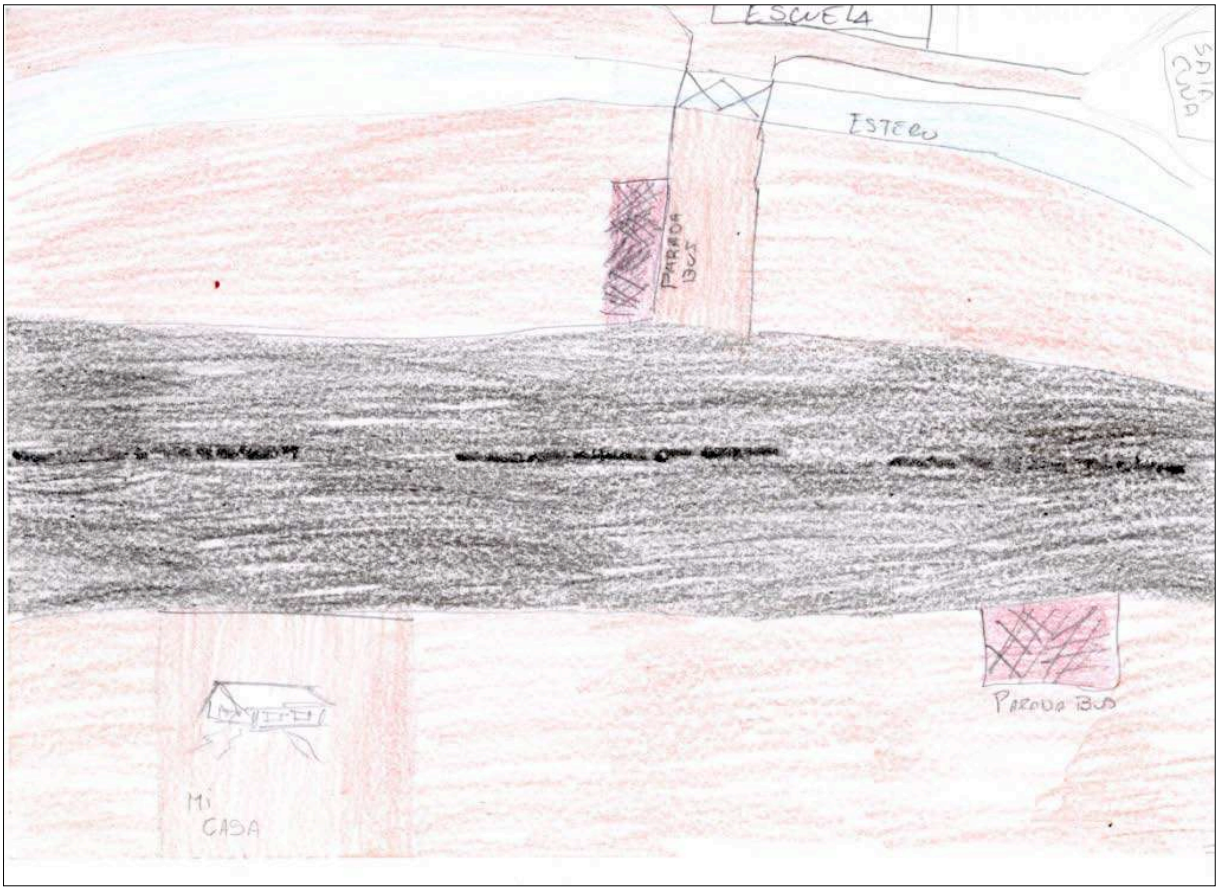
Escuela
Estero
Restaurant
Estero
iglesia
la dormida

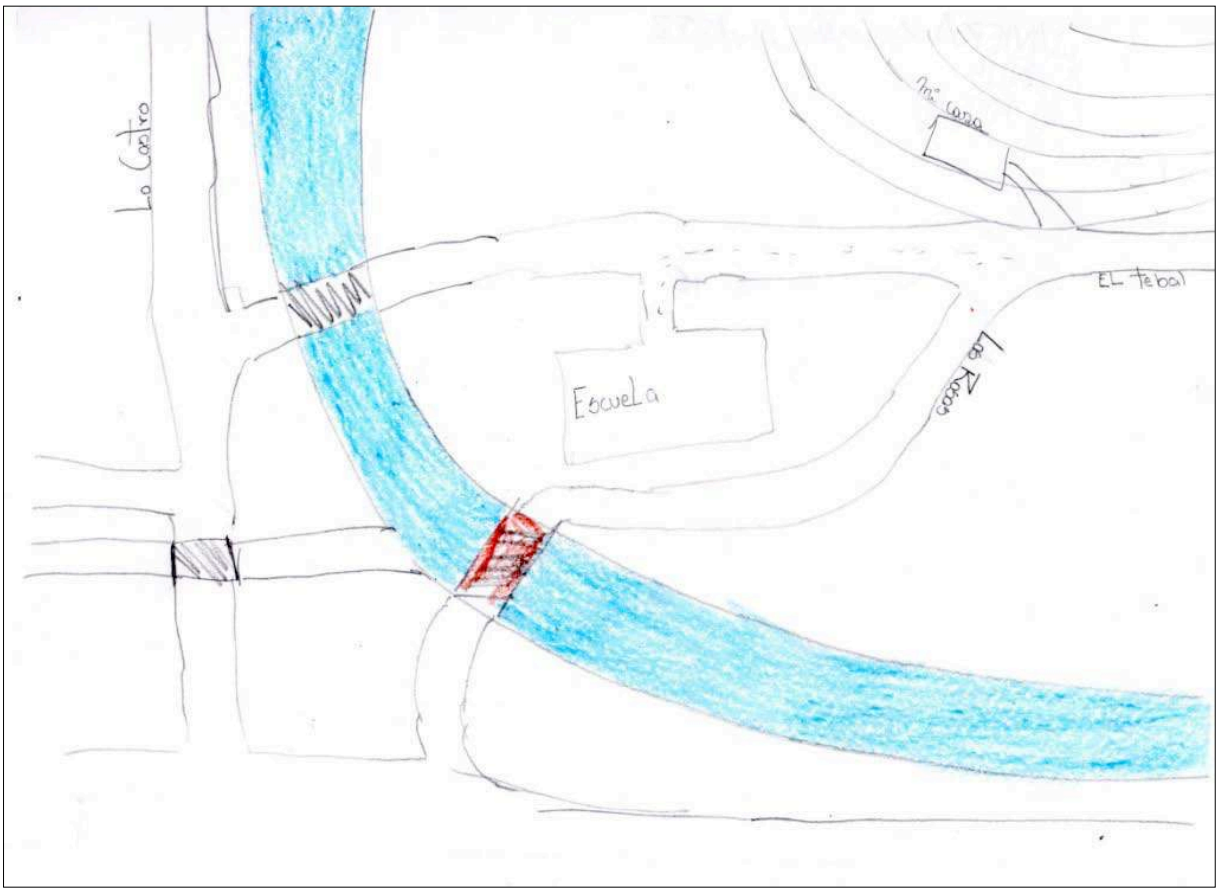

mi casa
La gruta
El restaurant no me dardes
El puente
La iglesia
El mesón
El castillo
El espino
La plaza A.C.A

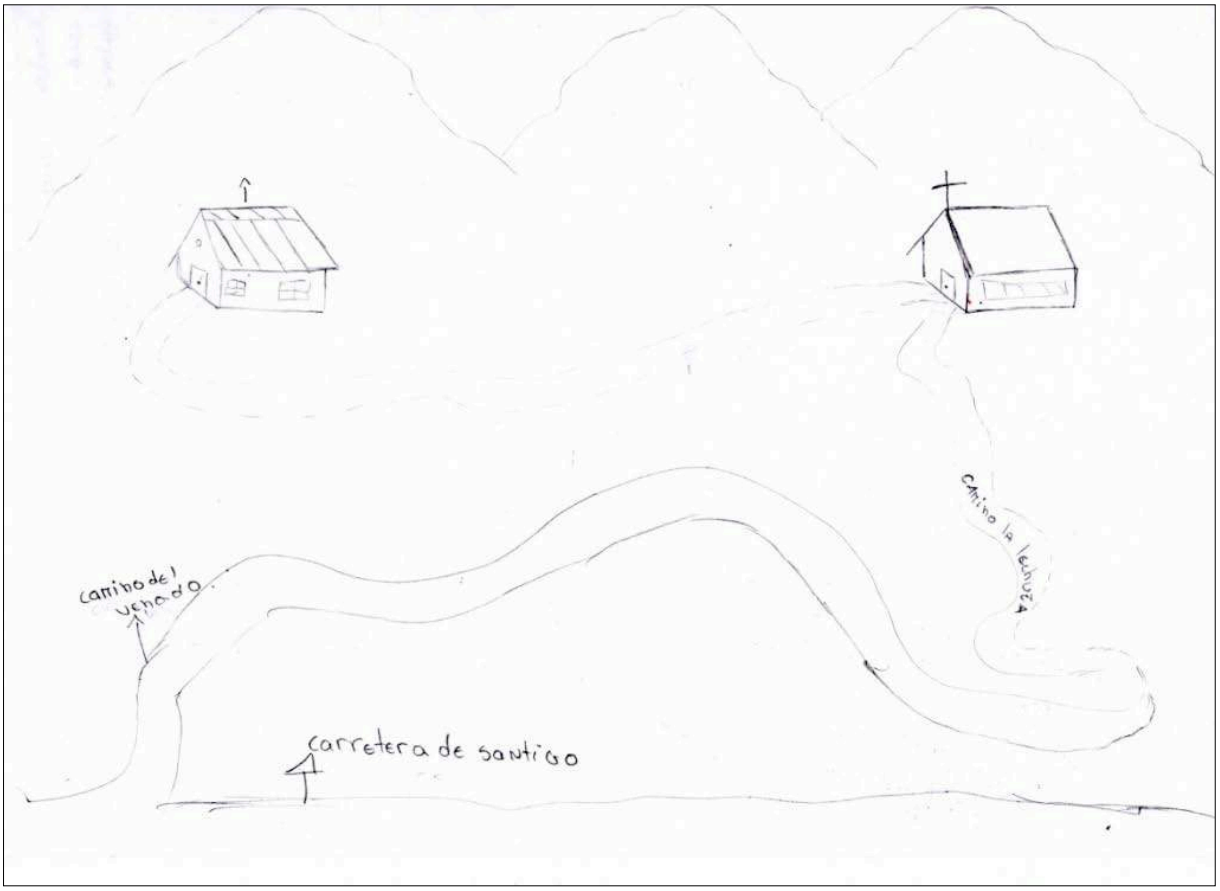
vista de quebrado - de alivsado
los corrales
puente el canal

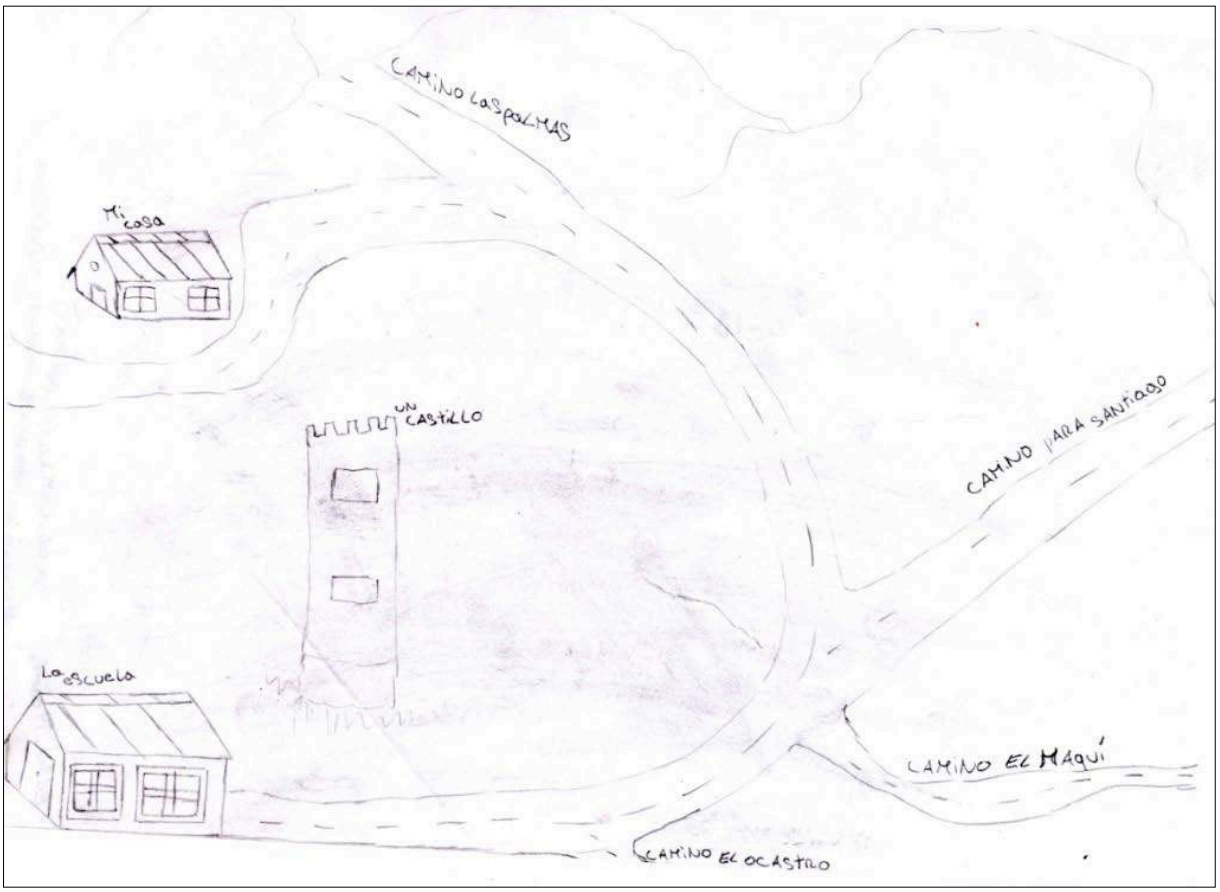
Escuela
Quebrada
de
Alvarado
13 años 7°basica

Colegio
Casa

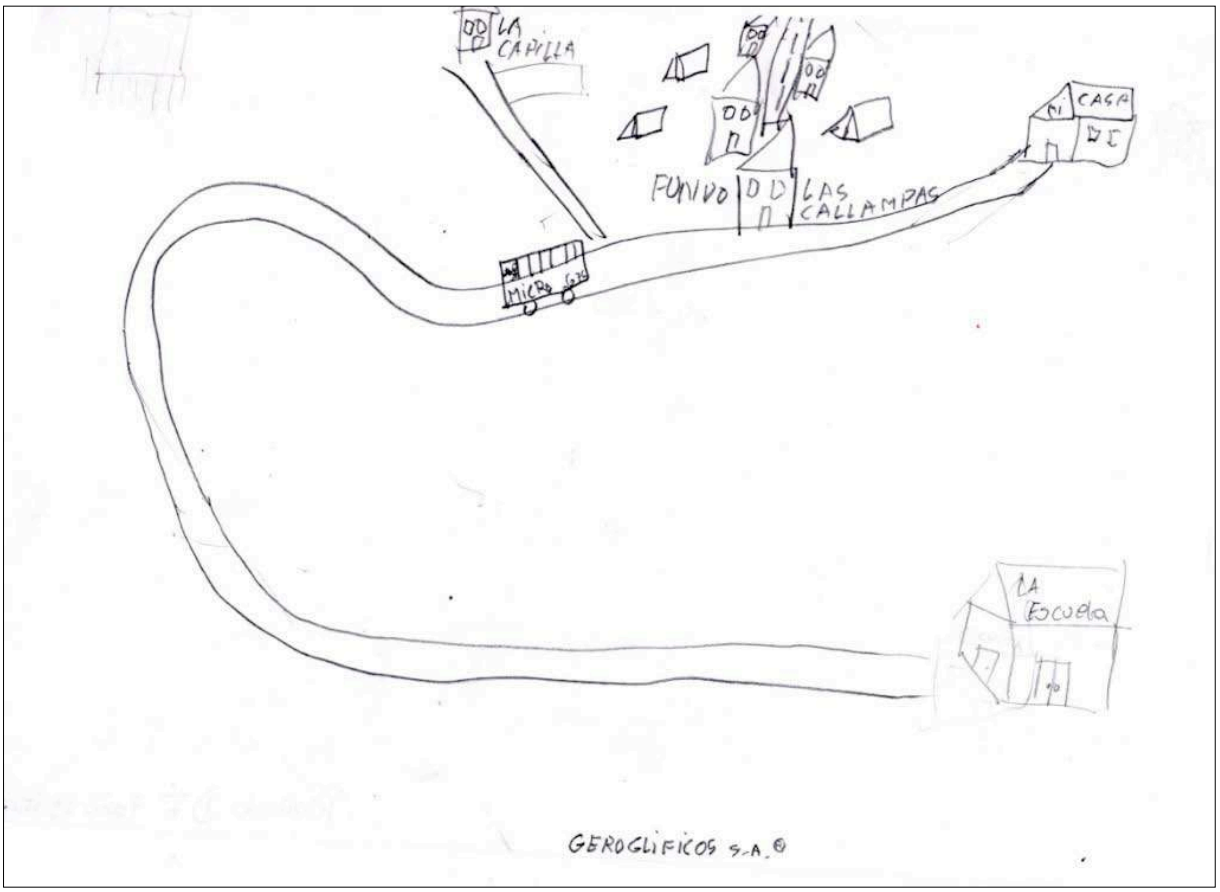

ESCUELA
ESTERO
PARADA BUS
PARADA BUS
MI CASA

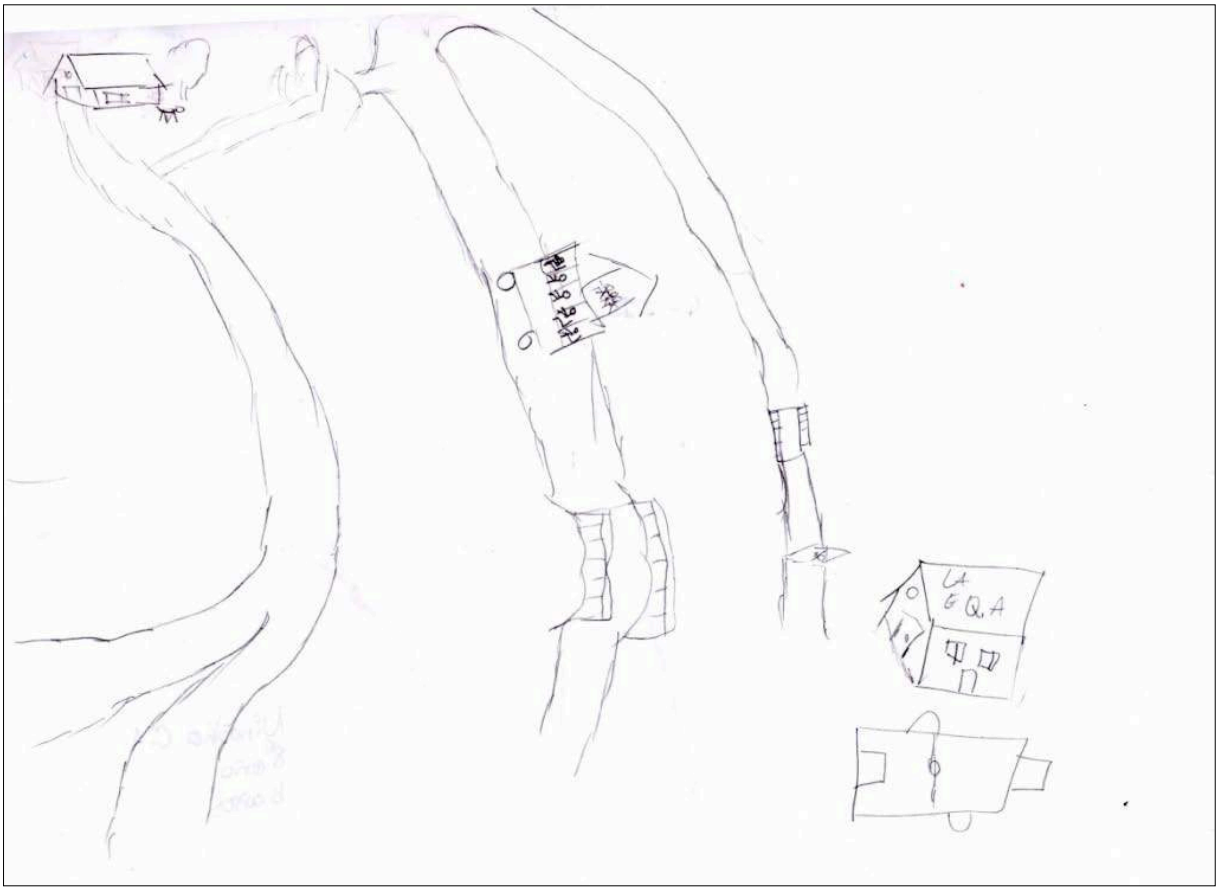

La Costa
Mi casa
EL Tebal
Escuela
Los Rodeos


Camino la Iglesia
camino del venado
carretera de santiago

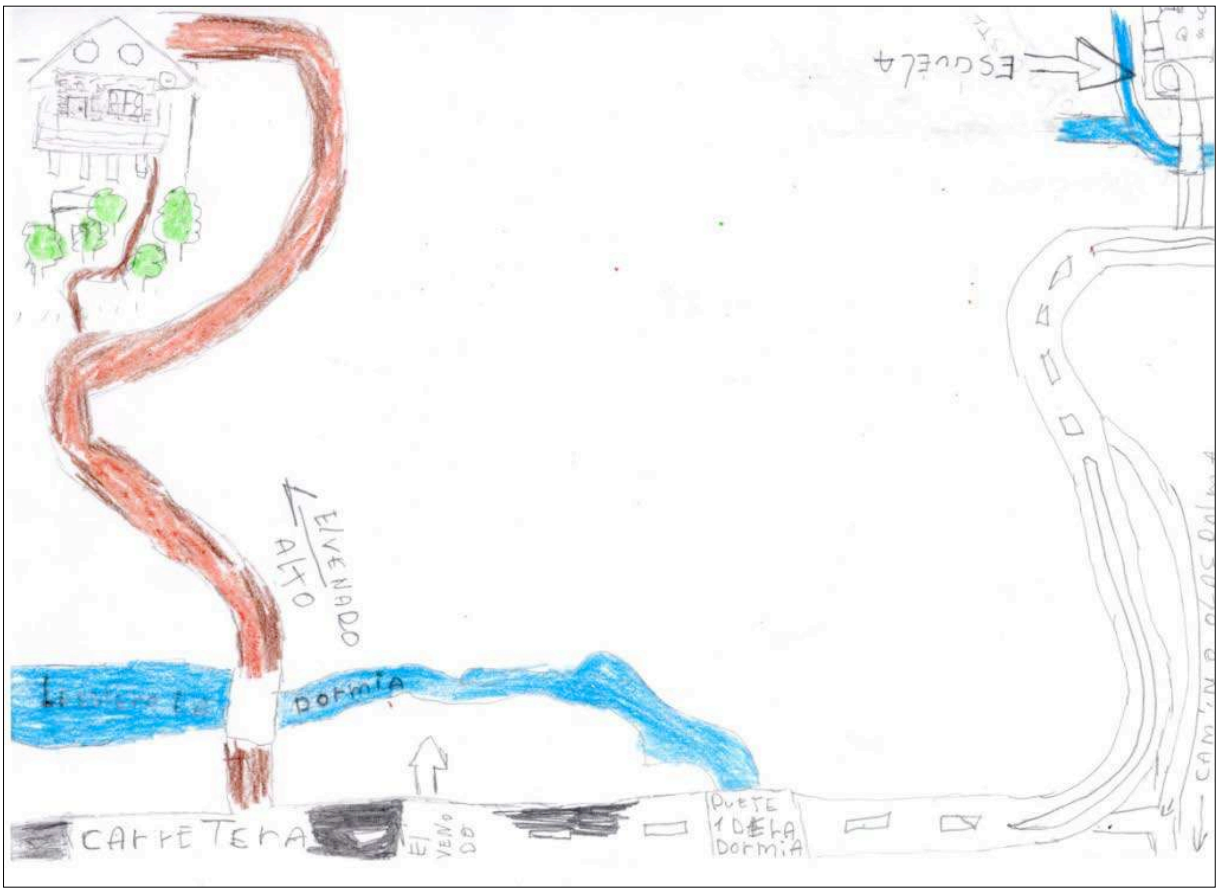

CAMINO LAS PALMAS
Mi casa
UN CASTILLO
CAMINO PARA SANTIAGO
La escuela
CAMINO EL MAQUÍ
CAMINO EL OCASTILO

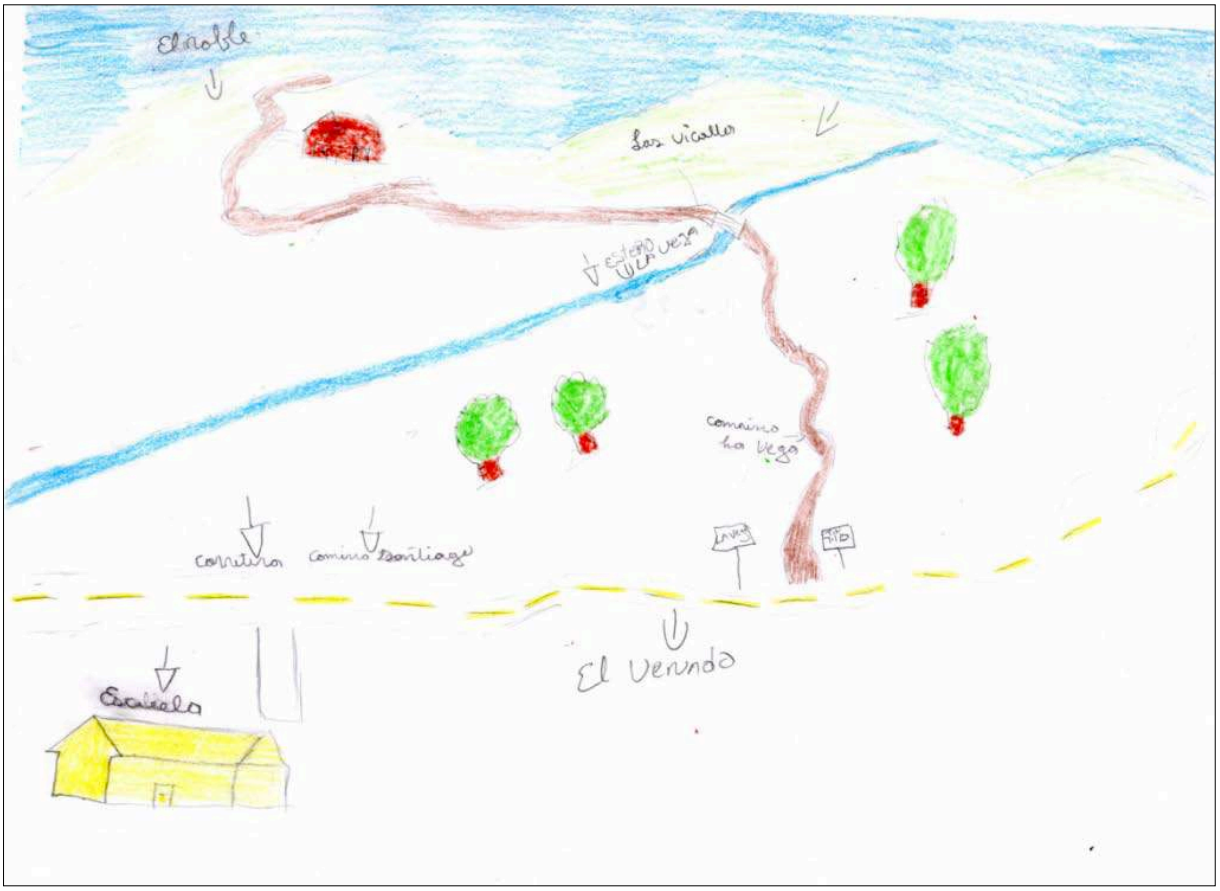
Qda. de Alvarado
LA ESCUELA
olmué
MI CASA
CASA de la Mery
negocio

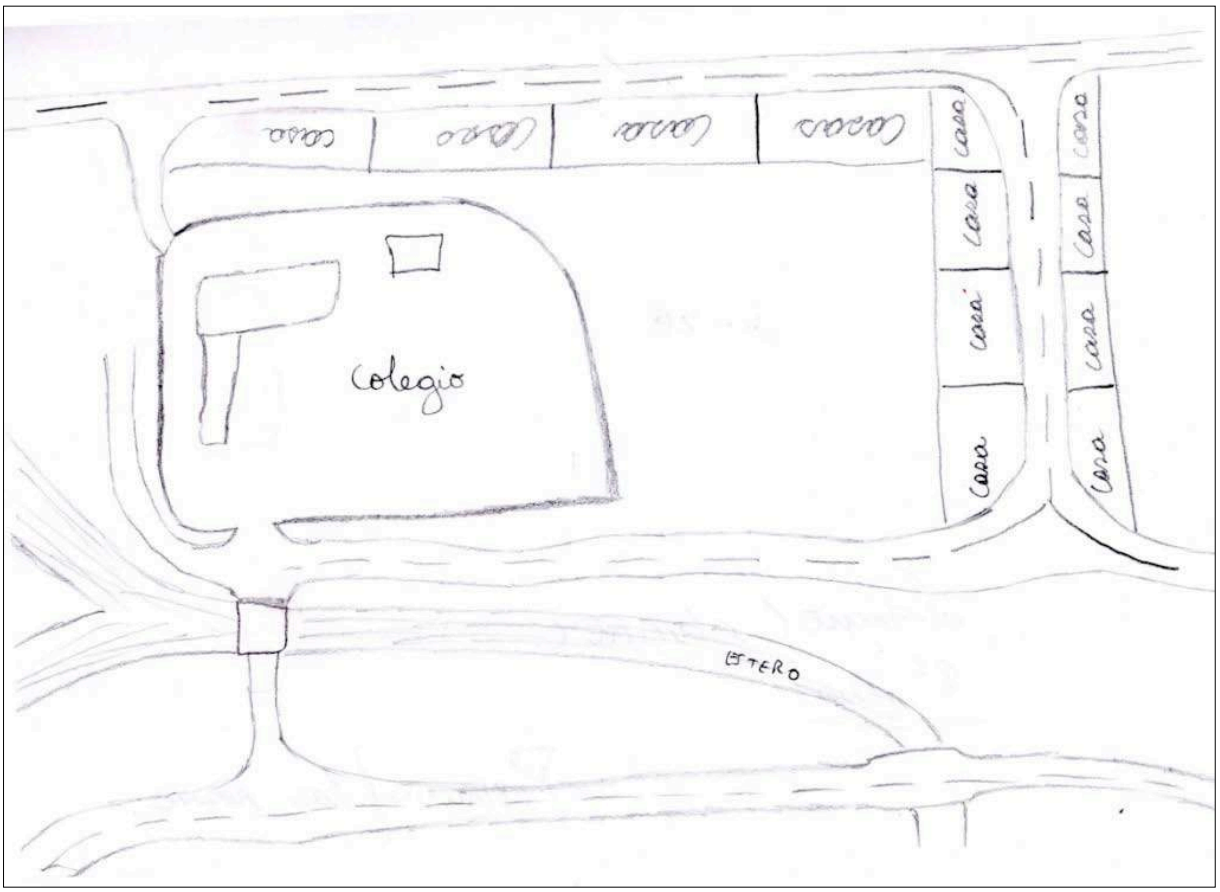

LA CAPILLA
CASA
FUNDO
LAS CALLAMPAS
MICRO
LA Escuela
GEROGLIFICOS S.A.®

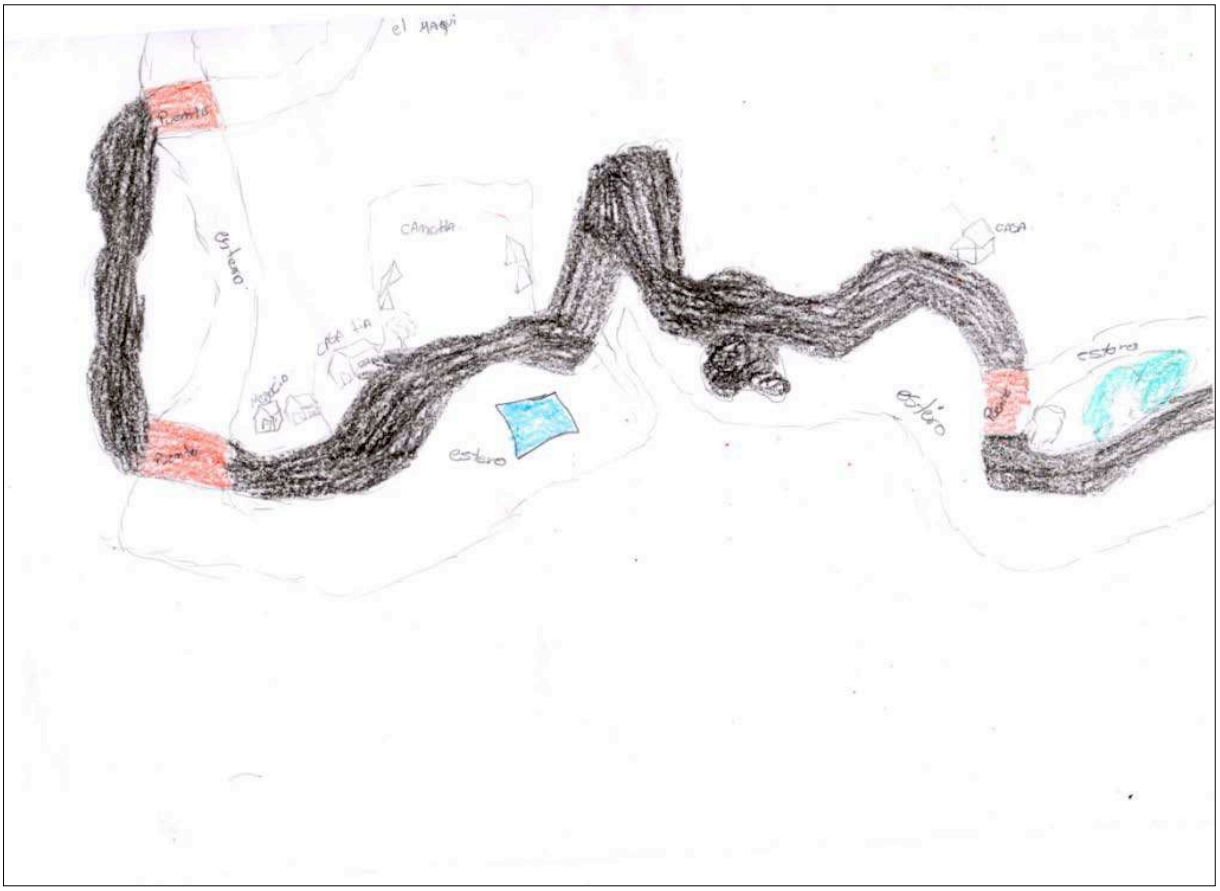

LA
E Q.A

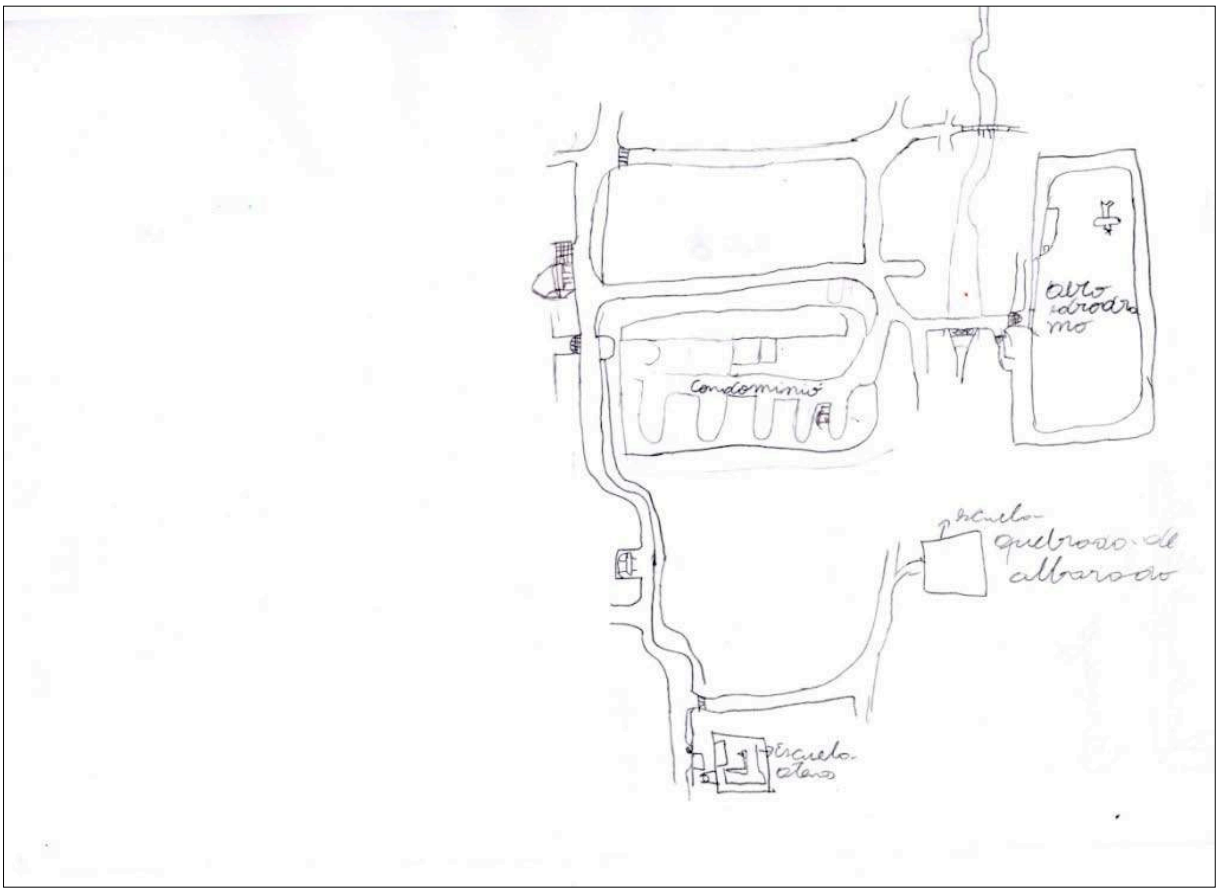
CASA
ESCUELA
EL
ESTANO


ESCUELA
EL VENADO ALTO
DORMIA
CARRETERA
PUENTE DE LA DORMIA

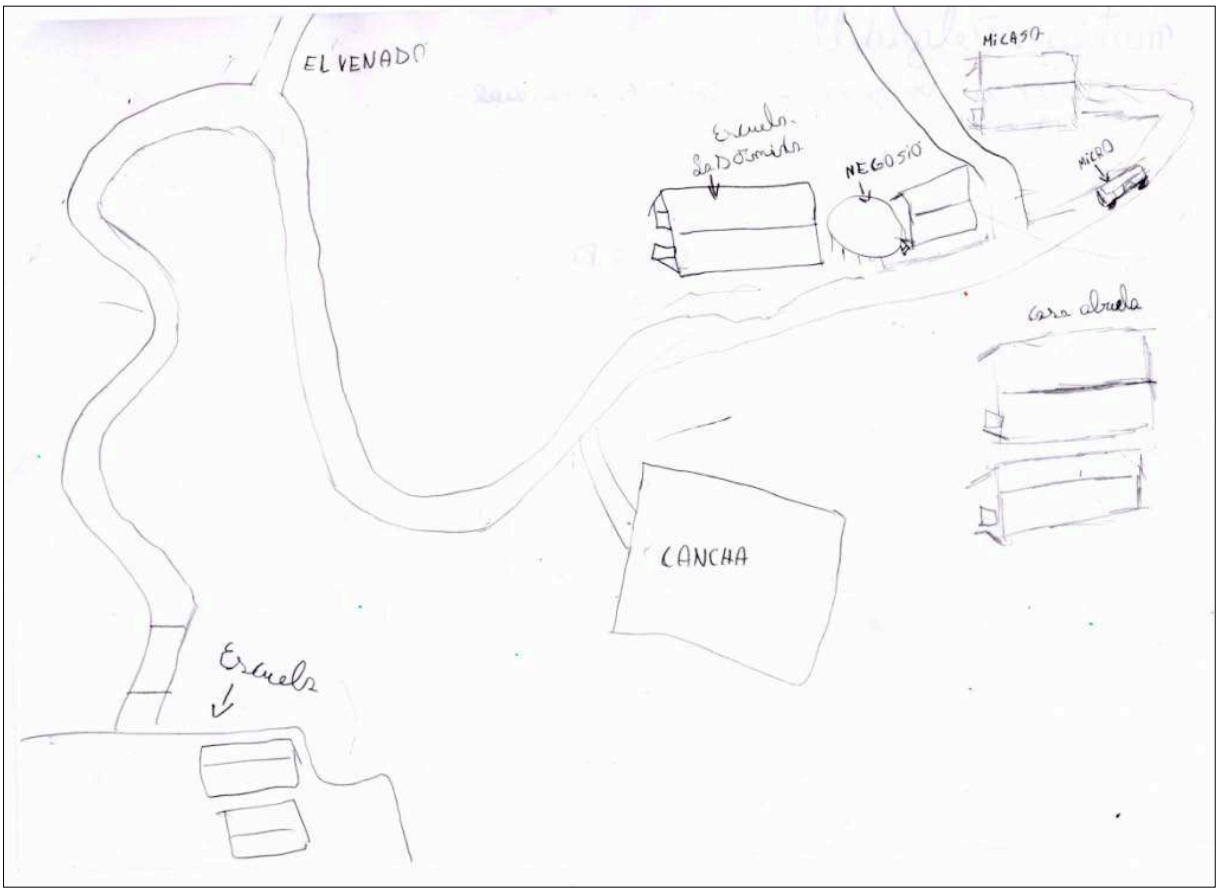

El roble
Las Vicalla
estero Ulla vera
camino la vega
carretera
camino Santiago
El Venado
Escuela

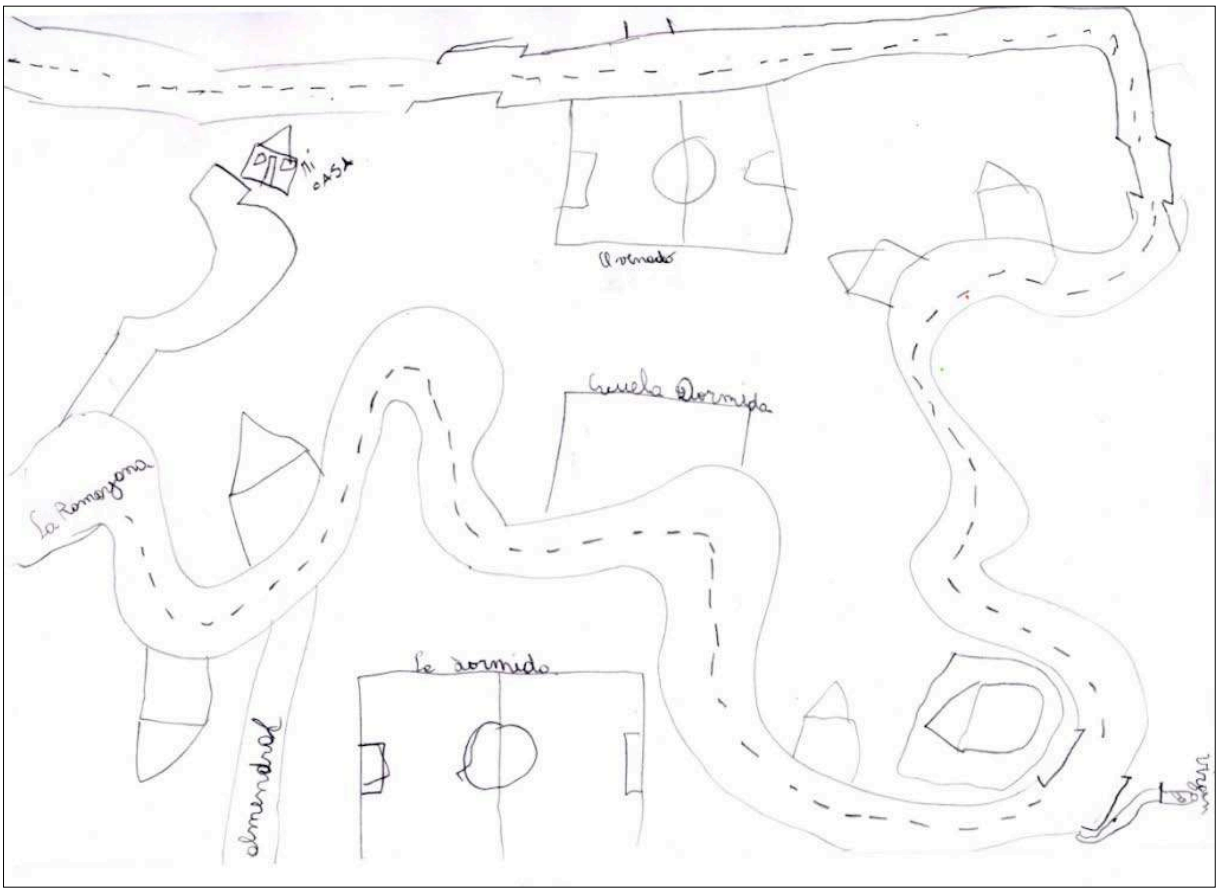

casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
casa
Colegio
ESTERO


el mapa
Puente
Puente
estero
CANCHA
CASA
estero
estero
estero
estero
Puente
Puente


Condominio
parque
quebrazo del
albarrado
parque
atero

Casa de mi Tio
casa mia
casa de mi abuela
El Tebal
Donde venden quesos
Los juegos
Calleyon
Escuela
Puente

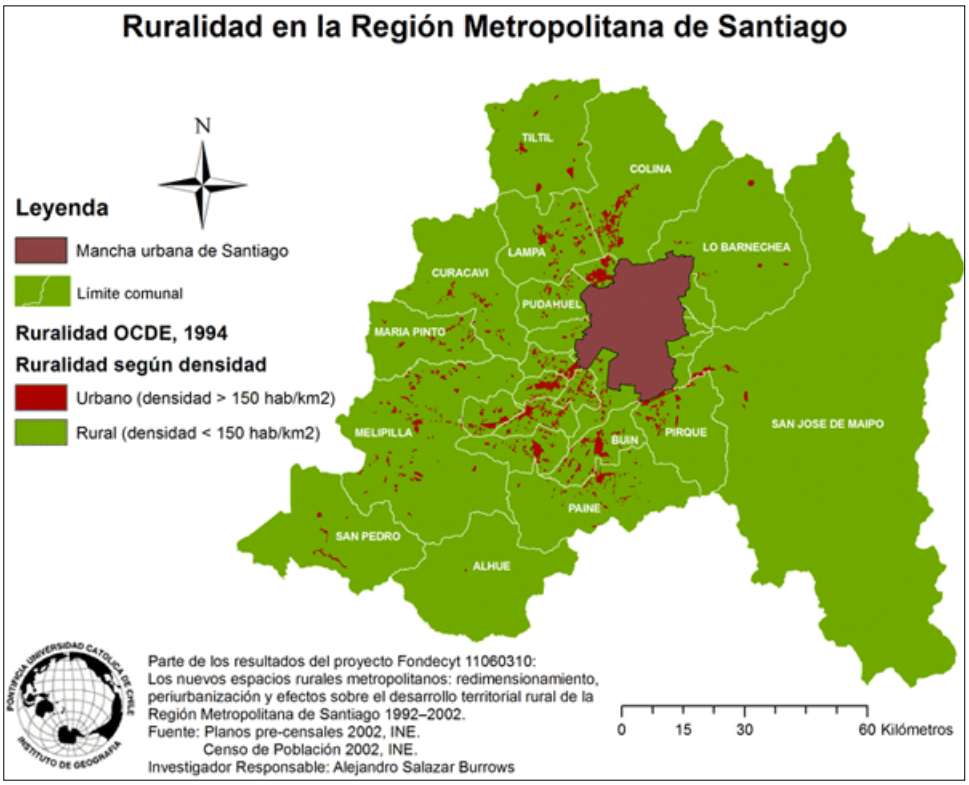

EL VENADO
MiCASA
Escuela La Dormida
NEGOSIO
MiCARO
Casa abuela
CANCHA
Escuela


CASA
Escuela Dormida
La Zamorana
Le dormido
almendral

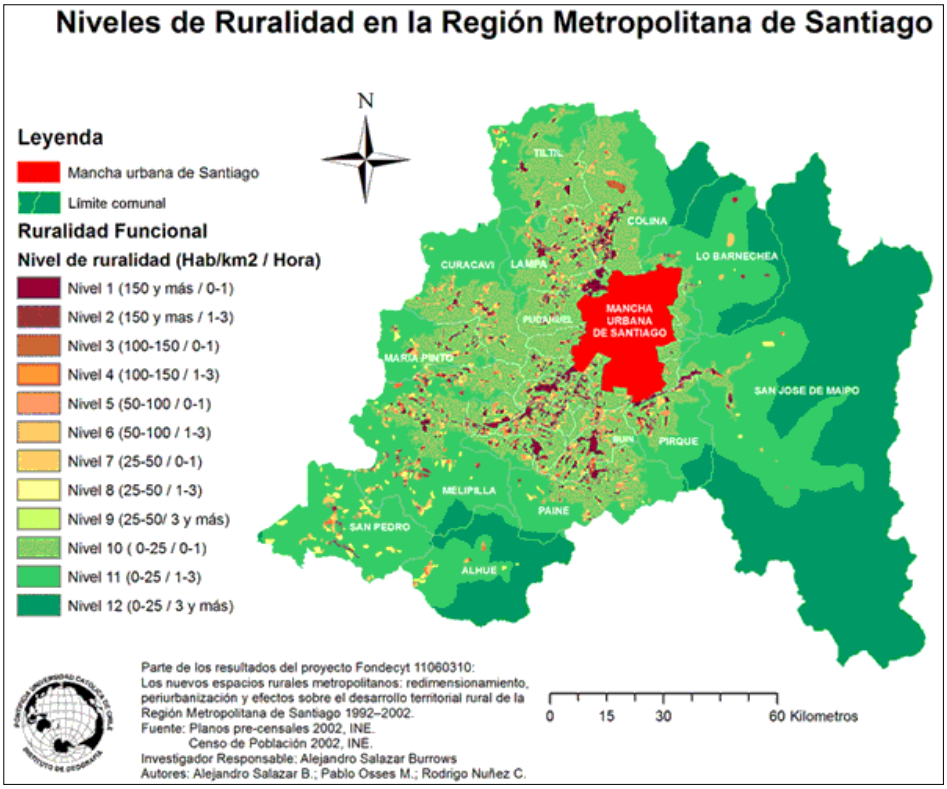
Lo Castro
Estero
Negocio
casa de un amigo

Escuela

Annexe 7.



A. Ruralité dans la Région Métropolitaine de Santiago selon l'OCDE



B. Niveaux de ruralité dans la Région métropolitaine de Santiago, (SALAZAR BURROWS, A., OSSES McINTYRE, P., 2008)

Annexe 8. **Echanges de courriels entre Jorge C. (J.C), Cécile Faliès (CF)et Marcelo Lagos (ML)**

JC-CF, le 4 Avril 2012 21h51

Chers voisins,

La reunión du dimanche 1er abril n'a finalement pas compté avec la présense du conseiller regional de Président de la Commission d'Aménagement du Territoire, M. Manuel Millones Chirino, comme cela avait pourtant été prévu.

Cependant, selon les informations dont nous disposons, nous avons pu débattre des projets immobiliers et de leur impact négatif sur la zone humide de Mantagua et sur les Dunes de Ritoque. Nous avons évoqué également les permis de construire que la municipalité de Quintero et le ministère du Logement et de l'Urbanisme ont voté pour des constructions en zone à risque d'inondation par submersion alors même que le 27 février 2010, à Ritoque, des bâtiments du secteur ont été touchés par une sortie de mer.

La question est la suivante : Qui assumera la responsabilité civile et criminelle d'une telle catastrophe ?

En raison de l'importance et de l'urgence de la question, nous avons décidé de faire de nouvelles réunions d'information et de constituir une vaste organisation à partir des organisations communautaires déjà existentes dans la zone.

Hier, 3 avril, nous avons appris par voie de presse, dans le *Mercurio de Valparaíso* ci-joint, que le vote du Plan Régulateur Métropolitain de Valparaíso « PREMVAL », sera voté au CORE le 12 avril. Il est donc nécessaire que chaque voisin manifeste son opinion pour la communiquer au Président de la Commission d'Aménagement du Territoire

Nous vous demandons donc de répondre à un simple questionnaie en pièce jointe. Il suffit de manifester son opinion sur l'autorisation de construire des immeubles et des maisons pour 30 000 à 90 000 personnes dans les dunes de Ritoque.

Nous vous demandons de diffuser ce mail à vos voisins et amis pour connaître leur opinion.

Cordialement,

Jorge Cox

Coordinador del Movimiento Ciudadano de Mantagua

JC- CF, le 10 AVRIL 2012 18H35

Chère Cécile,

Je t'ai appelée aujourd'hui pour te demander quelque chose :

Hier, TVN a montré un reportage ou plutôt un documentaire de ton collègue Marcelo Lagos de la UC. Le connais-tu ? L'avis de chercheurs influents sur ce qui se passe dans nos dunes et notre zone humide est très important. C'est pour cela que je voudrais savoir si tu peux nous mettre en contact et si tu peux lui transmettre ces documents (une déclaration publique au nom du Mouvement citoyen de défense des dunes de Ritoque et de la zone humide Mantagua, un article de presse sur le projet immobilier dans les dunes, la pétition contre le vote du PREMVAL permettant la construction dans les dunes).

J'aurais aimé l'inviter à un séminaire ou à une conférence sur les tsunamis et leurs conséquences sur la côte de la Ve région, mais les choses s'accélèrent. Même s'il ne s'agit que de 4 lignes, un petit texte de sa part me serait très utile pour empêcher cette monstrueuse décision de construire en bord de mer à Ritoque. En effet, un petit film montre bien la « sortie de mer » sur la plage de Ritoque consécutive au tremblement de terre du 27 février 2010.

J'ai vu plusieurs émissions avec des explications très éclairantes de Marcelo Lagos sur le récent séisme et sur le tsunami mais les autorités ont la mémoire courte ou font semblant d'être c… pour favoriser des entreprises de construction qui n'ont pas peur de détruire les écosystèmes de ce pays au nom du développement et de l'argent.

Tu as mon numéro de téléphone et mon adresse mail. N'hésite pas à nous mettre en contact.

Merci Cécile.

Cordialement,

Jorge Cox

CF-ML, le 11 avril 2012, 14h11

Cher Marcelo,

Je ne sais pas si tu te souviens de moi mais nous avons déjeuné ensemble il y a 5 ans près de l'Université Catholique avec Alejandro Salazar et Belisario Andrade. Je suis une géographe française et je termine ma thèse de doctorat sur les espaces ouverts en périphérie de Santiago et de Valparaíso-Viña. C'est ainsi que je suis rentrée en contact avec plusieurs groupes de voisins qui s'opposent à la construction dans les dunes de Concon et de Ritoque. Certains

d'entre eux t'ont vu parler du risque de tsunami sur TVN et aimeraient que tu puisses faire une conférence o u au moins envoyer quelque lignes avant demain pour les présenter au Conseil Régional où le PREMVAL va certainement être voté.
Qu'en penses-tu ? J'imagine que tu es très occupé par le récent tsunami en Indonésie ainsi que par plein d'autres choses mais ton aide leur serait précieuse.
Cordialement,
Cécile Faliès
UMR PRODIG
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

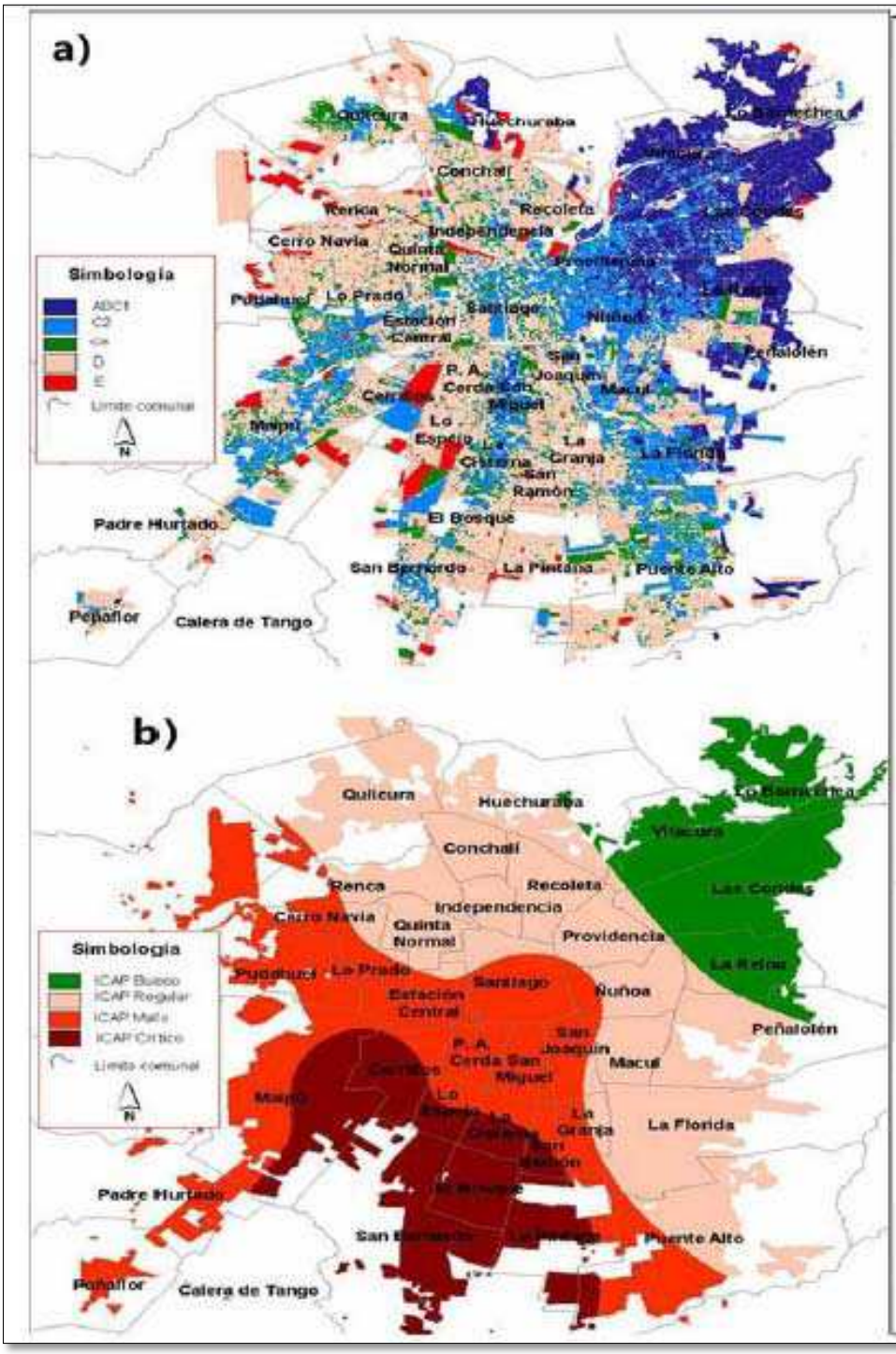
ML-CF, le 11 AVRIL 20H25
Cécile,
Bien sûr que je me souviens de toi et je te remercie de ta considération scientifique. Mais, effectivement, mon agenda est complet en ce moment. Avec un plus de temps et d'anticipation, je serais ravi de pouvoir collaborer.
Cordialement,
Marcelo
Sent from my BlackBerry® wireless device

JC-ML, le 15 avril 22h05
Monsieur Marcelo Lagos,
Nous avons suivi avec intérêt vos interventions à la Télévision. Elles sont très didactiques et particulièrement opportunes dans ce pays où les risques sont permanents.
Par ce mail je viens vous informer que le 12 avril, le Conseil régional a voté le PREMVAL et que cela ouvre la possibilité de construire sur le littoral au niveau des Dunes de Ritoque.
En effet, le Maire et le Conseil municipal de Quintero ont décidé de construire dans les Dunes de Ritoque et le PREMVAL vient d'accepter la construction avec une densité maximale de 100 personnes par hectare. Le maire en voulait le double.
Le Mouvement Citoyen de Mantagua a réalisé un questionnaire pendant 5 jours et a obtenu 99% de réponses en faveur de la protection des Dunes, de la côte et de la zone humide de Mantagua. De plus, nous avons évoqué la possibilité de classer la zone « *SANTUARIO DE LA NATURALEZA ».*
Grâce à la pression exercée sur le Conseil Régional, la signature des projets immobiliers dans les Dunes de Ritoque est suspendue jusqu'à nouvel ordre. Mais le pouvoir économique des entreprises de construction est tel que ce gel est en sursis.
Docteur Lagos, nous avons recours à vous en qualité d'expert reconnu internationalement pour que vous puissiez nous éclairer sur les risques de tsunami en zone côtière et dans les dunes. Cette question préoccupe et touche les habitants d'une vaste territoire, déjà suffisamment affecté par la pollution industrielle et pétrôlière du Port de Quintero et de Ventanas.
Pour cette raison, nous vous serions très reconnaissant de venir faire une conférence à Mantagua, le jour et à l'heure qui vous conviennent le mieux.
Dans l'attente d'une réponse que j'espère positive, recevez mes cordiales salutations,

Jorge Cox Méndez
Coordinador del Movimiento Ciudadano de Mantagua
Mantagua,15 de abril de 2012

JC-CF, le 17 avril 21 46
Chère Cécile,
Je te transfère le mail que j'ai envoyé à M. Lagos. Ce serait formidable que tu puisses intervenir pour qu'il vienne faire une conférence. Je sais qu'il est très sollicité mais c'est le moment ou jamais pour aborder le risque de tsunami dans cette zone. Ici, on a eu une alerte au tsunami et une évacuation préventive vers les parties hautes.
Salutations affectueuses de tous les « mantaguinos »,
Jorge

Annexe 9. **Inégalités environnementales à Santiago du Chili (ROMERO, H., FUENTES, C., SMITH, P., 2010)**

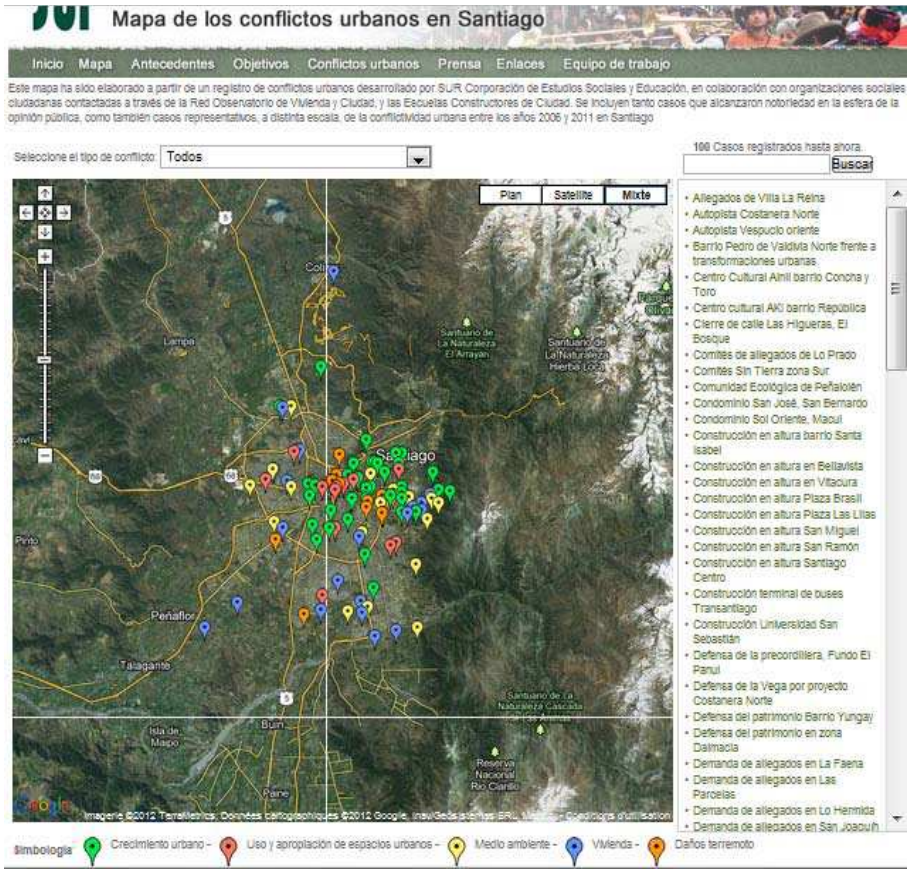


Sur la figure a) ce sont les différents niveaux socio-économiques chiliens qui sont représentés, des plus élevés (ABC1) au plus faible (E).

Sur la figure b), la légende indique une gradation de l'IDAC, *Indice de calidad del aire referido a particulas.*

On voit la forte corrélation entre les couleurs froides (niveau socio-économique élevé et bonne qualité de l'air) : plus on est riche, plus on vit à l'Est et meilleure est la qualité de l'air.

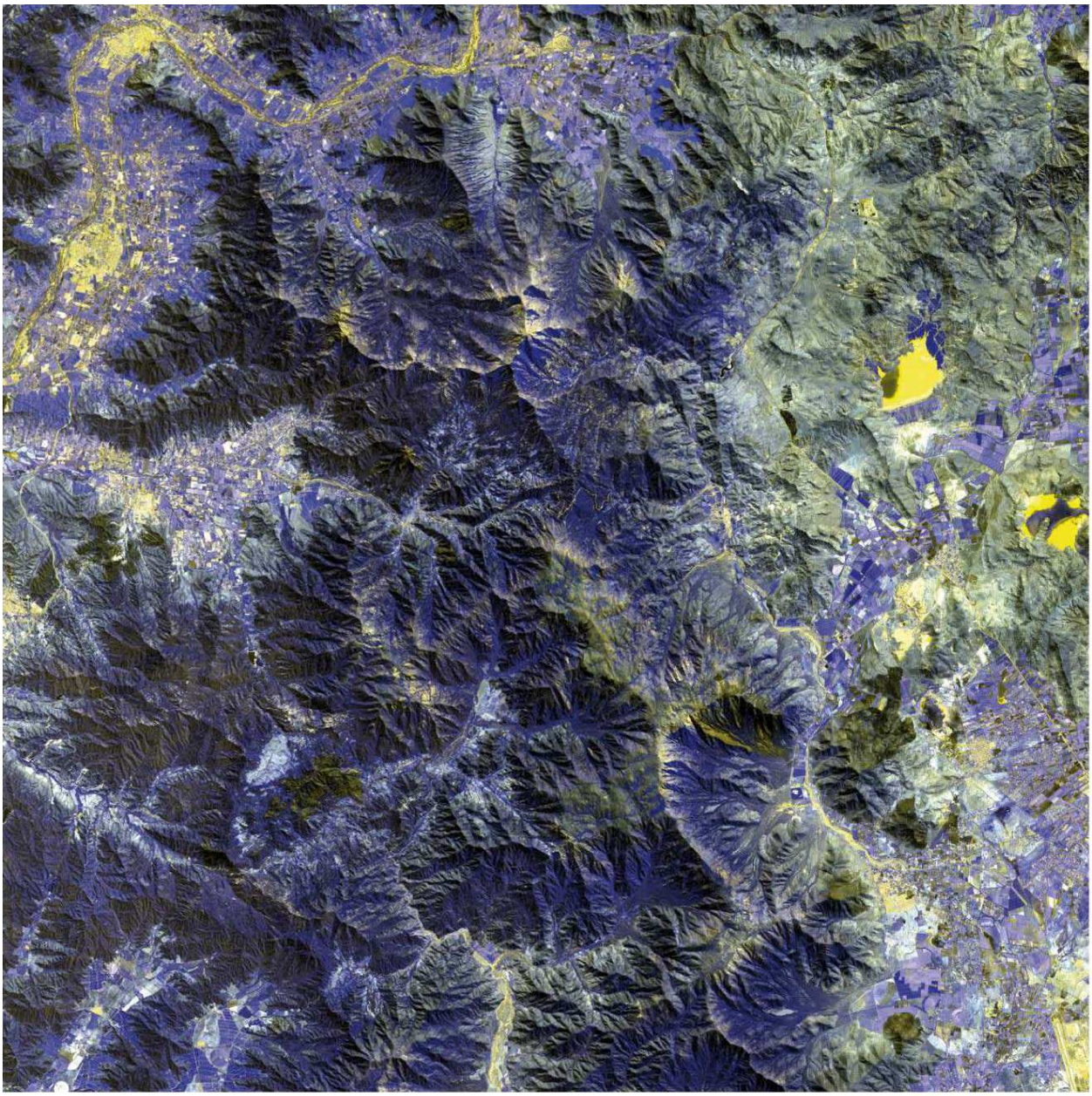
Annexe 10. **Expression des conflits sur les réseaux sociaux**



a. Carte des conflits urbains à Santiago publiée sur Internet à travers le site du bureau d'étude SUR, www.mapaconflictos.sitiosur.cl/index1.php

b. 20 mai 2012 : publication sur la page Facebook « *Humedal de Batuco* »

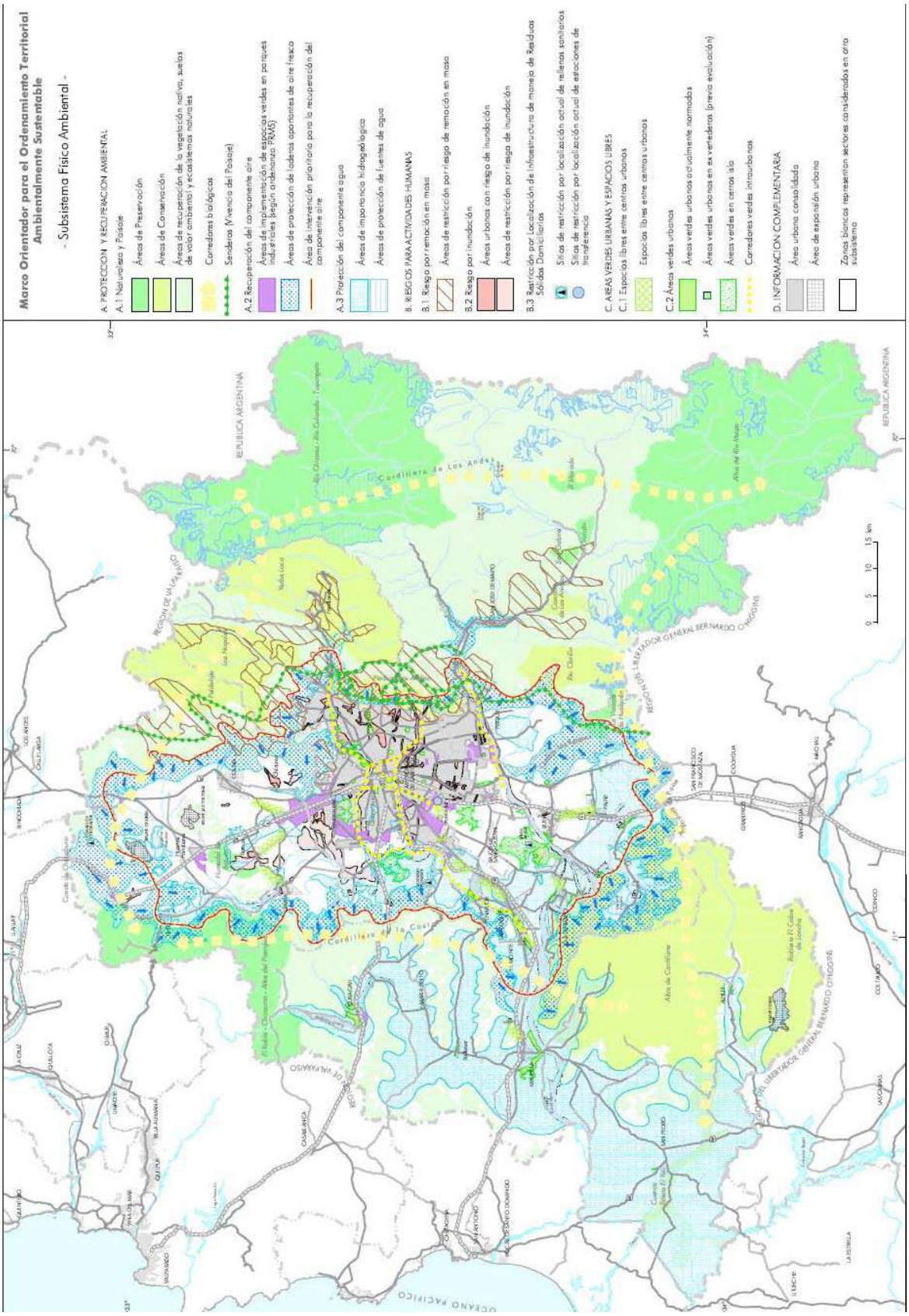
Annexe 11. **Mise en évidence de zones incendiées par télédétection**



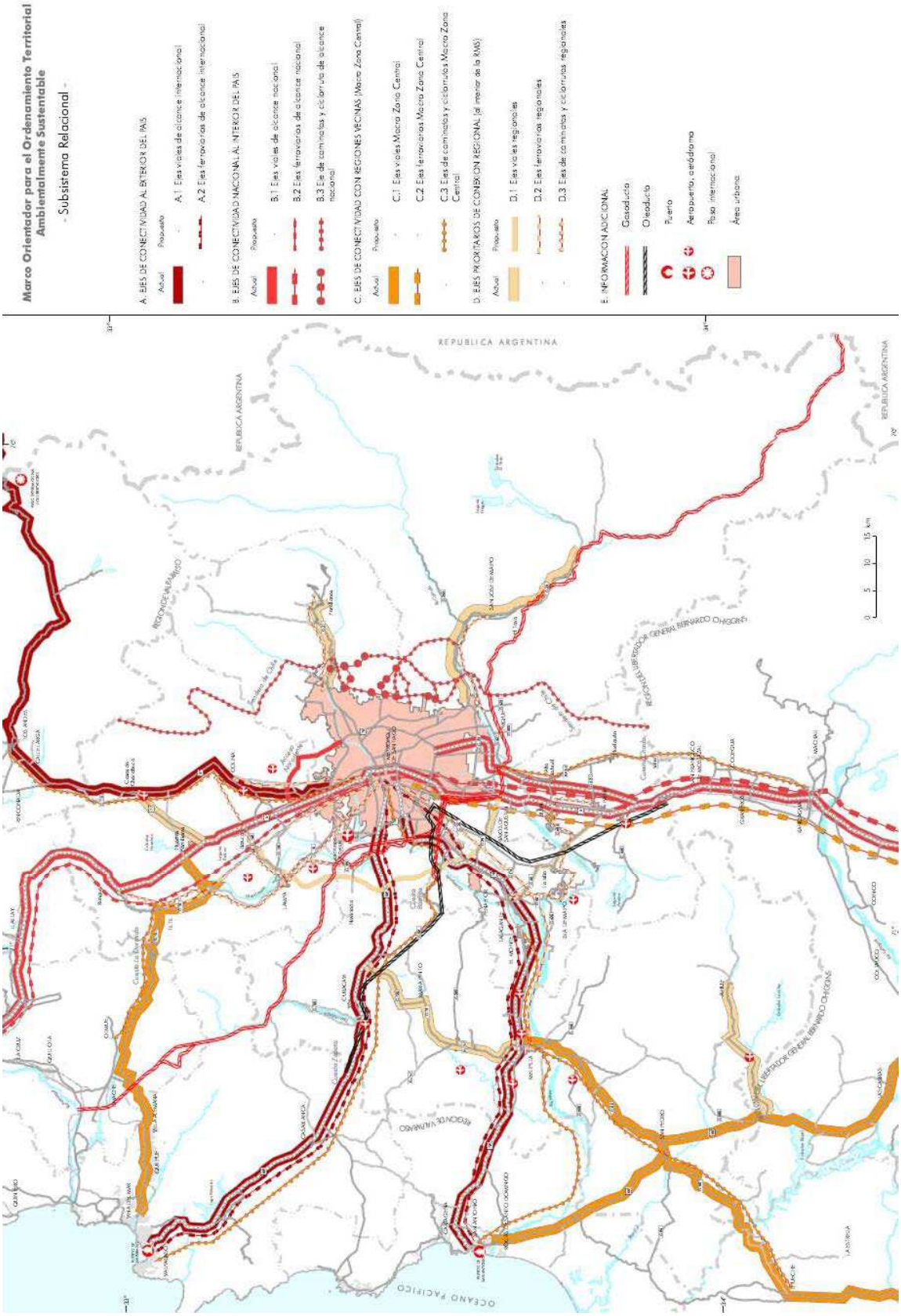
C. FALIES, 2013 ; logiciel ENVI 4.8

Sur le logiciel Envi 4.8, j'ai procédé à la suppression de la signature spectrale de la végétation à savoir les bandes du Proche Infra-Rouge et du Rouge. Ce procédé permet de faire ressortir, en jaune ici, les zones minéralisées soit de façon articielle (villes, routes, carrières, mines) soit les sols mis à nus par l'érosion ou par les incendies. Une fois ce procédé réalisé et les résultats corroborés aux enquêtes réalisées et aux articles de presse recensés, j'ai pu intégrer l'image à mon SIG et numériser les 14 aires incendiées identifiées sur la carte 19.

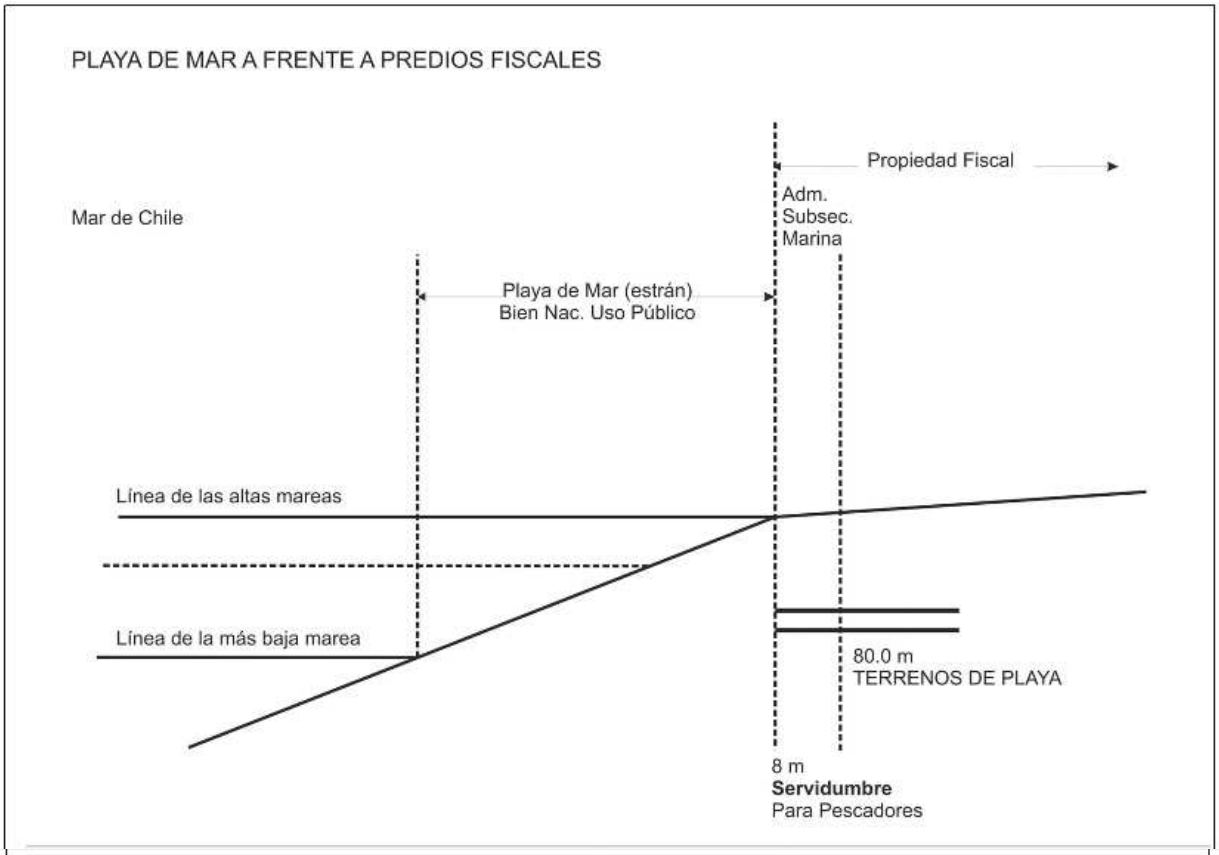
Annexe 12. **Carte OTAS physique et environnementale**

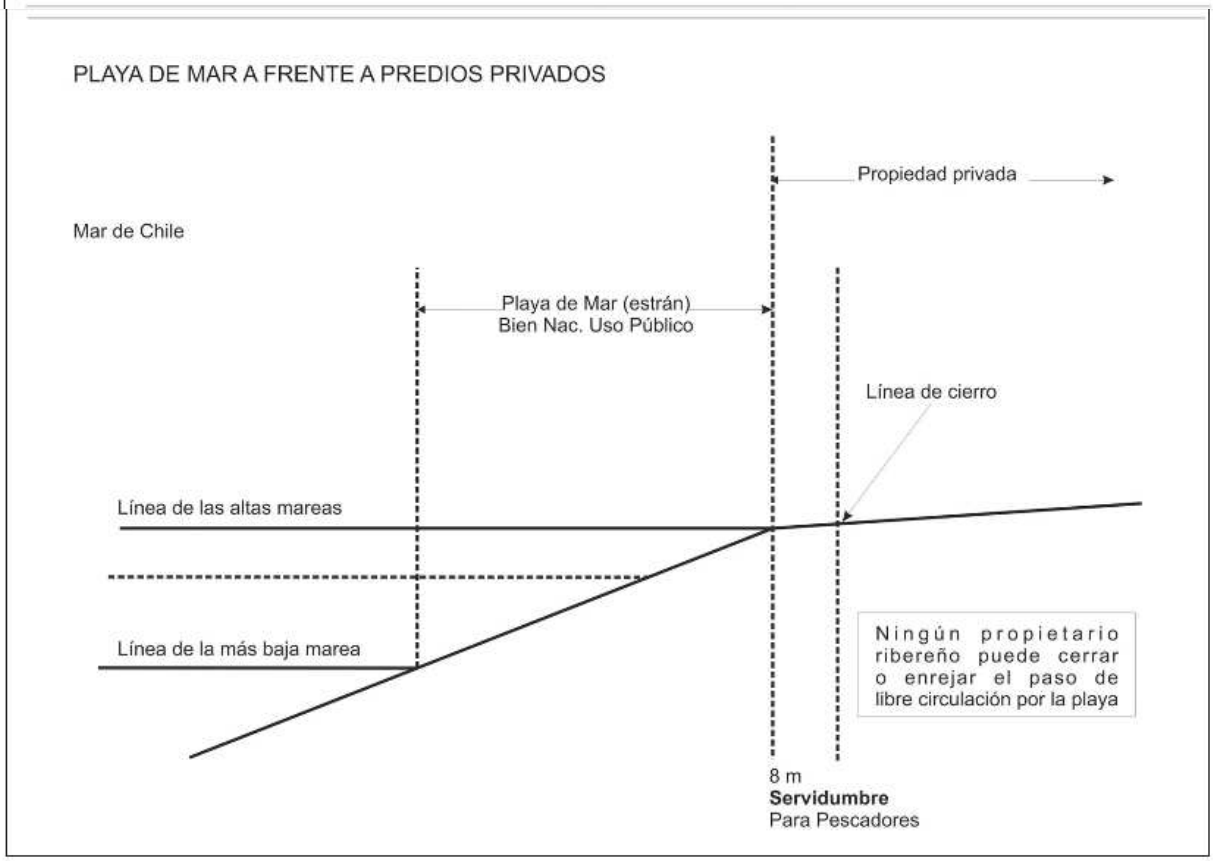


Annexe 13. **Carte OTAS des transports**

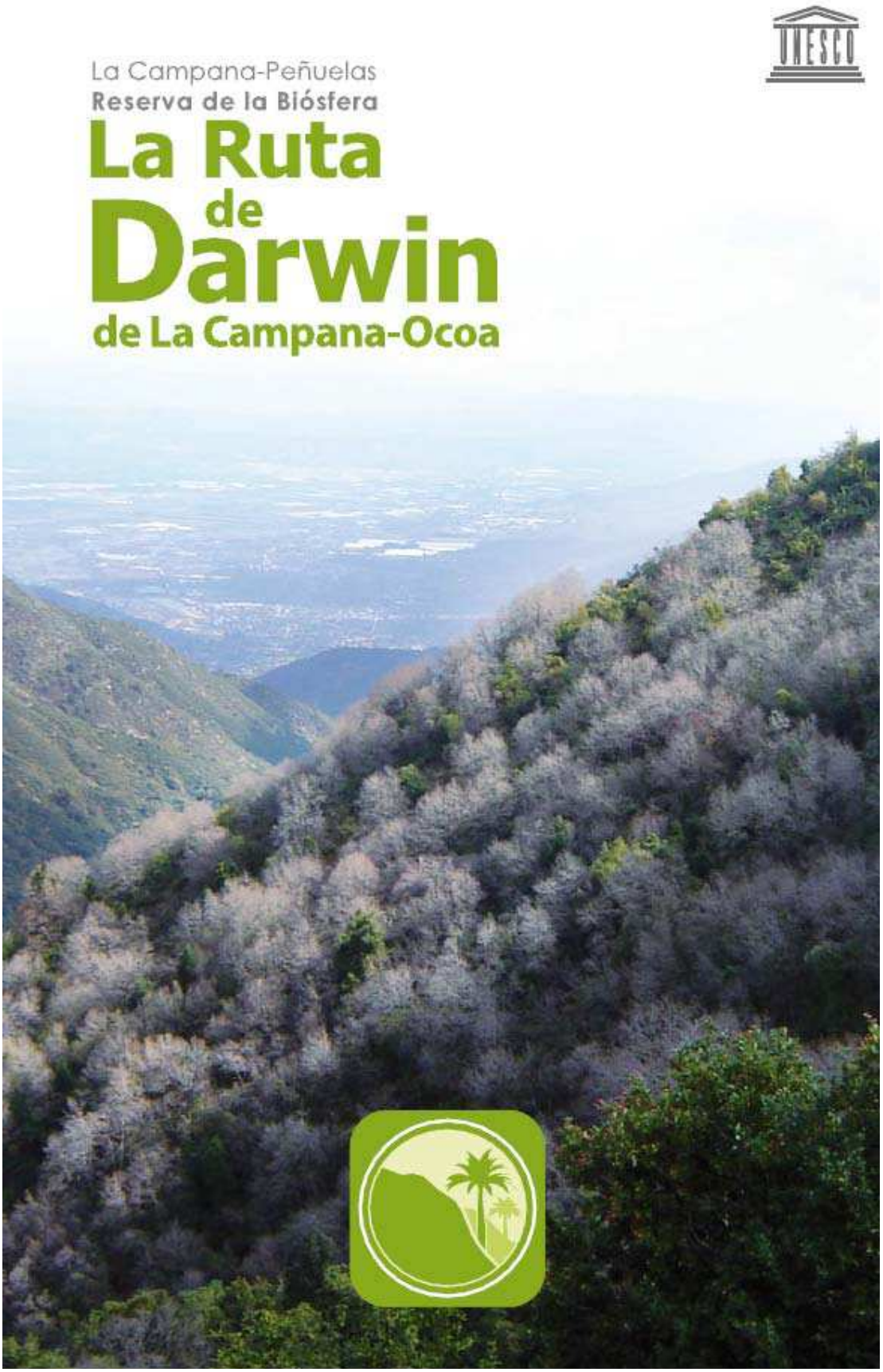


Annexe 14. **Zonage littoral en cas de propriété publique puis privée (ANDRADE, B., ARENAS, F. y GUIJÓN, R., 2008).**





Annexe 15. **Brochure touristique pour la promotion de la Reserve Homme et Biosphère de La Campana-Ocoa. Route de Darwin.**



Introducción	3
Cómo llegar	4
Fundamentos históricos	4-5-6
Fundamentos del Paisaje Natural	7
Mapa	8-9
Atractivos principales	10
Quillota	11
Olmué	11
Parque Nacional La Campana	12
Hijuelas	13
Valle de Rabuco y Sector de Ocoa	14
Servicios turísticos	15

La Ruta de Darwin de La Campana-Ocoa

EDICIÓN
Autores : Instituto de Geografía
Pontificia Universidad Católica
de Valparaíso
E-mail: dirgeo@ucv.cl
Portada fotografía: Bosque
de roble de Santiago
(Nothofagus oblique var. macrocarpa)

Ruta de Darwin de La Campana – Ocoa

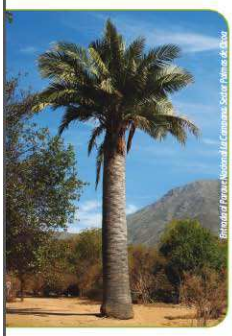
Introducción

Dentro de la Ruta de Darwin de La Campana-Ocoa, se presentan los fundamentos históricos y del paisaje natural, así como los atractivos principales relacionados con Quillota, Olmué, el Parque Nacional La Campana, Hijuelas, Sector de Ocoa y el valle de Rabuco. También se presenta un mapa del área para orientarse cómo acceder a esta ruta y los servicios turísticos disponibles asociados a los atractivos.

De manera complementaria se adjuntan dos trípticos, uno de servicios turísticos y el otro con la descripción general del Parque Nacional La Campana, que incluye un mapa de detalle de sus diferentes accesos.

Este documento es uno de los resultados del proyecto financiado por Innova Chile de Corfo "Nuevos destinos y productos de turismo de intereses especiales para la Región de Valparaíso", validado en numerosos talleres y seminarios con empresarios y la comunidad. Es un proyecto mandatado por el Gobierno Regional de Valparaíso, en sociedad con la Asociación Regional de Municipalidades de Valparaíso, la Corporación Nacional Forestal, Región de Valparaíso y la Federación MIPYME de Valparaíso y donde actúa como oferente el Servicio Nacional de Turismo, Dirección Regional de Valparaíso. El organismo ejecutor fue el Instituto de Geografía de la Pontificia Universidad Católica de Valparaíso.

Vista desde Valparaíso; de fondo se aprecian el monte Aconcagua y los cerros la Campanita y La Campana


Palmas en el Parque Nacional La Campana, Sector Palmas de Ocoa

Cómo llegar

Para acceder a la Ruta de Darwin de La Campana-Ocoa, existen, principalmente, cuatro alternativas. La primera de ellas es viajando desde Santiago, pasando por la ciudad de Til Til y tomando la Cuesta de La Dormida por la ruta F-10-G, la que llega a la localidad de Quebrada de Alvarado y posteriormente a Olmué (enlaza con la Ruta turística del Camino Real de La Dormida). La segunda opción es viajando desde Los Andes hacia el oeste por la Ruta CH 60, que empalma con la Ruta 5 Norte, tomando el desvío hacia Ocoa, por la ruta F-304, llegando directamente a la entrada del sector Palmas de Ocoa del Parque Nacional La Campana. La tercera, es viajando desde Viña del Mar o Valparaíso, tomando la Autopista Troncal Sur, la cual tiene un desvío hacia Limache y Olmué, que lleva al sector de Granizo del Parque Nacional La Campana. Una cuarta vía, accede desde el litoral norte de la región, tomando la ruta F-190 hasta el puente Colmo, luego la Ruta 64 hasta San Pedro y desde allí la Ruta F-62 hasta Limache y Olmué.

Paseo en Bicicleta en Parque Nacional La Campana

Fundamentos Históricos

Charles Darwin, joven naturalista inglés, llegó a Chile como miembro de un viaje de exploración científica a las costas de Sudamérica, Polinesia, Nueva Zelanda y Australia. La expedición zarpó de Plymouth, Inglaterra, en diciembre de 1831 a bordo del HMS *Beagle* y llegó a Valparaíso en el invierno de 1834. Charles Darwin permaneció en total 9 meses en Valparaíso, período en el cual realizó observaciones sobre flora, fauna y geología de los diversos territorios que pudo visitar de la región.

Bosque Húmedo Mixto Robles, Sendero Quebrada Alvarado, Parque Nacional La Campana

La ruta que siguió Darwin desde la ciudad de Valparaíso hacia el cerro La Campana está descrita en su Diario; él menciona que se dirigió hacia Quintero y desde ahí se enrumba hacia el valle de Quillota, atravesando la cuesta de Chilicauquén, hasta llegar a la Hacienda de San Isidro. Desde aquí, la ruta que sigue Darwin hacia La Campana se diluye un tanto, aún cuando menciona que, luego de 10 horas de viaje, pernocta a orillas del estero del Guanaco, desde donde observa a lo lejos el puerto de Valparaíso y sus buques en la bahía y la cordillera de Los Andes.

Aunque la localización exacta de este lugar no es clara, es posible hallar un sector llamado El Guanaco, entre el cerro El Litre (1621 m) y el cerro El Cardonal (1340 m) por la quebrada de La Campana, que tiene altas probabilidades de ser el punto de observación mencionado por Darwin:

16 de Agosto de 1834.

El mayordomo de la hacienda es lo bastante amable para facilitarme un guía y caballos reposados y partimos de madrugada con el fin de efectuar la ascensión a La Campana, montaña que alcanza una altitud de 1950 metros. Los caminos son horribles pero, las particularidades geológicas y el espléndido paisaje que a cada instante se descubre compensan nuestras fati-

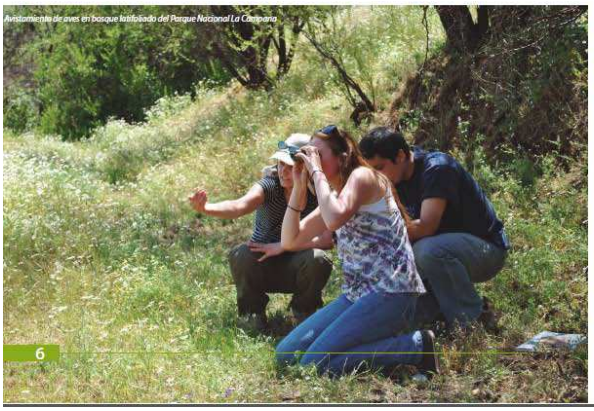
Paseo en Bicicleta en Hacienda San Isidro, Quillota

Bosque de palmas (Jubaea chilensis) y bosque latifoliado

gas. En algunos lugares se encuentran palmeras (palma chilena, Jubaea chilensis) y quedo muy asombrado al hallar una de ellas a 1350 m con relación a la familia a la que pertenecen, esas palmeras son árboles deslucidos. Su tronco, muy grueso, presenta una forma muy curiosa: es más ancho hacia el centro que en la base y la copa y son muy preciadas a causa de una especie de melaza (miel de palma) que se obtiene de su savia. Un buen árbol de esos llega a producir 410 litros.

Charles Darwin en Chile (1832 – 1835): Viaje de un naturalista alrededor del mundo.

Una vez llegado a La Campana y realizadas todas las observaciones que Darwin acostumbra, desciende hasta la Hacienda de San Isidro para luego dirigirse, a través del valle de Quillota, hacia las minas de cobre de Jahuel por el entonces camino público, antiguo Camino Real.


Avistamiento de aves en bosque latifoliado del Parque Nacional La Campana

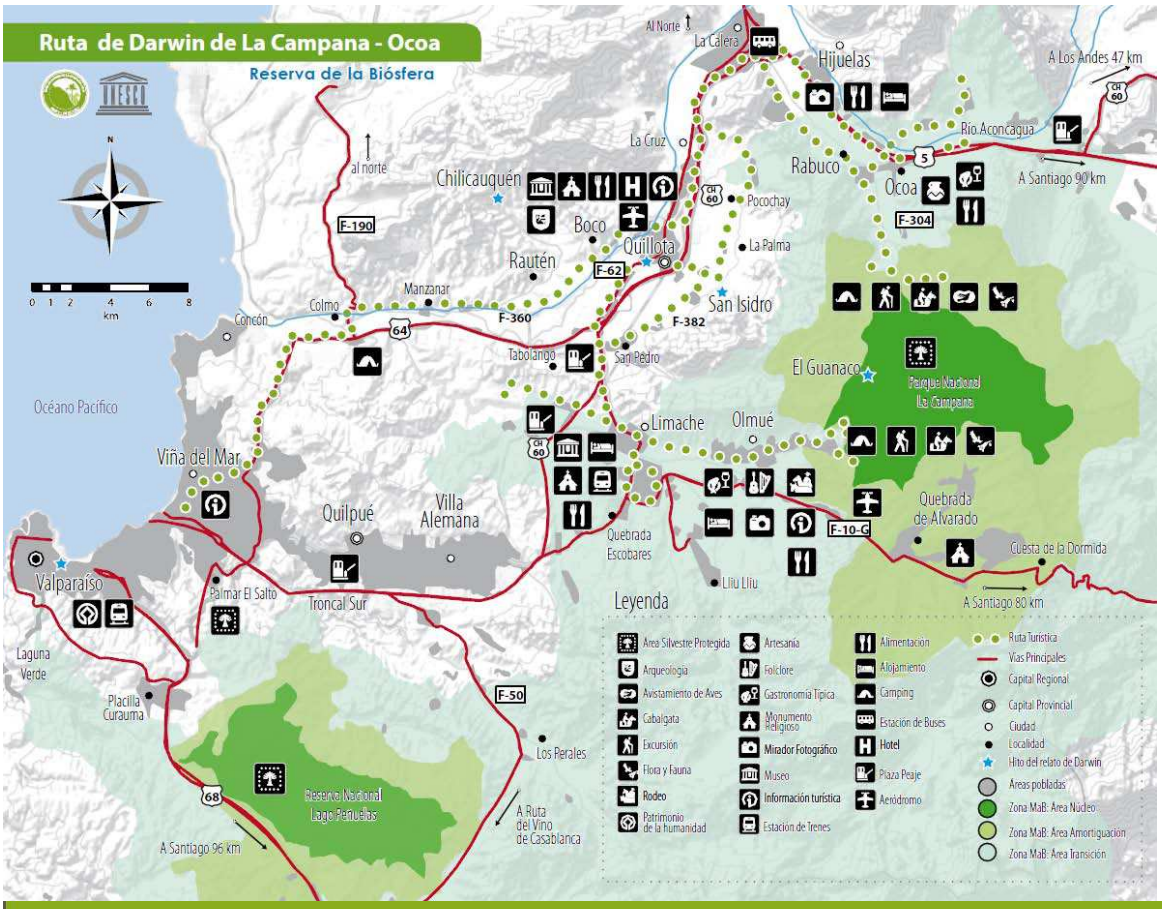
Fundamentos del Paisaje Natural

La Ruta de Darwin de La Campana-Ocoa ofrece una serie de variados y hermosos ecosistemas. Se destacan aquellos ubicados en el Parque Nacional La Campana, por la vertiente de umbría de Granizo, tales como el bosque húmedo de Roble de Santiago *(Nothofagus obliqua var. macrocarpa)*, cerca de los cerros el Roble y Puntilla Imán, en asociación a otras especies como peumo (*Cryptocarya alba*). Por la vertiente de solana de Ocoa, sobresale el sendero La Cascada, impresionante por su alta biodiversidad y ecodiversidad, destacándose el denso bosque de palma chilena (*Jubaea chilensis*), en asociación con el bosque latifoliado. Por otra parte, se encuentra La Cascada, caída de agua impresionante, que fluye desde las cumbres, en donde la biodiversidad es alta, con la presencia de bosque húmedo, bosque latifoliado, palma chilena y diversidad de fauna silvestre. Aquí se presenta una nutrida fauna endémica de Chile mediterráneo: Lagarto leopardo (*Liolaemus leopardinus*), Perdiz chilena (*Nothoprocta perdicaria perdicaria*), Zorzal (*Hylocichla minima*), Araña pollito (*Grammostola porteri*), Turca (*Peteroptochos megapodius megapodius*), Mariposa (*Phoebis sennae*), Culebra de cola larga (*Philodryas camissonis*), entre varias otras.

Por otra parte, en Rabuco se presenta un valle agropecuario de alta diversidad de cultivos y características de ruralidad. También, en Rautén, Quillota, existen variados ecosistemas rurales, destacando además, la ganadería y los cultivos de chacarería. Una serie de otros ecosistemas naturales y diversos paisajes se encuentran en esta Ruta.

Estos paisajes contienen atractivos culturales, históricos y arqueológicos, caminos, senderos y miradores, posibles de conocer y disfrutar, realizando actividades como: senderismo, montañismo, días de campo, camping, cabalgatas, fotografías, degustación de la gastronomía local y regional, compras y descanso, acompañados por un clima acogedor en un entorno cercano a los mayores centros urbanos de la zona central de Chile.

Sendero en bosque húmedo de un arroyo



ATRACTIVOS PRINCIPALES

Quillota

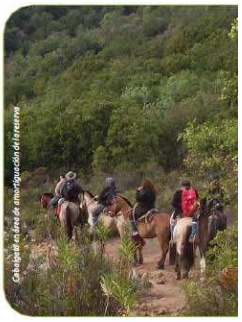
Fundada en 1717 a los pies del cerro Mayaca, la ciudad de Quillota mantiene su herencia colonial evidenciada por su trazado urbano de cuadrícula española, más conocido como "Plano de Damero". Sin embargo, los antecedentes previos a su fundación se remiten al año 1540, cuando Pedro de Valdivia se establece en las cercanías al poblado de San Pedro para extraer el oro desde el cerro La Campana y cultivar los valles de Boco, Rautén y La Palma, irrigados por el río Aconcagua. De esta forma se declara como Corregimiento en el año 1585, administrando el territorio que comprendía desde Illapel hasta Casablanca.
Actualmente, es capital de la provincia que lleva su mismo nombre. Su principal vía de acceso es la Ruta Internacional CH-60 y la vía local Ruta F-64.
La oferta de hospedaje y gastronomía se adapta al tamaño medio de esta ciudad. Cruzando el río Aconcagua, es posible visitar las localidades de Rautén y Boco, que cuentan con oferta gastronómica y de hospedaje en cabañas en un entorno natural que invita a practicar senderismo y cabalgatas. Hacia el sur se ubica la localidad de San Pedro, de interés porque mantiene una fuerte vinculación con el ferrocarril y su variante hacia la costa (Quintero) y posee instalaciones de una industria cervecera en la entrada al Cajón del mismo nombre, el que se conecta por predios privados a una parte del Parque Nacional La Campana.

Zona de camping, Quillota

Antigua Hacienda San Isidro de Quillota
La expedición al cerro La Campana emprendida por Darwin parte desde este punto, hoy sede de la Escuela de Caballería Blindada, perteneciente al Ejército de Chile. Posee un hermoso parque con árboles autóctonos, la antigua casa patronal restaurada y junto a ésta, se ubica la Capilla, decorada con vitrales e imágenes religiosas muy bien conservadas. En sus jardines se encuentra la réplica del Récord Mundial de Salto Alto a Caballo y los restos del caballo "Huaso", realizador del salto. Posee, además, un museo histórico militar.
En su entorno se encuentra la antigua Hacienda de La Palma de origen Jesuita, por cuyos caminos rurales puede internarse y adquirir productos locales y acceder a expresiones de la religiosidad de sus habitantes como la Iglesia de La Palma y el santuario de Pocochay.

Olmué

Los primeros indicios de la aparición del pueblo de Olmué, dicen relación con las observaciones realizadas por don Pedro de Valdivia desde la Cuesta de La Dormida para trazar una ruta entre Til Til y el mar *(Valparaíso)*, que le permitiera trasladar de forma más expedita las distintas provisiones. Remontándonos a su proceso de fundación los documentos señalan que el pueblo de Olmué (Gulmué, en mapudungun), se habría originado como un pueblo de indios, creado en 1612 a través de la donación que hiciera doña Mariana de Osorio, propietaria de la estancia de Gulmué, a los indios que la habitaban.
Olmué posee una planta turística consolidada, caracterizada por rescatar las costumbres y gastronomía propias del campo chileno en el contexto de un microclima saludable y con un patrimonio paisajístico incomparable. Ofrece actividades culturales como el Festival del Huaso de Olmué,



Cabalgata en área de amortiguación del reserva

Cerro Pantalón Indio, Chine hundido en la ceniza y poco calido en la colina

rodeos en sus localidades aledañas y servicios de cabalgatas; además, destaca la amplia oferta de centros de descanso y eventos, que ofrecen servicios de alojamiento, entretención, piscina y alimentación. En gastronomía destacan las empanadas, carnes a la parrilla y el infaltable pan amasado con pebre que le dan un sello particular.

Parque Nacional La Campana

Creado en 1967, posee una superficie de 8000 hectáreas, dividida en tres sectores: Granizo, Cajón Grande y Palmas de Ocoa. Administrado por la Corporación Nacional Forestal (CONAF), fue declarado Reserva de la Biósfera en 1985 y definido como lugar de interés científico el año 1989.
Dispone de seis senderos para los visitantes. En el Sector Granizo, el sendero El Andinista que conduce a la cima del Cerro La Campana y el Sendero Los Peumos - Portezuelo Ocoa, que conecta a los tres sectores del parque, apto para observación de flora, fauna y geología. En el sector Cajón Grande, el Sendero Plateaux permite observar flora y fauna; el sendero Los Robles - Portezuelo Ocoa ofrece la oportunidad de apreciar bosques relictos de Robles de Santiago *(Nothofagus obliqua var. macrocarpa)*. En el sector Palmas de Ocoa, el sendero La Cascada destaca por los bosques de palma chilena (*Jubaea chilensis*) y por una caída de agua de alrededor de 30 m y el sendero el Amasijo - Portezuelo Ocoa que llega al corazón del Palmar de Ocoa y conecta a los tres sectores del parque (ver mapa del Parque).

Bosque de palma chilena (Jubaea chilensis) en el Parque Nacional La Campana

Hijuelas

El nombre de esta comuna y ciudad se origina en las propiedades que poseía don Manuel de Torrejón, corregidor de Quillota en 1718, quien era dueño de *Las Hijuelas de Torrejón,* las cuales al ser repartidas entre sus numerosos hijos tomaron el nombre de *Las Hijuelas*.

Baile de grupo folclórico nacional (Hijuelas)

Al interior de la comuna de Hijuelas y de la vecina comuna de Olmué se encuentra el Parque Nacional La Campana, el cual fue declarado el año 1985 como Reserva Mundial de la Biósfera por UNESCO, esto considerando el gran valor en biodiversidad que posee, lo que en Hijuelas destaca con la presencia de los últimos bosques de palma chilena (*Jubaea chilensis*) localizados en el sector de Ocoa.

Beneficiándose de este entorno, a Hijuelas se le reconoce por la calidad de su producción de flores para la ornamentación, pudiendo acudir a los numerosos viveros y acceder a las florerías a la vera del camino.

Sistema de producción de flores, Palmas de Ocoa

Valle de Rabuco y Sector de Ocoa

Entrada Rabuco, Hijuelas

Sectores localizados en pleno valle del río Aconcagua medio, frente a la localidad de Hijuelas y por la carretera 5 Norte; desde aquí se accede al Parque Nacional La Campana sector Palmas de Ocoa. Poseen una diversidad de paisajes rurales, con cultivos de flores, viveros de plantas ornamentales, hortalizas, frutales, praderas, ganadería menor de ovinos, caprinos y apicultura, donde se pueden observar las actividades cotidianas como labores agrícolas, la crianza de caballos finos de Polo y caballos chilenos para participar de rodeos en la medialuna, festividades religiosas, folclore, degustar comidas y bebidas tradicionales, entre otras típicas de la cultura huasa de la zona central de Chile. Están enmarcados por la cordillera de la Costa resaltando los cerros La Campana y El Roble.

Cultivo de Alstroemerias sp. Ocoa

Estos sectores caracterizados por sus importantes cultivos de flores, entregan una oferta alimentaria en un contexto natural. Muestra de esto es la infraestructura de sus restaurantes, los cuales poseen un sello rural que se condice con la flora y fauna de la zona, ofreciendo al paladar curioso del visitante comidas tradicionales en el infaltable horno de barro a un costado de la cocina. Operadores locales disponen de actividades turísticas organizadas, en las cuales se busca potenciar el concepto de Reserva de la Biósfera a través de predios privados, en donde nace la mezcla perfecta entre descanso, naturaleza y buena mesa. La viva tradición campesina genera variados oficios artesanales que ofrecen sus productos a los visitantes.

Servicios turísticos

Quillota

En el entorno a la Plaza de Armas destaca su patrimonio arquitectónico ligado a iglesias y casas coloniales que datan del siglo XVIII. Muestras organizadas en museos arqueológicos y centros culturales permiten interpretar la historia y la cultura ancestral. La oferta de hospedaje y gastronomía se adapta al tamaño medio de esta ciudad. Cruzando el río Aconcagua, es posible visitar localidades como Rautén y Boco, las cuales cuentan con ofertas gastronómicas y de hospedaje tipo cabañas en un entorno natural de gran belleza.

Olmué

Posee una planta turística consolidada, que rescata las costumbres y gastronomía propias del campo chileno. Ofrece actividades culturales como el Festival del Huaso, rodeos en sus localidades aledañas y servicios de cabalgatas; además destaca la oferta de centros de eventos, que ofrecen servicios completos de alojamiento, entretención, piscina y alimentación, en donde las empanadas, carnes a la parrilla y el pan amasado con pebre le dan un sello único y que invita a volver para deleitarse, en el contexto de un micro clima saludable y con un patrimonio paisajístico incomparable.

Hijuelas, Valle de Rabuco y Ocoa

Estas localidades disponen de ofertas de agroturismo para experimentar el quehacer cotidiano agrícola, guiados por los propios agricultores, y actividades de turismo de naturaleza desarrolladas por guías locales, al interior y en el entorno del Parque Nacional, tales como senderismo, birdwatching y cabalgatas. Se complementa con restaurantes cuyos menús y cartas están basados en la gastronomía tradicional de la zona. Además, artesanías originales, flores, frutos y comida al paso son ofrecidos por sus habitantes.

Sendero en bosque de alcornoques (Quercus suber), cerro La Campana.

RUTA DE DARWIN DE LA CAMPANA-OCOA
RESERVA DE BIOSFERA

Proyecto 08CTU01-08

NUEVOS DESTINOS Y PRODUCTOS DE TURISMO DE INTERESES ESPECIALES

INSTITUTO DE GEOGRAFÍA

Pontificia Universidad Católica de Valparaíso

GOBIERNO REGIONAL REGION DE VALPARAISO

MIPYME

Ilustre Municipalidad de Olmué

MUNICIPALIDAD DE LIMACHE

Villa Alemana
Capital del Medio Ambiente

PONTIFICIA UNIVERSIDAD CATOLICA DE VALPARAISO

Proyecto financiado por:
InnovaChile CORFO

QUILPUE ES DE TODOS

Casablanca

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AHERN, J., 1991, Planning for an extensive open space system: linking landscape structure and function. *Landscape and Urban Planning*, n°21, pp. 131-145.

ALBALADEJO C., 1999, « Le développement local en question : diversité des acteurs, des temps et des territoires de la culture de l'oignon du Río Colorado en Argentine, province de Buenos Aires », in TULET J.-C. (coord.), *Desarollo rural por el regadío en America latina : estudios de casos*, ATELIERS de Caravelle n°15, IPEAL-UTM, Toulouse

ALBERT P., 2007, *L'apport des images satellites dans l'analyse comparée des espaces périurbains des métropoles du sud-ouest européen*, thèse de doctorat sous la direction de Jean-Paul Laborie, Université de Toulouse- Le Mirail.

ALLEN, P.M., 1997, *Cities and Regions as Self-Organizing Systems: Models of Complexity*, Gordon and Breach, Amsterdam

ALLENDE, I., 2003, *Mi país inventado*

ALVAREZ, P., 2003, « Agua y sociedad chilena. Antecedentes del contexto histórico y jurídico » in LIVENAIS, P., ARANDA, X., *Dinámicas de los sistemas agrarios en Chile árido: la región de Coquimbo*, pp.121, 158

ALVEAR GOMEZ, J. J., CANALES RIOS, C., BLANCO PARRA, B., LEPORATI NERON, M., 2010, "L'agriculture familiale au Chili : compétitivité et libéralisation commerciale", *Options méditerranéennes*, pp. 135-160

AMILHAT-SZARY, A.-L., 1999, « La région, paradoxe territorial néolibéral ? Analyse de l'impact géographique d'un modèle économique sur le Norte Grande chilien », thèse de doctorat sous la direction de M. Claude Bataillon, 509 p.

AMILHAT-SZARY, A.-L., 2000, « Les recompositions du Norte Grande chilien pendant la transition démocratique : enjeux d'une gestion territoriale en contexte néolibéral », *Revue de Géographie Alpine,* tome 88, n° 1, p. 93-104

AMILHAT-SZARY, A.-L., 2008, « Des territoires sans noms peuvent-ils être sans qualité. Réflexions sur les modifications de la carte administrative chilienne », *L'Espace Politique* n°5, pp.112-132

AMIR, S., CAFRI-COHEN, O., 1989, "The contribution of open spaces to the physical image of an agricultural village", *Landscape and Urban Planning*, 8, vol. 17, n°4, pp. 339-355

ANDRADE, B., ARENAS, F., GUIJÓN, R., 2008, "Revisión crítica del marco institucional y legal chileno de ordenamiento territorial: el caso de la zona costera", *Revista de Geografía Norte Grande*, 41, 23-48.

ANDRADE, B., ARENAS, F., LAGOS, M., 2010, "Incorporación de criterios de fragilidad ambiental y riesgo en la planificación territorial de la costa de Chile central", *Revista de Geografía Norte Grande*, n°45, pp.5-20

ANTHEAUME B. et GIRAUD F.,2006, *Le Territoire est mort, vive les territoires !*, Paris, Editions de l'IRD, 2006

ANTIER, G., 2010, « Santiago du Chili : accompagner la flaque urbaine ? », *Urbanisme*, n°373, juillet-août, pp. 35-40

ANTONI J.-P., 2002, *Modélisation de l'étalement urbain : une approche méthodologique*, Cybergéo n°207

ARENAS, F., 2009, « El Chile de las regiones: una historia inconclusa", *Estudios geográficos*, vol. LXX, n°266, pp. 11-39

ARENAS, F., LAGOS, M., HIDALGO, R., 2010, "Los riesgos naturales en la planificación territorial, Centro de políticas públicas, n°39, 11 p;

ARLAUD S., JEAN Y., ROYOUX D., (dir.), 2005, *Rural-Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, PUR, 506 p.

ARNSPERGER, C., 2010, « Construire le « biorégionalisme ». Une démocratie par le bas », *Imagine demain le monde,* n°80

ARONSON, J., et al., 1998, *Landscape disturbance and biodiversity in Mediterranean-Type ecosystems*. RUNDEL, P. W.; MONTENEGRO, G.and JAKSIC, F. eds., Springer, *Land use changes and conflicts in Central Chile*, pp. 155-167

ASCHER, F., 1995, *Metapolis, ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob, 345 p.

ASSAKO ASSAKO R.-J., 1997, « Essai de différentiation des quartiers de Yaoundé à l'aide d'une image HRV de SPOT », *Télédétection des milieux urbains et périurbains*, Edition AUPELF-UREF, pp. 145-153

AUSTIN, M., 2004,"Resident perspectives of the open space conservation subdivision in Hamburg Township", Michigan*, Landscape and Urban Planning*, vol. 69, pp. 245-253

AZOCAR, G., 2007, "Urbanization patterns and their impacts on social restructuring of urban space in Chilean mid-cities: The case of Los Angeles, Central Chile", *Land use Policy*, n°24, pp. 199-211

BABBITT, B., 2005, *Cities in the wilderness: A new vision of land use in America*, Island Press ed. Washington, DC

BAILLY E., 1996, « Position de recherche sur une méthode de détermination d'un contour urbain », *Cybergeo* n°10

BAILLY, A., 2009, « La science régionale en perspective », *Géographie, économie, société*, n° 11

BAKKER, K., 2002, "From state to market?: water mercantilización in Spain", *Environment and Planning A*, vol. 34(5), pp. 767 – 790

BAKKER, K., 2009, "Neoliberal nature, ecological fixes, and the pitfalls of comparative research", *Environment and Planning A*, vol. 41(8), pp. 1781 – 1787

BAKKER, K., 2010, "The limits of 'neoliberal natures': Debating green neoliberalism*", Progress in Human Geography*, vol. 34, n° 6, pp. 715-735

BAKKER, K., BRIDGE, G., 2006, "Material worlds ? Resource geographies and the `matter of nature'", *Progress in Human Geography*, vol. 30, n°1, pp. 5-27

BANCO CENTRAL, 2010, « Endeudamiento de los hogares en Chile. Análisis e implicancias para la estabilidad financiera", http://www.bcentral.cl/publicaciones/recuadros/pdf/ief/2010/ief2010_1 endeudamiento.pdf

BANOS, V., SABATIER, B., 2010, « Les espaces périurbains non bâtis en France : entre publicisation «urbaine» et privatisation « rurale » ?, *Articulo* n°3, pp. 1-14

BANZO, M., 2009, *L'espace ouvert pour une nouvelle urbanité*, Thèse d'HDR, sous la direction de DI MEO, G.

BANZO, M., PROST, D., 2009, « Aménagements paysagers et renouvellement urbain dans la périphérie bordelaise », *Revue Mappemonde*, vol. 1, n°93

BANZO M., 2007, « Structure verte et mise en cohérence de la périphérie métropolitaine de Lisbonne », *Sud-Ouest européen* n°24, Toulouse, p. 109-124

BANZO, M., VALETTE, E., 2006, « Les espaces non bâtis, enjeux de nouvelles pratiques et de nouveaux vécus urbains », *Sud-Ouest Européen* 22, pp.27-39

BANZO, M., 1994, *Dynamique de l'espace péri-urbain et stratégies des producteurs agricoles. La périphérie sud-est de Mexico,* Doctorat, Université Toulouse II-Le Mirail

BARBICHON, G., 1975, « Espace villageois, espace urbain dans l'imagerie enfantine. Analyse de dessins d'enfants », *Revue Française De Sociologie*, vol. 16, n° 4, pp. 539-560

BAROZET, E., ESPINOZA, V., 2012, « Que sont les classes sociales devenues ? Stratification, inégalités et mobilité sociale au Chili », *Cahier des Amériques latines* n°68

BAROZET, E., FIERRO, J., 2011, "The middle class in Chile. The characteristics and evolution, 1990-2011", KAS International report, pp.25-41

BARRAGAN, L., 2000, "Entrevista a Luis Barragán Realizada por Damián Bayón", *in Luis Barragán: Escritos y Conversaciones,* ed. Antonio Rigen, Madrid, Spain: El Croquis Editorial, 96–102.

BARTHELEMY, D., 2008, *La multifonctionnalité de l'agriculture. Une dialectique entre marché et identité*, Editions Quae, 347 p.

BASSETT, T. J., 2009, Mobile pastoralism on the brink of land privatization in Northern Côte d'Ivoire*, Geoforum*, 9, vol. 40, n°5, pp. 756-766

BATAILLON, C., DELER, J.-P., THERY, H., 1991, *Amérique latine*, *in* BRUNET, R., *Géographie Universelle*, Belin-Reclus, 480 p.

BAVOUX J.J. , BEAUCIRE F., CHAPELON L. & ZEMBRI P., 2005, *Géographie des transports*, Armand Colin, Paris

BEAUCIRE F., SAINT-GÉRAND T., 2001, « Les déplacements quotidiens facteurs de différenciation » *Géocarrefour* Vol.76 n°4, p.339-349

BEGUIN, H., 1967, « L'organisation de l'espace », *Tiers-Monde*, vol. 8, n°29, pp. 160-165

BENGSTON, D., FLETCHER, J., NELSON, K., 2004, "Public policies for managing urban growth and protecting open space: policy instruments and lessons learned in the United States", *Landscape and Urban Planning*, vol. 69, pp. 271-286

BENKO G., LIPIETZ A., (éds.), 1992, *Les régions qui gagnent,* PUF, Paris

BERDEGUE, J., JARA, E., MODREGO,F., SANCLEMENTE, X., SCHEJTMAN, A., 2010, *Comunas rurales de Chile*, Documento de trabajo n°60, Programa Dinámicas Territoriales Rurales, RIMISP, Santiago, 40 p.

BERG, P., DASMANN, R., 1977, “Reinhabiting California”, *The Ecologist*, vol. 7, n°10

BERGER M., Les périurbains de Paris. De la ville dense à la métropole éclatée, Editions du CNRS, 2004
BERTRAND, C., BERTRAND, G., 2002, Une géographie traversière. L’environnement à travers territoires et temporalités, éditions Arguments, 330 p.

BERTRAND, G., 1986, « Le système et l’élément », Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest, Tome 57, Fasc. 3, pp. 281-282

BERTRAND, N., SOUCHARD, N., 2007, « Gouvernance des espaces ouverts périurbains : de la concertation à la gestion intégrée d’une ressource territoriale ? », 1er septembre

BIDOU, P., 1972, « Représentations de l'espace dans la mythologie tatuyo (Indiens Tucano) », Journal De La Société Des Américanistes, vol. 61, n°1, pp. 45-105

BLANC-PAMARD C., BOUTRAIS J. (coord.), 1997, *Thème et variations. Nouvelles recherches rurales au Sud*, Éd. de l’ORSTOM, Paris, 367 p.

BLAUT, J.M., HARING, K., O’KEEFE, P., WISNER, B., 1977, “Theses on peasantry”, *Antipode* n°9, pp.125-127

BOBROW-STRAIN, A., 2009, “Logics of cattle–capital”, *Geoforum*, 9, vol. 40, n°5, pp. 778-780

BOISSIER, S., 2005, « La regionalización en Chile: ¿Quo Vadis? », Seminario sobre Evaluación de la Regionalización, Universidad de Los Lagos, Osorno

BOISSIER, S., 2004, “Desarollo territorial y decentralización. El desarrollo en el lugar y en los manos de la gente”, *Revista Eure*, vol.30, n°90, pp.27-40

BOISSIER, S., 2000, “Bioregionalismo : la última versión del cuento del traje del emperador”, note pour le *Comité técnico inter-agencial del foro de ministros de medio ambiente de América latina y El Caribe en Barbados*

BOLITZER B., NETUSIL N. R., 2000, "The impact of open spaces on property values in Portland, Oregon", *Journal of environmental Management* n°59, pp. 185-193

BOLTANSKI L., 2006, « Les changements actuels du capitalisme et la culture du projet », *Cosmopolitiques* n°12, Editions Apogée, pp. 17-42

BOLTANSKI L., CHIAPELLO E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Editions Gallimard, 843 p.

BOLTANSKI L., THEVENOT L., 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Editions Gallimard

BONERANDI, E., DESLANDES, O., 2008, “Géographies rurales en question”, *Géocarrefour* (83/4)

BONNAL P.; BOSC P.M.; DIAZ J.M.; LOSCH B., 2003, “Multifuncionalidad de la agricultura” y “Nueva Ruralidad” ¿Reestructuración de las políticas públicas a la hora de la globalización?, Seminario internacional «El mundo rural: transformaciones y perspectivas a la luz de la nueva ruralidad», Universidad Javeriana CLACSO REDCAPA, Bogotá, 15 17 octubre 2003

BONVALET C., 1990, « Quelques éléments sur la mobilité au cours du cycle de vie », Stratégies Résidentielles, Acte du Séminaire de Paris de 1988, I.N.E.D., pp. 85-95

BORDE J., 1980, *Le Chili : la terre et les hommes*, Éd. du CNRS, Paris, 252 p.

BORGEAUD-GARCIANDIA, N., et al., 2009, *Penser le politique en Amérique latine. La recréation des espaces et des formes du politique*

BORSDORF, A., HIDALGO, R., 2008, "New dimensions of social exclusion in Latin America: From gated communities to gated cities, the case of Santiago de Chile", *Land use Policy*, n°25, pp. 153-160.

BORSDORF, A., 2005, « Introduction : Évolutions postsuburbaines en Europe et dans le Nouveau Monde *», Revue Géographique De l'Est*, vol. 45, n°3-4.

BORSDORF A., 2002, « Barrios cerrados in Santiago de Chile, Quito y Lima: tendencias de la segregación socio-espacial. » in Cabrales, L. F. (Ed.): Latinoamérica: países abiertos, ciudades cerradas, Guadalajara, pp. 581- 610

BOUDERBALA, N., 1996, « Les terres collectives du Maroc dans la première période du protectorat (1912-1930) », Revue Du Monde Musulman Et De La Méditerranée, vol. 79, n°1, pp. 143-156

BOURAOUI, M., 2003, « L'agriculture urbaine en Tunisie : espace relictuel ou nouvelle composante territoriale ? Le cas du Grand Tunis", *Revue De Géographie Alpine*, vol. 91, n°4, pp. 43-54

BOWMAN A. O'M, PAGANO M.A., 2004, *Terra incognita. Vacant Land ans Urban Strategies*, Georgetown University Press

BOY, L., 2000, « Contrat agri-environnemental: aide ou rémunération? », *Économie Rurale*, vol. 260, n°1, pp. 52-65

BRAUN, B., 2008, "Environmental issues: inventive life", *Progress in Human Geography*, vol. 32, n°5, pp. 667-679

BRIDGE, G., JONAS, A. E. G., 2002, "Governing nature: the reregulation of resource access, production, and consumption", *Environment and Planning A*, vol. 34(5), pp. 759 – 766

BRIQUEL, V., 1997, Une démarche pour un diagnostic spatialisé des enjeux environnementaux dans la dynamique du développement des Alpes françaises, *Revue De Géographie Alpine*, vol. 85, n°2, pp. 63-73

BRITO, J., FRIAS, A., 2001, « Le fado : ethnographie dans la ville », *Recherches En Anthropologie Au Portugal*, vol. 7, n°1, pp. 103-120

BROWN, W., 2009, *Murs. Les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, Les prairies ordinaires, 208 p.

BRUN, A., 1977, « Espaces forestiers et espaces pastoraux : le pâturage en forêt », *Économie Rurale*, vol. 118, n°1, pp. 57-62

BRUN, A., 1996, « Territoires et bassins de vie » *in* KAYSER, B. (dir). *Naissance des nouvelles campagnes.* DATAR: Ed. de l'Aube, pp. 51- 64

BRUNET, R., THERY, H., FERRAS, R., 1993, *Les Mots de la géographie. Dictionnaire critique*, La documentation française, 520 p.

BRYANT, C. R., 1982, *The city's countryside. Land and its management in the rural urban fringe*, 249 p.

BRYANT, C. R., 1986, « L'évolution de la ville régionale en Amérique du Nord : le cas de Toronto », *Annales De Géographie*, vol. 95, n°527, pp. 26-42

BURGESS, J., HARRISON, C. M., LIMB, M., 1988, “People, parks and the urban green: A study of popular meanings and values for open spaces in the city*”, Urban Studies*, vol. 25, pp. 455-473

CAPRON, G., (dir.), 2006, *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*, Bréal, 288 p.

CALDEIRA, T., 2000, *City of Walls: Crime, Segregation, and Citizenship in São Paulo.* Berkeley, CA: University of California Press

CARRUTHERS, D. V., 2008, *Environmental justice in Latin America. Problems, Promise and Practice,* MIT Press ed.

CASTELLS, M., 1998, *L’ère de l’information I : La société en réseaux*, Paris, Fayard

CASTREE, N., 2009, “Charles Darwin and the geographers”, *Environment and Planning A*, 2009, vol. 41(10), pp. 2293 – 2298

CASTREE, N., 2009, “Researching neoliberal environmental governance: a reply to Karen Bakker”, *Environment and Planning A*, vol. 41(8), pp. 1788 – 1794

CASTREE, N., 2008, “Neoliberalising nature: processes, effects, and evaluations”, *Environment and Planning A*, vol. 40(1), pp. 153 – 173

CASTRO AVARIA, C., 1992, “Alteración antrópica sobre las dunas chilenas y su estado de conservación”, *Bosque*, vol. 13, n°1, pp. 53-58.

CASTRO AVARIA, C., ANDRADE JOHNSON, B., 1989, “Estado de morfoconservación del litoral entre Tunquén y Santo Domingo (33°16' -33°38'S)*”, Revista de Geografía Norte Grande*, n° 16, pp. 51-56

CHALEARD, J.-L., *et allii*, 2012, “Spécificités des systèmes de production agricoleet d’élevage à la périphérie des métropoles du Sud. Réflexions à partir des cas d’Abidjan, Le Cap, Lima, Hanoi, Shangaï, Colloque Périsud : Dynamiques territoriales à la périphérie des métropoles des Suds*,* février 2012

CHALEARD J.-L., DUBRESSON A. (Éds.), 1999, *Villes et campagnes dans les pays du Sud. Géographie des relations*, Karthala, Paris, 258 p.

CHALEARD J.-L., DUBRESSON A., 1990, « Un pied dedans, un pied dehors : à propos du rural et de l’urbain en Côte d’Ivoire », *in* PINTON F. (éd.), *Tropiques : lieux et liens : florilège offert à Paul Pélissier et Gilles Sautter*, Éd. De l’ORSTOM, Paris, pp. 277-290

CHALINE, C., 1988, « La reconversion des espaces fluvio-portuaires dans les grandes métropoles » Annales De Géographie, vol. 97, n°544, pp. 695-715

CHARMES E., 2005, « Suburban fragmentation versus mobilities : is suburbanism opposed to urbanism ? », *Cybergeo*, Systemic impacts ans sustainibility of gated enclaves in the City, Pretoria, South Africa, Feb. 28-March 3, article 369, mis en ligne le 28 Mars 2007

CHARVET J.-P., POULOT M., 2003, « Conserver des espaces ouverts dans la métropole éclatée, le cas de l'Ile-de-France » in DORIER APPRILL E. (dir.) *Ville et environnement,* Paris, SEDES-DIEM, pp. 215-248

CHARVET, J.-L., 1992, *Lexique de géographie humaine et économique*

CHONCHOL J., 1995, *Systèmes agraires en Amérique latine :des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice*, Editions de l’IHEAL

CHONG, A., LOPEZ DE SILANES, F., 2005, *Privatization in Latin America. Myths and reality,* Stanford University Press

CLASTRES, P., 1974, *La société contre l'Etat,* Editions de Minuit, 186 p.

CLAVAL, P., 1970, Quelques réflexions sur l'organisation régionale de la Pologne. Annales De Géographie, vol. 79, n°436, pp. 689-708

CLEMENT, G., 2005, http://www.gillesclement.com/fichiers/_admin_13517_tierspaypublications_92045_manifeste_du_tiers_paysage.pdf

CLOUT, H., 2007, *Contemporary Rural Geographies: Land, Property and Resources in Britain: essays in honor of Richard Munton*

COMBY, J. 2008, "Changer de modèle foncier dans les vieux pays du Sud", *Villes en développement* n°83

CONTRERAS, Y., 2011, « La recuperación urbana y residencial del centro de Santiago: nuevos habitantes, cambios socio espaciales significativos", *EURE*, vol.37, n°112, pp.89-113

COPPIETERS, Y., et al., 2006, « Ruptures économiques sans ruptures sociales : le maraîchage et la santé des paysanneries sénoufo entre résilience et vulnérabilité », *Annales De Géographie*, vol. 115, n°647, pp. 49-68

CORTEZ, A.M., 2009, *Propuesta de gestión para la conservación del acuífero de la subcuenca de Batuco*, *comuna de Lampa*, Memoria de Titulo, Escuela de Agronomía, Universidad de Chile, 70 p.

COSTANZA, R., *et allii*, 1997, « The value of the world's ecosystem services and natural capital", Nature, vol. 38, pp.253-260

COUDERT L., 2006, *Dynamiques urbaines et sociales dans les quartiers péricentraux*, thèse de doctorat sous la direction de Jean-Pierre Peyon, Université de Nantes

COUNSELL, D., HAUGHTON, G., 2006, "Sustainable development in regional planning: The search for new tools and renewed legitimacy", *Geoforum*, 11, vol. 37, n°6, pp. 921-931

COURET D., *et allii*, 2006, *Brasilia : Ville fermée, environnement ouvert*, Collection IRD Latitude 23, 215 p.

CRÉTIN, C., 1975, « Paysages et sociétés de la périphérie stéphanoise », *Revue De Géographie De Lyon,* vol. 50, n°3, pp. 189-209

DAMMERT, L., 2004, "Ciudad sin ciudadanos? Fragmentación, segregación y temor en Santiago", *Eure*, vol. 30, n°91, pp. 87-96

DANG, A.-T., 1995, « Libéralisme et justice sociale: la clause lockéenne des droits de propriété », *Revue Française d'Économie*, vol. 10, n°4, pp. 205-238

DARWIN C., 1839, *Voyage d'un naturaliste autour du monde : fait à bord du navire le* Beagle *de 1831 à 1836*, traduit de l'anglais par Edmond Barbier, Editions La Découverte, Paris 2003, 552 p.

DAUCÉ, P., 2000, « Développement et ruralité », *Économie Rurale*, vol. 255, n°1, pp. 114-119

DAUPHINÉ, A., 1979, *Espace, région, système,* Paris, Economica, 167 p.

DAVID, J.-C., 2002, « Les espaces publics à Alep depuis la fin du XIXe s. Urbanisme et pratiques des usagers », *Géocarrefour*, vol. 77, n°3, pp. 235-244

DAVIS, M., 1990, *City of Quartz: Excavating the Future of Los Angeles.* New York: Verso.

DAVIS, M., 1995, « Los Angeles after the storm: the dialectic of ordinary disaster », *Antipode* 27-3, pp. 221-241

DE ANDRADE MATHIEU, M., COSTA BARBOSA FERREIRA, I., COURET, D., 2006, *Brasilia. Ville fermée, environnement ouvert*, IRD Editions

DE MATTOS, C., 2010, « *Metamorfosis metropolitana en AL en una dinámica de cambio estructural* », conférence donnée à Paris dans le cadre du congrès de l'IDA, 22 nov. 2010

DE MATTOS C., RIFFO L., YAÑEZ G., SALAS X., 2005, *Reestructuración del mercado metropolitano de trabajo y cambios socio territoriales en el gran Santiago*, Rapport de recherche, FONDECYT, 146 p.

DEAR M. J., 2000, *The Postmodern Urban Condition*, Blackwell Pub, 337 p.

DEBARBIEUX, 2005, "Obsolescence ou actualité des objets géographiques modernes. A propos de la ville, de la campagne, du périurbain et de quelques autres objets conventionnels" *in* Arlaud, S., Jean, Y., Royond, D., *Rural-urbain. Nouveaux lieux, nouvelles frontières*, PUR

DELAUNAY, D., 2010, « Mobilités, ségrégations résidentielles et bonus démographique dans la zone métropolitaine de Santiago du Chili », *Revue Tiers Monde*, n° 201, pp. 65-85.

DELCROS, P., et al., 2005, « Diagnostic écologique à l'échelle du paysage des conséquences de la déprise agro-pastorale au sein d'un territoire communal de moyenne montagne (Hermillon, Savoie) », *Revue De Géographie Alpine*, vol. 93, n°3, pp. 79-93

DELER J.-P., 1988, « La cité-territoire, un chorotype colonial hispano-américain », *Mappemonde* n°44

DELER, 1991, « modèle de la cité-territoire », *in* BATAILLON, C., DELER., J.-P., THERY, H., *Géographie universelle*. *Amérique latine*, Paris, Hachette/Reclus, 480 p.

DELER, J.-P., 2005, « Olivier Dollfus (1931-2005). De la passion des Andes au déchiffrement du Monde », *Hermès* n°42, pp. 214-219

DELPAL, C., 2002, "Vous devriez venir le matin, il y a des gens biens, des sportifs !" Quand le sport habille les sociabilités publiques à Beyrouth », Géocarrefour, vol. 77, n°3, pp. 289-296

DEMANGEON, A., 1920, « L'habitation rurale en France », Annales De Géographie, vol. 29, n°161, pp. 352-375

DEMERSON, G., 2005, « « Je trouve beau ce » (Gargantua, ch. 16) Rabelais paysagiste, ou Gargantua dans ses campagnes ? », Bulletin De l'Association d'Étude Sur l'Humanisme, La Réforme Et La Renaissance, vol. 60, n°1, pp. 31-49

DERRUAU, M., 1977, « Compte-rendu de BETEILLE, R., Les Aveyronnais, essai géographique sur l'espace humain », *Annales De Géographie*, vol. 86, n°477, pp. 617-618

Di MÉO, G., 2001, « Le sens géographique des fêtes//The geographical meaning of festivitiesé, *Annales De Géographie*, vol. 110, n°622, pp. 624-646

DOCKEMDORF, E., RODRÍGUEZ, E., Y WINCHESTER, L., 2000, « Santiago de Chile: metropolization, globalization and inequity », *Environment & Urbanization*, 2000, Vol. 12, Nº1, p. 171–183.

DOLLFUS, O., 1996, *La mondialisation*, Presses de Sciences Po, 171 p.

DOLTO, F., 1998, *L'enfant dans la ville*, Mercure de France, 96 p.

DONNADIEU P., 2007, « La demande sociale et l'offre d'espaces ouverts dans les régions urbaines »,http://www.bergerie-nationale.educagri.fr/telechargement%20AD/P%20Donadieu%20La%20demande%20sociale%20d'EO.pdf

DONNADIEU, P., FLEURY, A., 2003, La construction contemporaine de la ville-campagne en Europe, *Revue De Géographie Alpine*, vol. 91, n°4, pp. 19-29

DONNADIEU, P., FLEURY, A., 1997, "De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine », *Cahiers de l'environnement* n°31

DONZELOT J., 2004, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification » *Esprit* 3-4, Mars-Avril, pp. 14-40.

DORIER-APPRILL, E. (dir.), 2000, *Les très grandes villes dans le monde*, Paris, Éditions du Temps

DOUZANT-ROZENFELD D., GRANDJEAN P. (dirs.), 1995, *Nourrir les métropoles d'Amérique latine. Approvisionnement et distribution*, L'Harmattan, Paris, 300 p.

DROULERS M., 2007, « A propos des nouveaux territoires de développement durable en Amazonie », conférence pour le GIS-Amérique latine 2007, Rennes, 16 novembre 2007, http://www.ida-rennes.org/Presentation_M-Droulers.pdf

DROULERS, M., BROGGIO, C., 2001, « L'espace et le développement au Brésil : de la géophagie à la géosophie ? », *Tiers-Monde*, vol. 42, n°167, pp. 673-688

DUBOIS-MAURY, J., 1988, « Un risque urbain permanent : l'incendie », *Annales De Géographie,* vol. 97, n°539, pp. 84-95

DUBOIS-TAINE G., 2007, *La ville émergente*, CERTU et PUCA

DUPUY G., 1995, *Les territoires de l'automobile*, Economica , 216 p.

DURSTON, J., 2005. *et al., Comunidades campesinas, agencias públicas y clientelismos politicos en Chile.* LOM Ediciones ed.

DUVERNOY, I., JARRIGE, F., MOUSTIER, P., SERRANO, J., 2005, « Une agriculture multifonctionnelle dans le projet urbain : quelle reconnaissance, quelle gouvernance ? », *Cahiers de la multifonctionnalité* n °8, pp. 87-104

ELORTEGUI S., MOREIRA MUÑOZ, A., 2009, "La escuela puertas afuera*", Revista del Jardín Botánico Chagual* n°7, pp. 56-63

ELORTEGUI S., MOREIRA MUÑOZ, A., 2009, *Parque Nacional La Campana: origen de una Reserva de la Biosfera en Chile Central*, Fondo de las Américas, CONAF, Taller la Era, 170 p.

ELORTEGUI, S. (dir.), 2005, *Les Dunas de Concón* : El desafío de los espacios silvestres urbanos », Taller la Era, Viña del Mar

EMELIANOFF, C., 2000, L'écologie urbaine entre science et urbanisme, *Quaderni*, vol. 43, n° 1, pp. 85-99

ESCOLANO UTRILLA, S, ORTIZ VELIZ, J., 2005, « Processus de fragmentation des structures spatiales du Grand Santiago (Chili) », *Revue Géographique De l'Est*, vol. 45, n°3-4.

ESTEBANEZ, J., 2006, « Les jardins zoologiques et la ville : Quelle nature pour le Biodôme de Montréal? », *Annales De Géographie*, vol. 115, n°652, pp. 708-731

FALAHA B., 1996, *Création sociale dans la réforme agraire chilienne*, Paris, L'Harmattan, 260 p.

FALIES, C., LE GALL, J., 2013, « La Méditerranée au pied des Andes : l'invention des paysages viticoles dans le Cône Sud ? », *EchoGéo* n°23

FALIES, C., 2008, « Entre Valparaiso et Santiago du Chili : Espaces ouverts et métropolisation dans les pays du Sud », Mémoire de Master 2 sous la direction de J.-L. CHALÉARD et de S. VELUT, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

FALIES, C., Velut, S., 2010, « Quelles place pour les espaces ruraux au Chili ? », in Jean, Y., Guibert, M., Dynamiques des espaces ruraux dans le monde, Paris, Armand Colin, pp. 339-359

FALIES, C., MONTOYA, C., 2010, « Gouvernance et planification de deux périphéries multifonctionnelles », *EchoGéo*, n°11

FALIES C., 2005, « Quillota entre villes et campagnes. Une nouvelle ruralité au début du XXIe siècle dans la zone périurbaine de Valparaíso, Cinquième région du Chili », Mémoire de maîtrise sous la direction de J.-L. Chaléard et de S. Velut

FARIAS, M., 2007, *Tectonique, érosion et évolution du relief dans les Andes du Chili central au cours du Néogène,* Thèse de Doctorat

FIGUEROA, J. A., *et a*l., 2009, "Do heat and smoke increase emergence of exotic and native plants in the matorral of central Chile?", *Acta Oecologica*, 4, vol. 35, n°2, pp. 335-340

FILION, P., 2000, "Balancing concentration and dispersion? Public policy and urban structure in Toronto*", Environment and Planning C: Government and Policy*, vol. 18, pp. 163-189

FIRINGUETTI, L., FIGUEROA, E., 1992, "Estimation and Prediction Methodologies in Hedonic Models", *Ingeniería De Sistemas*, vol. 9, n°2, pp. 53-59

FISHER-GEWIRTZMAN, D., WAGNER, I., 2003, "Spatial openness as a practical metric for evaluating built-up environments", *Environment and Planning B: Planning and Design*, vol. 30, pp. 37-49

FLATRÈS, P., 1965, "*The changing use of land in Britain*, de R. H. Best et J. T. Coppock", *Annales de Géographie*, vol. 74, n°404, pp. 469-471

FLATRÈS, P., 1975, Les terres communes, Travaux de la RCP 355 du CNRS, 241 p.

FLEURY, A., MOUSTIER, P., TOLRON, J.-J., 2004, « Multifonctionnalité de l'agriculture périurbaine : diversité des formes d'exercice du métier d'agriculteur, insertion de l'agriculture dans l'aménagement des territoires », Les cahiers de la multifonctionnalité n°6, pp. 107-118

FLORES ARRATE, D., DIAZ GACITUA, M., 2007, *La conservación del bosque esclerófilo en el paisaje natural y cultural de Chile central.* , 13 Décembre 2006

FLORIN, J.-F., 2005, « Au Chili viticole : la bio-dynamie construit-elle des terroirs ? », *Biodynamis* n°52, pp. 29-37

FORRESTER, J.W., 1984, *Principes des systèmes,* 3ème édition, PUL

FOUCAULT, M., 1966, *Les mots et les choses*, Gallimard

FOUCHY, P., 1963, « Les lois du 28 juillet 1860 et 8 juin 1864 sur le reboisement et le gazonnement des montagnes », *Revue de géographie alpine*, Tome 51, n°1, pp.19-41

FREMONT, A., 1999, *La région, espace vécu*, Flammarion, 288 p.

FRENKEL, A., 2004, "The potential effect of national growth-management policy on urban sprawl and the depletion of open spaces and farmland", *Land use Policy*, n°21, pp. 357-369

FRIGOUT, A., 1965, « Mission chez les Indiens Hopi d'Arizona », *L'Homme*, vol. 5, n°1, pp. 113-118

FUENTES, E.; AVILÉS, R., SEGURA, A., 1989, "Landscape change under indirect effects of human use: the Savanna of Central Chile", *Landscape Ecology*, vol. 2, n°2, pp. 73-80.

GAIGNARD, R., 1973, « La colonisation agricole dans les Misiones (Argentine) : Robert C. Eidt, Pioneer Settlement in Northeast Argentina », *Annales De Géographie*, vol. 82, n°452, pp. 500-501

GALLARDO F., 2004, "Globalization and the Commons of Rural Communities: A Case from Chile." Présenté à "The Commons in an Age of Global Transition: Challenges, Risks and Opportunities," la 10e conférence de l' *International Association for the Study of Common Property*, Oaxaca, Mexico

GALLICE-MATTI C., 2006, *La télédétection pour l'analyse spatiale : Application aux espaces périurbains dans la Région Urbaine de Lyon*, thèse dedoctorat en Géographie et Aménagement sous la direction de Claude Collet et Brigitte Prost, Université Jean Moulin Lyon 3

GALLOIS, L., 1908, *Régions naturelles et noms de pays,* Paris, Armand Colin

GARDNER, B., 2009, "Are livestock a troublesome commodity?*", Geoforum*, 9, vol. 40, n°5, pp. 781-783

GASTELLU J.-M., MARCHAL J.-Y. (eds.), 1997, *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXè siècle*, Éd. de l'ORSTOM, Paris , 768 p., actes de l'atelier tenu à Montpellier les 2 et 3 avril 1996

GAY, C., 2010, *Atlas de la historia física y política de Chile*, première édition en 1854, LOM Ediciones

GEOGHEGAN J., 2003, « Capitalization of open spaces », *Agricultural and Resource Economics Review*, 32/1, pp. 33-45

GEOGHEGAN, J., 2002, "The value of open spaces in residential land use*", Land use Policy*, n° 19, pp. 91-98

GEORGE, P., 1985, « Cinquante ans qui ont transformé les rapports avec l'espace », *Communications,* 1985, vol. 41, n°1, pp. 159-167

GEORGE, P., 1980, « Le Luxembourg, un espace ouvert de l'Europe rhénane, J.M. Gehring », *Annales De Géographie*, vol. 89, n°492, pp. 225-225

GEORGE, P., 1971, *L'environnement*, Que sais-je ?, PUF, 127 p.

GEORGE, P., 1968, "Compte-rendu de l'Organisation de l'espace de J. Labasse », *Annales de Géographie*, vol. 76, n°416, pp. 476-482

GERVAIS LAMBONY P., 1994, *De Lomé à Harare : le fait citadin en Afrique*, Khartala

GESSAT-ANSTETT, E., 2001, « Du collectif au communautaire. A propos des réseaux familiaux dans la Russie postsoviétique », *L'Homme*, n°157, pp. 115-136

GIORDANO, M., 2003, « The Geography of the Commons: The Role of Scale and Space », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 93, n° 2, pp. 365-375

GLISSANT, E., 2001, "La latinité des Amériques", Cahier des Amériques latines n°42

GLISSANT, E., 1958, La lézarde, Gallimard

GOLDBERG, S., 1997, « De la Bible et des notions d'espace et de temps. Essai sur l'usage des catégories dans le monde ashkénaze du Moyen Âge à l'époque moderne », *Annales Histoire, Sciences Sociales*, vol. 52, n°5, pp. 987-1015

GOMEZ ECHENIQUE, S., 2002, *La "Nueva Ruralidad": ¿Qué tan nueva?*, Universidad Austral de Chile

GONZALEZ MEYER R., 2006, *Agentes y dinámicas territoriale : quién produce lo local ? Estudio de tres ciudades chilenas (Valdivia, Temuco, Arica)*, Presses de Louvain

GORE, 2008, *Catastro de áreas verdes ejecutadas y por ejecutar en áreas urbanas y áreas rurales (protegida*), 43 p.

GRANDIA, L., 2009, "Raw hides: Hegemony and cattle in Guatemala's northern lowlands", *Geoforum*, 9, vol. 40, n°5, pp. 720-731

GREAVES, E. F., 2004, "Municipality and Community in Chile: Building Imagined Civic Communities and Its Impact on the Political", *Politics & Society*, vol. 32, n° 2, pp. 203-230.

GREGORY, D., 1994, *Geographical Imaginations*, Cambridge, Blackwell

GRENIER P., 2003, *Des tyrannosaures dans le paradis. La ruée des transnationales sur la Patagonie chilienne,* L'Atalante, Nantes, 347 p.

GRILLO, X., DÉRIOZ, P., 2006, « Un demi-siècle de présence du mouflon dans le massif du Caroux (Hérault) : de l'expérience naturaliste à la valorisation de la ressource et à la gestion du territoire », *Revue De Géographie Alpine*, vol. 94, n°4, pp. 27-35

GROSE, M. J., 2009, "Changing relationships in public open space and private open space in suburbs in south-western Australia*", Landscape and Urban Planning*, 8/15, vol. 92, n°1, pp. 53-63

Groupe Polanyi, 2008, *La multifonctionnalité de l'agriculture. Une dialectique entre marché et identité.* Editions *Quae*

GUÉNOLA, C., 1999, « Limites et défis de la gouvernance urbaine en Amérique latine : une analyse à partir de la théorie du régime urbain et de l'opération commerciale d'Alto Palermo à Buenos», *Revue De Géographie De Lyon*, vol. 74, n°4, pp. 325-334

GUEROIS M., 2002, *Les formes des villes européennes vues du ciel,* thèse de doctorat, Université Paris Panthéon-Sorbonne, 310 p.

GUERRA SALDIAS, L. C., 2009, *Evaluación ambiental de la tierra vacante del área metropolitana del Gran Santiago y su relación con los grupos socioeconómicos de la población y el valor del suelo*, Memoria para optar al título de Geógrafo, Universidad de Chile

GUIJÓN, R., 2007, *Diagnóstico y aplicabilidad de las normas jurídicas de ordenamiento territorial en la zona costera de la Región del Maule*, Seminario de grado (Licenciatura en Geografía). Santiago de Chile: Pontificia Universidad Católica de Chile

GUNDER FRANK, A. 1972, *Le développement du sous-développement : l'Amérique latine,* Maspero

GURRIA, A., 2009, "Discours d'invitation d'adhésion du Chili à l'OCDE », http://www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral/invitationdelocdealadhesionduchili.htm

GUYOT, S., RICHARD, F., 2009, « Les fronts écologiques - Une clef de lecture socio-territoriale des enjeux environnementaux ? », *L'Espace Politique* [En ligne], 9 | 2009-3, mis en ligne le 20 janvier 2010

GUYOT, S., 2003, "Les conflits environnementaux à St Lucia (Afrique du Sud), entre protection et exclusion", *Annales de Géographie*, n°634, pp 608-627

HAAR, J., PRICE, J., 2008, *Can Latin America compete? Confronting the challenges of globalization,* Palgrave McMillan

HAGGERTY, J., CAMPBELL, H., MORRIS, C., 2009, "Keeping the stress off the sheep? Agricultural intensification, neoliberalism, and 'good' farming in New Zealand", *Geoforum*, 9, vol. 40, n°5, pp. 767-777

HARDIN, G., 1968, "The Tragedy of the Commons", *SCIENCE*, 1968, vol. 162, n° 3859, pp. 1243-1248

HARVEY, D., 2010, *Géographies et capital. Vers un matérialisme historico-géographique*, Syllepses, 280 p.

HARVEY D., 2008, *Géographie de la domination*, tiré de *Spaces of Capital : Towards a critical geography*, Les Prairies ordinaires, Paris, 118 p.

HARVEY, 2003, *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les prairies ordinaires, p.165-211

HARVEY, D., 2002, *Spaces of Capital: Towards a Critical Geography,* Routledge, 429 p.

HARVEY, D., 1996, *Justice, Nature and the Geography of Difference,* Wiley, 468 p.

HARVEY, D., 1982, *The Limits to Capital*, University of Chicago Press, 478 p.

HARVEY, D., 1973, *Social justice and the city*, Johns Hopkins University Press, 336 p

HARVEY, D., 1966, « Theoretical concepts and the analysis of agricultural land-use patterns », Transactions of the Institute of British Geographers, vol. 33, p.123-140

HARVEY,D., 1962, Aspects of agricultural and rural change in Kent, 1815-1900, unpublished Ph. D. thesis, University of Cambridge

HAUMONT, A., LABASSE, J., 1968, « L'organisation de l'espace. Eléments de géographie volontaire », *Revue Française De Sociologie*, vol. 9, n°2, pp. 267-268

HENDERSON, G., 1998, "Nature and Fictitious Capital: The Historical Geography of an Agrarian Question", *Antipode*, n°30, pp. 73-118.

HERVIEU, J.-F., 1995, « Rôle et place de l'agriculture dans l'aménagement et le développement des territoires », *Économie Rurale*, vol. 225, n°1, pp. 30-32

HERVOUET, V., 2007, « Mobilité du quotidien dans les espaces périurbains, une grande diversité de modèles de déplacements », *Revue Norois* n°205, 2007/4, pp. 32-54

HERVOUET V., 1998, L'approche de la périurbanisation à travers l'habitat et la mobilité résidentielle : problématique et méthodologie, Mémoire de DEA, Université de Nantes, 140 p.

HEYNEN, N., 2003, « The Scalar Production of Injustice within the Urban Forest", *Antipode,* pp. 980-988

HEYNEN, N., MCCARTHY, J., PRUDHAM, S., ROBBINS, P., 2007, *Neoliberal environments: false promises and unnatural consequences*, Routledge, 298 p.

HIDALGO, R., 2005, "Postsuburbia ou posturbia? Les mégaprojets résidentiels dans la périphérie de Santiago du Chili », *Revue Géographique De l'Est*, vol. 45, n°3-4.

HINDSON, D., 1999, « Fragmentation et intégration dans une ville de l'après-apartheid : l'exemple de Durban », *Tiers-Monde,* vol. 40, n°159, pp. 551-578

HIRSCHMAN, A. O., 2006, *Bonheur privé, action publique,* Hachette Littératures

HIRSCHMAN, A. O., 1995, *Défection et prise de parole : théorie et applications,* Fayard, Paris

HIRSCHMAN, A. O., 1970, *Exit, voice and loyalty : responses to decline in firms, organizations and States,* Harvard University Press, Cambridge (Mass.)

HOFFMANN, A., 1979, *Flora silvestre de Chile. Zona central*, Ediciones Fundación Claudio Gay, 4e édition de 1998, 254 p.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., 1999, *Le Cap ville sud-africaine. Ville blanche, vies noires*, L'Harmattan, 275 p.

HUSSON, A., 1985, "Télédétection des incendies de forêt en Corse entre 1973 et 1980 », *Méditerranée*, n°54, pp. 53-59

JACQUOT S., 2007, « Patrimonialisation des espaces centraux et développement, une étude comparée de Valparaiso, Gênes et Liverpool », Thèse de doctorat à l'Université d'Angers, sous la direction de Mme Gravari-Barbas

JACQUOT S., 2003, « Réhabilitations et transformations des espaces historiques », mémoire de DEA à l'Université Paris 10-Nanterre, sous la direction de M. Musset, 142 p.

JAILLET M.-C., 2004, « L'espace périurbain : Un univers pour les classes moyennes » *Esprit* 3-4, Mars-Avril 2004, pp. 14-40

JAILLET, M.-C., 1999, « Peut-on parler de sécession urbaine à propos des villes européennes ? », *Esprit* n°258, pp. 40-61

JEMELIN, C., KAUFMANN, V., BARBEY, J., PFLIEGER, G., 2007, "Inégalités sociales d'accès : quels impacts des politiques locales de transport ?", *EspacesTemps.net,* http://espacestemps.net/document2263.html

JIRÓN, P., 2010, "Mobile Borders in Urban Daily Mobility Practices in Santiago de Chile", *International Political Sociology*, n°4, pp. 66-79

JIRÓN, P., LANGE, C., BERTRAND, M., 2010, « Exclusión y desigualdad espacial : retrato desde la movilidad cotidiana », *Revista Invi* n°68, vol. 25, pp. 15-57

JOLIVEAU T., 1994, « La gestion paysagère des espaces ruraux : concepts, méthodes et outils», *Géocarrefour*, vol. 69, n°4, pp. 325-334

KAYSER B., BRUN A., CAVAILHES J., LACOMBE P., 1994, *Pour une ruralité choisie*, Datar Edition de l'aube, Paris, 140 p.

KEMPF, H., 2011, « Au Chili, le printemps des étudiants », *Le Monde diplomatique*, octobre 2011

KNIGHT, A., 1983, « La Révolution mexicaine : révolution minière ou révolution serrano ? », *Annales Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 38, n°2, pp. 449-459

KOOMEN, E., DEKKERS, J., VAN DIJK, T., 2008, "Open-space preservation in the Netherlands: Planning, practice and prospects", *Land use Policy*, n°25, pp. 361-377.

LABASSE, J., 1966, « L'organisation de l'espace. Eléments de géographie volontaire », *Revue Française De Sociologie*, vol. 9, n°2, pp. 267-268

LABOULAIS-LESAGE, I. (dir.), 2004, *Combler les blancs de la carte*, *Modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques,* Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg

LABRUE, C., 2010, « La forêt comme clôture : l'enfermement de l'habitat par la forêt », *Projets De Paysage* 18/07

LABUSSIÈRE, O., ALDHUY, J., CLARIMONT, S., 2006, « Les recompositions territoriales face à la faible densité : comparaison des "pays" aquitains et des comarcas aragonaises », *Annales De Géographie*, vol. 115, n°647, pp. 26-48

LAGOS., M., CISTERNAS, M., 2008, "El nuevo riesgo de tsunami: considerando el peor escenario", *Scripta Nova*, vol.12, n°270, 8 p.

LANDRIEU J., MAY N., VELTZ P., 1998, *La ville éclatée*, Editions de l'Aube, Paris

LANG R., 2003, "Open Spaces, Bounded Places: Does the American West's Arid Landscape Yield Dense Metropolitan Growth?", *Housing Policy Debate* vol.13, n°4

LARRAÑAGA, P., *et allii*, 2008, *Principales resultados catastro frutícola región de Valparaíso*, CIREN, 41 p.

LATOUCHE, S., HARPAGES, D., 2010, *Le temps de la décroissance*, Ed. Thierry Magnier, 156 p.

LATOUR, B., 1987, *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, La Découverte

LAVALLÉE, D., 1994, « Le peuplement préhistorique de la Cordillère des Andes », *Bulletin De La Société Préhistorique Française*, vol. 91, n°4, pp. 264-274

LAZO, A., 2008, "Trasporte, movilidad y exclusión. El caso del Transantiago en Chile", *Diez años de cambios en el Mundo, en la Geografía y en las Ciencias Sociales, 1999-2008. Actas del X Coloquio Internacional de Geocrítica*, Universidad de Barcelona, 26-30 de mayo de 2008

LE GOIX R., 2003, *Les « gated communities » aux Etats-Unis : morceaux de ville : morceaux de ville ou territoires à part entière*, sous la direction de Thérèse Saint-Julien

LE GOIX R., 2002, « Les gated communities à Los Angeles, place et enjeu d'un produit immobilier pas tout à fait comme les autres », *L'Espace Géographique*, vol. 31, n°4-2002, pp. 328-344,

LEFEBVRE, H., 1970, *Du rural à l'urbain*, Anthropos

LEFEBVRE, H., 2000, [1974], *La production de l'espace*, Anthropos, 485 p.

LEHMAN-FRISCH, S., VIVET, J., eds., 2011, "Géographie des enfants et des jeunes", *Carnets de géographes* n°3, en ligne

LEROUX X., 2006, *Les « pays » entre géographie, construction politique et représentations : l'exemple de l'espace Lille-Dunkerque*, thèse de doctorat sous la direction de Guy Burgel et de Michel Herrou

LEVY, J., LUSSAULT, M., 2003, *Dictionnaire de l'espace et des sociétés,* Editions Belin, 1033 p.

LEVY J., 2003, « Vote et gradient d'urbanité», *EspacesTemps.net,* http://espacestemps.net/document432.html

LEVY J., 1999, *Le tournant géographique. Penser l'espace pour le lire le monde*, Belin, Paris

LEWIS, N., CANDAU, J., DEUFIC, P., FERRATI, S., RAMBONILAZA, M., 2010, « Multifonctionnalité de l'agriculture et principes de justice », *Justice Spatiale/Spatial Justice* n°2

LEZY, E., 2000, *Guyane, Guyanes. Une géographie "sauvage" de l'Orénoque à l'Amazone*, Belin, 350 p.

LIVENAIS P., ARANDA X., (Eds.), 2003, *Dinámicas de los sistemas agrarios en Chile árido: la región de Coquimbo,* LOM, Santiago, 502 p.

LIVERMAN, D., VILAS, S., 2006, "Neoliberalism and the Environment in Latin America", *Annual Review of Environment and Resource*, n°31, pp.327-363

LOW, S., 2003, *Behind the Gates: Life, Security, and the Pursuit of Happiness inFortress America.* New York: Routledge.

LUEBERT. F., P. PLISCOFF, 2006, *Sinopsis bioclimática y vegetacional de Chile*, Editorial Universitaria, 316 pp.

LUSSAULT, M., 2013, « L'urbain s'étale! », revue *Esprit* n°393, pp.131-143

LUTTIK, J., 2000, « The value of trees, water and open space as reflected by house prices in the Netherlands », *Landscape and Urban Planning* 48, pp.161-167

LUTZENHEISER M., NETUSIL R., 2001, « The effect of open spaces on a home's sale price », *Contemporary Economic Policy*, vol. 19, n°3, pp. 291-298

LYNCH, K., 1969, *L'image de la cité*, DUNOD, 222 p.

MADALENO, I.M., GUROVICH, A., 2004, "Urban versus rural" no longer matches reality: an early public agro-residential development in periurban Santiago, Chile", Cities, vol. 21, n°6 pp. 513-526

MALINOWSKI, B., 1922, [1989], *Les Argonautes du Pacifique occidental*, Gallimard, 616 p.

MANZUR, E., MENDOZA, M., dir., 2001, "Geodemografía: Una nueva segmentación para Chile", *in Marketing Directo*, colección Estrategia, pp. 329-343

MARQUES-PEREIRA B., 2006, « Femmes et politique en Amérique latine. Au-delà du nombre, quelle démocratie de qualité ? », *Problèmes d'Amérique latine* n°59, hiver 2005-2006

MARQUES-PEREIRA B., 2005, « Le Chili, une démocratie de qualité pour les femmes ? », *Politique et Sociétés*, vol. 24, n°2-3

MARTY, P., LEPART, J., 2006, « Des réserves de nature aux territoires de la biodiversité », *Annales De Géographie*, vol. 115, n°651, pp. 485-507

MARUANI, T., 2009, "The effectiveness of the protection of riparian landscapes in Israel", *Land use Policy*, n°26, pp. 911-918

MARUANI, T., AMIT-COHEN, I., 2007, “Open space planning models: A review of approaches and methods”, *Landscape and Urban Planning*, n° 81, pp. 1-13.

MARX, K., 1845, *L’idéologie allemande*, Editions sociales, Paris, 1972, 150 p.

MAURIN E.*,* 2004, *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Editions du Seuil

MCBRIDE MCCUTCHEN, G., 1936, *Chile: land and society.* New York: American Geographical Society

MCCARTHY, J., 2005, “Rural geography: multifunctional rural geographies - reactionary or radical?”, *Progress in Human Geography*, vol. 29, n°6, pp. 773-782.

MCCARTHY, J., PRUDHAM, S., 2004, “Neoliberal nature and the nature of neoliberalism”, *Geoforum*, 5, vol. 35, n°3, pp. 275-283

MCFARLANE, C., 2009, “Translocal assemblages: Space, power and social movements*”, Geoforum*, 7, vol. 40, n°4, pp. 561-567

MELÉ, P., LARRUE, C., 2008, *Territoires d'action,* Paris: L'Harmattan

MELÉ, P., 2008, « Conflits d’implantation, mobilisation du droit et territoires institutionnels au Mexique *»*, 9-12 juillet 2008.

MELÉ, P., 2003*,* « Conflits et territoires », MELÉ, P., LARRUE, C., ROSEMBERG, M. eds., *Conflits urbains pour la protection de la nature dans une métropole mexicaine,* Tours: Presses universitaires François Rabelais, pp. 103-117

MELÉ, P., 1997, « Quelques places centrales pour les grandes métropoles mexicaines : Guadalajara et Monterey », Revue De Géographie De Lyon, vol. 72, n°2, pp. 103-110MENDE, T., 1953, *América latina entra en escena*, Editorial del Pacífico, 186 p.

MEREDITH, D., 2005, “The Bioregion as a Communitarian Micro-region (and its limitations)”, *Ethics Place and Environment*, Vol. 8, N°1, pp. 89-94

MEZNED, N., CHAKROUN, H., BOUSSEMA, M., 2005, “Apport de la télédétection dans la gestion des géorisques : cas des incendies de forêt en milieu semi-aride tunisien », *Télédétection*, vol. 5, n°1-2-3, pp. 197-212

MICHEL, M., 1985, « Randstad Holland : un concept face au changement », *Annales De Géographie*, vol. 94, n°526, pp. 690-719

MIGNOT, D., ROSALES MONTERO, S., 2006, *Vers un droit à la mobilité pour tous. Inégalités, territoires et vie quotidienne*, Paris, France, PUCA Plan Urbanisme Construction Architecture, 112 p.

MINTEGUIAGA, J., 2006, *Transantiago : une nouvelle conception du transport public à Santiago du Chili.* Transport public internationale-6/2006 .[En línea] http://www.uitp-pti.com/img/cover6_2006/18-21-fr.pdf [Marzo, 2008]

MINUJIN, A., 1995, “Squeezed: the middleclass in Latin America*”, Environment and Urbanization*, October 01, vol. 7, n°2, pp. 153-166.

MIRLOUP J. (dir.), 2002, *Régions périmétropolitaines et métropolisation*, Presses Universitaires d’ Orléans, Orléans, 303 p.

MIRLOUP, J., 2002, « Orléans, éléments d'un système métropolitain », *Mappemonde* n°68, http://www.mgm.fr/PUB/Mappemonde/M402/Mirloup.pdf

MONTERO CASASSUS, C., 1997, *Les nouveaux entrepreneurs : le cas du Chili*, L'Harmattan, préface A. TOURAINE

MONTEVENTI WEBER L., DESCHENAUX C., TRANDA-PITTION M. (dirs.), 2008, *Campagne-ville : le pas de deux. Enjeux et opportunités des recompositions territoriales*, Presses polytechniques et universitaires romandes, 340 p.

MOREIRA MUÑOZ, A., 1999, *Guía de campo Caleu y el Cerro El Roble*, CONAMA, FONDART, 120 p.

MOREIRA MUÑOZ, A., ELÓRTEGUI FRANCIOLI, S., 2003, *Formas y funciones de la naturaleza: bases para el conocimiento de la historia natural en la Cordillera de la Costa de Chile central*, Explora-Conicyt, CONAF, Taller la Era

MOTTE B., 2006, *La dépendance automobile pour l'accès aux services aux ménages en grande couronne francilienne*, thèse de doctorat sous la direction de Francis Beaucire et de Marie-Hélène Massot, Université de Paris I

MUÑOZ SCHICK, M., MOREIRA MUÑOZ, A., 2003, *Estado de conservación de la flora mediterránea de Chile,* Museo Nacional de de Historia Natural, Chile

NARANJO RAMIREZ, G., 2009, "El rol de la ciudad infiltrada en la reconfiguración de la periferia metropolitana de Santiago de Chile", *Estudios Geográficos,* Vol. LXX, 266, pp. 205-229

NEGRETE, J., THERY, H., VELUT, S., 2002, « Chili, un modèle au carré », *Mappemonde* n°65, pp. 12-16

NEGRI, A., COCCO, G., 2007, *GlobAL. Luttes et biopouvoir à l'heure de la mondialisation : le cas exemplaire de l'Amérique latine.* Editions Amsterdam ed. Paris

OJEDA LEDESMA, G. L., 2012, *Les* animitas *du Chili ou l'espace public de la ville contemporaine confronté à des croyances ancestrales conduisant à l'édification spontanée d'édifices pérennes*, projet de thèse de doctorat, Université de Bretagne Occidentale.

OLWIG, K. R., 2009, « Landscape, Culture and Regional Studies: Connecting the Dots », *in* CASTREE, N. (*et allii*), *A companion to Environmental Geography*, Blackwell, pp. 238-252

ORENSTEIN, D., HAMBURG, S., 2009, "To populate or preserve ? Evolving political-demographic and environmental paradigms in Israeli land-use policy", *Land use Policy*, 2009, vol. 26, pp. 984-1000.

ORFEUIL J.-P., 1994, *Je suis l'automobile*, Editions de l'Aube

OSTROM, E., 2010, *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles,* de boeck, 301 p.

OSTROM, E., *et al*., 1999, "Revisiting the Commons: Local Lessons, Global Challenges" *SCIENCE*, vol. 284, pp. 278

OVALLE, C., 1990, et al.,"The espinal agroforestry systems of the mediterranean - type climate region of Chile. State of the art and prospects for improvement", *Agroforestry Systems*, n°10, pp. 213-239

PAHL, R., 1965,"*Urbs in rure*: the Metropolitan Fringe in Hertfordshire*", LSE Geographical Paper*, n°2

PAREDES, R., PINTO, J. I., 2009, “¿El fin de la educación pública en Chile?”, *Estudios de Economía,* vol.36, n°1, pp. 47-66

PARIS, R., 2000, « La valeur des délaissés », *La forêt des délaissés,* Catalogue de l'exposition à l'Institut Français d'Architecture*,* pp. 19-29

PASKOFF, R., 2004, *Las dunas de las costas de Chile*, IGM, 112 p.

PASKOFF, R., 1996, *Atlas de las formas de relieve de Chile*, IGM, 288 p.

PASTOR, M., LESTER, T. W., SCOGGINS, J., 2009, “Why regions ? Why now ? Who cares ?”, *Journal of Urban Affairs*, vol. 31, n°3, pp. 269-296

PEARCE, D. G., 2001, « Réflexions sur une géographie nationale du tourisme: le cas de la Nouvelle-Zélande», *Annales De Géographie*, vol. 110, n°619, pp. 266-283

PECK, J., TICKELL, A., 2002, « Neoliberalizing space »*, Antipode* 34 (3), pp. 380-404

PELENC, J., VELUT, S., 2012, « Une réserve de biosphère dans la région centrale du Chili : les enjeux du zonage », *Mappemonde* n°105/1

PELLETIER, M., JOERIN, F., VILLENEUVE, P., 2007, « La décision territoriale en conflit. Ville de Québec, 1989 à 2000. Essai de modélisation spatiale », *Environnement urbain*, vol. 1, pp. 77-95.

PERAL, A., CHIA, E., 2001, “Le devenir des exploitations agricoles périurbaines dans la commune de Lampa (Santiago du Chili) », *Cahier d’agricultures,* vol. 10, n°2, pp. 95-104

PERELMAN, M., 1979, « Marx, Malthus and the concept of natural resource scarcity, *Antipode* vol. 4, n°1, pp.80-91

PEREZ DE ARCE, R., 1996, « Los márgenes posibles del valle del alto Aconcagua. El valor propositivo de la representación arquitectónica”, *Arq*34*.* n°12, pp. 2-23

PERRIER-CORNET, P., (dir.), 2002, *A qui appartient l’espace rural ?*, Editions de l’Aube, DATAR, Paris, 141 p.

PEYRACHE-GADEAU, V., FLEURY, P., 2005, « L'agriculture actrice des constructions territoriales : une conception alternative à l'urbanisation du rural illustrée dans le sillon alpin », *Revue De Géographie Alpine*, vol. 93, n°4, pp. 11-19

PEZRES, E., 2010, « La permaculture au sein de l’agriculture urbaine : Du jardin au projet de société », VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement [Online], Volume 10 n°2

PFEIFFER, E., 2008, *Compléments à l’agriculture biodynamique*, EAR, 160 p.

PFLIEGER, G., 2011, « Santiago du Chili ou le prototype de la ville libérale, entre un Etat fort et des services collectifs privatisés » *in* Lorrain, D. (dir.), *Métropoles XXL en pays émergents*, Presses de Sciences Po, pp. 300-369

PFLIEGER, G., 2008, “L'usager et l'insoluble équation de la distribution d'eau. La privatisation du service à Santiago du Chili“, *Cosmopolitiques*, n° 17, pp. 153-172

PFLIEGER, G., MATTHIEUSSENT, S., 2008, “Water and power in Santiago de Chile: Socio-spatial segregation through network integration”, *Geoforum*, 11, vol. 39, n°6, pp. 1907-1921

PHYNE, J. A., 2010, “Comparative Political Economy of Rural Capitalism”*, Acta Sociologica*, June 01, vol. 53, n°2, pp. 160-180.

PIAJET, J., 1947, *La représentation du monde chez l’enfant*, PUF

PICON-LEFEBVRE, V., 2001, « Les nouvelles centralités ou les limites de la notion de projet urbain», *Géocarrefour*, vol. 76, n°1, pp. 55-57

PLIEZ, O., 2006, « Nomades d'hier, nomades d'aujourd'hui. Les migrants africains réactivent-ils les territoires nomades au Sahara ? », *Annales De Géographie*, vol. 115, n°652, pp. 688-707

POLANYI, K., 1983, [1944], *La grande transformation,* Gallimard, 467 p.

POUDYAL, N., HODGES, D., 2009, “Property taxation and rural land values: Their effect on private forestland ownership structure in Texas*”, Land use Policy*, n°26, pp. 1100-1105

POUDYAL, N.; HODGES, D., MERRETT, C., 2009, “A hedonic analysis of the demand for and benefits of urban recreation parks*”, Land use Policy*, n°26, pp. 975-983

POULOT M., 2013, « Du vert dans le périurbain », *EspacesTemps.net*, http://www.espacestemps.net/articles/du-vert-dans-le-periurbain-les-espaces-ouverts-une-hybridation-de-lespace-public/

POULOT M., 2008, « Les territoires périurbains : « fin de partie » pour la géographie rurale ou nouvelles perspectives ? », *Géocarrefour,* Vol. 83/4 | 2008

POULOT M., ROUYRES T., 2007, Vivre dans des espaces de faible densité aux portes d’une grande agglomération : l’exemple des campagnes franciliennes, in BARTHE L., CAVAILLE F., EYCHENNE C., PILLEBOUE J., Habiter et vivre dans les campagnes de faible densité, Presses Universitaires Blaise Pascal Clermont-Ferrand, CERAMAC n°23, p. 215-232

POULOT M., ROUYRES T., 2003, Les espaces ouverts en Ile-de-France : quels enjeux pour quels acteurs ?, Canadian Journal of Science/Revue Canadienne des Sciences régionales, vol. XXVI, 2&3, p. 431-446.

POUX X., NARCY, J.-B., RAMAIN, B., 2009, « Le saltus : un concept historique pour mieux penser aujourd’hui les relations entre agriculture et biodiversité », Courrier de l’environnement de l’INRA, n°57, pp. 23-34 PREVÔT-SCHAPIRA, M.-F., 2001

PREVÔT-SCHAPIRA, M.-F., (coord.), 2009, “La question environnementale en Amérique latine”, Cahiers des Amériques latines n°54-55, Editions de l’IHEAL

, « Buenos Aires, métropolisation et nouvel ordre politique », *Hérodote* n°101, pp. 122-152

PROST, B., 2003, « Ni institutionnels, ni fonctionnels, les territoires du périurbain », *Colloque territoires institutionnels, territoires fonctionnels*, Institut de recherche du Val de Saône-Mâconnais, Mâcon, 23-27 septembre 2003.

PROST, B., 2001, « Quel périurbain aujourd’hui ? », *Géocarrefour*, vol. 76 n°4, pp.282-289.

PROST, B., 1999, « Emploi public et territoires fragiles en Drôme et en Ardèche / Employment in the public sector and marginal territories in the departments of Drôme and Ardèche », *Revue De Géographie De Lyon*, vol. 74, n°2, pp. 131-140

PROST, B., 1991, « Du rural au périurbain : conflit de territoires et requalification de l'espace », *Revue de Géographie de Lyon*, vol. 66 n°2, pp. 96-102.

PUISSANT A., 2003, *Information géographique et image à très haute résolution en milieu urbain*, thèse de Géographie, Université Pasteur, Strasbourg, 343 p.

PULGAR, C., 2011, "La revolución en el Chile del 2011 y el movimiento social por la educación", *Le Monde diplomatique*

PUMAIN, D., 2004, "système", *Hypergéo*, http://www.hypergeo.eu/IMG/_article_PDF/article_5.pdf

QUINTANILLA, V., CASTILLO, M., 2009, "Degradación de ecosistemas de la palma más austral del mundo (*Jubae Chilensis*) acelerada por los fuegos estivales en los cordones litorales de Valparaíso y Viña del Mar (32°50'-33°02'S). Un caso sostenido de perturbación del paisaje", *Investigaciones Geográficas* n°41, pp. 41-60

QUINTANILLA, V., 1998, « Los incendios de vegetación en el cordón costero de Chile central. El apoyo de la cartografía para su gestión en la prevención y análisis. Caso de estudios", *Contribuciones Científicas y Tecnológicas, área Ingeniería y Tecnología*, n° 120, pp. 1-27

RADEL, C., 2005, Women's Community-Based Organizations, Conservation Projects, and Effective Land Control in Southern Mexico. *Journal of Latin American Geography*, vol. 4, n°2, pp. 7-34.

RAMIREZ, E., MODREGO, F., MACE, J. C., YÁÑEZ, R., 2009, "Dinámicas territoriales en Chiloé central : la fuerza de las coaliciones extra territoriales", documento de trabajo n°54, programa dinamicas territoriales, RIMISP, Santiago de Chile, 33 p.

RAYMOND R., 2004, *La nature à la campagne : identification sociale et argument pour la gestion d'un territoire rural partagé : l'exemple du Vexin français*, Thèse de Doctorat sous la direction d'Y. Luginbühl, Université Panthéon-Sorbonne Paris I

RECLUS E., 1998, *L'homme et la Terre*, La Découverte

REMY, J., 2002, « Les contrats territoriaux d'exploitation ou la découverte de la multifonctionnalité », *Agriculteurs, ruraux et citadins*, Educagri, Dijon, pp. 55-70

RENARD, V., 2003, « Villes et économie », *in* PRAGER, J.-C, *Les enjeux urbains des prix fonciers et immobiliers*, pp. 95-108.

REYES F.H., PONCET Y., ALVAREZ P., 2006, « Les communautés agricoles dans l'environnement libéral chilien : transformations foncières et risques environnementaux », *colloque international, les frontières de la question foncière*, Montpellier, www.mpl.ird.fr/colloque_foncier/Communications/PDF/Reyes.pdf

REYNOLDS, R., 2010, *La guérilla jardinière*, Ed. Yves Michel, 274 p.

RIDKER, R., HENNING, J., 1967, "The determinants of residential property values with special reference to air pollution", *Review of Economics and Statistics*, vol. 49, n°2, pp. 246-257

ROBERTSON, M., 2004, « The neoliberalization of ecosystem services: wetland mitigation banking and problems in environmental governance », Geoforum 34, pp. 361-373

ROBERTSON, M., 2000, «No Net Loss: Wetland Restoration and the Incomplete Capitalization of Nature», Antipode 32-4, pp. 463-493

RODIEK, J., 2008, « Protecting ecosystems and open spaces in urbanizing environments », *Landscape and Urban Planning* 84, pp. 3-6

RODRIGUEZ LEYTON B. G., 2006, *Análisis de la ocupación territorial en la franja periurbana al sur del área metropolitana de Valparaíso mediante imagen satelital. Casos de estudio Quilpué, Villa Alemana, Placilla y Laguna Verde.*, PUCV

ROJAS, E., GREENE, M., 1995, "Reaching the poor: lessons from the Chilean housing experience*", Environment and Urbanization*, October 01, vol. 7, n°2, pp. 31-50.

ROMERO, H., FUENTES, C., SMITH, P., 2010, « Ecología política de los riesgos naturales y de la contaminación ambiental en Santiago de Chile: necesidad de justicia ambiental. La planificación territorial y el urbanismo desde el diálogo y la participación », *Actas del XI Coloquio Internacional de Geocrítica*, Universidad de Buenos Aires, 2-7 de mayo de 2010

ROMERO, T., H., ROMERO, A., H., TOLEDO, X., 2009, "Agua, poder y discursos en el conflicto socio-territorial por la construcción de represas hidroeléctricas en la Patagonia chilena", *Anuario de estudios americanos,* vol.66, n°2, Madrid, pp. 81-103

ROSEMBERG M., 2000, *Le marketing urbain en question*¸ Economica

ROSEN, S., 1974, "Hedonic prices and implicit markets: product differentiation in pure competition", *Journal Political Economy*, n°82, pp. 34-55

ROUGE, L., 2005, *Accession à la propriété et modes de vie en maison individuelle des familles modestes installées en périurbain lointain toulousain – les « captifs » du périurbain ?*, Doctorat de Géographie, Université de Toulouse-Le Mirail, 381 p.

ROUQUIE, A., 1987, *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident*, Editions du Seuil, 484 p.

RUBINO, M.J., HESS, G. R., 2003, "Planning open spaces for wildlife 2: modeling and verifying focal species habitat*", Landscape and Urban Planning*, 6/15, vol. 64, n°1-2, pp. 89-104

RUSSELL, W.H., MCBRIDE, J.R., 2003, Landscape scale vegetation-type conversion and fire hazard in the San Francisco bay area open spaces*. Landscape and Urban Planning*, 8/15, vol. 64, n°4, pp. 201-208

SABATINI, F., ARENAS, F., NUÑEZ, A., 2011, "Identidades territoriales en Chile: entra la globalización y el regionalismo", *Scripta Nova,* vol. 15, n° 379

SABATINI, F., CACERES, G., CERDA, J., 2001, « Segregación residencial en las principales ciudades chilenas: Tendencias de las tres últimas décadas y posibles cursos de acción », *EURE (Santiago)*, vol. 27, n°82, p. 21-42

SABATINI, F., 2007, « Gated Communities and the Poor in Santiago, Chile: Functional and Symbolic Integration in a Context of Aggressive Capitalist Colonization of Lower-Class Areas", *Housing Policy Debate*, vol 18, n°3, pp. 507-606

SABINE H., 1999, « Croissance démographique à Marrakech par télédétection», *Télédétection* Vol 1, n°2, p. 71-94.

SALAZAR, G., 2010, « El pobre de hoy es el flaite", *La Tercera*, 03/09/2010

SALAZAR BURROWS, A., OSSES McINTYRE, P., 2008, "La ruralidad en la region metropolitana de Stgo de Chile (2002) : determinación y relación con los grupos socio profesionales", *Diez años de cambios en el Mundo, en la Geografía y en las Ciencias Sociales, 1999-2008. Actas del X Coloquio Internacional de Geocrítica*, Universidad de Barcelona, 26-30 de mayo de 2008

SALAZAR A., 2005, *Recomposition territoriale des espaces ruraux périurbains métropolitains : le cas de Santiago du Chili. Les communes rurales périphériques face à l'expansion urbaine*, Thèse de Doctorat sous la direction de Jean-Pierre Prod'Homme, INRA

SANDER, H., POLASKY, S., 2009, "The value of views and open space : Estimates from a hedonic pricing model for Ramsey County, Minnesota, USA*", Land use Policy*, n°26, pp. 837-845.

SANDOVAL, G., 2009, "Análisis del proceso de cambio de uso y cobertura de suelo en la expansión urbana del Gran Valparaíso, su evolución y escenarios futuros", Memoria de titulo, Universidad de Chile, 79 p.

SANTOS, M., 1996, *De la totalidad al lugar*, Barcelona: Oikos-Tau

SAYADI, S., GONZALEZ-ROA, M. C., CALATRAVA-REQUENA, J., 2009, "Public preferences for landscape features: The case of agricultural landscape in mountainous Mediterranean areas", *Land use Policy*, n°26, pp. 334-344.

SAYRE, N. F., 2009, "Land, labor, livestock and (neo)liberalism: Understanding the geographies of pastoralism and ranching", *Geoforum*, 9, vol. 40, n°5, pp. 705-706

SCHRADER, F., 1917, « L'évolution des cités », *Annales De Géographie*, vol. 26, n° 139, pp. 1-14

SEN, A., 2010, *L'idée de justice*, Flammarion, 558 p.

SENECAL, G., 2008, « L'analyse des métaphores et les modèles de la métropole nord-américaine : débat et proposition », *Métropoles*, n°3, pp.63-97

SENECAL G., 2007, « Métaphores et modèles en géographie urbaine : le continuum de l'école de Chicago à celle de Los Angeles », *Annales de Géographie* n°657

SENECAL, G., BHERER, L., 2009, *La métropolisation et ses territoires*, PUQ, 291 p.

SEPULVEDA, C., MOREIRA, A., VILLAROEL, P., 1997, "Conservación biológica fuera de las áreas protegidas", *Ambiente y desarrollo*, vol. XIII, n°2, pp.48-58

SILVA, E.R., 2011, "Deliberate improvisation: Planning highway franchises in Santiago, Chile", *Planning Theory*, February 01, vol. 10, n°1, pp. 35-52.

SILVERSTEIN, J., 2006, "Highway Run", *Harper's Magazine*, juillet 2006

SMITH, N., O'KEEFE, 1980, "Marx and the concept of nature", *Antipode* n°12, 1980, pp.30-39

SMOLKA, M., SABATINI, F., 2000, «The Land Market Deregulation Debate in Chile», *Land Lines,* vol.12, n°1

SOLIGNAC-LUANS F., 1996, « Quel projet pour la ville ? Le cas de Toulouse » *in* J.-P. Charrié (dir.), *Villes en projet(s)*, éditions de la MSHA

SOTO TELLO J. F., 2004, *Diagnóstico de la situación de las plantaciones frutales en laderas de cerros y caracterización de la sensibilidad ambiental de áreas de laderas no intervenidas, en la comuna de Quillota*, Universidad Católica de Valparaiso, Facultad de Agronomía, Taller de licenciatura, Quillota, 80 p.

SOYEZ, D., SCHULZ, C., 2008, "Facets of an emerging Environmental Economic Geography (EEG)", *Geoforum*, 1, vol. 39, n°1, pp. 17-19

STEIN, E., TOMMASI, M., 2007, *Policy making in Latin America. How Politics shapes Policies,* Harvard University

STEINER, R., 2006, *Agriculture, fondements spirituels de la méthode bio-dynamique. Cours aux agriculteurs 1924,* Editions anthroposophiques romandes, 320 p.

STILLERMAN, J., 2004, "Gender, Class and Generational Contexts for Consumption in Contemporary Chile"*, Journal of Consumer Culture*, vol. 4, n° 1, pp. 51-78

TARLET, J., 1977, « Milieu naturel et aménagement. Les méthodes de planification écologique », *Annales De Géographie*, vol. 86, n°474, pp. 164-200

TAYLOR, J., BROWN, D., LARSEN, L., 2007, "Preserving natural features: A GIS-based evaluation of a local open-space ordinance*", Landscape and Urban Planning 82*, vol. 82, pp. 1-16

TELLER J., 2003, « A spherical metric for the field-oriented analysis of complex urbain open spaces », *Environment and Planning B*, 30, pp. 339-356

TENEDERIO J. A., 1998, *Télédétection en milieu périurbain : détection et localisation du changement de l'occupation du sol par intégration des données satellites Spot HRV dans un système d'information géographique,* Doctorat de Géographie, Université de Paris 12, 254 p.

THERY, H., 1996, *Pouvoir et territoire au Brésil, de l'archipel au continent,* Editions de la MSH, 232 p.

THUILLIER G., 2006,"Les quartiers enclos à Buenos Aires : la ville privatisée ?", *Géocarrefour*, Vol. 81, n°2 : *Public-privé : enjeux de la régulation des territoires locaux*, pp. 151-158

THUILLIER G., 1998, *La ville privée : country clubs et quartiers fermés dans le grand Buenos Aires*, Paris, Université de Paris X-Nanterre, Mémoire de DEA

TOMAS, F., 2001, « L'espace public, un concept moribond ou en expansion ? », *Géocarrefour*, vol. 76, n°1, pp. 75-84

TORCHE, F., 2005, "Unequal But Fluid: Social Mobility in Chile in Comparative Perspective*", American Sociological Review*, June 01, vol. 70, n°3, pp. 422-450.

TRIVELLI, P., 2010, "Urban Structures, Land Markets, and Social Housing in Santiago, Chile", rapport pour la BID, 116 p.

TRIVELLI, P., NISHIMURA, Y., 2010, "The sustainability of urban heritage preservation : interventions to support economic and residential investments in urban heritage areas of Latin America and the Caribbean : case study Valparaiso", rapport BID, 112 p.

TRIVELLI, P., 1972, « La estructura financiera del municipio chileno », *Revista Eure*, pp.43-53

TROIN, J.-F., 1986, « Montagnes et villes dans le Nord-Ouest du Maroc », *Revue De l'Occident Musulman Et De La Méditerranée*, vol. 41, n°1, pp. 209-215

TULET J.-C., 2002, « Agricultures et marchés nationaux en Amérique latine » in *Cahier des Amériques latines* n°40 : « Agricultures et marchés nationaux », Éd. de l'IHEAL, Paris, 2002/2, pp. 13-95

VAGUET A., VAGUET O., BOURCIER A., 1996, « De la morphologie urbaine à l'analyse spatiale. L'image satellitaire de la cinquième métropole de l'Inde : Hyderabad », *Bulletin de la société géographique de Liège* n°32, pp. 370-374

VALDES, A., 2011, *Minéralogie et géochimie du matériel particulaire respirable (PM 10 et PM2.5), présent dans l'air de Santiago, Chili. Contribution à sa caractérisation et à l'identification de ses sources*, Thèse de Doctorat en Sciences de la Terre, Université de Toulouse III-Paul Sabatier, 267 p.

VALENZUELA, J. P., 2008, *Análisis descriptivo de la situación financiera de los municipios en Chile*, rapport BID, 77 p.

VALENZUELA, J. P., 2010, *Informe preliminar sobre descentralización en Chile. Elementos de contexto*, BID, 11 p.

VAN AUSDAL, S., 2009, "Pasture, profit, and power: An environmental history of cattle ranching in Colombia, 1850–1950*", Geoforum*, 9, vol. 40, n°5, pp. 707-719

VANDERMOTTEN, C., 2009, « Les villes qui gagnent, les villes qui perdent. Forces et faiblesses des régions métropolitaines européennes », *Futuribles*, n°354, pp. 61-71.

VANIER, M., 2005, « Rural-Urbain : qu'est-ce qu'on ne sait pas ? » *in* ARLAUD, S.; JEAN, Y.and ROYOU, D., *Rural-urbain : Nouveaux liens, nouvelles frontières,* Presses universitaires de Rennes, pp. 25-32

VANIER M., 2005, « La relation ville/campagne excédée par la périurbanisation », *in Cahiers français* n° 328, pp. 13-17

VANIER, M., 2003, Le périurbain à l'heure du crapaud buffle : tiers espace de la nature, nature du tiers espace, *Revue De Géographie Alpine*, vol. 91, n°4, pp. 79-89

VANIER M., 2000, « Qu'est ce que le tiers espace ? » *Changer de regard sur le périurbain, dynamiques et gestion des territoires en Région Urbaine de Lyon*, Quatrième Forum, jeudi 8 juin 2000, Charbonnière les Bains.

VÁSQUEZ LEON, C.I., FERMÁN ALMADA, J.L., 2010, "Evaluación del impacto socioeconómico de la Reserva de la Biosfera Alto Golfo de California y Delta del Río Colorado en la actividad pesquera ribereña de San Felipe, Baja California, México", *Región y Sociedad*, vol. 22, n°47, pp. 31-51

VELUT, S., 2009, « Argentine-Chili : une si longue frontière », *Confins* [Online], 7 | 2009, Consulté le 14 Mai 2012, URL : http://confins.revues.org/6095

VELUT, S., FALIES, C., 2008, « Marges urbaines et marges rurales entre Santiago du Chili et Valparaíso », *Autrepart* n° 45, p. 207-219

VELUT S., GHORRA-GOBIN C., 2006, « Les rapports public-privé, enjeu de la régulation des territoires locaux », *Géocarrefour* n°81/2

VELUT S., CARRIZO S., 2005, « Nouvelles territorialités en Amérique australe. Activités énergétiques et intégration dans les terres et les mers magellanes », *L'Espace géographique n°34*, 2005/2

VENEGAS, F., 2009, *Los herederos de Mariana Osorio. Comunidades mestizas de Olmué : Repúblicas campesinas en los confines del Aconcagua Inferior, ss. XVII-XXI*, 350 p.

VENEGAS, F., 2000, *Limache y su memoria histórica. Desde la Conquista Española hasta la llegada el Ferrocarril (1541-1856),* La Prensa, Limache, 252 p.

VENNETIER P.(dir.), 1989, *La péri-urbanisation dans les pays tropicaux*, Centre d'Etudes de Géographie Tropicale, CNRS, Bordeaux, 384 p.

VENNETIER P., 1976, « La croissance périphérique des villes : naissance et développement d'une banlieue brazzavilloise » *in* DURAND-LASSERVE A., AUGER A., VENNETIER P., *La croissance urbaine dans les pays tropicaux : croissance périphérique des villes, cas de Bangkok et de Brazzaville*, Centre d'études de géographie tropicale, Talence, pp. 255-286

VIALOU, A., VIALOU, D., 1994, « Les premiers peuplements préhistoriques du Mato Grosso », *Bulletin De La Société Préhistorique Française*, vol. 91, n°4, pp. 257-263

VIDAL ROJAS, R., 2002, "Reconfiguración de la periferia del Gran Santiago : previsión de las nuevas tendencias observadas", *Revista de Geografía Norte Grande*, n°29, PUC, Santiago, pp.39-55

VIGNAUD, H., 1922, « Le problème du peuplement initial de l'Amérique et de l'origine ethnique de la population indigène *», Journal De La Société Des Américanistes*, vol. 14, n°1, pp. 1-63

VIGOUR C., 2005, *La comparaison dans les sciences sociales*. *Pratiques et méthodes*, Editions La Découverte, Paris, 335 p.

VILLALOBOS R., S. *et allii,* 1974, *Historia de Chile*, Editorial Universitaria, 869 p.

VILLENEUVE, P., *et al*., 2009, « Les conflits urbains : une approche analytique », *Environnement urbain*, vol. 3, pp. 1-8.

VOGT, C., MARANS, R., 2004, "Natural resources and open space in the residential decision process: a study of recent movers to fringe counties in southeast Michigan", *Landscape and Urban Planning*, vol. 69, pp. 255-269

WARD THOMSON C., 2002, « Urban open space in the 21st century », *Landscape and Urban Planning* 60, pp. 59-72

WEBER C., 1995, *Images satellites et milieu urbain*, Hermès, Paris, 185 p.

WEBER, J., 2003, « L'évaluation contingente : les valeurs ont-elles un prix ? », http://www.ceri-sciences-po.org

WHITE K., 2006, *Un monde ouvert. Anthologie personnelle,* Editions Gallimard, 381 p.

WILSON, A.G., 2000, *Complex spatial systems : the modelling foundations of urban and regional analysis,* Pearson Education, London

YOULTON MILLÓN C. P., 2005, *Cuantificación de la erosión en camellones a favor de pendiente para el cultivo frutal de laderas en el Valle de Quillota, V Región, Chile*, Facultad de Agronomía de la PUCV

ZEGRAS, C., 2010, "The Built Environment and Motor Vehicle Ownership and Use: Evidence from Santiago de Chile", *Urban Studies*, vol. 47, n°8, pp. 1793-1817

Sites Internet

Revues en ligne

http://www.cepchile.cl/, site du *Centro de estudios públicos*, « fondation privée à but non lucratif, de caractère académique et dédié aux thèmes publique, dont le but est l'étude et la diffusion des valeurs, principes et institutions servant de base à une société libre » avec les articles de la les articles de nombreuses revues scientifiques, dont ceux de la revue EURE, *Estudios urbanos regionales*, de la Pontificia Universidad Católica de Chile.

http://www.scielo.cl/, site de la *Scientific electronic library on-line* réalisé en collaboration avec le Conicyt et publiant

Site des institutions

http://www.sinim.gov.cl/

http://www.ine.cl/, site de *l'Instituto Nacional de Estadísticas* avec chiffres et indicateurs des principaux secteurs économiques chiliens, ainsi que des synthèses évolutives, du secteur primaire notamment, entre deux recensements.

http://www.chile.ird.fr/, site de l'Institut de Recherche pour le Développement, présentant les travaux récents effectués au Chili.

http://www.fao.org/, site de la *Food and Agriculture Organization of the United Nations*, présentant les différentes aides au développement agricole et les débats actuels d'envergure internationale concernant l'agriculture et l'alimentation.

http://www.agricultura.gob.cl/, site du ministère de l'Agriculture chilien avec tous les liens vers les organismes dépendant de sa juridiction, comme le SAG, l'INDAP, l'ODEPA.

http://www.chileriego.cl/opensite/portal.asp, site de la *Comisión Nacional de Riego*, proposant des articles et des dossiers régionaux ou thématiques sur le thème de l'irrigation des espaces agricoles.

http://www.conaf.cl/, site de la *Corporación Nacional Forestal* qui propose statistiques, photographies et données sur le milieu naturel chilien, notamment sur ses parcs, réserves et monuments nationaux.

http://www.conama.cl/, site de la *Comisión Nacional del Medio Ambiente* qui donne au niveau national et régional des indications sur l'environnement et les textes de lois encadrant son développement.

Outils en ligne

http://www.sinia.cl/portal/, Site du *Sistema Nacional de Información Ambiental* offrant la possibilité d'y télécharger des cartes et des statistiques.

http://www.bcn.cl/portada_siit.html, site de la *Bibiloteca del Congreso Nacional* qui propose un service digital d'information territoriale sur http://siit.bcn.cl/bcn/viewer.asp.

http://www.mapas.moptt.cl/, site proposé par le gouvernement chilien avec des cartes téléchargeables modulables et de l'échelle régionale à l'échelle communale.

Sites portant sur la Cinquième région de Valparaíso et sur la zone d'étude

http://www.gorevalparaiso.cl/, site du gouvernement régional de Valparaíso.

http://www.mercuriovalpo.cl/, site du quotidien régional mais de portée nationale, *El Mercurio de Valparaíso*, qui propose un supplément hebdomadaire sue l'agriculture, *El Mundo del Agro*, bénéficiant de la collaboration de spécialistes et d'un excellent moteur de recherche.

GLOSSAIRE

Afuerino : migrant agricole.

Alcalde : maire d'une municipalité.

Asado : barbecue chilien constitué de viande de porc d'abord – dans le choripán, une saucisse dans un morceau de pain -, de cuisses de poulet ensuite puis de viande rouge. Il est réalisé autour du *quincho* –lieu dédié dans chaque maison ou sur le toit de chaque immeuble au barbecue- et sur la *parrilla* –grille- et accompagné de salades, de riz et de pommes de terre ainsi que de bière, de vin rouge, de sodas. Il s'agit du repas dominical le plus répandu pris généralement à partir de trois ou quatre heures de l'après-midi. L'a*sado* fait la fierté des hommes qui le préparent et donne même lieu à des concours de photo sur Internet à qui réalisera la plus belle *parrillada* – disposition de viandes sur la grille.

Asentamiento : littéralement, établissement, installation.
Coopérative paysanne se substituant à l'ancienne direction patronale des *latifundia*, sous l'impulsion de la loi de Réforme agraire du gouvernement Frei du 18 juillet 1967. La loi dans le chapitre 1, article 66, les définit ainsi : « L'*asentamiento* est une étape transitoire et initiale dans l'organisation sociale et économique des paysans, durant laquelle on travaille les terres expropriées, pendant une période (quatre ans) qui va de la prise matérielle du *latifundium* par la corporation de la réforme agraire jusqu'à l'assignation définitive des terres en accord avec la loi. », selon B. Falaha, *Création sociale dans la réforme agraire chilienne*, L'Harmattan, Paris, 1996, 260 p. L'*asentado* est l'agriculteur que l'on installe dans ce contexte sur une terre pour qu'il la travaille.

Bosque nativo : formation végétale arborée sclérophylle composée principalement d'espèces comme le *boldo* (*Peumus boldus*), le *quillay* (*Quillaja saponaria*), le *litre* (*Lithrea caustica*), le *peumo* (*Cryptocaria alba*), le *maiten* (*Maytenus boaria*). Localement comme au nord du Parque Nacional de La Campana, il peut être associé au palmier chilien (*Jubaea chilensis*), une espèce endémique. En fait, il s'agit d'une forêt endémique encore préservé face aux espèces exotiques plantées comme l'*Eucalyptus globulus.*

Cabañas : installations touristiques des plus rudimentaires (type refuge de montagne) aux plus luxueuses (type resort avec piscine et spa) qui forment la pierre angulaire du développement de l'hébergement touristique rural au Chili comme les gîtes ruraux en France, les *lodges* au Etats-Unis ou les *bed and breakfast* dans les îles britanniques. Ils sont le fruit de l'initiative privée, même s'il existe quelques possibilités de subvention par l'INDAP dans certains programmes d'agro-tourisme. Ils correspondent à la fois à un goût des Chiliens pour le tourisme de courte-durée, - dans un système laboral qui n'offre aux salariés que deux semaines de congés payés -, de contemplation de la nature et pour les *asados,* et à des stratégies de valorisation économique de terrains encore non bâtis dans un contexte où la construction est peu coûteuse.

Camioneta : pick-up, véhicule utilitaire, très présent dans les zones rurales chiliennes qu'il permette le transport de marchandises, la circulation tout-terrain sur les pistes en terre ou qu'il soit un signe extérieur de richesse signifiant pour les urbains une possession terrienne (TULET, J.-C., 2002).

Cancha : dans son acception courante, il s'agit d'un terrain de football même si d'autres sports comme le rugby s'y développent. Il s'agit en effet d'un mot d'origine quechua commun à toutes les langues sud-américaines même au *mapudungun* (langue d'origine du peuple Mapuche, qui habite la zone centre-sud du Chili et de l'Argentine). Parmi ses multiples acceptions, *cancha* signifie un espace délimité mais vide, qui fut l'unité de composition architectonique de base dans l'architecture inca, une sorte d'équivalent rural de la place.

Cerro : littéralement, colline. Dans la région centrale, les *cerros* correspondent aux hauteurs de la Cordillère de la Côte. Ce sont donc les *laderas* - versants - *de cerros* qui sont colonisés par les arbres à avocats et à agrumes ou par les *parcelas de agrado*. Par extension, ce terme est aussi utilisé pour désigner tout point haut par rapport à un point haut. Ainsi des dunes anciennes peuvent être appelées *cerros* quand on les désigne depuis la plage.

Chacra : petite parcelle agricole travaillée par l'*inquilino* dans le cadre d'un *fundo.*

Colectivos : taxis collectifs de couleur noire, sillonnant la vallée chargés généralement de quatre personnes. Leur terminus se situe à la gare désaffectée de Quillota et ils permettent de se rendre dans chaque secteur, pour une somme, légèrement plus élevée qu'un voyage en autobus, puisqu'une course varie entre 300 pesos et 400 pesos, au lieu de 150 pesos dans un bus. Mais les *colectivos* sont plus nombreux et peuvent déposer les passagers jusque dans les chemins ruraux, moyennant un supplément. Ce service privé est très important socialement, puisque seulement 22 % de la population communale possède une voiture.

Comuneros: ce sont les titulaires de droits sur les terrains communs dont le nom figure sur la liste validée par le *Conservador de Bienes Raíces.* De façon métaphorique et parfois péjorative, ils peuvent aussi se faire appeler *indios* même s'ils ne font pas partie des minorités indigènes du pays, juste pour signifier que leurs droits sur les terres communales remontent à une époque précédant l'indépendance du pays en 1810.

***Condominio* :** ensemble résidentiel fermé qu'il s'agisse d'une tour d'habitation ou plus souvent d'un lotissement. La gestion y est partagée à des degrés divers par les habitants appartenant le plus souvent aux classes sociales intermédiaires ou supérieures. Le terme a donc également une connotation sociale.

Conservador de Bienes y Raíces : Leurs charges peuvent être comparées à celles des notaires mais elles sont officiellement héréditaires.

Contratista : employé agricole d'un *fundo* qui est chargé par son *patrón* ou par l'*administrador* du recrutement d'autres ouvriers agricoles. Ce système tend à disparaître en raison du risque social que sont supposés représenter les liens interpersonnels des employés au sein de l'exploitation.

Director de Obras : au sein d'une mairie, responsable des questions d'urbanisme et de travaux publics.

Encomienda : statut sur lequel se sont basées les premières installations espagnoles au Chili. Le bénéficiaire d'une *encomienda* à qui l'on remettait un groupe d'indiens dont il pouvait utiliser la main-d'œuvre, à charge pour lui de leur assurer une protection et une formation chrétienne, n'était en aucune manière fondé à considérer comme siennes les terres de ses indiens. Le bien foncier de tout colon se limitait d'une part au *solar*, parcelle urbaine, en vue d'y construire sa maison, et d'autre part à la *chacra*, qu'il faisait cultiver dans les environs immédiats de la ville pour satisfaire aux besoins de sa famille, et associant traditionnellement maïs, haricot et pomme de terre.
On voit ici en quoi l'intérêt pour la propriété du sol a été assez tardif au Chili central et également que son exploitation a dès le début été associée au monde urbain.

Estancia : grande propriété située dans la Cordillère et à peine considérée comme une exploitation agricole, tant l'élevage y est extensif.

Feria : marché couvert ou à l'air libre, de détail ou de gros.

Fundo : grande propriété issue d'une *hacienda*, la plupart du temps à la suite d'un partage successoral, exceptionnellement à la suite d'une subdivision par vente. A la veille de la Réforme agraire, autant les *haciendas* étaient des survivances du passé, autant les *fundos* représentaient la forme la plus dynamique de la grande propriété terrienne du Chili central, depuis les subdivisions de type moderne des dernières décennies du XIXe siècle. Comme les terres disponibles n'étaient plus illimitées, les contrats d'inquilinage tendaient à diminuer la part des avantages en nature et à augmenter celle des salaires. Les *fundos* gardaient aussi une certaine fidélité à la culture du blé et à l'élevage extensif mais ils recherchaient parallèlement une production plus diversifiée, plus adaptée aux vicissitudes du marché et par conséquent plus cyclique.

Goce singular : c'est une portion déterminée du terrain qui appartient à la communauté que l'on confie de façon permanente et exclusive à un *comunero* et à sa famille pour son exploitation ou sa culture.

Hacienda : immense propriété pouvant couvrir de 5 à 20 000 hectares dans les vallées du Chili central et jusqu'à 200 000 hectares dans la Cordillère, véritable microcosme dont les limites s'appuyaient sur les crêtes naturelles.

Huaso : personnage légendaire ou incarné, représentatif de la culture rurale des anciens colons du Chili central. Equivalent du *gaucho* argentin, il sillonne à cheval les vallées chiliennes avec son chapeau à bord plat et son poncho, à la recherche de quelque *medialuna* pour pratiquer le *rodeo.* Associés en clubs, les *huasos* aujourd'hui, qui ont perdu leur accent et leurs habitudes quotidiennes, font plus partie du folklore régional voire national, que du paysage humain habituel d'une région centrale qui a presque perdu toute tradition d'élevage bovin, au profit de la production légumière ou fruticole.

Inquilinos : ouvriers agricoles liés au grand *latifundium* par une relation de travail et une relation sociale stable puisque vivant généralement sur la propriété exploitée du patron. Ils reçoivent un salaire et sont hébergés en l'échange de leur travail.

Invernadero: serre, le plus souvent en plastique. Les serres sont aussi appelées *naves*, puisqu'elles ressemblent à des coques de bateaux retournés.

Juntas de vecino : « organisations communautaires à base territoriale, représentatives des personnes qui résident dans une même *Unidad vecinal* [ou unité de voisinage] et dont l'objectif est de promouvoir le développement communautaire, de défendre les intérêts et de veiller au respect des droits des voisins, tout en collaborant avec les autorités de l'Etat et de la municipalité. » Pierre angulaire de la démocratie participative chilienne, la *junta de vecino* est bien souvent la seule organisation existante en milieu rural.

Latifundio : terme générique, plutôt employé d'ailleurs par des géographes et des économistes que par les acteurs locaux, servant à désigner la grande propriété exploitée de manière extensive dont les *estancias* et les *haciendas* sont des avatars. Les *latifundios* sont structurellement liées aux *minifundios*, petites parcelles surexploitées et non viables, confiées par la *patrón* à ses *inquilinos*, appelées *chacras* au Chili. Le couple *latifundio*/*minifundio* par sa faible rentabilité liée à une mauvaise et inégale distribution des terres est l'argument utilisé par les partisans des réformes agraires en Amérique latine.

Lluvia: portion déterminée du terrain qui appartient à la communauté attribuée de façon temporaire à un *comunero* et à sa famille.

Majada : Il s'agit d'un ensemble de constructions composé d'une bergerie, de cabanes d'habitation, d'un four en terre, d'un corral pour le bétail, d'une fromagerie, d'une porcherie et d'un poulailler, sans oublier les niches pour les nombreux chiens de chasse qui servent à éloigner les renards, les chiens de berger vivant eux dans la bergerie même avec le troupeau. Tous ces bâtiments sont en *adobe* ou en matériaux légers sauf les corrals, en pierre. Dans le meilleur des cas, chaque *majada* possède un groupe électrogène mais en aucun l'électricité ni l'eau courante. Il s'agit donc d'installations précaires dans la mesure où elles n'ont pas vocation à durer et parce que les conditions de vie y sont particulièrement difficiles pour les enfants et les personnes âgées en particulier mais aussi parce qu'elles n'ont pas vocation à être habitées toute l'année.

Mall : centre commercial de grande superficie construit sur le modèle nord-américain. Y sont implantés des supermarchés comme Líder, Jumbo ou Santa Isabel.

Matorral : formation végétale ouverte poussant sur les collines de sol calcaire et sec.

Medialuna **:** arènes de forme circulaire où se pratique le *rodeo*, sport national chilien, surtout dans la région centrale.

Mediero : métayer. Il reçoit en échange de son travail, un pourcentage de la production de la parcelle qu'il exploite, variable selon le type de contrat oral passé avec le propriétaire. Une partie de cette rétribution en nature est commercialisée par le métayer, ce qui lui apporte une disponibilité numéraire.

Merced de tierra : type de concession de terre succédant à l'*encomienda* vers 1600 dans la région centrale et ouvrant l'histoire de la propriété terrienne au Chili. Elle correspondait encore à la prédominance des mines et on la sollicitait davantage en prévision de l'avenir que par nécessité immédiate de l'exploitation de la terre. Elle eut pourtant pour effet de réduire de fait la surface des terres appartenant aux Indiens et de démanteler définitivement leurs structures sociales traditionnelles.

Micro : bus d'une trentaine de places appartenant à des compagnies privées.

Palta : terme chilien désignant l'avocat, appelé *aguacate* en Espagne ou au Mexique.

Palto : avocatier

Panamericana : « Système si vaste, si incomplet et si incompréhensible que c'est moins une route que l'idée même de panaméricanisme » (SILVERSTEIN, J., 2006). La route panaméricaine permet de relier les Amériques du nord au sud sur plusieurs dizaines de milliers de kilomètres et en traversant pas moins de 11 pays. La route originelle esquissée au début du XXe siècle se terminait à Santiago même. C'est pour cette raison qu'on parle de Panaméricaine au sens strict au nord de Santiago au lieu de *Ruta 5* qui est le nom national pour cette route de direction méridienne qui se termine à Puerto Montt où elle est prolongée par la *Carretera Austral* jusqu'en Terre de Feu.

Parcela de agrado : parcelle de 5000 m² établie légalement en zone rurale et qui entraîne généralement un changement dans l'usage des sols agricoles en faveur de constructions résidentielles. Littéralement parcelles d'agrément mais certains auteurs utilisent l'expression « *pleasure lots* » car elles sont généralement achetées par des urbains néo-ruraux qui y bâtissent leur résidence principale ou secondaire pour profiter d'un cadre paysager plus amène qu'en ville.

***Parceleros* :** habitants des *parcelas de agrado.*

Patrón : nom respectueux donné au propriétaire de l'exploitation ou de la parcelle par les *inquilinos* ou les *medieros*, dans un contexte de relations de travail paternalistes.

Peladero : voir *Potrero*

Peso : monnaie chilienne, relativement stable, depuis une vingtaine d'années. Cent pesos correspondent à un peu moins de 0,15 euros.

***Pirque* :** murs de pierres sèches permettant de limiter les *latifundios* et le passage des troupeaux.

Población : implantation humaine au sein d'une commune qui peut être spontanée ou s'organiser en lotissement. Elle a également une connotation sociale.

Potrero : au sens strict, paddocks qui servent à faire paître les chevaux entre deux courses ou même des genres de terrain vague appelés *peladeros,* avec la même fonction d'origine mais sans plus aucune végétation. Les enfants y pratiquent le cerf-volant, un loisir national au Chili.

Regadío ou ***riego*** : ensemble des terres irriguées.

Secano : dans les paysages de Huerta méditerranéenne, le *secano* correspond à l'ensemble des terres non irriguées.

Temporero : travailleur saisonnier ou journalier.

Terreno común: partie de la propriété d'une communauté sur laquelle aucun *goce singular* ou *lluvia* n'ont été constitués.

Terruño : terroir ou plutôt pays natal. Ce mot, très peu employé, sert à désigner le rapport, souvent nostalgique, en tout cas affectif, qu'entretient une personne avec son lieu d'origine, notamment en situation d'exil.

UF : La *Unidad de Fomento* (UF) permet depuis 1967, et un contexte de forte inflation de déterminer le prix de l'immobilier en prenant en compte le coût de la construction, la valeur de la construction et la valeur du peso chilien. Cet indice est actualisé quotidiennement mais correspond en moyenne à 40 dollars.

Unidad vecinal : « Le territoire, déterminé conformément à la " *Ley n°19 418 del 09/01/1997, sobre Juntas de Vecinos y demás Organizaciones Comunitarias*" par lequel se subdivisent les communes, en vue de décentraliser les affaires communales et de promouvoir la participation citoyenne et la gestion communautaire, et sur lequel se constituent et se développent les fonctions des *juntas de vecinos.* »

Villorio : village ou gros hameau faisant partie de la juridiction de la municipalité.

CONAF : *Corporación Forestal Nacional*.

CONAMA : *Corporación Nacional del Medio Ambiente*

CORFO : *Corporación de Fomento de la Producción*

CORE : *Consejo Regional*. Les conseillers sont élus jusqu'en 2013 de façon indirecte et non proportionnelle par les gouverneurs de province ce qui pouvaient rentrer en contradiction avec les décisions de leur président, l'intendant de région, nommé, lui, par le Président. Une réforme constitutionnelle est en cours pour changer ce mode de scrutin.

INDAP : *Instituto de Desarollo Agropecuario*. « Organisme public décentralisé, dépendant du ministère de l'Agriculture, créé en novembre 1962 et ayant pour objectif principal d'encourager le développement de la petite agriculture », c'est-à-dire, concernant des agriculteurs possédant moins de 5000 m². « L'INDAP est présent dans toutes les régions du pays, à travers ses 13 directions régionales qui opèrent comme instances de coordination, d'articulation et de mise en oeuvre sur le terrain des programmes élaborés à l'échelon national. Les directions régionales élaborent des stratégies d'intervention pour leurs territoires, alimentées par les politiques nationales et par les priorités des gouvernements régionaux. Le service aux clients et la prestation des services institutionnels sont fournis dans les 111 unités opérationnelles

comprenant des agences de zone, des bureaux de secteurs et des bureaux mobiles. Du point de vue de la modalité de prestation de services, l'INDAP, de même que le reste des institutions publiques, s'inscrit dans le modèle d'un secteur public qui participe à l'élaboration, au financement, au suivi et à l'évaluation des programmes publics, mais non à leur mise en œuvre directe. La mise en œuvre des programmes est effectuée par l'intermédiaire d'un marché d'opérateurs (externes) agissant en tant que tiers et possédant les méthodologies et les connaissances requises pour assister et intervenir techniquement dans les projets productifs des agriculteurs, les décisions économiques restant du ressort de l'exploitant agricole » (ALVEAR GOMEZ, J. J., CANALES RIOS, C., BLANCO PARRA, B., LEPORATI NERON, M., 2010)

PRODESAL : Organisme dépendant de l'INDAP et chargé du développement local en accord avec les municipalités.

PREMVAL : *Plan Regulador Intercomunal del Gran Valparaíso*. Il date de 1965 et n'a toujours pas donné lieu à une révision conséquente. 8 communes autour de Valparaíso et Viña del Mar avec du nord au sud Puchuncaví, Quintero, Concón, Villa Alemana, Quilpué et Casablanca.
PRMS : *Plan Regulador Metropolitano de Santiago. Il s'est constitué en cinq étapes justifiées* par la croissance urbaine étalée de l'agglomération : 1960 correspond au premier plan régulateur intercommunal de Santiago, le PRIS, qui donna les bases d'un premier réseau de transports et de services urbains à la ville ; 1979 marque le début de la politique nationale de développement urbain visant à libéraliser le marché foncier ; en 1994 est établi le premier PRMS au sens strict qui prend en compte au moins dans le titre le caractère métropolitain de l'agglomération ainsi qu'une vision à plus long terme : il s'agit donc d'un changement d'échelle dans la conception de la planification ; et de l'introduction dès 1997 de la politique de « planification conditionnelle» d'abord dans la province de Chacabuco au nord de l'agglomération intégrée au PRMS en 1998 puis au sud en 2006. L'actualisation de 2008 a quant à elle trois objectifs qui sont autant d'axes de travail pour les 37 communes désormais comprises dans le PRMS : augmenter la disponibilité en espaces verts par la création d'un système d'espaces verts ; diminuer la ségrégation socio-spatiale tout en élargissant le périmètre urbain; améliorer la connectivité centre-périphérie à travers les infrastructures de transport.

SAG : *Servicio Agrícola y Ganadero*. « Organisme public décentralisé qui contribue au développement et à l'amélioration de la compétitivité de l'agriculture, de l'élevage et de l'exploitation forestière nationaux, à travers sa politique sanitaire végétale ou animale. »

SEREMI : Les *Secretaría Regional Ministerial* sont les organes déconcentrés des ministères d'Etat. Chaque secrétaire régional ministériel représente donc son ministre dans chaque région et a comme premier interlocuteur l'intendant de région nommé par le Président à a tête de chaque région.

TABLES

TABLE DES CARTES

Carte 1. Les régions du Chili 10
Carte 2. Les provinces de la région centrale du Chili 10
Carte 3. Situation de la région d'étude 11
Carte 4. Une « ceinture verte » entre les agglomérations de Santiago du Chili et de Valparaiso ? 16
Carte 5. « Espaces verts » recensés par chaque commune dans la région centrale du Chili en 2009 18
Carte 6. Population urbaine dans la région centrale du Chili en 2009 18
Carte 7. Zones urbaines et rurales dans la région centrale du Chili en 2010 (SINIM) 59
Carte 8. Evolution de la part des terres agricoles dans la région centrale du Chili entre 2001 et 2010 61
Carte 9. Variation annuelle du nombre d'habitants par commune dans la région centrale du Chili entre 2002 et 2009 110
Carte 10. Variation annuelle du nombre de résidences dans la région centrale du Chili entre 2002 et 2012 110
Carte 11. Variation du nombre de résidences par commune dans la région centrale du Chili entre 1992 et 2002 111
Carte 12. Variation du nombre de résidences par commune dans la région centrale du Chili entre 2002 et 2012 111
Carte 13. Accessibilité dans la région centrale du Chili 114
Carte 14. Espaces ouverts et accessibilité au quotidien à Lampa (secteur Batuco) 119
Carte 15. Occupation des sols dans la région centrale du Chili en 2010 (*CONAMA, SPOT, IGM*) 128
Carte 16. Identification de *parcelas de agrado* dans la région centrale du Chili en 2010 (SINIM) 137
Carte 17. Une pauvreté persistante dans la région centrale du Chili 174
Carte 18. Exemptions fiscales dans la région centrale du Chili 209
Carte 19. Identification d'incendies dans la région centrale du Chili par télédétection (2010) et observation directe (2012) 257
Carte 20. Evolution de la fiscalité municipale dans la région centale du Chili entre 2002 et 2012 274
Carte 21. Des communes de plus en plus riches dans la région centrale du Chili entre 2002 et 2012 276
Carte 22. Des communes plus riches mais aussi plus peuplées entre 2001 et 2010 dans la région centrale du Chili 276
Carte 23. Planification dans la région centrale du Chili 283

TABLE DES FIGURES

Figure 1. Nombre d'articles référencés sur Persée faisant référence aux espaces ouverts entre 1917 et 2006 21
Figure 2. Les chemins d'accès pour l'étude du *Fundo Santa Laura* entre la Région de Valparaíso et la Région Métropolitaine : convergences de méthodes et rencontres entre acteurs (légende commune avec la Figure 1) 46
Figure 3. La production de l'espace ouvert 50
Figure 4. Evolution de la structure agraire de la commune de Lampa de 1967 (début de la Réforme agraire) à 2007..... 69
Figure 5. La parcelle agricole Rivarola de Bruno D. face à l'avancée du front urbain entre 2004 et 2011 (source : Google Earth). 71
Figure 6. Croissance urbaine horizontale de Santiago au cours du XXe siècle (VIDAL ROJAS, R., 2002) 73
Figure 7. Evolution des coûts du logement social dans la Région métropolitaine (1994 ; 1998-1999 ; 2002-2004), (TRIVELLI, P., 2010)..... 78
Figure 8. Distance moyenne des ensembles de logement social au centre (en vert) et aux centres secondaires (en noir). La commune de Lampa est dans la province de Chacabuco (TRIVELLI, P., 2010)..... 78
Figure 9. Impact spatial de deux projets de logement social « *Techo para Chile* » dans la zone rurale de la commune de Lampa (source : Google Earth) 80
Figure 10. Le cheval, omniprésent sur les espaces ouverts. 92
Figure 11. Les *majadas* : des logements fonctionnels conçus pour être temporaires, Lampa 95
Figure 12. Changement d'occupation des sols dans la région centrale du Chili (source Google Earth) 98
Figure 13. Répartition des usages des sols dans les zones d'étude en 2010 (*CONAMA, SPOT, IGM)* 127
Figure 14. Organisation locale de la forêt sclérophylle méditerranéenne dans la Cordillère de la Côte, Parc National de La Campana.....131
Figure 15. Morcellement de la végétation par les *parcelas de agrado* 134
Figure 16. Identification des *parcelas de agrado* par télédétection (zone 3) 136
Figure 17. Le *fundo* Santa Laura et son système de ressources 144
Figure 18. Evolution du taux de pauvreté et des inégalités au Chili entre 1990 et 2009 (CASEN, 2010) 173
Figure 19. Patrimoine architectural sur les espaces ouverts 175
Figure 20. Espaces résidentiels fermés sur d'anciens espaces ouverts dans la région centrale du Chili 179
Figure 21. Fermeture physique des espaces ouverts dans la région centrale du Chili.....180
Figure 22. L'artisanat, une des activités complémentaires les plus répandues au Chli particulièrement chez les femmes 183
Figure 23. Participation de la communauté Quebrada Alvarado à la construction d'un pont dans le secteur Lo Castro, Olmué 186
Figure 24. Des besoins en eau partagés par tous les usagers des espaces ouverts mais des moyens d'accès concurrents dans la vallée de Mantagua.....197
Figure 25. Niveaux d'eau souterraine à Batuco, mois de janvier (CORTEZ, A.M., 2009, à partir de données de la Direccion genral de Aguas, 2006 et 2008) 200

Figure 26. L'appropriation de l'eau dans la région centrale du Chili 201
Figure 27. Espaces à vendre dans la région centrale du Chili en 2010 211
Figure 28. Variation des prix (courbe rouge en ordonnées ou bleue selon un autre mode de calcul statistique) selon l'offre de terrains (histogramme) dans le Grand Santiago pour la période 1982-2010 (en abscisses) (TRIVELLI, P., 2010) 215
Figure 29. Terrains mis sur le marché dans l'aire d'extension du Grand Santiago entre octobre 2009 et mai 2010 (TRIVELLI, P., 2010).....216
Figure 30. Réalisation de cartes mentales à Lampa, secteur Batuco 220
Figure 31. Mise en regard de quatre cartes mentales caractéristiques des représentations contrastées qu'ont les enfants des espaces ouverts.....222
Figure 32. Eléments caractéristiques représentés en fonction du genre pour les écoles Santa Sara et Amankay à Batuco, Lampa 223
Figure 33. La valeur économique totale des espaces ouverts.....227
Figure 34. Valeurs patrimoniales des espaces ouverts dans la région centrale du Chili 230
Figure 35. L'école Waldorf de Limache au cœur d'un conflit d'installation d'antenne téléphonique 244
Figure 36. Développement continu de la téléphonie mobile au détriment des lignes de téléphonie fixe au cours de l'année 2011 245
Figure 37. Antennes-relais téléphoniques travesties en arbres sur les espaces ouverts de la région centrale.....246
Figure 38. Densification dans le temps du conflit autour de la zone humide de Batuco 247
Figure 39. Densification du conflit dans l'espace 248
Figure 40. Multiplication des décharges sauvages sur les espaces ouverts.....253
Figure 41. Carte mentale de Boris G., le 9 septembre 2010.....261
Figure 42. Evolution du nombre d'écoles primaires privées et publiques dans les zones rurales au Chili entre 1994 et 2011 (SIMCE, 2011).....277
Figure 43. Evolution du nombre d'établissements (primaires et secondaires) privés et publics au Chili entre 1994 et 2011 (SIMCE, 2011).....278
Figure 44. Evolution du PRMS en fonction de l'évolution du tissu urbain de 1960 à 2006 (MINVU, 2008) 290
Figure 45. Manifestation contre le PREMVAL sur le parvis et à l'intérieur du Conseil régional de la Région de Valparaiso, 12 avril 2012 292
Figure 46. Exemples caractéristiques d'offres touristiques sur les espaces ouverts de la région centrale du Chili 300
Figure 47. Défaillance en termes d'affichage et d'accessibiité des infrastructures touristiques sur les espaces ouverts dans la région centrale du Chili 302
Figure 48. Nombre annuel de visiteurs dans le Parc national de La Campana (source : registre du Parc et entretien avec l'administrateur, C. Díaz) 303
Figure 49. Salons, foires et expositions : des moments plus que des lieux dédiés à une ruralité réinventée 306
Figure 50. Impact des centres commerciaux sur les espaces ouverts à Quillota : changement d'uages des sols et fermeture entre 2004 et 2012 (source : Google Earth) 317
Figure 51. « Le triangle de la science régionale », (BAILLY, A., 2009).....320
Figure 52. La région « espace vécu », la région échelle charnière 321
Figure 53. Planification durable dans le nord-ouest du PRMS de Santiago (légende ANNEXE 12 ; source : OTAS, 2002) 325
Figure 54. Le jardin potager biodynamique de l'école Waldorf à Limache 337

Figure 55. Places publiques en zone rurale : des espaces fermés ou sous-utilisés 346
***C. FALIES, 2013* 346**
Figure 56. « Scénario tendanciel » du développement du *Barrio Mapocho La Chimba* au nord de Santiago (source : *Observatorio de ciudades, Universidad de Chile*) 351
Figure 57. « Scénario souhaitable » du développement du *Barrio Mapocho La Chimba* au nord de Santiago (source : *Observatorio de ciudades, Universidad de Chile*) 352
Figure 58. « Scénario probable » du développement du *Barrio Mapocho La Chimba* au nord de Santiago (source : *Observatorio de ciudades, Universidad de Chile*) 353
Figure 59. Le projet *Cerros Isla* à Santiago 356
Figure 60. Le *cerro Blanco* : un espace ouvert en plein cœur de Santiago 359
Figure 61. Production des espaces ouverts et de la métropole dans la région centrale du Chili, Et vice et versa 373
Figure 62. (Re)-production de l'espace ouvert ?.....376
Figure 63. Définir une métropole à travers ses espaces ouverts : le cas de Concepcion 379
Figure 64. Dans les autres agglomérations chiliennes, poursuivre avec l'étalement urbain ou redensifier les centres ? 380

TABLE DES PHOTOS

Photo 1. Une prairie « bien entretenue et bien fermée » 64
Photo 2. Partie sud de l'exploitation Agrícola Rivarola conquise sur une terrasse du fleuve Limache consacrée à la production de tomates et d'oranges 71
Photo 3. *Huaso* à cheval à Quebrada Alvarado, secteur Lo Castro, Olmué le 10/07/2010..... 91
Photo 4. Production de rouleaux de gazon à Mantagua, le 13/04/2010 97
Photo 5. Un « paysage *cimarrón »* au nord de Quintero 121
Photo 6. Entrée de l'ensemble de *parcelas de agrado* de Pelumpen à Olmué (zone 2) 133
Photo 7. Anciennes terrasses abandonnées dans le *Fundo Santa Laura*, Til Til. 146
Photo 8. Station de traitement des eaux usées de La Cadellada, près de la zone humide de Batuco, commune de Lampa, et ses installations rudimentaires. 152
Photo 9. Cimetière de matériel militaire sur un espace ouvert à Altos de Chicauma 154
Photo 10. Ségrégation entre autochtones et nouveaux arrivants à Lampa 177
Photo 11. Placette à l'intérieur d'un *condominio* à Mantagua, 2010.....181
Photo 12. Entrée de la communauté dans le secteur Granizo, à moins d'1 km de l'entrée du Parc National La Campana, 2010 190
Photo 13. Prolifération d'algues vertes à l'embouchure du cours d'eau Mantagua en 2012 198
Photo 14. Salinisation de l'humedal de Mantagua en raison du pompage dans la nappe phréatique, 2010.....199
Photo 15. La *cancha*, terrain multisports avant l'heure à San Isidro, Quillota, 2010.....226
Photo 16. Cimetière de la communauté Amereida à *Ciudad Abierta*, Mantagua, 2010 232
Photo 17. Conflit de proximité entre éleveurs et projet de *condominio* Bosques de Mantagua 242
Photo 18. Palmeraie incendiée dans le Cajón de San Pedro sur le Fundo Campana Norte, juillet 2012 250
Photo 19. Incendie dans le *condominio* Santa Adela, novembre 2011 251
Photo 20. Panneaux interdisant l'accès et le dépôt d'ordures à Lo Castro, Quebrada Alvarado, Olmué sous peine de payer une amende d'environ 150 euros. 252
Photo 21. Les plages : espaces ouverts à toutes les pratiques ? 288
Photo 22. « *El mercadito* » du vendredi à l'école Waldorf de Limache.....309
Photo 23. *Parcela 40* à San Isidro, Quillota, cultivée en permaculture par Catalina, D. 338
Photo 24. Friches de la CCU à Limache, septembre 2010 342
Photo 25. Les dunes de Concón le 31 mars 2012.....362

TABLE DES ENCADRÉS

Encadré n° 1. Extraits de SUBERCASEAUX, B., *Chile o una loca geografía*, 1940 9
Encadré n° 2. Entretien libre avec Gabriela Weil, dite « Guapy », 45 ans, 21.04.2010 45
Encadré n° 3. Marx et la relation ville-campagne 54
Encadré n° 4. Le Transantiago et le Métro-train Valparaíso-Limache : relier le centre à la périphérie par les transports en commun. Quel impact pour les espaces ouverts ?116
Encadré n° 5. L'accessibilité des espaces ouverts en trois temps : « chronique d'une mort annoncée » ?.....120
Encadré n° 6. Identification des *parcelas de agrado* par télédétection (Figure 16).....135
Encadré n° 7. Fonction et usage dans la production de l'espace selon H. Lefebvre 161
Encadré n° 8. Les classes socioprofessionnelles au Chili : une définition par le pouvoir d'achat (source : MANZUR, E., MENDOZA, M., dir., 2001).....170
Encadré n° 9. « Agrandissement et délimitation du Parc National « La Campana » dans la Ve Región de Valparaíso », (source : Décret 228, loi N° 17.892.- Santiago, 02 Août 1985) 189
Encadré n° 10. : Séquence chronologique des incendies sur les espaces ouverts 254
Encadré n° 11. Définitions statistiques des zones urbaines selon l'INE et servant à définir les espaces à aménager (source : INE) 269
Encadré n° 12. Appel sur les réseaux sociaux d'une organisation citoyenne concernant le PRMS : nouvelle forme d'expression de la *vox populi* ?.....293
Encadré n° 13. L'enseigne de supermarchés *Líder* : symbole du glocal et d'une nouvelle urbanité sur les espaces ouverts ?.....315
***Encadré n° 14.* Catégories de protection, préservation et conservation du SNAPSE, *Sistema Nacional de Áreas Silvestres Protegidas del Estado* (source : CONAF) 323**
Encadré n° 15. Lefebvre sur la croissance 330
Encadré n° 16. « L'art d'arranger l'urbain depuis les vides » selon M. Lussault.....350

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1. Présentation des trois zones d'étude 33
Tableau 2. Présentation des données par ordre chronologique d'acquisition et de traitement (légende commune à la Figure 2) 41
Tableau 3. Structure et répartition de l'agriculture en exploitations dans la macro-région centrale du Chili en 2007 (INE, 2009)..... 62
Tableau 4. Restitution des questions 3, 4 ,5 du questionnaire portant sur les éléments ruraux, « naturels », urbains du secteur (en vert, considérés comme des secteurs ; en rouge, expression de temporalités ; en bleu, référence à des infrastructures ; en mauve, à des installations privées). 84
Tableau 5. Projets immobiliers significatifs sur la commune de Lampa à l'horizon 2020.....150
Tableau 6. Appeler l' « Autre » 167
Tableau 7. A chaque zone d'étude, son conflit (*C. FALIES, 2013*).....240
Tableau 8. « Dénouement » envisagé des espaces ouverts étudiés 347

TABLE DES MATIERES

Avant-Propos 6
Sommaire 7

Introduction générale 8
La genèse de l'objet d'étude 13
L'objet d'étude : les espaces ouverts en contexte métropolitain 15
Une géographie radicale qui s'exprime a l'échelle régionale métropolitaine 24
Pour une géographie ouverte : enjeux, problématique, questionnements 26
Une méthodologie douce adaptée aux rugosités du terrain 28
A. Le choix et la connaissance intime du terrain 30
B. S'insérer dans des réseaux sans perdre son éthique de chercheur 43
De la parcelle à la métropole et retour : la production de l'espace ouvert 49

Première partie Les espaces ouverts aux marges de la métropole : diversité des mises en valeur et des modes d'appropriation 53
Introduction de la première partie 54
- Chapitre 1 - Les espaces ouverts : ni ruraux ni urbains 58
1. Les espaces ouverts fondamentalement marqués par l'agriculture 60
A. Une intensification de l'agriculture dans les périphéries métropolitaines 60
B. Les nouvelles composantes du monde rural 63
C. Recomposition endogène de la structure agraire 66
2. Urbanisation des campagnes ou fermeture des espaces ouverts périphériques ? 72
A. La croissance urbaine et le modèle de la ville étalée 72
B. Progression de l'urbain et politique du logement à l'origine d'une occupation accélerée des espaces ouverts 74
C. Vers un gradient urbain-rural ? 81
D. Des espaces ni ruraux, ni urbains, ni naturels 82
-Conclusion du chapitre 1 - Les espaces ouverts : de tiers-espaces 87

- Chapitre 2 - Les espaces ouverts : des espaces pionniers ?..... 89
1. Des espaces au caractère pionnier 90
A. Le huaso : figure de la mobilité et de la ruralité 90
B. Poursuite et adaptation de la transhumance en contexte métropolitain 93
C. Une mise en valeur selon des cycles économiques courts 96
2. Culture du risque et de la *tabula rasa* 99
A. Destruction périodique par les tremblements de terre 99
B. Un impact qui porte de plus en plus spécifiquement sur les espaces ouverts en tant que sorties de secours 101
3. Des espaces marqués par la mobilité 103
A. Une forte attractivité à petite échelle 103
B. Les dernières heures de l'exode rural, la poursuite de la périurbanisation et un retour aux centres ? 106
C. Mobilité choisie, mobilité subie au cœur de la métropole : l'ouverture est-elle synonyme d'accessibilité à l'échelle régionale ? 112

D. Une fermeture à l'échelle locale qui nuit à l'accessibilité des espaces ouverts 117
-Conclusion du chapitre 2 - Les espaces ouverts : des espaces en marche.....121

- Chapitre 3 - Des espaces en voie de disparition ou des espaces en voie de production ?..... 123
1. Les espaces ouverts : un système de ressources environnementales pour la métropole..... 126
A. Cartographier les espaces ouverts et leurs usages dans un contexte émergent..... 126
B. La richesse des formations végétales endémiques mise à mal..... 129
C. Déconnexion croissante des différents éléments du système de ressources par changement rapide de l'occupation des sols : l'impact des *parcelas de agrado*..... 132
2. Le *saltus* : un espace et des ressources en voie de production 138
A. Le saltus : une ressource en soi ? 138
B. Ouverture/fermeture de l'espace : un processus historique..... 139
C. Les grandes propriétés : des possibilités sans limites ? 142
3. Les faibles densités : une ressource non-renouvelable en voie de disparition..... 145
A. Le paysage : symptôme de la densification..... 145
B. Une densification surtout résidentielle..... 147
C. Concentration des activités encombrantes en périphérie..... 151
D. Une densification difficile à évaluer 155
-Conclusion du chapitre 3 - Fragilité du devenir des espaces ouverts.....157

Conclusion de la première partie 158

Deuxième partie Concurrence et conflits autour, dans, sur et pour l'espace ouvert.....160
Introduction de la deuxième partie.....161
- Chapitre 4 - De l'épaisseur des espaces ouverts 165
1. De l'épaisseur sociale des espaces ouverts 166
A. Classes moyennes, périurbain et espaces ouverts : quelle relation ? 167
B. Une des caractéristiques des pays émergents : la montée en puissance des classes moyennes 169
C. Une pauvreté en baisse mais persistante en périphérie..... 171
D. Persistance de la très grande propriété en périphérie métropolitaine 174
E. Ségrégation métropolitaine tant urbaine que rurale..... 176
2. Les marges : un concept socio-spatial qui permet de saisir la complexité des espaces ouverts dans le processus de métropolisation..... 181
A. Les femmes, actrices-clés des espaces ouverts grâce à leur multiactivité 182
B. Des communautés rurales au cœur du fonctionnement des espaces ouverts encore marginalisées..... 185
C. Des communautés face à la métropolisation : le cas de la communauté Mariana de Osorio à Olmué..... 188
3. L'appropriation des espaces ouverts comme préalable à leur usage..... 192
A. L'accumulation : une forme légale d'appropriation et une forme active de ségrégation 192
B. L'appropriation de l'eau dans les espaces ouverts 194
-Conclusion du chapitre 4 – Des espaces stratifiés qui se superposent et s'imbriquent.....202

- Chapitre 5 - Valeurs et mises en valeurs des espaces ouverts ***203***
1. Les espaces ouverts porteurs de valeurs contradictoires 206
A. Délaissés, friches, espaces ouverts..... 206
B. Valeurs et espace..... 207
2. La valeur marchande des espaces ouverts 210
A. A vendre ! 210
B. Mais combien ?..... 213
3. Percevoir les valeurs immatérielles à travers les cartes mentales 217
A. Recueillir les représentations 217
B. Pratiques et représentations des espaces ouverts 221
C. L'espace ouvert : une question de genre ? 222
D. La *cancha* : « l'espace public rural par excellence »..... 224
4. Les espaces ouverts porteurs de valeurs transversales 227
A. De la difficulté de hiérarchiser les valeurs portées par les espaces ouverts 227
B. Espaces ouverts et patrimoine 229
C. Les espaces ouverts : des espaces sacrés ? 231
-Conclusion du chapitre 5- Des valeurs difficiles à hiérarchiser*.....*233

- Chapitre 6 - Les espaces ouverts : arènes de la métropole.....*235*
1. Le Chili et les conflits : entre faiblesse de régulation par l'État et montée en puissance de l'expression de la conflictualité par les réseaux virtuels 236
A. Une diversité des projets et des porteurs de projets qui implique une diversité des conflits 236
B. La conflictualité : nouveau registre d'expression sociale depuis le retour à la démocratie..... 237
2. Les conflits aux marges : des conflits secondaires ou au contraire caisses de résonance ? 239
A. Un conflit linéaire autour d'une route 241
B. Un conflit ponctuel : *no en mi patio* !..... 243
C. Densification d'un conflit dans le temps et dans l'espace 247
3. Les incendies : expression vive de la conflictualité latente ou ouverte des espaces ouverts..... 249
A. Les incendies en contexte méditerranéen 249
B. Les décharges sauvages : matière inflammable dispersée sur les espaces ouverts 251
C. Le bulldozer et l'allumette : moteurs de changements d'usage des sols 254
D. Localiser les incendies et les zones à risques 256
-Conclusion du chapitre 6 – Les espaces ouverts : scènes, objets et enjeux de la conflictualité métropolitaine*.....*258

Conclusion de la deuxième partie ***259***

Troisième partie Les espaces ouverts : le cœur de la métropole **263**
Introduction de la troisième partie ***264***
- Chapitre 7 - Les espaces ouverts dans la région centrale du Chili : un objet politique ? ..268
1. Planification et espace au Chili..... 270
A. Quelle planification pour quels espaces ?..... 270

B. Un manque de moyens des communes, échelon de base du système politico-administratif aux dépends des espaces ouverts 272
C. Redécoupage administratif : le cas de la création de la province de Marga Marga en 2010 279
2. Trop ou pas assez de lois sur le territoire ? 282
A. Une planification régulatrice ? 282
B. Une gestion compartimentée et non intégrée des zones côtières au Chili 284
C. L'échelle métropolitaine : simple échelle d'analyse ou échelle de gouvernance ? . 289
D. « Un développement territorial sur le lieu et dans les mains des gens », (BOISSIER, S., 2004) 290
3. La multifonctionnalité des espaces ouverts au chili : un affichage paradoxal 294
A. La multifonctionnalité des espaces ouverts 294
B. La nouvelle ruralité : une alternative ? 298
C. L'agro-éco-tourisme ou la tentative maladroite d'un soft aménagement des espaces ouverts 299
-Conclusion du chapitre 7- Les espaces ouverts, des objets marchands en voie d'intégration 307

- Chapitre 8 - De la parcelle au monde en passant par la région : une métropolisation par les espaces ouverts ?.....310
1. Importance de l'échelle globale et nationale sur les espaces ouverts périphériques 312
A. L'Etat et la communauté internationale 312
B. Les grands groupes multinationaux et l'impact de leurs investissements sur les espaces ouverts 313
2. A l'interface, l'échelle de la région métropolitaine : la figure de l'escalier 318
A. Redécouvrir la région II 318
B. La métropole comme région, un système d'espaces ouverts ? 322
-Conclusion du chapitre 8 - Les espaces ouverts : miroirs grossissants de la mondialisation et planchers de la métropolisation.....327

- Chapitre 9 - Quelle ouverture pour les espaces ouverts ? 329
1. Des solutions spatiales alternatives formulées à partir des espaces ouverts en raison de leur situation métropolitaine 332
A. La production apicole : une filière foncièrement ouverte 332
B. L'agriculture biologique : retour à la terre ou innovation métropolitaine ? 334
C. Le biorégionalisme : une solution politique pour une mise en réseau des espaces ouverts ? 340
2. Les espaces ouverts : produits de la métropolisation 341
A. Les critères de différenciation : usages, statut et devenir des espaces ouverts 341
B. Quatre types d'espaces ouverts 344
C. Autant de dénouements que de configurations spatiales 347
3. Ouvrir des pistes 348
A. Des actions pionnières à Santiago : régénération du Barrio Mapocho-La Chimba et Cerro Islas 348
B. Les dunes de Concón : le paradigme des espaces ouverts métropolitains 360

-Conclusion du chapitre 9 - Les espaces ouverts métropolitains : paradoxe ou pléonasme ? 364

Conclusion de la troisième partie 365

Conclusion générale.....367

Métropole, espaces ouverts : qui de l'œuf ou de la poule ?..... 369
La métropole ou le complexe de Médée..... 369
La métropole : un système d'espaces ouverts 371
La (re)production de l'espace ouvert 374

Annexes 381

Références bibliographiques.....476

Glossaire 503

Tables 510
Table des cartes..... 511
Table des figures.....512
Table des photos.....515
Table des encadrés 516
Table des tableaux.....517
Table des matières.....518

Espaces ouverts et métropolisation entre Santiago du Chili et Valparaíso : produire, vivre et aménager les périphéries

Cette thèse de géographie analyse les rapports mutuels de production entre les espaces ouverts et la double métropole constituée de Valparaíso et de Santiago du Chili. Devant les fortes pressions urbaines que connaît la région centrale du Chili depuis les années 1970, la permanence de nombreux espaces de superficie différente mais tous encore peu bâtis et aux usages faiblement intensifs à une vingtaine de kilomètres seulement des centres des deux principales agglomérations de ce pays émergent peut en effet paraître paradoxale. Mais le processus de métropolisation a besoin des ressources que représentent les espaces ouverts pour s'alimenter et à l'inverse les espaces ouverts ont besoin de la métropole pour exister à travers ses infrastructures, ses acteurs, ses lois. Dans une démarche de géographie sociale inspirée des travaux d'Henri Lefebvre et en me fondant sur un travail de terrain approfondi autour de trois zones d'étude de la troisième couronne périurbaine de Santiago et de Valparaíso (une littorale, une de moyenne montagne et une dans la dépression centrale), cette recherche développe une méthodologie plurielle permettant de saisir au mieux la triple dimension conçue, vécue et perçue des espaces ouverts en lien avec la métropolisation. Pour marginaux et divers qu'ils soient, les espaces ouverts constituent des enjeux stratégiques pour la métropolisation qui expliquent à la fois les conflits qu'ils originent et qu'ils subissent ainsi que la nécessité pour les autorités de les prendre en compte dans leurs aménagements.

Mots-clefs : Chili - Santiago du Chili - Valparaíso - métropolisation - géographie régionale - espace ouvert - production - conflits - représentations - valeur - ressources - relations ville-campagne

Espacios abiertos y metropolización entre Santiago de Chile y Valparaíso : producir, vivir y planificar las periferias

La presente tesis, que se enmarca en el área de la Geografía y analiza de manera conjunta los espacios abiertos en las áreas metropolitanas del centro de Chile, constituidas por las ciudades de Valparaíso y Santiago.Frente a la las grandes presiones urbanas que ha experimentado la región central de Chile desde los años 1970, constatamos aún la existencia de un gran número de espacios de superficies de diferentes tamaños los cuales aún pueden ser construidos de manera intensiva, lo que puede resultar de algún modo paradojal, ya que se encuentran sólo a una veintena de kilómetros de las dos aglomeraciones más importantes de este país emergente. Este proceso de metropolización, ha necesitado alimentarse de recursos representados por los espacios abiertos y a la inversa, los espacios abiertos han necesitado de la metrópolis para existir a través de sus infraestructuras, sus actores y sus leyes.En la dirección de la Geografía social e inspirado en los trabajos de Henri Lefebvre y en el amplio trabajo de terreno, que me permitió profundizar el conocimiento en torno a las tres áreas de estudio de la tercera corona periurbana de Santiago y Valparaíso (un área litoral, otra cordillera de la costa y finalmente la depresión intermedia o central), esta investigación ha desarrollado una metodología mixta que ha permitido conocer de mejor manera las tres dimensiones de análisis, en cuanto a como se conciben, como se viven y como se perciben los espacios abiertos en relación con la metropolización.Pese a lo marginales y diferentes que parezcan, los espacios abiertos constituyen los desafíos estratégicos de la metropolización, los que explican a la vez los conflictos que se originan y sufren esos territorios así como también, la necesidad de que sean tomados en cuenta por la autoridad en materias de Ordenamiento Territorial.

Palabras Claves: Chile – Santiago de Chile – Valparaíso – metropolización – geografía regional - espacios abiertos – producción – conflictos - representaciones - valor – recursos – relación ciudad – campo

Open spaces and metropolitization between Santiago de Chile and Valparaíso : product, live and planning peripheries

This thesis analyses the mutual relations of production between the open spaces and the double core metropolitan region created through the proximity of Valparaiso and Santiago de Chile. Given that Chile has been facing strong urban pressure since the 1970s, the existence of numerous open spaces of various sizes, that are lightly built and with mostly low land use, as close as 20 km from the two urban centres in this emerging country, may indeed appear paradoxical. Nevertheless, the process of metropolitization is dependant upon these open spaces for growth and, conversely, in order to exist, these open spaces need the infrastructures, stakeholders, and laws of these metropolitan areas. This study adopts a social geography approach, inspired by the work of Henri Lefebvre and is based on a long-term field study of three geographical areas. Each area is part of the third urban ring of Santiago and focuses on a distinct type of geography (including a coastal area, a mid-mountain area, and a part of the central basin). The research adopts a mixed methodological approach to capture the tri-dimensionality - conceived, lived and perceived - of the open spaces in relation to metropolitization.Though marginal and diverse, these open spaces remain strategic for metropolitization, which explains both the conflicts that they generate as well as the need for local authorities to incorporate them in their plans for urban development

Key words : Chile – Santiago de Chile – Valparaíso – metropolitization –open spaces – conflicts - representaciones - land values